

RAPPORT GENERAL

SUR LA

SECURITE SOCIALE

AU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

2000

MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE
INSPECTION GENERALE DE LA SECURITE SOCIALE

RAPPORT GENERAL
SUR LA
SECURITE SOCIALE
AU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

2000



LUXEMBOURG
NOVEMBRE 2001

APERCU GLOBAL SUR LA PROTECTION SOCIALE AU LUXEMBOURG

DONNEES FINANCIERES GLOBALES

Signes utilisés dans le Rapport général

- Néant
- 0,0 Donnée très faible, généralement inférieure à la moitié de la dernière unité ou décimale des nombres mentionnés sous la rubrique
- . Donnée non disponible
- (.) Donnée non disponible (incluse ailleurs)

Sommaire

	Page
1. Les dépenses et les recettes au Luxembourg	5
2. Comparaison internationale	11

Statistiques

1. Protection sociale au Luxembourg	17
1.1. Note méthodologique relative à l'élaboration des statistiques des recettes courantes et des dépenses courantes de la protection sociale	17
1.2. Tableaux des recettes et des dépenses courantes de la protection sociale pour les années 1999 et 2000	20
Tableaux 1. - 4. Statistiques de la protection sociale - Recettes et dépenses courantes 1999 et 2000 /en milliers EUR)	21-27
Tableaux 5. - 8. Statistiques de la protection sociale - Recettes et dépenses courantes 1999 et 2000 /en millions LUF)	28-35
Tableaux 9-12. Tableaux récapitulatifs pour la période 1985 à 2000 des opérations courantes par régime de protection sociale en millions LUF et en pour cent du produit intérieur brut (PIB)	36-39
2. Protection sociale dans l'Union Européenne	40
2.1. Remarques préliminaires et sources statistiques	40
2.2. Tableaux concernant la protection sociale dans les Etats membres de l'Union Européenne	41
Tableaux 1. - 4. Protection sociale dans les Etats membres de l'Union Européenne 1990-1998 (en millions EUR/ECU)	41-44
Tableau 5. Données économiques et démographiques	45
Annexe - Données statistiques générales	46
I. Population et main-d'oeuvre	46
Tableau 1. Evolution de la population totale par groupe d'âge et par sexe	46
Tableau 2a. Emploi et population active	47
Tableau 2b. Emploi salarié par branche d'activité	47
II. Statistiques économiques	47
Tableau 3. Evolution du Produit Intérieur Brut (PIB) (version nationale) et du revenu national net disponible	47
Tableau 4. Evolution des indices généraux des prix à la consommation	48
Tableau 5. Les variations annuelles de l'indice des prix à la consommation calculées en % sur la moyenne des 12 mois de l'année	48
Tableau 6. Les échéances de l'échelle mobile des salaires (nombre-indice du coût de la vie) et les variations annuelles y relatives	49
Tableau 7. Evolution du salaire social minimum 1970-2000	50
Tableau 8. Variation des minimum et maximum cotisables en matière d'assurance maladie à partir du 1.4.1981	51
Tableau 9. Evolution du plafond cotisable en matière d'assurance pension 1970-2000	52

1. Les dépenses et les recettes au Luxembourg

1. Le cadre statistique

“La protection sociale dans le monde est un facteur productif. Elle n’est pas un fardeau, ni une dépense malvenue... La protection sociale apporte des bienfaits considérables à nos sociétés et à nos économies”.¹⁾

Les interventions à caractère social menées par la collectivité pour atténuer les conséquences d’événements malheureux de l’existence et libérer la communauté humaine du besoin, semblent absorber annuellement une part accrue des richesses nationales. Les stratégies envisagées pour préparer l’avenir de la protection sociale sont appelées à concilier les aspirations de la collectivité pour étendre la protection de tous les individus contre les risques et éventualités avec les ressources de financement disponibles. A une époque marquée par des mutations profondes des structures sociales et économiques, accompagnées par une ouverture progressive des frontières nationales, l’expansion des dépenses de protection sociale provoque des discussions animées de la part des acteurs de la vie publique, des prestataires de soins, des employeurs et des assurés à propos de la situation actuelle et de l’orientation future du système, et traduit une préoccupation réelle pour garantir la pérennité du système de protection mis en place sans qu’une part accrue de la richesse nationale ne soit consacrée à son financement.

L’évolution mérite d’être analysée tant au niveau national qu’international au moyen d’un cadre statistique commun aux pays concernés. Le besoin de mesurer cet effort social, de suivre son évolution et de le comparer dans le temps et dans l’espace, a amené les pays membres de l’Union Européenne à charger l’Office Statistique des Communautés Européennes (EUROSTAT) d’élaborer un système de statistiques de la protection sociale (SESPROS) qui se propose de donner un aperçu global de tous les transferts sociaux comprenant outre la sécurité sociale, l’assistance sociale et l’aide sociale. Le cadre imposé garantit une comparaison des divers systèmes de protection sociale appliqués sans tenir compte de l’organisation, centralisée ou décentralisée ni des sources de financement (impôts ou cotisations). Il s’inspire notamment de la convention 102 de l’Organisation Internationale du Travail qui se réfère à un faisceau d’événements contre lesquels les Etats signataires organisent une protection à l’intention de leur population. La liste énonce les risques et besoins suivants: la maladie, les soins de santé et de maternité, l’invalidité, la vieillesse, la survie, la famille, le chômage, le logement, l’exclusion sociale et divers. Les statistiques reproduites se réfèrent aux opérations courantes hors dépenses d’investissement ou dépenses en capital.

Les dépenses et les recettes courantes, qui n’incluent pas les prélèvements ni les dotations aux réserves, sont établies selon une double classification à savoir, d’une part, selon les fonctions de risque ou les sources de financement, et d’autre part, selon les types de régimes en cause.

Dans la comparaison des dépenses de protection sociale avec le produit intérieur brut (PIB), il faut attirer l’attention sur l’élaboration d’une nouvelle série PIB version SEC95 introduite par tous les pays de l’Union Européenne au courant de 1999. Le nouveau Système Européen des Comptes (SEC95) constitue un pas important dans le processus d’harmonisation des cadres comptables, des concepts et des définitions. Entièrement cohérent avec la version révisée du Système de Comptabilité Nationale de 1993 des Nations Unies qui sert de référence au niveau mondial pour l’établissement des comptes nationaux, le SEC95 apporte des améliorations méthodologiques substantielles qui affectent l’ensemble des résultats des branches et des secteurs et augmentent sensiblement le PIB de l’ancienne version SEC79 en raison d’une nouvelle délimitation des investissements et de nouveaux principes d’évaluation de la production surtout pour les assurances et les administrations publiques.

Une harmonisation sur le traitement des services d’intermédiation financière - ou production imputée des services bancaires qui posait problème dans l’ancien SEC79 - n’a cependant pu être réalisée au niveau des pays de l’Union Européenne, et un délai supplémentaire est laissé aux pays pour tester les différentes méthodes proposées pour la ventilation de ces services devant aboutir à une décision finale. A cause de ce remaniement en profondeur le prélèvement et la charge de la protection sociale exprimés par rapport à la richesse nationale sont différents des taux publiés dans les éditions antérieures.

Dans la suite les dépenses et recettes de protection sociale sont rapportées au PIB version SEC(95). Puisque la nouvelle série couvre seulement la période 1995 à 2000, l’ancienne version du PIB a été utilisée pour établir les indicateurs pour les années historiques 1970 et postérieures. Une certaine prudence est recommandée quant aux conclusions à tirer lorsque l’effort social est mesuré par rapport à la production nationale pour des années antérieures à 1995.

1) P. Flynn, Commissaire pour l’emploi et les affaires sociales à la Commission Européenne, Allocution d’ouverture in “Modernisation et amélioration de la protection sociale”, Bulletin luxembourgeois des questions sociales, vol. 4, 1997.

2. Avertissement sur les signes monétaires dans les tableaux

A l'aube de l'introduction de l'euro à partir du 1.1.2002, le Rapport général sur la sécurité sociale 2000 est présenté en francs luxembourgeois et en euros. Les montants de la partie descriptive des chapitres sont inscrits en millions ou milliers d'euros. Pour faciliter les liens avec les séries historiques dans la partie statistique, le franc luxembourgeois est utilisé principalement avec la contre-valeur en euro du montant de la dernière année disponible.

3. La part de la protection sociale dans le PIB

Les dépenses de protection sociale, hors opérations de transferts entre les institutions et gestions (voir tableau 1), atteignent 4 366,4 millions EUR en 2000 (176,1 milliards LUF) en progression de 7,4% par rapport à 1999 et représentent 21,3% du PIB (SEC95). Le prélèvement effectué pour couvrir ces dépenses s'élève à 4 902,1 millions EUR (197,8 milliards LUF). Au contraire de l'année précédente où l'augmentation des recettes et des dépenses a été due essentiellement à l'introduction d'une assurance dépendance, l'augmentation en 2000 s'est répartie sur les prestations d'assurance maladie, les pensions, les accidents de travail et sur les prestations familiales et notamment le congé parental ; de plus l'augmentation des prestations reflète les efforts multiformes consacrés à la réalisation du plan national pour l'emploi.

L'année 2000 termine avec un solde global positif de 518,4 millions EUR (20,9 milliards LUF) dû surtout à une progression des recettes, sous l'impulsion de l'expansion du niveau de l'emploi combiné aux relèvements des taux de cotisations, et de la contribution de l'Etat à la branche assurance maladie maternité et à la branche prestations familiales. Le déficit de cette dernière, pris en charge par l'Etat en vertu de la loi du 23 décembre 1995 atteint 122 millions EUR en 2000 (4,9 milliards LUF) contre 62 millions EUR en 1998. Dans l'assurance maladie un train de mesures prenant effet au 1.1.2000 avec pour objectif de rétablir l'équilibre entre dépenses et recettes, visait une hausse des taux de cotisations et de la contribution de l'Etat fixée désormais à 37 % des cotisations réservées au financement des soins de santé, et a procuré les recettes supplémentaires de l'ordre de 22% si l'on tient compte aussi de l'accroissement de la masse cotisable inhérente à la dynamique du niveau de l'emploi et du niveau des rémunérations.

Tableau 1. - Dépenses et recettes courantes de la protection sociale (sans transferts entre gestions)

Année	Dépenses courantes		Recettes courantes				Solde	
	En millions LUF	En millions EUR	En % du PIB	En millions LUF	En millions EUR	En % du PIB	En millions LUF	En millions EUR
1985	54 717	1 356,40 €	19,7	60 617	1 502,66 €	21,8	5 900	146,26 €
1990	81 146	2 011,56 €	20,7	93 068	2 307,10 €	23,7	11 922	295,54 €
1995	128 999	3 197,80 €	24,0	139 237	3 451,60 €	25,9	10 238	253,79 €
1998	151 961	3 767,01 €	22,8	162 646	4 031,89 €	24,4	10 685	264,87 €
1999	163 931	4 063,74 €	22,4	177 985	4 412,13 €	24,3	14 054	348,39 €
2000	176 142	4 366,45 €	21,3	197 752	4 902,14 €	23,9	21 610	535,70 €

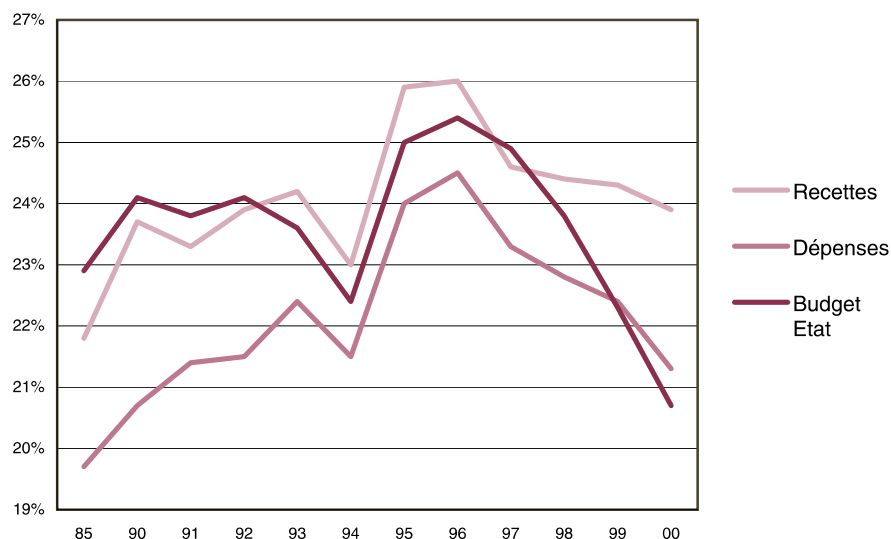
L'examen de la série des recettes et dépenses sur les trente dernières années du tableau 1 et du graphique 1 permet de distinguer trois phases: une première période commençant en 1970 se caractérise par le relèvement des prestations et par l'élargissement du cercle des bénéficiaires suivie d'une période marquée par l'effort d'infléchir la tendance. Au début de la décennie quatre - vingt - dix le rythme d'augmentation des dépenses s'est à nouveau accéléré pour culminer à 11% par an jusqu'en 1993 et revenir à 7,4% au cours de l'année 2000. L'accroissement annuel moyen des prestations pour la période 1990 à 2000 se situe à 8,1% au regard d'une augmentation du PIB en valeur nominale de 7,7% par an.

L'augmentation continue des prestations et le poids de celles-ci dans le produit intérieur brut semble constituer la tendance marquante à long terme de la protection sociale même dans un environnement marqué par une croissance parfois exemplaire de la production nationale.

Quant aux recettes, elles ont accompagné l'expansion des dépenses de façon automatique, si les dispositions de financement prévoyaient une participation directe de l'Etat dans certaines prestations ou bien ont suivi le mouvement grâce à l'effet combiné de l'évolution dynamique de l'emploi et de la hausse des rémunérations. Elles se sont poursuivies sur un rythme d'expansion de 7,8% sur la décennie attribuable pour 7,4% aux cotisations et pour 9,2% à l'intervention de l'Etat. Les placements à revenu fixe ont augmenté de 1,9% grâce au volume accru des capitaux placés.

Globalement sur l'ensemble de la période le taux de progression par an des recettes a été inférieur de 0,3% à celui des prestations.

Graphique 1. - Evolution de la protection sociale et du budget de l'Etat (en pour cent du PIB)



4. Les dépenses de protection sociale

Les dépenses courantes hors transferts entre gestions sont constituées à raison de 96,3% de prestations et de 2,6 % de frais de fonctionnement; les dépenses diverses qui n'ont pas le caractère de frais administratifs ni ne sont reconnues comme prestations se limitent en moyenne à 1%.

Au niveau de la répartition des prestations au cours des vingt dernières années, la fonction vieillesse a connu au début de la décennie quatre-vingt l'augmentation la plus vive due aux répercussions du coût du régime de préretraite créé en faveur du secteur de la sidérurgie que la crise a frappé de plein fouet, suivie de l'assurance maladie en conséquence de la réforme portant sur l'élargissement du cercle des bénéficiaires et sur le relèvement de la prise en charge des prestations.

Au cours des années récentes (tableau 2) l'augmentation des dépenses provient d'une hausse substantielle des prestations en faveur de la famille passant de 2,2% du PIB en 1990 à 3,5% en 2000 suite aux améliorations apportées aux conditions d'attribution de l'allocation de rentrée scolaire, de l'allocation d'éducation et du relèvement du montant de l'allocation de maternité ; en 1999 est introduit un congé parental à temps plein de 6 mois ou à temps partiel de 12 mois accordé à toute personne qui s'adonne principalement à l'éducation de l'enfant âgé de moins de 5 ans, et dont la répercussion financière commence à sortir son effet en 2000. Au cours de cette décennie encore, le montant unitaire des allocations familiales déjà augmenté en 1993 a été majoré successivement à partir du 1.1.1998 et du 1.1.1999 de 1 000 LUF à indice courant par enfant et par mois en contrepartie de la réduction de l'abattement pour charge d'enfants au barème de l'impôt sur les salaires et sur le revenu. Les prestations de vieillesse et de survie continuent à absorber la majeure partie et 8,5% du PIB leur sont consacrés en 2000. De leur côté, les prestations de maladie avec 23,6% de l'ensemble des prestations et un poids de 4,8% du PIB en 2000 ont poursuivi leur augmentation annuelle à un rythme de 7,2% entre 1998 et 2000.

Tableau 2A. - Répartition fonctionnelle des prestations de protection sociale

Fonctions	En % du PIB			
	1985	1990	1995	2000
Maladie	4,5	4,8	5,5	4,8
Invalidité, infirmité	2,6	2,4	2,6	2,5
Accidents de travail et maladies professionnelles	0,7	0,6	0,7	0,7
Vieillesse, survie	9,1	9,5	10,8	8,5
Maternité, famille	1,7	2,2	3,1	3,5
Chômage, placement	0,3	0,2	0,5	0,5
Logement, divers	0,1	0,3	0,1	0,1
TOTAL	19,0	20,0	23,1	20,5

L'intensité des augmentations est confirmée par le tableau 2B qui présente les prestations en pour cent du total. En 2000 la répartition est influencée principalement par la recrudescence des prestations en faveur de la fonction famille qui occupe maintenant la 2e place en volume.

Les prestations classées en infirmité absorbent 12% du total contre 11,3% en 1998. A signaler accessoirement que les prestations d'invalidité occupent dans la méthodologie SESPROS une position intermédiaire entre les prestations de maladie et les prestations de vieillesse. Administrativement le risque invalidité est géré dans certains pays par des caisses autonomes et une affectation des prestations à la fonction invalidité est possible sans équivoque. Dans d'autres pays où le risque invalidité est géré avec respectivement l'assurance pension et l'assurance maladie, les prestations y classées sont évaluées statistiquement pour la répartition entre prestations de maladie, d'invalidité et de vieillesse. Conformément à la méthodologie, les pensions d'invalidité servies à des bénéficiaires âgés de plus de 65 ans sont classées dans tous les régimes dans la fonction vieillesse. Cette reconduction des pensions d'invalidité en pensions de vieillesse prévue par la législation n'est pas suivie ailleurs dans les analyses actuarielles quand il est important de garder la trace de la nature de la pension attribuée à l'origine du risque. Par dérogation à la méthodologie, la fonction invalidité incorpore temporairement la totalité des prestations de l'assurance dépendance en attendant une répartition statistique adéquate.

La dernière rubrique du tableau 2 regroupe les fonctions logement et divers. Le poste divers avait augmenté fortement en 1990 par suite des dispositions inscrites dans la loi de 1989 sur la coordination des régimes de pension et concernant le transfert de cotisations à un régime de pension international pour le compte de personnes affiliées au cours de leur carrière à un régime de pension luxembourgeois. Depuis, le poste renferme les prestations en faveur du logement locatif et reflète une partie des efforts des pouvoirs publics dans leur politique du logement, puisque la méthodologie de l'enquête écarte encore les dépenses et subventions accordées pour l'acquisition et la construction de logements ainsi que les bonifications d'intérêts.

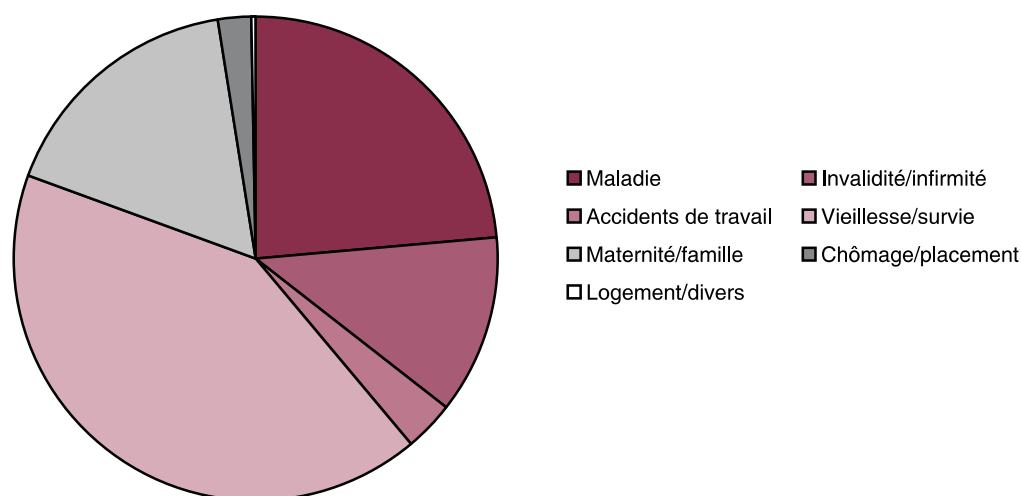
Tableau 2B. - Répartition fonctionnelle des prestations de protection sociale

Fonctions	En % du total des prestations			
	1985	1990	1995	2000
Maladie	23,3	24,0	23,6	23,6
Invalidité, infirmité	13,6	12,3	11,3	12,0
Accidents de travail et maladies professionnelles	3,8	3,1	2,9	3,2
Vieillesse, survie	47,9	47,5	46,6	41,6
Maternité, famille	9,1	10,9	13,3	16,9
Chômage, placement	1,4	0,9	2,2	2,3
Logement, divers	0,8	1,3	0,1	0,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0

Le graphique 3 représente l'évolution des dépenses versées par les régimes de sécurité sociale depuis 1980 jusqu'en 2000.

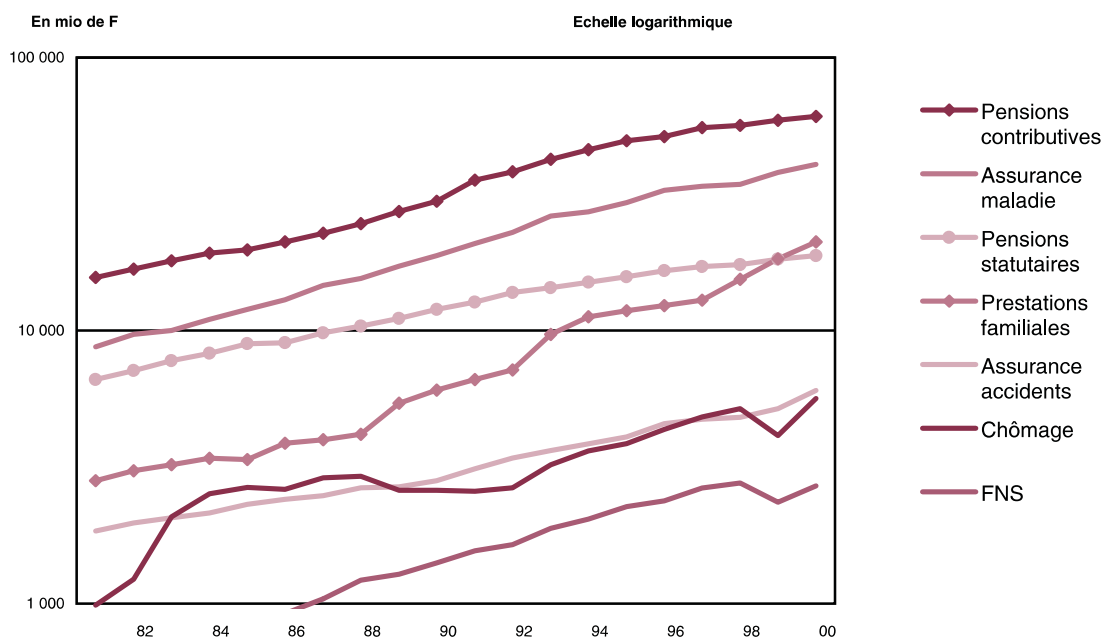
L'assurance pension occupe toujours une part prépondérante avec 1 510,1 millions EUR (60,9 milliards LUF) en progression de 3,3% par rapport à l'année précédente comme pour les régimes statutaires du secteur public qui voient leurs prestations passer à 466,2 millions EUR (18,8 milliards LUF). Les prestations familiales, qui ont enregistré une très vive augmentation avec 15,3% (soit 63% sur 3 ans) en raison notamment du relèvement du montant nominal des allocations familiales, de l'introduction d'un congé parental et de l'expansion des transferts vers l'étranger, atteignent 523,2 millions

Graphique 2. - Répartition fonctionnelle des prestations de protection sociale en % du total des prestations



EUR (21,1 milliards LUF). Le rythme d'expansion dépasse ainsi la moyenne annuelle de 18,5% sur la période 1990 à 2000. A remarquer encore que les dépenses du Fonds national de solidarité augmentent à partir de 2000 de près de 8,3 millions EUR (335 millions LUF) suite à la mise en œuvre de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

Graphique 3.- Evolution des prestations par branche



Les prestations virées à l'étranger s'élèvent en 2000 à 604,5 millions EUR (24,4 milliards LUF) en hausse de 20% et absorbent 19% des prestations de sécurité sociale. En haut de la liste figure l'assurance pension contributive avec près de 235 millions EUR (9,5 milliards LUF) en progression de 5,8% sur 2000 suivie par l'assurance maladie avec 168 millions EUR (6,8 milliards LUF) ; le montant des prestations familiales exportées est à égalité mais il est en hausse de 115,5% sur 1998; à noter que les allocations familiales différentielles, pour des raisons techniques ne sont pas encore incluses dans la statistique des transferts à l'étranger.

5. Les sources de financement de la protection sociale

Les recettes en progression de 11% passent à 4 902,1 millions EUR (197,8 milliards LUF) en 2000. Dans cet ensemble, les recettes globales de l'assurance maladie augmentent de 14% en conséquence des modifications votées aux taux de cotisations et à la contribution de l'Etat.

A signaler que différentes composantes des recettes ont été redressées rétroactivement et ceci au niveau des régimes statutaires pour lesquels les modifications structurelles intervenues par la loi du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des Postes et télécommunications ont justifié l'ouverture d'une gestion pour les pensions servies aux agents, assortie d'un financement équilibré au même titre que la Société Nationale des chemins de fer luxembourgeois. Dans cette optique, qui s'aligne par ailleurs au traitement appliqué par le SEC, sont à considérer comme cotisations fictives d'entreprise toutes les cotisations prélevées pour financer ce régime.

Parmi les recettes, les cotisations effectives des employeurs et des assurés salariés et indépendants ont poursuivi leur mouvement ascendant avec une hausse de 9,6 % en 2000 contre 12,5% au cours de l'année 1999.

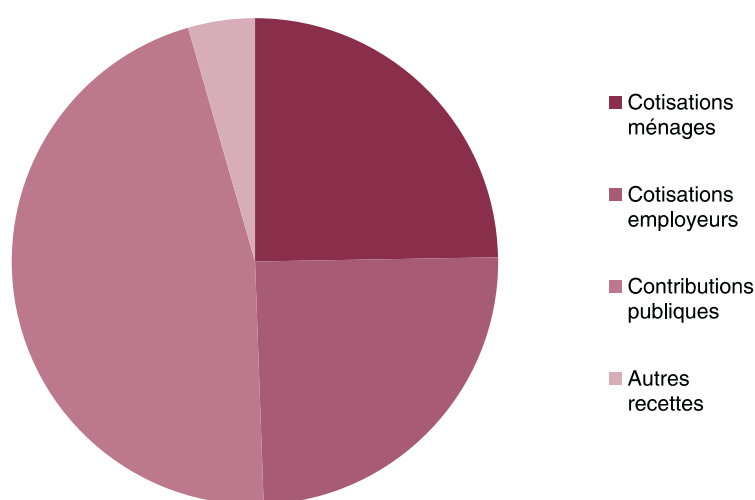
Les contributions publiques en progression de 11,3% dépassent en 2000 les 2 264 millions EUR (91 344 milliards LUF) contre 2 035 millions EUR en 1999.

Tableau 3. - La structure des recettes courantes (en % du total)

	1985	1990	1995	2000
Cotisations dont	54,9	51,5	48,8	49,4
- salariés et indépendants	20,1	19,4	19,9	21,7
- entreprises effectives	19,1	18,6	16,8	17,7
- adm. publiques effectives	3,4	2,9	3,0	2,7
Contributions publiques	38,6	40,6	46,1	46,2
Revenus des capitaux et autres	6,5	7,9	5,1	4,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0

Les cotisations des employeurs et des salariés participent toujours pour une part importante au financement de la protection sociale (voir tableau 3), mais elles ne représentent plus que 49,4 % des ressources en 2000 contre 54,9% en 1985. La part des cotisations effectives d'employeur revient dans cet intervalle de 19,1% à 17,7% du total des recettes. A cet effet plusieurs mesures ont été prises pour assurer à la fois l'équilibre des régimes et lutter contre l'augmentation des coûts accessoires des salaires. En premier lieu ont été abolies à partir de 1994 les cotisations aux allocations familiales à charge des employeurs du secteur privé puis en 1999 celles à charge des professions des non - salariés; le taux moyen de cotisation à l'assurance contre les accidents a été réduit en contrepartie des hausses successives des taux de cotisations à l'assurance maladie portées de 4,5% pour l'ouvrier et 2,6% pour l'employé en 1996 à respectivement 4,95% et 2,72% en 2000. De plus, le relèvement du salaire social minimum de 1,3% au 1.1.1999, et donc des minima et maxima cotisables, a participé à une expansion des contributions des assurés et des employeurs. La part du prélèvement sur les salariés s'est amplifiée suite aux hausses successives des taux de cotisations à l'assurance maladie et aux régimes de pension spéciaux statutaires afin de porter au 1.1.1999 le taux de contribution à charge des salariés à 8%, ce qui réduit d'autant la part des cotisations fictives à charge des employeurs, et à l'introduction de la contribution dépendance à charge des ménages. Aussi, le trait marquant de l'évolution des sources de financement au cours des 15 dernières années a été la réduction continue de la part des cotisations, principalement au profit des entreprises, alors que les contributions publiques sont passées de 38,6% en 1985 à 46,2% en 2000.

Graphique 4. - Répartition des recettes courantes en % du total des recettes



Ces chiffres ne reflètent pas encore l'ampleur réelle des contributions publiques étant donné que le financement du régime de pension statutaire des fonctionnaires de l'Etat figure sous la rubrique "cotisations fictives" des administrations publiques. Cette évolution illustre la tendance rampante à la fiscalisation du financement de la protection sociale et est due à une réduction du taux de cotisation global face à la prise en charge croissante des prestations par les pouvoirs publics. Si l'on considère la contribution totale des pouvoirs publics au financement de la protection sociale, c'est-à-dire en y incluant le financement du régime de pension statutaire des fonctionnaires de l'Etat, cette contribution s'élève à plus de 2 436 millions EUR (98 270 milliards LUF) en 2000. L'ampleur de cette contribution publique est très élevée dans la mesure où elle représente 49,7% des recettes courantes de la protection sociale, 11,9% du PIB et même 57,5% des dépenses ordinaires du Budget de l'Etat.

Tableau 4. - Les contributions publiques totales à la protection sociale

Année	Contributions publiques			Contributions en %			
	Recettes courantes	LUF	Total	EUR	Recettes courantes	PIB	Budget de l'Etat
		Régimes statutaires de pensions		Total			
1985	23 392	4 006	27 398	679,2	45,2	9,9	43,2
1990	37 806	5 212	43 018	1 066,4	46,2	11,0	45,5
1995	64 191	6 418	70 609	1 750,4	50,7	13,1	52,5
2000	91 344	6 923	98 267	2 436,0	49,7	11,9	57,5

Cette contribution se répartit comme suit sur les différentes branches de la protection sociale:

Branches	Montants en mio. LUF		Montants en mio. EUR		En % des recettes courantes	
	1995	2000	1995	2000	1995	2000
Régime de pension contributif	18 858	26 784	467,48 €	663,96 €	32,4	32,8
Régimes de pensions statutaires	11 771	13 113	291,80 €	325,06 €	77,0	70,7
Assurance maladie	12 595	16 751	312,22 €	415,25 €	39,6	37,9
Prestations familiales	10 487	19 143	259,97 €	474,54 €	90,8	94,0
Fonds de l'emploi	5 323	6 782	131,95 €	168,12 €	98,4	98,6
Assurance dépendance	-	3 139	-	77,81 €	-	46,0
Fonds national de solidarité	2 192	2 581	54,34 €	63,98 €	96,2	94,4
Assurance accidents	836	601	20,72 €	14,90 €	16,8	10,5
Autres	8 545	9 374	211,83 €	232,38 €	88,1	86,0

En dehors de l'assurance accidents, toutes les branches de la protection sociale au Luxembourg sont financées pour plus du tiers par les contributions publiques.

2. Comparaison internationale

1. Caractéristiques générales

En 1998 les prestations sociales s'élèvent dans les 15 Etats membres de l'Europe à 2018 milliards d'ECU et absorbent 26,6% du PIB contre 24,3% en 1990. Alors que les prestations ont augmenté de 2,3 points en pourcentage du PIB dans l'ensemble de l'Union Européenne entre 1990 et 1997, la Commission Européenne estime dans son "Rapport sur la protection sociale en Europe 1999", que cette augmentation reflète en partie le ralentissement de la croissance du PIB qui n'atteignait pas 1% par an au cours de la période 1990 à 1993.

En dépit des variétés des conceptions qui ont présidé à la constitution et au développement des systèmes nationaux de protection sociale, il est possible de comparer l'ampleur des dépenses de protection sociale, leur évolution et leur financement au niveau des pays de l'Union Européenne à partir de la série statistique SESPROS recueillie par l'Office Statistique des Communautés Européennes - EUROSTAT - auprès des bureaux nationaux de statistiques.

Une nouvelle méthodologie a été élaborée par EUROSTAT et publiée en 1996. Tout en conservant la structure initiale du champ d'observation de la protection sociale, la nouvelle version est caractérisée à la fois par une souplesse accrue dans la nomenclature en combinant divers critères de regroupement des régimes compétents pour servir les prestations sociales, et par une plus grande précision dans la séparation des fonctions et des types de prestations. Les données pour 1998 qui viennent d'être publiées sur l'initiative d'EUROSTAT répondent aux exigences de la nouvelle méthodologie et couvrent tous les pays qui présentent au moins des estimations des recettes et des prestations d'après les différentes fonctions. En ce qui concerne les résultats de l'enquête des lacunes persistent, partiellement en raison de différences dans les législations nationales et des difficultés de recenser les prestations qui entachent la valeur de la comparaison. Ainsi dans certains Etats les pensions complémentaires allouées aux retraités ont déjà reçu un cadre légal et les dépenses sont recensées dans la statistique; dans d'autres pays des estimations sont fournies quant aux indemnités versées par les employeurs à leurs salariés en cas de maladie. Avec la nouvelle loi sur les pensions complémentaires le Luxembourg disposera à l'avenir d'éléments suffisants pour incorporer ces données dans le cadre statistique.

Plusieurs pays disposent de données conformes à la nouvelle méthodologie jusqu'en 1980, de sorte qu'un aperçu historique peut être joint à l'analyse sur l'époque plus récente 1990 à 1998. Aujourd'hui les disparités constatées dans le passé persistent, tant en ce qui concerne la part de la richesse nationale consacrée aux transferts sociaux, que la répartition des dépenses vers les fonctions santé, vieillesse, chômage et famille. (Pour les besoins d'une meilleure comparaison et d'un allègement des tableaux, les fonctions ont été rassemblées en 5 groupes: santé avec la maternité et l'invalidité, vieillesse-survie, chômage, famille et logement, exclusion sociale et divers.) Les tendances communes continuent aussi à s'affirmer et pour tous les pays les dépenses sont orientées vers la hausse sur la période historique 1980 à 1998 tant en valeur absolue qu'en termes de comparaison avec le PIB, dès lors que les pays de l'Europe occidentale doivent affronter les mêmes défis de société tels le vieillissement de la population, la mutation des structures économiques et la marginalisation.

Tableau 5. - Prestations de protection sociale en % du PIB

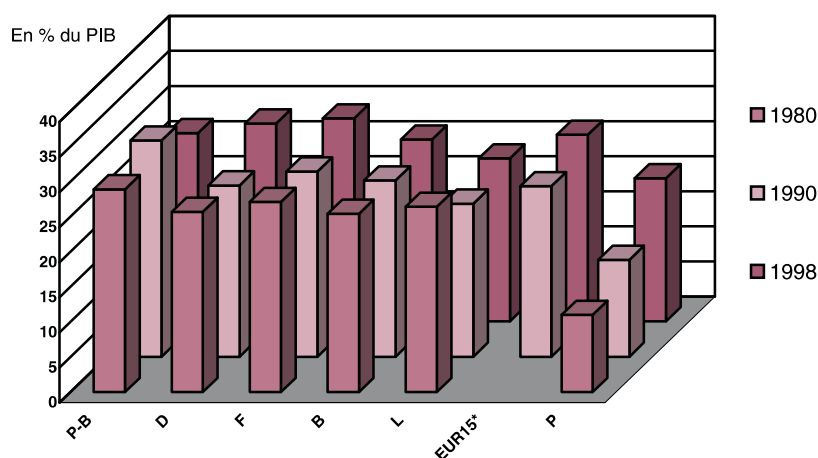
Pays	1980	1990	1993	1995	1998*)
Belgique	25,4	25,1	27,7	26,7	25,9
Danemark	27,1	27,9	31,1	31,3	29,2
Allemagne	25,7	24,4	27,3	27,8	28,2
Grèce	-	21,8	21,5	21,8	23,7
Espagne	17,1	20,0	24,0	22,1	21,0
France	27,1	26,4	29,2	29,0	28,9
Irlande	20,1	17,8	19,6	18,8	15,3
Italie	18,2	23,0	24,8	23,7	24,4
Luxembourg	26,4	21,8	23,7	24,0	23,2
Pays-Bas	28,9	30,8	21,8	29,2	26,8
Portugal	11,0	13,8	18,6	19,0	20,4
Royaume-Uni	-	21,8	28,0	26,9	26,0
Autriche	25,4	25,9	28,0	28,7	27,5
Suède	-	-	38,1	34,5	32,8
EUR 15	-	24,3	27,6	27,1	26,6

Source: EUROSTAT.

*) Estimation.

Au cours des années plus récentes de 1993 à 1998 les prestations ont légèrement régressé par rapport au PIB notamment dans les pays qui consacraient le plus de richesses au social.

Graphique 5. - Prestations de protection sociale en % du PIB



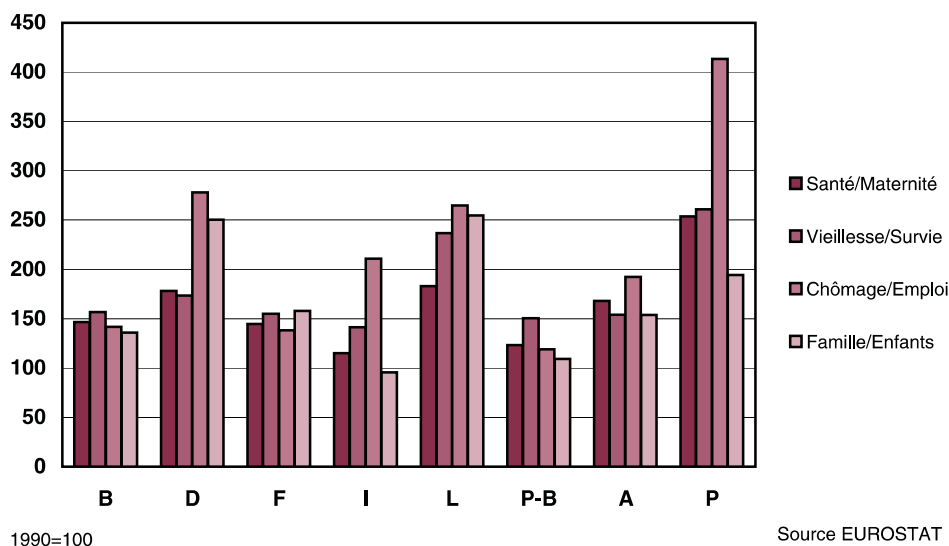
Source EUROSTAT

Au cours de la période d'observation le rythme d'accroissement des dépenses a été plus vif durant la période 1990 à 1993 pour décélérer suite aux efforts multiformes entrepris dans de nombreux pays pour tenter de maîtriser et de freiner les dépenses sociales et à la régression sinon à la stabilisation du niveau du taux du chômage dans les pays.

Les ratios entre les prestations sociales et le PIB (en partie établi selon la version SEC 95) demeurent très différents en 1998 (voir tableau 5 et graphique 5) et varient de 20% du PIB environ pour l'Irlande et le Portugal, à plus de 28% pour l'Allemagne, la France et le Danemark et dépassent les 30% pour la Suède. Le niveau de 23,2% du PIB pour le Luxembourg en 1998 repose encore sur la série du PIB version SEC/79. (Le ratio utilisé ici entre prestations sociales et PIB n'est pas comparable avec d'autres sources, puisque l'examen ne porte pas sur les dépenses courantes mais sur les seules prestations, négligeant par là les dépenses diverses et les frais d'administration.)

Les prestations poursuivent leur augmentation en valeur absolue sur toute la période 1980 à 1998, mais leur rythme de progression s'est toutefois ralenti au cours des dernières années. L'augmentation moyenne de 12% observée sur toute la période, revient à 3,4% au cours des années 1996 à 1998. En termes de prix constants, la progression moyenne globale calculée sur base de l'ECU affiche pour la période 1993 à 1998 un taux de 1,4% pour l'Europe des 15 mais cette progression est aussi fortement influencée par la fluctuation des monnaies nationales par rapport à l'ECU.

Graphique 6. - Prestations sociales - Evolution par fonction 1990 - 1998



L'amplification du volume des prestations sociales a été plus rapide sur base de la valeur monétaire nationale alors qu'elle dépasse 8% par an en termes réels pour le Portugal, se situe autour de 5% pour l'Allemagne, l'Irlande, le Royaume-Uni et le Luxembourg et à plus de 3% pour le Danemark, l'Autriche, la Finlande et la Suède. Par contre, le taux annuel moyen de près de 0,9% pour les Pays-Bas témoigne d'un réel effort pour stabiliser l'augmentation des dépenses à un rythme inférieur à l'expansion économique.

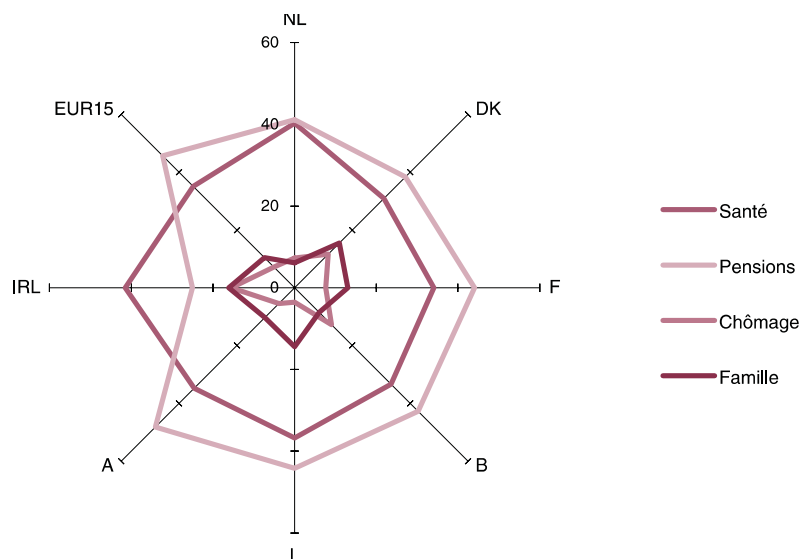
Tableau 6. - Prestations sociales par fonction 1990-1998 (1990 =100)

Pays	Santé Maternité	Vieillesse Survie	Chômage Promotion emploi	Famille Enfants	Prestations de protection sociale par habitant en SPA	
					1990	1998
Belgique	140,3	150,0	135,8	130,3	3 832	5 770
Danemark	151,2	153,8	112,0	161,4	4 197	6 905
Allemagne	170,9	166,5	266,7	240,3	4 136	6 225
Grèce	269,3	299,8	341,3	317,4	1 887	3 034
Espagne	177,1	186,6	130,0	211,3	2 152	3 142
France	138,0	148,1	132,0	151,0	4 172	6 095
Irlande	198,8	151,3	196,4	206,5	1 908	3 219
Italie	147,1	180,5	269,2	122,3	3 501	5 115
Luxembourg	175,2	226,6	253,3	243,9	4 515	8 921
Pays-Bas	118,4	144,4	114,4	105,0	4 574	6 307
Portugal	282,5	290,6	460,2	216,6	1 232	2 713
Royaume-Uni	200,9	189,2	114,3	175,1	3 198	5 133
Autriche	161,3	147,8	184,4	147,5	3 921	6 108
Finlande	120,8	146,5	283,4	136,1	3 423	5 010
Suède (1991-1998)	172,9	160,1	118,9	127,6	3 585	6 418
EUR 15	147,9	155,9	172,1	172,8	3 499*)	5 319*)

*) Estimation.

Source: EUROSTAT - base ECU.

Graphique 7. - Répartition des prestations en % du total de 1998

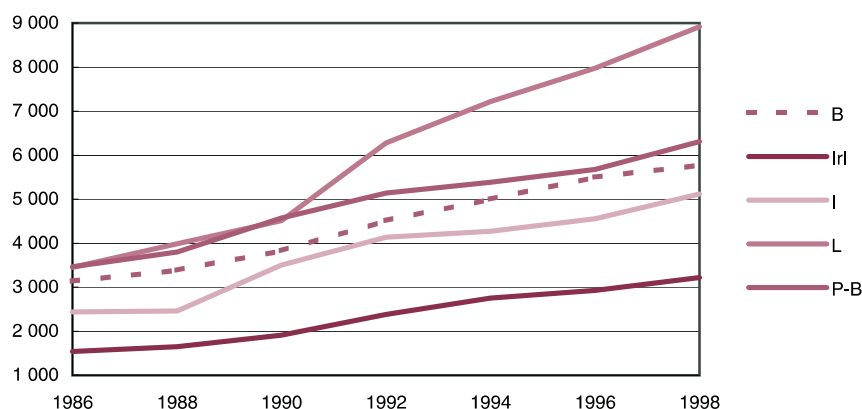


2. Evolution et structure des prestations sociales

En ce qui concerne la répartition en 1998 (voir aussi les tableau 6 et graphique 6, le plus important poste dans l'Europe des 15 avec 46% du total des transferts sociaux, soit 12,4% du PIB, est constitué par les pensions de vieillesse et de survie, avec une amplitude de 25% en Irlande à 64% en Italie.

A la rubrique des soins de santé, qui inclut aussi les prestations servies en cas d'accidents, de maladies professionnelles et d'invalidité, 34,8% du total sont dépensés dans les 15 pays et l'écart entre les pays est plus serré avec 30,9% pour la Grèce et le Danemark et 46% pour le Portugal alors que les autres pays se situent autour de la moyenne communautaire; cette dispersion est illustrée par le graphique 7. Les prestations de chômage et de la promotion de l'emploi, qui comprennent d'après la nouvelle méthodologie les préretraites, ont connu la croissance la plus élevée au cours de la période passant de 7% du total des prestations en 1990 à 8,4% en 1996 pour revenir à 7,8% en 1998; ceci se traduit par une progression annuelle de 7% pour les quinze pays avec une amplitude de 1,4% pour le Danemark à plus de 12% pour la Grèce, l'Italie, la Finlande et le Luxembourg, contre 21% pour le Portugal, encore que l'évolution cache les mesures complémentaires prises dans la plupart des pays dans le cadre des plans pour promouvoir l'emploi qui ne tombent pas sous la définition des prestations sociales. Au regard de cette forte expansion, les fonctions santé et vieillesse restent quelque peu en retrait.

Graphique 8. - Prestations par habitant en SPA



A l'encontre des autres pays où la hausse vive des prestations se concentre davantage sur une rubrique, le Luxembourg occupe dans la comparaison une place à part alors que chacune a augmenté de façon significative ; entre 1990 et 1998 les dépenses pour la santé et la vieillesse ont été multipliées par 1,7 et même de 2,2 et 2,4 pour respectivement la famille et le chômage, ce qui équivaut à une progression annuelle de 8,7% qui dépasse largement la moyenne communautaire (6,4%).

Une comparaison entre pays sur les prestations de protection sociale exprimées en SPA par habitant pour la période 1990 à 1998 confirme les tendances fondamentales déjà observées (voir graphique 8 et tableau 6). L'utilisation des taux des SPA (Standard de pouvoir d'achat) donne comme résultat des valeurs qui sont directement comparables en terme de pouvoir d'achat des ménages et offre une échelle de comparaison plus significative en atténuant l'effet défavorable d'un taux de change entre monnaies fixé sur les marchés financiers. Pour notre pays cependant, aucune comparaison sur un montant par habitant n'est appropriée car le nombre de personnes protégées par l'assurance maladie excède déjà le nombre des habitants et les nombreux bénéficiaires de pensions ou d'allocations familiales qui résident à l'étranger devraient aussi être pris en compte avec leurs membres de famille. Aussi la part des versements à l'étranger continue à s'amplifier tant au niveau de la fonction santé qu'au niveau de la fonction vieillesse/survie et de la famille, de sorte que la référence à la population résidente utilisée dans une comparaison internationale, tend à exagérer le niveau de la couverture sociale dans le pays où la population protégée dépasse la population résidente (voir les chapitres assurance maladie et emploi).

Même sur cette courte période de huit ans l'accroissement des prestations sur base des SPA par habitant est remarquable alors qu'il atteint 106 % au Portugal, 50% et plus en Allemagne, Irlande et au Luxembourg, mais seulement 43% en Italie et 30% aux Pays-Bas qui ont concentré leurs efforts sur la réorganisation de l'assurance maladie et sur la réorientation des prestations en matière d'invalidité.

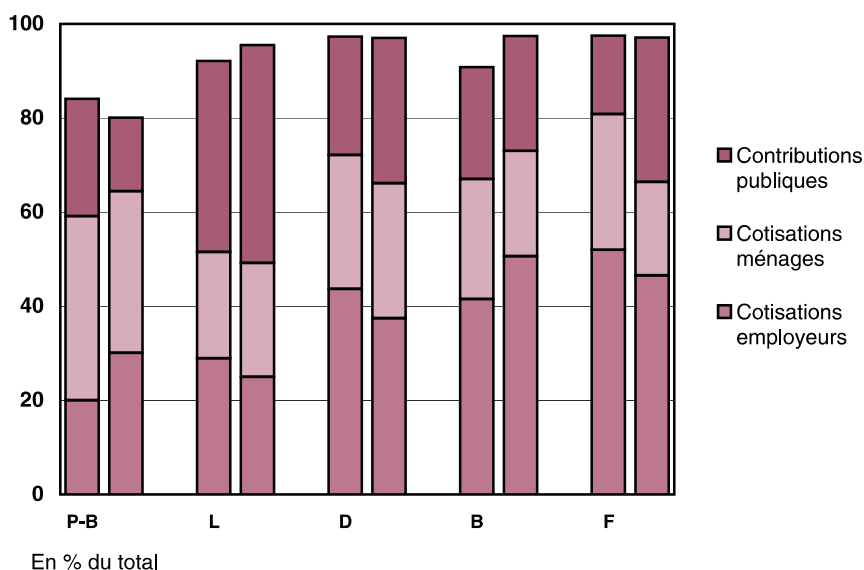
Le montant moyen des prestations exprimé en SPA par habitant de 5 126 en 1997 contre 3 585 en 1990 reflète encore une grande disparité des dépenses entre les pays. Si en 1990 l'écart entre les dépenses extrêmes était encore de 1 à 4, il s'est rétréci de 1 à 3,4 en 1998. Plusieurs groupes de pays se dégagent dans cette évolution. L'Allemagne, la France, le Benelux et le Danemark et les nouveaux pays membres (voir graphique 8) se situent nettement au-dessus de la moyenne communautaire. Dans ce groupe un certain tassement est aussi observé dans l'évolution des dépenses pour les années 1994 et 1998.

3. Les sources de financement

Pour huit pays de l'Union Européenne les cotisations représentent plus de deux tiers des recettes de protection sociale alors que le financement est généralement mixte et comprend des cotisations sur les salaires à charge des employeurs et travailleurs, les subventions des pouvoirs publics et accessoirement les revenus du placement. La répartition des sources de financement reflète encore la diversité des mécanismes de prélèvement en vigueur dans les pays. La prépondérance des contributions publiques pour la couverture des pensions et des prestations de santé, comme au Danemark et en Irlande s'oppose à un prélèvement en majorité par cotisations opéré dans les autres pays (tableau 7 et graphique 9) mais le plus souvent le financement est mixte; l'Etat complète les ressources en cotisations dans la branche maladie en Belgique, Grèce, Irlande, Luxembourg, Autriche, Finlande et au Royaume-Uni. Il en est de même pour la branche vieillesse et les prestations de chômage, tandis que le financement des prestations familiales est à la charge exclusive des pouvoirs publics dans dix pays sauf en Belgique, Grèce, Espagne, Italie et au Portugal.

La Commission note que dans les pays l'attention s'est concentrée tant sur l'ampleur des fonds nécessaires pour financer la protection sociale que sur les méthodes permettant de les augmenter. Le souci de maintenir les cotisations d'employeur à un niveau peu élevé ou même de les réduire, a incité les pays à rechercher d'autres formes de financement et à réévaluer l'équilibre entre cotisations sociales et taxation ou à déplacer le poids des cotisations vers les salariés qui ont bénéficié, en guise de compensation, d'une majoration des salaires.

Graphique 9. - Répartition des recettes 1990 et 1998



Dans la plupart des pays la répartition des sources de financement est dès lors soumise à des changements parfois importants. Si le poids essentiel des cotisations continue à reposer sur les employeurs pour l'ensemble de l'Union Européenne, le fléchissement de la part des cotisations d'employeur reste le trait marquant de cette période 1990-1998: en termes relatifs, cette source de financement a augmenté seulement dans trois pays. D'autre part cette évolution va de pair avec une hausse significative des contributions publiques témoignant ainsi d'une fiscalisation rampante de la protection sociale.

Tableau 7. - Répartition des recettes 1998 en % du total

Pays	Cotisations		Contribution publique	Autres recettes	Total
	Employeur	Ménage			
Belgique	50,6	22,4	24,4	2,6	100,0
Danemark	8,7	17,9	67,2	6,3	100,0
Allemagne	37,4	28,7	30,9	3,0	100,0
Grèce	37,6	24,1	29,2	9,1	100,0
Espagne	52,2	17,5	27,2	3,1	100,0
France	46,5	19,9	30,7	2,9	100,0
Irlande	23,9	13,6	61,3	1,2	100,0
Italie	44,7	14,8	38,3	2,2	100,0
Luxembourg	25,0	24,2	46,3	4,4	100,0
Pays-Bas	30,1	34,3	15,7	19,9	100,0
Portugal	29,5	17,8	42,6	10,0	100,0
Royaume-Uni	27,0	24,4	47,9	0,7	100,0
Autriche	37,5	27,1	34,5	0,9	100,0
Finlande	36,2	13,8	43,1	6,8	100,0
Suède	39,1	9,3	45,8	5,9	100,0
EUR15	38,1	22,7	35,4	3,7	100,0

Source:EUROSTAT.

La moyenne européenne reflète d'ailleurs parfaitement la tendance observée mais masque cependant certaines particularités. Quelques pays comme le Danemark et les Pays-Bas ont par contre réussi à réduire la part des interventions des pouvoirs publics en faveur de l'augmentation de cotisations. La contribution de l'Etat (voir tableau 7 et graphique 9) varie de 15,7% pour les Pays-Bas à 61,3% pour l'Irlande et 67% pour le Danemark, mais elle régresse au Danemark de même qu'en Grèce où elle revient de 33% en 1990 à 29% en 1998 du total des ressources. Traditionnellement, les cotisations d'employeur l'emportent sur les cotisations des ménages dans tous les pays, excepté aux Pays-Bas. Les autres recettes formées essentiellement par des revenus des réserves placées sont parfois négligeables sauf au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et au Portugal avec un taux se situant dans une fourchette de 10 % à 16% et dans une moindre mesure au Luxembourg avec 4,4% du total des recettes de 1998.

Au niveau de l'équilibre des opérations courantes des recettes et dépenses de protection sociale y compris les coûts administratifs, il est rare que les systèmes soient en déficit global en raison des réserves qu'entretiennent certains régimes pour faire face aux aléas conjoncturels. C'est particulièrement vrai pour les pays où le financement des retraites repose en partie sur un système de capitalisation comme aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, les recettes étant alors plus déterminées par rapport aux engagements futurs que par les dépenses présentes. Ces excédents ponctuels masquent d'une certaine manière tant les déficits actuariels de ces régimes que les déficits pouvant subsister au niveau des autres branches.

Section 1 - Protection sociale au Luxembourg

1.1. Note méthodologique relative à l'élaboration des statistiques des recettes courantes et des dépenses courantes de la sécurité sociale¹⁾

A. Objectifs poursuivis par les statistiques des recettes courantes et des dépenses courantes de la sécurité sociale

L'objectif des statistiques des recettes et des dépenses (opérations courantes) de la sécurité sociale est triple:

- établir une synthèse des opérations de recettes et de dépenses des organismes de sécurité sociale destinée à donner une vue d'ensemble des opérations de la sécurité sociale;
- permettre d'apprécier l'importance économique sociale des régimes de sécurité sociale, notamment par la comparaison des recettes et des dépenses (et de certains de leurs composants) au Produit Intérieur Brut (PIB);
- disposer d'informations détaillées et à jour sur l'organisation, l'état et l'évolution de la protection sociale dans les pays membres de l'Union Européenne et les pays tiers.

B. Méthodes utilisées pour atteindre les objectifs poursuivis

Les statistiques des recettes et des dépenses enregistrent:

- seulement les opérations courantes à l'exclusion des opérations en capital (p. ex. versement aux provisions et aux réserves légales ou mathématiques, dépenses en capital pour investissements);
- les recettes en cotisations par institution en provenance des entreprises, des administrations publiques et des ménages, ainsi que les taxes et subventions publiques et autres recettes;
- les dépenses, c'est-à-dire les prestations sociales (par fonctions, risques ou besoins, par types de prestations et par institution) ainsi que les frais administratifs effectifs ou estimés et les autres dépenses;
- le produit des transferts de fonds, en recettes et en dépenses, entre institutions ou gestions;
- les méthodes d'enregistrement sont actuellement alignées sur les principes du SEC 95 (Système européen des comptes nationaux) qui prévoit notamment que les prestations, cotisations et autres flux sont présentés sur la base des droits constatés au moment de la naissance d'une créance ou d'une obligation.

C. Le contenu

Le tableau des recettes et des dépenses est loin de couvrir l'ensemble des opérations à caractère social. La prestation de protection sociale est définie comme toute intervention d'organismes publics ou privés destinée à alléger la charge que représente la survenance de certains risques ou besoins pour les ménages et les particuliers à condition qu'elle n'ait pas de contrepartie et ne relève pas de dispositions personnelles.

D'après la nouvelle méthodologie²⁾ les dépenses définies correspondent aux risques ou besoins suivants (cette répartition des prestations est encore désignée par répartition par fonctions):

- maladie - soins de santé / invalidité-infirmité / accident du travail / maladie professionnelle / maternité
- vieillesse
- survie
- famille / enfants
- chômage y compris le placement, l'orientation et la mobilité
- logement
- exclusion sociale non classée ailleurs

et sont effectuées par les groupes d'institutions des régimes définis ci-dessous.

D. Typologie des régimes

Aux fins d'une comparaison des résultats entre les pays membres de l'Union Européenne, le régime a été redéfini et se caractérise par un corps de règles distinct permettant de regrouper les données d'après les principales caractéristiques des unités prestataires, facilitant la comparaison et l'analyse des modes selon lesquels les Etats organisent leur protection sociale. L'adhésion de nouveaux pays à l'Union européenne disposant de structures différentes des régimes avait rendu nécessaire une classification plus souple permettant de couvrir toutes les éventualités institutionnelles. La nouvelle méthodologie définit une série de caractéristiques qui peuvent être combinées au gré de l'analyse sur la base des 5 critères suivants:

- i) le type d'unité investie du pouvoir de décision (régimes publics ou privés)
- ii) le caractère obligatoire ou non
- iii) le mode de constitution des droits (régimes contributifs et non contributifs)
- iv) le champ d'application du régime (régimes universels généraux ou spéciaux)
- v) le niveau de protection (régimes de base ou complémentaires)

1) Manuel SESPROS 1996, EUROSTAT 1997.

2) Voir note 1).

Statistiques

La structure des régimes au Luxembourg n'a pas changé et il a semblé préférable de maintenir, dans un esprit de continuité pour la présentation de la protection sociale au Luxembourg, la classification traditionnelle en régimes de base, complémentaire, national ou général.

Selon le niveau auquel on se place, il existe des régimes destinés à assurer aux personnes couvertes une protection primaire (régimes de base) alors que d'autres (régimes complémentaires) sont spécialement destinés à accroître une protection de base jugée insuffisante. Comme critère de classification à l'intérieur de ces deux catégories de régimes on a retenu celui de l'extension du régime ou champ d'application personnel du régime où l'on tient compte du nombre et de l'importance des catégories des personnes protégées. A ce titre il existe des régimes couvrant toute la population (régimes nationaux) alors que d'autres ne sont destinés qu'à des sous-ensembles de celle-ci.

1. Régime de base

Régime de protection sociale qui, en application de prescriptions légales ou réglementaires, accorde contre un ou plusieurs risques une protection élémentaire faite pour garantir le maintien d'un minimum social mais non, dans chaque cas, le standard de vie individuel effectif.

11. Régime de base national

Régime applicable à l'ensemble de la population et qui protège donc contre un ou plusieurs risques tous les résidents ou nationaux qu'il est susceptible de concerner.

Un régime de base national est un régime obligatoire. Le critère de l'obligation doit être rempli sous trois aspects:

- a) participation obligatoire de toutes les personnes appartenant aux groupes concernés;
- b) paiement obligé du droit de participation (par exemple: cotisation) s'il en est prévu un;
- c) droit inaliénable à la prestation en cas de réalisation du risque si les conditions prescrites sont remplies.

12. Régime de base général

Régime obligatoire applicable à un ensemble important de la population, caractérisé du point de vue sociologique et dont les personnes qui en font partie ne se différencient pas du fait de leur activité mais se définissent plutôt par leur situation socio-économique dans le contexte du système de production nationale.

13. Régime de base spécial

Régime obligatoire qui organise la protection (modalités d'affiliation, niveau de cotisation) et/ou accorde des prestations à des conditions spéciales par rapport au régime général correspondant; à l'évidence, il s'applique à des groupes de personnes le plus souvent restreints et, la plupart du temps, définis à partir de leur activité, qu'il s'agisse de leur profession ou de la branche de l'économie dont dépend leur occupation.

131. Régime de base statutaire

Régime obligatoire spécial réservé aux fonctionnaires publics et aux personnes assimilées et, pour autant qu'ils bénéficient d'un statut de droit public, aux autres membres du personnel des administrations publiques et aux agents des entreprises publiques.

132. Autre régime de base professionnel

Régime obligatoire spécial réservé à une catégorie professionnelle différente de celle de fonctionnaire ou assimilé et qui, d'une façon générale, relève plutôt d'une branche d'activité autre qu'une administration publique.

133. Régime de base en faveur de victimes d'événement politique ou de calamité naturelle

2. Régimes complémentaires ou supplémentaires

Un **régime complémentaire** est un régime qui présuppose, pour l'octroi de la prestation, qu'un régime de base accorde déjà, dans le cas donné, la prestation élémentaire. Le volume de la prestation complémentaire est, de plus, en rapport direct avec la prestation de base qui se trouve, de la sorte, complétée.

Un **régime supplémentaire** est un régime qui opère de façon totalement indépendante des régimes de base correspondants pour le même risque; ses prestations sont donc accordées concurremment à une prestation de base et (même si celle-ci n'est pas octroyée), en tout cas, sans référence juridique ou rapport de proportionnalité avec elle. Toutefois, en principe, la couverture du risque lui-même doit être prévue dans un régime de base; le non-octroi d'une prestation de base en cas de réalisation du risque résulte alors du fait que certaines conditions d'attribution ne sont pas remplies.

Les définitions relatives à ces régimes sont mutatis mutandis les mêmes que celles énoncées ci-dessus à propos des régimes de base correspondants et auxquelles le lecteur voudra bien se reporter.

3. Régimes d'autres actions sociales

Régime qui sur la base de prescriptions légales ou d'autres dispositions à caractère obligatoire ou non, couvre un ou plusieurs des risques envisagés et dont les conditions d'attribution des prestations incluent, en général, un contrôle du revenu ou des ressources des bénéficiaires.

Dans de nombreux pays, ces régimes portent le nom d' "aide sociale" et y sont définis comme l'activité de caractère public, éventuellement complétée par la collaboration privée, qui tend à éliminer les états de besoin pouvant frapper l'individu dans sa personne physique, ses moyens de subsistance et son développement moral, intellectuel ou

productif, spécialement quand n'interviennent pas, ou insuffisamment, les systèmes d'assurance ou de sécurité sociale ou tout autre système de couverture collective des risques considérés.

E. Les tableaux joints

Les tableaux des recettes et des dépenses comportent une ventilation assez explicite suivant la nature des opérations et le type d'institutions. Ces données ont été établies dans le cadre du rapport du Luxembourg pour le groupe "Système Européen de Statistiques intégrées de la Protection Sociale (SESPROS)". Il est insisté sur le fait que seules les opérations courantes sont prises en considération.

Outre ces tableaux détaillés pour les années 1999 et 2000, l'inspection générale de la sécurité sociale a établi un tableau de synthèse pour les années de 1970 à 2000. A côté de l'impact de l'Etat et des institutions publiques dans la sécurité sociale (contributions diverses d'administrations publiques), le tableau de synthèse permet aussi la comparaison des opérations courantes de la sécurité sociale au produit intérieur brut (PIB) en vue de donner une idée sur l'impact macro-économique de la sécurité sociale.

F. Remarque concernant l'interprétation des tableaux

La comparaison des opérations de la sécurité sociale avec les agrégats macro-économiques du Luxembourg soulève certaines réserves. Etant donné l'exiguïté du marché intérieur, le PIB dépend dans une très large mesure de son commerce extérieur et notamment des exportations de son industrie sidérurgique et de son secteur des services bancaires. Ainsi le PIB a été relativement élevé pendant la période de haute conjoncture dans l'industrie sidérurgique et, après un léger recul, a poursuivi son accroissement sous l'impulsion de l'exportation des services bancaires.

En ce qui concerne la méthodologie pour l'établissement des séries du PIB, plusieurs remarques sont à considérer. D'abord les séries ont été révisées suite à la directive du Conseil Européen relative à l'harmonisation des agrégats macro-économiques, et les séries de comptabilité nationale utilisées sont le fruit d'une grande révision entamée par le STATEC dès 1991 pour se conformer au nouveau Système Européen des Comptes (SEC95) introduit au courant de 1999 par tous les pays de l'Union Européenne. L'adoption du nouveau système des comptes nationaux constitue un pas important dans le processus d'harmonisation des cadres comptables, des concepts et des définitions.

Le SEC95 apporte par rapport à l'ancien SEC79 des améliorations méthodologiques substantielles qui affectent l'ensemble des résultats des branches d'activité et des secteurs institutionnels ainsi que les principaux concepts concernant la production, la consommation finale, la formation brute de capital, les exportations et les importations.

Le SEC95 est encore entièrement cohérent avec la version révisée du système de Comptabilité Nationale des Nations Unis qui sert de référence au niveau mondial pour l'établissement des comptes nationaux.

A présent une harmonisation sur le traitement des services d'intermédiation financière – ou production imputée des services bancaires qui posait problème dans l'ancien SEC79 - n'a pu être réalisée au niveau des pays de l'Union Européenne, et un délai supplémentaire est laissé aux pays pour tester les différentes méthodes proposées pour la ventilation de ces services. Comme la version nationale des comptes se distinguait de l'ancienne version SEC79 surtout par une répartition sommaire et partielle des services bancaires, le STATEC renoncera à poursuivre le calcul de sa version nationale. Il s'ensuit que les nouveaux indicateurs de recettes et dépenses de protection sociale exprimés en pour cent du PIB SEC95 sont inférieurs aux indicateurs obtenus à partir du PIB ancienne version SEC79. Il faudra en tenir compte pour interpréter ces indicateurs sur une série chronologique et en comparaison avec d'autres pays.

Puisque la nouvelle série PIB SEC95 couvre seulement la période 1995 à 2000, l'ancienne version du PIB a été utilisée pour établir les indicateurs pour les années historiques 1970 et postérieures.

Par ailleurs, il convient de noter que certains avantages sociaux, tels que le maintien du salaire par l'employeur en cas de maladie, les avantages fiscaux et les pensions complémentaires du secteur privé n'ont pas encore pu être incorporés dans les statistiques de la protection sociale.

1.2. - Tableaux des recettes et des dépenses courantes de la sécurité sociale pour les années 1999 et 2000

TABLEAU EN EUR

Tableau 1. - Statistiques de la protection sociale - Recettes courantes 1999
(en milliers EUR)

Régimes, institutions et gestions	Ménages			Cotisations			Admin. publiques		Total des cotisations	Contributions publiques courantes	Revenus des capitaux et autres recettes courantes	Total des recettes sans transferts entre gestions	Transferts entre gestions	Total des recettes courantes
	Salariés	Non-salariés	Non-actifs	Effectives	Entreprises	Fictives (Prestations d'employeurs)	Effectives	Fictives (Prestations d'employeurs)						
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
1. RÉGIMES DE BASE	878 941,2	105 659,6	138 475,8	743 973,0	33 205,4	123 014,7	160 221,0	2 183 490,7	1 776 112,5	151 143,3	4 110 746,5	30 954,5	4 141 701,0	
11. Régimes nationaux														
Caisse nationale des prestations familiales	-	91,7	-	6 527,0	-	20 161,2	-	26 779,9	422 212,3	746,2	449 738,4	10 907,3	460 645,7	
Assurance dépendance	72 256,0	3 802,7	13 755,6	-	-	-	-	89 814,3	72 551,0	934,6	163 299,9	-	163 299,9	
12. Régimes généraux	741 390,0	101 765,2	124 720,2	737 446,0	0,0	73 480,6	0,0	1 778 802,0	1 118 726,1	148 339,5	3 045 867,6	11 851,8	3 057 719,4	
Caisse de maladie - UCM	235 476,5	23 626,7	106 470,3	194 018,8	-	35 074,5	-	594 666,8	355 848,7	10 753,6	961 269,1	8 249,9	969 519,0	
Caisse de pension - régime contributif	505 913,5	73 242,6	18 249,9	448 536,1	-	33 463,1	-	1 079 405,2	588 881,0	121 542,2	1 789 828,4	3 039,2	1 792 867,6	
Assurance accidents - section industrielle	-	4 895,9	-	92 836,1	-	4 677,8	-	102 409,8	17 498,8	8 559,8	128 468,4	552,8	129 021,2	
Assurance accidents - section agricole et forestière	-	-	-	2 055,0	-	265,2	-	2 320,2	3 326,7	123,9	5 770,8	9,9	5 780,7	
Fonds pour l'emploi	-	-	-	-	-	-	-	-	153 170,9	7 360,0	160 530,9	-	160 530,9	
13. Régimes spéciaux	65 295,2	-	-	-	33 205,4	29 372,9	160 221,0	288 094,5	162 623,1	1 123,0	451 840,6	8 195,4	460 036,0	
Régimes statutaires	65 295,2	-	-	-	33 205,4	29 372,9	160 221,0	288 094,5	155 518,5	1 123,0	444 736,0	8 195,4	452 931,4	
Administration Centrale - service des pensions	51 006,6	-	-	-	-	-	154 705,4	205 712,0	-	-	205 712,0	2 310,4	208 022,4	
Caisse de prév. des fonct. et empl. communaux	11 960,9	-	-	-	-	29 372,9	-	41 333,8	25 129,0	1 123,0	67 585,8	4 962,8	72 548,6	
Administration de sécurité sociale - pensions	2 327,7	-	-	-	-	-	5 515,6	7 843,3	5 076,9	-	12 920,2	922,2	13 842,4	
Société nationale des chemins de fer - pensions	-	-	-	-	20 114,1	-	-	20 114,1	108 676,5	-	128 790,6	-	128 790,6	
Postes et télécommunications	-	-	-	-	13 091,3	-	-	13 091,3	16 636,1	-	29 727,4	-	29 727,4	
Régime en faveur de victimes d'événement politique ou de calamité naturelle	-	-	-	-	-	-	-	-	7 104,6	-	7 104,6	-	7 104,6	

TABLEAU EN EUR
Tableau 1. - Statistiques de la protection sociale - Recettes courantes 1999 (suite)
 (en milliers EUR)

Régimes, institutions et gestions	Cotisations							Total des cotisations	Contributions publiques courantes	Revenus des capitaux et autres recettes courantes	Total des recettes sans transferts entre gestions	Transferts entre gestions	Total des recettes courantes
	Ménages			Entreprises		Admin. publiques							
	Salariés	Non-salariés	Non-actifs	Effectives	Fictives (Prestations d'employeurs)	Effectives	Fictives (Prestations d'employeurs)						
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
2. REGIMES COMPLEMENTAIRES OU SUPPLEMENTAIRES	13 274,7	877,5	5 267,7	71,9	-	-	4 196,8	23 688,6	91,6	1 849,3	25 629,5	-	25 629,5
21. Régimes nationaux													
22. Régimes généraux													
23. Régimes spéciaux - statutaires	-	-	-	-	-	-	4 196,8	4 196,8	7,4	-	4 204,2	-	4 204,2
Adm. centrale - suppléments de pension	-	-	-	-	-	-	1 703,0	1 703,0	-	-	1 703,0	-	1 703,0
Adm. locales - suppléments de pension	-	-	-	-	-	-	2 486,4	2 486,4	-	-	2 486,4	-	2 486,4
Adm. de séc. sociale - suppléments de pension	-	-	-	-	-	-	7,4	7,4	7,4	-	14,8	-	14,8
24. Régimes volontaires	13 274,7	877,5	5 267,7	71,9	-	-	-	19 491,8	84,2	1 849,3	21 425,3	-	21 425,3
Caisse médico-chirurgicale mutualiste	11 413,0	877,5	5 267,7	-	-	-	-	17 558,2	7,4	525,5	18 091,1	-	18 091,1
Sociétés de secours mutuels	1 861,7	-	-	71,9	-	-	-	1 933,6	76,8	1 323,8	3 334,2	-	3 334,2
TOTAL 1+2	892 215,9	106 537,1	143 743,5	744 044,9	33 205,4	123 014,7	164 417,8	2 207 179,3	1 776 204,1	152 992,6	4 136 376,0	30 954,5	4 167 330,5
3. REGIMES D'AUTRES ACTIONS DE PROTECTION SOCIALE													
Aide sociale publique	-	-	-	-	-	-	-	-	258 357,1	17 397,2	275 754,3	2 590,6	278 344,9
Fonds national de solidarité	-	-	-	-	-	-	-	-	248 146,4	5 567,7	253 714,1	1 125,5	254 839,6
Adm. de l'emploi - plac. et rééd. des travailleurs handicapés	-	-	-	-	-	-	-	-	55 610,0	3 475,5	59 085,5	1 098,2	60 183,7
Adm. centrale - aides et secours	-	-	-	-	-	-	-	-	6 440,3	-	6 440,3	-	6 440,3
Communes - aides et secours	-	-	-	-	-	-	-	-	168 027,2	-	168 027,2	-	168 027,2
Offices sociaux communaux	-	-	-	-	-	-	-	-	9 918,2	-	9 918,2	-	9 918,2
Aide privée subventionnée	-	-	-	-	-	-	-	-	8 150,7	2 092,2	10 242,9	27,3	10 270,2
	-	-	-	-	-	-	-	-	10 210,7	11 829,5	22 040,2	1 465,1	23 505,3
TOTAL GENERAL	892 215,9	106 537,1	143 743,5	744 044,9	33 205,4	123 014,7	164 417,8	2 207 179,3	2 034 561,2	170 389,8	4 412 130,3	33 545,1	4 445 675,4

TABLEAU EN EUR
Tableau 2. - Statistiques de la protection sociale - Dépenses courantes 1999
(en milliers EUR)

Régimes, institutions et gestions	Maladie		Invalidité Infirmité	Accidents du travail - Maladies professionnelles				Prestations par fonction				Divers				Autres dépenses				Total des dépenses courantes
	Espèces	Nature		Maladies professionnelles		Vieillesse	Survie	Maternité		Famille	Chômage et promotion de l'emploi	Divers	Total des prestations	Frais de fonction- nement et autres	Total des dépenses sans transferts entre gestions		Transferts entre gestions			
				Espèces	Nature			Espèces	Nature						Espèces	Nature		14	15	
1. REGIMES DE BASE	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17			
11. Régimes nationaux	111 827,2	766 920,6	476 875,3	90 513,3	25 007,5	1 108 431,2	507 690,9	51 128,0	17 605,4	455 915,9	71 837,1	0,0	3 683 752,4	94 683,0	3 778 435,4	33 879,6	3 812 315,0			
Caisse nationale des prestations familiales	-	-	4 853,8	-	-	-	-	10 131,4	-	438 855,8	-	-	453 841,0	5 699,1	459 540,1	-	459 540,1			
Assurance dépendance	-	-	137 935,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	137 935,4	2 305,4	140 240,8	-	140 240,8			
12. Régimes généraux	111 827,2	766 920,6	301 607,1	90 513,3	25 007,5	806 335,7	387 003,9	40 996,6	17 605,4	13 113,6	71 837,1	0,0	2 632 768,0	84 970,5	2 717 738,5	30 362,0	2 748 100,5			
Caisses de maladie - UCM	111 827,2	766 920,6	-	-	-	-	3 455,6	40 996,6	17 605,4	-	-	-	940 805,4	33 423,5	974 228,9	-	974 228,9			
Caisses de pensions - régime contributif	-	-	301 607,1	-	-	775 886,9	370 789,2	-	-	13 113,6	-	-	1 461 396,8	13 981,2	1 475 378,0	19 454,7	1 494 832,7			
Ass. accidents - sect. industrielle	-	-	-	86 326,4	24 179,5	-	12 342,6	-	-	-	-	-	122 848,5	5 580,1	128 428,6	-	128 428,6			
Ass. accidents - sect. agr. et forest.	-	-	-	4 186,9	828,0	-	416,5	-	-	-	-	-	5 431,4	438,8	5 870,2	-	5 870,2			
Fonds pour l'emploi	-	-	-	-	-	30 448,8	-	-	-	-	71 837,1	-	102 285,9	31 546,9	133 832,8	10 907,3	144 740,1			
13. Régimes spéciaux	-	-	32 479,0	-	-	302 095,5	120 687,0	-	-	3 946,5	-	-	459 208,0	1 708,0	460 916,0	3 517,6	464 433,6			
Régimes statutaires	-	-	31 965,9	-	-	297 690,4	119 045,9	-	-	3 946,5	-	-	452 648,7	1 554,3	454 203,0	3 125,9	457 328,9			
Adm. centrale - service pensions	-	-	6 237,0	-	-	145 503,6	54 043,3	-	-	2 069,9	-	-	207 853,8	446,2	208 300,0	2 310,4	210 610,4			
Caisse de prév. forct. et empl. communaux	-	-	6 943,5	-	-	43 051,7	18 748,2	-	-	694,1	-	-	69 437,5	463,6	69 901,1	537,9	70 439,0			
Adm. séc. soc. - pensions	-	-	461,1	-	-	9 576,1	3 527,5	-	-	-	-	-	13 564,7	-	13 564,7	277,6	13 842,3			
Soc. nat. des chemins de fer - pensions	-	-	17 431,9	-	-	78 750,8	34 997,6	-	-	885,0	-	-	132 065,3	644,5	132 709,8	-	132 709,8			
Postes et télécommunications	-	-	892,4	-	-	20 808,2	7 729,3	-	-	297,5	-	-	29 727,4	-	29 727,4	-	29 727,4			
Régime en faveur de victimes d'événement politique ou de calamité naturelle	-	-	513,1	-	-	4 405,1	1 641,1	-	-	-	-	-	6 559,3	153,7	6 713,0	391,7	7 104,7			

TABLEAU EN EUR
Tableau 2. - Statistiques de la protection sociale - Dépenses courantes 1999 (suite)
 (en milliers EUR)

Régimes, institutions et gestions	Maladie		Prestations par fonction								Maternité			Famille		Chômage et promotion de l'emploi	Divers	Total des prestations	Autres dépenses			Total des dépenses courantes
	Espèces	Nature	Invalidité Infrimé	Accidents du travail - Maladies professionnelles		Vieillesse	Survie	Espèces		Nature	Nature	Espèces	Nature	Total des dépenses sans transferts et autres gestions	Frais de fonctionnement et autres gestions				Transfert entre gestions			
				1	2			3	4							5	6	7		8	9	10
2. REGIMES COMPLEMENTAIRES OU SUPPLEMENTAIRES	12,4	15 912,2	64,5	-	-	3 366,4	1 698,1	12,4	-	-	-	-	-	-	21 066,0	2 493,8	23 559,8	-	23 559,8			
	-	-	0,0	-	-	3 366,4	837,9	-	-	-	-	-	-	-	4 204,3	-	4 204,3	-	4 204,3			
	-	-	-	-	-	1 363,4	339,6	-	-	-	-	-	-	-	1 703,0	-	1 703,0	-	1 703,0			
	-	-	-	-	-	1 988,1	498,3	-	-	-	-	-	-	-	2 486,4	-	2 486,4	-	2 486,4			
	-	-	-	-	-	14,9	-	-	-	-	-	-	-	-	14,9	-	14,9	-	14,9			
	12,4	15 912,2	64,5	-	-	-	860,2	12,4	-	-	-	-	-	-	16 861,7	2 493,8	19 355,5	-	19 355,5			
	-	15 681,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15 681,7	1 710,5	17 392,2	-	17 392,2			
	12,4	230,5	64,5	-	-	-	860,2	12,4	-	-	-	-	-	-	1 180,0	783,3	1 963,3	-	1 963,3			
	111 839,6	782 832,8	476 939,8	90 513,3	25 007,5	1 111 797,6	509 389,0	51 140,4	17 605,4	51 140,4	17 605,4	455 915,9	71 837,1	-	3 704 818,4	97 176,8	3 801 995,2	33 879,6	3 835 874,8			
	-	30 520,7	30 969,4	-	-	47 808,8	-	-	-	-	-	106 567,0	29,7	14 739,8	230 635,4	31 120,6	261 756,0	10 523,0	272 279,0			
	-	22 079,9	30 290,2	-	-	47 709,6	-	-	-	-	-	103 589,8	29,7	14 739,8	218 439,0	27 952,5	246 391,5	8 539,9	254 931,4			
	-	-	23 316,9	-	-	32 645,1	-	-	-	-	-	2 332,7	-	-	58 294,7	1 782,4	60 077,1	-	60 077,1			
	-	-	6 437,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 437,8	-	6 437,8	-	6 437,8			
	-	20 892,5	535,5	-	-	8 914,3	-	-	-	-	-	98 361,7	-	6 802,2	135 506,2	23 981,2	159 487,4	8 539,9	168 027,3			
	-	443,7	-	-	-	1 432,8	-	-	-	-	-	-	-	7 937,6	9 814,1	104,1	9 918,2	-	9 918,2			
-	743,7	-	-	-	4 717,4	-	-	-	-	-	2 895,4	29,7	-	8 386,2	2 084,8	10 471,0	-	10 471,0				
-	8 440,8	679,2	-	-	99,2	-	-	-	-	-	2 977,2	-	-	12 196,4	3 168,1	15 364,5	1 983,1	17 347,6				
TOTAL GENERAL	111 839,6	813 353,5	507 909,2	90 513,3	25 007,5	1 159 606,4	509 389,0	51 140,4	17 605,4	51 140,4	17 605,4	562 482,9	71 866,8	14 739,8	3 935 453,8	128 297,4	4 063 751,2	44 402,6	4 108 153,8			

Tableau 3. - Statistiques de la protection sociale - Recettes courantes 2000 (Données provisoires)
(en milliers EUR)

Régimes, institutions et gestions	TABLEAU EN EUR												
	Ménages			Cotisations				Total des cotisations	Contributions publiques courantes	Revenus des capitaux et autres recettes courantes	Total des recettes sans transferts entre gestions	Transferts entre gestions	Total des recettes courantes
	Salariés	Non-salariés	Non-actifs	Effectives	Fictives (Prestations d'employeurs)	Admin. publiques	Effectives						
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
1. REGIMES DE BASE	949 305,7	101 993,2	144 155,1	865 364,1	33 403,6	133 909,6	167 167,0	2 395 298,3	1 979 675,2	196 416,0	4 571 389,5	58 616,9	4 630 006,4
11. Régimes nationaux	64 556,4	5 528,0	16 128,0	7 791,3	-	22 117,1	-	116 120,8	552 363,8	5 847,8	674 332,4	26 232,1	700 564,5
Caisse nationale des prestations familiales	-	49,6	-	7 791,3	-	22 117,1	-	29 958,0	474 540,1	490,8	504 988,9	26 232,1	531 221,0
Assurance dépendance	64 556,4	5 478,4	16 128,0	-	-	-	-	86 162,8	77 823,7	5 357,0	169 343,5	-	169 343,5
12. Régimes généraux	815 274,7	96 465,2	128 027,1	857 572,8	0,0	81 532,1	0,0	1 978 871,9	1 262 202,0	189 056,0	3 430 129,9	22 122,1	3 452 252,0
Caisse de maladie - UCM	265 806,3	23 532,5	108 381,5	232 325,8	-	36 663,5	-	666 709,6	415 241,5	14 338,2	1 096 289,3	9 072,9	1 105 362,2
Caisse de pension - régime contributif	549 468,4	68 121,1	19 645,6	518 861,0	-	39 053,1	-	1 195 149,2	663 950,6	162 397,5	2 021 497,3	2 377,3	2 023 874,6
Assurance accidents - section industrielle	-	4 811,6	-	104 224,4	-	5 550,3	-	114 586,3	11 581,6	9 697,6	135 865,5	476,0	136 341,5
Assurance accidents - section agr. et forest.	-	-	-	2 161,6	-	265,2	-	2 426,8	3 314,3	156,2	5 897,3	2,5	5 899,8
Fonds pour l'emploi	-	-	-	-	-	-	-	-	168 114,0	2 466,5	170 580,5	10 193,4	180 773,9
13. Régimes spéciaux	69 474,6	-	-	-	33 403,6	30 260,4	167 167,0	300 305,6	165 109,4	1 512,2	466 927,2	10 262,7	477 189,9
Régimes statutaires	69 474,6	-	-	-	33 403,6	30 260,4	167 167,0	300 305,6	157 903,1	1 512,2	459 720,9	10 262,7	469 983,6
Adm. centrale - service des pensions	55 414,1	-	-	-	-	-	162 328,1	217 742,2	-	-	217 742,2	2 478,9	220 221,1
Caisse de prév. des fonct. et empl. communaux	11 527,0	-	-	-	-	30 260,4	-	41 787,4	22 134,4	1 512,2	65 434,0	6 809,6	72 243,6
Adm. de séc. sociale - pensions	2 533,5	-	-	-	-	-	4 838,9	7 372,4	5 832,9	-	13 205,3	974,2	14 179,5
Société nationale des chemins de fer - pensions	-	-	-	-	20 203,3	-	-	20 203,3	112 816,3	-	133 019,6	-	133 019,6
Postes et télécommunications	-	-	-	-	13 200,3	-	-	13 200,3	17 119,5	-	30 319,8	-	30 319,8
Régime en faveur de victimes d'événement politique ou de calamité naturelle	-	-	-	-	-	-	-	-	7 206,3	-	7 206,3	-	7 206,3

TABLEAU EN EUR
Tableau 3. - Statistiques de la protection sociale - Recettes courantes 2000 (suite) (Données provisoires)
(en milliers EUR)

Régimes, institutions et gestions EUR	Cotisations							Total des cotisations	Contributions publiques courantes	Revenus des capitaux et autres recettes courantes	Total des recettes sans transferts entre gestions	Transferts entre gestions	Total des recettes courantes
	Ménages		Entreprises			Admin. publiques							
	Salariés	Non-salariés	Non-actifs	Effectives	Fictives (Prestations d'employeurs)	Effectives	Fictives (Prestations d'employeurs)						
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
2. REGIMES COMPLEMENTAIRES OU SUPPLEMENTAIRES	13 812,6	909,8	5 456,1	74,4	0,0	0,0	4 459,6	24 712,5	91,7	2 226,1	27 030,3	0,0	27 030,3
21. Régimes nationaux													
22. Régimes généraux													
23. Régimes spéciaux - statutaires	-	-	-	-	-	-	4 459,6	4 459,6	7,4	-	4 467,0	-	4 467,0
Adm. centrale - suppléments de pension	-	-	-	-	-	-	1 916,2	1 916,2	-	-	1 916,2	-	1 916,2
Adm. locales - suppléments de pension	-	-	-	-	-	-	2 536,0	2 536,0	-	-	2 536,0	-	2 536,0
Adm. de séc. sociale - suppléments de pension	-	-	-	-	-	-	7,4	7,4	7,4	-	14,8	-	14,8
24. Régimes volontaires	13 812,6	909,8	5 456,1	74,4	-	-	-	20 252,9	84,3	2 226,1	22 563,3	-	22 563,3
Caisse médico-chirurgicale mutualiste	11 822,0	909,8	5 456,1	-	-	-	-	18 187,9	5,0	681,7	18 874,6	-	18 874,6
Sociétés de secours mutuels	1 990,6	-	-	74,4	-	-	-	2 065,0	79,3	1 544,4	3 688,7	-	3 688,7
TOTAL 1+2	963 118,3	102 903,0	149 611,2	865 438,5	33 403,6	133 909,6	171 626,6	2 420 010,8	1 979 766,9	198 642,1	4 598 419,8	58 616,9	4 657 036,7
3. REGIMES D'AUTRES ACTIONS DE PROTECTION SOCIALE													
Aide sociale publique	-	-	-	-	-	-	-	-	284 581,8	19 144,8	303 726,6	2 593,0	306 319,6
Fonds national de solidarité	-	-	-	-	-	-	-	-	275 288,3	5 981,7	281 270,0	1 127,9	282 397,9
Adm. de l'emploi - plac. et rééd. des travailleurs handicapés	-	-	-	-	-	-	-	-	63 973,9	3 782,9	67 756,8	1 098,2	68 855,0
Adm. centrale - aides et secours	-	-	-	-	-	-	-	-	6 028,8	-	6 028,8	-	6 028,8
Communes - aides et secours	-	-	-	-	-	-	-	-	186 609,3	-	186 609,3	-	186 609,3
Offices sociaux communaux	-	-	-	-	-	-	-	-	10 116,5	-	10 116,5	-	10 116,5
Aide privée subventionnée	-	-	-	-	-	-	-	-	8 559,8	2 198,8	10 758,6	29,7	10 788,3
	-	-	-	-	-	-	-	-	9 293,5	13 163,1	22 456,6	1 465,1	23 921,7
TOTAL GENERAL	963 118,3	102 903,0	149 611,2	865 438,5	33 403,6	133 909,6	171 626,6	2 420 010,8	2 264 348,7	217 786,9	4 902 146,4	61 209,9	4 963 356,3

TABLEAU EN EUR
Tableau 4. - Statistiques de la protection sociale - Dépenses courantes 2000 (Données provisoires)
(en milliers EUR)

Régimes, institutions et gestions EUR	Maladie		Invalidité Infirmité	Accidents du travail - Maladies professionnelles		Vieillesse		Survie		Maternité		Famille	Chômage et promotion de l'emploi	Divers	Total des prestations	Autres dépenses				Total des dépenses courantes
	Espèces	Nature		Espèces	Nature	Espèces	Nature	Espèces	Nature	Frais de fonction- nement et autres	Total des dépenses sans transferts entre gestions					Transferts entre gestions				
			1									2	3	4	5		6	7	8	9
1. REGIMES DE BASE	127 427,2	805 336,7	470 985,3	110 870,4	25 495,8	1 186 026,6	506 059,7	62 736,9	19 343,1	521 282,8	96 767,7	0,0	3 932 332,2	117 937,8	4 050 270,0	53 906,9	4 104 176,9			
11. Régimes nationaux	-	-	137 050,4	-	-	-	-	13 150,8	-	504 738,5	-	-	654 939,7	8 782,9	663 722,6	0,0	663 722,6			
Caisse nationale des prestations familiales	-	-	5 285,1	-	-	-	-	13 150,8	-	504 738,5	-	-	523 174,4	6 142,8	529 317,2	-	529 317,2			
Assurance dépendance	-	-	131 765,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	131 765,3	2 640,1	134 405,4	-	134 405,4			
12. Régimes généraux	127 427,2	805 336,7	300 769,2	110 870,4	25 495,8	874 858,4	381 671,7	49 586,1	19 343,1	12 456,6	96 767,7	0,0	2 804 582,9	107 320,4	2 911 903,3	50 463,7	2 962 367,0			
Caisses de maladie - UCM	127 427,2	805 336,7	-	-	-	-	3 500,3	49 586,1	19 343,1	-	-	-	1 005 193,4	32 099,7	1 037 293,1	-	1 037 293,1			
Caisses de pension - régime contributif	-	-	300 769,2	-	-	831 848,9	365 035,6	-	-	12 456,6	-	-	1 510 110,3	18 671,3	1 528 781,6	23 631,7	1 552 413,3			
Ass. accidents - sect. industrielle	-	-	-	106 676,0	24 700,1	-	12 729,3	-	-	-	-	-	144 105,4	6 085,8	150 191,2	-	150 191,2			
Ass. accidents - sect. agr. et forest.	-	-	-	4 194,4	795,7	-	406,5	-	-	-	-	-	5 396,6	384,2	5 780,8	-	5 780,8			
Fonds pour l'emploi	-	-	-	-	-	43 009,5	-	-	-	-	96 767,7	-	139 777,2	50 079,4	189 856,6	26 832,0	216 688,6			
13. Régimes spéciaux	-	-	33 165,7	-	-	311 168,2	124 388,0	-	-	4 087,7	-	-	472 809,6	1 834,5	474 644,1	3 443,2	478 087,3			
Régimes statutaires	-	-	32 598,0	-	-	306 882,1	122 615,6	-	-	4 087,7	-	-	466 183,4	1 713,0	467 896,4	2 984,6	470 881,0			
Adm. centrale - service pensions	-	-	6 517,1	-	-	152 090,1	56 490,0	-	-	2 171,5	-	-	217 268,7	471,0	217 739,7	2 478,9	220 218,6			
Caisse de prév. fonct. et empl. communaux	-	-	7 213,7	-	-	44 727,4	19 479,5	-	-	721,4	-	-	72 142,0	498,3	72 640,3	505,7	73 146,0			
Adm. séc. soc. - pensions	-	-	480,9	-	-	10 009,9	3 686,2	-	-	-	-	-	14 177,0	-	14 177,0	-	14 177,0			
Soc. nat. des chemins de fer - pensions	-	-	17 476,5	-	-	78 830,1	35 076,9	-	-	892,4	-	-	132 275,9	743,7	133 019,6	-	133 019,6			
Postes et télécommunications	-	-	909,8	-	-	21 224,6	7 883,0	-	-	302,4	-	-	30 319,8	-	30 319,8	-	30 319,8			
Régime en faveur de victimes d'événement politique ou de calamité naturelle	-	-	567,7	-	-	4 286,1	1 772,4	-	-	-	-	-	6 626,2	121,5	6 747,7	458,6	7 206,3			

TABLEAU EN EUR
Tableau 4. - Statistiques de la protection sociale - Dépenses courantes 2000 (suite) (Données provisoires)
(en milliers EUR)

Régimes, institutions et gestions EUR	Maladie		Invalidité Infrmité		Accidents du travail - Maladies professionnelles		Prestations par fonction		Maternité		Famille		Chômage et promotion de l'emploi		Divers		Total des prestations		Autres dépenses			Total des dépenses courantes
	Nature		Espèces		Nature		Espèces		Nature		Espèces		Nature		Espèces		Total des dépenses sans transferts entre gestions		Transferts entre gestions			
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17					
2. REGIMES COMPLEMENTAIRES OU SUPPLEMENTAIRES 21. Régimes nationaux 22. Régimes généraux 23. Régimes spéciaux - statutaires Adm. centrale - suppl. de pension Adm. locales - suppl. de pension Adm. de séc. soc. - suppl. de pension 24. Régimes volontaires Caisse médico-chirurgicale mutualiste Sociétés de secours mutuels TOTAL 1+2	9,9	16 879,1	64,5	-	-	3 577,1	1 774,9	7,4	-	-	-	-	-	-	22 312,9	2 627,7	24 940,6	-	-	-	24 940,6	
	-	-	0,0	-	-	3 577,1	889,9	-	-	-	-	-	-	-	4 467,0	-	4 467,0	-	-	-	4 467,0	
	-	-	-	-	-	1 532,0	384,2	-	-	-	-	-	-	-	1 916,2	-	1 916,2	-	-	-	1 916,2	
	-	-	-	-	-	2 030,2	505,7	-	-	-	-	-	-	-	2 535,9	-	2 535,9	-	-	-	2 535,9	
	-	-	-	-	-	14,9	-	-	-	-	-	-	-	-	14,9	-	14,9	-	-	-	14,9	
	9,9	16 879,1	64,5	-	-	-	885,0	7,4	-	-	-	-	-	-	17 845,9	2 627,7	20 473,6	-	-	-	20 473,6	
	-	16 656,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16 656,0	1 824,5	18 480,5	-	-	-	18 480,5	
	9,9	223,1	64,5	-	-	-	885,0	7,4	-	-	-	-	-	-	1 189,9	803,2	1 993,1	-	-	-	1 993,1	
	127 437,1	822 215,8	471 049,8	110 870,4	25 495,8	1 189 603,7	507 834,6	62 744,3	19 343,1	521 282,8	96 767,7	-	-	-	3 954 645,1	120 565,5	4 075 210,6	53 906,9	4 129 117,5	-	4 129 117,5	
	-	42 456,8	34 601,0	-	-	52 714,5	-	-	-	-	103 337,0	29,7	17 174,1	250 313,1	40 932,2	291 245,3	11 480,1	302 705,4	-	-	-	302 705,4
	-	31 777,5	33 906,9	-	-	52 590,6	-	-	-	-	99 978,0	29,7	17 174,1	235 456,8	37 736,9	273 193,7	9 452,2	282 645,9	-	-	-	282 645,9
	-	-	26 772,5	-	-	37 481,5	-	-	-	-	2 677,3	-	-	66 931,3	1 968,3	68 899,6	-	68 899,6	-	-	-	68 899,6
	-	-	6 026,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 026,3	-	6 026,3	-	6 026,3	-	-	-	6 026,3
	-	30 543,0	1 108,1	-	-	8 693,6	-	-	-	-	94 261,5	-	9 075,4	143 681,6	33 473,1	177 154,7	9 452,2	186 606,9	-	-	-	186 606,9
	-	453,6	-	-	-	1 460,1	-	-	-	-	-	-	8 098,7	10 012,4	104,1	10 116,5	-	10 116,5	-	-	-	10 116,5
-	780,9	-	-	-	4 955,4	-	-	-	-	3 039,2	29,7	-	8 805,2	2 191,4	10 996,6	-	10 996,6	-	-	-	10 996,6	
-	10 679,3	694,1	-	-	123,9	-	-	-	-	3 359,0	-	-	14 856,3	3 195,3	18 051,6	2 007,9	20 059,5	-	-	-	20 059,5	
TOTAL GENERAL	127 437,1	864 672,6	505 650,8	110 870,4	25 495,8	1 242 318,2	507 834,6	62 744,3	19 343,1	624 619,8	96 797,4	17 174,1	4 204 958,2	161 497,7	4 366 455,9	65 367,0	4 431 822,9	-	-	-	-	

Tableau 5. - Statistiques de la protection sociale - Recettes courantes 1999
(en millions LUF)

Régimes, institutions et gestions	Cotisations							Total des cotisations	Contributions publiques courantes	Revenus des capitaux et autres recettes courantes	Total des recettes sans transferts entre gestions	Transferts entre gestions	Total des recettes courantes
	Ménages			Entreprises		Admin. publiques							
	Salariés	Non-salariés	Non-actifs	Effectives	Fictives (Prestations d'employeurs)	Effectives	Fictives (Prestations d'employeurs)						
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
1. RÉGIMES DE BASE	35 456,4	4 262,3	5 586,1	30 011,8	1 339,5	4 962,4	6 463,3	88 081,8	71 648,2	6 097,1	165 827,1	1 248,7	167 075,8
11. Régimes nationaux													
Caisse nationale des prestations familiales	-	3,7	-	263,3	-	813,3	-	1 080,3	17 032,0	30,1	18 142,4	440,0	18 582,4
Assurance dépendance	2 914,8	153,4	554,9	-	-	-	-	3 623,1	2 926,7	37,7	6 587,5	-	6 587,5
12. Régimes généraux	29 907,6	4 105,2	5 031,2	29 748,5	0,0	2 964,2	0,0	71 756,7	45 129,3	5 984,0	122 870,0	478,1	123 348,1
Caisse de maladie - UCM	9 499,1	953,1	4 295,0	7 826,7	-	1 414,9	-	23 988,8	14 354,9	433,8	38 777,5	332,8	39 110,3
Caisse de pension - régime contributif	20 408,5	2 954,6	736,2	18 093,9	-	1 349,9	-	43 543,1	23 755,4	4 903,0	72 201,5	122,6	72 324,1
Assurance accidents - section industrielle	-	197,5	-	3 745,0	-	188,7	-	4 131,2	705,9	345,3	5 182,4	22,3	5 204,7
Assurance accidents - section agr.et forest.	-	-	-	82,9	-	10,7	-	93,6	134,2	5,0	232,8	0,4	233,2
Fonds pour l'emploi	-	-	-	-	-	-	-	-	6 178,9	296,9	6 475,8	-	6 475,8
13. Régimes spéciaux	2 634,0	-	-	-	1 339,5	1 184,9	6 463,3	11 621,7	6 560,2	45,3	18 227,2	330,6	18 557,8
Régimes statutaires	2 634,0	-	-	-	1 339,5	1 184,9	6 463,3	11 621,7	6 273,6	45,3	17 940,6	330,6	18 271,2
Adm. Centrale - service des pensions	2 057,6	-	-	-	-	-	6 240,8	8 298,4	-	-	8 298,4	93,2	8 391,6
Caisse de prév. des fonct. et empl. communaux	482,5	-	-	-	-	1 184,9	-	1 667,4	1 013,7	45,3	2 726,4	200,2	2 926,6
Adm. de séc. sociale - pensions	93,9	-	-	-	-	-	222,5	316,4	204,8	-	521,2	37,2	558,4
Société nationale des chemins de fer - pensions	-	-	-	-	811,4	-	-	811,4	4 384,0	-	5 195,4	-	5 195,4
Postes et télécommunications	-	-	-	-	528,1	-	-	528,1	671,1	-	1 199,2	-	1 199,2
Régime en faveur de victimes d'événement politique ou de calamité naturelle	-	-	-	-	-	-	-	-	286,6	-	286,6	-	286,6

Tableau 5. - Statistiques de la protection sociale - Recettes courantes 1999 (suite)
(en millions LUF)

Régimes, institutions et gestions	Ménages			Cotisations			Admin. publiques		Total des cotisations	Contributions publiques courantes	Revenus des capitaux et autres recettes courantes	Total des recettes sans transferts entre gestions	Transferts entre gestions	Total des recettes courantes
	Salarisés	Non-salariés	Non-actifs	Effectives	Fictives (Prestations d'employeurs)	Effectives	Effectives	Fictives (Prestations d'employeurs)						
	1	2	3	4	5	6	6	7	8	9	10	11	12	13
2. REGIMES COMPLEMENTAIRES OU SUPPLEMENTAIRES	535,5	35,4	212,5	2,9	-	-	-	169,3	955,6	3,7	74,6	1 033,9	-	1 033,9
21. Régimes nationaux														
22. Régimes généraux														
23. Régimes spéciaux - statutaires	-	-	-	-	-	-	-	169,3	169,3	0,3	-	169,6	-	169,6
Adm. centrale - suppléments de pension	-	-	-	-	-	-	-	68,7	68,7	-	-	68,7	-	68,7
Adm. locales - suppléments de pension	-	-	-	-	-	-	-	100,3	100,3	-	-	100,3	-	100,3
Adm. de séc. sociale - suppléments de pension	-	-	-	-	-	-	-	0,3	0,3	0,3	-	0,6	-	0,6
24. Régimes volontaires	535,5	35,4	212,5	2,9	-	-	-	-	786,3	3,4	74,6	864,3	-	864,3
Caisse médico-chirurgicale mutualiste	460,4	35,4	212,5	-	-	-	-	-	708,3	0,3	21,2	729,8	-	729,8
Sociétés de secours mutuels	75,1	-	-	2,9	-	-	-	-	78,0	3,1	53,4	134,5	-	134,5
TOTAL 1+2	35 991,9	4 297,7	5 798,6	30 014,7	1 339,5	4 962,4	4 962,4	6 632,6	89 037,4	71 651,9	6 171,7	166 861,0	1 248,7	168 109,7
3. REGIMES D'AUTRES ACTIONS DE PROTECTION SOCIALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10 422,0	701,8	11 123,8	104,5	11 228,3
Aide sociale publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10 010,1	224,6	10 234,7	45,4	10 280,1
Fonds national de solidarité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 243,2	140,2	2 383,4	44,3	2 427,7
Adm. de l'emploi - plac. et rééd. des travailleurs handicapés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	259,8	-	259,8	-	259,8
Adm. centrale - aides et secours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 778,2	-	6 778,2	-	6 778,2
Communes - aides et secours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	400,1	-	400,1	-	400,1
Offices sociaux communaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	328,8	84,4	413,2	1,1	414,3
Aide privée subventionnée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	411,9	477,2	889,1	59,1	948,2
TOTAL GENERAL	35 991,9	4 297,7	5 798,6	30 014,7	1 339,5	4 962,4	4 962,4	6 632,6	89 037,4	82 073,9	6 873,5	177 984,8	1 353,2	179 338,0

Tableau 6. - Statistiques de la protection sociale - Dépenses courantes 1999
(en millions LUF)

Régimes, institutions et gestions		Maladie		Prestations par fonction										Autres dépenses				Total des dépenses courantes
				Invalidité Infirmité	Accidents du travail - Maladies professionnelles		Vieillesse	Survie	Maternité		Famille	Chômage et promotion de l'emploi	Divers	Total des prestations	Frais de fonction- nement et autres	Total des dépenses sans transferts entre gestions	Transferts entre gestions	
					Espèces	Nature			Espèces	Nature								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17		
1. REGIMES DE BASE		4 511,1	30 937,5		44 714,0	20 480,2	2 062,5	710,2	18 391,6	2 897,9	0,0	148 602,2	3 819,5	152 421,7	1 366,7	153 788,4		
11. Régimes nationaux		-	-	-	-	-	408,7	-	17 703,4	-	-	-	229,9	18 537,8	-	18 537,8		
Caisse nationale des prestations familiales			-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 564,3	93,0	5 657,3	-	5 657,3		
Assurance dépendance																		
12. Régimes généraux		4 511,1	30 937,5		32 527,5	15 611,7	1 653,8	710,2	529,0	2 897,9	0,0	106 205,6	3 427,7	109 633,3	1 224,8	110 858,1		
Caisses de maladie - UCM		4 511,1	30 937,5			139,4	1 653,8	710,2	-	-	-	37 952,0	1 348,3	39 300,3	-	39 300,3		
Caisses de pension - régime contributif		-	-	-	31 299,2	14 957,6	-	-	529,0	-	-	58 952,6	564,0	59 516,6	784,8	60 301,4		
Ass. accidents - sect. industrielle		-	3 482,4	975,4	-	497,9	-	-	-	-	-	4 955,7	225,1	5 180,8	-	5 180,8		
Ass. accidents - sect. agr. et forest.		-	168,9	33,4	-	16,8	-	-	-	-	-	219,1	17,7	236,8	-	236,8		
Fonds pour l'emploi		-	-	-	1 228,3	-	-	-	-	2 897,9	-	4 126,2	1 272,6	5 398,8	440,0	5 838,8		
13. Régimes spéciaux		-	-	-	12 186,5	4 868,5	-	-	159,2	-	-	18 524,4	68,9	18 593,3	141,9	18 735,2		
Régimes statutaires		-	-	-	12 008,8	4 802,3	-	-	159,2	-	-	18 259,8	62,7	18 322,5	126,1	18 448,6		
Adm. centrale - service pensions		-	-	-	5 869,6	2 180,1	-	-	83,5	-	-	8 384,8	18,0	8 402,8	93,2	8 496,0		
Caisse de prév. fonct. et empl. communaux		-	-	-	1 736,7	756,3	-	-	28,0	-	-	2 801,1	18,7	2 819,8	21,7	2 841,5		
Adm. séc. soc. - pensions		-	-	-	386,3	142,3	-	-	-	-	-	547,2	-	547,2	11,2	558,4		
Soc. nat. des chemins de fer - pensions		-	-	-	3 176,8	1 411,8	-	-	35,7	-	-	5 327,5	26,0	5 353,5	-	5 353,5		
Postes et télécommunications		-	-	-	839,4	311,8	-	-	12,0	-	-	1 199,2	-	1 199,2	-	1 199,2		
Régime en faveur de victimes d'événement politique ou de calamité naturelle		-	-	-	177,7	66,2	-	-	-	-	-	264,6	6,2	270,8	15,8	286,6		

Tableau 6. - Statistiques de la protection sociale - Dépenses courantes 1999 (suite)
(en millions LUF)

Régimes, institutions et gestions	Maladie		Prestations par fonction					Maternité		Famille		Chômage et promotion de l'emploi	Divers	Total des prestations	Autres dépenses			Total des dépenses courantes
	Espèces	Nature	Invalidité Infrmité	Accidents du travail - Maladies professionnelles		Vieillesse	Survie	Espèces		Nature	Espèces	Nature	Divers	Total des prestations	Frais de fonctionnement et autres	Total des dépenses sans transferts entre gestions	Transferts entre gestions	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	
2. REGIMES COMPLEMENTAIRES OU SUPPLEMENTAIRES	0,5	641,9	2,6	-	-	135,8	68,5	0,5	-	-	-	-	849,8	100,6	950,4	-	950,4	
21. Régimes nationaux																		
22. Régimes généraux																		
23. Régimes spéciaux - statutaires	-	-	0,0	-	-	135,8	33,8	-	-	-	-	-	169,6	-	169,6	-	169,6	
Adm. centrale - suppl. de pension	-	-	-	-	-	55,0	13,7	-	-	-	-	-	68,7	-	68,7	-	68,7	
Adm. locales - suppl. de pension	-	-	-	-	-	80,2	20,1	-	-	-	-	-	100,3	-	100,3	-	100,3	
Adm. de séc. soc. - suppl. de pension	-	-	-	-	-	0,6	-	-	-	-	-	-	0,6	-	0,6	-	0,6	
24. Régimes volontaires	0,5	641,9	2,6	-	-	-	34,7	0,5	-	-	-	-	680,2	100,6	780,8	-	780,8	
Caisse médico-chirurgicale mutualiste	-	632,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	632,6	69,0	701,6	-	701,6	
Sociétés de secours mutuels	0,5	9,3	2,6	-	-	-	34,7	0,5	-	-	-	-	47,6	31,6	79,2	-	79,2	
TOTAL 1+2	4 511,6	31 579,4	19 239,7	3 651,3	1 008,8	44 849,8	20 548,7	2 063,0	710,2	18 391,6	2 897,9	-	149 452,0	3 920,1	153 372,1	1 366,7	154 738,8	
3. REGIMES D'AUTRES ACTIONS DE PROTECTION SOCIALE	-	1 231,2	1 249,3	-	-	1 928,6	-	-	-	4 298,9	1,2	594,6	9 303,8	1 255,4	10 559,2	424,5	10 983,7	
Aide sociale publique	-	890,7	1 221,9	-	-	1 924,6	-	-	-	4 178,8	1,2	594,6	8 811,8	1 127,6	9 939,4	344,5	10 283,9	
Fonds national de solidarité	-	-	940,6	-	-	1 316,9	-	-	-	94,1	-	-	2 351,6	71,9	2 423,5	-	2 423,5	
Adm. de l'emploi - placement et ré-éducation des travailleurs handicapés	-	-	259,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	259,7	-	259,7	-	259,7	
Adm. centrale - aides et secours	-	842,8	21,6	-	-	359,6	-	-	-	3 967,9	-	274,4	5 466,3	967,4	6 433,7	344,5	6 778,2	
Communes - aides et secours	-	17,9	-	-	-	57,8	-	-	-	-	-	320,2	395,9	4,2	400,1	-	400,1	
Offices sociaux communaux	-	30,0	-	-	-	190,3	-	-	-	116,8	1,2	-	338,3	84,1	422,4	-	422,4	
Aide privée subventionnée	-	340,5	27,4	-	-	4,0	-	-	-	120,1	-	-	492,0	127,8	619,8	80,0	699,8	
TOTAL GENERAL	4 511,6	32 810,6	20 489,0	3 651,3	1 008,8	46 778,4	20 548,7	2 063,0	710,2	22 690,5	2 899,1	594,6	158 755,8	5 175,5	163 931,3	1 791,2	165 722,5	

Tableau 7. - Statistiques de la protection sociale - Recettes courantes 2000 (Données provisoires)
(en millions LUF)

Régimes, institutions et gestions	Ménages			Cotisations			Admin. publiques		Total des cotisations	Contributions publiques courantes	Revenus des capitaux et autres recettes courantes	Total des recettes sans transferts entre gestions	Transferts entre gestions	Total des recettes courantes
	Salariés	Non-salariés	Non-actifs	Entreprises		Fictives (Prestations d'employeurs)	Effectives	Fictives (Prestations d'employeurs)						
				Effectives	Fictives (Prestations d'employeurs)									
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
1. REGIMES DE BASE	38 294,9	4 114,4	5 815,2	34 594,4	1 347,5	5 401,9	6 743,5	96 626,1	79 859,9	7 923,4	184 409,4	2 364,6	186 774,0	
11. Régimes nationaux	2 604,2	223,0	650,6	-	-	892,2	-	4 684,3	22 282,3	235,9	27 202,5	1 058,2	28 260,7	
Caisse nationale des prestations familiales	-	2,0	-	314,3	-	892,2	-	1 208,5	19 142,9	19,8	20 371,2	1 058,2	21 429,4	
Assurance dépendance	2 604,2	221,0	650,6	-	-	-	-	3 475,8	3 139,4	216,1	6 831,3	-	6 831,3	
12. Régimes généraux	32 888,1	3 891,4	5 164,6	34 594,4	0,0	3 289,0	0,0	79 827,5	50 917,1	7 626,5	138 371,1	892,4	139 263,5	
Caisses de maladie - UCM	10 722,6	949,3	4 372,1	9 372,0	-	1 479,0	-	26 895,0	16 750,8	578,4	44 224,2	366,0	44 590,2	
Caisses de pension - régime contributif	22 165,5	2 748,0	792,5	20 930,8	-	1 575,4	-	48 212,2	26 783,7	6 551,1	81 547,0	95,9	81 642,9	
Assurance accidents - section industrielle	-	194,1	-	4 204,4	-	223,9	-	4 622,4	467,2	391,2	5 480,8	19,2	5 500,0	
Assurance accidents - section agr.et forest.	-	-	-	87,2	-	10,7	-	97,9	133,7	6,3	237,9	0,1	238,0	
Fonds pour l'emploi	-	-	-	-	-	-	-	-	6 781,7	99,5	6 881,2	411,2	7 292,4	
13. Régimes spéciaux	2 802,6	-	-	-	1 347,5	1 220,7	6 743,5	12 114,3	6 660,5	61,0	18 835,8	414,0	19 249,8	
Régimes statutaires	2 802,6	-	-	-	1 347,5	1 220,7	6 743,5	12 114,3	6 369,8	61,0	18 545,1	414,0	18 959,1	
Adm. centrale - service des pensions	2 235,4	-	-	-	-	-	6 548,3	8 783,7	-	-	8 783,7	100,0	8 883,7	
Caisse de prév. des fonct. et empl. communaux	465,0	-	-	-	-	1 220,7	-	1 685,7	892,9	61,0	2 639,6	274,7	2 914,3	
Adm. de séc. sociale - pensions	102,2	-	-	-	-	-	195,2	297,4	235,3	-	532,7	39,3	572,0	
Société nationale des chemins de fer - pensions	-	-	-	-	815,0	-	-	815,0	4 551,0	-	5 366,0	-	5 366,0	
Postes et télécommunications	-	-	-	-	532,5	-	-	532,5	690,6	-	1 223,1	-	1 223,1	
Régime en faveur de victimes d'événement politique ou de calamité naturelle	-	-	-	-	-	-	-	-	290,7	-	290,7	-	290,7	

Tableau 7. - Statistiques de la protection sociale - Recettes courantes 2000 (suite) (Données provisoires)
(en millions LUF)

Régimes, institutions et gestions	Ménages			Cotisations			Admin. publiques		Total des cotisations	Contributions publiques courantes	Revenus des capitaux et autres recettes courantes	Total des recettes sans transferts entre gestions	Transferts entre gestions	Total des recettes courantes
	Salarisés	Non-salariés	Non-actifs	Effectives	Fictives (Prestations d'employeurs)	Effectives	Effectives	Fictives (Prestations d'employeurs)						
	1	2	3	4	5	6	6	7	8	9	10	11	12	13
2. REGIMES COMPLEMENTAIRES OU SUPPLEMENTAIRES														
21. Régimes nationaux	557,2	36,7	220,1	3,0	0,0	0,0	0,0	179,9	996,9	3,7	89,8	1 090,4	0,0	1 090,4
22. Régimes généraux														
23. Régimes spéciaux - statutaires	-	-	-	-	-	-	-	179,9	179,9	0,3	-	180,2	-	180,2
Adm. centrale - suppléments de pension	-	-	-	-	-	-	-	77,3	77,3	-	-	77,3	-	77,3
Adm. locales - suppléments de pension	-	-	-	-	-	-	-	102,3	102,3	-	-	102,3	-	102,3
Adm. de séc. sociale - suppléments de pension	-	-	-	-	-	-	-	0,3	0,3	0,3	-	0,6	-	0,6
24. Régimes volontaires	557,2	36,7	220,1	3,0	-	-	-	-	817,0	3,4	89,8	910,2	-	910,2
Caisse médico-chirurgicale mutualiste	476,9	36,7	220,1	-	-	-	-	-	733,7	0,2	27,5	761,4	-	761,4
Sociétés de secours mutuels	80,3	-	-	3,0	-	-	-	-	83,3	3,2	62,3	148,8	-	148,8
TOTAL 1+2	38 852,1	4 151,1	6 035,3	34 597,4	1 347,5	5 401,9	5 401,9	6 923,4	97 623,0	79 863,6	8 013,2	185 499,8	2 364,6	187 864,4
3. REGIMES D'AUTRES ACTIONS DE PROTECTION SOCIALE														
<i>Aide sociale publique</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11 480,0	772,3	12 252,3	104,6	12 356,9
Fonds national de solidarité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11 105,1	241,3	11 346,4	45,5	11 391,9
Adm. de l'emploi - plac. et rééd. des travailleurs handicapés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 580,7	152,6	2 733,3	44,3	2 777,6
Adm. centrale - aides et secours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	243,2	-	243,2	-	243,2
Communes - aides et secours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 527,8	-	7 527,8	-	7 527,8
Offices sociaux communaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	408,1	-	408,1	-	408,1
<i>Aide privée subventionnée</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	345,3	88,7	434,0	1,2	435,2
TOTAL GENERAL	38 852,1	4 151,1	6 035,3	34 597,4	1 347,5	5 401,9	5 401,9	6 923,4	97 623,0	91 343,6	8 785,5	197 752,1	2 469,2	200 221,3

Tableau 8. - Statistiques de la protection sociale - Dépenses courantes 2000 (Données provisoires)
(en millions LUF)

Régimes, institutions et gestions	Maladie		Invalidité Infrimté	Accidents du travail - Maladies professionnelles				Prestations par fonction			Divers	Total des prestations	Autres dépenses			Total des dépenses courantes	
	Espèces	Nature		Espèces		Nature	Vieillesse	Survie	Maternité				Chômage et promotion de l'emploi	Frais de fonction- nement et autres	Total des dépenses sans transferts entre gestions		Transferts entre gestions
				Esspèces	Nature				Esspèces	Nature							
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
1. REGIMES DE BASE	5 140,4	32 487,2	18 999,5	4 472,5	1 028,5	47 844,2	20 414,4	2 530,8	780,3	21 028,5	3 903,6	0,0	158 629,9	4 757,6	163 387,5	2 174,6	165 562,1
11. Régimes nationaux	-	-	5 528,6	-	-	-	-	530,5	-	20 361,1	-	-	26 420,2	354,3	26 774,5	0,0	26 774,5
Caisse nationale des prestations familiales	-	-	213,2	-	-	-	-	530,5	-	20 361,1	-	-	21 104,8	247,8	21 352,6	-	21 352,6
Assurance dépendance	-	-	5 315,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 315,4	106,5	5 421,9	-	5 421,9
12. Régimes généraux	5 140,4	32 487,2	12 133,0	4 472,5	1 028,5	35 291,7	15 396,6	2 000,3	780,3	502,5	3 903,6	0,0	113 136,6	4 329,3	117 465,9	2 035,7	119 501,6
Caisse de maladie - UCM	5 140,4	32 487,2	-	-	-	-	141,2	2 000,3	780,3	-	-	-	40 549,4	1 294,9	41 844,3	-	41 844,3
Caisse de pension - régime contributif	-	-	12 133,0	-	-	33 556,7	14 725,5	-	-	502,5	-	-	60 917,7	753,2	61 670,9	953,3	62 624,2
Ass. accidents - sect. industrielle	-	-	-	4 303,3	996,4	-	513,5	-	-	-	-	-	5 813,2	245,5	6 058,7	-	6 058,7
Ass. accidents - sect. agr. et forest.	-	-	-	169,2	32,1	-	16,4	-	-	-	-	-	217,7	15,5	233,2	-	233,2
Fonds pour l'emploi	-	-	-	-	-	1 735,0	-	-	-	-	3 903,6	-	5 638,6	2 020,2	7 658,8	1 082,4	8 741,2
13. Régimes spéciaux	-	-	1 337,9	-	-	12 552,5	5 017,8	-	-	164,9	-	-	19 073,1	74,0	19 147,1	138,9	19 286,0
Régimes statutaires	-	-	1 315,0	-	-	12 379,6	4 946,3	-	-	164,9	-	-	18 805,8	69,1	18 874,9	120,4	18 995,3
Adm. centrale - service pensions	-	-	262,9	-	-	6 135,3	2 278,8	-	-	87,6	-	-	8 764,6	19,0	8 783,6	100,0	8 883,6
Caisse de prév. fonct. et empl. communaux	-	-	291,0	-	-	1 804,3	785,8	-	-	29,1	-	-	2 910,2	20,1	2 930,3	20,4	2 950,7
Adm. séc. soc. - pensions	-	-	19,4	-	-	403,8	148,7	-	-	-	-	-	571,9	-	571,9	0,0	571,9
Soc. nat. des chemins de fer - pensions	-	-	705,0	-	-	3 180,0	1 415,0	-	-	36,0	-	-	5 336,0	30,0	5 366,0	-	5 366,0
Postes et télécommunications	-	-	36,7	-	-	856,2	318,0	-	-	12,2	-	-	1 223,1	-	1 223,1	-	1 223,1
Régime en faveur de victimes d'événement politique ou de calamité naturelle	-	-	22,9	-	-	172,9	71,5	-	-	-	-	-	267,3	4,9	272,2	18,5	290,7

Tableau 8. - Statistiques de la protection sociale - Dépenses courantes 2000 (suite) (Données provisoires)
(en millions LUF)

Régimes, institutions et gestions	Maladie		Invalidité Infrmité		Accidents du travail - Maladies professionnelles		Prestations par fonction		Maternité		Famille		Chômage et promotion de l'emploi		Divers		Total des prestations		Autres dépenses			Total des dépenses courantes
	Espèces	Nature	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17					
																		Esèces	Nature	Esèces	Nature	
1	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17					
2. REGIMES COMPLEMENTAIRES OU SUPPLEMENTAIRES	0,4	680,9	2,6	-	-	144,3	71,6	0,3	-	-	-	-	900,1	106,0	1 006,1	-	1 006,1	-	-	-	-	
21. Régimes nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
22. Régimes généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
23. Régimes spéciaux - statutaires	-	-	0,0	-	-	144,3	35,9	-	-	-	-	-	180,2	-	180,2	-	180,2	-	-	-	-	
Adm. centrale - suppl. de pension	-	-	-	-	-	61,8	15,5	-	-	-	-	-	77,3	-	77,3	-	77,3	-	-	-	-	
Adm. locales - suppl. de pension	-	-	-	-	-	81,9	20,4	-	-	-	-	-	102,3	-	102,3	-	102,3	-	-	-	-	
Adm. de séc. soc. - suppl. de pension	-	-	-	-	-	0,6	-	-	-	-	-	-	0,6	-	0,6	-	0,6	-	-	-	-	
24. Régimes volontaires	0,4	680,9	2,6	-	-	-	35,7	0,3	-	-	-	-	719,9	106,0	825,9	-	825,9	-	-	-	-	
Caisse médico-chirurgicale mutualiste	-	671,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	671,9	73,6	745,5	-	745,5	-	-	-	-	
Sociétés de secours mutuels	0,4	9,0	2,6	-	-	-	35,7	0,3	-	-	-	-	48,0	32,4	80,4	-	80,4	-	-	-	-	
TOTAL 1+2	5 140,8	33 168,1	19 002,1	4 472,5	1 028,5	47 988,5	20 486,0	2 531,1	780,3	21 028,5	3 903,6	-	159 530,0	4 863,6	164 393,6	2 174,6	166 568,2	-	-	-	-	
3. REGIMES D'AUTRES ACTIONS DE PROTECTION SOCIALE	-	1 712,7	1 395,8	-	-	2 126,5	-	-	-	4 168,6	1,2	692,8	10 097,6	1 651,2	11 748,8	482,3	12 211,1	-	-	-	-	
Aide sociale publique	-	1 281,9	1 367,8	-	-	2 121,5	-	-	-	4 033,1	1,2	692,8	9 498,3	1 522,3	11 020,6	381,3	11 401,9	-	-	-	-	
Fonds national de solidarité	-	-	1 080,0	-	-	1 512,0	-	-	-	108,0	-	-	2 700,0	79,4	2 779,4	-	2 779,4	-	-	-	-	
Adm. de l'emploi - placement et ré- éducation des travailleurs handicapés	-	-	243,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	243,1	-	243,1	-	243,1	-	-	-	-	
Adm. centrale - aides et secours	-	1 232,1	44,7	-	-	350,7	-	-	-	3 802,5	-	366,1	5 796,1	1 350,3	7 146,4	381,3	7 527,7	-	-	-	-	
Communes - aides et secours	-	18,3	-	-	-	58,9	-	-	-	-	-	326,7	403,9	4,2	408,1	-	408,1	-	-	-	-	
Offices sociaux communaux	-	31,5	-	-	-	199,9	-	-	-	122,6	1,2	-	355,2	88,4	443,6	-	443,6	-	-	-	-	
Aide privée subventionnée	-	430,8	28,0	-	-	5,0	-	-	-	135,5	-	-	599,3	128,9	728,2	81,0	809,2	-	-	-	-	
TOTAL GENERAL	5 140,8	34 880,8	20 397,9	4 472,5	1 028,5	50 115,0	20 486,0	2 531,1	780,3	25 197,1	3 904,8	692,8	169 627,6	6 514,8	176 142,4	2 636,9	178 779,3	-	-	-	-	

Tableau 9.- Tableau récapitulatif pour la période 1985 à 2000 des RECETTES COURANTES par régime de sécurité sociale en millions LUF (année 2000 également en millions EUR) et en pour cent du produit intérieur brut (PIB)*)

REGIMES	Année	Cotisations										Total des cotisations	Contributions publiques courantes		Revenus des capitaux et autres recettes courantes	Total des recettes sans transferts entre gestions		Transferts entre gestions	Total des recettes courantes	
		Ménages Cotisations des salariés, non-salariés et non-actifs		Entreprises Cotisations effectives et fictives		Cotisations Administrations publiques Cotisations fictives (prestations d'employeurs)		Sous-total		en mto de F en % du PIB)	en mto de F en % du PIB)		en mto de F en % du PIB)	en mto de F en % du PIB)						
		1	2	3	4	5	6	7	8							9	10		11	12
1. Régimes de base Régimes nationaux	1985	136,0	1 433,0	334,0	-	334,0	1 903,0	1 550,0	88,0	3 541,0	1,3%	-	3 541,0	1,3%						
	1990	105,5	1 922,9	551,5	-	551,5	2 579,9	3 033,4	218,7	5 832,0	1,5%	-	5 832,0	1,5%						
	1999	3 626,8	263,3	813,3	-	813,3	4 703,4	19 958,7	67,8	24 729,9	3,4%	440,0	25 169,9	3,4%						
	2000	3 477,8	314,3	892,2	-	892,2	4 684,3	22 282,3	235,9	27 202,5	3,3%	1 058,2	28 260,7	3,4%						
Régimes généraux		86,2 €	7,8 €	22,1 €	-	22,1 €	116,1 €	552,4 €	5,8 €	674,3 €	3,3%	26,2 €	700,5 €	3,4%						
Régimes spéciaux (statutaires)	1985	13 508,6	10 118,4	1 230,5	63,0	1 293,5	24 920,5	15 441,7	3 562,5	43 924,7	15,8%	112,0	44 036,7	15,9%						
	1990	19 681,2	15 372,9	1 374,4	68,9	1 443,3	36 497,4	24 505,7	6 607,6	67 610,7	17,2%	499,0	68 109,7	17,3%						
	1999	39 044,0	29 748,5	2 964,2	-	2 964,2	71 756,7	45 129,3	5 984,2	122 870,2	16,8%	478,1	123 348,3	16,9%						
	2000	41 944,1	34 594,4	3 289,0	-	3 289,0	79 827,5	50 917,1	7 626,5	138 371,1	16,7%	892,4	139 263,5	16,8%						
Régimes spéciaux		1 039,8 €	857,6 €	81,5 €	-	81,5 €	1 978,9 €	1 262,2 €	189,1 €	3 430,2 €	16,7%	22,1 €	3 452,3 €	16,8%						
Régime en faveur de victimes d'événement politique ou de calamité naturelle	1985	543,0	1 149,0	515,0	3 831,0	4 346,0	6 038,0	2 946,0	23,0	9 007,0	3,2%	182,0	9 189,0	3,3%						
	1990	831,3	1 662,6	778,2	4 972,0	5 750,2	8 244,1	4 009,9	44,9	12 298,9	3,1%	934,0	13 232,9	3,4%						
	1999	2 634,0	1 339,5	1 184,9	6 463,3	7 648,2	11 621,7	6 273,6	45,3	17 940,6	2,5%	330,6	18 271,2	2,5%						
	2000	2 802,6	1 347,5	1 220,7	6 743,5	7 964,2	12 114,3	6 369,8	61,0	18 545,1	2,2%	414,0	18 959,1	2,3%						
Régime en faveur de victimes d'événement politique ou de calamité naturelle		69,5 €	33,4 €	30,3 €	167,2 €	197,5 €	300,4 €	157,9 €	1,5 €	459,8 €	2,2%	10,3 €	470,1 €	2,3%						
2. Régimes complémentaires ou supplémentaires Régimes spéciaux (statutaires)	1985	-	-	-	-	-	-	299,0	-	299,0	0,1%	-	299,0	0,1%						
	1990	-	-	-	-	-	-	303,0	-	303,0	0,1%	-	303,0	0,1%						
	1999	-	-	-	-	-	-	286,6	-	286,6	0,0%	-	286,6	0,0%						
	2000	-	-	-	-	-	-	290,7	-	290,7	0,0%	-	290,7	0,0%						
Régimes complémentaires		-	-	-	-	-	-	7,2 €	-	7,2 €	0,0%	-	7,2 €	0,0%						
Régimes volontaires	1985	5,0	-	-	112,0	112,0	117,0	1,0	-	118,0	0,0%	-	118,0	0,0%						
	1990	10,5	-	-	171,4	171,4	181,9	0,2	-	182,1	0,0%	-	182,1	0,0%						
	1999	-	-	-	169,3	169,3	169,3	0,3	-	169,6	0,0%	-	169,6	0,0%						
	2000	-	-	-	179,9	179,9	179,9	0,3	-	180,2	0,0%	-	180,2	0,0%						
Régimes volontaires		-	-	-	4,5 €	4,5 €	4,5 €	0,1 €	-	4,6 €	0,0%	-	4,6 €	0,0%						
3. Régimes d'autres actions de protection sociale	1985	310,0	1,0	1,0	-	1,0	312,0	1,0	45,0	358,0	0,1%	-	358,0	0,1%						
	1990	405,9	0,3	0,9	-	0,9	407,1	1,3	100,7	509,1	0,1%	-	509,1	0,1%						
	1999	783,4	2,9	-	-	-	786,3	3,4	74,6	864,3	0,1%	-	864,3	0,1%						
	2000	814,0	3,0	-	-	-	817,0	3,4	89,8	910,2	0,1%	-	910,2	0,1%						
Régimes d'autres actions de protection sociale		20,2 €	0,1 €	-	-	-	20,3 €	0,1 €	2,2 €	22,6 €	0,1%	-	22,6 €	0,1%						
TOTAL GENERAL	1985	2,0	-	-	-	-	2,0	3 153,0	215,0	3 370,0	1,2%	57,0	3 427,0	1,2%						
	1990	-	-	-	-	0,0	0,0	5 952,7	379,3	6 332,0	1,6%	107,0	6 439,0	1,6%						
	1999	-	-	-	-	-	-	10 422,1	701,8	11 123,9	1,5%	104,5	11 228,4	1,5%						
	2000	-	-	-	-	-	-	11 480,0	772,3	12 252,3	1,5%	104,6	12 356,9	1,5%						
TOTAL GENERAL		-	-	-	-	-	-	284,6 €	19,1 €	303,7 €	1,5%	2,6 €	306,3 €	1,5%						
TOTAL GENERAL	1985	14 504,6	12 701,4	2 080,5	4 006,0	6 086,5	33 292,5	23 391,7	3 933,5	60 617,7	21,8%	351,0	60 968,7	22,0%						
	1990	21 034,4	18 958,7	2 705,0	5 212,3	7 917,3	47 910,4	37 806,2	7 351,2	93 067,8	23,7%	1 540,0	94 607,8	24,1%						
	1999	46 088,2	31 354,2	4 962,4	6 632,6	11 595,0	89 037,4	82 074,0	6 873,7	177 985,1	24,3%	1 552,2	179 338,3	24,5%						
	2000	49 038,5	36 259,2	5 401,9	6 923,4	12 325,3	97 623,0	91 343,6	8 785,5	197 752,1	23,9%	2 469,2	200 221,3	24,2%						
TOTAL GENERAL		1 215,7 €	898,9 €	133,9 €	171,7 €	305,6 €	2 420,2 €	2 264,5 €	217,7 €	4 902,4 €	23,9%	61,2 €	4 963,6 €	24,2%						

*) PIB - voir "Données financières globales", section 1.F. "Remarque concernant l'interprétation des tableaux".

Tableau 10.- Tableau récapitulatif pour la période 1985 à 2000 des DEPENSES COURANTES par régime de sécurité sociale en millions LUF (année 2000 également en millions EUR) et en pour cent du produit intérieur brut (PIB) *)

REGIMES	Année	Total des prestations		Frais de fonctionnement et autres dépenses	Total des dépenses sans transferts entre gestions		Transferts entre gestions	Total des dépenses courantes	
		1 en mio de LUF	2 en % du PIB*		3	4 en mio de LUF		5 en % du PIB*	6
1. Régimes de base Régimes nationaux	1985	3 367,3	1,2%	86,0	3 453,3	1,2%	-	3 453,3	1,2%
	1990	6 050,5	1,5%	110,4	6 160,9	1,6%	-	6 160,9	1,6%
	1999	23 872,2	3,3%	322,9	24 195,1	3,3%	-	24 195,1	3,3%
	2000	26 420,2	3,2%	354,3	26 774,5	3,2%	-	26 774,5	3,2%
		654,9 €		8,8 €	663,7 €		-	663,7 €	
Régimes généraux	1985	36 686,8	13,2%	1 538,8	38 225,6	13,8%	376,0	38 601,6	13,9%
	1990	53 943,2	13,7%	2 006,2	55 949,4	14,2%	1 205,0	57 154,4	14,6%
	1999	106 205,6	14,5%	3 427,7	109 633,3	15,0%	1 224,8	110 858,1	15,1%
	2000	113 136,6	13,7%	4 329,3	117 465,9	14,2%	2 035,7	119 501,6	14,4%
		2 804,6 €		107,3 €	2 911,9 €		50,5 €	2 962,4 €	
Régimes spéciaux (statutaires)	1985	8 944,0	3,2%	50,0	8 994,0	3,2%	39,0	9 033,0	3,3%
	1990	11 962,7	3,0%	65,9	12 028,6	3,1%	326,0	12 354,6	3,1%
	1999	18 259,8	2,5%	62,7	18 322,5	2,5%	126,1	18 448,6	2,5%
	2000	18 805,8	2,3%	69,1	18 874,9	2,3%	120,4	18 995,3	2,3%
		466,2 €		1,7 €	467,9 €		3,0 €	470,9 €	
Régime en faveur de victimes d'événement politique ou de calamité naturelle	1985	292,0	0,1%	8,0	300,0	0,1%	40,0	340,0	0,1%
	1990	271,1	0,1%	7,5	278,6	0,1%	24,0	302,6	0,1%
	1999	264,6	0,0%	6,2	270,8	0,0%	15,8	286,6	0,0%
	2000	267,3	0,0%	4,9	272,2	0,0%	18,5	290,7	0,0%
		6,6 €		0,2 €	6,8 €		0,5 €	7,3 €	
2.Régimes complémentaires ou supplémentaires	1985	118,0	0,0%	-	118,0	0,0%	-	118,0	0,0%
	1990	182,1	0,0%	-	182,1	0,0%	-	182,1	0,0%
	1999	169,6	0,0%	-	169,6	0,0%	-	169,6	0,0%
	2000	180,2	0,0%	-	180,2	0,0%	-	180,2	0,0%
		4,5 €		-	4,5 €		-	4,5€	
Régimes volontaires	1985	241,0	0,1%	65,0	306,0	0,1%	-	306,0	0,1%
	1990	354,8	0,1%	65,3	420,1	0,1%	-	420,1	0,1%
	1999	680,2	0,1%	100,6	780,8	0,1%	-	780,8	0,1%
	2000	719,9	0,1%	106,0	825,9	0,1%	-	825,9	0,1%
		17,8 €		2,6 €	20,4 €		-	20,4 €	
3. Régimes d'autres actions de protection sociale	1985	2 888,0	1,0%	432,0	3 320,0	1,2%	64,0	3 384,0	1,2%
	1990	5 337,3	1,4%	789,7	6 127,0	1,6%	255,0	6 382,0	1,6%
	1999	9 303,8	1,3%	1 255,4	10 559,2	1,4%	424,5	10 983,7	1,5%
	2000	10 097,6	1,2%	1 651,2	11 748,8	1,4%	462,3	12 211,1	1,5%
		250,3 €		40,9 €	291,2 €		11,5 €	302,7 €	
TOTAL GENERAL	1985	52 537,1	18,9%	2 179,8	54 716,9	19,7%	519,0	55 235,9	19,9%
	1990	78 101,7	19,9%	3 045,0	81 146,7	20,7%	1 810,0	82 956,7	21,1%
	1999	158 755,8	21,7%	5 175,5	163 931,3	22,4%	1 791,2	165 722,5	22,6%
	2000	169 627,6	20,5%	6 514,8	176 142,4	21,3%	2 636,9	178 779,3	21,6%
		4 204,9 €		161,5 €	4 366,4 €		65,5 €	4 431,9 €	

*) PIB - voir "Données financières globales", section 1.F. " Remarque concernant l'interprétation des tableaux".

Tableau 11. - Tableau récapitulatif pour la période 1985 à 2000 de la structure des statistiques de la protection sociale (opérations courantes)
Répartition des différentes catégories de recettes en pour cent du total des recettes courantes

REGIMES	Année	Ménages Cotisations des salariés, non-salariés et non-actifs					Entreprises Cotisations effectives et fictives			Cotisations Administrations publiques Cotisations effectives Cotisations fictives (prestations d'employeurs)			Sous-total		Total des cotisations	Contributions publiques courantes		Revenus des capitaux et autres recettes courantes	Total des recettes sans transferts entre gestions en % du PIB*)			Transferts entre gestions	Total des recettes courantes en % du PIB*)	
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13										
1. Régimes de base	1985	3,8%	40,5%	9,4%	-	9,4%	53,7%	43,8%	2,5%	100,0%	1,3%	-	100,0%	1,3%										
	1990	1,8%	33,0%	9,5%	-	9,5%	44,2%	52,0%	3,8%	100,0%	1,5%	-	100,0%	1,5%										
	1999	14,4%	1,0%	3,2%	-	3,2%	18,7%	79,3%	0,3%	98,3%	3,4%	1,7%	100,0%	3,4%										
	2000	12,3%	1,1%	3,2%	-	3,2%	16,6%	78,8%	0,8%	96,3%	0,0%	3,7%	100,0%	3,4%										
	1985	30,7%	23,0%	2,8%	0,1%	2,9%	56,6%	35,1%	8,1%	99,7%	15,8%	0,3%	100,0%	15,9%										
	1990	28,9%	22,6%	2,0%	0,1%	2,1%	53,6%	36,0%	9,7%	99,3%	17,2%	0,7%	100,0%	17,3%										
	1999	31,7%	24,1%	2,4%	-	2,4%	58,2%	36,6%	4,9%	99,6%	16,8%	0,4%	100,0%	16,9%										
	2000	30,1%	24,8%	2,4%	-	2,4%	57,3%	36,6%	5,5%	99,4%	0,0%	0,6%	100,0%	16,8%										
	1985	5,9%	12,5%	5,6%	41,7%	47,3%	65,7%	32,1%	0,3%	98,0%	3,2%	2,0%	100,0%	3,3%										
	1990	6,3%	12,6%	5,9%	37,6%	43,5%	62,3%	30,3%	0,3%	92,9%	3,1%	7,1%	100,0%	3,4%										
2. Régimes complémentaires ou supplémentaires	1999	14,4%	7,3%	6,5%	35,4%	41,9%	63,6%	34,3%	0,2%	98,2%	2,5%	1,8%	100,0%	2,5%										
	2000	14,8%	7,1%	6,4%	35,6%	42,0%	63,9%	33,6%	0,3%	97,8%	2,2%	2,2%	100,0%	2,3%										
	1985	-	-	-	-	-	-	100,0%	-	100,0%	0,1%	-	100,0%	0,1%										
	1990	-	-	-	-	-	-	100,0%	-	100,0%	0,1%	-	100,0%	0,1%										
	1999	-	-	-	-	-	-	100,0%	-	100,0%	0,0%	-	100,0%	0,0%										
	2000	-	-	-	-	-	-	100,0%	-	100,0%	0,0%	-	100,0%	0,0%										
	1985	4,2%	-	-	94,9%	94,9%	99,2%	0,8%	-	100,0%	0,0%	-	100,0%	0,0%										
	1990	5,8%	-	-	94,1%	94,1%	99,9%	0,1%	-	100,0%	0,0%	-	100,0%	0,0%										
	1999	-	-	-	99,8%	99,8%	99,8%	0,2%	-	100,0%	0,0%	-	100,0%	0,0%										
	2000	-	-	-	99,8%	99,8%	99,8%	0,2%	-	100,0%	0,0%	-	100,0%	0,0%										
Régimes volontaires	1985	86,6%	-	0,3%	-	0,3%	87,2%	0,3%	12,6%	100,0%	0,1%	-	100,0%	0,1%										
	1990	79,7%	0,1%	0,2%	-	0,2%	80,0%	0,3%	19,8%	100,0%	0,1%	-	100,0%	0,1%										
	1999	90,6%	0,3%	-	-	-	91,0%	0,4%	8,6%	100,0%	0,1%	-	100,0%	0,1%										
	2000	89,4%	0,3%	-	-	-	89,8%	0,4%	9,9%	100,0%	0,1%	-	100,0%	0,1%										
	1985	0,1%	-	-	-	-	0,1%	92,0%	6,3%	98,3%	1,2%	1,7%	100,0%	1,2%										
3. Régimes d'autres actions de protection sociale	1990	-	-	-	-	-	-	92,4%	5,9%	98,3%	1,6%	1,7%	100,0%	1,6%										
	1999	-	-	-	-	-	-	92,8%	6,3%	99,1%	0,0%	0,9%	100,0%	0,0%										
	2000	-	-	-	-	-	-	92,9%	6,2%	99,2%	0,0%	0,8%	100,0%	0,0%										
	1985	23,8%	20,8%	3,4%	6,6%	10,0%	54,6%	38,4%	6,5%	99,4%	21,8%	0,6%	100,0%	22,0%										
TOTAL GENERAL	1990	22,2%	20,0%	2,9%	5,5%	8,4%	50,6%	40,0%	7,8%	98,4%	23,7%	1,6%	100,0%	24,1%										
	1999	25,7%	17,5%	2,8%	3,7%	6,5%	49,6%	45,8%	3,8%	99,2%	24,3%	0,8%	100,0%	24,5%										
	2000	24,5%	18,1%	2,7%	3,5%	6,2%	48,8%	45,6%	4,4%	98,8%	23,9%	1,2%	100,0%	24,2%										

*) PIB - voir "Données financières globales", section 1.F. "Remarque concernant l'interprétation des tableaux".

Tableau 12. - Tableau récapitulatif pour la période 1985 à 2000 de la structure des statistiques de la protection sociale (opérations courantes)
Répartition des différentes catégories de dépenses en pour cent du total des dépenses courantes

REGIMES	Année	Total des prestations en % du PIB*)		Frais de fonctionnement et autres dépenses	Total des dépenses sans transferts entre gestions en % du PIB*)		Transferts entre gestions	Total des dépenses courantes en % du PIB*)	
		1	2	3	4	5	6	7	8
1. Régimes de base Régimes nationaux	1985	97,5%	1,2%	2,5%	100,0%	1,2%	-	100,0%	1,2%
	1990	98,2%	1,5%	1,8%	100,0%	1,6%	-	100,0%	1,6%
	1999	98,7%	3,3%	1,3%	100,0%	3,3%	-	100,0%	3,3%
	2000	98,7%	3,2%	1,3%	100,0%		-	100,0%	3,2%
Régimes généraux	1985	95,0%	13,2%	4,0%	99,0%	13,8%	1,0%	100,0%	13,9%
	1990	94,4%	13,7%	3,5%	97,9%	14,2%	2,1%	100,0%	14,6%
	1999	95,8%	14,5%	3,1%	98,9%	15,0%	1,1%	100,0%	15,1%
	2000	94,7%	13,7%	3,6%	98,3%		1,7%	100,0%	14,4%
Régimes spéciaux (statutaires)	1985	99,0%	3,2%	0,6%	99,6%	3,2%	0,4%	100,0%	3,3%
	1990	96,8%	3,0%	0,5%	97,4%	3,1%	2,6%	100,0%	3,1%
	1999	99,0%	2,5%	0,3%	99,3%	2,5%	-	100,0%	2,5%
	2000	99,0%	2,3%	0,4%	99,4%		-	100,0%	2,3%
Régime en faveur de victimes d'événement politique ou de calamité naturelle	1985	85,9%	0,1%	2,4%	88,2%	0,1%	11,8%	100,0%	0,1%
	1990	89,6%	0,1%	2,5%	92,1%	0,1%	7,9%	100,0%	0,1%
	1999	92,3%	0,0%	2,2%	94,5%	0,0%	5,5%	100,0%	0,0%
	2000	92,0%	0,0%	1,7%	93,6%		6,4%	100,0%	0,0%
2. Régimes complémentaires ou supplémentaires Régimes spéciaux (statutaires)	1985	100,0%	0,0%	-	100,0%	0,0%	-	100,0%	0,0%
	1990	100,0%	0,0%	-	100,0%	0,0%	-	100,0%	0,0%
	1999	100,0%	0,0%	-	100,0%	0,0%	-	100,0%	0,0%
	2000	100,0%	0,0%	-	100,0%		-	100,0%	0,0%
Régimes volontaires	1985	78,8%	0,1%	21,2%	100,0%	0,1%	-	100,0%	0,1%
	1990	84,5%	0,1%	15,5%	100,0%	0,1%	-	100,0%	0,1%
	1999	87,1%	0,1%	12,9%	100,0%	0,1%	-	100,0%	0,1%
	2000	87,2%	0,1%	12,8%	100,0%		-	100,0%	0,1%
3. Régimes d'autres actions de protection sociale	1985	85,3%	1,0%	12,8%	98,1%	1,2%	1,9%	100,0%	1,2%
	1990	83,6%	1,4%	12,4%	96,0%	1,6%	4,0%	100,0%	1,6%
	1999	84,7%	1,3%	11,4%	96,1%	1,4%	3,9%	100,0%	1,5%
	2000	82,7%	1,2%	13,5%	96,2%		3,8%	100,0%	1,5%
TOTAL GENERAL	1985	95,1%	18,9%	3,9%	99,1%	19,7%	0,9%	100,0%	19,9%
	1990	94,1%	19,9%	3,7%	97,8%	20,7%	2,2%	100,0%	21,1%
	1999	95,8%	21,7%	3,1%	98,9%	22,4%	1,1%	100,0%	22,6%
	2000	94,9%	20,5%	3,6%	98,5%	21,3%	1,5%	100,0%	21,6%

*) PIB - voir "Données financières globales", section 1.F. "Remarque concernant l'interprétation des tableaux".

Section 2. - Protection sociale dans l'Union Européenne

2.1. Remarques préliminaires et sources statistiques

Les tableaux statistiques de ce chapitre donnent un aperçu sur les statistiques de protection sociale au niveau de quinze Etats membres de l'Union Européenne; ils ont été repris des publications spécifiques de l'Office statistique des Communautés européennes (EUROSTAT) et du Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques (STATEC), Luxembourg.

Il convient de relever que les données chiffrées qui suivent se rapportent aux années 1990, 1993, 1994, 1995, 1996 et 1998.

Les tableaux présentés ci-après se rapportent:

- au compte général des recettes et des dépenses sociales, libellées en EUR (ECU pour les années antérieures), de 15 Etats membres de l'Union Européenne;
- à la répartition fonctionnelle des prestations sociales exprimées, d'une part, en montants absolus et en EUR (ECU pour les années antérieures) et, d'autre part, en pour cent du total.

Les lecteurs qui désirent juxtaposer les statistiques de la protection sociale à des agrégats macroéconomiques ou qui, en vue d'une comparaison internationale, veulent exprimer les dépenses sociales uniformément en francs luxembourgeois, trouveront les éléments nécessaires à de tels calculs dans un tableau récapitulatif.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE ET SOURCES

Publications de la Commission Européenne

Série jaune EUROSTAT Thème 3

- Population et conditions sociales
Collection Méthodes
- Manuel SESPROS - Méthodologie, 1996
- Collection Tableaux détaillés
- Dépenses et recettes de protection sociale 1980-1998; édition 2000
 - Statistiques démographiques 1960-1999; édition 1999
- Collection Etudes et analyses
- Recueil statistique sur la protection en Europe; tomes 1 à 8
- Collection Statistiques en bref
- La protection sociale dans l'UE, l'Islande et la Norvège, 1999/5
 - Dépenses de pensions, 2000/6
 - Enquêtes sur les forces de travail - résultats 1999; édition 2000

Série mauve Thème 2

- Economie et finances
Collection Tableaux détaillés
- Comptes nationaux SEC - Agrégats 1970-1997; édition 1999
 - Monnaie, finances et l'euro: statistiques; mensuel
- Collection Annuaire et statistiques annuelles
- Structures des systèmes d'imposition dans l'UE 1970-1996; édition 1999
- Collection Séries
- Monnaies et finances 1999/4
- Collection comptes, enquêtes et statistiques
- Comptes et statistiques des administrations publiques 1985-1996; édition 1998

Commission Européenne - La situation sociale dans l'UE (2001) - Luxembourg 2001

(Rapport annuel sur la situation sociale)

Publication BIT – Le coût de la sécurité sociale dans le monde, Genève

OCDE – Etudes économiques de l'OCDE ; Luxembourg, édition 2000, février 2001

2.2. Tableaux concernant la protection sociale dans les Etats membres de l'Union Européenne

Tableau 1. - Protection sociale dans les Etats membres de l'Union Européenne (en millions EUR/ECU)
DEPENSES COURANTES (sans transferts) **)

DEPENSES COURANTES	Année	Deutschland*)	France	Italia	Nederland	Belgique België	Luxembourg	United Kingdom	Ireland	Danemark	Espagne	Portugal	Autriche
1. Prestations de protection sociale	1990	288 912	248 198	197 196	68 828	38 961	1 841	170 041	6 646	29 322	77 411	7 504	32 488
	1993	456 153	311 844	207 752	85 055	50 862	2 670	229 112	8 353	36 840	97 928	13 256	43 742
	1994	480 618	323 847	209 318	87 560	53 132	2 928	238 001	8 951	40 906	93 277	14 273	47 615
	1995	522 514	344 693	198 723	92 662	56 283	3 236	231 799	9 552	43 175	94 602	15 305	50 779
	1997	531 257	363 142	255 096	91 939	56 890	3 455	307 086	11 630	44 113	100 584	17 842	50 643
	1998	542 817	374 282	259 463	94 157	57 998	3 604	327 297	11 819	45 295	103 888	19 466	52 082
2. Frais de fonctionnement	1990	10 765	10 471	7 764	2 620	1 318	56	8 272	301	870	1 977	461	638
	1993	17 431	12 889	7 491	3 338	2 352	76	9 426	374	984	2 538	603	884
	1994	18 242	13 386	7 329	3 447	2 411	86	9 585	389	1 160	2 245	622	943
	1995	19 625	14 441	5 791	4 599	2 266	94	8 709	401	1 229	2 319	796	1 045
	1997	18 748	15 223	6 950	4 454	2 344	97	10 501	503	1 212	2 341	734	1 010
	1998	19 192	15 670	6 869	4 522	2 339	97	10 735	535	1 270	2 375	838	1 023
3. Autres dépenses courantes	1990	562	1 647	2 683	841	698	16	2	8	0	42	606	408
	1993	1 129	4 912	3 925	1 087	884	17	2	10	0	342	1 352	490
	1994	1 198	4 532	4 458	1 108	1 410	19	1	10	0	131	1 000	656
	1995	1 338	5 251	2 111	750	923	19	1	11	0	259	1 058	684
	1997	1 116	3 868	2 351	1 358	1 233	34	2	15	0	295	1 694	705
	1998	1 151	4 119	2 150	1 397	1 290	37	2	17	0	325	2 012	646
4. Total sans transferts	1990	300 239	260 316	207 643	72 289	40 977	1 913	178 315	6 955	30 192	79 430	8 571	33 534
	1993	474 713	329 645	219 168	89 480	54 098	2 763	238 540	8 737	37 824	100 808	15 211	45 116
	1994	500 058	341 765	221 105	92 115	56 953	3 033	247 587	9 350	42 066	95 653	15 895	49 214
	1995	543 477	364 385	206 625	98 011	59 472	3 349	240 509	9 964	44 404	97 180	17 159	52 508
	1997	551 121	382 233	264 397	97 751	60 467	3 586	317 589	12 148	45 325	103 220	20 270	52 358
	1998	563 160	394 071	268 482	100 076	61 627	3 738	338 034	12 371	46 565	106 588	22 316	53 751

Source: EUROSTAT.

*) A partir de 1991 données de l'Allemagne réunifiée.

**) Nouvelle méthodologie.

Tableau 2. - Protection sociale dans les Etats membres de l'Union Européenne (en millions EUR/ECU)
RECETTES COURANTES (sans transferts) **)

RECETTES COURANTES	Année	Deutschland*)	France	Italia	Nederland	Belgique België	Luxembourg	United Kingdom	Ireland	Danemark	Espagne	Portugal	Autriche
1. Cotisations sociales d'employeurs	1990	139 780	137 078	111 923	16 462	18 365	633	56 218	1 663	2 612	43 283	3 326	12 727
	1993	195 440	159 165	110 279	20 765	24 242	851	63 361	2 033	2 825	51 757	4 572	16 640
	1994	209 139	164 234	106 878	21 206	26 306	888	67 326	2 111	4 694	50 499	4 643	18 054
	1995	223 191	169 534	107 368	24 608	30 206	914	64 348	2 200	4 943	48 777	5 266	19 532
	1997	213 808	177 576	135 811	25 151	32 372	946	87 643	2 751	4 378	54 650	5 838	19 831
	1998	216 980	184 541	121 093	36 102	34 128	1 001	98 997	2 961	4 610	56 968	6 284	20 316
2. Cotisations sociales de personne protégée	1990	90 795	75 919	31 705	32 210	11 286	496	53 761	1 060	1 752	13 405	1 806	8 382
	1993	137 799	89 002	38 982	42 643	15 567	701	49 187	1 285	1 953	16 795	2 500	11 419
	1994	148 584	91 791	37 573	48 240	16 940	773	58 192	1 390	4 999	17 652	2 789	12 653
	1995	158 895	98 576	36 883	46 762	13 648	847	58 922	1 360	6 674	16 744	3 160	13 704
	1997	164 164	100 798	45 227	48 122	14 526	910	84 284	1 655	9 049	18 388	3 574	14 252
	1998	166 175	78 956	40 099	41 062	15 149	971	89 262	1 681	9 531	19 092	3 791	14 654
3. Contributions publiques courantes	1990	80 755	44 029	61 245	20 656	10 510	891	84 652	4 007	26 674	20 822	3 046	12 017
	1993	143 603	63 146	67 798	21 931	11 960	1 232	126 792	5 226	33 554	31 648	5 705	16 106
	1994	148 143	71 973	77 233	17 406	12 241	1 386	131 974	5 643	35 147	27 589	5 961	18 170
	1995	158 085	77 087	63 678	19 095	16 076	1 665	126 637	6 185	35 289	28 979	6 595	19 241
	1997	170 231	91 101	79 784	18 750	16 170	1 784	160 496	7 531	34 956	28 002	8 549	18 172
	1998	179 086	121 704	103 714	18 787	16 461	1 854	175 298	7 587	35 715	29 716	9 066	18 668
4. Autres recettes courantes	1990	8 838	6 556	6 658	13 151	4 090	173	4 829	71	2 248	2 016	827	312
	1993	12 548	7 491	8 851	15 886	4 818	211	2 322	91	2 852	2 599	1 957	330
	1994	10 318	6 488	8 314	16 358	7 469	191	1 791	89	2 863	2 072	2 024	336
	1995	13 958	12 694	5 171	21 530	1 779	185	1 792	84	3 069	2 637	1 965	359
	1997	16 647	11 722	6 061	21 914	1 743	157	2 030	120	3 203	3 432	1 835	333
	1998	17 168	11 591	5 924	23 866	1 767	178	2 585	142	3 325	3 356	2 133	472
5. Total sans transferts	1990	320 168	263 582	211 531	82 479	44 251	2 193	199 460	6 801	33 286	79 526	9 005	33 438
	1993	489 390	318 804	225 910	101 225	56 587	2 995	241 662	8 635	41 184	102 799	14 734	44 495
	1994	516 184	334 486	229 998	103 210	62 956	3 238	259 283	9 233	47 703	97 812	15 417	49 213
	1995	554 129	357 891	213 100	111 995	61 709	3 611	251 699	9 849	49 975	97 137	16 986	52 836
	1997	564 850	381 197	266 883	113 937	64 811	3 797	334 453	12 057	51 586	104 472	19 796	52 588
	1998	579 409	396 792	270 830	119 817	67 505	4 004	366 142	12 371	53 181	109 132	21 274	54 110

Source: EUROSTAT.

*) A partir de 1991 données de l'Allemagne réunifiée.

**) Nouvelle méthodologie.

Tableau 3. - Répartition fonctionnelle des prestations de protection sociale exprimées en montants absolus (en millions EUR/ECU) dans les Etats membres de l'Union Européenne

Prestations de protection sociale	Année	Deutschland*)	France	Italie	Nederland	Belgique België	Luxembourg	United Kingdom	Ireland	Danemark	Espagne	Portugal	Autriche
1. Maladie / Soins de santé / Invalidité / Maternité Accidents du travail / Maladies professionnelles	1990	109 896	88 246	66 528	30 789	12 910	682	56 815	2 520	8 821	28 300	3 554	10 747
	1993	168 284	108 462	64 466	38 368	16 827	996	80 111	3 219	10 775	34 737	6 369	14 314
	1994	180 077	112 614	62 445	38 761	17 548	1 064	85 704	3 424	11 308	33 607	6 989	15 569
	1995	198 035	117 721	60 331	38 049	18 268	1 192	83 522	3 785	12 275	34 372	6 875	16 912
	1997	192 523	122 829	75 605	36 218	18 869	1 300	109 894	4 675	12 769	36 733	8 207	17 222
	1998	195 801	127 701	76 602	37 969	19 292	1 323	120 718	4 894	12 971	38 778	8 927	18 156
	1990	132 223	106 047	117 554	25 748	16 267	876	76 804	1 994	10 770	33 176	3 143	16 282
	1993	190 107	132 377	130 559	25 712	21 697	1 236	94 447	2 303	12 686	39 360	5 305	21 246
2. Vieillesse / Survie	1994	202 341	138 212	134 603	32 438	22 902	1 354	99 600	2 409	15 146	39 447	5 602	22 826
	1995	222 372	150 066	124 743	35 188	24 238	1 484	97 644	2 441	16 252	41 734	6 615	24 536
	1997	222 690	159 147	162 987	37 361	24 376	1 539	136 328	2 856	17 361	46 418	7 624	24 577
	1998	229 599	164 528	166 097	38 725	24 834	1 593	143 602	2 949	17 357	47 916	8 308	25 097
3. Famille / Enfants	1990	21 845	23 107	9 672	3 870	3 595	194	15 276	743	3 477	1 316	526	3 402
	1993	37 194	27 989	7 795	4 160	4 451	321	22 208	922	4 341	1 606	794	4 947
	1994	37 582	28 883	7 446	4 273	4 536	378	20 838	1 033	5 029	1 577	781	5 815
	1995	39 796	34 429	6 416	4 241	4 935	415	20 810	1 102	5 340	1 654	854	5 764
	1997	54 073	36 679	8 910	4 253	4 869	439	26 878	1 511	5 568	2 054	947	5 331
	1998	54 664	36 534	9 349	4 232	4 935	507	28 242	1 499	5 878	2 152	1 023	5 232
	1990	17 208	20 602	3 372	5 743	5 212	55	9 723	1 051	4 504	13 897	252	1 485
	1993	48 452	28 857	4 854	7 874	6 810	82	15 661	1 505	6 600	21 289	718	2 458
4. Placement / Chômage	1994	46 961	28 783	4 743	9 046	7 119	94	14 407	1 631	6 685	17 838	829	2 609
	1995	47 257	27 128	6 997	9 193	7 319	106	12 387	1 744	6 356	15 725	876	2 823
	1997	46 535	28 301	7 277	8 234	7 292	128	11 492	1 961	5 564	14 216	899	2 798
	1998	47 414	28 491	7 108	6 844	7 391	127	11 652	1 830	5 284	13 980	909	2 855
5. Logement / Exclusion sociale non classée ailleurs	1990	7 740	10 196	71	2 679	797	23	11 424	337	1 753	722	30	571
	1993	12 116	14 158	79	2 941	1 076	33	16 684	403	2 438	936	70	777
	1994	13 657	15 355	82	3 042	1 027	36	17 451	452	2 738	861	71	796
	1995	15 054	15 348	235	5 992	1 523	39	17 436	480	2 952	1 117	84	744
	1997	15 435	16 186	316	5 872	1 484	48	22 495	626	2 851	1 164	164	714
	1998	15 338	17 027	307	6 387	1 548	53	23 084	648	2 805	1 063	300	741
	1990	288 912	248 198	197 197	68 829	38 781	1 840	170 042	6 645	29 325	77 411	7 505	32 487
	1993	456 153	311 843	207 753	79 055	50 861	2 671	229 111	8 352	36 840	97 928	13 256	43 742
6. Total des prestations sociales	1994	480 618	323 847	209 319	87 560	53 132	2 926	238 000	8 949	40 906	93 330	14 272	47 615
	1995	522 514	344 692	198 722	92 663	56 283	3 236	231 799	9 552	43 175	94 602	15 304	50 779
	1997	531 256	363 142	255 095	91 938	56 890	3 454	307 087	11 629	44 113	100 585	17 841	50 642
	1998	542 816	374 281	259 463	94 157	58 000	3 603	327 298	11 820	44 295	103 889	19 467	52 081

Source: EUROSTAT.

*) A partir de 1991 données de l'Allemagne réunifiée.

Tableau 4. - Répartition fonctionnelle des prestations de protection sociale exprimées en pour cent du total
dans les Etats membres de l'Union Européenne

Prestations de protection sociale	Année	Deutschland *)	France	Italia	Nederland	Belgique België	Luxembourg	United Kingdom	Ireland	Danemark	Espagne	Portugal	Autriche
1. Maladie / Soins de santé / Invalidité / Maternité Accidents du travail / Maladies professionnelles	1990	38,0%	35,6%	33,7%	44,7%	33,3%	37,6%	33,4%	37,9%	30,1%	36,6%	47,4%	33,1%
	1993	36,9%	34,8%	31,0%	48,5%	33,1%	37,3%	35,0%	38,5%	29,2%	35,5%	48,0%	32,7%
	1994	37,5%	34,8%	29,8%	44,3%	33,0%	36,4%	36,0%	38,3%	27,6%	36,0%	49,0%	32,7%
	1995	37,9%	34,2%	30,4%	41,1%	32,5%	36,8%	36,0%	39,6%	28,4%	36,3%	44,9%	33,3%
	1997	36,2%	33,8%	29,6%	39,4%	33,2%	37,6%	35,8%	40,2%	28,9%	36,5%	46,0%	34,0%
	1998	36,1%	34,1%	29,5%	40,3%	33,3%	36,7%	36,9%	41,4%	29,3%	37,3%	45,9%	34,9%
	1990	45,8%	42,7%	59,6%	37,4%	41,9%	47,6%	45,2%	30,0%	36,7%	42,9%	41,9%	50,1%
2. Vieillesse / Survie	1993	41,7%	42,4%	62,8%	32,5%	42,7%	46,4%	41,2%	27,6%	34,4%	40,2%	40,0%	48,6%
	1994	42,1%	42,7%	64,3%	37,0%	43,1%	46,3%	41,8%	26,9%	37,0%	42,3%	39,3%	47,9%
	1995	42,6%	43,5%	62,8%	38,0%	43,1%	45,9%	42,1%	25,6%	37,6%	44,1%	43,2%	48,3%
	1997	41,9%	43,8%	63,9%	40,6%	42,8%	44,6%	44,4%	24,6%	39,4%	46,1%	42,7%	48,5%
	1998	42,3%	44,0%	64,0%	41,1%	42,8%	44,2%	43,9%	24,9%	39,2%	46,1%	42,7%	48,2%
	1990	7,6%	9,3%	4,9%	5,6%	9,3%	10,5%	9,0%	11,2%	11,9%	1,7%	7,0%	10,5%
	1993	8,2%	9,0%	3,8%	5,3%	8,8%	12,0%	9,7%	11,0%	11,8%	1,6%	6,0%	11,3%
3. Famille / Enfants	1994	7,8%	8,9%	3,6%	4,9%	8,5%	12,9%	8,8%	11,5%	12,3%	1,7%	5,5%	12,2%
	1995	7,6%	10,0%	3,2%	4,6%	8,8%	12,8%	9,0%	11,5%	12,4%	1,7%	5,6%	11,4%
	1997	10,2%	10,1%	3,5%	4,6%	8,6%	12,7%	8,8%	13,0%	12,6%	2,0%	5,3%	10,5%
	1998	10,1%	9,8%	3,6%	4,5%	8,5%	14,1%	8,6%	12,7%	13,3%	2,1%	5,3%	10,0%
	1990	6,0%	8,3%	1,7%	8,3%	13,4%	3,0%	5,7%	15,8%	15,4%	18,0%	3,4%	4,6%
	1993	10,6%	9,3%	2,3%	10,0%	13,4%	3,1%	6,8%	18,0%	17,9%	21,7%	5,4%	5,6%
	1994	9,8%	8,9%	2,3%	10,3%	13,4%	3,2%	6,1%	18,2%	16,3%	19,1%	5,8%	5,5%
4. Placement / Chômage	1995	9,0%	7,9%	3,5%	9,9%	13,0%	3,3%	5,3%	18,3%	14,7%	16,6%	5,7%	5,6%
	1997	8,8%	7,8%	2,9%	9,0%	12,8%	3,7%	3,7%	16,9%	12,6%	14,1%	5,0%	5,5%
	1998	8,7%	7,6%	2,7%	7,3%	12,7%	3,5%	3,6%	15,5%	11,9%	13,5%	4,7%	5,5%
	1990	2,7%	4,1%	0,0%	3,9%	2,1%	1,3%	6,7%	5,1%	6,0%	0,9%	0,4%	1,8%
	1993	2,7%	4,5%	0,0%	3,7%	2,1%	1,2%	7,3%	4,8%	6,6%	1,0%	0,5%	1,8%
	1994	2,8%	4,7%	0,0%	3,5%	1,9%	1,2%	7,3%	5,1%	6,7%	0,9%	0,5%	1,7%
	1995	2,9%	4,5%	0,1%	6,5%	2,7%	1,2%	7,5%	5,0%	6,8%	1,2%	0,5%	1,5%
5. Logement / Exclusion sociale non classée ailleurs	1997	2,9%	4,5%	0,1%	6,4%	2,6%	1,4%	7,3%	5,4%	6,5%	1,2%	0,9%	1,4%
	1998	2,8%	4,5%	0,1%	6,8%	2,7%	1,5%	7,1%	5,5%	6,3%	1,0%	1,5%	1,4%
	1990	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	1993	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	1994	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	1995	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	1997	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
6. Total des prestations sociales	1998	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source: EUROSTAT.

*) A partir de 1991 données de l'Allemagne réunifiée.

Tableau 5. - Données économiques et démographiques

Année	Deutsch-land *)	France	Italia	Nederland	Belgique België	Luxem- bourg	United Kingdom	Ireland	Dane- mark	Espagne	Portugal	Autriche	EUR15 (Mrd ECU)
I. Agrégats de comptabilité nationale													
I.1. Produit intérieur brut (au prix du marché - en milliards)													
1970	675	794	67 133	124	1 262	55,042	51,96	1,620	118,62	2 630	206	376	739
1990	2 426	6 499	1 310 659	514	6 416	359,018	544,74	27,524	798,03	51 538	9 838	1 813	5 200
1995	3 443	7 619	1 772 254	636	8 056	518,795	701,07	40,932	974,67	71 763	15 802	2 329	6 451
1997	3 667	8 207	1 983 850	735	8 712	587,035	805	52,760	1 112	77 897	17 859	2 514	7 245
1998	3 784	8 536	2 067 703	780	9 089	631,300	852	60,582	1 164	82 650	19 246	2 623	7 575
I.2. Revenu national net disponible (en milliards)													
1970	597	723	59 818	112,93	1 140	48,442	47,163	1,549	103,556	2 377	210	-	-
1990	2 066	5 620	1 134 016	450,40	5 800	388,738	476,501	23,242	657,912	45 429	9 761	1 585	4 502
1995	2 920	6 612	1 518 599	555,81	7 261	508,621	620,034	32,612	824,665	63 274	14 913	1 993	5 576
1997	3 076	7 047	1 683 363	624,59	7 818	562,304	-	38,802	909,237	69 918	-	2 137	-
I.3. Consommation finale nationale (en milliards)													
1970	494	576	48 689	89,60	925	33,583	41,01	1,353	91,75	1 950	170	261	549
1990	1 765	5 049	1 033 782	376,12	5 084	252,192	458,62	20,059	615,84	39 854	7 754	1 351	4 026
1995	2 662	6 082	1 374 147	470,69	6 253	329,053	592,74	27,712	774,19	56 163	12 984	1 780	5 085
1997	2 799	6 451	1 524 156	512,60	6 740	354,516	660,19	31,860	853,55	62 150	14 715	1 892	5 623
II. Données démographiques													
II.1. Population totale (moyenne annuelle - en milliers)													
1970	77 711	50 772	53 822	13 039	9 638	339	55 632	2 950	4 929	33 779	8 880	7 467	340 201
1990	79 364	56 735	56 719	14 951	9 967	382	57 561	3 506	5 140	38 851	9 896	7 729	364 509
1995	81 661	58 139	57 301	15 459	10 137	410	58 606	3 601	5 228	39 210	9 917	8 046	372 103
1997	82 052	58 610	57 512	15 611	10 181	421	59 009	3 661	5 284	39 323	9 946	8 072	374 166
1998	82 029	58 851	57 569	15 707	10 203	398	59 128	3 705	5 301	39 371	9 968	8 078	374 830
1999	82 101	59 099	57 646	15 812	10 226	432	59 507	3 755	5 322	39 418	9 988	8 087	375 952
II.2. Population âgée de moins de 15 ans (moyenne annuelle - en milliers)													
1970	18 041	12 605	13 072	3 558	2 277	75,2	13 406	919	1 148	-	-	-	-
1990	12 433	11 740	10 964	2 819	1 854	63,1	10 897	1 034	943	8 927	2 367	1 386	-
1995	12 764	11 400	9 387	2 727	1 806	66,3	10 925	955	876	7 715	2 020	1 347	66 448
1997	13 209	11 280	8 480	2 855	1 814	77,0	11 385	859	927	6 351	1 731	1 403	64 694
1998	13 098	11 180	8 382	2 883	1 807	79,0	11 375	838	952	6 142	1 696	1 387	64 091
II.3. Population âgée de 60 ans et plus (moyenne annuelle - en milliers)													
1970	15 448	9 176	8 428	1 895	1 825	62,9	10 460	465	869	-	-	-	-
1990	15 482	10 041	10 611	2 429	1 933	66,8	11 742	523	1 039	6 535	1 687	1 503	-
1995	16 204	10 858	11 717	2 594	2 047	72,5	11 937	534	1 047	7 367	1 858	1 555	72 681
1997	17 377	11 786	13 022	2 766	2 181	79,2	12 023	552	1 036	8 269	2 001	1 590	77 918
1998	17 927	11 953	13 300	2 806	2 206	80,8	12 069	561	1 040	8 397	2 030	1 595	79 280
III. Taux de conversion en ECU; 1 ECU étant - (moyenne annuelle)													
	DEM	FRF	ITL	NLG	BEF	LUF	GBP	IEP	DKK	ESP	PTE	ATS	FIM
1970	3,741	5,678	638,90	3,700	51,112	51,112	0,426	0,426	7,667	0	0	0	0
1985	2,226	6,759	1 447,99	2,511	44,914	44,914	0,589	0,715	8,019	129,135	130,252	15,640	0
1990	2,052	6,914	1 521,98	2,312	42,426	42,426	0,714	0,768	7,856	129,411	181,109	14,440	4,85496
1995	1,874	6,525	2 130,14	2,099	38,552	38,552	0,829	0,816	7,328	163,000	196,105	13,182	5,70855
1997	1,964	6,613	1 929,30	2,211	40,533	40,533	0,692	0,747	7,484	165,887	198,589	13,824	5,88064
1998	1,969	6,601	1 943,65	2,220	40,621	40,621	0,676	0,786	7,499	167,184	201,695	13,854	5,98251
1999**)	1,956	6,559	1 936,27	2,204	40,340	40,340	0,659	0,787	7,435	166,386	200,482	13,760	5,94573
2000**)	1,956	6,559	1 936,27	2,204	40,340	40,340	0,609	0,787	7,454	166,386	200,482	13,760	5,94573

Sources: Office Statistique des Communautés européennes EUROSTAT et "STATEC", Luxembourg.

*) Données de l'Allemagne réunifiée; agrégats de comptabilité nationale, à partir de 1991.

**) Taux de conversion fixe de l'euro pour les pays participants (BEF; LUF; DEM; ESP; FRF; IEP; ITL; NLG; ATS; PTE; FIM).

Annexe

Données statistiques générales (démographiques et économiques)

Plusieurs tableaux statistiques ont été présentés dans les chapitres précédents pour dégager l'évolution démographique des institutions de sécurité sociale, pour confronter les flux financiers essentiels de la sécurité sociale à quelques données macroéconomiques tel que le Produit Intérieur Brut ou encore l'échelle mobile des salaires. La présente annexe regroupe les données statistiques générales de nature démographique ou économique, qui permettent de comparer les évolutions démographiques des institutions de sécurité sociale à l'évolution démographique globale et de dégager l'impact de la sécurité sociale sur la vie économique de la nation.

I. Population et main-d'oeuvre

Tableau 1. - Evolution de la population totale par groupe d'âge et par sexe (Source: Statec)

Date de référence	Groupe d'âge	Hommes		Femmes		Total	
		Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
31.3.1981 ¹⁾	0-19	48 681	27,4	46 765	25,0	95 446	26,2
	20-64	109 713	61,7	109 897	58,9	219 200	60,1
	65 et plus	19 475	10,9	30 071	16,1	49 956	13,7
	Total	177 869	100,0	186 733	100,0	364 602	100,0
1.1.1985 ²⁾	0-19	45 952	25,8	43 859	23,3	89 811	24,5
	20-64	113 441	63,7	114 618	60,9	228 059	62,3
	65 et plus	18 657	10,5	29 623	15,7	48 280	13,2
	Total	178 050	100,0	188 100	100,0	366 150	100,0
1.3.1991 ¹⁾	0-19	45 614	24,2	43 344	22,1	88 958	23,1
	20-64	124 000	65,8	120 744	61,6	244 744	63,6
	65 et plus	18 956	10,1	31 976	16,3	50 932	13,2
	Total	188 570	100,0	196 064	100,0	384 634	100,0
1.1.1992 ²⁾	0-19	46 350	24,2	44 054	22,2	90 404	23,2
	20-64	125 430	65,6	121 184	61,0	246 614	63,3
	65 et plus	19 520	10,2	33 262	16,8	52 782	13,5
	Total	191 300	100,0	198 500	100,0	389 800	100,0
1.1.1993 ²⁾	0-19	47 254	24,3	44 946	22,3	92 200	23,3
	20-64	126 669	65,3	122 435	60,9	249 104	63,0
	65 et plus	20 164	10,4	33 732	16,8	53 896	13,6
	Total	194 087	100,0	201 113	100,0	395 200	100,0
1.1.1994 ²⁾	0-19	48 403	24,6	45 997	22,2	94 400	23,5
	20-64	127 675	64,8	126 632	61,2	251 307	62,7
	65 et plus	20 826	10,6	34 367	16,6	55 193	13,8
	Total	196 904	100,0	206 996	100,0	400 900	100,0
1.1.1995 ²⁾	0-19	49 497	24,8	47 194	22,8	96 691	23,8
	20-64	128 527	64,4	124 773	60,3	253 300	62,3
	65 et plus	21 606	10,8	35 003	16,9	56 609	13,9
	Total	199 630	100,0	206 970	100,0	406 600	100,0
1.1.1998 ²⁾	0-19	52 736	25,3	49 885	23,1	102 621	24,2
	20-64	131 885	63,4	128 785	59,8	260 670	61,5
	65 et plus	23 554	11,3	36 855	17,1	60 409	14,3
	Total	208 175	100,0	215 525	100,0	423 700	100,0
1.1.1999 ²⁾	0-19	53 707	25,4	50 740	23,3	104 447	24,3
	20-64	133 482	63,2	129 947	59,6	263 429	61,4
	65 et plus	24 061	11,4	37 263	17,1	61 324	14,3
	Total	211 250	100,0	217 950	100,0	429 200	100,0
1.1.2000 ²⁾	0-19	54 669	25,5	51 741	23,4	106 410	24,4
	20-64	135 503	63,1	131 583	59,5	267 086	61,3
	65 et plus	24 478	11,4	37 726	17,1	62 204	14,3
	Total	214 650	100,0	221 050	100,0	435 700	100,0
1.1.2001 ²⁾	0-19	55 655	25,6	52 314	23,4	107 969	24,5
	20-64	137 122	63,0	133 069	59,5	270 191	61,2
	65 et plus	24 923	11,4	38 217	17,1	63 140	14,3
	Total	217 700	100,0	223 600	100,0	441 300	100,0

¹⁾ Population recensée.

²⁾ Population calculée.

Tableau 2a. - **Emploi et population active**
(unité: milliers de personnes)

	1985	1990	1995	1997	1998	1999	2000 ¹⁾
1. Emploi intérieur	160,2	187,2	213,8	226,5	236,4	248,3	262,3
- salariés	142,0	170,3	197,5	210,0	219,4	231,5	245,4
- non-salariés	18,2	16,9	16,3	16,5	16,7	16,8	16,9
2. Frontaliers nets (a-b-c)	8,7	25,2	47,0	56,0	62,3	70,0	79,0
a) frontaliers étrangers travaillant au Luxembourg	16,1	33,7	55,5	64,4	70,8	78,4	87,4
b) frontaliers luxembourgeois travaillant à l'étranger	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
c) fonctionnaires et agents des organismes internat	6,8	7,8	7,8	7,7	7,8	7,7	7,6
3. Emploi national (1-2)	151,5	161,9	166,8	170,6	174,1	178,3	183,2
4. Chômeurs	2,6	2,1	5,1	5,9	5,5	5,4	5,0
5. Population active (3+4)	154,1	163,9	172,0	176,5	179,6	183,7	188,2
6. Taux de chômage (en %) (4:5)	1,7	1,3	3,0	3,3	3,1	2,9	2,6

¹⁾ Estimation.

Source: IGSS/CASS/STATEC (concept: sécurité sociale).

Tableau 2b. - **Emploi total par branche d'activité**
(unité: milliers de personnes)

Branche d'activité	Code SEC 95	1995	1996	1997	1998	1999
1. Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture	A+B	5,0	4,9	5,1	5,0	4,7
2. Industrie, y compris énergie dont:	C-E	35,0	34,4	34,1	34,3	34,7
Produits d'extraction	C	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Produits manufacturés dont:	D	33,2	32,7	32,4	32,5	32,9
Métallurgie et travail des métaux	27+28	11,9	11,1	10,5	10,1	10,2
Electricité, gaz et eau	E	1,5	1,5	1,5	1,5	2,0
3. Construction	F	24,1	24,5	24,7	25,4	26,0
4. Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques dont:	G-I	59,4	61,4	63,5	67,2	70,1
Réparations automobiles et d'articles domestiques	G	33,7	34,7	35,5	37,2	38,3
Services d'hôtellerie et de restauration	H	10,1	10,4	10,9	11,0	11,3
Transports et communications	I	15,6	16,3	17,2	19,0	20,5
5. Activités financières, immobilier, location et services aux entreprises dont:	J-K	43,2	45,5	48,7	53,3	58,4
Services financiers	J	22,1	22,4	22,9	24,0	25,7
Services immobiliers, de location et aux entreprises	K	21,1	23,0	25,8	29,3	32,7
6. Autres activités de service dont:	L-P	47,3	49,1	50,9	52,0	54,8
Services d'administration publique	L	11,2	11,7	11,5	11,4	11,6
Education	M	10,0	10,1	10,9	11,1	12,1
Services de santé et d'action sociale	N	13,0	13,5	14,1	14,4	15,4
Services collectifs, sociaux et personnels	O	86,0	9,0	9,2	9,4	9,9
Services domestiques	P	4,5	4,9	5,3	5,6	5,7
TOTAL branches		214,1	219,8	227,1	237,0	248,8

Source: IGSS/CISS/STATEC (juillet 2001).

II. Statistiques économiques

Tableau 3. - **Evolution du Produit Intérieur Brut (version SEC 95)**

- à prix courants et prix constants
- montant absolu et variation en %

Année		Montant du PIB		Variations en %	
		Prix courants en mrd. LUF	Prix de 1995 en mrd. LUF	Prix courants	Prix constants Année de base 1995
1995	SEC95	538,4	538,4	-	-
1996	SEC95	563,5	554,0	4,7	2,9
1997	SEC95	624,6	594,2	10,8	7,3
1998	SEC95	665,7	624,0	6,6	5,0
1999	SEC95	731,8	671,3	9,9	7,6
2000 ¹⁾	SEC95	827,2	728,6	13,0	8,5

¹⁾ Provisoire.

Statistiques

Tableau 4. - Evolution des indices généraux des prix à la consommation

Année et mois	Indices mensuels		Moyennes semestrielles de l'indice raccordé à la base 1948
	Base 1965	raccordés à la base 1948	
1.1.1970	113,78	166,40	163,55
1.1.1971	118,33	173,06	171,41
1.1.1972	124,66	182,32	180,19
1.1.1973	131,79	192,74	190,69
1.1.1974	140,71	205,79	201,75
1.1.1975	156,14	228,35	223,68
1.1.1976	174,78	255,32	248,56
1.1.1977	188,36	275,48	270,34
1.1.1978	195,45	285,85	284,19
1.1.1979	202,72	296,48	293,44
1.1.1980	214,25	313,34	309,22
1.1.1981	229,80	336,08	329,24
1.1.1982	249,77	365,29	357,72
1.1.1983	275,25	402,55	394,09
1.1.1984	295,64	432,37	426,00
	Base 1984		
1.1.1985	101,80	441,04	440,02
1.1.1986	105,50	457,07	455,44
1.1.1987	104,35	452,09	451,26
1.1.1988	105,01	454,95	453,27
1.1.1989	107,62	466,25	462,36
1.1.1990	111,90	484,80	479,85
	Base 1990		
1.1.1991	102,05	502,42	498,78
1.1.1992	105,03	517,09	513,26
1.1.1993	108,73	535,31	529,21
1.1.1994	111,60	549,44	547,37
1.1.1995	114,21	561,16	557,82
1.1.1996	115,50	567,51	565,73
	Base 1996		
1.1.1997	100,74	577,01	574,77
1.1.1998	102,17	585,21	583,95
1.1.1999	100,79	577,30	585,57
1.1.2000	104,03	595,34	597,02
1.1.2001	107,05	612,62	616,96
1.2.2001	108,41	620,40	618,17
1.3.2001	108,71	622,12	619,13
1.4.2001	109,05	624,06	620,10
1.5.2001	109,66	627,56	621,35
1.6.2001	109,99	629,44	622,70
1.7.2001	108,91	623,26	624,47

Source: STATEC.

Tableau 5. - Les variations annuelles de l'indice des prix à la consommation calculées en % sur la moyenne des 12 mois de l'année

Années	Variation en %
1971/70	4,7
1972/71	5,2
1973/72	6,1
1974/73	9,5
1975/74	10,7
1976/75	9,8
1977/76	6,7
1978/77	3,1
1979/78	4,5
1980/79	6,3
1981/80	8,1
1982/81	9,4
1983/82	8,7
1984/83	5,6
1985/84	4,1
1986/85	0,3
1987/86	-0,1
1988/87	1,4
1989/88	3,4
1990/89	3,7
1991/90	3,1
1992/91	3,2
1993/92	3,6
1994/93	2,2
1995/94	1,9
1996/95	1,4
1997/96	1,4
1998/97	1,0
1999/98	1,0
2000/99	3,2

Hausse moyenne annuelle en %	
Période	Variation
1955/50	2,1
1960/55	1,3
1965/60	2,1
1970/65	3,0
1975/70	7,2
1980/75	6,1
1985/80	7,2
1990/85	1,7
1995/90	2,8
2000/95	1,6

Tableau 6. - Les échéances de l'échelle mobile des salaires (nombre-indice du coût de la vie) et les variations annuelles y relatives

Année	Date d'échéance	Cote d'application ¹⁾		Moyenne annuelle de la cote d'application		Année	Date d'échéance	Cote d'application ¹⁾		Moyenne annuelle de la cote d'application	
		Indice	Variation en %	Indice moyen	Variation annuelle en %			Indice	Variation en %	Indice moyen	Variation annuelle en %
1948	1.1.	100,00	-	-	-	1976	1.3.	255,27	2,5		
1949	1.7.	105,00	5,00	102,50	-		1.6.	261,65	2,5	259,59	9,9
1950	1.11.	110,00	4,76	105,83	3,3		1.10.	268,19	2,5		
1951	1.4.	115,00	4,55	115,83	9,5	1977	1.2.	274,89	2,5	278,34	7,2
	1.8.	120,00	4,35				1.6.	281,76	2,5		
1952	-	-	-	120,00	3,6	1978	1.2.	288,80	2,5	289,42	4,0
1953							1.11.	296,02	2,5		
1956	-	-	-	120,00	0,0	1979	1.6.	303,42	2,5	300,97	4,0
1957	1.1.	125,00	4,17	126,25	5,2		1.12.	311,00	2,5		
	1.10.	130,00	4,00			1980	1.4.	318,77	2,5	319,48	6,2
1958	-	-	-	130,00	3,0		1.9.	326,73	2,5		
1959						1981	1.2.	334,89	2,5	340,92	6,7
1962	-	-	-	130,00	0,0		1.5.	343,26	2,5		
1963	1.1.	132,50	1,92	135,00	3,8		1.9.	346,65 ²⁾	1,0		
	1.5.	135,00	1,89					(351,84) ²⁾	(2,5) ²⁾		
	1.9.	137,50	1,85			1982	1.2.	355,31	2,5		5,1
1964	1.6.	140,00	1,82	139,17	3,1			(360,63) ²⁾	(2,5) ²⁾	358,31	
	1.12.	142,50	1,79				1.9. ³⁾	364,19	2,5		
1965	1.7.	145,00	1,75	143,96	3,4			(369,64) ³⁾	(2,5) ²⁾		
	1.12.	147,50	1,72				1.12. ³⁾	373,29	2,5		
1966	1.9.	150,00	1,69	148,33	3,0			(378,88) ²⁾	(2,5) ²⁾		
1967	1.8.	152,50	1,67	151,46	2,1	1983 ⁴⁾	1.1.	373,29	-	383,51	7,0
	1.11.	155,00	1,64				1.5.	382,62	2,5		
1968	1.5.	157,50	1,61	156,79	2,0		1.9.	392,18	2,5		
1969	1.3.	160,00	1,59	159,79	2,0		1.12.	401,98	2,5		
	1.12.	162,50	1,56			1984 ⁵⁾	1.9.	412,02	2,5	405,33	5,7
1970	1.3.	165,00	1,54			1985 ⁶⁾	1.8.	422,32	2,5	416,31	2,7
	1.6.	167,50	1,52	166,67	4,3	1986 ⁷⁾	1.7.	426,54	1,0	424,43	2,0
	1.10.	170,00	1,49			1987 ⁷⁾	1.1.	428,67	0,5	428,67	1,0
1971	1.3.	172,50	1,47			1988	1.12.	439,38	2,5	429,56	0,2
	1.6.	175,00	1,45	174,38	4,6	1989	1.9.	450,36	2,5	443,04	3,1
	1.9.	177,50	1,43			1990	1.5.	461,61	2,5	457,86	3,3
1972	1.1.	180,00	1,41			1991	1.1.	473,15	2,5	475,12	3,8
	1.5.	185,23	2,90	184,26	5,7		1.11.	484,97	2,5		
	1.11.	189,86	2,50			1992	1.8.	497,09	2,5	490,02	3,1
1973	1.3.	194,60	2,5	196,24	6,5	1993	1.5.	509,51	2,5	505,37	3,1
	1.7.	199,46	2,5			1994	1.2.	522,24	2,5	521,18	3,1
1974	1.1.	204,44	2,5			1995	1.5.	535,29	2,5	530,94	1,9
						1996	-	-	-	535,29	0,8
	1.4.	209,55	2,5	213,11	8,6	1997	1.2.	548,67	2,5	547,56	2,3
	1.6.	214,78	2,5			1998	-	548,67	-	548,67	0,2
	1.9.	220,14	2,5			1999	1.8.	562,38	2,5	554,38	1,0
1975	1.1.	225,64	2,5	236,19	10,8	2000	1.7.	576,43	2,5	569,41	2,7
	1.3.	231,28	2,5			2001	1.4.	590,84	2,5		
	1.6.	237,06	2,5								
	1.9.	242,98	2,5								
	1.12.	249,05	2,5								

¹⁾ Nouvelle dénomination à partir du 1er septembre 1981: cote de l'indice moyen et cote spéciale (salaire social minimum).

²⁾ A partir du 1er septembre 1981, la cote d'application applicable aux salaires et pensions est égale à la cote d'échéance, sauf pour le salaire social minimum où l'adaptation se fait au moyen d'une cote spéciale égale à la cote d'échéance augmentée de 1,5%. Par ailleurs, l'échéance est décalée de 1 mois.

³⁾ Par la loi du 8 avril 1982, il a été alloué deux tranches indiciaires dont les échéances ont été fixées discrétionnairement au 1er septembre 1982 et au 1er décembre 1982.

⁴⁾ La loi du 24 décembre 1982 a limité le nombre de tranches indiciaires à un maximum de trois pour l'année 1983, dont les tranches ont été fixées au plus tôt au 1er mai, au 1er septembre et au 1er décembre 1983. Par ailleurs, la cote spéciale applicable au salaire social minimum cesse de sortir ses effets au 1er janvier 1983.

⁵⁾ La loi du 1er juillet 1983 a limité le nombre de tranches indiciaires à une seule tranche pour l'année 1984 échue au 1er septembre 1984.

⁶⁾ La loi du 24 décembre 1984 a rétabli le fonctionnement normal du mécanisme de l'échelle mobile des salaires.

⁷⁾ Conformément à la loi du 30 juin 1986, une tranche d'avance de 1% a été introduite à partir du 1er juillet 1986 qui a été suivie d'une autre adaptation indiciaire de 0,5% avec effet au 1er janvier 1987.

Statistiques

Tableau 7. - Evolution du salaire social minimum 1970-2000

Année	Date de refixation	Montant mensuel au n. i. 100	Moyenne annuelle de l'échelle mobile des salaires	Moyenne par an du salaire social minimum mensuel		Variation annuelle en %	
				nominale	à l'indice 100 du coût de la vie	nominale	à l'indice 100 du coût de la vie
1970	1.1.1970	4 250					
	1.11.1970	4 375	166,67	7 119	4 271	-	-
1971	-	4 375	174,38	7 629	4 375	7,2	2,4
1972	-	4 375	184,26	8 061	4 375	5,7	-
1973	1.3.1973	4 830	196,24	9 329	4 754	15,7	8,7
1974	-	4 830	213,11	10 293	4 830	10,3	1,6
1975	1.1.1975	5 550	236,19	13 109	5 550	27,4	14,9
1976	-	5 550	259,59	14 407	5 550	9,9	-
1977	1.1.1977	5 772	278,34	16 066	5 772	11,5	4,0
1978	1.1.1978	6 003	289,42	17 374	6 003	8,1	4,0
1979	-	6 003	300,97	18 067	6 003	4,0	-
1980	-	6 003	319,48	19 178	6 003	6,1	-
1981	1.4.1981	6 250	342,65 ¹⁾	21 204	6 188	10,6	3,1
1982	-	6 250	363,67 ¹⁾	22 729	6 250	7,2	1,0
1983**)	1.1.1983	6 250 ¹⁾	383,51	23 969	6 250	5,5	-
		6 625 ²⁾		25 408	6 625	11,8	6,0
		6 826 ³⁾		26 178	6 826	15,2	9,2
1984**)	-	6 250 ¹⁾	405,33	25 333	6 250	5,7	-
		6 625 ²⁾		26 853	6 625	5,7	-
		6 826 ³⁾		27 668	6 826	5,7	-
1985**)	-	6 250 ¹⁾	416,31	26 019	6 250	2,7	-
		6 625 ²⁾		27 581	6 625	2,7	-
		6 826 ³⁾		28 417	6 826	2,7	-
1986**)	1.4.1986	6 437 ¹⁾	424,43	27 123	6 390	4,2	2,2
		6 823 ²⁾		28 750	6 774	4,2	2,2
		7 030 ³⁾		29 622	6 979	4,2	2,2
1987**)	-	6 437 ¹⁾	428,67	27 593	6 437	1,7	0,7
		6 823 ²⁾		29 248	6 823	1,7	0,7
		7 030 ³⁾		30 136	7 030	1,7	0,7
1988**)	-	6 437 ¹⁾	429,56	27 651	6 437	0,2	-
		6 823 ²⁾		29 309	6 823	0,2	-
		7 030 ³⁾		30 198	7 030	0,2	-
1989**)	1.1.1989	6 800 ¹⁾	443,04	30 127	6 800	9,0	5,6
		7 062 ²⁾		31 287	7 062	6,8	3,5
		7 276 ³⁾		32 236	7 276	6,8	3,5
1990**)	-	6 800 ¹⁾	457,86	31 134	6 800	3,3	-
		7 062 ²⁾		32 334	7 062	3,4	-
		7 276 ³⁾		33 314	7 276	3,3	-
1991**)	1.4.1991	7 310 ¹⁾	475,12	34 128	7 183	9,6	5,6
		7 592 ²⁾		35 444	7 460	9,6	5,6
		7 822 ³⁾		36 518	7 686	9,6	5,6
1992**)	-	7 310 ¹⁾	490,02	35 820	7 310	5,0	1,8
		7 592 ²⁾		37 202	7 592	5,0	1,8
		7 822 ³⁾		38 329	7 822	5,0	1,8
1993**)	1.2.1993	7 762 ¹⁾	505,37	39 039	7 724	9,0	5,7
		7 911 ²⁾		39 848	7 884	7,1	3,8
		8 151 ³⁾		41 056	8 124	7,1	3,9
1994**)	-	7 762 ¹⁾	521,18	40 453	7 762	3,6	0,5
		7 911 ²⁾		41 230	7 911	3,5	0,3
		8 151 ³⁾		42 481	8 151	3,5	0,3
1995***)	1.1.1995	8 172	530,94	43 388	8 172	2,1-7,3	0,3-5,3
1996	-	8 172	535,29	43 744	8 172	0,8	-
1997	1.1.1997	8 434	547,56	46 181	8 434	5,6	3,2
1998	-	8 434	548,67	46 275	8 434	0,2	-
1999	1.1.1999	8 544	554,38	47 366	8 544	2,4	1,3
2000	-	8 544	569,41	48 650	8 544	2,7	-
Contrevaleur en EUR				1 206,0 €			
2001	1.1.2001	8 809,0					

*) A partir du 1.9.1981, cote spéciale d'adaptation pour le salaire social minimum.

**) La loi du 24 décembre 1982 a introduit une différenciation du salaire social minimum suivant que le travailleur a ou n'a pas de charge de famille. Par ailleurs, elle a introduit la notion de salaire social minimum de référence applicable pour autant que les législations de sécurité sociale ou à caractère social se réfèrent au salaire social minimum. Cette cote a cessé de sortir ses effets au 1er janvier 1983.

***) La loi du 24 décembre 1994 a aboli la notion "charge de famille" et établi l'équivalence avec le salaire social minimum de référence.

¹⁾ Salaire social minimum de référence.

²⁾ Salaire social minimum sans charge de famille.

³⁾ Salaire social minimum avec charge de famille.

Tableau 8. - Variation des minimum et maximum cotisables en matière d'assurance maladie à partir du 1.4.1981
(pour travailleurs âgés de 18 ans)

Echéance	Indice du coût de la vie (n. i.)	Salaire social minimum (n.i. 100) ¹⁾	Minimum cotisable ²⁾		Maximum cotisable ³⁾	
			Salaire social minimum pour toutes les caisses		CMO	CME
			Assurés actifs	Bénéficiaires de pension		
1.4.81-31.3.86		6 250				
1.4.1981	334,89		20 931	27 210	83 724	
1.5.1981	343,26		21 454	27 890	85 816	
1.9.1981	346,65		21 666	28 166	86 664	
1.2.1982	355,31		22 207	28 869	88 828	
1.9.1982	364,19		22 762	29 591	91 048	
1.12.1982	373,29		23 331	30 330	93 324	
1.1.1983	373,29		23 331	30 330	116 655	
1.5.1983	382,62		23 914	31 088	119 570	
1.9.1983	392,18		24 511	31 864	122 555	
1.12.1983	401,98		25 124	32 661	125 620	
1.9.1984	412,02		25 751	33 476	128 755	
1.8.1985	422,32		26 395	34 314	131 975	
1.4.86-31.12.88		6 437				
1.4.1986	422,32		27 185	35 341	135 925	
1.7.1986	426,54		27 456	35 693	137 280	
1.1.1987	428,67		27 593	35 871	137 965	
1.12.1988	439,38		28 283	36 768	141 415	
1.1.89-31.3.91		6 800				
1.1.1989	439,38		29 878	38 841	149 390	
1.9.1989	450,36		30 624	39 812	153 122	
1.5.1990	461,61		31 389	40 806	156 947	
1.1.1991	473,15		32 174	41 826	160 871	
1.4.91-31.1.93		7 310				
1.4.1991	473,15		34 587	44 963	172 936	
1.11.1991	484,97		35 451	46 087	177 257	
1.8.1992	497,09		36 337	47 238	181 686	
1.2.93-31.12.94		7 762				
1.2.1993	497,09		38 584	50 159	192 921	
1.5.1993	509,51		39 548	51 413	197 741	
1.2.1994	522,24		40 536	52 697	202 681	
1.1.95-31.12.96		8 172				
1.1.1995	522,24		42 677	55 481	213 387	
1.5.1995	535,29		43 744	56 867	218 719	
1.1.97-31.12.98		8 434				
1.1.1997	535,29		45 146	58 690	225 732	
1.2.1997	548,67		46 275	60 157	231 374	
1.1.97-31.12.98		8 544				
1.1.1999	548,67		46 878	60 942	234 392	
1.8.1999	562,38		48 050	62 465	240 249	
1.7.2000	576,43		49 250	64 025	246 251	
Contrevaaleur en EUR			1 220,88 €	1 587,14 €	6 104,40 €	
1.1.01 -		8 809				
1.1.2001	576,43		50 778	66 011	253 889	
1.4.2001	590,84		52 047	67 661	260 235	
Contrevaaleur en EUR			1 290,21 €	1 677,27 €	6 451,06 €	

¹⁾ A partir du 1.1.1983 salaire social minimum de référence.

²⁾ A l'exception du régime agricole où les cotisations sont fixées par classes, le minimum cotisable pour les assurés actifs est constitué par le salaire social minimum; le minimum cotisable pour les assurés bénéficiaires de pension est égal au salaire social minimum majoré de 30%.

³⁾ Le maximum cotisable a évolué comme suit:

- jusqu'au 31.8.1978:

caisses régies par le code des assurances sociales: 4 x salaire social minimum;

caisses régies par la loi modifiée du 29.8.1951 : 2,75 x salaire social minimum;

assurés bénéficiaires de pension: 2,75 x salaire social minimum;

- du 1.9.1978 au 31.12.1982 le maximum cotisable s'élève à 4 x salaire social minimum;

- à partir de l'exercice 1983 le maximum cotisable est porté au quintuple du salaire social minimum.

Statistiques

Tableau 9. - Evolution du plafond cotisable en matière d'assurance pension 1970-2000
(voir remarques en bas du tableau)

Année	Date de refixation	Montant mensuel au n. i. 100	Moyenne annuelle de l'échelle mobile des salaires	Plafond cotisable annuel		Variation annuelle en %	
				Montant nominal	à l'indice 100 du coût de la vie	Montant nominal	à l'indice 100 du coût de la vie
1970	1.8.1969	17 000	166,67	340 400	204 236	-	-
1971	-	17 000	174,38	356 200	204 267	4,6	-
1972	1.4.1972	18 000	184,26	393 000	213 386	10,3	4,5
1973	-	18 000	196,24	424 800	216 470	8,1	1,4
1974	1.1.1974	19 000	213,11	486 800	228 427	14,6	5,5
1975	1.1.1975	20 000	236,19	567 500	240 273	16,6	5,2
1976	1.1.1976	23 000	259,59	716 900	276 166	26,3	14,9
1977	-	23 000	278,34	769 200	276 353	7,3	0,1
1978	-	23 000	289,42	799 600	276 277	4,0	-
1979	1.4.1979	24 012	300,97	858 272	285 169	7,3	3,2
1980	-	24 012	319,48	920 562	288 144	7,3	1,0
1981	1.4.1981	25 000	340,92	1 012 917	297 113	10,0	3,1
1982	-	25 000	358,31	1 074 926	299 999	6,1	1,0
1983	-	25 000	383,51	1 150 542	300 003	7,0	-
1984	-	25 000	405,33	1 215 980	299 998	5,7	-
1985	-	25 000	416,31	1 248 935	300 001	2,7	-
1986	1.4.1986	25 748	424,43	1 301 913	306 744	4,2	2,2
1987	-	25 748	428,67	1 324 488	308 976	1,7	0,7
1988	-	25 748	429,56	1 327 246	308 978	0,2	-
1989	1.1.1989	27 200	443,04	1 446 080	326 399	9,0	5,6
1990	-	27 200	457,86	1 494 456	326 400	3,3	-
1991	1.4.1991	29 240	475,12	1 638 144	344 760	9,6	5,6
1992	1.1.1992	36 550	490,02	2 149 229	438 600	31,2	27,2
1993	1.2.1993	38 810	505,37	2 342 377	463 460	9,0	5,7
1994	-	38 810	521,18	2 427 232	465 719	3,6	0,5
1995	1.1.1995	40 860	530,94	2 603 300	490 319	7,3	5,3
1996	-	40 860	535,29	2 624 628	490 319	0,8	-
1997	1.1.1997	42 170	547,56	2 770 846	506 035	5,6	3,2
1998	-	42 170	548,67	2 776 488	506 040	0,2	-
1999	1.1.1999	42 720	554,38	2 841 989	512 643	2,4	1,3
2000	-	42 720	569,41	2 919 000	512 643	2,7	-
Contrevaleur en EUR				72 360,12 €			

Remarques:

- Jusqu'au 31 décembre 1976, seule l'assurance pension des employés privés prévoyait un plafond cotisable. La loi du 23 décembre 1976 portant fusion des régimes de pension des artisans et des commerçants et industriels rendait ce plafond applicable à la CPACI avec effet au 1er janvier 1977. La refixation du plafond cotisable au nombre indice 100 du coût de la vie se faisait par règlement grand-ducal. Lors des adaptations aux variations du nombre-indice le montant maximum mensuel était arrondi à la centaine immédiatement supérieure.
- La loi du 29 mars 1979 ayant pour objet de porter ajustement des pensions au niveau moyen des salaires de 1977 a refixé ce plafond au quadruple du salaire social minimum prévu pour un travailleur non qualifié âgé de dix-huit ans au moins et a rendu ce plafond applicable également à l'assurance pension des ouvriers avec effet au 1er avril 1979. De même la loi du 29 mars 1979 portant réforme de la loi modifiée du 3 septembre 1956 ayant pour objet la création d'une caisse de pension agricole a étendu ce plafond à l'assurance pension du régime agricole.
- La loi du 24 avril 1991 ayant pour objet l'amélioration des pensions du régime contributif a porté le plafond au quintuple du salaire social minimum prévu pour un travailleur non qualifié âgé de dix-huit ans au moins à partir du 1er janvier 1992.

ASSURANCE MALADIE-MATERNITE

Sommaire

	Page
1. Introduction	59
2. Situation financière globale	61
3. Les prestations de soins de santé et de maternité	62
4. Les prestataires de soins	72
5. Evolution démographique	79
6. Les prestations en espèces	83
7. Financement de l'assurance maladie-maternité	86

Statistiques

1. Evolution démographique	88
1.1. <i>La gestion des soins de santé</i>	88
Tableau 1.1.1. Evolution de la population protégée de 1998 à 2000	88
Tableau 1.1.2. Personnes protégées en 2000: répartition selon les régimes	88
Tableau 1.1.3. Personnes protégées en 2000: répartition par groupes d'âge	89
Tableau 1.1.4. Assurés actifs et volontaires en 2000 - Résidents et non-résidents - répartition par groupes d'âge	89
Tableau 1.1.5. Assurés frontaliers actifs et volontaires en 2000 - répartition par groupes d'âge	90
Tableau 1.1.6. Evolution des nombres moyens des différentes catégories d'assurés	90
1.2. <i>Les gestions des prestations en espèces de maladie</i>	91
Tableau 1.2.1. Gestions des prestations en espèces: évolution du nombre des assurés à partir de 1998	91
Tableau 1.2.2. Gestion des prestations en espèces selon Art. 29.1c CAS: répartition par âge des assurés en 2000 - STATUT OUVRIERS	91
Tableau 1.2.3. Gestion des prestations en espèces selon Art. 29.1b CAS: répartition par âge des assurés en 2000 - STATUT OUVRIERS	92
Tableau 1.2.4. Gestion des prestations en espèces selon Art. 29.1b CAS: répartition par âge des assurés en 2000 - STATUT EMPLOYÉS	92
Tableau 1.2.5. Gestion des prestations en espèces selon Art. 29.1b CAS: répartition par âge des assurés en 2000 - STATUT INDÉPENDANTS	93
2. Données financières globales	94
2.1. <i>Les recettes et dépenses de l'Union des Caisses de Maladie</i>	94
Tableau 2.1.1. Décompte 2000 - Recettes	94
Tableau 2.1.2. Décompte 2000 - Dépenses	95
Tableau 2.1.3. Le résultat des quatre gestions en 2000	95
2.2. <i>Les cotisations de l'assurance maladie</i>	96
Tableau 2.2.1. Cotisations pour prestations en nature	96
Tableau 2.2.2. Cotisations pour prestations en espèces - Art. 29.1c CAS	97
Tableau 2.2.3. Cotisations pour prestations en espèces - Art. 29.1b CAS	97
Tableau 2.2.4. Evolution du taux de cotisation pour prestations en nature	98
Tableau 2.2.5. Evolution des taux de cotisation pour prestations en espèces	98
2.3. <i>La contribution de l'Etat au financement de l'assurance maladie-maternité</i>	99
Tableau 2.3.1. Total des contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maladie-maternité	99

Tableau 2.3.2.	Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maladie - Prestations pour soins de santé	99
Tableau 2.3.3.	Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maladie - Prestations de maladie en espèces: Art. 29.1c	100
Tableau 2.3.4.	Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maladie - Prestations de maladie en espèces: Art. 29.1b	100
Tableau 2.3.5.	Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maternité - Prestations de maternité (nature et espèces)	101
Tableau 2.3.6.	Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maternité - Prestations en espèces de maternité	101
Tableau 2.3.7.	Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maternité - Prestations en nature de maternité	101
3.	Les prestations de soins de santé de l'assurance maladie	102
3.1.	<i>Le financement des prestations de soins de santé en cas de maladie</i>	102
Tableau 3.1.1.	Evolution financière des prestations de soins de santé de 1998 à 2000	102
Tableau 3.1.2.	Evolution des prestations de soins de santé à partir de 1996	103
3.2.	<i>Les différents types de soins de santé</i>	103
Tableau 3.2.1.	Evolution des prestations en nature en cas de maladie à partir de 1998	103
3.3.	<i>Les honoraires des médecins et médecins-dentistes</i>	104
Tableau 3.3.1.	Les soins médicaux	104
Tableau 3.3.2.	Les soins médico-dentaires	104
3.4.	<i>Les frais pharmaceutiques (en dehors des hôpitaux)</i>	105
Tableau 3.4.1.	Les frais pharmaceutiques en milieu extra-hospitalier	105
3.5.	<i>Les hôpitaux</i>	105
Tableau 3.5.1.	Les dépenses du secteur hospitalier au Luxembourg	105
Tableau 3.5.2.	Frais fixes comptabilisés en 1999 et 2000	106
Tableau 3.5.3.	Frais variables comptabilisés en 1999 et 2000	106
Tableau 3.5.4.	Evolution du nombre d'unités d'oeuvre opposables	107
3.6.	<i>Les moyens curatifs et thérapeutiques</i>	107
Tableau 3.6.1.	Soins des professions de santé non-médecins	107
Tableau 3.6.2.	Moyens curatifs et adjuvants	108
Tableau 3.6.3.	Rééducation et cures au Luxembourg	108
3.7.	<i>Les autres prestations</i>	108
Tableau 3.7.1.	La médecine préventive	108
Tableau 3.7.2.	Les frais de voyage et de transport	109
Tableau 3.7.3.	Indemnités funéraires: évolution chronologique	109
3.8.	<i>Les prestations de santé à l'étranger</i>	110
Tableau 3.8.1.	Prestations de soins de santé à l'étranger	110
Tableau 3.8.2.	Total des prestations en nature servies à l'étranger	110
Tableau 3.8.3.	Ventilation des prestations en nature à l'étranger en 2000 selon le pays de résidence des assurés et des prestataires	111
4.	Les indemnités pécuniaires de maladie	112
Tableau 4.1.	Evolution des prestations en espèces de 1998 à 2000: gestion Art. 29.1c CAS	112
Tableau 4.2.	Evolution des prestations en espèces de 1998 à 2000: gestion Art. 29.1b CAS	112
Tableau 4.3.	Evolution du montant des indemnités pécuniaires de maladie: gestion Art. 29.1c CAS	113
Tableau 4.4.	Evolution du montant des indemnités pécuniaires de maladie: gestion Art. 29.1b CAS	113
Tableau 4.5.	Durée moyenne des cas de maladie à partir de 1996: CMO et CMEP - salariés	114-115

5. Les prestations de l'assurance maternité	116
5.1. <i>Objet et financement</i>	116
Tableau 5.1.1. Evolution des prestations de maternité de 1998 à 2000	116
5.2. <i>Les prestations en nature de maternité</i>	117
Tableau 5.2.1. Le détail des prestations en nature de maternité	117
Tableau 5.2.2. Prestations en nature de l'assurance maternité	117
Tableau 5.2.3. Nombre d'accouchements au Luxembourg pris en charge par les caisses de maladie - Répartition par groupes d'âge	118
5.3. <i>Les indemnités pécuniaires de maternité</i>	118
Tableau 5.3.1. Indemnités pécuniaires de maternité: évolution à partir de 1980	118
Tableau 5.3.2. Nombre et âge des bénéficiaires d'indemnités pécuniaires de maternité	119
Tableau 5.3.3. Indemnités pécuniaires de maternité en 2000: Ventilation selon la nature des prestations	119
6. Soins de santé: statistiques établies selon la date de la prestation	120
6.1. <i>Consultations, visites et actes médicaux</i>	120
Tableau 6.1.1. Evolution des tarifs des consultations et visites	120
Tableau 6.1.2. Nombre moyen des consultations et visites en 1999	121-122
Tableau 6.1.3. Evolution du nombre moyen des consultations et visites à partir de 1996	122
6.2. <i>Actes chirurgicaux: Fréquence et répartition</i>	123
Tableau 6.2.1. Répartition des actes chirurgicaux par spécialité médicale et par sexe des patients en 1999	123
Tableau 6.2.2. Actes chirurgicaux par spécialité: traitement ambulatoire et traitement stationnaire en 1999	123
Tableau 6.2.3. Interventions les plus fréquentes par sexe en 1998 et 1999	124
Tableau 6.2.4. Nombre d'actes pour mille personnes protégées en 1999	124
Tableau 6.2.5. Interventions les plus fréquentes, en pourcent, par sexe et par groupe d'âge en 1999	125
6.3. <i>Les interventions d'exploration à but diagnostique</i>	126
Tableau 6.3.1. Actes d'exploration: répartition par spécialité médicale et par sexe des patients en 1999	126
Tableau 6.3.2. Actes d'exploration: traitement ambulatoire et stationnaire en 1999	126
6.4. <i>Gynécologie et obstétrique</i>	126
Tableau 6.4.1. Les interventions d'obstétrique et de gynécologie: répartition par groupe d'âge des patientes en 1999	126
6.5. <i>Médecins-dentistes: Actes techniques</i>	127
Tableau 6.5.1. Médecins-dentistes: répartition des actes techniques par groupe d'âge des patients en 1999	127
6.6. <i>Prestations hospitalières</i>	128
Tableau 6.6.1. Diagnostics de sortie en 2000	128-132
Tableau 6.6.2. Durée d'hospitalisation pour certaines interventions en 1999	133
Tableau 6.6.3. Durée d'hospitalisation pour certaines interventions - ventilation par groupe d'âge et par sexe en 1999	133

Annexe I	Comptes financiers 2000	135
Tableau I.1a.	Assurance maladie maternité: Bilans 1999 et 2000 en LUF	135
Tableau I.1b.	Assurance maladie maternité: Bilans 1999 et 2000 en EUR	136
Tableau I.2a.	Assurance maladie maternité: Comptes d'exploitation 1999 et 2000 en LUF	137-138
Tableau I.2b.	Assurance maladie maternité: Comptes d'exploitation 1999 et 2000 en EUR	139-140
Annexe II	Relations entre l'Union des Caisses de Maladie et les prestataires de soins de santé	141
Tableau II.1a.	Relations entre l'UCM et les prestataires de soins de santé	141-142
Tableau II.1b.	Relations entre l'UCM et les groupements des hôpitaux	142
Tableau II.2.	Protocoles d'accord concernant la fixation de la valeur de la lettre-clé	143-144
Tableau II.3.	Protocoles d'accord concernant la fixation des tarifs	145
Annexe III	Les statuts de l'Union des Caisses de Maladie	146

1. Introduction

1.1. Les prestations de l'assurance maladie-maternité

L'objectif de l'assurance maladie maternité est d'offrir à ses affiliés et, le cas échéant, à leurs ayants droit une protection financière en cas de maladie ou de maternité. L'assurance maladie maternité comporte deux volets:

1. Le système des prestations en nature, c'est à dire le remboursement total ou partiel des dépenses pour soins de santé.
2. Le système des prestations en espèces qui assure le remplacement du revenu professionnel perdu par suite d'un congé de maladie ou de maternité.

1.2. L'organisation de l'assurance maladie maternité

L'assurance maladie maternité est organisée en fonction du financement des différents risques assurés. Elle compte quatre gestions:

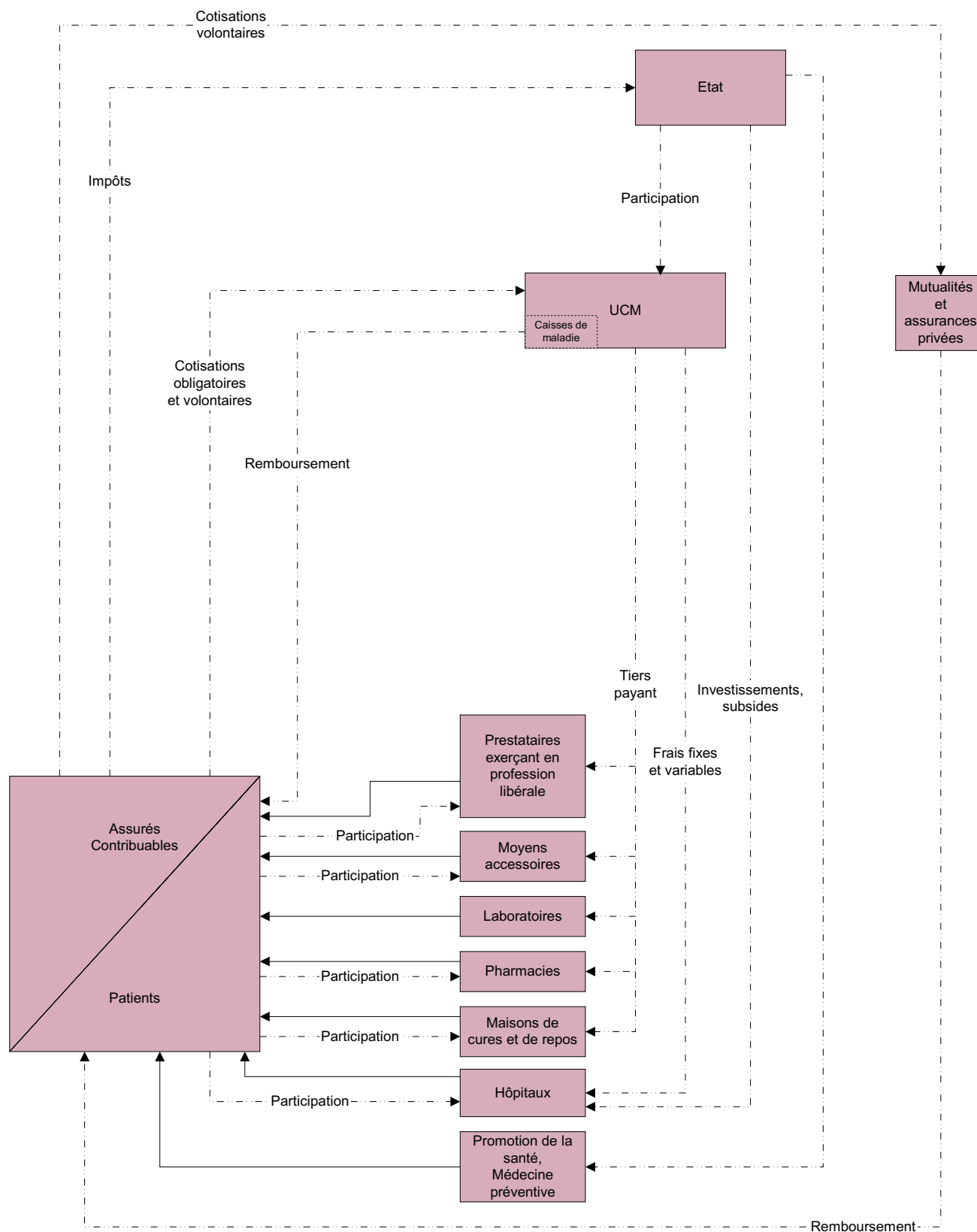
- La gestion des prestations en nature prend en charge toutes les prestations de soins de santé concernant le risque maladie. C'est non seulement la gestion la plus importante du point de vue financier mais aussi la plus complexe en raison de la multiplicité des acteurs en jeu: les caisses de maladie en tant que bailleurs de fonds, les bénéficiaires de soins, et les prestataires de soins (médecins, hôpitaux, pharmaciens, autres professions de santé non-médecins etc...).
- La gestion des prestations en espèces (Art. 29.1b CAS) gère les indemnités pécuniaires de maladie des non-salariés ainsi que des salariés, employés pour la plupart, qui bénéficient de la continuation légale ou conventionnelle de leur rémunération pendant le mois en cours et les trois mois subséquents au début de la maladie. Elle n'intervient donc en principe qu'après le troisième mois de la maladie.
- La gestion des prestations en espèces (Art. 29.1c CAS) prend en charge les indemnités pécuniaires des salariés ne bénéficiant pas de la conservation de la rémunération en cas de maladie. Cette gestion, qui concerne principalement les salariés-ouvriers, intervient dès le premier jour de la maladie.
- La quatrième gestion concerne les prestations de maternité en nature et en espèces.

Les trois premières gestions sont financées sur base de cotisations prélevées auprès des assurés et d'une participation financière de l'Etat qui s'élève à 37% des cotisations en ce qui concerne les prestations en nature et à 10% pour les indemnités pécuniaires de maladie. Le financement des prestations de maternité incombe entièrement à l'Etat.

Du côté administratif l'Union des Caisses de Maladie (UCM), joue un rôle centralisateur et coordinateur en ce qui concerne les négociations avec les prestataires, la liquidation des prestations en nature et la comptabilité générale de l'assurance maladie maternité. La tâche des neuf autres caisses de maladie, organisées selon des critères socioprofessionnels, consiste à assurer le contact direct avec les assurés, gérer l'affiliation des membres de famille, et à ordonner le remboursement des prestations en espèces ainsi que des prestations en nature qui ne relèvent pas du système du tiers payant dont les prestations sont liquidées directement par l'UCM.

1.3. Le schéma suivant retrace l'organisation et le financement des soins de santé au Luxembourg

Organisation et financement des soins de santé au Luxembourg



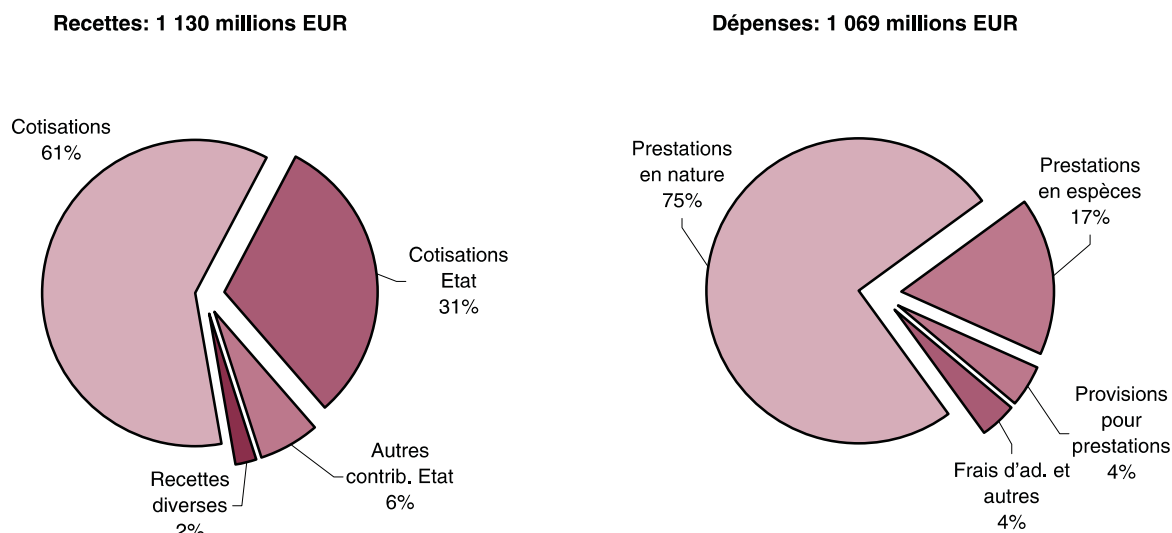
Source: IGSS Luxembourg 2001

- Flux des services et des biens : —————>
- Flux financiers :>

2. Situation financière globale

Le graphique 2 donne un aperçu sur les catégories les plus importantes des recettes et des dépenses courantes de l'assurance maladie maternité en 2000.

Graphique 2. - Recettes et dépenses de l'assurance maladie-maternité (en % du total)



En 2000 les dépenses courantes de l'assurance maladie maternité se sont élevées à 1 069 millions EUR, dont 980 millions EUR de prestations proprement dites. Les soins de santé représentent 81,9% du total des prestations, tandis que les indemnités pécuniaires servies en cas de maladie ou de maternité s'élèvent à seulement 18,1% du total.

Tableau 1. - Assurance maladie-maternité: Evolution des recettes et dépenses courantes *) (en milliers EUR)

	1999	2000	Variation en %
Recettes			
Cotisations	601 612	671 875	11,7
Cotisations forfaitaires Etat	291 508	338 974**)	16,3
Autres contributions de l'Etat	62 313	71 785	15,2
Autres recettes, dont:	53 862	47 171	-12,4
Prélèvements aux provisions	31 408	22 806	-27,4
Total des recettes courantes	1 009 295	1 129 804	11,9
Dépenses			
Frais d'administration	36 927	39 702	7,5
Prestations, dont:	979 537	1 028 331	5,0
Provisions pour prestations non liquidées	22 806	47 992	110,4
Autres dépenses	1 475	1 359	-7,8
Total des dépenses courantes	1 017 938	1 069 393	5,1

*) Pour le détail il faut se rapporter à l'annexe 1 de la partie statistique.

**) Majoration de la contribution de l'Etat suite au relèvement du taux de cotisation et à une modification du mode de sa participation au financement de l'assurance maladie.

Les cotisations ont augmenté de 11,7% en 2000. Cette hausse est due aux effets conjoints d'une hausse des taux de cotisation et de l'accroissement de la participation financière de l'Etat suite à une modification du mode de participation étatique. La situation favorable sur le marché d'emploi, avec comme corollaire une augmentation du nombre des assurés actifs (+6% en 2000), a eu également une influence positive sur l'évolution des cotisations.

Du côté des prestations, et à l'instar des exercices 1998 et 1999, le décompte 2000 de l'UCM comprend des montants assez importants de provisions pour prestations à liquider, ce qui complique beaucoup l'évaluation réelle des dépenses.

Donc, pour mieux apprécier cette évolution des dépenses et plus particulièrement des prestations proprement dites, le tableau suivant permet d'en mesurer la croissance en neutralisant l'effet des dotations et des prélèvements aux provisions.

En neutralisant l'effet des provisions inscrites aux décomptes de 1998 et 2000, le tableau ci-après donne la croissance réelle des prestations pour ces exercices.

Tableau 2. - Evolution du total des prestations des caisses de maladie (en milliers EUR)

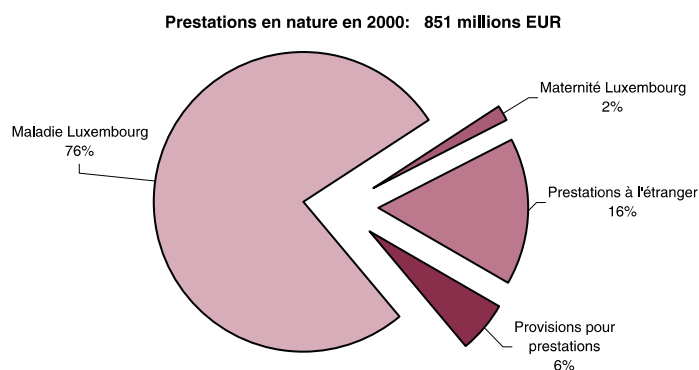
	1998	1999	2000	Evolution en %	
				1999/1998	2000/1999
Total des prestations	831 613	956 730	980 339	15,0	2,5
Provisions : exercice antérieur (-)	-	-31 408	-22 806	-	-
Provisions : même exercice (+)	31 408	22 806	47 992	-	-
Montant apuré	863 021	948 128	1 005 525	9,9	6,1

On peut noter une croissance des prestations comptabilisées de 9,9% en 1999 et de 6,1% en 2000.

3. Les prestations de soins de santé et de maternité

Pendant l'année 2000, l'assurance maladie maternité a liquidé des prestations en nature pour un montant total de 851 millions EUR, y compris le montant de 48 millions EUR de dotations aux provisions pour prestations à liquider.

Graphique 3. - Ventilation des prestations en nature en 2000



La sous-section 3.1. ci-après analyse les différents types de prestations sur base des montants liquidés en 2000. Ce sont des chiffres comptables qui ne tiennent pas compte de l'année de prestation mais de l'année de liquidation des frais.

Les statistiques des sous-sections 3.2. et 3.3. ci-après sont basées par contre sur l'année de prestation des soins qui ne coïncide pas forcément avec l'année de la liquidation des frais. Pour observer l'évolution quantitative des soins de santé, les statistiques basées sur la date "prestation" fournissent des résultats plus concluants que les chiffres sortant de la comptabilité qui peuvent présenter des fluctuations très importantes d'un exercice à un autre, comme on vient de le constater plus haut.

3.1. Les prestations de soins de santé et de maternité comptabilisées en 2000

Remarque préliminaire: L'UCM a été obligé d'inscrire dans ses décomptes - et ce à partir de l'exercice 1998 - des sommes importantes de provisions pour prestations échues, mais non encore liquidées. Cela veut dire que ces prestations, bien que comprises dans le total des dépenses, n'apparaissent dans le détail des prestations qu'à la fin de l'exercice suivant, faussant ainsi le calcul du taux d'évolution annuel. Le tableau 2 ci-dessus montre combien il est important de prendre en compte le jeu des dotations et prélèvements aux provisions pour déterminer la croissance réelle des prestations comptabilisées.

Pour mieux visualiser cette problématique les tableaux 3 à 12 ci-après indiqueront, entre parenthèses, au-dessous du montant figurant au décompte, le montant ajusté en fonction des provisions.

Le tableau 3 qui suit donne un aperçu global des prestations de soins de santé pris en charge par les caisses de maladie, y compris les soins en cas de maternité.

Tableau 3. - Les prestations en nature en 2000 (en milliers EUR)

	Montant	En % du total
Prestations au Luxembourg	669 611	83,4
	(694 797)*	(83,9)*
Soins hospitaliers	309 760	38,6
	(332 591)*	(40,2)*
Soins médicaux	138 066	17,2
	(138 190)*	(16,7)*
Médicaments (secteur extra-hospitalier)	95 111	11,8
Moyens curatifs et adjuvants	41 158	5,1
Soins médico-dentaires, orthodontie, prothèses	30 205	3,8
Soins des autres professions de santé	19 685	2,5
	(21 916)*	(2,6)*
Prestations de maternité	15 315	1,9
Autres prestations	20 312	2,5
Prestations à l'étranger	133 384	16,6
Prestations servies en vertu de conventions internationales	124 913	15,6
Prestations étrangères suivant législation luxembourgeoise	1 078	0,1
Autres prestations à l'étranger	3 230	0,4
Prestations de maternité	4 029	0,5
Frais de séjour à l'étranger	134	0,0
Total	802 995	100,0
	(828 181)*	(100,0)*

*) Données ajustées en tenant compte des dotations et prélèvements aux provisions pour prestations.

L'analyse plus détaillée des différents types de soins porte uniquement sur les soins dispensés au Luxembourg par des prestataires résidents. Or, les prestations à l'étranger représentent près de 17% du total des frais dépensés pour soins de santé. Cependant, une ventilation des ces prestations, à l'instar de celle appliquée aux prestations au niveau national est impossible, étant donné que l'organisation des soins de santé ainsi que le système de tarification varient fortement d'un pays à un autre.

Le tableau 4 indique l'évolution des prestations en nature en 1998-1999 et 1999-2000. Les différents postes de frais apparaissent en ordre décroissant.

Tableau 4. - Evolution des prestations de soins de santé et de maternité au Luxembourg (en milliers EUR)

	1998	1999	2000	Variation en %	
				1999/1998	2000/1999
Prestations au Luxembourg	583 641 615 049*)	681 770 673 169*)	669 611 694 797*)	16,8 (9,4)*)	-1,8 (3,2)*)
Soins hospitaliers	261 909 290 219*)	328 384 318 914*)	309 760 332 591*)	25,4 (9,9)*)	-5,7 (4,3)*)
Soins médicaux	126 737 129 834*)	140 319 138 461*)	138 066 138 190*)	10,7 (6,6)*)	-1,6 -(0,2)*)
Médicaments (secteur extra-hospitalier)	82 894	90 795	95 111	9,5	4,8
Moyens curatifs et adjuvants	37 077	39 585	41 158	6,8	4,0
Soins médico-dentaires, orthodontie, prothèses	28 627	30 354	30 205	6,0	-0,5
Soins des autres professions de santé	16 378 16 378*)	18 119 20 846*)	19 685 21 916*)	10,6 (27,3)*)	8,6 (5,1)*)
Prestations de maternité, dont :	11 108	14 069	15 315	26,7	8,9
- Soins médicaux	658	1 165	1 346	77,1	15,5
- Forfaits d'accouchement à l'hôpital	9 990	12 308	13 303	23,2	8,1
Rééducation et cures	9 128	9 959	10 818	9,1	8,6
Autres prestations	9 783	10 186	9 493	4,1	-6,8

*) Données ajustées en tenant compte des dotations et prélèvements aux provisions pour prestations.

Le tableau 5 montre l'évolution des différents postes de frais, groupés en ordre décroissant, en indiquant leur pondération par rapport au total des prestations.

Tableau 5. - Evolution des différents postes de frais par rapport au total des prestations (prestations au Luxembourg)

	1998	1999	2000
Total des prestations au Luxembourg	100,0	100,0	100,0
Soins hospitaliers	47,2*)	47,4*)	47,9*)
Soins médicaux	21,1*)	20,6*)	19,9*)
Médicaments (secteur extra-hospitalier)	13,5	13,5	13,7
Moyens curatifs et adjuvants	6,0	5,9	5,9
Soins médico-dentaires, orthodontie, prothèses	4,7	4,5	4,3
Soins des autres professions de santé	2,7	3,1	3,2
Prestations de maternité	1,8	2,1	2,2
Rééducation et cures	1,5	1,5	1,6
Autres prestations	1,6	1,5	1,4

*) Données ajustées en tenant compte des dotations et prélèvements aux provisions pour prestations.

Les soins médicaux et médico-dentaires

Les frais pour soins médicaux et médico-dentaires ont représenté 24,2% du montant total des soins liquidés au Luxembourg en 2000.

Les tableaux 6 et 7 indiquent pour 2000 la répartition des soins médicaux, respectivement des soins médico-dentaires.

Tableau 6. - Les soins médicaux au Luxembourg en 2000 (en milliers EUR)

	Montant	En % du total
Consultations	44 899	32,5
Visites	7 317	5,3
Autres actes généraux	14 269	10,3
Actes techniques ambulatoires	40 175	29,1
Actes techniques stationnaires	31 405	22,7
Dotation aux provisions	1 363	1,0
Prélèvement aux provisions (exercice n-1)	-1 239	-0,9
Total	138 190	100,0

Les frais comptabilisés pour soins médicaux ont régressé de -0,2% en 2000 alors qu'ils affichaient une croissance de 6,6% l'année précédente. A noter que le taux de croissance de la population protégée résidente se situe autour de +1,8%.

Tableau 7. - Les soins médico-dentaires au Luxembourg en 2000 (en milliers EUR)

	Montant	En % du total
Consultations	3 676	12,2
Visites	35	0,1
Autres actes généraux	2	0,0
Actes techniques	14 708	48,7
Soins dentaires : prothèses	9 962	33,0
Soins dentaires : orthodontie	1 823	6,0
Total	30 205	100,0

En 2000 les dépenses pour soins médico-dentaires ont diminué de 0,5%; tandis qu'en 1999 leur croissance s'est située à 6,0%.

Les dépenses en médicaments (en dehors des hôpitaux)

Avec 13,7% du total des frais, soit 95,1 millions EUR en 2000, les dépenses en pharmacie du secteur extra-hospitalier occupent le troisième rang des prestations en nature après les soins hospitaliers et les soins médicaux.

Le tableau suivant donne la répartition des médicaments selon le taux de prise en charge.

Tableau 8. - Médicaments remboursés en 2000 en milieu extra-hospitalier au Luxembourg (en milliers EUR)

	Montant	En % du total
Médicaments remboursés:		
- au taux normal (78%)	56 441	59,3
- au taux réduit (40%)	4 828	5,1
- au taux préférentiel (100%)	33 841	35,6
Médicaments remboursés en cas d'hébergement	0*)	0,0
Total	95 111	100,0

*) Montant <1000 EUR.

La croissance des dépenses en médicaments s'est située en 2000 à +4,8%. Elle a été moins marquée qu'en 1999 où elle atteignait +9,5%. Il faut noter toutefois que le taux de remboursement normal des médicaments a été ramené en 2000 de 80% à 78%, ce qui a ralenti la croissance des dépenses en médicaments d'environ 1,6 points.

Les soins hospitaliers

La budgétisation des hôpitaux à partir de 1995, ainsi que l'introduction d'une comptabilité analytique ont rendu possible - en donnant une plus grande transparence à la gestion hospitalière - une appréciation plus juste du coût des soins dans les hôpitaux.

Les budgets des hôpitaux se composent de deux volets distincts: les frais fixes non liés à l'activité et les frais variables directement proportionnels à l'activité. Les frais médicaux sont facturés à l'acte et ne sont donc pas inclus dans les budgets hospitaliers. Cette règle vaut également pour les hôpitaux employant des médecins salariés.

Les frais fixes s'obtiennent à partir des montants négociés avec les hôpitaux budgétisés. Ils constituent en 2000, 79,1 % du total des frais hospitaliers. Avec 80 % du total des frais fixes, les frais de personnel devancent de loin tous les autres postes de frais. Le budget négocié pour l'exercice 2000 tient compte d'une augmentation du nombre du personnel (Equivalent Temps Plein) de +3,3%. C'est une croissance nette qui fait abstraction d'éventuelles embauches supplémentaires lors de la création de nouveaux services.

Tableau 9. - Evolution du coût du secteur hospitalier¹⁾ au Luxembourg (en milliers EUR)

	1998	1999	2000	Variation en %	
				1999/1998	2000/1999
Frais fixes	203 977 225 890*)	253 982 249 421*)	243 816 263 052*)	24,5 10,4*)	-4,0 5,5*)
Frais variables	51 029 57 425*)	74 304 69 395*)	65 920 69 514*)	45,6 20,8*)	-11,3 0,2*)
Frais hospitaliers selon anciens tarifs	1	97	24		
Hôpital neuropsychiatrique**)	6 899	0	0		
Total	261 906 290 215*)	328 382 318 912*)	309 759 332 590*)	25,4 9,9*)	-5,7 4,3*)

*) Données ajustées en tenant compte des dotations et prélèvements aux provisions pour prestations.

**) Hôpital budgétisé seulement à partir de 1999.

1) Sans les honoraires médicaux.

Le tableau ci-dessus renseigne sur les frais hospitaliers inscrits au décompte de l'UCM en 2000. Cependant, ces chiffres ne rendent pas compte des dépenses hospitalières réellement engagées pendant cet exercice. En effet, en raison de la possibilité d'une rectification individuelle des budgets des hôpitaux, les dépenses réelles ne peuvent être constatées qu'avec un certain décalage.

Les soins des autres professions de santé

Tableau 10. - Les soins des autres professions de santé: prestations en 2000 (en milliers EUR)

	Montant	En % du total
Soins infirmiers	6 200	28,3
<i>Dotation aux provisions pour soins infirmiers¹⁾</i>	4 958	22,6
<i>Prélèvement aux provisions (exercice n-1)¹⁾</i>	-2 727	-12,4
Massages-kinésithérapie	12 946	59,1
Orthophonie	220	1,0
Psychomotriciens	239	1,1
Sages-femmes	80	0,4
Total	21 916	100,0

1) Les dotations respectivement prélèvements aux provisions sont dus à des retards de facturation des prestations infirmières de la part des établissements et réseaux d'aides et de soins travaillant dans le domaine de l'assurance dépendance.

Etant donné qu'il n'y a pas eu d'adaptation de tarifs en 2000, les soins des autres professions de santé ont augmenté de seulement 5,1 % par rapport à 1999.

Les moyens curatifs et adjuvants et autres prestations

Ces prestations regroupent en 2000 8,8% du total des prestations en nature pris en charge par les caisses de maladie. Elles ont augmenté de 2,9% par rapport à 1999.

Tableau 11. - Les moyens curatifs et autres prestations en 2000 (en milliers EUR)

	Montant	En % du total
Moyens curatifs et adjuvants, dont:	41 158	67,0
Opticiens	7 047	11,5
Analyses de laboratoires (extra-hospitalier)	23 012	37,5
Prothèses et autres moyens accessoires	11 100	18,1
Rééducation et cures, dont:	10 818	17,6
Centre de rééducation et de réadaptation	4 269	6,9
Frais de cures	5 863	9,5
Réadaptation en foyer de psychiatrie	687	1,1
Autres prestations, dont:	9 465	15,4
Médecine préventive	1 423	2,3
Frais de voyage et de transport	4 630	7,5
Indemnités funéraires	3 412	5,6
Total	61 442	100,0

Les prestations en nature de maternité

La croissance des frais pour prestations de maternité se maintient à un niveau relativement élevé (+8,9%) par rapport aux autres prestations. La première cause est sans doute une augmentation du nombre de naissances.

Tableau 12. - Les prestations en nature de maternité en 2000 (en milliers EUR)

	Montant	En % du total
Prestations au Luxembourg		
- Honoraires médicaux	1 346	8,8
- Honoraires pour sages-femmes *)	68	0,4
- Forfaits d'accouchement	13 303	86,9
- Produits diététiques	598	3,9
Total	15 315	100,0

*) Travaillant en profession libérale.

Voici l'évolution des prestations en nature de maternité à partir de 1997:

Tableau 13. - Evolution des prestations en nature de maternité à partir de 1997

Prestations au Luxembourg	Variation en %				Taux moyen de variation 2000/1996
	1997/1996	1998/1997	1999/1998	2000/1999	
- Honoraires médicaux	-2,8	-4,5	77,1	15,5	17,4
- Honoraires pour sages-femmes *)	85,7	41,8	17,9	27,0	40,9
- Forfaits d'accouchement	28,3	-13,5	23,2	8,1	10,2
- Produits diététiques	14,5	75,4	31,3	10,3	30,6
Total	25,9	-11,2	26,7	8,9	11,4
Accouchements pris en charge au Luxembourg: taux de variation	-1,0	-3,0	3,0	3,6	0,6

*) Travaillant en profession libérale.

3.2. La consommation de soins de santé des assurés résidents (d'après la date de prestation)

Remarque méthodologique

Les données statistiques ci-après concernent uniquement la population résidente ainsi que les prestataires de soins installés au Luxembourg. Elles ont été tirées de fichiers basés sur l'année de prestation des soins, sans tenir compte de la date de paiement des prestations. Sachant que ces fichiers subissent des mises à jour continues en fonction de nouvelles factures ou encore de redressements communiqués à l'assurance maladie, et que le recul par rapport à l'année sous revue est assez petit, comparé aux délais accordés aux assurés pour la présentation des factures acquittées (2 ans), les chiffres concernant l'année 2000 sont à considérer comme données provisoires.

La consommation moyenne de soins de santé par personne protégée

En 2000, les caisses de maladie ont remboursé en moyenne, par personne, un montant de 1 661 EUR concernant les prestations en nature.

Environ 13,5% des personnes protégées n'ont pas profité d'un remboursement de frais par leur caisse de maladie.

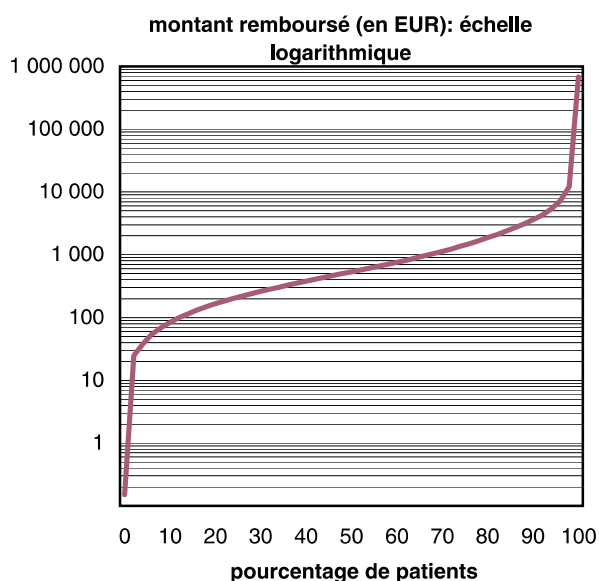
Deux techniques graphiques permettent de décrire avec plus de précision la distribution des soins, à savoir la "parade de Pen" et le diagramme de Lorenz.

"Pen's Parade"

Jan Pen (voir Pen J.1974, Income Distribution, Penguin) a développé cette visualisation pour illustrer la distribution des revenus.

Supposons que chaque patient soit représenté par une figure de grandeur proportionnelle à sa consommation de soins de santé et faisons passer devant nous ces figures pendant un intervalle de temps donné, en commençant par le plus petit - qui n'a eu qu'une consommation de soins de santé insignifiante - jusqu'au plus grand. En observant cette "parade", on obtient le graphique 4, où la grandeur de chaque figure est représentée sur une échelle logarithmique.

Graphique 4. - Prestations de soins de santé en 2000



La parade de PEN permet de visualiser à quel point la consommation médicale des patients diffère. Le tableau suivant en résume les principaux indicateurs:

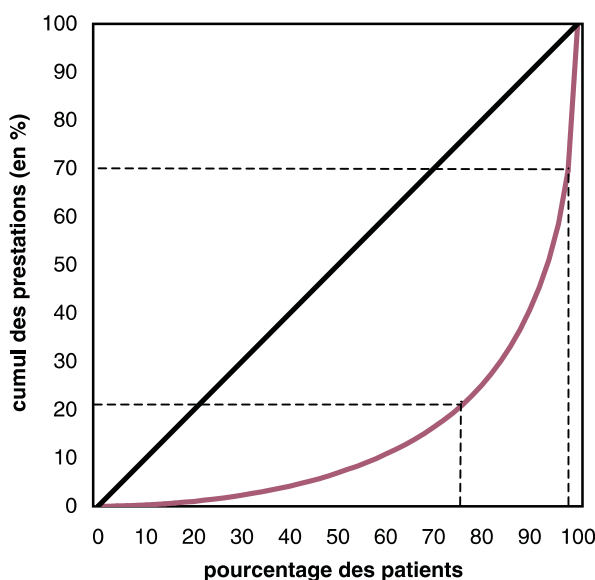
Pourcentage de patients	Montant remboursé
50%	moins de 535 €
78%	moins de 1 661 €
2%	plus de 12 094 € (= 8 083 personnes).

La dernière personne qui termine la parade de PEN a bénéficié en 2000 d'un remboursement d'un montant de 680 000 EUR.

La courbe de Lorenz

La courbe de Lorenz a été introduite en 1905 pour illustrer les inégalités de la distribution des revenus. Pour la construire, nous alignons tous les patients suivant le montant de leur consommation de soins de santé et nous imaginons qu'ils défilent devant nous, en commençant par celui qui a la consommation la moins élevée et en terminant avec celui qui a la consommation la plus élevée. Mais cette fois-ci nous mesurons à chaque instant le total de la consommation des patients qui sont déjà passés et nous exprimons ce total en pourcentage du total de la consommation de soins de santé. De la sorte nous obtenons le graphique 5, où nous notons en abscisse le pourcentage des patients et en ordonnée le pourcentage du total de la consommation des soins de santé qui leur correspond. Si tous les patients avaient la même consommation de soins, la courbe obtenue serait la diagonale.

Graphique 5. - Prestations de soins de santé en 2000



Comme la distribution des soins est inégale, nous obtenons une courbe située en dessous de la diagonale.

Pourcentage de patients	Part de la consommation
50% bénéficient de	7%
75% bénéficient de	21%
98% bénéficient de	70%

Les derniers 2% des patients accumulent donc 30% de la consommation totale de soins de santé. La répartition telle que décrite par le tableau ci-dessus n'a guère évolué pendant les dernières années.

Le tableau suivant compare la répartition des soins de santé de l'ensemble de tous les patients avec celle des 2% de patients qui ont eu la consommation de soins la plus élevée. Dans cette répartition par catégorie de soins on peut surtout constater dans le cas des derniers 2% de patients, l'importance des frais d'hospitalisation et la diminution de la part des soins médicaux de ce groupe par rapport à l'ensemble des patients.

Tableau 14. - Répartition des soins de santé pour l'ensemble des patients et pour les 2% de malades ayant eu la consommation la plus élevée en 2000 (en % du total)

	Ensemble des patients	Les 2% de patients les plus coûteux
Soins médicaux	20%	12%
Soins médico-dentaires	4%	0%
Pharmacie (extra-hospitalière)	14%	6%
Hôpitaux	50%	74%
Autres soins	12%	8%
Total	100%	100%

3.3. La répartition des soins de santé selon l'âge et le sexe des bénéficiaires

La série qui suit a pour but d'illustrer comment le montant remboursé par patient dépend:

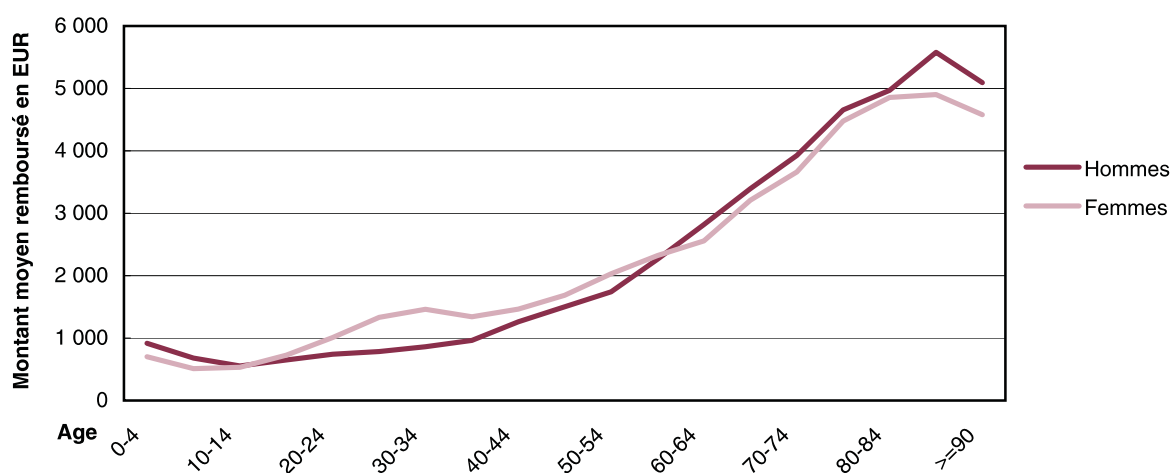
- du type de prestation,
- d'une éventuelle hospitalisation du patient,
- de l'âge du patient, ou encore
- du sexe du patient.

Les graphiques 6 à 10 illustrent les types de soins suivants:

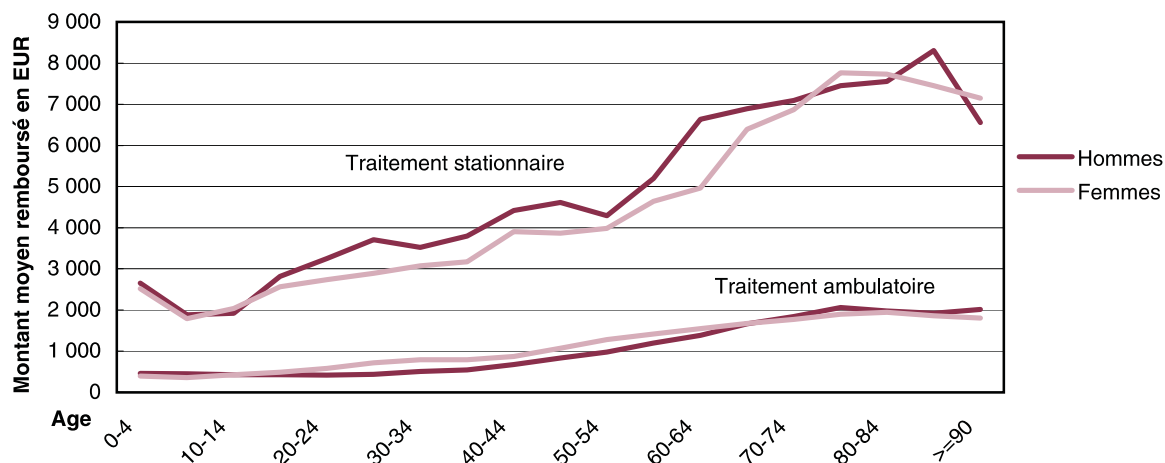
- Total des prestations en nature
- Total des prestations en nature, ventilé en traitement stationnaire et traitement ambulatoire
- Les soins médicaux
- Les frais pharmaceutiques extra-hospitaliers
- Les soins médico-dentaires

Les montants moyens par personne sont exprimés en EUR.

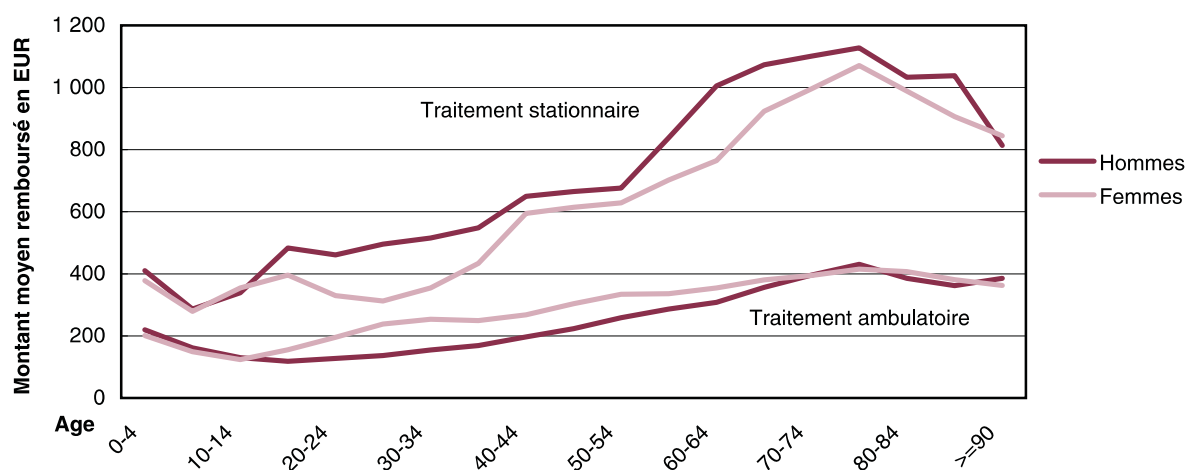
Graphique 6. - Prestations en nature 2000: Montant moyen remboursé par patient



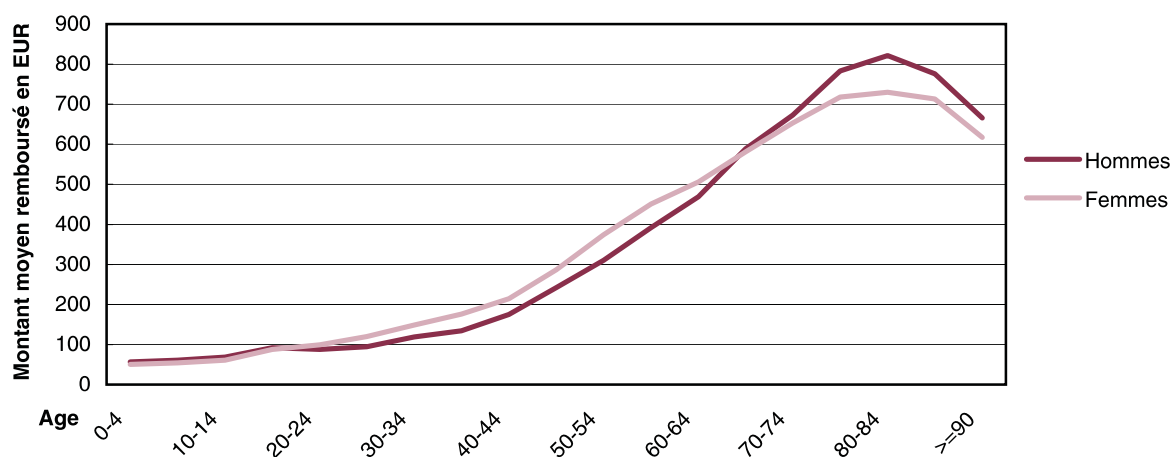
Graphique 7. - Prestations en nature 2000: Traitement ambulatoire et stationnaire Montant moyen remboursé par patient



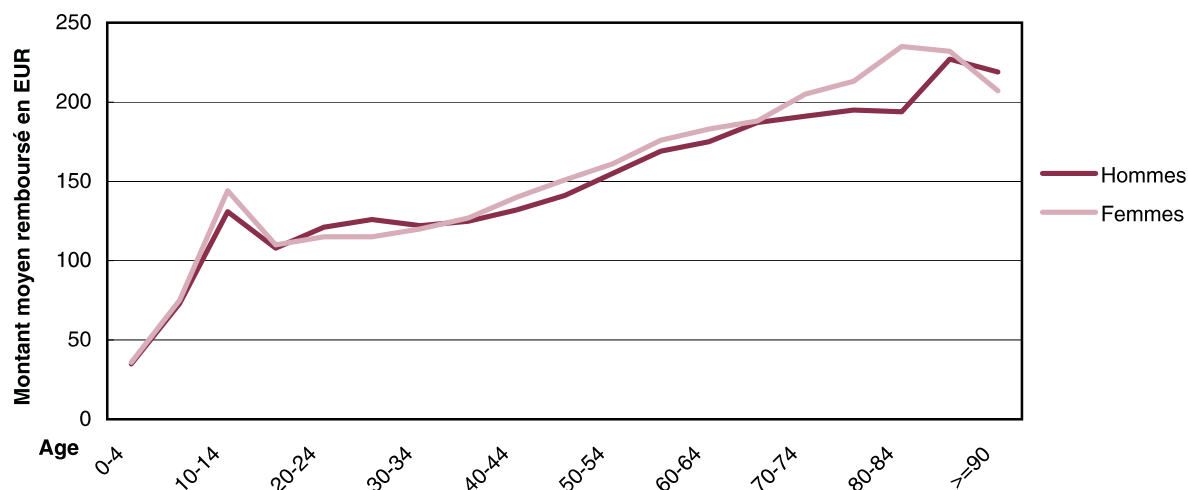
Graphique 8. - Soins médicaux en 2000 Traitement ambulatoire et stationnaire: Montant moyen remboursé par patient



Graphique 9. - Frais pharmaceutiques extra-hospitaliers en 2000: Montant moyen remboursé par patient



Graphique 10. - Soins médico- dentaires (y compris prothèses et orthodontie) en 2000: Montant moyen remboursé par patient



4. Les prestataires de soins

4.1. Les médecins

Les statistiques concernant les médecins ont été dressées par l'IGSS sur base des fichiers de l'UCM. Leur objet est d'analyser l'évolution de la démographie et de l'activité médicale au niveau national dans le contexte du système d'assurance maladie maternité obligatoire. Elles n'englobent pas les prestations médicales servies aux résidents non affiliés à l'assurance maladie maternité et ne rendent pas compte non plus des soins médicaux administrés aux assurés résidents par des médecins résidant à l'étranger. Ainsi ces statistiques ne tiennent ni compte de l'activité médicale globale au niveau national, ni, à fortiori, de la consommation médicale à l'étranger des assurés sociaux résidents.

Ces statistiques sont basées sur une méthodologie appliquée à partir de l'exercice 1994. Un raccord automatique avec la série publiée antérieurement n'est pas possible.

Les critères exposés ci-après ont été choisis afin de représenter le niveau de l'activité médicale au cours de l'année sous revue.

Données démographiques:

Les statistiques concernent les médecins résidents, conventionnés, classés par spécialité. La spécialité du médecin est en principe celle pour laquelle il a obtenu en dernier lieu une autorisation d'exercer.

Le comptage des médecins se fait mensuellement en fonction de leur activité. Le nombre annuel des médecins constitue la moyenne des statistiques mensuelles.

Sont considérés comme mois d'activité, ceux, où le niveau des honoraires est supérieur au salaire social minimum (SSM). Ne sont pas pris en compte les mois d'activité isolés, précédés et suivis de mois d'inactivité.

Les statistiques concernant la démographie médicale comprennent également les médecins salariés, employés dans des proportions variables, par certains hôpitaux ou services nationaux. En effet l'assurance maladie ne fait pas de distinction entre médecins libéraux et médecins salariés en ce qui concerne le mode d'indemnisation. La rémunération du médecin se fait toujours à l'acte. Dans le cas des médecins salariés, c'est l'hôpital qui les emploie, qui perçoit les honoraires.

Honoraires médicaux:

- Pour des raisons essentiellement techniques les statistiques concernant les honoraires médicaux n'englobent pas encore les médecins travaillant en tant que salarié dans le secteur des soins de santé. Les statistiques concernant les honoraires médicaux concernent donc uniquement les médecins travaillant en profession libérale, dont l'activité s'étend sur toute l'année et dont le niveau des honoraires dépasse le SSM par mois et 4 957 EUR (200 000 LUF) à l'indice 100 par an.
- Les personnes considérées sont âgées entre 25 et 70 ans.
- Les actes médicaux sont recensés par rapport à l'année de leur prestation. Ils sont attribués aux médecins en fonction de leur spécialité et non pas en fonction du classement des actes dans la nomenclature. La spécialité du médecin est en principe celle pour laquelle il a obtenu en dernier lieu une autorisation d'exercer.
- Les chiffres concernant le dernier exercice sont à considérer comme données provisoires.

Evolution démographique des médecins

Tableau 15. - Evolution du nombre des médecins depuis 1998

	1998	1999	2000	Variation en %	
				1999/1998	2000/1999
Médecins généralistes	273	282	282	3,1	0,0
Médecins spécialistes	639	652	661	2,0	1,3
Dentistes et stomatologues	238	245	256	3,2	4,4
Total	1 150	1 179	1 198	2,6	1,6

Tableau 16. - Evolution en % du nombre des médecins depuis 1996

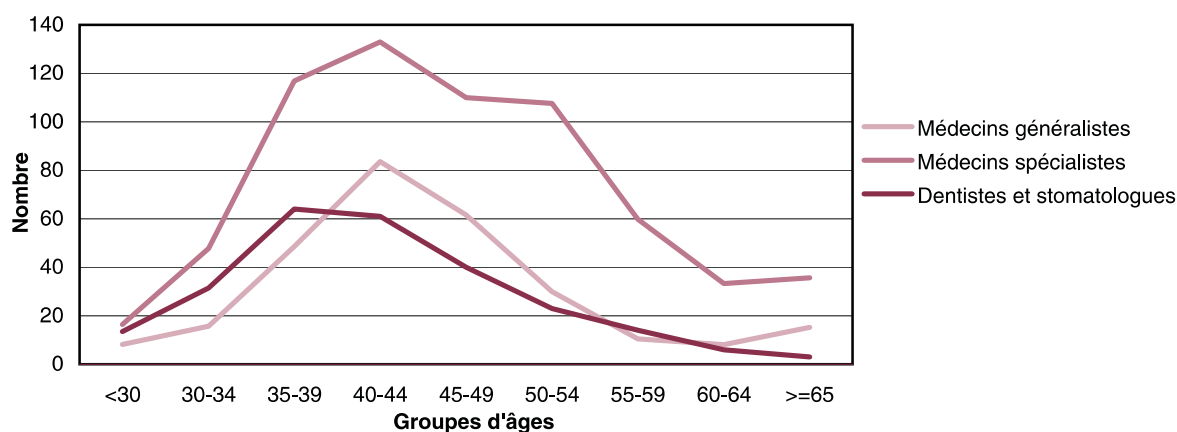
	1996	1997	1998	1999	2000
Médecins généralistes	24,5%	23,7%	23,7%	23,9%	23,5%
Médecins spécialistes	54,9%	55,8%	55,6%	55,3%	55,1%
Dentistes et stomatologues	20,6%	20,5%	20,7%	20,8%	21,4%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 17. - Répartition des médecins selon la spécialité et le sexe en 2000

	Hommes	En % du total	Femmes	En % du total	Hommes et femmes	En % du total
<i>Médecine générale</i>	198	22,0	83	28,3	282	23,5
Anesthésie-réanimation	38	4,2	13	4,4	51	4,3
Cardiologie	31	3,4	1	0,5	32	2,7
Chirurgie générale	53	5,9	8	2,8	61	5,1
Dermatologie	8	0,9	10	3,4	18	1,5
Electroradiologie	40	4,4	5	1,6	45	3,7
Médecine nucléaire	3	0,3	1	0,3	4	0,3
Endocrinologie	2	0,2	1	0,3	3	0,2
Gastro-entérologie	2	0,2	2	0,7	4	0,3
Gynécologie-obstétrique	14	1,6	2	0,7	16	1,3
Hématologie	41	4,6	15	5,0	56	4,7
Médecine interne	2	0,2	1	0,3	3	0,3
Néphrologie	70	7,8	12	3,9	82	6,8
Neuro-chirurgie	4	0,4	3	0,9	7	0,6
Neuro-psychiatrie	6	0,6	-	0,0	6	0,5
Neurologie	19	2,2	4	1,2	23	1,9
Psychiatrie	15	1,6	4	1,4	19	1,6
Rééducation et réadaptation	22	2,4	12	4,1	34	2,9
Ophtalmologie	29	3,2	14	4,7	43	3,6
Orthopédie	26	2,9	2	0,7	28	2,4
Oto-rhino-laryngologie	28	3,1	3	0,9	31	2,6
Pédiatrie	23	2,6	26	8,9	49	4,1
Pneumo-phtisiologie	13	1,4	2	0,7	15	1,3
Rhumatologie	8	0,9	3	1,0	11	0,9
Urologie	18	1,9	-	0,0	18	1,5
<i>Médecins-spécialistes: Total</i>	<i>516</i>	<i>57,2</i>	<i>143</i>	<i>48,5</i>	<i>659</i>	<i>55,1</i>
Médecins-dentistes	184	20,4	67	22,8	251	21,0
Stomatologie	4	0,4	1	0,3	5	0,4
Total médecins:	902	100,0	294	100,0	1196	100,0

Le graphique ci-après indique la répartition par groupes d'âge des médecins généralistes, des médecins spécialistes et des médecins dentistes.

Graphique 11. - Répartition des médecins par groupes d'âge en 2000



Evolution des honoraires médicaux

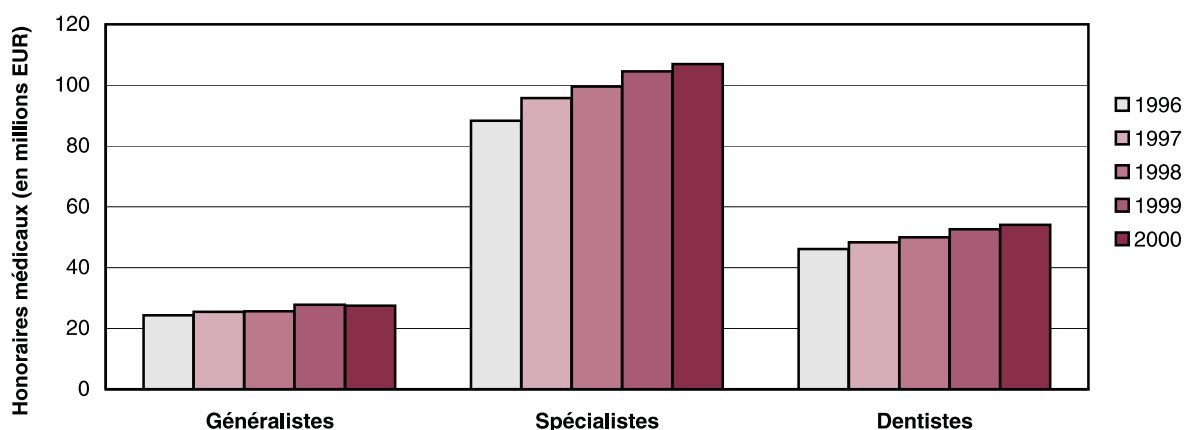
L'évolution annuelle de la masse des honoraires bruts entre 1999 et 2000 (données provisoires) a été la suivante:

Généralistes:	-1,0%
Spécialistes:	+2,3%
Dentistes et stomatologues:	+3,0%
Total des médecins:	+2,0%

Selon les données provisoires de 2000, la répartition de la masse des honoraires entre les différentes catégories de médecins a donné le résultat suivant:

Généralistes:	14%
Spécialistes:	57%
Dentistes et stomatologues:	29%
Total des médecins:	100,0%

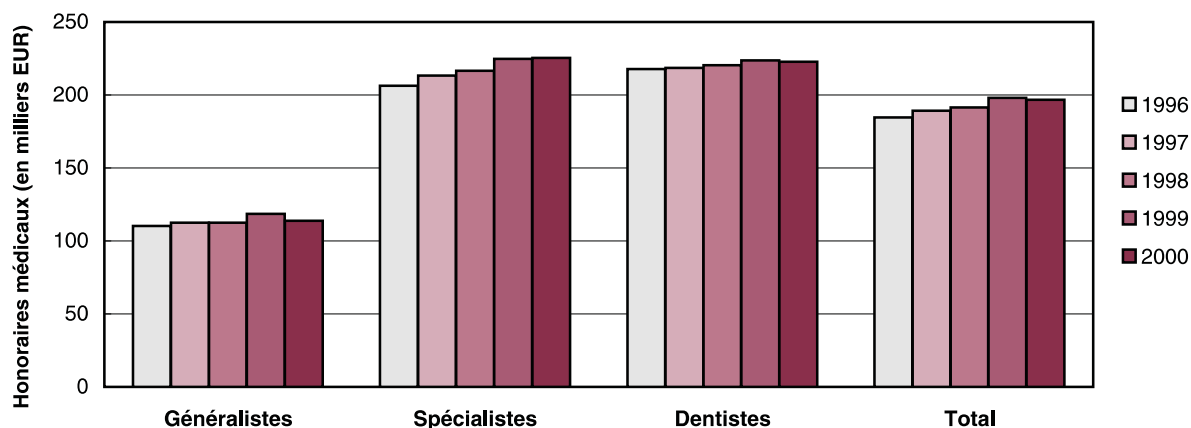
Graphique 12. - Evolution de la masse des honoraires médicaux (en millions EUR)



Le graphique 13 ci-après indique l'évolution des honoraires médicaux moyens. Cette évolution, très inégale selon les différentes catégories de médecins, a été dans sa globalité en légère régression en 2000.

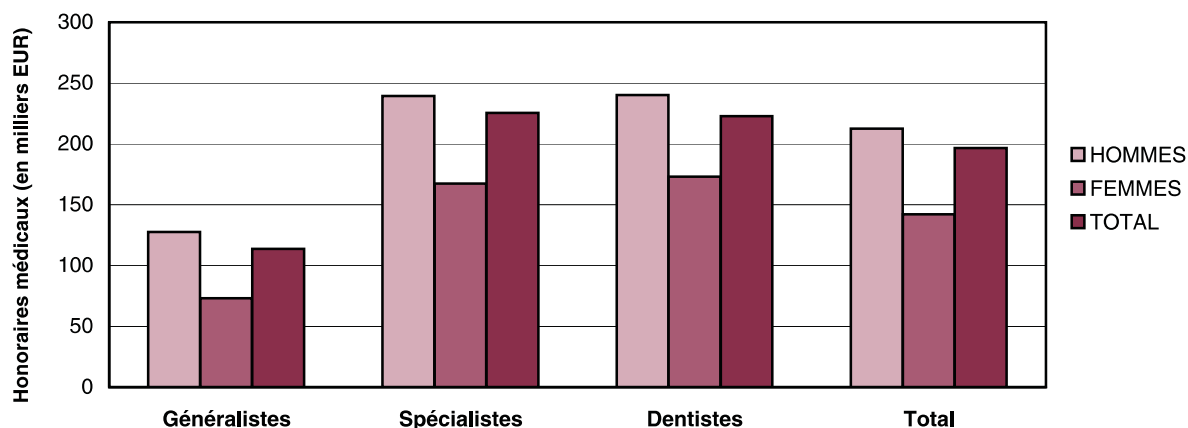
Généralistes:	-4,2%
Spécialistes:	+0,3%
Dentistes et stomatologues:	-0,4%
Total des médecins:	+0,7%

Graphique 13. - Honoraires médicaux: moyenne par catégorie de médecins (en milliers EUR)



Le graphique suivant indique la répartition des honoraires médicaux moyens par catégorie et par sexe.

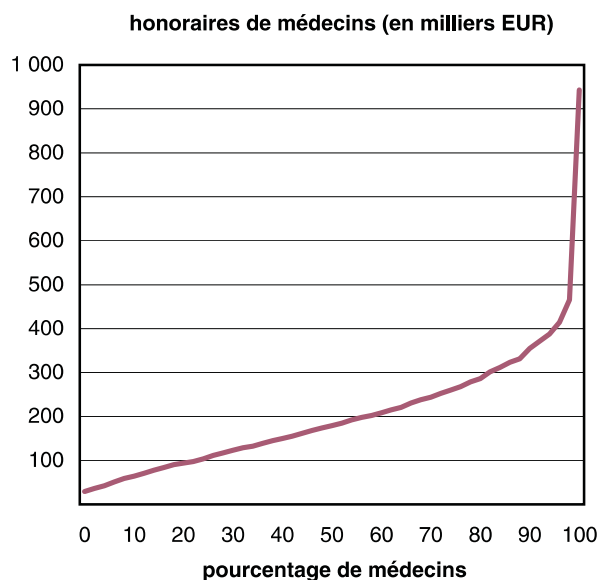
Graphique 14. - Répartition des honoraires médicaux moyens selon le sexe en 2000 (en milliers EUR)



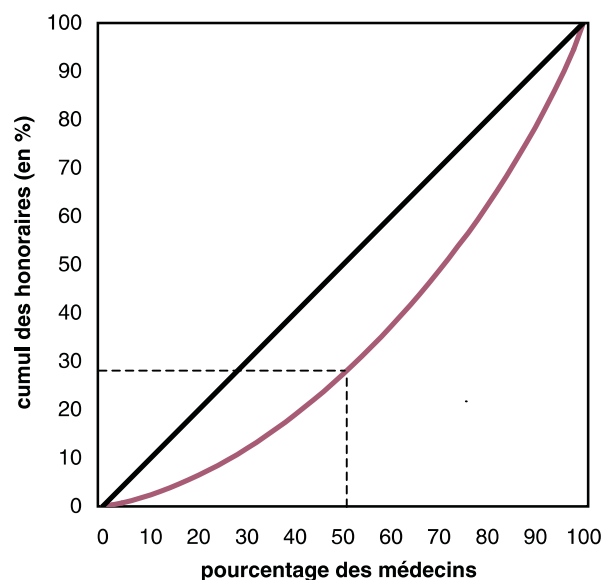
La répartition des honoraires médicaux

Les moyennes d'honoraires par médecin donnent une première indication sur la répartition des montants d'honoraires que les différents médecins perçoivent pendant une année donnée. Pour avoir une vision plus détaillée, nous pouvons utiliser les méthodes graphiques introduites dans le chapitre sur la consommation de soins de santé, à savoir la parade de Pen et la courbe de Lorenz. Pour obtenir la parade de Pen, nous représentons chaque médecin par une figure dont la grandeur est proportionnelle au montant d'honoraires qu'il a perçu en 2000 et nous faisons défiler ces figures en commençant par celle dont le montant est le plus petit et en terminant avec celle qui a perçu le plus d'honoraires.

Graphique 15. - Honoraires médicaux en 2000



Graphique 16. - Distribution des honoraires médicaux en 2000



En 2000, 10% des médecins - dont plus de la moitié des généralistes - ont disposé d'honoraires en dessous de 63 800 EUR. Par contre parmi les 5% de médecins ayant perçu les montants d'honoraires les plus élevés - plus de 398 000 EUR par an - on trouve des médecins de 11 spécialités différentes, dont 40% de médecins dentistes.

Le graphique 16 donne la courbe de Lorenz des honoraires médicaux. Pour l'obtenir on s'imagine qu'on fait défiler les médecins, en commençant avec ceux qui ont perçu le moins d'honoraires et on mesure la part du total des honoraires médicaux qu'ont perçu ceux qui sont déjà passés.

La moitié des médecins qui ont le moins d'honoraires par an perçoivent 27% du total des honoraires, soit autant que les 13% de médecins qui ont les honoraires médicaux les plus élevés.

4.2. Les hôpitaux

On a pu constater plus haut, lors de l'analyse du coût des soins de santé (sous-section 3.1.), que les frais hospitaliers représentent près de la moitié des frais pour soins de santé au Luxembourg. Les hôpitaux occupent donc le premier rang en tant que prestataire. Leurs besoins en investissements lourds et à long terme ainsi que leur organisation complexe requièrent au niveau national un effort de recensement et de planification des moyens. Ces efforts se concrétisent entre autres par l'élaboration, sous la responsabilité du Ministère de la Santé, d'une carte sanitaire annuelle et d'un plan hospitalier national pluriannuel.

La carte sanitaire est un ensemble de documents d'information et de prospective qui informe sur l'agencement général des hôpitaux, leurs services, leurs ressources humaines, ainsi que le niveau d'équipement technique des différents sites. Il peut être consulté sur Internet à l'adresse suivante : www.etat.lu/MS/MIN_SANTE/Indexes/Cartesanitaire.htm

Le plan hospitalier dont la dernière version date du 18 avril 2001, édicte les critères de classement des établissements hospitaliers, leurs besoins en services et en lits, ainsi que les besoins en équipements lourds.

Ainsi le nouveau plan hospitalier distingue, dans le domaine des soins aigus et subaigus, trois régions hospitalières et trois types d'établissements hospitaliers.

Tableau 18 . - Classement des hôpitaux et des établissements hospitaliers spécialisés

	Région hospitalière du Nord	Région hospitalière du Centre	Région hospitalière du Sud
Hôpital général	Clinique St Louis Ettelbruck	Centre Hospitalier de Luxembourg *) Hôpital du Kirchberg Fondation François Elisabeth Clinique Ste Thérèse Luxembourg	Hôpital de la Ville Esch-sur-Alzette Hôpital Princesse Marie-Astrid Differdange
Hôpital de proximité	Clinique St. Joseph Wiltz	**) Clinique Ste Elisabeth Luxembourg **) Clinique Sacré-Coeur Luxembourg avec la Clinique St François Clinique d'Eich Fondation N. Metz Luxembourg	Clinique Ste Marie Esch-sur-Alzette Hôpital de la Ville Dudelange
Etablissement hospitalier spécialisé	Centre hospitalier Neuro-psychiatrique avec ses annexes sans préjudice de leur localisation régionale	Clinique Dr Bohler Luxembourg Centre de Rééducation Gériatrique à Steinfort ***) Centre national de Rééducation Fonctionnelle et de Réadaptation Hamm *) Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle à Luxembourg *) Centre national de Rééducation Fonctionnelle et de Réadaptation	Centre national de radiothérapie à Esch-sur-Alzette

*) A créer.

**) Jusqu'à leur fusion.

***) Jusqu'à son remplacement par le futur Centre national de Rééducation Fonctionnelle et de Réadaptation et sa conversion en centre de rééducation gériatrique.

Dans le domaine de l'offre de soins subaigus il faut ajouter les centres de cures thermales ou de convalescence.

Pour autant que leur activité soit opposable à l'assurance maladie maternité, les établissements hospitaliers sont financés par des budgets annuels négociés. La rémunération des soins prodigués dans les établissements de réadaptation, de cures thermales ou de centres de convalescence se fait sur base forfaitaire ou tarifaire.

L'emploi dans le secteur hospitalier

Les hôpitaux constituent une source importante d'emploi salarié. Au 31 mars 2001 près de 6 400 personnes travaillaient directement au service des hôpitaux ou établissements hospitaliers spécialisés. Pour apprécier correctement les statistiques concernant l'emploi dans le secteur hospitalier il faut savoir que:

- Les statistiques reproduites ci-après sont établies à partir de fichiers recensant l'emploi salarié selon la classification NACE. Elles concernent donc des personnes physiques et non des Equivalents Temps Plein (ETP) et ne sont pas directement comparables avec les informations sur l'emploi dans le secteur hospitalier fournies par la carte sanitaire.
- La presque totalité des établissements hospitaliers à recours à des travaux de sous-traitance en ce qui concerne des tâches telles que la buanderie, la restauration ou certains travaux d'entretien. Le personnel travaillant en sous-traitance et relevant donc d'une autre catégorie NACE, n'est pas recensé dans ces statistiques.
- Certains établissements (notamment des hôpitaux de proximité ou certains établissements spécialisés) peuvent avoir des patients relevant les uns de l'assurance maladie et les autres de l'assurance dépendance. Dans le contexte de cette statistique il est cependant impossible de distinguer si le personnel est affecté à l'un ou à l'autre secteur.

Voici un aperçu sur la situation de l'emploi salarié dans les hôpitaux au 31 mars 2000 et 2001:

Tableau 19. - Salariés du secteur hospitalier¹⁾ : répartition selon le pays de résidence

	Luxembourg	France	Belgique	Allemagne	Total
Situation au 31.3.2000					
Hôpitaux généraux	2 702	570	303	142	3 717
Hôpitaux de proximité	1 170	275	151	152	1 748
Etablissements hospitaliers spécialisés	532	57	72	45	706
Total	4 404	902	526	339	6 171
Situation au 31.3.2001					-
Hôpitaux généraux	2 720	631	332	149	3 832
Hôpitaux de proximité	1 163	286	154	158	1 761
Etablissements hospitaliers spécialisés	553	71	81	62	767
Total	4 436	988	567	369	6 360

1) Classement des établissements hospitaliers conformément aux dispositions du nouveau plan hospitalier (avril 2001).

On constate une très forte féminisation des professions de santé: ce phénomène n'est cependant pas spécifique pour le Luxembourg. Par contre l'ampleur de la main d'œuvre outre frontalière dans ce domaine, est une particularité luxembourgeoise, même si elle s'inscrit dans le cadre global de l'économie luxembourgeoise.

Tableau 20. - Salariés du secteur hospitalier¹⁾ : répartition par sexe

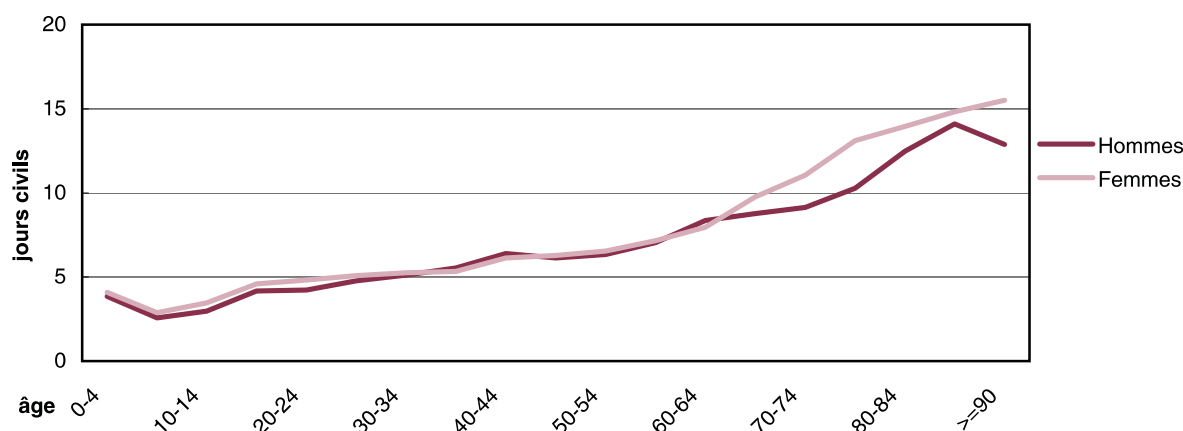
	Hommes	Femmes	Total
Situation au 31.3.2000			
Hôpitaux généraux	855	2 862	3 717
Hôpitaux de proximité	313	1 435	1 748
Etablissements hospitaliers spécialisés	211	495	706
Total	1 379	4 792	6 171
H / F par rapport au total	22%	78%	100%
Situation au 31.3.2001			
Hôpitaux généraux	882	2 950	3 832
Hôpitaux de proximité	309	1 452	1 761
Etablissements hospitaliers spécialisés	216	551	767
Total	1 407	4 953	6 360
H / F par rapport au total	22%	78%	100%

1) Classement des établissements hospitaliers conformément aux dispositions du nouveau plan hospitalier (avril 2001).

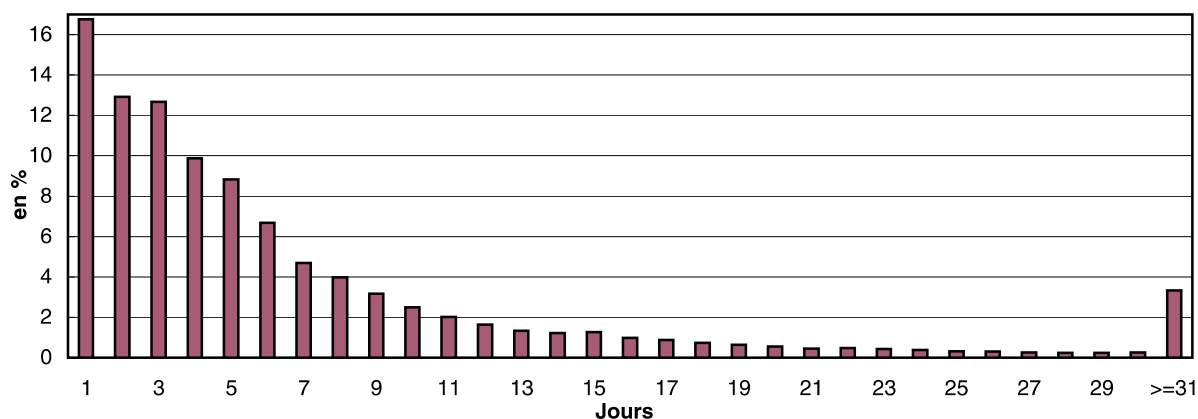
La durée moyenne de séjour dans les hôpitaux

Pour les besoins de cette statistique une journée d'hospitalisation est définie comme correspondant à une journée civile, une fraction de journée comptant comme journée entière.

Graphique 17. - Durée moyenne d'hospitalisation selon l'âge du patient en 2000 (sans le CHNP)



Graphique 18. - Répartition des cas d'hospitalisation selon la durée en 2000 (sans le CHNP)



Pour l'année 2000 à peu près 17% des hospitalisations se limitent à une journée ou une fraction de journée. 61% des hospitalisations ne dépassent pas 5 jours et 72,5% ont une durée de séjour égale ou inférieure à une semaine. 6% des admissions à l'hôpital ont une durée de séjour supérieure à 3 semaines.

L'introduction de l'assurance dépendance en 1999 a amené certains changements structurels dans le domaine hospitalier, de sorte qu'une comparaison des DMS d'avant 1999 et celles d'après ne fait pas de sens.

Tableau 21. - Durée moyenne de séjour dans les hôpitaux

	1999	2000	Variation en %
Hôpitaux aigus:	7,5	7,2	-3
dont: hôpitaux généraux ¹⁾	7,7	7,4	-4
Hôpitaux subaigus ²⁾	65,8	70,7	7
Moyenne générale	9,6	8,5	-12

1) Selon la classification du plan hospitalier national.

2) Concerne essentiellement les centres de rééducation psychiatrique ou gériatrique.

La durée moyenne de séjour varie considérablement selon le type d'établissement d'abord. Mais même au sein d'un même type d'établissements la DMS dépend beaucoup des genres de pathologies traitées et de l'âge des patients. Il est donc évident qu'une DMS basée uniquement sur les notions soins aigus ou non aigus ne peut constituer un indicateur pertinent et suffisant pour évaluer la qualité des soins.

4.3. Autres prestataires

Le tableau 21 montre l'évolution du montant net des honoraires ou prestations des professions de santé non-médecins, exerçant en profession libérale. Les chiffres sont tirés de fichiers basés sur l'année de prestation. Les données sont donc soumises à des fluctuations plus ou moins importantes qui seront d'autant plus sensibles que l'exercice est récent.

Tableau 22. - Evolution des honoraires et frais des autres professions de santé (en milliers EUR)

	1998	1999	2000*)	Variation en %	
				1999/1998	2000/1999
Frais pharmaceutiques (secteur extra-hospitalier)	82 229	90 014	94 259	9,5	4,7
Analyses de laboratoires	18 391	20 163	22 723	9,6	12,7
Massages, kinésithérapie	11 633	11 744	12 691	1,0	8,1
Opticiens	7 963	8 192	7 004	2,9	-14,5
Soins infirmiers	4 283	8 508	4 660	98,6	-45,2
Psychomotriciens	200	230	230	14,5	0,2
Orthophonie	209	224	218	6,9	-2,7

*) Données provisoires.

5. Evolution démographique

La section 5 analyse l'évolution:

- 1) du nombre des personnes protégées ayant droit aux prestations en nature en cas de maladie ou de maternité;
- 2) du nombre des assurés du système des indemnités pécuniaires de maladie.

Par "personnes protégées" on entend toutes les personnes qui reçoivent de la part de l'assurance maladie des prestations en nature en cas de maladie ou de maternité. Ces personnes sont ou bien des assurés cotisants ou bien ils profitent de droits dérivés (généralement de la part du conjoint ou des parents).

Les prestations en espèces en cas de maladie ou de maternité sont réservées aux assurés actifs cotisants, relevant d'une des deux gestions concernant les prestations en espèces.

5.1. Evolution du nombre des personnes protégées

Comme le montre le tableau suivant, le nombre des personnes protégées, ayant droit aux prestations en nature de maladie ou de maternité, s'est accru de manière assez régulière depuis 1996.

Tableau 23. - Personnes protégées résidentes depuis 1996 (moyenne annuelle)

	1996	1997	1998	1999	2000
Hommes	193 031	195 922	199 056	202 780	206 900
Femmes	200 082	202 541	204 940	207 928	211 300
Total	393 113	398 463	403 996	410 708	418 200
Taux de croissance	1,4%	1,4%	1,4%	1,7%	1,8%

Tableau 24. - Evolution de la population protégée depuis 1996 (moyenne de l'exercice)

	1996	1997	1998	1999	2000
Actifs et volontaires	375 300	386 100	399 500	415 700	434 800
Pensionnés	98 800	100 300	100 500	100 600	100 600
Total	474 100	486 400	500 000	516 300	535 400
Taux de croissance	2,0%	2,6%	2,8%	3,3%	3,7%

La répartition des personnes protégées par régime socio-professionnel a été la suivante.

Tableau 25. - Répartition des personnes protégées par catégories socio-professionnelles

	1998	1999	2000
Ouvriers	219 000	224 100	229 900
Employés	170 800	181 100	193 300
Fonctionnaires et assimilés	65 900	67 200	68 600
Indépendants	40 900	40 400	40 100
Pensionnés résidant à l'étranger	3 400	3 500	3 500
Total	500 000	516 300	535 400

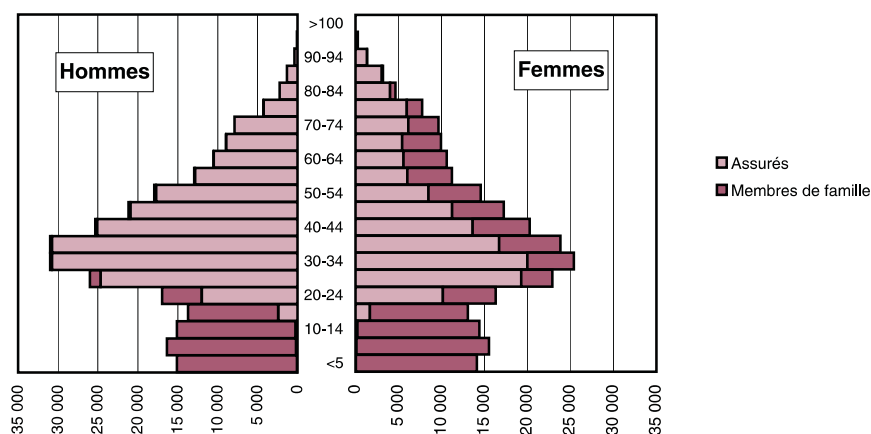
En 2000, 66% des personnes protégées sont des assurés directs, le restant étant des membres de familles bénéficiant de droits dérivés. Ce taux a peu évolué depuis 1990.

Tableau 26. - Les assurés directs et leurs membres de famille en 2000

	Assurés directs	Membres de famille	Personnes protégées
Actifs et volontaires	276 400	158 400	434 800
Pensionnés	76 200	24 400	100 600
Total	352 600	182 800	535 400

Le graphique suivant donne la pyramide des âges des assurés et de leurs membres de famille en 2000.

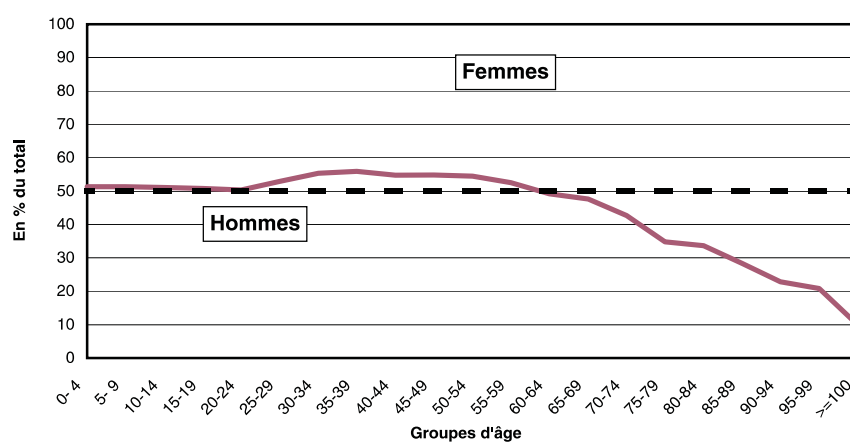
Graphique 19. - Population protégée en 2000 (moyenne annuelle)



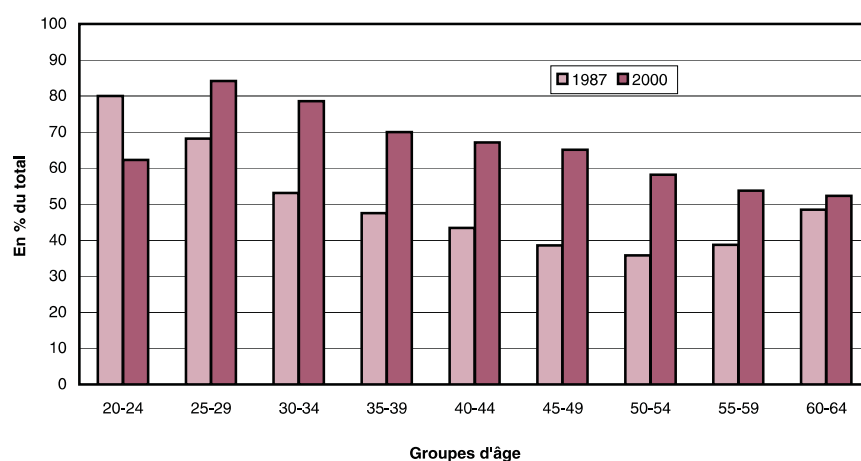
L'ensemble des membres de famille se compose d'une part des enfants et des adolescents qui ne sont pas encore entrés dans la vie active, et d'autre part des conjoints (en majorité des femmes) de plus de 25 ans qui ne sont pas assurés de manière autonome. On remarque sur la pyramide des âges qu'il y a proportionnellement plus de femmes que d'hommes dans les classes d'âge au-dessus de 60 ans, ce qui est illustré par le graphique suivant qui donne la proportion d'hommes et de femmes en fonction de l'âge.

La proportion des personnes actives est à son maximum dans les tranches d'âge de 30-39 ans pour les hommes et de 25-34 ans pour les femmes.

Graphique 20. - Population protégée en 2000 (moyenne annuelle)



Graphique 21. - Pourcentage des femmes "assurées directes" par rapport au nombre total des femmes protégées par l'assurance maladie



Le graphique 21 ci dessus fait ressortir deux tendances significatives en ce qui concerne le comportement des assurées

- 1) une entrée plus tardive dans la vie active, probablement en raison d'un prolongement des études
- 2) une nette progression de femmes actives dans les tranches d'âge allant de 30 à 59 ans.

Les assurés cotisants de la gestion "soins de santé"

L'ensemble des personnes protégées, les assurés et leurs membres de famille, consomme des soins de santé et détermine donc, par ses caractéristiques démographiques et épidémiologiques, les dépenses des prestations de soins de santé. Par contre les rentrées en cotisations ne dépendent que des seuls assurés.

Le tableau qui suit donne l'évolution depuis 1998 des différentes catégories d'assurés.

Tableau 27. - Evolution des différentes catégories d'assurés 1998 à 2000

	1998	1999	2000	Variation en %	
				1999/1998	2000/1999
Actifs salariés	220 394	232 241	246 185	5,4	6,0
Actifs non-salariés	17 367	17 431	17 471	0,4	0,2
Chômeurs indemnisés	2 572	2 324	2 134	-9,6	-8,2
Préretraités	1 518	1 420	1 335	-6,5	-6,0
Congé parental		473	1 295	-	173,8
Assurés volontaires	3 828	4 723	5 000	23,4	5,9
Bénéficiaires RMG	2 985	3 108	3 007	4,1	-3,2
Pensionnés	75 650	75 968	76 211	0,4	0,3
Total	324 314	337 688	352 638	4,1	4,4

5.2. Evolution du nombre des assurés du régime des prestations en espèces

Les statistiques ci-après concernent les assurés, tous cotisants, des deux gestions des prestations en espèces.

La gestion 29.1c CAS, dont font partie la majorité des ouvriers, intervient dès le premier jour de maladie. L'employeur peut cependant opter pour une affiliation de ses salariés ouvriers auprès de la gestion 29.1b, qui a un taux de cotisation beaucoup plus avantageux. En cas de maladie d'un ouvrier, l'employeur devra alors continuer à payer le salaire pendant le mois en cours et les trois mois subséquents.

La gestion 29.1b CAS concerne les salariés bénéficiant de la conservation de la rémunération pendant le mois en cours et les trois mois subséquents, ainsi que les travailleurs indépendants.

Le tableau 28 ci-après donne l'évolution du nombre des assurés par gestion et par régime socio-professionnel.

Tableau 28. - Le nombre des assurés en 1999 et 2000 par gestion

Gestion /régime	1999			2000		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Gestion 29.1c	73 780	26 873	100 653	76 685	28 195	104 880
Ouvriers*)	73 780	26 873	100 653	76 685	28 195	104 880
Gestion 29.1b	65 573	53 867	119 440	70 224	58 182	128 406
Ouvriers **)	319	1 222	1 541	324	1 298	1 622
Employés **)	53 978	46 487	100 465	58 644	50 664	109 308
Indépendants ***)	11 276	6 158	17 434	11 256	6 220	17 476
Total	139 353	80 740	220 093	146 909	86 377	233 286

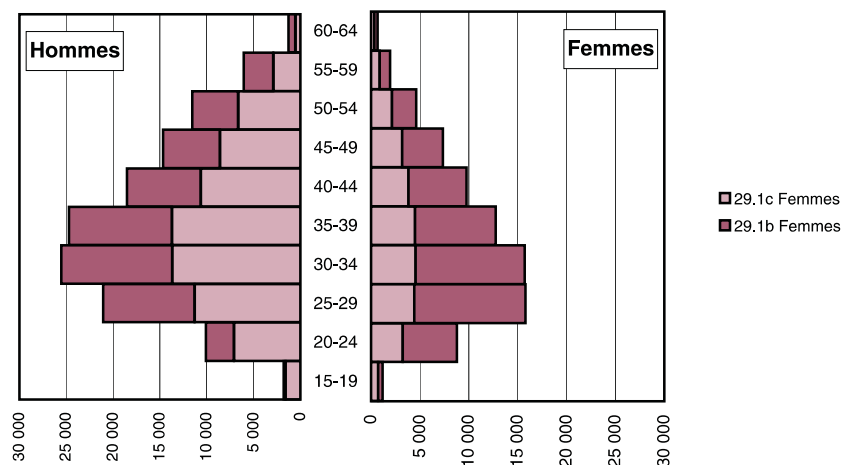
*) Sans continuation de la rémunération en cas de maladie.

**) Avec continuation de la rémunération pour le mois en cours et les trois mois subséquents.

***) L'indemnisation reste suspendue jusqu'au premier jour du quatrième mois qui suit la déclaration de maladie.

Le graphique 22 représente la répartition des assurés par gestion et par groupes d'âge en 2000.

Graphique 22. - Gestions PE: répartition des assurés par groupe d'âge en 2000 (moyenne annuelle)



6. Les prestations en espèces

L'UCM comprend deux gestions de prestations en espèces en cas de maladie.

La gestion 29.1c CAS concerne les salariés ne bénéficiant pas de la conservation de la rémunération en cas de maladie, c'est-à-dire presque tous les salariés ouvriers. Puisque pour ces assurés la caisse de maladie compétente doit intervenir dès le premier jour de maladie, cette gestion est la plus importante du point de vue financier.

La gestion 29.1b CAS concerne les assurés salariés (principalement des employés), bénéficiant, en cas de maladie, de la continuation légale ou conventionnelle de la rémunération pendant le mois en cours et les trois mois subséquents, ainsi que les non-salariés.

Le tableau 29 indique le résultat d'exploitation des deux gestions en 2000.

Tableau 29. - Prestations en espèces: décomptes 2000*) (en milliers EUR)

	Gestion 29.1c	Gestion 29.1b
DEPENSES		
Prestations	117 249	10 004
Frais d'administration	4 288	378
Autres dépenses	318	24
Total des dépenses courantes	121 855	10 406
RECETTES		
Cotisations	106 487	10 309
Etat: cotisations forfaitaires	11 832	1 145
Autres recettes	6 028	1 444
Total des recettes courantes	124 347	12 899
<i>Solde des opérations courantes</i>	<i>2 491</i>	<i>2 492</i>
Taux de cotisation applicable en 2000:	4,70%	0,24%

*) Sans les prestations en espèces de maternité.

Par rapport à l'exercice 1999, les recettes et dépenses courantes des deux gestions ont évolué de la manière suivante :

Tableau 30. - Evolution des recettes et dépenses courantes de 1999 à 2000 - Variation en %

	Gestion 29.1c	Gestion 29.1b
Recettes courantes:	21,3	14,7
Dépenses courantes:	10,7	-3,7

On peut constater une très forte croissance des recettes en cotisations pour l'année 2000. Il y a plusieurs causes à cela :

1. Le relèvement du taux de cotisation de 4,2% à 4,7% pour la gestion des salariés ouvriers.
2. Une croissance toujours soutenue (+6%) du nombre des affiliés.
3. Une augmentation de la participation de l'Etat due à une modification du système de financement.

Le financement des indemnités pécuniaires de maladie

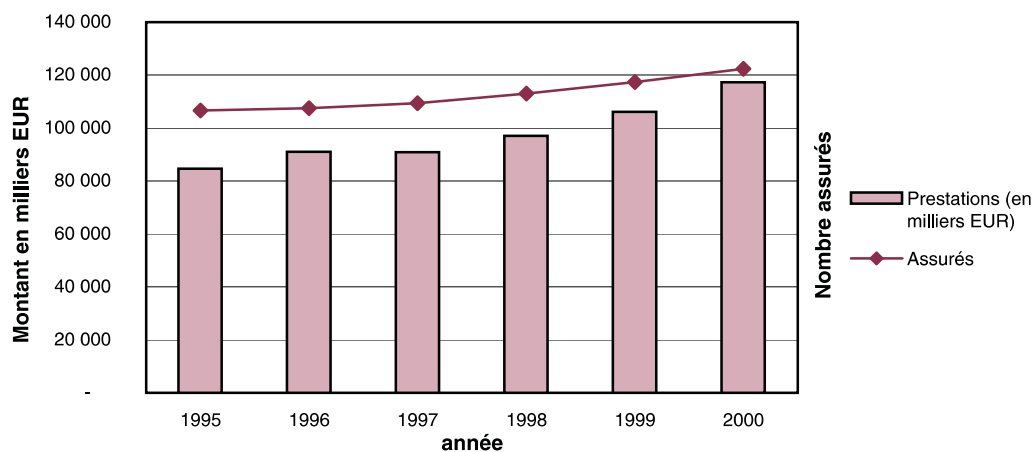
Le financement est assuré essentiellement par des cotisations dont 10 % sont pris en charge par l'Etat.

Tableau 31. - La participation de l'Etat aux recettes courantes exprimée en %

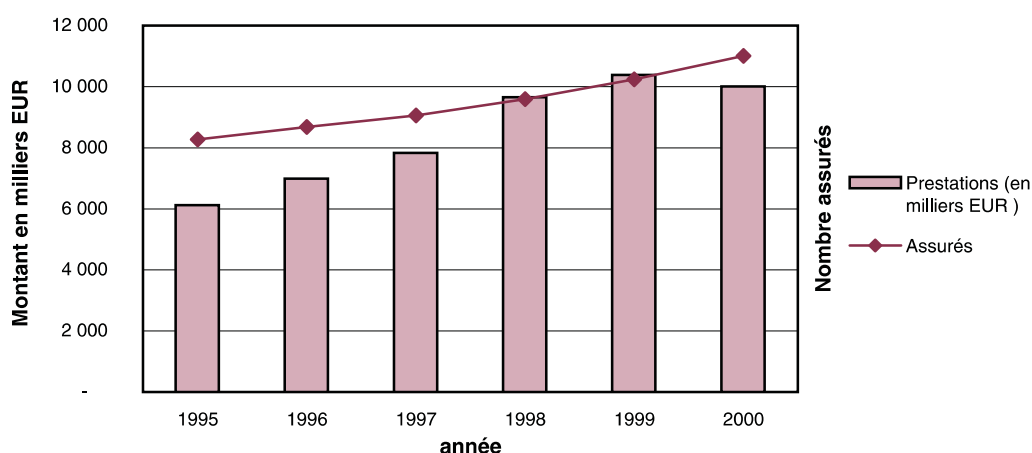
	Gestion 29.1c	Gestion 29.1b
1995	8,2	8,7
1996	8,1	9,1
1997	8,3	9,1
1998	8,6	9,3
1999	8,6	9,1
2000	9,5	9,6

L'évolution du niveau des prestations comparée à celle du nombre des affiliés.

Graphique 23. - Gestion 29.1c: Evolution des prestations et du nombre des assurés



Graphique 24. - Gestion 29.1b: Evolution des prestations et du nombre des assurés



Il y a une relation certaine entre une augmentation du nombre des assurés et le niveau des prestations. Cependant les répercussions de l'accroissement du nombre des assurés sur le montant des prestations ne se fait pas de manière uniforme. D'autres éléments peuvent jouer un rôle important en ce qui concerne la morbidité d'une population donnée. Ainsi on peut citer en exemple des facteurs tels que la structure d'âge de la population active, des phénomènes saisonniers (p.ex. épidémies de grippe), voire le contexte social ou légal.

Les indemnités pécuniaires de maternité

Les prestations en espèces de maternité sont servies à toutes les femmes actives, assurées à titre obligatoire et ne profitant pas de la conservation de leur rémunération en cas de maladie ou de maternité en vertu de dispositions statutaires ou conventionnelles.

Le financement des indemnités pécuniaires de maternité est entièrement à charge du budget de l'Etat.

Le montant global des indemnités pécuniaires de maternité s'est élevé à 50 092 milliers EUR (y compris charges sociales) en 2000, marquant ainsi une croissance de 18,5% par rapport à 1999. Cette hausse, même en diminution de 4 points par rapport à l'année précédente, se maintient à un niveau très élevé. Voici la répartition des indemnités pécuniaires de maternité selon la nature des prestations.

Montant en milliers EUR	En % du total	
Indemnités de maternité proprement dites :	44 919	89,7
Dispense de travail pour femmes enceintes :	4 667	9,3
Congé pour raisons familiales ¹⁾ :	506	1,0
TOTAL :	50 092	100

¹⁾ destiné aux parents d'enfants malades

Le tableau suivant donne la répartition par âge des bénéficiaires d'indemnités pécuniaires de maternité en 1989 et 2000.

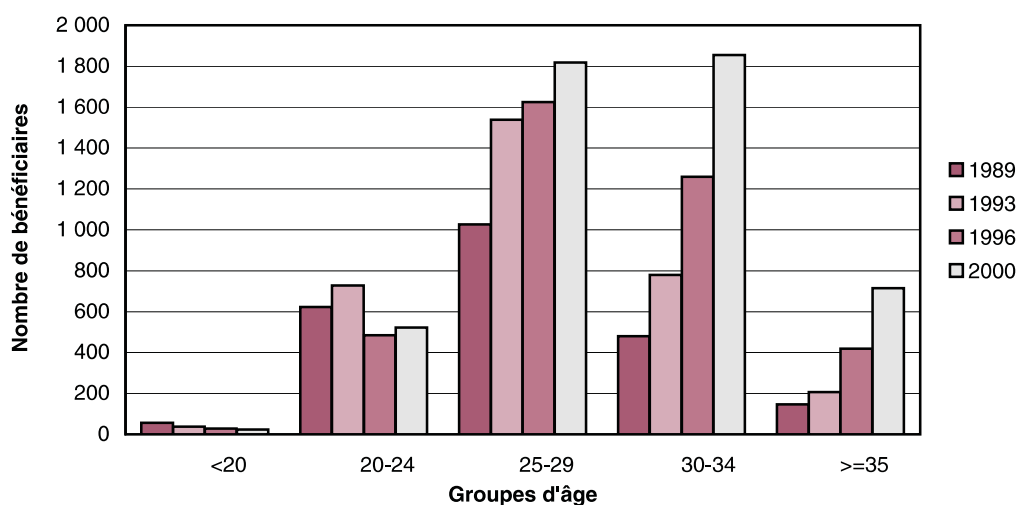
Tableau 32. - Nombre et âge des bénéficiaires d'indemnités pécuniaires de maternité

Groupe d'âge	1989		2000	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
<20 ans	56	2,4%	23	0,5%
20-24	623	26,7%	523	10,6%
25-29	1 027	44,0%	1818	36,8%
30-34	481	20,6%	1855	37,6%
>=35ans	147	6,3%	715	14,5%
Total	2 334	100,0%	4 934	100,0%

source: tableau 532 de la partie statistique

Le graphique 25 permet de faire deux constatations. D'un côté le nombre de femmes bénéficiant d'indemnités pécuniaires de maternité a plus que doublé depuis 1989. D'un autre côté on observe une augmentation du nombre de congés de maternité dans tous les groupes d'âge au-delà de 20 ans. Cette augmentation est très faible dans le groupe d'âge de 20 à 24 ans; elle est très prononcée dans le groupe des 30 à 34 ans.

Graphique 25. - Evolution du nombre d'accouchements par groupes d'âge depuis 1989



7. Financement de l'assurance maladie-maternité

Pour faire face aux charges qui incombent à l'assurance maladie maternité, l'Union des Caisses de Maladie applique le système de la répartition des charges, avec constitution d'une réserve qui ne peut être inférieure à dix pour cent ni supérieure à vingt pour cent du montant annuel des dépenses (Art. 28 CAS, 1er alinéa).

Le financement de la gestion "prestations de maternité" est entièrement assuré par l'Etat.

Les ressources nécessaires pour la gestion des prestations en nature et les deux gestions de prestations en espèces sont constituées par des cotisations. Cependant l'Etat prend à sa charge 37% des cotisations pour prestations en nature et 10% des cotisations pour prestations en espèces.

La participation financière de l'Etat pour l'ensemble des gestions, calculée par rapport au total des recettes courantes, a atteint 37,3% en 2000 contre 36,4% en 1999.

Afin de prévenir des dérapages en matière de financement, la loi du 27 juillet 1992 a introduit plusieurs indicateurs situés à différents niveaux, destinés à déclencher en cas de déséquilibre budgétaire ou de problèmes de financement, des mécanismes pour redresser la situation.

Le premier de ces indicateurs concerne le niveau de la réserve qui doit évoluer, selon les dispositions de l'article 28.1 CAS, entre 10% et 20% du montant annuel des dépenses. Dès que le budget fait apparaître que le montant de la réserve se situe en dehors de ces limites, les taux de cotisations doivent obligatoirement être refixés (Art. 30 CAS).

Le deuxième indicateur défini par l'article 80.3 du CAS prévoit que: "Si la croissance des dépenses entraîne un relèvement important du taux de cotisation, le comité quadripartite doit se concerter pour proposer des économies à réaliser au niveau des prestataires de soins et une augmentation des participations des assurés."

Le troisième indicateur analyse l'équilibre entre l'offre de soins et les besoins de la population: "Par ailleurs, si l'évolution du volume des actes et services des médecins et médecin-dentistes diffère considérablement des besoins réels de la population protégée et des exigences d'une médecine de qualité, le comité quadripartite recommande l'introduction des mécanismes régulateurs, c'est à dire une renégociation de la valeur de la lettre-clé adaptant les tarifs médicaux.

Le comité quadripartite est appelé à donner son avis sur l'évolution financière de l'assurance maladie maternité. Mais il est invité également à faire des propositions concernant toute mesure appropriée à améliorer l'efficacité du système de santé.

Les recettes globales de l'assurance maladie maternité ont atteint 1 130 millions EUR en 2000. Le tableau ci-après montre la répartition des recettes courantes sur les différentes gestions.

Tableau 33. - Les recettes courantes des différentes gestions en 2000 (en milliers EUR)

Gestion	Montant	En % du total
Prestations en nature	920 081	81,4
Prestations en espèces 29.1c CAS	124 347	11,0
Prestations en espèces 29.1b CAS	12 899	1,1
Prestations de maternité	72 484	6,4
Total	1 129 810	100,0

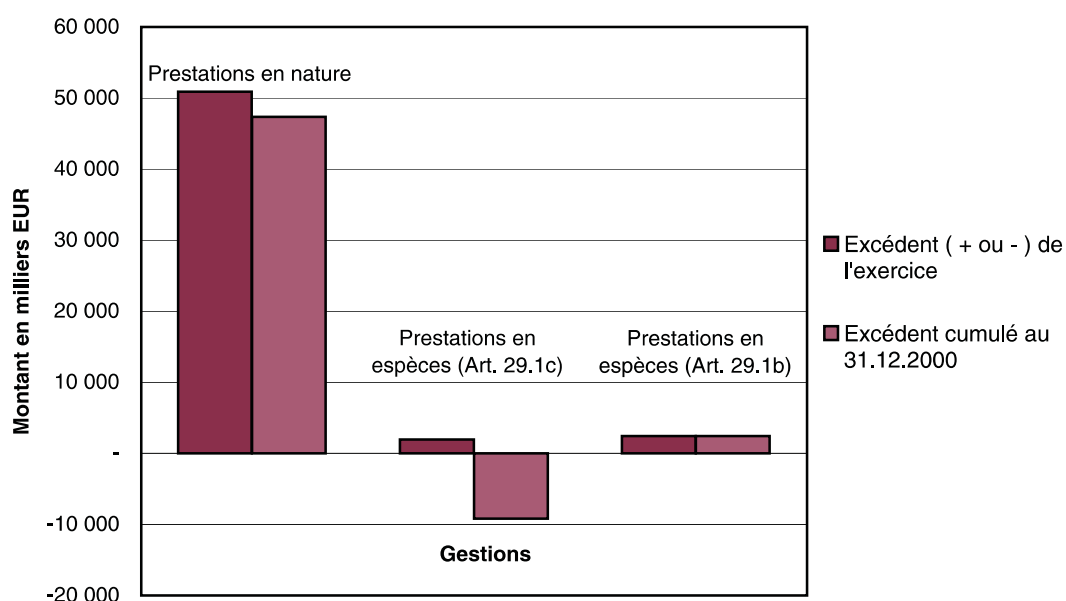
Le résultat d'exploitation des différentes gestions se présentait en 2000 comme suit:

Tableau 34. - Le résultat d'exploitation¹⁾ en 2000 (en milliers EUR)

Prestations en nature	Prestations en espèces 29.1c	Prestations en espèces 29.1b
50 886	1 936	2 443

1) L'assurance maternité financée entièrement par l'Etat ne peut pas dégager d'excédent ou de déficit, puisque les recettes égalent les dépenses.

L'excédent financier pour l'exercice 2000 s'élève à 60 411 milliers EUR. L'excédent cumulé de l'UCM au 31.12.2000 atteint 40 594 milliers EUR.

Graphique 26. - Solde de l'exercice et excédent cumulé au 31.12.2000

Le tableau suivant indique le niveau de la réserve par rapport au minimum légal de la réserve qui est fixé à 10% du montant annuel des dépenses. Ce minimum est déterminant pour la fixation des taux de cotisation lors de l'élaboration du budget annuel.

Tableau 35. - Le niveau de la réserve au 31.12.2000

Réserve au 31.12.2000:	147 533 milliers EUR
Minimum légal (10% des dépenses courantes):	106 939 milliers EUR
Rapport réserve / dépenses courantes:	13,8%

Section 1 - Evolution démographique

1.1. La gestion des soins de santé

Le tableau 1.1.1. reflète l'évolution de la population protégée pendant les 3 dernières années. La population protégée se compose, d'une part, d'assurés cotisants actifs, volontaires ou pensionnés, et, d'autre part, de leurs ayants droit, c'est-à-dire de leurs membres de famille ou personnes assimilées profitant de droits dérivés.

Tableau 1.1.1. - Evolution de la population protégée de 1998 à 2000
(moyenne annuelle)

	En nombres absolus			Variation en %	
	1998	1999	2000	1999/1998	2000/1999
Actifs et volontaires					
Assurés salariés	231 113	244 094	258 764	5,6	6,0
Assurés non-salariés*)	17 551	17 629	17 661	0,4	0,2
Membres de famille salariés*)	140 409	143 981	148 547	2,5	3,2
Membres de famille non-salariés	10 402	10 027	9 828	-3,6	-2,0
TOTAL	399 475	415 731	434 799	4,1	4,6
Pensionnés					
Assurés régimes salariés*)	61 545	61 904	62 257	0,6	0,6
Assurés régimes non-salariés	11 178	11 020	10 892	-1,4	-1,2
Pensionnés résidant à l'étranger**)	2 927	3 044	3 062	4,0	0,6
Membres de famille régimes salariés	22 610	22 482	22 250	-0,6	-1,0
Membres de famille régimes non-salariés	1 769	1 739	1 725	-1,7	-0,8
Membres de famille pensionnés résidant à l'étranger**)	440	442	438	0,3	-0,8
TOTAL	100 469	100 631	100 625	0,2	0,0
TOTAL GENERAL	499 944	516 362	535 424	3,3	3,7

*) Y compris les Travailleurs Intellectuels Indépendants (TII).

*) Sans distinction de catégorie socio-professionnelle.

Remarque: les bénéficiaires du RMG sont comptés parmi les assurés actifs dans ce tableau.

Tableau 1.1.2. - Personnes protégées en 2000: répartition selon les régimes
(moyenne annuelle)

	Assurés actifs et volontaires				Assurés pensionnés				Total
	Assurés principaux		Membres de famille		Assurés principaux		Membres de famille		
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Ouvriers	83 865	35 818	25 914	39 002	18 681	15 482	1 246	9 918	229 927
Employés*)	59 373	51 585	23 989	35 851	8 702	7 608	503	5 641	193 253
Fonctionnaires**)	18 250	9 872	9 082	14 709	6 811	4 974	274	4 667	68 638
Indépendants	11 342	6 319	3 956	5 871	4 508	6 384	200	1 525	40 106
Pensionnés résidant à l'étranger	-	-	-	-	1 683	1 378	51	387	3 500
TOTAL	172 831	103 594	62 941	95 434	40 384	35 827	2 274	22 139	535 424

*) Y compris les Travailleurs Intellectuels Indépendants (TII).

**) Y compris les employés publics et communaux.

Tableau 1.1.3. - **Personnes protégées en 2000: répartition par groupes d'âge**
(moyenne annuelle)

Groupes d'âge	Personnes protégées			dont résidents		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
En nombres absolus						
<15	46 597	44 174	90 771	40 058	38 011	78 069
15-29	56 680	52 368	109 048	39 293	38 467	77 760
30-44	87 344	69 636	156 980	54 577	51 955	106 531
45-64	62 592	53 764	116 357	48 736	46 849	95 585
65-79	21 172	27 450	48 622	20 263	26 640	46 902
>=80	4 046	9 601	13 646	3 947	9 388	13 335
TOTAL	278 431	256 993	535 424	206 873	211 309	418 182
En % du total						
<15	16,7	17,2	17,0	19,4	18,0	18,7
15-29	20,4	20,4	20,4	19,0	18,2	18,6
30-44	31,4	27,1	29,3	26,4	24,6	25,5
45-64	22,5	20,9	21,7	23,6	22,2	22,9
65-79	7,6	10,7	9,1	9,8	12,6	11,2
>=80	1,5	3,7	2,5	1,9	4,4	3,2
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 1.1.4. - **Assurés actifs et volontaires en 2000 - Résidents et non-résidents: répartition par groupes d'âge**
(moyenne annuelle)

Groupes d'âge	Résidents		Non-résidents		Total	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
En nombres absolus						
<15	41	46	1	-	42	46
15-29	23 225	19 380	15 147	11 133	38 372	30 514
30-44	53 196	35 080	32 524	14 330	85 719	49 409
45-64	34 687	18 775	12 738	3 774	47 424	22 549
65-79	1 095	880	79	19	1 173	899
>=80	100	177	1	-	101	177
TOTAL	112 343	74 338	60 488	29 256	172 831	103 593
En % du total						
<15	0,0	0,1	0,0	-	0,0	0,0
15-29	20,7	26,1	25,0	38,1	22,2	29,5
30-44	47,4	47,2	53,8	49,0	49,6	47,7
45-64	30,9	25,3	21,1	12,9	27,4	21,8
65-79	1,0	1,2	0,1	0,1	0,7	0,9
>=80	0,1	0,2	0,0	-	0,1	0,2
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 1.1.5. - **Assurés frontaliers actifs et volontaires en 2000: répartition par groupes d'âge**
(moyenne annuelle)

Groupes d'âge	Belgique		Allemagne		France		Total général	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
En nombres absolus								
< 15	-	0	0	-	1	-	1	0
15-29	4 790	2 844	2 107	1 593	8 250	6 696	15 147	11 133
30-44	9 245	3 385	7 344	2 790	15 935	8 154	32 524	14 330
45-64	4 063	721	2 557	599	6 118	2 453	12 738	3 774
65-79	29	5	26	7	23	7	79	19
>=80	-	-	1	-	-	-	1	0
TOTAL	18 127	6 955	12 035	4 990	30 327	17 311	60 488	29 256
En % du total								
< 15	-	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0	0,0
15-29	26,4	40,9	17,5	31,9	27,2	38,7	25,0	38,1
30-44	51,0	48,7	61,0	55,9	52,5	47,1	53,8	49,0
45-64	22,4	10,4	21,2	12,0	20,2	14,2	21,1	12,9
65-79	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
>=80	-	-	0,0	-	-	-	0,0	-
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 1.1.6. - **Evolution des nombres moyens des différentes catégories d'assurés**
(moyenne annuelle des nombres à la fin de chaque mois)

Année	Caisses de maladie des								UCM	Total	
	Ouvriers (CMO)		Fonctionnaires et employés (CME) ¹⁾		Indépendants (CMPI)		Exploitants agricoles (CMA)		international		
	Actifs et volont.	Bénéf. de pension	Actifs et volont.	Bénéf. de pension	Actifs et volont.	Bénéf. de pension	Actifs et volont.	Bénéf. de pension	Bénéficiaires de pension ⁴⁾	Actifs et volont.	Bénéf. de pension
1960	66 666	20 030	30 000	11 612						96 666	31 642
1965	71 000	21 722	35 533	12 397	11 470	2 795	8 973	3 601		126 976	40 515
1970	71 846	25 338	42 539	14 092	9 949	4 331	7 039	4 846		131 373	48 607
1975	81 940	28 092	54 076	16 161	8 931	5 554	5 361	6 990		150 308	56 797
1980	80 095	31 423	61 586	19 140	8 378	6 235	4 583	7 312		154 642	64 110
1985	79 440	29 477	69 494	20 261	8 407	6 314	3 940	6 061		161 281	62 113
1990	90 655	34 473	89 291	22 721	8 581	6 061	3 531	5 562		192 058	68 817
1991	93 817	35 339	93 814	23 309	8 723	6 146	3 386	5 560		199 740	70 354
1992	95 603	36 344	96 047	23 934	8 898	6 326	3 218	5 627		203 766	72 231
1992 ²⁾	95 856	36 344	97 115	23 934	9 431	6 326	3 218	5 627		205 620	72 231
1993 ³⁾	100 462	34 748	100 497	24 575	9 796	6 562	3 042	5 657		213 797	71 542
1994	101 815	35 433	104 205	25 167	9 879	6 607	4 219	5 547		220 118	72 754
1995	103 078	34 338	108 284	25 164	9 983	6 086	4 093	5 339	2 509	225 438	73 436
1996	104 845	34 465	112 422	25 678	9 957	6 123	3 976	5 233	2 656	231 200	74 155
1997	107 090	34 831	117 502	26 364	9 994	6 121	3 800	5 163	2 816	238 386	75 295
1998	110 369	34 629	124 640	26 916	9 967	6 109	3 688	5 069	2 927	248 664	75 650
1999	114 898	34 404	133 292	27 500	9 930	6 088	3 603	4 932	3 044	261 723	75 968
2000	119 684	34 163	143 355	28 094	9 857	6 092	3 529	4 800	3 062	276 425	76 211

¹⁾ Y compris les Travailleurs Intellectuels Indépendants.²⁾ Nouvelle série.³⁾ Les bénéficiaires du RMG sont comptés parmi les assurés actifs à partir de 1993.⁴⁾ A partir de 1995 les pensionnés résidant à l'étranger sont regroupés sous la dénomination UCM international sans distinction de catégorie socio-professionnelle.

1.2. Les gestions des prestations en espèces de maladie

Cette série statistique indique l'évolution du nombre des affiliés du *système des indemnités pécuniaires de maladie* qui comprend uniquement des assurés actifs cotisants.

Le tableau 1.2.1. indique l'évolution du nombre des assurés à partir de 1998 pour les deux gestions.

Tableau 1.2.1. - **Gestions des prestations en espèces: évolution du nombre des assurés à partir de 1998**
(moyenne annuelle)

GESTION /REGIME	1998			1999			2000		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Gestion 29.1c	71 162	25 780	96 942	73 780	26 873	100 653	76 685	28 195	104 880
Ouvriers*)	71 162	25 780	96 942	73 780	26 873	100 653	76 685	28 195	104 880
Gestion 29.1b	61 522	50 379	111 900	65 572	53 867	119 439	70 224	58 182	128 406
Ouvriers**)	339	1 209	1 548	319	1 222	1 541	324	1 298	1 622
Employés**)	49 877	43 108	92 985	53 978	46 487	100 464	58 644	50 664	109 308
Indépendants***)	11 306	6 061	17 367	11 276	6 158	17 434	11 256	6 220	17 476
TOTAL	132 683	76 159	208 842	139 353	80 740	220 092	146 909	86 377	233 286

*) Sans continuation de la rémunération en cas de maladie.

**) Avec continuation de la rémunération pour le mois en cours et les trois mois subséquents.

***) L'indemnisation reste suspendue jusqu'au premier jour du quatrième mois qui suit la déclaration de maladie.

Les salariés-ouvriers font partie pour la grande majorité de la gestion 29.1c CAS; c'est à dire que l'assurance maladie intervient dès le premier jour de maladie. L'employeur peut cependant opter pour l'autre gestion (29.1b CAS) qui offre l'avantage d'un taux de cotisation beaucoup plus bas. En cas de maladie d'un ouvrier l'employeur devra alors continuer à payer le salaire pendant le mois en cours et les trois mois subséquents.

Les salariés-employés ainsi que les travailleurs indépendants sont affiliés d'office à la gestion 29.1b CAS.

Les tableaux 1.2.2. à 1.2.5. ci-après donnent la répartition des affiliés selon le statut, l'âge et le sexe.

Tableau 1.2.2. - **Gestion des prestations en espèces selon Art. 29.1c*) CAS: répartition par âge des assurés en 2000**
STATUT OUVRIERS (moyenne annuelle)

Groupes d'âge	Résidents			Non-résidents		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
En nombres absolus						
<=19	1 262	606	1 867	310	130	439
20-29	10 165	5 020	15 185	8 201	2 820	11 021
30-39	14 405	6 357	20 762	13 019	2 823	15 842
40-49	10 540	4 933	15 473	8 677	2 071	10 749
50-59	5 705	2 163	7 868	3 790	831	4 621
>=60	383	361	744	227	82	309
TOTAL	42 460	19 439	61 899	34 224	8 757	42 981
En % du total						
<=19	3,0	3,1	3,0	0,9	1,5	1,0
20-29	23,9	25,8	24,5	24,0	32,2	25,6
30-39	33,9	32,7	33,5	38,0	32,2	36,9
40-49	24,8	25,4	25,0	25,4	23,7	25,0
50-59	13,4	11,1	12,7	11,1	9,5	10,8
>=60	0,9	1,9	1,2	0,7	0,9	0,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

*) Sans continuation de la rémunération en cas de maladie.

Tableau 1.2.3. - Gestion des prestations en espèces selon Art. 29.1b*) CAS: répartition par âge des assurés en 2000
STATUT OUVRIERS (moyenne annuelle)

Groupes d'âge	Résidents			Non-résidents		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
En nombres absolus						
<=19	16	13	29	-	-	-
20-29	81	191	273	6	15	20
30-39	90	426	516	21	64	85
40-49	53	348	402	11	35	46
50-59	38	175	213	2	7	9
>=60	6	23	29	-	1	1
TOTAL	285	1 177	1 461	39	122	161
En % du total						
<=19	5,7	1,1	2,0	-	-	-
20-29	28,6	16,3	18,7	14,5	12,0	12,6
30-39	31,5	36,2	35,3	52,5	52,8	52,7
40-49	18,8	29,6	27,5	27,9	28,5	28,4
50-59	13,4	14,9	14,6	5,1	5,8	5,7
>=60	2,0	2,0	2,0	-	0,8	0,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

*) Avec continuation de la rémunération pour le mois en cours et les trois mois subséquents.

Tableau 1.2.4. - Gestion des prestations en espèces selon Art. 29.1b*) CAS: répartition par âge des assurés en 2000
STATUT EMPLOYÉS (moyenne annuelle)

Groupes d'âge	Résidents			Non-résidents		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
En nombres absolus						
<=19	179	436	615	23	42	65
20-29	6 314	9 069	15 383	6 425	8 002	14 426
30-39	12 022	11 221	23 243	10 758	8 236	18 994
40-49	8 832	7 141	15 973	5 073	2 660	7 733
50-59	5 823	2 747	8 571	2 239	695	2 934
>=60	731	378	1 109	226	37	263
TOTAL	33 901	30 993	64 893	24 744	19 672	44 415
En % du total						
<=19	0,5	1,4	0,9	0,1	0,2	0,1
20-29	18,6	29,3	23,7	26,0	40,7	32,5
30-39	35,5	36,2	35,8	43,5	41,9	42,8
40-49	26,1	23,0	24,6	20,5	13,5	17,4
50-59	17,2	8,9	13,2	9,0	3,5	6,6
>=60	2,2	1,2	1,7	0,9	0,2	0,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

*) Avec continuation de la rémunération pour le mois en cours et les trois mois subséquents.

Tableau 1.2.5. - Gestion des prestations en espèces selon Art. 29.1b*) CAS: répartition par âge des assurés en 2000
STATUT INDEPENDANTS (moyenne annuelle)

Groupes d'âge	Résidents			Non-résidents		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
En nombres absolus						
<=19	9	2	11	-	-	-
20-29	689	462	1 152	58	71	128
30-39	2 771	1 670	4 442	292	126	418
40-49	3 534	1 951	5 485	215	90	305
50-59	2 370	1 241	3 611	132	50	182
>=60	1 150	548	1 698	36	8	44
TOTAL	10 524	5 875	16 399	732	345	1 077
En % du total						
<=19	0,1	0,0	0,1	-	-	-
20-29	6,6	7,9	7,0	7,9	20,5	11,9
30-39	26,3	28,4	27,1	39,8	36,7	38,8
40-49	33,6	33,2	33,4	29,4	26,1	28,3
50-59	22,5	21,1	22,0	18,0	14,4	16,9
>=60	10,9	9,3	10,4	4,9	2,3	4,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

*) L'indemnisation reste suspendue jusqu'au premier jour du quatrième mois qui suit la déclaration de maladie.

Section 2 - Données financières globales

2.1. Les recettes et dépenses de l'Union des Caisses de Maladie

La comptabilité de l'UCM comprend 4 gestions qui sont:

- les prestations de soins de santé
- les prestations en espèces (Art. 29.1b CAS); cette gestion concerne les salariés bénéficiant en cas de maladie de la continuation légale ou conventionnelle de la rémunération pendant le mois en cours et les 3 mois subséquents, ainsi que les non-salariés;
- les prestations en espèces (Art. 29.1c CAS); cette gestion concerne les salariés ne bénéficiant pas de cette conservation de la rémunération en cas de maladie;
- les prestations de maternité.

La gestion "maternité" est la seule gestion qui n'est pas financée par des cotisations, mais où les frais sont entièrement pris en charge par l'Etat.

Le financement des trois autres gestions est assuré par des cotisations à charge des assurés et de l'Etat.

Tableau 2.1.1. - Décompte 2000 - Recettes
(en millions LUF/EUR pour les totaux des recettes courantes et des recettes globales)

Recettes	Soins de santé	Prestations en espèces		Prestations de maternité	Total	
		Art. 29.1c	Art. 29.1b		Montant	En % du total
I. Cotisations	22 392	4 296	416	-	27 103	59,5
II. Participation de l'Etat dans les cotisations	13 151	477	46	-	13 674	30,0
III. Participation de tiers	176	23	2	2 905	3 106	6,8
IV. Transferts	13	166	51	1	231	0,5
V. Autres recettes	464	54	5	19	542	1,2
VI. Prélèvements aux provisions	920	-	-	-	920	2,0
TOTAL DES RECETTES COURANTES	37 116	5 016	520	2 924	45 576	100,0
	920,081 €	124,345 €	12,899 €	72,477 €	1 129,802 €	
Excédent de l'exercice	2 053	78	99	-	2 229	-
TOTAL DES RECETTES	39 169	5 094	619	2 924	47 805	-
	970,967 €	126,280 €	15,342 €	72,477 €	1 185,067 €	

Tableau 2.1.2. - Décompte 2000 - Dépenses
(en millions LUF/EUR pour les totaux des dépenses courantes et des dépenses globales)

Dépenses	Soins de santé	Prestations en espèces		Prestations de maternité	Total	
		Art. 29.1c	Art. 29.1b		Montant	En % du total
I. Frais d'administration	1 306	173	15	108	1 602	3,7
II. Prestations en nature	31 612	-	-	780	32 393	75,1
III. Prestations en espèces	-	4 730	404	2 021	7 154	16,6
IV. Dotations aux provisions	1 939	0	0	0	1 940	4,5
V. Autres dépenses	36	12	1	1	51	0,1
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	34 894	4 916	420	2 910	43 139	100,0
	865,000 €	121,855 €	10,406 €	72,132 €	1 069,393 €	
Dotations à la réserve	169	22	2	14	208	-
Excédent de l'exercice	2 053	78	99	-	2 229	-
TOTAL DES DEPENSES	37 116	5 016	520	2 924	45 576	-
	920,081 €	124,347 €	12,899 €	72,477 €	1 129,804 €	

Assurance
maladie-maternité

Tableau 2.1.3. - Le résultat des quatre gestions en 2000
(en millions LUF/EUR pour le solde des opérations courantes et l'excédent cumulé)

	Soins de santé	Prestations en espèces		Prestations de maternité
		Art. 29.1c	Art. 29.1b	
Recettes courantes	37 116	5 016	520	2 924
Dépenses courantes	34 894	4 916	420	2 910
Solde des opérations courantes	2 222	100	101	14
	55,081 €	2,489 €	2,492 €	0,346 €
Dotations à la réserve	169	22	2	14
Excédent de l'exercice (+ ou -)	2 053	78	99	-
Excédent au 31.12 1999 (+ ou -)	-143	-448	-1	-
Excédent cumulé (+ ou -)	1 910	-370	97	-
	47,353 €	-9,177 €	2,416 €	

2.2. Les cotisations de l'assurance maladie

Les séries statistiques concernant l'évolution du montant des cotisations de l'assurance maladie ont été remaniées à partir de 1980, afin de tenir compte de la restructuration des différentes gestions de l'Union des Caisses de Maladie à partir de 1994.

Néanmoins cette réorganisation des différentes gestions ainsi que certaines modifications dans le financement de l'assurance maladie maternité ont conduit à une rupture de série à partir de 1994.

Afin de maintenir la cohérence des séries statistiques concernant l'évolution des cotisations pour prestations en nature et en espèces, on a fait le choix de ne pas y intégrer la participation de l'Etat. Cette participation au niveau des cotisations a remplacé, à partir de 1994, l'intervention de l'Etat au niveau du financement direct de certaines prestations.

L'évolution de la contribution de l'Etat est reproduite à la sous-section 2.3.: "La contribution de l'Etat au financement de l'assurance maladie".

Tableau 2.2.1. - **Cotisations pour prestations en nature**
(en milliers LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Exercice	Assurés actifs et volontaires	Assurés pensionnés	Total	Total au n. i. 100	Indice de variation 1980 = 100
1980	3 191 940	957 207	4 149 147	1 298 719	100
1985	5 192 256	1 490 349	6 682 605	1 605 199	124
1990	7 619 623	2 064 163	9 683 785	2 115 010	163
1991	8 472 925	2 353 736	10 826 661	2 278 721	175
1992	9 393 046	2 625 855	12 018 901	2 452 737	189
1993	10 525 696	2 966 857	13 492 553	2 669 837	206
1994*) **)	11 788 142	3 126 086	14 914 228	2 861 682	220
1995*)	12 594 551	3 310 184	15 904 735	2 995 580	231
1996*)	13 030 799	3 385 670	16 416 469	3 066 836	236
1997*)	14 002 019	3 610 783	17 612 801	3 216 598	248
1998*)	15 120 574	3 719 622	18 840 196	3 433 794	264
1999*)	16 453 674	3 888 539	20 342 213	3 669 363	283
2000*)	18 301 652	4 090 167	22 391 819	3 932 460	303
	453 686 €	101 393 €	555 079 €	97 483 €	

*) Sans la participation de l'Etat.

**) Changement de l'assiette des cotisations pour prestations en nature.

Remarque: rupture de série à partir de 1994.

Tableau 2.2.2. - **Cotisations pour prestations en espèces - Art. 29.1c CAS (ouvriers)**
(en milliers LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Exercice	Cotisations: montant nominal	Cotisations: montant réel	Indice de variation 1980 = 100
1980	1 194 051	373 748	100
1985	1 515 142	363 946	97
1990	2 274 533	496 775	133
1991	2 495 631	525 263	141
1992	2 673 125	545 513	146
1993	2 792 159	552 498	148
1994*)	2 819 992	541 089	145
1995*)	2 901 875	546 554	146
1996*)	2 942 473	549 697	147
1997*)	3 210 774	586 378	157
1998*)	3 994 158	728 104	195
1999*)	3 551 407	640 609	171
2000*)	4 295 685	754 410	202
	106 487 €	18 701 €	

*) Sans la participation de l'Etat.

Remarque: rupture de série en 1994.

Tableau 2.2.3. - **Cotisations pour prestations en espèces - Art. 29.1b CAS (employés et indépendants)**
(en milliers LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Exercice	Cotisations: montant nominal				Total montant réel	Indice de variation 1980 = 100
	Employés (CME)	Indépendants (CMPI)	Prof. Agric. (CMA)	Total		
1980	48 122	7 491		55 612	17 407	100
1985	41 109	5 249		46 358	11 135	64
1990	103 390	13 850	1 339	118 578	25 898	149
1991	116 633	14 806	1 428	132 867	27 965	161
1992	127 949	14 010	1 419	143 378	29 260	168
1993	140 011	13 232	1 469	154 713	30 614	176
1994*)				162 021	31 088	179
1995*)				174 469	32 860	189
1996*)				247 166	46 174	265
1997*)				267 198	48 798	280
1998*)				429 662	78 324	450
1999*)				375 359	67 708	389
2000*)				415 861	73 034	420
				10 309 €	1 810 €	

*) Sans la participation de l'Etat.

Remarques:

- Rupture de série en 1994.
- A partir de 1994 les assurés des caisses sus-visées tombent à quelques exceptions près sous l'application de l'article 29.1b du CAS.

Tableau 2.2.4. - Evolution du taux de cotisation pour prestations en nature

Date de mise en vigueur	Taux	Taux moyen par exercice	
1.1.1983	4,7%	1988	4,7%
		1989	4,7%
		1990	4,7%
		1991	4,7%
1.8.1992	5,0%	1992	4,825%
		1993	5,0%
		1994	5,0%
		1995	5,0%
		1996	5,0%
		1997	5,0%
		1998	5,1%
1.1.1998	5,10%	1998	5,1%
1.1.1999	5,14%	1999	5,14%
1.1.2000	5,20%	2000	5,20%
1.1.2001	5,20%	2001	5,20%

Remarque: à partir du 1.9.1979 tous les assurés actifs ou pensionnés de toutes les caisses de maladie sont soumis au même taux de cotisation pour les prestations en nature à l'exception des assurés actifs de la caisse de maladie agricole qui maintiennent leur régime de cotisation selon classes jusqu'au 1.1.1994.

Tableau 2.2.5. - Evolution des taux de cotisation pour prestations en espèces

Date de mise en vigueur ²⁾	Ouvriers		Employés et indépendants				Art. 29.1b CAS ^{*)}	Art. 29.1c CAS ^{**)}
	CMO	CMOA	CMEP	CMEA	CMPI	CMA ¹⁾		
1.7.1988	4,00%	4,00%	0,15%	0,15%	0,20%	-		
1.8.1992	4,00%	4,00%	0,15%	0,15%	0,15%	-		
1.1.1994							0,15%	4,00%
1.1.1996							0,20%	4,00%
1.1.1997							0,20%	4,20%
1.1.1998							0,30%	5,00%
1.1.1999							0,24%	4,20%
1.1.2000							0,24%	4,70%
Taux moyen par exercice²⁾								
1988	3,85%	3,85%	0,13%	0,13%	0,15%	-		
1989	4,00%	4,00%	0,15%	0,15%	0,20%	-		
1990	4,00%	4,00%	0,15%	0,15%	0,20%	-		
1991	4,00%	4,00%	0,15%	0,15%	0,20%	-		
1992	4,00%	4,00%	0,15%	0,15%	0,17%	-		
1993						-	0,15%	4,00%
1994							0,15%	4,00%
1995							0,15%	4,00%
1996							0,15%	4,00%
1997							0,20%	4,20%
1998							0,30%	5,00%
1999							0,24%	4,20%
2000							0,24%	4,70%
2001							0,24%	4,70%

*) Concerne les salariés bénéficiant en cas de maladie de la conservation légale ou conventionnelle de la rémunération pendant le mois en cours et les trois mois subséquents (c. à d. surtout des employés ainsi que des non-salariés).

**) Concerne les salariés ne bénéficiant pas de cette conservation de la rémunération en cas de maladie (c. à d. la majorité des ouvriers).

¹⁾ Les assurés actifs de la caisse de maladie agricole qui bénéficient des prestations en espèces à partir de 1987 cotisent selon un système de cotisations par classes de revenus jusqu'au 1.1.1994.

²⁾ A partir de 1994 la date de la mise en vigueur du taux de cotisation a été fixée d'office au 1er janvier.

2.3. La contribution de l'Etat au financement de l'assurance maladie-maternité

Les subventions allouées par l'Etat à l'assurance maladie-maternité, conformément aux articles 29, 31 et 40 du CAS, se situent à partir de 1994 principalement au niveau des cotisations.

Exception faite pour l'assurance maternité, dont l'Etat supporte entièrement les frais sur base de décomptes détaillés de l'Union des Caisses de Maladie, les autres gestions sont subventionnées par l'Etat par une participation aux cotisations qui s'élève à 37% pour les prestations en nature et 10% pour les prestations en espèces.

Tableau 2.3.1. - Total des contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maladie-maternité

Exercice	Montants (en milliers LUF/EUR pour l'exercice 2000)				En % des recettes courantes ¹⁾
	En valeur nominale	Variation annuelle en %	En valeur n. i. 100	Variation annuelle en %	
1985	4 055 563		974 169		32,0
1990	7 292 135	12,5	1 592 656	10,3	36,6
1991	7 768 986	6,5	1 635 163	2,7	35,7
1992 ²⁾	8 798 365	13,2	1 795 511	9,8	36,2
1993	9 790 500	11,3	1 937 293	7,9	36,2
1994	10 740 269	9,7	2 060 760	6,4	36,4
1995 ³⁾	12 542 472	16,8	2 362 314	14,6	38,6
1996	12 033 066	-4,1	2 247 953	-4,8	37,0
1997 ⁴⁾	13 582 438	12,9	2 480 539	10,3	38,2
1998	13 376 449	-1,5	2 437 977	-1,7	35,7
1999	14 356 098	7,3	2 589 577	6,2	36,4
2000	16 654 946	16,0	2 924 948	13,0	37,3
	412 865 €		72 508 €		
Hausse moyenne annuelle 1990-2000		8,6%		6,3%	
Hausse moyenne annuelle 1995-2000		5,8%		4,4%	

¹⁾ Total des recettes courantes y compris produits financiers, sans les prélèvements aux provisions pour prestations à liquider.

²⁾ Sans le montant de 1,444 milliards LUF versé par l'Etat.

³⁾ Y compris solde anciens articles 67 et 68 du CAS (780 000 000 LUF).

⁴⁾ Y compris participation de l'Etat à l'apurement des dettes du secteur hospitalier de 1993 à supporter par l'UCM.

Tableau 2.3.2. - Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maladie
Prestations pour soins de santé²⁾⁴⁾

Exercice	Montants (en milliers LUF/EUR pour l'exercice 2000)				En % des recettes courantes ¹⁾
	En valeur nominale	Variation annuelle en %	En valeur n. i. 100	Variation annuelle en %	
1985	3 339 997		802 286		32,7
1990	6 159 349	13,0	1 345 247	10,9	38,2
1991	6 545 478	6,3	1 377 647	2,4	37,0
1992	7 407 861	13,2	1 511 747	9,7	37,5
1993	8 082 820	9,1	1 599 387	5,8	36,8
1994	9 074 554	12,3	1 741 156	8,9	37,1
1995 ³⁾	10 405 980	14,7	1 959 916	12,6	38,8
1996	9 852 194	-5,3	1 840 534	-6,1	36,9
1997 ⁵⁾	11 175 789	13,4	2 041 016	10,9	38,2
1998	10 895 947	-2,5	1 985 884	-2,7	36,0
1999	11 452 174	5,1	2 065 762	4,0	35,4
2000	13 237 058	15,6	2 324 697	12,5	36,6
	328 138 €		57 628 €		
Hausse moyenne annuelle 1990-2000		8,0%		5,6%	
Hausse moyenne annuelle 1995-2000		4,9%		3,5%	

¹⁾ Recettes courantes pour prestations en nature y compris produits financiers calculés au prorata, sans les prélèvements aux provisions pour prestations à liquider.

²⁾ Sans les prestations de maternité.

³⁾ Y compris solde anciens articles 67 et 68 du CAS (780 000 000 LUF).

⁴⁾ Y compris intervention du Fonds d'Orientation Agricole (FOA).

⁵⁾ Y compris participation de l'Etat à l'apurement des dettes du secteur hospitalier de 1993 à supporter par l'UCM.

Tableau 2.3.3. - Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maladie
Prestations de maladie en espèces: Art. 29.1c²⁾

Exercice	Montants (en milliers LUF/EUR pour l'exercice 2000)				En % des recettes courantes ¹⁾
	En valeur nominale	Variation annuelle en %	En valeur n. i. 100	Variation annuelle en %	
1985	238 336		57 250		12,5
1990	280 627	3,3	61 291	1,4	10,1
1991	239 131	-14,8	50 331	-17,9	8,1
1992	258 380	8,0	52 728	4,8	8,0
1993	386 915	49,7	76 561	45,2	11,1
1994	282 011	-27,1	54 110	-29,3	8,1
1995	290 719	3,1	54 756	1,2	8,2
1996	294 702	1,4	55 055	0,5	8,1
1997	321 527	9,1	58 720	6,7	8,3
1998	399 895	24,4	72 884	24,1	8,6
1999	355 596	-11,1	64 143	-12,0	8,6
2000	477 691		83 892		
	11 842 €	34,3	2 080 €	30,8	9,5
Hausse moyenne annuelle 1990-2000		5,5%		3,2%	
Hausse moyenne annuelle 1995-2000		10,4%		8,9%	

¹⁾ Recettes courantes pour prestations en espèces (gestion des ouvriers) y compris les produits financiers calculés au prorata des différentes gestions.

²⁾ Sans les prestations de maternité.

Tableau 2.3.4. - Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maladie
Prestations de maladie en espèces: Art. 29.1b²⁾³⁾

Exercice	Montants (en milliers LUF/EUR pour l'exercice 2000)				En % des recettes courantes ¹⁾
	En valeur nominale	Variation annuelle en %	En valeur n. i. 100	Variation annuelle en %	
1985	52 935		12 715		45,5
1990	80 843	8,8	17 657	6,8	35,9
1991	68 903	-14,8	14 502	-17,9	29,4
1992	78 348	13,7	15 989	10,3	31,0
1993	91 881	17,3	18 181	13,7	32,0
1994	18 458	-79,9	3 542	-80,5	8,8
1995	19 777	7,1	3 725	5,2	8,7
1996	27 745	40,3	5 183	39,1	9,1
1997	29 742	7,2	5 432	4,8	9,1
1998	47 383	59,3	8 636	59,0	9,3
1999	41 050	-13,4	7 405	-14,3	9,1
2000	49 744		8 736		
	1 233 €	21,2	217 €	18,0	9,6
Hausse moyenne annuelle 1990-2000		-4,7%		-6,8%	
Hausse moyenne annuelle 1995-2000		20,3%		18,6%	

¹⁾ Recettes courantes pour prestations en espèces (employés et professions indépendantes) y compris les produits financiers calculés au prorata des différentes gestions.

²⁾ Sans les prestations de maternité.

³⁾ Y compris intervention du Fonds d'Orientation Agricole (FOA).

Tableau 2.3.5. - Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maternité
Prestations de maternité (nature et espèces)

Exercice	Montants (en milliers LUF/EUR pour l'exercice 2000)				En % des recettes courantes ¹⁾
	En valeur nominale	Variation annuelle en %	En valeur n. i. 100	Variation annuelle en %	
1985	424 295		101 918		99,2
1990	771 316	12,7	168 461	10,6	99,3
1991	915 473	18,7	192 683	14,4	99,3
1992	1 053 775	15,1	215 047	11,6	99,3
1993	1 228 884	16,6	243 165	13,1	99,3
1994	1 365 246	11,1	261 953	7,7	98,4
1995	1 825 995	33,7	343 917	31,3	99,0
1996	1 858 425	1,8	347 181	0,9	99,2
1997	2 055 381	10,6	375 371	8,1	99,2
1998	2 033 224	-1,1	370 573	-1,3	99,0
1999	2 507 278	23,3	452 267	22,0	99,0
2000	2 890 453	15,3	507 622	12,2	98,9
	71 652 €		12 584 €		
Hausse moyenne annuelle 1990-2000		14,1%		11,7%	
Hausse moyenne annuelle 1995-2000		9,6%		8,1%	

¹⁾ Recettes courantes pour prestations de maternité y compris les produits financiers calculés au prorata des différentes gestions.

Tableau 2.3.6. - Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maternité
Prestations en espèces de maternité

Exercice	Montants (en milliers LUF/EUR pour l'exercice 2000)				En % des recettes courantes ¹⁾
	En valeur nominale	Variation annuelle en %	En valeur n. i. 100	Variation annuelle en %	
1994	1 136 743		218 110		98,4
1995	1 212 514	6,7	228 371	4,7	99,0
1996	1 299 457	7,2	242 758	6,3	99,2
1997	1 409 674	8,5	257 446	6,1	99,2
1998	1 438 988	2,1	262 268	1,9	99,0
1999	1 770 062	23,0	319 287	21,7	99,0
2000	2 085 209	17,8	366 205	14,7	98,9
	51 691 €		9 078 €		
Hausse moyenne annuelle 1995-2000		11,5%		9,9%	

¹⁾ Recettes courantes pour prestations en espèces de maternité calculées au prorata des prestations de maternité.

Tableau 2.3.7. - Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maternité
Prestations en nature de maternité

Exercice	Montants (en milliers LUF/EUR pour l'exercice 2000)				En % des recettes courantes ¹⁾
	En valeur nominale	Variation annuelle en %	En valeur n. i. 100	Variation annuelle en %	
1994	228 503		43 843		98,4
1995	613 211	168,4	115 495	163,4	99,0
1996	558 967	-8,8	104 423	-9,6	99,2
1997	645 707	15,5	117 924	12,9	99,2
1998	594 236	-8,0	108 305	-8,2	99,0
1999	737 216	24,1	132 980	22,8	99,0
2000	805 244	9,2	141 417	6,3	98,9
	19 961 €		3 506 €		
Hausse moyenne annuelle 1995-2000		5,6%		4,1%	

¹⁾ Recettes courantes pour prestations en nature de maternité calculées au prorata des prestations de maternité.

Section 3 - Les prestations de soins de santé de l'assurance maladie

3.1. Le financement des prestations de soins de santé en cas de maladie

Le financement des prestations de soins de santé est assuré essentiellement par deux moyens:

- 1) les cotisations payées par les assurés actifs, volontaires ou pensionnés
- 2) la participation financière de l'Etat qui intervient au niveau des cotisations à raison de 37% (Art. 29 et 31 du CAS).

L'assiette de cotisation pour soins de santé comprend également des allocations et indemnités purement occasionnelles ainsi que les gratifications.

Conformément à l'article 32 CAS, l'Etat supporte la charge des cotisations de certaines catégories d'assurés. L'intervention de l'Etat dans le financement des prestations de maternité est traitée dans la section 5.

Tous les tableaux statistiques de la section 3 se réfèrent à l'année comptable, c'est à dire l'année de la liquidation des factures par l'assurance maladie. L'année de liquidation ne correspond pas nécessairement à l'année de la prestation des soins.

Afin de permettre une autre approche de l'évolution des prestations, la section 6 ci-après livre des séries statistiques tirées de fichiers basés sur la date de la prestation des soins.

Tableau 3.1.1. - Evolution financière des prestations de soins de santé de 1998 à 2000*)
(montants en milliers LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1998	1999	2000	Taux de variation en %		
				1999/1998	2000/1999	
PERSONNES PROTEGEES**)						
Assurés (actifs et pensionnés)	324 300	337 700	352 700	4,1	4,4	
Membres de famille	175 600	178 700	182 800	1,8	2,3	
TOTAL	499 900	516 400	535 500	3,3	3,7	
DEPENSES:						
Prestations	27 275 499	31 479 940	31 612 387	783 651 €	15,4	0,4
Dotation aux provisions pour prestations à liquider	1 267 000	920 000	1 936 000	47 992 €	-27,4	110,4
Frais d'administration	1 213 701	1 236 895	1 305 777	32 369 €	1,9	5,6
Autres dépenses	39 504	47 847	39 837	988 €	21,1	-16,7
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	29 795 704	33 684 681	34 894 002	865 000 €	13,1	3,6
RECETTES:						
Cotisations des assurés	18 840 196	20 342 213	22 391 819	555 079 €	8,0	10,1
Cotisations forfaitaires Etat	10 811 047	11 366 713	13 150 669	325 997 €	5,1	15,7
Participation de tiers	104 490	172 432	176 003	4 363 €	65,0	2,1
Prélèvements aux provisions pour prestations à liquider	-	1 267 000	920 000	22 806 €	p.m.	-27,4
Autres recettes	480 165	444 242	477 491	11 837 €	-7,5	7,5
TOTAL DES RECETTES COURANTES	30 235 897	33 592 600	37 115 981	920 081 €	11,1	10,5
Taux de cotisation	5,1%	5,14%	5,20%		0,8	1,2
Nombre-indice du coût de la vie (moyenne annuelle)	548,67	554,38	569,41		1,0	2,7

*) Sans les prestations de maternité mais y compris les prestations de médecine préventive pour femmes enceintes et enfants en bas âge.

**) Moyenne annuelle.

Le tableau ci-dessus rend compte des prestations comptabilisées pendant un exercice donné.

Cependant, pour mieux apprécier toutes les dépenses engagées pendant l'exercice comptable, il faut considérer non seulement les montants des prestations liquidés, mais également les dépenses en prestations comptabilisées sous forme de provisions. Ces provisions sont des prestations qui, pour des raisons techniques (p. ex. retard de facturation d'un prestataire), n'ont pu être liquidées et ventilées pendant l'exercice auquel ils se rapportent. Leur liquidation est remise à l'exercice suivant, ce qui a comme conséquence une amplification du niveau des prestations, contrebalancée du côté des recettes par un prélèvement aux provisions.

Le tableau suivant présente donc sous une forme apurée, en immunisant l'effet des provisions, l'évolution des prestations de soins de santé à partir de 1996.

Tableau 3.1.2. - **Evolution des prestations de soins de santé à partir de 1996**
(en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1996	1997	1998	1999	2000	
Prestations pour soins de santé	28 322	28 060	27 275	31 480	31 612	784 €
Variation en %	2,8	-0,9	-2,8	15,4	0,4	
Provisions: exercice antérieur (-)	-1 200	0	0	-1 267	-920	-23 €
Provisions: dernier exercice (+)	0	0	1 267	920	1 936	48 €
Montant apuré	27 125	28 059	28 540	31 148	32 628	809 €
Variation en %	11,4	3,4	1,7	9,1	4,8	
Taux de progression moyen 1996-2000	4,7%					

3.2. Les différents types de soins de santé

L'appréciation de l'évolution réelle des différentes catégories de soins doit être abordée avec circonspection en raison du montant important des dotations aux provisions pour prestations échues mais non encore liquidées au moment de la clôture des comptes. Ce montant atteint plus du double de celui de l'année précédente. En effet les dotations aux provisions pour prestations s'élèvent en 2000 à 1 936 millions LUF (47,99 millions EUR) soit 6% du total des prestations en nature. Ces provisions concernent pour l'essentiel les frais hospitaliers (1 681 millions LUF soit 41,7 millions EUR), les frais infirmiers des maisons de soins ou réseaux de soins (200 millions LUF soit 5,0 millions EUR), ainsi que les frais médicaux (55 millions LUF soit 1,4 millions EUR).

Pour visualiser l'évolution réelle du détail des dépenses pendant les 3 dernières années, les chiffres entre parenthèses indiquent, pour mémoire, le montant des prestations liquidées en tenant compte du jeu des dotations et prélèvements aux provisions. Cette double présentation sera maintenue pour toute la section 3 pour autant qu'une différenciation s'impose.

Tableau 3.2.1. - **Evolution des prestations en nature en cas de maladie à partir de 1998**
(en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1998	1999	2000		Taux de variation en %	
					1999/1998	2000/1999
Prestations de soins de santé au Luxembourg*) (Prestations de soins de santé au Luxembourg)**)	22 953 (24 220)	26 799 (26 452)	26 257 (27 273)	650,884 € (676,070) €	16,8 (9,2)	-2,0 (3,1)
Soins médicaux*) (Soins médicaux)**)	5 113 (5 238)	5 660 (5 586)	5 570 (5 575)	138,066 € (138,190) €	10,7 (6,6)	-1,6 (-0,2)
Soins médico-dentaires, prothèses, traitement orthodontique	1 155	1 224	1 218	30,205 €	6,0	-0,5
Frais de voyage et de transport	198	217	187	4,630 €	9,8	-13,9
Médicaments (secteur extra-hospitalier)	3 344	3 663	3 837	95,111 €	9,5	4,8
Soins des autres professions de santé*) (Soins des autres professions de santé)**)	661 (661)	731 (841)	794 (884)	19,685 € (21,916) €	10,6 (27,3)	8,6 (5,1)
Moyens curatifs et adjuvants	1 496	1 597	1 660	41,158 €	6,8	4,0
Rééducation et cures	368	402	436	10,818 €	9,1	8,6
Soins hospitaliers*) (Soins hospitaliers)**)	10 565 (11 707)	13 247 (12 865)	12 496 (13 417)	309,760 € (332,591) €	25,4 (9,9)	-5,7 (4,3)
Médecine préventive	55	57	57	1,423 €	4,8	0,5
Prestations diverses	0	0	1	0,028 €	553,4	131,7
Prestations de soins de santé à l'étranger	4 180	4 542	5 215	129,265 €	8,7	14,8
Prestations servies en vertu de conventions internationales	4 032	4 381	5 039	124,913 €	8,7	15,0
Autres prestations à l'étranger	141	154	170	4,218 €	8,9	10,7
Frais de séjour à l'étranger	7	7	5	0,134 €	-3,4	-18,7
Indemnités funéraires	143	139	141	3,501 €	-2,2	1,3
TOTAL*) (TOTAL)**)	27 275 (28 542)	31 480 (31 133)	31 612 (32 628)	783,651 € (808,837) €	15,4 (9,1)	0,4 (4,8)

*) Données comptables.

**) Données ajustées en fonction des provisions.

3.3. Les honoraires des médecins et médecins-dentistes

Les tableaux statistiques concernant les soins médicaux ont été établis en conformité avec l'exercice comptable. Les statistiques de la section 6 ci-après, qui sont basées sur la *date de la prestation*, permettent une analyse plus détaillée de la répartition des soins médicaux.

Le tableau ci-après indique l'évolution à partir de 1998 des soins médicaux ventilés par catégorie. Ces chiffres concernent aussi bien les soins médicaux à l'hôpital que les soins ambulatoires.

Tableau 3.3.1. - **Les soins médicaux**
(en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1998	1999	2000		Taux de variation en %	
					1999/1998	2000/1999
Consultations	1 715	1 817	1 811	44,899 €	5,9	-0,3
Visites	303	319	295	7,317 €	5,3	-7,4
Autres actes généraux	460	576	576	14,269 €	25,2	-0,1
Actes techniques ambulatoires	1 536	1 660	1 621	40,175 €	8,1	-2,4
Actes techniques stationnaires	1 098	1 289	1 267	31,405 €	17,4	-1,7
TOTAL*)	5 113	5 660	5 570	138,066 €	10,7	-1,6
(Dotations aux provisions pour prestations**)	(125)	(50)	(55)	(1,363) €		
(Prélèvements aux provisions pour prestations**)		-(125)	-(50)	-(1,239) €		
(TOTAL CORRIGE)**)	(5 238)	(5 585)	(5 575)	(138,190) €	(6,6)	-(0,2)

*) Données comptables.

**) Données ajustées en fonction des provisions.

Les chiffres ci-après regroupent toutes les prestations se rapportant aux soins médico-dentaires, à l'orthodontie et aux prothèses.

Tableau 3.3.2. - **Les soins médico-dentaires**
(en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1998	1999	2000		Taux de variation en %	
					1999/1998	2000/1999
Consultations	132	144	148	3,676 €	8,9	3,3
Visites	1	1	1	0,035 €	21,7	21,6
Autres actes généraux	0	0	0	0,002 €	17,6	-60,7
Actes techniques	558	597	593	14,708 €	6,8	-0,5
Soins dentaires: prothèses	396	414	402	9,962 €	4,5	-3,0
Soins dentaires: orthodontie	67	69	74	1,823 €	2,3	6,6
TOTAL	1 155	1 224	1 218	30,205 €	6,0	-0,5

3.4. Les frais pharmaceutiques (en dehors des hôpitaux)

Les tableaux ci-après traitent de la consommation de produits pharmaceutiques remboursés par les caisses de maladie et dispensés en milieu extra-hospitalier. Il faut noter que ces chiffres ne sont pas comparables aux séries publiées avant 1995 qui contenaient à la fois les dépenses en médicaments des secteurs hospitalier et extra-hospitalier.

Tableau 3.4.1. - **Les frais pharmaceutiques en milieu extra-hospitalier¹⁾**
(en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1998	1999	2000	Taux de variation en %		
				1999/1998	2000/1999	
Médicaments remboursés:						
Taux normal 80% / 78% à partir de l'exercice 2000	2 006	2 168	2 277	56,441 €	8,1	5,0
Taux préférentiel 100%	1 045	1 199	1 365	33,841 €	14,7	13,9
Taux réduit 40%	288	296	195	4,828 €	2,9	-34,2
En cas d'hébergement	5	0	0	0,000 €	-98,1	-91,5
TOTAL	3 344	3 663	3 837	95,111 €	9,5	4,8

¹⁾ Y compris les médicaments prescrits en polyclinique.

Conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 26. 05. 2000, les pharmaciens ont accordé à l'assurance maladie un abattement de 3,75% sur le prix officiel de vente des médicaments. Ce taux s'applique à toute l'année 2000. L'économie ainsi réalisée par l'assurance maladie s'élevait à 86,9 millions LUF pour l'exercice 2000.

3.5. Les hôpitaux

En 1995, la budgétisation des hôpitaux a remplacé l'ancien mode de financement basé sur la tarification à l'acte. Simultanément, on a introduit un système de comptabilité analytique dans les hôpitaux. Cette mesure était nécessaire pour permettre des négociations budgétaires avec les différents établissements sur des bases, sinon identiques, mais du moins comparables.

L'évolution des frais hospitaliers en 2000 se caractérise par une dotation aux provisions pour prestations très importante. Cette dotation a plus que doublé par rapport à celle de 1999, ce qui rend aléatoire une analyse de l'évolution du détail des prestations. Cette situation est due au retard avec lequel certains établissements ont présenté leurs factures. A noter que pour le CHNP l'intégralité du budget négocié pour 2000 a dû être provisionnée.

Tableau 3.5.1. - **Les dépenses du secteur hospitalier au Luxembourg**
(en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

					Taux de variation en %	
	1998	1999	2000		1999/1998	2000/1999
Frais fixes	8 228	10 246	9 836	243,816 €	24,5	-4,0
Frais variables	2 059	2 997	2 659	65,920 €	45,6	-11,3
Frais hospitaliers selon anciens tarifs	0	0 ¹⁾	1	0,025 €	-33,3	1 668,8
Hôpital neuropsychiatrique ²⁾	278	4	-	-	-98,6	p.m.
TOTAL*)	10 565	13 247	12 496	309,760 €	25,4	-5,7
(Dotations aux provisions)**)	(1 142)	(760)	(1 681)	(41,671) €		
(Prélèvements aux provisions)**)	-	-(1 142)	-(760)	-(18,840) €		
(TOTAL CORRIGE)**)	(11 707)	(12 865)	(13 417)	(332,591) €	(9,89)	(4,3)

¹⁾ Montants < 100 000 LUF.

²⁾ Le CHNP est budgétisé à partir de 1999.

^{*)} Données comptables.

^{**)} Données ajustées en fonction des provisions.

Tableau 3.5.2. - **Frais fixes comptabilisés en 1999 et 2000**
(en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1999	2000	Variation en % 2000/1999
Consommation fixe	231	235	5,830 €
Frais de personnel	9 489	10 238	253,781 €
Immeubles et équipement	995	1 095	27,132 €
Frais de gestion	226	262	6,505 €
Frais financiers	58	61	1,502 €
Amortissement	737	912	22,608 €
SOUS-TOTAL	11 735	12 802	317,358 €
A déduire:			
recettes déductibles	-220	-298	-7,385 €
charges non opposables	-806	-873	-21,641 €
Autres postes de frais:			
pension complémentaire pour personnel hospitalier des congrégations	64	58	1,433 €
présence permanente du médecin	9	14	0,352 €
prime de qualité	44	118	2,913 €
provision pour prime 1999	-	181	4,487 €
divers	-	23	0,565 €
décomptes exercices antérieurs	45	-64	-1,589 €
TOTAL FRAIS FIXES	10 871	11 961	296,493 €
dont:			
à charge de l'assurance maladie	10 246	9 836	243,816 €
provisions pour prestations échues	700	1 476	36,589 €
prélèvement aux provisions	-884	-700	-17,353 €
à charge de l'assurance maternité	497	537	13,302 €
à charge d'organismes de protection sociale à l'étranger	178	199	4,938 €
à charge de l'assurance accident	283	251	6,230 €
à charge du dommage de guerre	2	0	0,007 €
régularisations	-150	362	8,984 €

Tableau 3.5.3. - **Frais variables comptabilisés en 1999 et 2000**
(en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1999	2000	Variation en % 2000/1999
Hospitalisation - soins normaux	612	547	13,557 €
Hospitalisation - soins intensifs	272	230	5,711 €
Salles d'opération	666	607	15,052 €
Salles d'accouchement	9	8	0,206 €
Laboratoires	474	448	11,103 €
Imagerie médicale	261	219	5,439 €
IRM	41	26	0,652 €
Lithotritie extra-corporelle	0	0	0,005 €
Oxygénothérapie hyperbare	0	0	0,002 €
Hémodialyse	164	137	3,406 €
Physiothérapie	4	3	0,082 €
Policlinique, unités médico-techniques	252	177	4,398 €
Chimiothérapie	231	224	5,540 €
Chirurgie cardiaque	37	21	0,513 €
Cardiologie interventionnelle	93	87	2,149 €
Radiothérapie	0	13	0,315 €
Dotation aux provisions	60	205	5,082 €
Prélèvement aux provisions	-258	-60	-1,487 €
SOUS-TOTAL	2 918	2 893	71,726 €
décompte exercices antérieurs	4	24	0,597 €
TOTAL FRAIS VARIABLES	2 923	2 918	72,323 €
dont:			
à charge de l'assurance maladie	2 997	2 659	65,920 €
dotation aux provisions	60	205	5,082 €
prélèvement aux provisions	-258	-60	-1,487 €
à charge d'organismes de protection sociale à l'étranger	47	49	1,215 €
à charge de l'assurance accident	76	64	1,589 €
dommage de guerre	0	0	0,002 €

Tableau 3.5.4. - Evolution du nombre d'unités d'oeuvre opposables¹⁾

	1996	1997	1998	1999	Variation moyenne 1999/1996 en %
Hospitalisation - soins normaux	633 778	626 573	621 033	715 064 ²⁾	4,1
Hospitalisation - soins intensifs	37 892	39 054	39 473	40 175	2,0
Salles d'opération	45 749	46 626	47 248	47 967	1,6
Salles d'accouchement	5 224	5 094	4 947	5 261	0,2
Laboratoires	803 522	882 581	850 187	839 648	1,5
Imagerie médicale	350 832	359 362	370 757	379 636	2,7
IRM	5 085	5 290	6 245	6 370	7,8
Lithotritie extra-corporelle	280	233	241	247	-4,1
Oxygénothérapie hyperbare	94	295	251	218	32,4
Hémodialyse	23 434	25 322	26 426	27 150	5,0
Physiothérapie	126 997	150 789	152 406	148 584	5,4
Policlinique, unités médico-techniques	500 239	534 331	549 406	592 257	5,8
Chimiothérapie	9 942	10 549	12 112	11 644	5,4
Cardiologie interventionnelle	-	-	-	1 887	p.m.
Chirurgie cardiaque	-	-	-	199	p.m.

¹⁾ Opposables à l'ensemble des institutions de sécurité sociale.

²⁾ L'augmentation des soins normaux en 1999 est imputable à l'intégration du CHNP dans le système de budgétisation à partir de cette même année.

3.6. Les moyens curatifs et thérapeutiques

Ce groupe de prestations comprend en général tous les soins et fournitures prestés par des professionnels de santé non-médecins.

Depuis le 1.1.1999, date de l'introduction de la loi sur l'assurance dépendance, le niveau des frais pour soins infirmiers a presque doublé. En effet cette loi prévoit que les soins infirmiers prestés dans les établissements d'aides et de soins sont à charge de l'assurance maladie. Ces soins infirmiers, pris en charge sous forme de forfaits journaliers, ont représenté en 1999 une dépense supplémentaire d'environ 156 millions LUF, dont 110 millions comptabilisés sous forme de provisions. Pour l'exercice 2000, la dotation aux provisions de 200 millions LUF pour soins infirmiers concerne d'une part, les retards de facturation des établissements de soins (120 millions), et d'autre part ceux des réseaux d'aides et de soins (80 millions).

Tableau 3.6.1. - Soins des professions de santé non-médecins
(en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1998	1999	2000		Taux de variation en %	
					1999/1998	2000/1999
Soins infirmiers	175	235	250	6,200 €	33,9	6,7
Soins de sages-femmes	2	2	3	0,080 €	17,0	61,3
Massages, kinésithérapie	466	476	522	12,946 €	2,2	9,7
Orthophonie	9	9	9	0,220 €	7,1	-2,5
Psychomotriciens	9	9	10	0,239 €	-0,6	6,7
TOTAL*)	661	731	794	19,685 €	10,6	8,6
(Dotations aux provisions pour prestations)**)	-	(110)	(200)	(4,958) €		
(Prélèvements aux provisions)**)	-	-	-(110)	-(2,727) €		
(TOTAL CORRIGE)**)	(661)	(841)	(884)	(21,916) €	(27,3)	(5,1)

*) Données comptables.

**) Données ajustées en fonction des provisions.

Tableau 3.6.2. - **Moyens curatifs et adjuvants**
(en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1998	1999	2000		Taux de variation en %	
					1999/1998	2000/1999
Petits moyens accessoires	123	137	151	3,752 €	11,3	10,2
Appareils et autres accessoires	112	85	87	2,155 €	-23,5	2,0
Prothèses auditives et vocales	60	57	52	1,298 €	-4,8	-8,2
Orthèses, prothèses, épithèses	57	65	61	1,519 €	13,5	-6,0
Fournitures patrons-bottiers	18	17	17	0,424 €	-6,0	2,9
Fournitures opticiens	328	339	284	7,047 €	3,3	-16,2
Produits sanguins	49	74	79	1,951 €	51,1	5,9
Analyses de laboratoires (en dehors de l'hôpital)	748	822	928	23,012 €	9,8	12,9
TOTAL	1 496	1 597	1 660	41,158 €	6,8	4,0

Tableau 3.6.3. - **Rééducation et cures au Luxembourg**
(en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1998	1999	2000		Taux de variation en %	
					1999/1998	2000/1999
Centre de rééducation et de réadaptation (Hamm)	157	175	172	4,269 €	11,1	-1,4
Frais de cures	122	136	141	3,490 €	10,9	3,8
Frais de séjour	74	78	83	2,064 €	5,2	7,2
Cures de convalescence	15	14	12	0,309 €	-6,9	-9,7
Réadaptation en foyer de psychiatrie ¹⁾	-	-	28	0,687 €	p.m.	p.m.
TOTAL	368	402	436	10,818 €	9,1	8,6

¹⁾ Prestation pris en charge par l'assurance maladie à partir du 1.1.2000.

L'évolution des frais pour cures a été atténuée par l'effet de la participation de 10% demandée aux patients à partir du 1.1.2000.

3.7. Les autres prestations

Tableau 3.7.1. - **La médecine préventive**
(en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1998	1999	2000		Taux de variation en %	
					1999/1998	2000/1999
Examen de la femme enceinte, dont:	20	22	22	0,536 €	5,2	0,4
examen médical de la femme enceinte	15	15	16	0,388 €	3,9	1,2
examen dentaire de la femme enceinte	6	6	6	0,148 €	8,8	-1,9
Examen des enfants en bas âge	7	7	7	0,171 €	2,9	-4,7
Programmes de médecine préventive*)	27	28	29	0,716 €	5,0	2,0
TOTAL	55	57	57	1,423 €	4,8	0,5

*) Il s'agit surtout du programme de mammographie concernant le dépistage du cancer du sein et du programme de vaccination pour enfants et adolescents contre l'hépatite B. Ces programmes ont été établis en collaboration avec le Ministère de la Santé.

Tableau 3.7.2.- **Les frais de voyage et de transport**
(en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1998	1999	2000		Taux de variation en %	
					1999/1998	2000/1999
Frais de transport, dont:	186	206	176	4,369 €	10,9	-14,6
frais de voyage	20	22	23	0,575 €	9,6	5,9
frais de transport en taxi	98	110	86	2,123 €	12,7	-22,3
Frais de transport en ambulance	68	74	67	1,671 €	8,8	-9,3
Frais de transport par air	11	11	11	0,261 €	-7,7	0,0
TOTAL	198	217	187¹⁾	4,630 €	9,8	-13,9¹⁾

¹⁾ Cette diminution des frais résulte essentiellement de l'ouverture du Centre national de radiothérapie en 2000, et de la diminution des transports à l'étranger.

Tableau 3.7.3.- **Indemnités funéraires: évolution chronologique**
(en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Exercice	Montant en valeur nominale	Variation en %	Montant au nombre indice 100	Variation en %
1975	65		27	
1980	84	5,4	26	-0,8
1985	113	6,1	27	0,6
1990	120	1,3	26	-0,6
1991	122	1,5	26	-2,2
1992	129	5,5	26	2,3
1993	142	10,4	28	7,1
1994	131	-7,9	25	-10,7
1995	134	2,1	25	0,3
1996	140	4,9	26	4,0
1997	141	0,7	26	-1,5
1998	143	0,9	26	0,7
1999	139	-2,2	25	-3,2
2000	141	1,3	25	-1,4
	3,501 €		0,615 €	
Variation moyenne annuelle 1990-2000		1,6%		-0,6%

3.8. Les prestations de santé à l'étranger

Tableau 3.8.1. - Prestations de soins de santé à l'étranger
(en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1998	1999	2000		Taux de variation en %	
					1999/1998	2000/1999
Conventions internationales (tiers payant):	4 032	4 381	5 039	124,913 €	8,7	15,0
Séjour temporaire	155	142	158	3,910 €	-8,3	11,2
Frontaliers	2 764	2 900	3 411	84,561 €	4,9	17,6
Traitement E 112*)	845	813	850	21,080 €	-3,8	4,6
Forfaits (pensionnés et membres de famille)	189	298	352	8,736 €	58,0	18,3
Divers	79	229	267	6,626 €	188,1	16,9
Autres prestations à l'étranger (remboursement de prestations):	148	160	176	4,353 €	8,3	9,4
<i>Prestations à l'étranger en dehors E 125**)</i>	<i>123</i>	<i>120</i>	<i>127</i>	<i>3,141 €</i>	<i>-2,8</i>	<i>5,9</i>
- Traitements à l'étranger: soins médicaux	33	44	41	1,004 €	34,5	-7,6
- Traitements à l'étranger: soins médico-dentaires	2	2	2	0,038 €	2,4	-24,9
- Traitements à l'étranger: frais pharmaceutiques	7	8	8	0,191 €	13,9	-9,1
- Traitements à l'étranger: frais d'hospitalisations	63	44	52	1,283 €	-29,3	16,6
- Traitements à l'étranger: autres prestations	18	21	25	0,624 €	14,6	20,6
<i>Frais de séjour à l'étranger</i>	<i>7</i>	<i>7</i>	<i>5</i>	<i>0,134 €</i>	<i>-3,2</i>	<i>-18,7</i>
<i>Prestations à l'étranger suivant législation luxembourgeoise***)</i>	<i>18</i>	<i>34</i>	<i>43</i>	<i>1,078 €</i>	<i>87,8</i>	<i>27,4</i>
TOTAL	4 180	4 542	5 215	129,265 €	8,7	14,8

*) Transfert à l'étranger après autorisation du contrôle médical de la sécurité sociale.

**) Remboursement, selon les tarifs étrangers, de frais avancés par l'assuré pour prestations reçues à l'étranger.

***) Remboursement, selon les tarifs luxembourgeois, de frais avancés par l'assuré pour:

- Prestations urgentes servies à l'étranger où l'assuré demande le remboursement de ses frais directement à la caisse compétente sans passer par l'institution étrangère.
- Prestations non-urgentes des assurés usant de leur droits reconnus en fonction de la jurisprudence Decker-Kohl. Il s'agit de deux catégories de prestations impossible à départager et dont l'impact financier est minime.

Tableau 3.8.2. - Total des prestations en nature servies à l'étranger
(en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1998	1999	2000		Taux de variation en %	
					1999/1998	2000/1999
Prestations de soins de santé	4 180	4 542	5 215	129,265 €	8,7	14,8
Prestations de maternité	127	143	163	4,029 €	12,5	14,0
Indemnités funéraires	4	3	4	0,089 €	-21,4	17,0
TOTAL DES PRESTATIONS	4 310	4 688	5 381	133,384 €	8,8	14,8

Le tableau 3.8.3. ci-après opère une ventilation des prestations en nature, selon le pays de résidence du bénéficiaire et du prestataire.

En comparant les résultats obtenus on constate que la ventilation des prestations est largement tributaire de l'organisation socio-sanitaire des différents pays.

Ainsi on peut trouver, selon les pays, sous un même poste "hospitalisation", non seulement les frais de nursing, d'hôtellerie ou autres frais liés directement à l'hospitalisation, mais également les dépenses pour médicaments, les frais médicaux, etc..

L'interprétation de ces chiffres devra donc se faire avec la plus grande prudence.

Tableau 3.8.3. - Ventilation des prestations en nature à l'étranger en 2000 selon le pays de résidence des assurés*) et des prestataires
(en milliers LUF/EUR pour les totaux)

		Résidence prestataires					Total	
		Luxembourg	Belgique	Allemagne	France	Autres pays		
Résidence assurés: LUXEMBOURG								
	Total des prestations, dont		181 231	317 395	226 560	56 528	781 713	19 378 €
	- soins médicaux		72 314	22 309	25 897	8 304	128 824	3 193 €
Actifs et membres de famille	- soins dentaires		1 529	2 846	1 044	527	5 946	147 €
	- médicaments		22 051	3 347	17 671	2 838	45 908	1 138 €
	- hospitalisation		71 560	267 467	115 039	20 297	474 363	11 759 €
	- autres		13 775	21 425	66 909	24 562	126 671	3 140 €
	Total des prestations, dont		147 948	211 129	133 447	68 014	560 539	13 895 €
	- soins médicaux		37 732	17 928	18 949	2 827	77 436	1 920 €
Pensionnés et membres de famille	- soins dentaires		302	345	148	106	901	22 €
	- médicaments		10 246	2 969	4 933	898	19 046	472 €
	- hospitalisation		40 791	117 543	42 498	14 469	215 301	5 337 €
	- autres		58 876	72 344	66 919	49 715	247 855	6 144 €
Résidence assurés: BELGIQUE								
	Total des prestations, dont	93 518	809 116	1 817	6 044	538	911 033	22 584 €
	- soins médicaux	32 173	306 085	364	815	157	339 595	8 418 €
Actifs et membres de famille	- soins dentaires	14 450	43 529	13	70	3	58 066	1 439 €
	- médicaments	14 249	131 754	8	273	155	146 438	3 630 €
	- hospitalisation	14 257	138 933	1 370	4 330	-6 411	152 479	3 780 €
	- autres	18 388	188 815	61	556	6 633	214 454	5 316 €
	Total des prestations, dont	13 039	114 894	0	52	4	127 990	3 173 €
	- soins médicaux	3 909	430	0	6	0	4 346	108 €
Pensionnés et membres de famille	- soins dentaires	997	7	0	0	0	1 003	25 €
	- médicaments	3 865	142	0	2	0	4 009	99 €
	- hospitalisation	2 272	1 549	0	0	0	3 821	95 €
	- autres	1 997	112 766	0	44	4	114 811	2 846 €
Résidence assurés: ALLEMAGNE								
	Total des prestations, dont	18 487	69	1 002 181	500	855	1 022 092	25 337 €
	- soins médicaux	5 922	37	275 128	168	258	281 513	6 979 €
Actifs et membres de famille	- soins dentaires	1 586	0	107 208	28	13	108 835	2 698 €
	- médicaments	3 592	10	107 810	78	44	111 534	2 765 €
	- hospitalisation	2 750	3	348 295	149	-5 881	345 316	8 560 €
	- autres	4 636	19	163 740	77	6 421	174 894	4 336 €
	Total des prestations, dont	916	0	2 213	0	0	3 128	78 €
	- soins médicaux	270	0	284	0	0	554	14 €
Pensionnés et membres de famille	- soins dentaires	17	0	4	0	0	21	1 €
	- médicaments	62	0	124	0	0	186	5 €
	- hospitalisation	494	0	1 602	0	0	2 096	52 €
	- autres	72	0	199	0	0	270	7 €
Résidence assurés: FRANCE								
	Total des prestations, dont	70 387	10 848	1 587	1 707 981	383	1 791 186	44 402 €
	- soins médicaux	21 815	2 836	372	439 854	116	464 993	11 527 €
Actifs et membres de famille	- soins dentaires	7 438	190	165	70 794	3	78 590	1 948 €
	- médicaments	9 529	2 144	74	329 900	70	341 715	8 471 €
	- hospitalisation	10 260	4 951	861	459 128	121	475 323	11 783 €
	- autres	21 344	727	115	408 306	73	430 565	10 673 €
	Total des prestations, dont	519	57	59	693	1	1 329	33 €
	- soins médicaux	249	3	0	133	0	385	10 €
Pensionnés et membres de famille	- soins dentaires	27	0	0	6	0	32	1 €
	- médicaments	102	5	0	98	1	207	5 €
	- hospitalisation	68	0	59	165	0	292	7 €
	- autres	73	49	0	291	0	413	10 €
Résidence assurés: PAYS NON LIMITROPHES								
	Total des prestations, dont	5 943	510	1 608	964	4 295	13 319	330 €
	- soins médicaux	1 473	191	304	114	895	2 976	74 €
Actifs et membres de famille	- soins dentaires	557	35	58	12	149	810	20 €
	- médicaments	892	63	66	58	401	1 480	37 €
	- hospitalisation	2 184	192	893	734	2 225	6 229	154 €
	- autres	838	28	287	45	624	1 823	45 €
	Total des prestations, dont	1 662	10	0	127	428	2 226	55 €
	- soins médicaux	306	10	0	11	168	495	12 €
Pensionnés et membres de famille	- soins dentaires	92	0	0	0	10	102	3 €
	- médicaments	328	0	0	1	10	339	8 €
	- hospitalisation	375	0	0	115	240	730	18 €
	- autres	561	0	0	0	0	561	14 €

*) Personnes assurées auprès de l'assurance maladie luxembourgeoise.

Section 4 - Les indemnités pécuniaires de maladie

Les tableaux 4.1. et 4.2. retracent l'évolution financière des deux gestions de prestations en espèces de l'UCM.

La gestion 29.1c CAS (tableau 4.1.) concerne les salariés ne bénéficiant pas de la conservation de la rémunération en cas de maladie, c. à d. la grande majorité des salariés ouvriers. Etant donné que la caisse de maladie compétente doit intervenir dès le premier jour de maladie, cette gestion joue le rôle le plus important du point de vue financier.

La gestion 29.1b CAS (tableau 4.2.) concerne les salariés (principalement employés) bénéficiant, en cas de maladie, de la continuation légale ou conventionnelle de la rémunération pendant le mois en cours et les trois mois subséquents, ainsi que les non-salariés.

Tableau 4.1. - Evolution des prestations en espèces*) de 1998 à 2000: gestion Art. 29.1c CAS
(montants en milliers LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1998	1999	2000	Taux de variation en %	
				1999/1998	2000/1999
SITUATION DEMOGRAPHIQUE (moyenne annuelle)					
Cotisants	96 942	100 653	104 880	3,8	4,2
DEPENSES:					
Prestations**)	3 915 645	4 280 274	4 729 798	9,3	10,5
Frais d'administration	154 161	149 250	172 992	-3,2	15,9
Autres dépenses	10 228	9 324	12 838	-8,8	37,7
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	4 080 034	4 438 847	4 915 627	8,8	10,7
RECETTES:					
Cotisations	3 994 158	3 551 407	4 295 685	-11,1	21,0
Etat (participation frais d'administration)	480	455	401	-5,2	-12,0
Etat (cotisations forfaitaires)	399 415	355 141	477 291	-11,1	34,4
Autres recettes	237 816	229 326	242 753	-3,6	5,9
TOTAL DES RECETTES COURANTES	4 631 868	4 136 329	5 016 129	-10,7	21,3
Nombre-index du coût de la vie (moyenne annuelle)	548,67	554,38	569,41	1,0	2,7
Taux de cotisation:	5,0%	4,2%	4,7%		

*) Sans les prestations de maternité.

**) Y compris les cotisations sur prestations.

Tableau 4.2. - Evolution des prestations en espèces*) de 1998 à 2000: gestion Art. 29.1b CAS
(montants en milliers LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1998	1999	2000	Taux de variation en %	
				1999/1998	2000/1999
SITUATION DEMOGRAPHIQUE (moyenne annuelle)					
Cotisants	111 900	119 439	128 406	6,7	7,5
DEPENSES:					
Prestations**)	389 175	418 944	403 542	7,6	-3,7
Frais d'administration	15 841	15 071	15 256	-4,9	1,2
Autres dépenses	725	1 166	986	60,9	-15,4
TOTAL DES DÉPENSES COURANTES	405 742	435 181	419 784	7,3	-3,5
RECETTES:					
Cotisations	429 662	375 359	415 861	-12,6	10,8
Etat (participation frais d'administration)	49	46	35	-6,8	-23,1
Etat (cotisations forfaitaires)	42 966	37 536	46 207	-12,6	23,1
Autres recettes	36 481	40 075	58 227	9,9	45,3
TOTAL DES RECETTES COURANTES	509 158	453 016	520 330	-11,0	14,9
Nombre-index du coût de la vie (moyenne annuelle)	548,67	554,38	569,41	1,0	2,7
Taux de cotisation:	0,30%	0,24%	0,24%		

*) Sans les prestations de maternité.

**) Y compris les cotisations sur prestations.

Les tableaux 4.3. et 4.4. indiquent l'évolution des indemnités pécuniaires de maladie par gestion et par caisse.

Tableau 4.3. - **Evolution du montant des indemnités pécuniaires de maladie¹⁾ : gestion Art. 29.1c CAS**
(montants en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Exercice	CMO	CMOA	Total
1994	2 548,0	332,5	2 880,5
1995	2 710,7	324,4	3 035,1
1996	2 943,5	320,0	3 263,5
1997	2 996,0	262,3	3 258,3
1998	3 235,6	228,8	3 464,4
1999	3 581,0	217,6	3 798,6
2000	3 968,2	219,9	4 188,1
	98,369 €	5,451 €	103,820 €
Variation moyenne annuelle	7,7%	-6,7%	6,4%

¹⁾ Sans la part patronale dans les cotisations.

Tableau 4.4. - **Evolution du montant des indemnités pécuniaires de maladie¹⁾ : gestion Art. 29.1b CAS**
(montants en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Exercice	CMO	CMEP (salariés)	CMEA	EM-CFL	CMEP (TII)	CMPI	CMA	Total
1994	0,6	151,4 ²⁾	15,2	3,2	(-)	33,3	2,1	205,8
1995	1,5	168,9 ²⁾	12,7	0,0	(-)	43,1	1,5	227,7
1996	3,2	194,1	17,1	0,0	4,0	35,6	5,1	259,1
1997	10,3	226,1	16,0	0,0	5,3	29,6	1,8	289,1
1998	12,2	284,2	13,7	0,0	6,4	37,8	1,8	356,1
1999	8,3	309,6	13,0	0,0	8,7	38,3	5,7	383,6
2000	10,9	296,4	12,2	0,0	7,0	37,6	5,3	369,4
	0,270 €	7,348 €	0,302 €	0,000 €	0,174 €	0,932 €	0,131 €	9,157 €
Variation moyenne annuelle	62,1%	11,8%	-3,6%	p.m.	15,0%	2,0%	16,7%	10,2%

¹⁾ Sans la part patronale dans les cotisations.

²⁾ Y compris CMEP - TII.

Les tableaux ci-après indiquent la durée moyenne des cas de maladie clôturés au cours des exercices 1996 à 2000. Les écarts considérables entre les deux gestions s'expliquent par le fait que pour la gestion 29.1c la caisse intervient dès le premier jour de maladie, tandis qu'auprès de la gestion 29.1b, les indemnisations ne débutent qu'à partir du premier jour du quatrième mois après le début de la maladie. La gestion 29.1c compte donc un grand nombre de cas d'incapacité de courte durée, ce qui fait baisser la durée moyenne. La gestion 29.1b par contre ne traite que des cas de longue durée beaucoup plus rares.

Tableau 4.5. - **Durée moyenne des cas de maladie à partir de 1996: CMO et CMEP-salariés*)**
(jours civils)

Mois/ Année	Durée moyenne				Variation en %**)			
	Gestion 29.1b		Gestion 29.1c		Gestion 29.1b		Gestion 29.1c	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1996								
1	289,55	203,29	10,59	10,50				
2	229,71	185,67	8,27	9,78				
3	201,42	191,07	9,84	10,64				
4	181,89	200,20	9,06	9,85				
5	233,09	232,67	10,04	11,16				
6	214,50	170,69	9,38	11,61				
7	196,45	188,46	9,02	10,35				
8	193,14	158,13	13,72	13,86				
9	158,81	222,43	12,19	14,27				
10	222,91	216,42	10,68	11,07				
11	179,75	174,27	10,77	10,36				
12	158,33	208,74	8,71	8,62				
1997								
1	155,82	169,05	10,40	10,22	-46,2	-16,8	-1,8	-2,6
2	165,82	154,20	9,48	10,61	-27,8	-16,9	14,7	8,5
3	185,58	200,89	10,75	11,63	-7,9	5,1	9,2	9,3
4	186,67	172,70	9,65	11,09	2,6	-13,7	6,5	12,7
5	196,63	188,07	10,96	10,42	-15,6	-19,2	9,2	-6,6
6	210,44	147,89	9,67	10,65	-1,9	-13,4	3,0	-8,3
7	125,80	177,44	9,22	9,49	-36,0	-5,8	2,2	-8,3
8	171,38	161,14	14,19	13,31	-11,3	1,9	3,5	-4,0
9	209,45	193,79	12,26	13,41	31,9	-12,9	0,6	-6,1
10	238,33	169,10	9,17	9,94	6,9	-21,9	-14,2	-10,2
11	183,53	206,32	10,20	11,78	2,1	18,4	-5,3	13,7
12	243,50	199,71	8,91	9,93	53,8	-4,3	2,3	15,2
1998								
1	257,00	236,33	12,03	12,10	64,9	39,8	15,6	18,3
2	209,63	177,20	8,98	9,69	26,4	14,9	-5,3	-8,7
3	226,27	192,26	8,94	10,00	21,9	-4,3	-16,8	-14,0
4	178,42	190,25	8,48	10,57	-4,4	10,2	-12,1	-4,7
5	178,24	199,67	10,34	11,44	-9,4	6,2	-5,7	9,8
6	215,18	179,10	9,87	11,38	2,3	21,1	2,1	6,9
7	210,10	189,35	9,04	9,34	67,0	6,7	-1,9	-1,6
8	196,79	210,50	12,39	14,52	14,8	30,6	-12,7	9,1
9	201,17	177,19	10,49	12,83	-4,0	-8,6	-14,4	-4,3
10	197,00	186,67	9,32	10,11	-17,3	10,4	1,7	1,8
11	178,61	188,86	9,96	11,27	-2,7	-8,5	-2,3	-4,3
12	170,60	194,11	7,57	9,30	-29,9	-2,8	-15,1	-6,3

*) Sans les prestations de maternité.

**) Par rapport au mois correspondant de l'année précédente.

Remarque: Le mois de référence renvoie au début de l'incapacité, la durée maximale d'indemnisation est de 52 semaines.

Tableau 4.5. - **Durée moyenne des cas de maladie à partir de 1996: CMO et CMEP-salariés*)** (suite)
(jours civils)

Mois/ Année	Durée moyenne				Variation en %**)			
	Gestion 29.1b		Gestion 29.1c		Gestion 29.1c		Gestion 29.1c	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1999								
1	272,92	217,40	10,79	10,52	6,2	-8,0	-10,2	-13,1
2	237,74	186,89	7,81	8,83	13,4	5,5	-13,0	-8,9
3	202,71	217,00	9,78	10,49	-10,4	12,9	9,4	5,0
4	206,08	218,13	9,34	11,56	15,5	14,7	10,1	9,4
5	250,79	231,72	10,48	11,11	40,7	16,1	1,4	-2,9
6	279,82	225,14	9,34	9,55	30,0	25,7	-5,3	-16,1
7	236,79	213,46	9,48	11,51	12,7	12,7	4,9	23,2
8	246,53	217,64	14,42	15,83	25,3	3,4	16,4	9,0
9	199,71	210,45	12,33	13,83	-0,7	18,8	17,5	7,7
10	235,30	209,97	10,04	10,11	19,4	12,5	7,7	0,0
11	187,59	199,10	9,61	11,07	5,0	5,4	-3,6	-1,8
12	175,57	166,50	7,82	9,91	2,9	-14,2	3,3	6,5
2000								
1	199,21	179,55	9,64	10,42	-27,0	-17,4	-10,7	-1,0
2	225,87	219,97	8,53	10,59	-5,0	17,7	9,2	19,9
3	184,13	183,21	9,45	11,57	-9,2	-15,6	-3,4	10,3
4	232,91	198,83	8,88	10,64	13,0	-8,8	-4,9	-8,0
5	223,10	171,42	9,85	11,44	-11,0	-26,0	-6,0	3,0
6	186,80	217,39	9,55	10,96	-33,2	-3,4	2,3	14,7
7	198,52	162,82	8,42	9,24	-16,2	-23,7	-11,1	-19,8
8	173,57	153,35	12,66	13,02	-29,6	-29,5	-12,2	-17,8
9	163,13	158,82	10,02	11,66	-18,3	-24,5	-18,8	-15,7
10	164,25	162,09	8,74	9,89	-30,2	-22,8	-12,9	-2,2
11	154,44	145,00	8,68	10,19	-17,7	-27,2	-9,7	-7,9
12	125,47	155,50	7,21	8,07	-28,5	-6,6	-7,8	-18,6

*) Sans les prestations de maternité.

**) Par rapport au mois correspondant de l'année précédente.

Remarque: Le mois de référence renvoie au début de l'incapacité, la durée maximale d'indemnisation est de 52 semaines.

Section 5 - Les prestations de l'assurance maternité

5.1. Objet et financement

La gestion "Maternité" regroupe des prestations en nature et des prestations en espèces.

Les prestations en nature

L'article 26 du code des assurances sociales prévoit la prise en charge lors de l'accouchement des soins d'une sage-femme, de l'assistance médicale, du séjour dans une maternité ou clinique, de fournitures pharmaceutiques et de produits diététiques pour nourrissons.

Les prestations en espèces

Les prestations pécuniaires de maternité sont réservées aux femmes actives assurées à titre obligatoire. Elles sont égales à l'indemnité pécuniaire de maladie et elles sont servies pendant la durée légale du congé de maternité à toutes les assurées ne profitant pas de la conservation conventionnelle ou statutaire de leur rémunération en cas de maladie ou de maternité.

La rubrique des prestations en espèces de maternité comprend également l'indemnisation de la dispense de travail pour femmes enceintes et le congé pour raisons familiales, destiné aux parents d'enfants malades. Le détail de ces prestations est repris au tableau 5.3.3. ci-après.

Les allocations de naissance, les allocations prénatales, les allocations postnatales et les allocations de maternité relèvent de la Caisse nationale des prestations familiales et sont traitées au chapitre 4.

Le financement des prestations de maternité et du congé pour raisons familiales est entièrement à charge de l'Etat.

Le tableau suivant retrace l'évolution des prestations de maternité de 1998 à 2000.

Tableau 5.1.1. - **Evolution des prestations de maternité de 1998 à 2000**
(montants en milliers LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1998	1999	2000		Taux de variation en %	
					1999/1998	2000/1999
DEPENSES:						
Prestations en nature ¹⁾	574 837	710 157	780 339	19 344 €	23,5	9,9
Prestations en espèces ²⁾	1 392 012	1 705 093	2 020 718	50 092 €	22,5	18,5
Frais d'administration	81 509	88 407	107 568	2 667 €	8,5	21,7
Autres dépenses	579	1 153	1 164	29 €	99,2	1,0
TOTAL DES DÉPENSES COURANTES	2 048 937	2 504 810	2 909 789	72 132 €	22,2	16,2
RECETTES:						
Participation de l'Etat:	2 033 224	2 507 278	2 890 453	71 652 €	23,3	15,3
- frais d'administration et autres frais non ventilés	66 375	92 028	89 396	2 216 €	38,6	-2,9
- prestations	1 966 849	2 415 250	2 801 057	69 436 €	22,8	16,0
Autres recettes	20 476	25 622	33 277	825 €	25,1	29,9
TOTAL DES RECETTES COURANTES	2 053 700	2 532 900	2 923 729	72 477 €	23,3	15,4
Nombre-index du coût de la vie (moyenne annuelle)	548,67	554,38	569,41		1,0	2,7

¹⁾ Sans les prestations de médecine préventive pour femmes enceintes et enfants en bas âge.

²⁾ Y compris cotisations sur prestations.

5.2. Les prestations en nature de maternité

Le tableau suivant donne le détail des prestations en nature de maternité pendant les trois dernières années.

Tableau 5.2.1. - **Le détail des prestations en nature de maternité**
(en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1998	1999	2000		Taux de variation en %	
					1999/1998	2000/1999
Prestations au Luxembourg	448	568	618	15,315 €	26,7	8,9
Honoraires médicaux	27	47	54	1,346 €	77,1	15,5
Soins de sages-femmes	2	2	3	0,068 €	17,9	27,0
Forfaits d'accouchement	403	496	537	13,303 €	23,2	8,1
Produits diététiques	17	22	24	0,598 €	31,3	10,3
Prestations à l'étranger	127	143	163	4,029 €	12,5	14,0
TOTAL	575	710	780	19,344 €	23,5	9,9

Remarque: La croissance importante des frais pour prestations de maternité en 1999 est due surtout à la liquidation en 1999 de certaines prestations provisionnées en 1998 et à l'augmentation du forfait d'accouchement et des tarifs médicaux. Le taux d'augmentation du nombre de naissances constaté en 1999 s'amplifie légèrement pour 2000.

Le tableau suivant montre l'évolution de ces prestations à partir de 1990.

Tableau 5.2.2. - **Prestations en nature de l'assurance maternité**
(en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Exercice	Montant en valeur nominale	Variation en %	Montant au nombre indice 100	Variation en %
1990	250	7,1	55	5,1
1991	249	-0,3	52	-4,0
1992	272	9,3	55	5,9
1993	292	7,5	58	4,2
1994 ¹⁾	216	-26,2	41	-28,4
1995	587	172,0	111	167,0
1996	543	-7,5	101	-8,2
1997	626	15,3	114	12,8
1998	575	-8,2	105	-8,4
1999	710	23,5	128	22,3
2000	780	9,9	137	7,0
	19,344 €		3,175 €	
Hausse moyenne annuelle 1990-2000		12,1%		9,7%
Hausse moyenne annuelle 1995-2000		5,9%		4,4%

¹⁾ A partir de 1994 les prestations de médecine préventive pour femmes enceintes et enfants en bas âge (+/- 6% des prestations liées à la fonction maternité) ne sont plus comptabilisées dans la gestion maternité, mais dans la gestion prestations en nature.

Le forfait d'accouchement en milieu hospitalier a subi une hausse importante en 1995, date de l'introduction de la budgétisation et de la comptabilité analytique dans les hôpitaux. En effet l'introduction conjointe de ces mesures a permis d'apprécier plus correctement le coût réel des prestations de maternité en milieu hospitalier.

Les variations annuelles souvent très importantes s'expliquent en majeure partie par des retards de facturation de la part des hôpitaux ce qui reporte la liquidation des factures par l'UCM à l'exercice suivant.

Le tableau suivant indique le nombre d'accouchements au Luxembourg pris en charge par l'assurance maladie-maternité en 1998,1999 et 2000.

Tableau 5.2.3. - **Nombre d'accouchements au Luxembourg pris en charge par les caisses de maladie**
Répartition par groupes d'âge

Groupes d'âge	1998	En % du total	1999	En % du total	2000 ¹⁾	En % du total
15-19	77	1,5	82	1,6	96	1,8
20-24	684	13,4	667	12,7	746	13,7
25-29	1 668	32,7	1 706	32,4	1712	31,4
30-34	1 843	36,1	1 926	36,6	1936	35,5
35-39	737	14,4	759	14,4	828	15,2
40-44	96	1,9	118	2,2	130	2,4
>=45	3	0,1	5	0,1	5	0,1
TOTAL	5 108	100,0	5 263	100,0	5 453	100,0

¹⁾ Données provisoires.

5.3. Les indemnités pécuniaires de maternité

Jusqu'en 1993 les caisses de maladie des ouvriers, des employés ainsi que l'Entraide médicale des CFL étaient les seules à liquider des indemnités pécuniaires de maternité. A partir de 1994 les assurées du régime des non-salariés peuvent également bénéficier d'indemnités pécuniaires de maternité. Les femmes fonctionnaires, employées publiques ou employées au service de l'Etat ou des communes relevant des CMFEP ou CMFEC, profitent de la continuation de leur rémunération pendant leur congé de maternité.

Le tableau suivant indique l'évolution à partir de 1980 du total des indemnités de maternité payées aux assurées salariées; s'y ajoutent à partir de 1994 les indemnités servies aux assurées non-salariées.

Tableau 5.3.1. - **Indemnités pécuniaires de maternité¹⁾ : évolution à partir de 1980**
(en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Exercice	Montant en valeur nominale	Variation en %	Montant au nombre indice 100	Variation en %
1980	172		54	
1985	303	12,0	73	6,2
1990	581	13,9	127	11,7
1991	691	18,9	146	15,0
1992	799	15,6	163	11,6
1993	919	15,0	182	11,7
1994	969	5,4	186	2,2
1995	1 049	8,3	198	6,5
1996	1 142	8,9	213	7,6
1997	1 236	8,2	226	6,1
1998	1 257	1,7	229	1,4
1999	1 540	22,5	278	21,3
2000	1 824	18,4	320	15,3
	45,212 €		7,940	
Hausse moyenne annuelle 1980-2000		12,5%		9,3%
Hausse moyenne annuelle 1995-2000		11,7%		10,1%

¹⁾ Sans part patronale dans les cotisations.

Tableau 5.3.2. - Nombre et âge des bénéficiaires d'indemnités pécuniaires de maternité

	<20 ans		20-24 ans		25-29 ans		30-34 ans		>=35 ans		Total	Variation annuelle en%
	nombre	en %	nombre	en %	nombre	en %	nombre	en %	nombre	en %		
1988	68	3,2	584	27,7	905	43,0	438	20,8	110	5,2	2 105	
1989	56	2,4	623	26,7	1 027	44,0	481	20,6	147	6,3	2 334	10,9
1990	50	2,0	686	27,1	1 187	46,9	464	18,3	146	5,8	2 533	8,5
1991	50	1,7	722	25,2	1 296	45,2	631	22,0	171	6,0	2 870	13,3
1992	48	1,6	702	23,2	1 396	46,1	689	22,7	195	6,4	3 030	5,6
1993	37	1,1	727	22,1	1 538	46,8	780	23,7	206	6,3	3 288	8,5
1994*)	41	1,2	683	19,7	1 522	43,9	943	27,2	275	7,9	3 464	5,4
1995	27	0,7	494	13,6	1 622	44,6	1 104	30,4	388	10,7	3 634	4,9
1996	27	0,7	485	12,7	1 625	42,6	1 260	33,0	419	11,0	3 816	5,0
1997	18	0,4	501	12,4	1 732	43,0	1 370	34,0	411	10,2	4 032	5,7
1998	22	0,6	438	11,2	1 566	40,1	1 376	35,2	507	13,0	3 909	-3,1
1999	19	0,5	432	10,4	1 590	38,4	1 518	36,7	579	14,0	4 138	5,9
2000	23	0,5	523	10,6	1 818	36,8	1 855	37,6	715	14,5	4 934	19,2

*) Redressement de série à partir de 1994.

Tableau 5.3.3. - Indemnités pécuniaires de maternité en 2000: ventilation selon la nature des prestations

	Montants en millions *)		En % du total
	LUF	EUR	
Indemnités pécuniaires de maternité proprement dites	1 812	44,919 €	89,7
Dispense de travail pour femmes enceintes ¹⁾	188	4,667 €	9,3
Congé pour raisons familiales ²⁾	20	0,506 €	1,0
TOTAL	2 021	50,092 €	100,0

*) Y compris cotisations sur prestations.

¹⁾ Cf. loi modifiée du 3 juillet 1975 concernant la protection de la maternité de la femme au travail.

Cette loi vient d'être remplacée par la "Loi du 1er août 2001 concernant la protection des travailleuses enceintes, accouchées et allaitantes".

²⁾ Congé, destiné aux parents d'enfants malades, introduit par la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi. Cette prestation relève en fait du domaine des prestations familiales, mais pour des raisons techniques, elle est servie par les caisses de maladie.

Section 6 - Soins de santé: statistiques établies selon la date de la prestation

Remarque méthodologique

Si les tableaux statistiques de la section 3 ci-avant se réfèrent tous à l'année comptable, les tableaux de la section 6 sont établis sur base de la date de la prestation. Ce procédé permet d'avoir une approche plus véridique de l'évolution des prestations en évitant les contraintes de la comptabilité (clôture des comptes à une date précise, décompte par gestion etc...).

Les statistiques ci-après fournissent avant tout certains renseignements sur l'activité médicale et les soins à l'hôpital.

Elles sont établies sur base de la date de prestation. Contrairement à ce qui se passe en comptabilité, où les comptes sont figés après la date de clôture de l'exercice, les fichiers établis sur base de la date de prestation pour une année donnée, subissent en permanence des modifications au gré des informations qui parviennent à l'assurance maladie (rentrées de factures, redressements, extournes pour prestations payées à tort etc). Ceci implique qu'il faut observer un certain délai (6 mois à 1 an), avant l'établissement des statistiques pour avoir des informations exploitables.

Les informations concernant les prestations de soins de santé ne sont pas ventilées par gestion, ni par organisme. Elles couvrent donc aussi bien l'assurance maladie maternité que l'assurance accident.

Les prestataires concernés sont exclusivement ceux qui exercent au Luxembourg.

Comme bénéficiaires de soins sont pris en compte uniquement ceux dont la résidence se situe au Luxembourg.

Les prestations considérées ont été effectuées entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année sous revue.

Les définitions utilisées sont les suivantes:

- pour les personnes protégées: la moyenne annuelle des personnes protégées résidentes à la fin du mois
- pour le nombre des consultations et visites: le total annuel
- pour la durée de séjour à l'hôpital: les jours civils, les fractions de journée comptant pour une journée entière.

6.1. Consultations, visites et actes médicaux

Tableau 6.1.1. - Evolution des tarifs des consultations et visites
(en LUF/EUR pour l'exercice 2001)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 ***)
Consultation normale*)							
du médecin-généraliste							
- consultation	735	740	765	765	805	805	830
- renouvellement d'ordonnance	320	325	335	335	340	340	350
du médecin spécialiste							
- consultation	615-980**)	620-990**)	640-1 020**)	640-1 020**)	650-1 040**)	650-1 040**)	675- 070**)
- renouvellement d'ordonnance	320	325	335	335	340	340	350
du dentiste							
- consultation	650	660	685	705	715	715	735
- renouvellement d'ordonnance	340	345	355	370	375	375	385
Visite normale (milieu extra-hospitalier*)							
du médecin-généraliste	1 305	1 320	1 360	1 360	1 385	1 385	1 430
du médecin spécialiste	1 305	1 320	1 360	1 360	1 385	1 385	1 430
du pédiatre (enfant <14 ans)	1 525	1 540	1 590	1 590	1 615	1 615	1 665
du dentiste	1 380	1 400	1 450	1 500	1 520	1 520	1 560
Visite normale (milieu hospitalier*)							
du médecin-généraliste	1 305	1 320	1 360	1 360	1 385	1 385	1 430
du médecin spécialiste	1 305	1 320	1 360	1 360	1 385	1 385	1 430
du pédiatre (enfant <14 ans)	1 525	1 540	1 590	1 590	1 615	1 615	1 665
du dentiste	1 380	1 400	1 450	1 500	1 520	1 520	1 560

*) Les tarifs des consultations et visites peuvent être majorés en fonction de critères tels que l'urgence invoquée par le patient ou encore l'horaire (tarif de nuit ou de dimanche).

**) Les tarifs varient selon les spécialités médicales.

***) Les montants figurant en EUR pour l'année 2001 sont publiés à titre purement indicatif. Ils ont été calculés par conversion mathématique stricte.

Tableau 6.1.2. - **Nombre moyen des consultations et visites en 1999**
(Répartition par sexe et par groupe d'âge des personnes protégées)

HOMMES	Groupes d'âges							Total	En % du total
	0 - 4	5 - 14	15 - 29	30 - 49	50 - 64	65 - 79	80 et plus		
Médecin généraliste									
Consultation normale	1,04	1,24	1,59	1,83	2,39	3,00	3,10	1,89	75,4
Consultation majorée*)	0,01	0,01	0,03	0,05	0,08	0,10	0,10	0,05	2,0
Tarifs spéciaux**)	0,03	0,06	0,09	0,16	0,33	0,42	0,76	0,19	7,7
Consultation spéciale***)	0,09	0,07	0,10	0,09	0,06	0,05	0,07	0,08	3,1
Visite (milieu extra-hospitalier)	0,31	0,26	0,15	0,18	0,23	0,67	2,46	0,29	11,7
Visite (hôpital)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,1
TOTAL	1,47	1,65	1,96	2,32	3,09	4,24	6,50	2,50	100,0
Médecin spécialiste									
Consultation normale	5,69	2,12	1,13	1,44	2,39	3,51	3,64	2,14	74,8
Consultation majorée*)	0,02	0,06	0,06	0,15	0,27	0,29	0,24	0,15	5,2
Tarifs spéciaux**)	0,04	0,04	0,03	0,06	0,14	0,19	0,24	0,08	2,8
Consultation spéciale***)	0,99	0,34	0,26	0,22	0,16	0,16	0,16	0,27	9,6
Examens préparatoires à l'anesthésie	0,11	0,08	0,06	0,07	0,10	0,15	0,14	0,09	3,1
Visite (milieu extra-hospitalier)	0,14	0,05	0,01	0,01	0,01	0,03	0,18	0,03	1,0
Visite (hôpital)	0,20	0,09	0,11	0,08	0,07	0,11	0,20	0,10	3,5
TOTAL	7,21	2,79	1,66	2,03	3,14	4,44	4,80	2,86	100,0
Médecin dentiste									
Consultation normale	0,08	0,57	0,37	0,45	0,45	0,37	0,19	0,41	88,1
Tarifs spéciaux**)	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00	0,01	0,00	0,00	0,9
Consultation spéciale***)	0,01	0,04	0,06	0,06	0,05	0,04	0,03	0,05	10,6
Visite (milieu extra-hospitalier)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,2
Visite (hôpital)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,2
TOTAL	0,09	0,62	0,44	0,51	0,50	0,42	0,24	0,47	100,0
FEMMES	Groupes d'âges							Total	En % du total
	0 - 4	5 - 14	15 - 29	30 - 49	50 - 64	65 - 79	80 et plus		
Médecin généraliste									
Consultation normale	0,96	1,27	1,99	2,25	2,94	3,45	3,55	2,33	70,7
Consultation majorée*)	0,01	0,01	0,04	0,06	0,09	0,11	0,10	0,06	1,8
Tarifs spéciaux**)	0,03	0,06	0,14	0,27	0,45	0,53	1,05	0,30	9,2
Consultation spéciale***)	0,08	0,07	0,10	0,08	0,06	0,05	0,07	0,07	2,2
Visite (milieu extra-hospitalier)	0,29	0,26	0,21	0,26	0,38	1,16	3,52	0,53	16,1
Visite (hôpital)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0
TOTAL	1,36	1,67	2,49	2,92	3,91	5,30	8,29	3,29	100,0
Médecin spécialiste									
Consultation normale	5,25	2,06	2,08	2,49	3,29	3,91	3,44	2,87	76,1
Consultation majorée*)	0,02	0,04	0,11	0,22	0,37	0,37	0,24	0,21	5,5
Tarifs spéciaux**)	0,04	0,03	0,14	0,16	0,27	0,20	0,26	0,16	4,3
Consultation spéciale***)	0,87	0,31	0,31	0,26	0,21	0,19	0,16	0,29	7,7
Examens préparatoires à l'anesthésie	0,07	0,06	0,08	0,11	0,12	0,14	0,13	0,10	2,7
Visite (milieu extra-hospitalier)	0,14	0,05	0,01	0,01	0,02	0,06	0,28	0,04	1,1
Visite (hôpital)	0,17	0,07	0,13	0,09	0,06	0,10	0,16	0,10	2,7
TOTAL	6,55	2,63	2,85	3,34	4,33	4,98	4,67	3,77	100,0
Médecin dentiste									
Consultation normale	0,08	0,61	0,51	0,59	0,53	0,38	0,15	0,49	88,9
Tarifs spéciaux**)	0,00	0,00	0,01	0,01	0,01	0,00	0,00	0,01	0,9
Consultation spéciale***)	0,01	0,04	0,08	0,07	0,05	0,03	0,02	0,05	9,7
Visite (milieu extra-hospitalier)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,3
Visite (hôpital)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,2
TOTAL	0,09	0,66	0,60	0,66	0,59	0,42	0,20	0,55	100,0

*) Durée sensiblement supérieure à une consultation normale.

**) Renouvellement d'ordonnance ou injections et pansements en série.

***) Consultation urgente, de nuit ou le dimanche.

Tableau 6.1.2. - **Nombre moyen des consultations et visites en 1999** (suite)
(Répartition par sexe et par groupe d'âge des personnes protégées)

HOMMES ET FEMMES	Groupes d'âges							Total	En % du total
	0 - 4	5 - 14	15 - 29	30 - 49	50 - 64	65 - 79	80 et plus		
Médecin généraliste									
Consultation normale	1,00	1,25	1,79	2,04	2,66	3,26	3,41	2,11	72,7
Consultation majorée*)	0,01	0,01	0,03	0,06	0,08	0,10	0,10	0,05	1,9
Tarifs spéciaux**)	0,03	0,06	0,12	0,21	0,39	0,48	0,97	0,25	8,5
Consultation spéciale***)	0,08	0,07	0,10	0,08	0,06	0,05	0,07	0,08	2,6
Visite (milieu extra-hospitalier)	0,30	0,26	0,18	0,22	0,30	0,95	3,20	0,41	14,2
Visite (hôpital)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,1
TOTAL	1,42	1,66	2,22	2,61	3,49	4,84	7,75	2,90	100,0
Médecin spécialiste									
Consultation normale	5,48	2,09	1,60	1,95	2,83	3,74	3,50	2,51	75,5
Consultation majorée*)	0,02	0,05	0,08	0,19	0,32	0,34	0,24	0,18	5,4
Tarifs spéciaux**)	0,04	0,04	0,09	0,11	0,20	0,20	0,25	0,12	3,6
Consultation spéciale***)	0,93	0,33	0,28	0,24	0,19	0,17	0,16	0,28	8,5
Examens préparatoires à l'anesthésie	0,09	0,07	0,07	0,09	0,11	0,15	0,13	0,09	2,8
Visite (milieu extra-hospitalier)	0,14	0,05	0,01	0,01	0,02	0,05	0,25	0,04	1,1
Visite (hôpital)	0,19	0,08	0,12	0,09	0,07	0,11	0,17	0,10	3,0
TOTAL	6,89	2,71	2,25	2,67	3,73	4,75	4,71	3,32	100,0
Médecin dentiste									
Consultation normale	0,08	0,59	0,44	0,52	0,49	0,37	0,16	0,45	88,6
Tarifs spéciaux**)	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,9
Consultation spéciale***)	0,01	0,04	0,07	0,06	0,05	0,04	0,02	0,05	10,1
Visite (milieu extra-hospitalier)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,2
Visite (hôpital)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,2
TOTAL	0,09	0,64	0,52	0,59	0,54	0,42	0,21	0,51	100,0

*) Durée sensiblement supérieure à une consultation normale.

**) Renouvellement d'ordonnance ou injections et pansements en série.

***) Consultation urgente, de nuit ou le dimanche.

Tableau 6.1.3. - **Evolution du nombre moyen des consultations et visites à partir de 1996 (hommes et femmes)**
Indicateurs de variation

	1996	1997	1998	1999
Médecin généraliste				
Consultation normale	100,0	100,3	99,8	101,2
Consultation majorée*)	100,0	113,2	137,4	129,7
Tarifs spéciaux**)	100,0	107,3	107,0	114,4
Consultation spéciale***)	100,0	108,0	115,3	138,7
Visite (milieu extra-hospitalier)	100,0	81,9	79,2	80,7
Visite (hôpital)	100,0	98,1	37,5	29,0
TOTAL	100,0	97,9	97,4	99,6
Médecin spécialiste				
Consultation normale	100,0	103,2	100,9	100,2
Consultation majorée*)	100,0	79,7	107,9	107,9
Tarifs spéciaux**)	100,0	101,6	103,0	108,0
Consultation spéciale***)	100,0	106,4	118,6	128,2
Examens préparatoires à l'anesthésie	100,0	106,1	105,0	103,7
Visite (milieu extra-hospitalier)	100,0	97,3	90,3	87,6
Visite (hôpital)	100,0	109,1	115,0	119,7
TOTAL	100,0	102,3	102,9	103,2
Médecin dentiste				
Consultation normale	100,0	108,2	113,5	117,4
Tarifs spéciaux**)	100,0	85,7	85,3	88,5
Consultation spéciale***)	100,0	101,5	113,8	124,1
Visite (milieu extra-hospitalier)	100,0	103,3	87,2	111,2
Visite (hôpital)	100,0	85,0	73,1	92,8
TOTAL	100,0	107,2	113,0	117,6

*) Durée sensiblement supérieure à une consultation normale.

**) Renouvellement d'ordonnance ou injections et pansements en série.

***) Consultation urgente, de nuit ou le dimanche.

6.2. Actes chirurgicaux: Fréquence et répartition

Les actes chirurgicaux ont été recensés sur base de la nomenclature des actes et services des médecins et médecins-dentistes. Ont été sélectionnés les actes techniques effectués dans un environnement chirurgical, ou nécessitant la mise en œuvre d'instruments de chirurgie. Cette sélection large comprend donc aussi bien des interventions mineures comme par exemple quelques points de suture appliqués à une plaie superficielle que des interventions nécessitant un plateau technique important telle que la chirurgie cardiaque. Le classement a été opéré selon la spécialité du médecin prestataire.

Les interventions se rapportant à des explorations à visée diagnostique seront mentionnées à part.

Tableau 6.2.1. - Répartition des actes chirurgicaux par spécialité médicale et par sexe des patients en 1999

FEMMES	Nombre	En % du total	HOMMES	Nombre	En % du total
Gynécologie-obstétrique*)	12 847	25,6	Chirurgie générale	13 946	31,9
Chirurgie générale	11 813	23,5	Oto-rhino-laryngologie	8 586	19,6
Oto-rhino-laryngologie	7 232	14,4	Orthopédie	4 509	10,3
Orthopédie	4 773	9,5	Urologie	3 647	8,3
Ophthalmologie	3 557	7,1	Chirurgie cardiovasculaire	3 057	7,0
Chirurgie cardiovasculaire	2 121	4,2	Ophthalmologie	2 641	6,0
Dentiste	1 660	3,3	Omnipraticien	2 305	5,3
Omnipraticien	1 609	3,2	Chirurgie plastique	1 404	3,2
Chirurgie plastique	1 388	2,8	Dentiste	1 249	2,9
Urologie	918	1,8	Chirurgie infantile	605	1,4
Dermato-vénéréologie	680	1,4	Neuro-chirurgie	539	1,2
Neuro-chirurgie	492	1,0	Dermato-vénéréologie	486	1,1
Chirurgie infantile	339	0,7	Médecine interne	259	0,6
Stomatologie	266	0,5	Stomatologie	241	0,6
Médecine interne	167	0,3	Divers	241	0,6
Electroradiologie	131	0,3	TOTAL	43 715	100,0
Divers	190	0,4			
TOTAL	50 183	100,0			

*) Y non compris l'assistance à un accouchement.

Tableau 6.2.2. - Actes chirurgicaux par spécialité: traitement ambulatoire et traitement stationnaire en 1999

Traitement stationnaire	Nombre	En % du total	Traitement ambulatoire	Nombre	En % du total
Chirurgie générale	14 799	26,5	Chirurgie générale	10 960	28,9
Gynécologie-obstétrique*)	11 578	20,7	Oto-rhino-laryngologie	5 783	15,2
Oto-rhino-laryngologie	10 035	17,9	Omnipraticien	3 805	10,0
Orthopédie	6 564	11,7	Ophthalmologie	3 431	9,0
Urologie	3 617	6,5	Dentiste	2 890	7,6
Chirurgie cardiovasculaire	2 972	5,3	Orthopédie	2 718	7,2
Ophthalmologie	2 767	4,9	Chirurgie cardiovasculaire	2 206	5,8
Chirurgie plastique	1 140	2,0	Chirurgie plastique	1 652	4,4
Neuro-chirurgie	1 031	1,8	Gynécologie-obstétrique*)	1 283	3,4
Chirurgie infantile	799	1,4	Dermato-vénéréologie	1 162	3,1
Médecine interne	171	0,3	Urologie	948	2,5
Omnipraticien	109	0,2	Stomatologie	406	1,1
Stomatologie	101	0,2	Médecine interne	255	0,7
Divers	261	0,5	Chirurgie infantile	145	0,4
TOTAL	55 944	100,0	Pédiatrie	125	0,3
			Divers	185	0,5
			TOTAL	37 954	100,0

*) Y non compris l'assistance à un accouchement.

Les tableaux 6.2.3. à 6.2.5. ci-après montrent les groupements d'actes chirurgicaux les plus fréquemment effectués. Les codes, en marge des tableaux 6.2.3. et 6.2.5., indiquent les positions tarifaires de la nomenclature des médecins.

Tableau 6.2.3. - Interventions les plus fréquentes par sexe en 1998 et 1999

FEMMES	1998			1999			Taux de variation 1999/1998 en %		
	Traitement ambulatoire	Traitement stationnaire	Total	Traitement ambulatoire	Traitement stationnaire	Total	Traitement ambulatoire	Traitement stationnaire	Total
Chirurgie osseuse (2L41-2L44, 2K11-2K36)	253	1 758	2 011	257	1817	2074	1,6	3,4	3,1
Adénotomie et amygdalectomie (3L41-3L43)	121	1 638	1 759	95	1495	1590	-21,5	-8,7	-9,6
Extirpation de varices (membres inférieurs) (2F61-2F64)	20	810	830	37	825	862	85,0	1,9	3,9
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire (4G51-4G64)	652	1 410	2 062	618	1462	2080	-5,2	3,7	0,9
Hernies (2A11, 2A21-2A24, 2A31)	1	490	491	0	533	533	p.m.	8,8	8,6
Appendicectomie (2D71-2D72)	0	522	522	0	496	496	p.m.	-5,0	-5,0
HOMMES	1998			1999			Taux de variation 1999/1998 en %		
	Traitement ambulatoire	Traitement stationnaire	Total	Traitement ambulatoire	Traitement stationnaire	Total	Traitement ambulatoire	Traitement stationnaire	Total
Chirurgie osseuse (2L41-2L44, 2K11-2K36)	221	1 666	1 887	222	1826	2048	0,5	9,6	8,5
Adénotomie et amygdalectomie (3L41-3L43)	152	1 751	1 903	91	1591	1682	-40,1	-9,1	-11,6
Extirpation de varices (membres inférieurs) (2F61-2F64)	3	233	236	5	210	215	66,7	-9,9	-8,9
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire (4G51-4G64)	313	803	1 116	295	774	1069	-5,8	-3,6	-4,2
Hernies (2A11, 2A21-2A24, 2A31)	1	1 394	1 395	1	1490	1491	p.m.	6,9	6,9
Appendicectomie (2D71-2D72)	0	383	383	0	406	406	p.m.	6,0	6,0

Tableau 6.2.4. - Nombre d'actes pour mille personnes protégées*) en 1999

	FEMMES	HOMMES
Adénotomie et amygdalectomie	7,6	8,3
Appendicectomie	2,4	2,0
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire	10,0	5,3
Chirurgie osseuse	10,0	10,1
Hernies	2,6	7,4
Varices (membres inférieurs)	4,1	1,1

*) Personnes protégées résidentes.

Tableau 6.2.5. - Interventions les plus fréquentes, en pourcent, par sexe et par groupe d'âge en 1999

FEMMES	Groupes d'âges							Total
	0 - 4	5 - 14	15 - 29	30 - 49	50 - 64	65 - 79	80 et plus	
Chirurgie osseuse (2L41-2L44, 2K11-2K36)	1,0	6,1	9,1	19,9	21,4	28,5	13,9	100,0
Traitement ambulatoire	0,1	0,4	1,4	2,6	2,8	4,0	1,1	12,4
Traitement stationnaire	0,9	5,7	7,7	17,4	18,6	24,6	12,8	87,6
Adénotomie et amygdaléctomie (3L41-3L43)	30,2	42,6	17,0	8,9	1,1	0,1	0,0	100,0
Traitement ambulatoire	3,6	2,3	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	6,0
Traitement stationnaire	26,5	40,4	17,0	8,9	1,1	0,1	0,0	94,0
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire (4G51-4G64)	0,0	0,0	0,1	2,2	10,4	53,0	34,2	100,0
Traitement ambulatoire	0,0	0,0	0,0	0,9	3,4	14,2	11,2	29,7
Traitement stationnaire	0,0	0,0	0,1	1,3	7,1	38,8	23,0	70,3
Varices (membres inférieurs) (2F61-2F64)	0,0	0,0	5,0	48,6	32,6	13,5	0,3	100,0
Traitement ambulatoire	0,0	0,0	0,1	1,7	1,3	1,0	0,1	4,3
Traitement stationnaire	0,0	0,0	4,9	46,9	31,3	12,4	0,2	95,7
Hernies (2A11, 2A21-2A24, 2A31)	9,6	7,1	8,3	31,3	19,1	20,6	3,9	100,0
Traitement ambulatoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Traitement stationnaire	9,6	7,1	8,3	31,3	19,1	20,6	3,9	100,0
Appendicéctomie (2D71-2D72)	3,0	30,4	41,3	19,2	4,4	1,4	0,2	100,0
Traitement ambulatoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Traitement stationnaire	3,0	30,4	41,3	19,2	4,4	1,4	0,2	100,0
HOMMES	Groupes d'âges							Total
	0 - 4	5 - 14	15 - 29	30 - 49	50 - 64	65 - 79	80 et plus	
Adénotomie et amygdaléctomie (3L41-3L43)	36,4	44,2	8,5	9,8	1,0	0,1	0,0	100,0
Traitement ambulatoire	2,9	2,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4
Traitement stationnaire	33,5	41,7	8,5	9,8	1,0	0,1	0,0	94,6
Chirurgie osseuse (2L41-2L44, 2K11-2K36)	1,3	8,3	25,5	37,8	14,7	10,1	2,4	100,0
Traitement ambulatoire	0,2	0,9	2,3	4,1	1,9	1,3	0,2	10,8
Traitement stationnaire	1,0	7,4	23,1	33,7	12,8	8,8	2,2	89,2
Hernies (2A11, 2A21-2A24, 2A31)	8,8	5,8	6,4	28,1	25,8	21,4	3,7	100,0
Traitement ambulatoire	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Traitement stationnaire	8,7	5,8	6,4	28,1	25,8	21,4	3,7	99,9
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire (4G51-4G64)	0,3	0,0	0,7	5,1	19,6	49,9	24,3	100,0
Traitement ambulatoire	0,0	0,0	0,2	1,9	6,0	12,8	6,7	27,6
Traitement stationnaire	0,3	0,0	0,6	3,3	13,7	37,0	17,6	72,4
Appendicéctomie (2D71-2D72)	2,5	39,2	29,8	20,2	5,9	2,2	0,2	100,0
Traitement ambulatoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Traitement stationnaire	2,5	39,2	29,8	20,2	5,9	2,2	0,2	100,0
Varices (membres inférieurs) (2F6-2F64)	0,0	0,0	8,8	47,0	34,0	8,4	1,9	100,0
Traitement ambulatoire	0,0	0,0	0,0	0,9	0,9	0,5	0,0	2,3
Traitement stationnaire	0,0	0,0	8,8	46,0	33,0	7,9	1,9	97,7

6.3. Les interventions d'exploration à but diagnostique

Tableau 6.3.1. - Actes d'exploration: répartition par spécialité médicale et par sexe des patients en 1999

FEMMES	Nombre	En % du total	HOMMES	Nombre	En % du total
Gastro-entérologie	6395	39,8	Cardiologie-angiologie	7 562	38,7
Médecine interne	5187	32,2	Gastro-entérologie	5 705	29,2
Cardiologie-angiologie	3620	22,5	Médecine interne	4 713	24,1
Pneumo-phtistologie	363	2,3	Pneumo-phtistologie	834	4,3
Médecine nucléaire	147	0,9	Médecine nucléaire	206	1,1
Chirurgie générale	100	0,6	Chirurgie générale	114	0,6
Pédiatrie	86	0,5	Pédiatrie	109	0,6
Néphrologie	81	0,5	Néphrologie	90	0,5
Anesthésie-réanimation	38	0,2	Anesthésie-réanimation	67	0,3
Chirurgie cardiovasculaire	27	0,2	Chirurgie cardiovasculaire	44	0,2
Divers	44	0,3	Divers	81	0,4
TOTAL	16 088	100,0	TOTAL	19 525	100,0

Tableau 6.3.2. - Actes d'exploration: traitement ambulatoire et stationnaire en 1999

Traitement ambulatoire	Nombre	En % du total	Traitement stationnaire	Nombre	En % du total
Cardiologie-angiologie	8836	36,5	Gastro-entérologie	4 264	37,4
Gastro-entérologie	7836	32,4	Médecine interne	3 454	30,3
Médecine interne	6446	26,6	Cardiologie-angiologie	2 346	20,6
Pneumo-phtistologie	400	1,7	Pneumo-phtistologie	797	7,0
Médecine nucléaire	312	1,3	Pédiatrie	195	1,7
Chirurgie générale	102	0,4	Chirurgie générale	112	1,0
Anesthésie-réanimation	95	0,4	Néphrologie	79	0,7
Néphrologie	92	0,4	Médecine nucléaire	41	0,4
Chirurgie cardiovasculaire	36	0,1	Chirurgie cardiovasculaire	35	0,3
Oto-rhino-laryngologie	25	0,1	Oto-rhino-laryngologie	29	0,3
Divers	23	0,1	Divers	58	0,5
TOTAL	24 203	100,0	TOTAL	11 410	100,0

6.4. Gynécologie et obstétrique

Tableau 6.4.1. - Les interventions d'obstétrique et de gynécologie: répartition par groupe d'âge des patientes en 1999

	Groupes d'âges							Total	En % du total
	0 - 4	5 - 14	15 - 29	30 - 49	50 - 64	65 - 79	80 et plus		
Obstétrique	0	1	3 209	3 807	1	0	0	7 018	55,6
- Accouchements ¹⁾ :	0	0	2 370	2 676	1	0	0	5 047	40,0
Forfaits d'accouchements	0	0	1 898	2 095	0	0	0	3 993	31,7
Césariennes	0	0	472	581	1	0	0	1 054	8,4
- Actes non cumulables avec le forfait d'accouchement	0	0	5	9	0	0	0	14	0,1
- Actes cumulables avec le forfait d'accouchement	0	0	378	384	0	0	0	762	6,0
- Interruptions de grossesse	0	1	339	472	0	0	0	812	6,4
- Cerclages du col utérin	0	0	10	18	0	0	0	28	0,2
- Traitements de la stérilité	0	0	107	248	0	0	0	355	2,8
Gynécologie, actes non liés à la gestation ou à l'accouchement, dont	4	6	719	2 994	1 148	612	112	5 595	44,4
- Curetages	0	0	115	434	256	115	24	944	7,5
- Hystérectomies	0	0	4	473	213	118	20	828	6,6
TOTAL	4	7	3 928	6 801	1 149	612	112	12 613	100,0

¹⁾ Le taux de césariennes calculé par rapport au nombre total d'accouchements pour 1999 était de 20,88%, ce qui marque une progression de plus d'un point par rapport à 1998 (19,76%).
Le nombre de césariennes a donc augmenté en 1999 de 10,3%, pour une progression de seulement 2,9% pour les accouchements normaux.

6.5. Médecins-dentistes: Actes techniques

Tableau 6.5.1. - Médecins-dentistes: répartition des actes techniques par groupe d'âge des patients en 1999

FEMMES	Groupes d'âges							Total	En % du total
	0 - 4	5 - 14	15 - 29	30 - 49	50 - 64	65 - 79	80 et plus		
Actes*)									
Soins gingivaux et dentaires	888	36 216	86 558	134 204	48 287	24 825	3 331	334 309	54,6
Prothèse dentaire adjointe	0	25	1 451	19 140	31 913	36 345	10 426	99 300	16,2
Radiodiagnostic	79	6 491	25 798	42 755	16 531	8 050	1 019	100 723	16,5
Extractions dentaires	82	4 820	5 512	9 797	6 058	4 663	1 182	32 114	5,2
Prothèse conjointe	0	21	1 804	12 921	9 040	4 732	485	29 003	4,7
Extractions chirurgicales	6	595	2 676	3 365	1 775	1 323	322	10 062	1,6
Orthodontie	0	5 458	736	62	9	1	0	6 266	1,0
Prestations assurance accident	0	39	6	3	1	0	0	49	0,0
Traitement non terminé pour prothèse adjointe	0	11	21	23	20	17	6	98	0,0
Traitement non terminé pour prothèse conjointe	0	0	5	4	0	0	0	9	0,0
TOTAL	1 055	53 676	124 567	222 274	113 634	79 956	16 771	611 933	100,0
HOMMES	Groupes d'âges							Total	En % du total
	0 - 4	5 - 14	15 - 29	30 - 49	50 - 64	65 - 79	80 et plus		
Actes*)									
Soins gingivaux et dentaires	909	37 335	74 000	117 972	50 139	22 876	2 262	305 493	57,0
Radiodiagnostic	91	6 300	22 178	37 413	16 161	7 106	657	89 906	16,8
Prothèse dentaire adjointe	6	75	814	15 008	25 649	24 213	4 453	70 218	13,1
Extractions dentaires	142	5 057	4 897	9 668	7 254	4 285	690	31 993	6,0
Prothèse conjointe	0	24	1 530	10 046	7 645	3 774	386	23 405	4,4
Extractions chirurgicales	5	567	2 132	3 211	2 224	1 283	180	9 602	1,8
Orthodontie	3	4 267	689	29	6	0	0	4 994	0,9
Prestations assurance accident	0	112	43	15	7	0	0	177	0,0
Traitement non terminé pour prothèse adjointe	0	0	15	17	14	11	0	57	0,0
Traitement non terminé pour prothèse conjointe	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
TOTAL	1 156	53 737	106 298	193 379	109 099	63 548	8 628	535 845	100,0

*) Les actes sont regroupés par chapitres conformément au classement de la nomenclature des médecins-dentistes.

6.6. Prestations hospitalières

Tableau 6.6.1. - Diagnostics de sortie en 2000

Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD 10)		HOMMES		FEMMES		TOTAL	
		Patients	Jours	Patients	Jours	Patients	Jours
CHAPITRE I: Certaines maladies infectieuses et parasitaires	Maladies intestinales infectieuses (A00-A09)	447	1 768	453	1 933	900	3 701
	Tuberculose (A15-A19)	24	562	20	487	44	1 049
	Certaines anthroponozoonoses bactériennes (A20-A28)	1	14	10	76	11	90
	Autres maladies bactériennes (A30-A49)	110	1 370	121	1 285	231	2 655
	Infections dont le mode de transmission est essentiellement sexuel (A50-A64)	2	13	3	7	5	20
	Autres maladies à spirochètes (A65-A69)	6	13	2	5	8	18
	Autres maladies à chlamydia (A70-A74)	-	-	1	5	1	5
	Infections virales du système nerveux central (A80-A89)	13	119	7	55	20	174
	Fièvres virales transmises par des arthropodes et fièvres virales hémorragiques (A90-A99)	-	-	1	2	1	2
	Infections virales caractérisées par des lésions cutané-muqueuses (B00-B09)	27	176	45	313	72	489
	Hépatite virale (B15-B19)	93	410	58	292	151	702
	Maladies dues au virus de l'immunodéficience humaine [VIH] (B20-B24)	62	482	15	197	77	679
	Autres maladies virales (B25-B34)	40	268	31	132	71	400
	Mycoses (B35-B49)	2	11	2	15	4	26
	Maladies dues à des protozoaires (B50-B64)	4	21	3	10	7	31
	Helminthiases (B65-B83)	2	6	2	19	4	25
	Pédiculose, acariase et autres infestations (B85-B89)	2	16	2	16	4	32
	Agents d'infections bactériennes, virales et autres (B95-B97)	8	227	13	145	21	372
	Autres maladies infectieuses (B99)	9	73	20	188	29	261
	SOUS-TOTAL	852	5 549	809	5 182	1 661	10 731
CHAPITRE II: Tumeurs	Tumeurs malignes (C00-C97)	3 531	34 132	3 317	32 609	6 848	66 741
	Tumeurs in situ (D00-D09)	12	41	137	430	149	471
	Tumeurs bénignes (D10-D36)	541	2 003	1 787	8 796	2 328	10 799
	Tumeurs à évolution imprévisible ou inconnue (D37-D48)	85	313	107	814	192	1 127
	SOUS-TOTAL	4 169	36 489	5 348	42 649	9 517	79 138
CHAPITRE III: Maladies du sang et des organes hématopoïétiques et certains troubles du système immunitaire	Anémies nutritionnelles (D50-D53)	58	390	126	1 219	184	1 609
	Anémies hémolytiques (D55-D59)	27	116	35	173	62	289
	Aplasies médullaires et autres anémies (D60-D64)	27	268	68	455	95	723
	Anomalies de la coagulation, purpura et autres affections hémorragiques (D65-D69)	30	172	28	168	58	340
	Autres maladies du sang et des organes hématopoïétiques (D70-D77)	18	129	19	199	37	328
	Certaines anomalies du système immunitaire (D80-D89)	300	580	50	180	350	760
	SOUS-TOTAL	460	1 655	326	2 394	786	4 049
CHAPITRE IV: Maladies endocriniennes, nutritionnelles et métaboliques	Affections de la glande thyroïde (E00-E07)	45	289	182	1 496	227	1 785
	Diabète sucré (E10-E14)	379	3 413	520	6 245	899	9 658
	Autres anomalies de la régulation du glucose et de la sécrétion pancréatique interne (E15-E16)	9	43	6	24	15	67
	Maladies des autres glandes endocrines (E20-E35)	24	93	52	421	76	514
	Malnutrition (E40-E46)	10	364	20	212	30	576
	Autres carences nutritionnelles (E50-E64)	4	38	5	62	9	100
	Obésité et autres excès d'apport (E65-E68)	27	259	85	743	112	1 002
	Anomalies du métabolisme (E70-E90)	40	179	30	217	70	396
	SOUS-TOTAL	538	4 678	900	9 420	1 438	14 098

Tableau 6.6.1. - Diagnostics de sortie en 2000 (suite)

Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD 10)		HOMMES		FEMMES		TOTAL	
		Patients	Jours	Patients	Jours	Patients	Jours
CHAPITRE V: Troubles mentaux et du comportement	Troubles mentaux organiques, y compris les troubles symptomatiques (F00-F09)	203	4 079	316	5 704	519	9 783
	Troubles mentaux et du comportement liés à l'utilisation de substances psycho-actives (F10-F19)	1 226	12 798	524	6 116	1 750	18 914
	Schizophrénie, trouble schizotypique et troubles délirants (F20-F29)	214	3 849	257	5 676	471	9 525
	Troubles de l'humeur [affectifs] (F30-F39)	508	8 286	1 301	21 722	1 809	30 008
	Troubles névrotiques, troubles liés à des facteurs de stress et troubles somatoformes (F40-F48)	102	1 133	217	2 408	319	3 541
	Syndromes comportementaux associés à des perturbations physiologiques et à des facteurs physiques (F50-F59)	3	11	27	423	30	434
	Troubles de la personnalité et du comportement chez l'adulte (F60-F69)	38	673	47	753	85	1 426
	Retard mental (F70-F79)	28	108	14	70	42	178
	Troubles du développement psychologique (F80-F89)	12	42	7	9	19	51
	Troubles du comportement et troubles émotionnels apparaissant habituellement durant l'enfance et l'adolescence (F90-F98)	10	44	3	20	13	64
	Trouble mental, sans précision (F99)	3	15	3	38	6	53
	SOUS-TOTAL	2 347	31 038	2 716	42 939	5 063	73 977
CHAPITRE VI: Maladies du système nerveux	Maladies inflammatoires du système nerveux central (G00-G09)	23	314	24	270	47	584
	Affections dégénératives systémiques affectant principalement le système nerveux central (G10-G13)	13	156	6	27	19	183
	Syndromes extrapyramidaux et troubles de la motricité (G20-G26)	85	1 927	113	2 481	198	4 408
	Autres affections dégénératives du système nerveux (G30-G32)	35	537	67	1 332	102	1 869
	Maladies démyélinisantes du système nerveux central (G35-G37)	62	410	156	1 128	218	1 538
	Affections épisodiques et paroxystiques (G40-G47)	954	5 756	756	6 998	1 710	12 754
	Affections des nerfs et des racines et plexus nerveux (G50-G59)	267	833	346	1 398	613	2 231
	Polynévrites et autres affections du système nerveux périphérique (G60-G64)	99	430	141	428	240	858
	Affections musculaires et neuro-musculaires (G70-G73)	7	42	12	125	19	167
	Paralysies cérébrales et autres syndromes paralytiques (G80-G83)	107	2 280	96	2 050	203	4 330
	Autres affections du système nerveux (G90-G99)	134	1 339	126	1 411	260	2 750
	SOUS-TOTAL	1 786	14 024	1 843	17 648	3 629	31 672
CHAPITRE VII: Maladies de l'œil et de ses annexes	Affections de la paupière, de l'appareil lacrymal et de l'orbite (H00-H06)	72	121	78	119	150	240
	Affections de la conjonctive (H10-H13)	6	10	8	15	14	25
	Affections de la sclérotique, de la cornée, de l'iris et du corps ciliaire (H15-H22)	25	88	17	48	42	136
	Affections du cristallin (H25-H28)	870	2 836	1 432	5 036	2 302	7 872
	Affections de la choroïde et de la rétine (H30-H36)	26	99	19	101	45	200
	Glaucome (H40-H42)	9	35	13	49	22	84
	Affections du corps vitré et du globe oculaire (H43-H45)	12	45	6	42	18	87
	Affections du nerf et des voies optiques (H46-H48)	2	4	7	65	9	69
	Affections des muscles oculaires, des mouvements binoculaires, de l'accommodation et de la réfraction (H49-H52)	14	38	13	32	27	70
	Troubles de la vision et cécité (H53-H54)	3	12	5	30	8	42
	Autres affections de l'œil et de ses annexes (H55-H59)	4	16	9	16	13	32
	SOUS-TOTAL	1 043	3 304	1 607	5 553	2 650	8 857
CHAPITRE VIII: Maladies de l'oreille et de l'apophyse mastoïde	Maladies de l'oreille externe (H60-H62)	38	124	40	122	78	246
	Maladies de l'oreille moyenne et de l'apophyse mastoïde (H65-H75)	328	688	240	582	568	1 270
	Maladies de l'oreille interne (H80-H83)	207	718	256	1 194	463	1 912
	Autres affections de l'oreille (H90-H95)	319	750	277	770	596	1 520
	SOUS-TOTAL	892	2 280	813	2 668	1 705	4 948
CHAPITRE IX: Maladies de l'appareil circulatoire	Rhumatisme articulaire aigu (I00-I02)	6	46	3	13	9	59
	Cardiopathies rhumatismales chroniques (I05-I09)	20	184	43	792	63	976
	Maladies hypertensives (I10-I15)	206	1 443	347	3 258	553	4 701
	Cardiopathies ischémiques (I20-I25)	2 474	15 051	1 117	9 899	3 591	24 950
	Affections cardiopulmonaires et maladies de la circulation pulmonaire (I26-I28)	72	824	110	1 370	182	2 194
	Autres formes de cardiopathies (I30-I52)	1 311	11 966	1 364	16 813	2 675	28 779
	Maladies cérébrovasculaires (I60-I69)	512	7 469	508	9 166	1 020	16 635
	Maladies des artères, artérioles et capillaires (I70-I79)	1 010	9 312	532	6 338	1 542	15 650
	Maladies des veines, des vaisseaux et des ganglions lymphatiques, non classées ailleurs (I80-I89)	498	2 811	1 203	6 378	1 701	9 189
	Troubles autres et non précisés de l'appareil circulatoire (I95-I99)	60	294	56	367	116	661
	SOUS-TOTAL	6 169	49 400	5 283	54 394	11 452	103 794

Tableau 6.6.1. - Diagnostics de sortie en 2000 (suite)

Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD 10)		HOMMES		FEMMES		TOTAL	
		Patients	Jours	Patients	Jours	Patients	Jours
CHAPITRE X: Maladies de l'appareil respiratoire	Affections aiguës des voies respiratoires supérieures (J00-J06)	178	518	102	338	280	856
	Grippe et pneumopathie (J10-J18)	493	5 234	457	5 785	950	11 019
	Autres affections aiguës des voies respiratoires inférieures (J20-J22)	249	1 651	250	2 336	499	3 987
	Autres maladies des voies respiratoires supérieures (J30-J39)	2 778	9 092	2 373	8 370	5 151	17 462
	Maladies chroniques des voies respiratoires inférieures (J40-J47)	694	8 788	578	8 468	1 272	17 256
	Maladies du poumon dues à des agents externes (J60-J70)	14	163	20	223	34	386
	Autres maladies respiratoires touchant principalement le tissu interstitiel (J80-J84)	72	866	79	1 101	151	1 967
	Maladies suppurées et nécrotiques des voies respiratoires inférieures (J85-J86)	16	380	7	127	23	507
	Autres affections de la plèvre (J90-J94)	60	689	34	306	94	995
	Autres maladies de l'appareil respiratoire (J95-J99)	300	1 634	165	1 337	465	2 971
	SOUS-TOTAL	4 854	29 015	4 065	28 391	8 919	57 406
CHAPITRE XI: Maladies de l'appareil digestif	Maladies de la cavité buccale, des glandes salivaires et des maxillaires (K00-K14)	254	569	265	463	519	1 032
	Maladies de l'œsophage, de l'estomac et du duodénum (K20-K31)	586	3 236	691	4 911	1 277	8 147
	Maladies de l'appendice (K35-K38)	405	1 990	463	2 365	868	4 355
	Hernies (K40-K46)	1 371	6 953	529	3 534	1 900	10 487
	Entérites et colites non infectieuses (K50-K52)	169	1 063	187	1 441	356	2 504
	Autres maladies de l'intestin (K55-K63)	859	4 792	1 115	7 391	1 974	12 183
	Maladies du péritoine (K65-K67)	40	649	49	892	89	1 541
	Maladies du foie (K70-K77)	466	4 688	268	3 440	734	8 128
	Maladies de la vésicule biliaire, des voies biliaires et du pancréas (K80-K87)	445	3 792	813	6 460	1 258	10 252
	Autres maladies de l'appareil digestif (K90-K93)	102	587	100	751	202	1 338
	SOUS-TOTAL	4 697	28 319	4 480	31 648	9 177	59 967
CHAPITRE XII: Maladies de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané	Infections de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané (L00-L08)	295	1 673	211	1 738	506	3 411
	Dermatoses bulleuses (L10-L14)	1	1	2	19	3	20
	Dermatoses et eczémas (L20-L30)	13	58	17	132	30	190
	Lésions papulo-squameuses (L40-L45)	3	21	4	78	7	99
	Urticaire et érythème (L50-L54)	25	142	32	183	57	325
	Affections de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané liées à une irradiation (L55-L59)	3	6	-	-	3	6
	Maladies des phanères et des annexes de la peau (L60-L75)	37	57	32	51	69	108
	Autres affections de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané (L80-L99)	79	937	131	2 440	210	3 377
	SOUS-TOTAL	456	2 895	429	4 641	885	7 536
CHAPITRE XIII: Maladies du système ostéo-articulaire, des muscles et du tissu conjonctif	Arthropathies (M00-M25)	2 317	13 760	2 833	25 890	5 150	39 650
	Affections disséminées du tissu conjonctif (M30-M36)	18	144	60	644	78	788
	Dorsopathies (M40-M54)	1 608	9 441	1 538	9 462	3 146	18 903
	Affections des tissus mous (M60-M79)	595	1 950	639	2 027	1 234	3 977
	Ostéopathies et chondropathies (M80-M94)	194	1 224	562	2 406	756	3 630
	Autres maladies du système ostéo-articulaire, des muscles et du tissu conjonctif (M95-M99)	123	765	128	1 056	251	1 821
	SOUS-TOTAL	4 855	27 284	5 760	41 485	10 615	68 769
CHAPITRE XIV: Maladies de l'appareil génito-urinaire	Glomérulopathies (N00-N08)	40	210	53	336	93	546
	Maladies rénales tubulo-interstitielles (N10-N16)	42	322	82	641	124	963
	Insuffisance rénale (N17-N19)	303	3 252	330	3 778	633	7 030
	Lithiases urinaires (N20-N23)	597	2 577	349	1 656	946	4 233
	Autres affections du rein et de l'uretère (N25-N29)	39	257	67	589	106	846
	Autres maladies de l'appareil urinaire (N30-N39)	257	1 591	434	2 907	691	4 498
	Maladies des organes génitaux de l'homme (N40-N51)	2 113	9 725	-	-	2 113	9 725
	Affections du sein (N60-N64)	-	-	237	1 144	237	1 144
	Affections inflammatoires des organes pelviens de la femme (N70-N77)	-	-	239	755	239	755
	Affections non inflammatoires de l'appareil génital de la femme (N80-N98)	-	-	1 754	6 640	1 754	6 640
	Autres affections de l'appareil génito-urinaire (N99)	3	8	43	98	46	106
	SOUS-TOTAL	3 394	17 942	3 588	18 544	6 982	36 486

Tableau 6.6.1. - Diagnostics de sortie en 2000 (suite)

Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD 10)		HOMMES		FEMMES		TOTAL	
		Patients	Jours	Patients	Jours	Patients	Jours
CHAPITRE XV: Grossesse, accouchement et puerpéralité	Grossesse se terminant par un avortement (O00-O08)	-	-	958	1 823	958	1 823
	Oedème, protéinurie et hypertension au cours de la grossesse, de l'accouchement et de la puerpéralité (O10-O16)	-	-	49	242	49	242
	Autres affections maternelles liées principalement à la grossesse (O20-O29)	-	-	386	2 081	386	2 081
	Soins maternels liés au fœtus et à la cavité amniotique, et problèmes possibles posés par l'accouchement (O30-O48)	-	-	490	2 972	490	2 972
	Complications du travail et de l'accouchement (O60-O75)	-	-	135	782	135	782
	Accouchement (O80-O84)	-	-	5 296	31 769	5 296	31 769
	Complications principalement liées à la puerpéralité (O85-O92)	-	-	23	141	23	141
	Autres problèmes obstétricaux, non classés ailleurs (O95-O99)	-	-	17	40	17	40
SOUS-TOTAL		0	0	7 354	39 850	7 354	39 850
CHAPITRE XVI: Certaines affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	Fœtus et nouveau-né affectés par des troubles maternels et par des complications de la grossesse, du travail et de l'accouchement (P00-P96)	3	11	6	59	9	70
	Anomalies liées à la durée de la gestation et à la croissance du fœtus (P05-P08)	116	2 753	70	1 528	186	4 281
	Affections respiratoires et cardio-vasculaires spécifiques de la période périnatale (P20-P29)	126	581	107	436	233	1 017
	Infections spécifiques de la période périnatale (P35-P39)	31	252	23	178	54	430
	Affections hémorragiques et hématologiques du fœtus et du nouveau-né (P50-P61)	78	233	66	171	144	404
	Anomalies endocriniennes et métaboliques transitoires spécifiques du fœtus et du nouveau-né (P70-P74)	4	29	3	16	7	45
	Affections de l'appareil digestif du fœtus et du nouveau-né (P75-P78)	6	44	1	34	7	78
	Affections intéressant les téguments et la régulation thermique du fœtus et du nouveau-né (P80-P83)	-	-	1	5	1	5
	Autres affections dont l'origine se situe dans la période périnatale (P90-P96)	4	29	8	57	12	86
SOUS-TOTAL		368	3 932	285	2 484	653	6 416
CHAPITRE XVII: Malformations congénitales et anomalies chromosomiques	Malformations congénitales du système nerveux (Q00-Q07)	3	7	5	26	8	33
	Malformations congénitales de l'œil, de l'oreille, de la face et du cou (Q10-Q18)	37	105	32	60	69	165
	Malformations congénitales de l'appareil circulatoire (Q20-Q28)	18	55	10	31	28	86
	Malformations congénitales de l'appareil respiratoire (Q30-Q34)	7	43	3	14	10	57
	Fente labiale et fente palatine (Q35-Q37)	8	48	5	33	13	81
	Autres malformations congénitales de l'appareil digestif (Q38-Q45)	8	49	4	27	12	76
	Malformations congénitales des organes génitaux (Q50-Q56)	96	240	5	46	101	286
	Malformations congénitales de l'appareil urinaire (Q60-Q64)	41	141	46	134	87	275
	Malformations congénitales du système ostéo-articulaire et des muscles (Q65-Q79)	67	459	202	735	269	1 194
	Autres malformations congénitales (Q80-Q89)	1	28	4	232	5	260
	Anomalies chromosomiques, non classées ailleurs (Q90-Q99)	2	43	5	46	7	89
SOUS-TOTAL		288	1 218	321	1 384	609	2 602
CHAPITRE XVIII: Symptômes, signes et résultats anormaux d'examen cliniques et de laboratoire, non classés ailleurs	Symptômes et signes relatifs aux appareils circulatoire et respiratoire (R00-R09)	181	809	127	636	308	1 445
	Symptômes et signes relatifs à l'appareil digestif et à l'abdomen (R10-R19)	429	2 316	687	3 941	1 116	6 257
	Symptômes et signes relatifs à la peau et au tissu cellulaire sous-cutané (R20-R23)	21	47	27	90	48	137
	Symptômes et signes relatifs aux systèmes nerveux et ostéo-musculaire (R25-R29)	15	92	27	158	42	250
	Symptômes et signes relatifs à l'appareil urinaire (R30-R39)	103	698	91	742	194	1 440
	Symptômes et signes relatifs à la connaissance, la perception, l'humeur et le comportement (R40-R46)	105	651	104	1 115	209	1 766
	Symptômes et signes relatifs au langage et à la voix (R47-R49)	2	5	1	1	3	6
	Symptômes et signes généraux (R50-R69)	614	3 009	662	4 324	1 276	7 333
	Résultats anormaux de l'examen du sang, sans diagnostic (R70-R79)	7	81	21	183	28	264
	Résultats anormaux de l'examen des urines, sans diagnostic (R80-R82)	16	126	43	249	59	375
	Résultats anormaux de l'examen d'autres liquides, substances et tissus, sans diagnostic (R83-R89)	2	4	-	-	2	4
	Résultats anormaux d'imagerie diagnostique et d'épreuves fonctionnelles, sans diagnostic (R90-R94)	15	104	15	69	30	173
	Causes de mortalité mal définies et inconnues (R95-R99)	4	52	4	21	8	73
	SOUS-TOTAL	1 514	7 994	1 809	11 529	3 323	19 523

Tableau 6.6.1. - Diagnostics de sortie en 2000 (suite)

Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD 10)		HOMMES		FEMMES		TOTAL	
		Patients	Jours	Patients	Jours	Patients	Jours
CHAPITRE XIX: Lésions traumatiques, empoisonnements et certaines autres conséquences de causes externes	Lésions traumatiques de la tête (S00-S09)	738	4 772	428	2 697	1 166	7 469
	Lésions traumatiques du cou (S10-S19)	51	285	36	322	87	607
	Lésions traumatiques du thorax (S20-S29)	129	1 030	100	986	229	2 016
	Lésions traumatiques de l'abdomen, des lombes, du rachis lombaire et du bassin (S30-S39)	155	1 605	181	2 293	336	3 898
	Lésions traumatiques de l'épaule et du bras (S40-S49)	362	2 011	315	3 020	677	5 031
	Lésions traumatiques du coude et de l'avant-bras (S50-S59)	215	782	184	836	399	1 618
	Lésions traumatiques du poignet et de la main (S60-S69)	539	1 646	295	1 468	834	3 114
	Lésions traumatiques de la hanche et de la cuisse (S70-S79)	252	4 333	484	11 721	736	16 054
	Lésions traumatiques du genou et de la jambe (S80-S89)	683	4 073	507	5 048	1 190	9 121
	Lésions traumatiques de la cheville et du pied (S90-S99)	184	970	120	837	304	1 807
	Lésions traumatiques de plusieurs parties du corps (T00-T07)	105	691	81	826	186	1 517
	Lésions traumatiques de siège non précisé du tronc, membre ou autre région du corps (T08-T14)	81	381	70	816	151	1 197
	Effets dus à un corps étranger ayant pénétré dans un orifice naturel (T15-T19)	28	64	17	34	45	98
	Brûlures et corrosions (T20-T32)	30	145	18	109	48	254
	Gelures (T33-t35)	1	6	-	-	1	6
	Intoxications par des médicaments et des substances biologiques (T36-T50)	45	200	62	285	107	485
	Effets toxiques de substances d'origine essentiellement non médicale (T51-T65)	196	674	82	295	278	969
	Effets de causes externes, autres et non précisées (T66-T78)	14	27	15	46	29	73
	Certaines complications précoces des traumatismes (T79)	1	4	-	-	1	4
	Complications de soins chirurgicaux et médicaux, non classées ailleurs (T80-T88)	31	401	54	1 038	85	1 439
	Séquelles de lésions traumatiques, d'empoisonnements et d'autres conséquences de causes externes (T90-T98)	441	1 399	349	2 132	790	3 531
	SOUS-TOTAL	4 281	25 499	3 398	34 809	7 679	60 308
CHAPITRE XXI: Facteurs influant sur l'état de santé et motifs de recours aux services de santé	Sujets en contact avec les services de santé pour des examens divers (Z00-Z13)	72	189	104	234	176	423
	Sujets pouvant courir un risque lié à des maladies transmissibles (Z20-Z29)	12	116	7	52	19	168
	Sujets ayant recours aux services de santé pour des motifs liés à la reproduction (Z30-Z39)	2	2	352	1 665	354	1 667
	Sujets ayant recours aux services de santé pour des actes médicaux et des soins spécifiques (Z40-Z54)	80	2 511	160	7 193	240	9 704
	Sujets dont la santé peut être menacée par des conditions socio-économiques et psycho-sociales (Z55-Z65)	4	35	10	73	14	108
	Sujets ayant recours aux services de santé pour d'autres motifs (Z70-Z76)	6	63	8	47	14	110
	Sujets dont la santé peut être menacée en raison d'antécédents personnels et familiaux et de certaines affections (Z80-Z99)	37	297	61	222	98	519
	SOUS-TOTAL	213	3 213	702	9 486	915	12 699
	Hospitalisations dont le diagnostic de sortie n'est pas connu	943	7 000	1 071	10 195	2 014	17 195
	TOTAL	44 119	302 728	52 907	417 293	97 026	720 021

Tableau 6.6.2. - Durée d'hospitalisation*) pour certaines interventions en 1999

Type d'intervention	FEMMES	HOMMES	FEMMES ET HOMMES
Appendicectomie	5,1	5,3	5,2
Hernies	7,6	5,8	6,3
Extirpation de varices	4,2	3,7	4,1
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire	4,2	4,0	4,1
Adénotomie et amygdaléctomie	3,4	3,1	3,2
Chirurgie osseuse	11,9	8,0	9,9

*) Jours civils.

Tableau 6.6.3. - Durée d'hospitalisation*) pour certaines interventions - ventilation par groupe d'âge et par sexe en 1999

FEMMES	Groupes d'âges						
	0 - 4	5 - 14	15 - 29	30 - 44	45 - 59	60 - 74	75 et plus
Appendicectomie	4,2	4,3	4,8	5,7	7,5	11,8	11,8
Hernies	3,5	1,9	4,1	6,0	8,8	10,1	13,8
Extirpation de varices	0,0	0,0	2,7	3,2	3,8	6,5	10,4
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire	0,0	0,0	2,5	2,5	3,7	4,0	4,4
Adénotomie et amygdaléctomie	2,0	3,1	5,0	5,6	6,0	7,5	0,0
Chirurgie osseuse	1,8	3,1	5,3	6,2	6,9	13,9	23,7
HOMMES	Groupes d'âges						
	0 - 4	5 - 14	15 - 29	30 - 44	45 - 59	60 - 74	75 et plus
Appendicectomie	4,2	4,4	5,3	5,6	6,0	11,9	31,0
Hernies	1,9	2,2	4,8	4,8	5,5	7,8	11,2
Extirpation de varices	0,0	0,0	3,3	3,2	3,7	4,8	4,8
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire	3,3	0,0	2,9	3,8	3,5	3,6	4,4
Adénotomie et amygdaléctomie	2,0	2,9	5,1	5,5	6,3	6,1	0,0
Chirurgie osseuse	2,4	3,0	6,1	6,5	7,4	15,9	22,5

*) Jours civils.

Annexe I - Comptes financiers 2000

Tableau I.1a. - Assurance maladie maternité: Bilans 1999 et 2000 en LUF

ACTIF	Bilan de fin d'exercice au 31.12.1999	Bilan de fin d'exercice au 31.12.2000
1. Capitaux permanents	591 836 287	370 118 888
<i>Report à nouveau</i>	591 836 287	370 118 888
Déficit (-) / excédent cumulé prestations en nature	142 521 475	0
Déficit (-) / excédent cumulé prestations en espèces (art. 29.1c CAS)	448 200 922	370 118 888
Déficit (-) / excédent cumulé prestations en espèces (art. 29.1b CAS)	1 113 890	0
2. Valeurs immobilisées	149 569 000	161 576 000
Immobilisations	149 569 000	161 576 000
Prêts à plus d'un an et placements à moyen / long terme	0	0
3. Tiers	9 725 034 279	12 919 188 091
<i>Tiers - débiteurs</i>	4 275 142 592	5 339 496 107
Débiteurs-bénéficiaires de prestations	169 443 643	65 557 106
Débiteurs-cotisations, intérêts et amendes	4 078 432 278	5 243 707 763
Débiteurs divers	27 266 671	30 231 238
<i>Organes et personnel</i>	438 477	128 727
<i>Etat et collectivités publiques</i>	1 012 619 480	1 848 644 292
<i>Organismes de sécurité sociale</i>	1 450 920 166	1 603 757 273
<i>Comptes de régularisation</i>	2 985 913 564	4 127 161 692
4. Comptes financiers	3 666 488 401	2 940 987 161
Placements à moins d'un an	3 569 000 000	2 617 000 000
Banques et chèques postaux	22 538 401	249 037 161
Caisses	74 950 000	74 950 000
TOTAL DE L'ACTIF	14 132 927 967	16 391 870 140
PASSIF	Bilan de fin d'exercice au 31.12.1999	Bilan de fin d'exercice au 31.12.2000
1. Capitaux permanents	5 223 351 973	8 454 639 805
<i>Réserve légale</i>	4 106 351 973	4 313 920 117
<i>Report à nouveau</i>	0	2 007 683 688
Excédent de financement - prestations en nature	0	1 910 228 177
Excédent de financement - prest. espèces (art. 29.1c CAS)	0	0
Excédent de financement - prest. espèces (art. 29.1b CAS)	0	97 455 511
<i>Provisions pour pertes et charges</i>	920 000 000	1 936 000 000
<i>Emprunts et avances à plus d'un an</i>	197 000 000	197 000 000
<i>Dépôts et cautionnements</i>	0	36 000
2. Tiers	8 909 575 994	7 937 230 335
<i>Tiers - créditeurs</i>	5 813 943 374	4 939 639 273
Créditeurs - frais d'administration	31 713 972	12 134 032
Bénéficiaires de prestations en espèces	357 894 061	421 815 768
Bénéficiaires de prestations en nature	305 964 620	309 965 159
Fournisseurs de prestations en nature	1 934 568 298	1 994 240 323
Créditeurs - cotisations	1 952 854 095	2 171 810 165
Créditeurs divers	1 230 948 328	29 673 826
<i>Organes et personnel</i>	1 425 379	913 375
<i>Etat et collectivités publiques</i>	2 430 535	5 803 687
<i>Organismes de sécurité sociale</i>	2 762 398 115	2 668 761 323
<i>Comptes de régularisation</i>	329 378 591	322 112 677
3. Comptes financiers	0	0
TOTAL DU PASSIF	14 132 927 967	16 391 870 140

Tableau I.1b. - Assurance maladie maternité: Bilans 1999 et 2000 en EUR

Assurance maladie-maternité	Tableau I.1b. - Assurance maladie maternité: Bilans 1999 et 2000 en EUR		
	ACTIF	Bilan de fin d'exercice au 31.12.1999	Bilan de fin d'exercice au 31.12.2000
	1. Capitaux permanents	14 671 238 €	9 175 008 €
	<i>Report à nouveau</i>	14 671 238 €	9 175 008 €
	Déficit (-) / excédent cumulé prestations en nature	3 533 015 €	0 €
	Déficit (-) / excédent cumulé prestations en espèces (art. 29.1c CAS)	11 110 611 €	9 175 008 €
	Déficit (-) / excédent cumulé prestations en espèces (art. 29.1b CAS)	27 613 €	0 €
	2. Valeurs immobilisées	3 707 719 €	4 005 364 €
	Immobilisations	3 707 719 €	4 005 364 €
	Prêts à plus d'un an et placements à moyen / long terme	0 €	0 €
	3. Tiers	241 077 303 €	320 258 307 €
	<i>Tiers - débiteurs</i>	105 978 017 €	132 362 651 €
	Débiteurs-bénéficiaires de prestations	4 200 398 €	1 625 118 €
	Débiteurs-cotisations, intérêts et amendes	101 101 695 €	129 988 120 €
	Débiteurs divers	675 923 €	749 413 €
	<i>Organes et personnel</i>	10 870 €	3 191 €
	<i>Etat et collectivités publiques</i>	25 102 181 €	45 826 695 €
	<i>Organismes de sécurité sociale</i>	35 967 371 €	39 756 104 €
	<i>Comptes de régularisation</i>	74 018 864 €	102 309 666 €
	4. Comptes financiers	90 889 873 €	72 905 167 €
	Placements à moins d'un an	88 473 199 €	64 873 735 €
	Banques et chèques postaux	558 712 €	6 173 470 €
	Caisses	1 857 962 €	1 857 962 €
	TOTAL DE L'ACTIF	350 346 133 €	406 343 847 €
	PASSIF	Bilan de fin d'exercice au 31.12.1999	Bilan de fin d'exercice au 31.12.2000
	1. Capitaux permanents	129 483 513 €	209 585 046 €
	<i>Réserve légale</i>	101 793 806 €	106 939 286 €
	<i>Report à nouveau</i>	0 €	49 769 179 €
	Excédent de financement - prestations en nature	0 €	47 353 320 €
	Excédent de financement - prest. espèces (art. 29.1c CAS)	0 €	0 €
	Excédent de financement - prest. espèces (art. 29.1b CAS)	0 €	2 415 859 €
	<i>Provisions pour pertes et charges</i>	22 806 204 €	47 992 186 €
	<i>Emprunts et avances à plus d'un an</i>	4 883 502 €	4 883 502 €
	<i>Dépôts et cautionnements</i>	0 €	892 €
	2. Tiers	220 862 620 €	196 758 800 €
	<i>Tiers - créditeurs</i>	144 123 892 €	122 450 459 €
	Créditeurs - frais d'administration	786 169 €	300 795 €
	Bénéficiaires de prestations en espèces	8 871 962 €	10 456 540 €
	Bénéficiaires de prestations en nature	7 584 665 €	7 683 836 €
	Fournisseurs de prestations en nature	47 956 695 €	49 435 926 €
	Créditeurs - cotisations	48 409 988 €	53 837 768 €
	Créditeurs divers	30 514 412 €	735 595 €
	<i>Organes et personnel</i>	35 334 €	22 642 €
	<i>Etat et collectivités publiques</i>	60 251 €	143 870 €
	<i>Organismes de sécurité sociale</i>	68 478 061 €	66 156 865 €
	<i>Comptes de régularisation</i>	8 165 082 €	7 984 965 €
	3. Comptes financiers	0 €	0 €
	TOTAL DU PASSIF	350 346 133 €	406 343 847 €

Tableau I.2a. - Assurance maladie maternité: Comptes d'exploitation 1999 et 2000 en LUF

RECETTES	1999	2000	Variation en % 2000/1999
I. Cotisations	24 268 979 820	27 103 365 199	11,7
<i>Prestations en espèces</i>	<i>3 926 766 517</i>	<i>4 711 546 531</i>	<i>20,0</i>
Cotisations PE (art. 29.1c CAS)	3 551 407 347	4 295 685 125	21,0
Cotisations PE (art. 29.1b CAS)	375 359 170	415 861 406	10,8
dont cotisations FOA*)	3 468 307	3 501 629	1,0
<i>Soins de santé</i>	<i>20 342 213 303</i>	<i>22 391 818 668</i>	<i>10,1</i>
Cotisations assurés actifs et autres	16 453 673 971	18 301 652 005	11,2
dont participation Etat	6 250 541	6 989 122	11,8
dont cotisations FOA*)	73 289 614	74 506 002	1,7
Cotisations assurés pensionnés	3 888 539 332	4 090 166 663	5,2
II. Cotisations forfaitaires Etat	11 759 389 112	13 674 166 460	16,3
<i>Prestations en espèces</i>	<i>392 676 539</i>	<i>523 497 456</i>	<i>33,3</i>
PE (art. 29.1c CAS)	355 140 621	477 290 633	34,4
PE (art. 29.1b CAS)	37 535 918	46 206 823	23,1
<i>Soins de santé</i>	<i>11 366 712 573</i>	<i>13 150 669 004</i>	<i>15,7</i>
III. Participation de tiers	2 714 233 508	3 105 654 898	14,4
<i>Frais d'administration</i>	<i>296 832 714</i>	<i>302 727 728</i>	<i>2,0</i>
Frais d'administration: charge Etat	4 540 747	3 708 559	-18,3
Etat (frais non ventilés): maternité	91 758 660	89 146 804	-2,8
Employeurs caisses d'entreprises et organismes	200 533 307	209 872 365	4,7
<i>Participation dans prestations (Etat)</i>	<i>2 417 400 794</i>	<i>2 802 927 170</i>	<i>15,9</i>
Prestations en espèces-maternité	1 705 092 693	2 020 717 803	18,5
Prestations en nature-maternité	710 157 348	780 339 107	9,9
Autres soins de santé	2 150 753	1 870 260	-13,0
IV. Transferts	256 562 119	231 062 409	-9,9
Cotisations du régime contributif	16 073 829	8 673 777	-46,0
Forfaits optants belges	43 684 267	6 305 505	-85,6
Pensions cédées	167 147 251	170 285 390	1,9
Restitution de cotisations	29 656 772	45 797 737	54,4
V. Revenus sur immobilisations	14 619 692	15 055 204	3,0
VI. Produits divers, dont:	305 761 910	351 590 145	15,0
- abattement sur produits pharmaceutiques	62 723 495	86 933 283	38,6
VII. Produits financiers	113 734 947	172 098 194	51,3
VIII. Prélèvement aux provisions pour prestations à liquider	1 267 000 000	920 000 000	-27,4
IX. Recettes diverses	14 564 412	3 177 892	-78,2
TOTAL DES RECETTES COURANTES	40 714 845 520	45 576 170 401	11,9
<i>Prélèvement à la réserve</i>	<i>835 031 170</i>	<i>0</i>	<i>p.m.</i>
- prestations en nature	485 089 958	0	p.m.
- prestations en espèces art. 29.1b CAS	0	0	p.m.
- prestations en espèces art. 29.1c CAS	349 941 212	0	p.m.
- maternité	0	0	p.m.
TOTAL DES RECETTES	41 549 876 690	45 576 170 401	9,7

*) Fonds d'orientation pour l'agriculture.

Tableau I.2a. - Assurance maladie maternité: Comptes d'exploitation 1999 et 2000 en LUF (suite)

DEPENSES	1999	2000	Variation en % 2000/1999
I. Frais d'administration	1 489 622 194	1 601 591 740	7,5
Frais de personnel	898 610 207	963 623 206	7,2
Achats de services	178 289 320	182 573 659	2,4
Dépenses diverses et frais d'élections	48 694 337	54 457 160	11,8
Frais du Centre Commun	364 028 330	400 937 715	10,1
II. Prestations en espèces	5 721 954 211	6 381 228 179	11,5
<i>Assurance maladie</i>	<i>4 182 079 791</i>	<i>4 557 395 059</i>	<i>9,0</i>
Indemnités pécuniaires brutes (art. 29.1c CAS)	3 798 518 427	4 188 063 917	10,3
Indemnités pécuniaires brutes (art. 29.1b CAS)	383 561 364	369 331 142	-3,7
<i>Assurance maternité</i>	<i>1 539 874 420</i>	<i>1 823 833 120</i>	<i>18,4</i>
III. Prestations en nature	32 190 096 867	32 392 726 206	0,6
<i>Prestations assurance maladie</i>	<i>31 340 523 551</i>	<i>31 471 152 601</i>	<i>0,4</i>
Prestations de soins de santé au Luxembourg	26 798 642 923	26 256 596 681	-2,0
Prestations de soins de santé à l'étranger	4 541 880 628	5 214 555 920	14,8
<i>Indemnités funéraires</i>	<i>139 415 968</i>	<i>141 234 498</i>	<i>1,3</i>
<i>Prestations de maternité</i>	<i>710 157 348</i>	<i>780 339 107</i>	<i>9,9</i>
Prestations de maternité au Luxembourg	567 550 606	617 805 566	8,9
Prestations de maternité à l'étranger	142 606 742	162 533 541	14,0
IV. Transferts de cotisations (cotisations sur indemnités pécuniaires)	682 356 725	772 829 956	13,3
Cotisations assurance maladie	232 696 030	271 077 234	16,5
Cotisations assurance pension	449 660 695	501 752 722	11,6
V. Décharges et restitution de cotisations	40 539 601	37 465 748	-7,6
VI. Frais de gestion du patrimoine	5 737 582	5 561 113	-3,1
VII. Dotation aux provisions et amortissement	923 949 912	1 940 275 715	110,0
dont provisions pour prestations à liquider	920 000 000	1 936 000 000	110,4
VIII. Quote-part Etat dans récupération	0	0	p.m.
IX. Dépenses diverses	9 262 633	7 522 513	-18,8
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	41 063 519 725	43 139 201 170	5,1
<i>Dotation à la réserve</i>	<i>473 310 299</i>	<i>207 568 144</i>	<i>p.m.</i>
<i>Excédent de l'exercice</i>	<i>13 046 666</i>	<i>2 229 401 087</i>	<i>p.m.</i>
- prestations en nature	0	2 052 749 652	p.m.
- prestations en espèces art. 29.1b CAS	13 046 666	98 569 401	p.m.
- prestations en espèces art. 29.1c CAS	0	78 082 034	p.m.
- maternité	0	0	p.m.
TOTAL DES DEPENSES	41 549 876 690	45 576 170 401	9,7

Tableau I.2b. - Assurance maladie maternité: Comptes d'exploitation 1999 et 2000 en EUR

RECETTES	1999	2000	Variation en % 2000/1999
I. Cotisations	601 612 295 €	671 874 873 €	11,7
<i>Prestations en espèces</i>	<i>97 341 999 €</i>	<i>116 796 188 €</i>	<i>20,0</i>
Cotisations PE (art. 29.1c CAS)	88 037 089 €	106 487 253 €	21,0
Cotisations PE (art. 29.1b CAS)	9 304 911 €	10 308 935 €	10,8
dont cotisations FOA*)	85 977 €	86 803 €	1,0
<i>Soins de santé</i>	<i>504 270 296 €</i>	<i>555 078 686 €</i>	<i>10,1</i>
Cotisations assurés actifs et autres	407 875 924 €	453 686 102 €	11,2
dont participation Etat	154 947 €	173 256 €	11,8
dont cotisations FOA*)	1 816 802 €	1 846 956 €	1,7
Cotisations assurés pensionnés	96 394 372 €	101 392 583 €	5,2
II. Cotisations forfaitaires Etat	291 507 642 €	338 973 732 €	16,3
<i>Prestations en espèces</i>	<i>9 734 197 €</i>	<i>12 977 163 €</i>	<i>33,3</i>
PE (art. 29.1c CAS)	8 803 706 €	11 831 726 €	34,4
PE (art. 29.1b CAS)	930 491 €	1 145 437 €	23,1
<i>Soins de santé</i>	<i>281 773 444 €</i>	<i>325 996 569 €</i>	<i>15,7</i>
III. Participation de tiers	67 284 091 €	76 987 174 €	14,4
<i>Frais d'administration</i>	<i>7 358 291 €</i>	<i>7 504 424 €</i>	<i>2,0</i>
Frais d'administration: charge Etat	112 562 €	91 933 €	-18,3
Etat (frais non ventilés): maternité	2 274 638 €	2 209 892 €	-2,8
Employeurs caisses d'entreprises et organismes	4 971 091 €	5 202 600 €	4,7
<i>Participation dans prestations (Etat)</i>	<i>59 925 800 €</i>	<i>69 482 750 €</i>	<i>15,9</i>
Prestations en espèces-maternité	42 268 144 €	50 092 286 €	18,5
Prestations en nature-maternité	17 604 341 €	19 344 101 €	9,9
Autres soins de santé	53 316 €	46 363 €	-13,0
IV. Transferts	6 360 009 €	5 727 888 €	-9,9
Cotisations du régime contributif	398 460 €	215 017 €	-46,0
Forfaits optants belges	1 082 905 €	156 309 €	-85,6
Pensions cédées	4 143 472 €	4 221 265 €	1,9
Restitution de cotisations	735 172 €	1 135 296 €	54,4
	362 413 €	373 209 €	3,0
V. Revenus sur immobilisations			
VI. Produits divers, dont:	7 579 640 €	8 715 692 €	15,0
- abattement sur produits pharmaceutiques	1 554 875 €	2 155 020 €	38,6
VII. Produits financiers	2 819 416 €	4 266 203 €	51,3
VIII. Prélèvement aux provisions pour prestations à liquider	31 408 110 €	22 806 204 €	-27,4
IX. Recettes diverses	361 042 €	78 778 €	-78,2
TOTAL DES RECETTES COURANTES	1 009 294 657 €	1 129 803 753 €	11,9
<i>Prélèvement à la réserve</i>	<i>20 699 882 €</i>	<i>0 €</i>	<i>p.m.</i>
- prestations en nature	12 025 066 €	0 €	p.m.
- prestations en espèces art. 29.1b CAS	0 €	0 €	p.m.
- prestations en espèces art. 29.1c CAS	8 674 816 €	0 €	p.m.
- maternité	0 €	0 €	p.m.
TOTAL DES RECETTES	1 029 994 539 €	1 129 803 753 €	9,7

*) Fonds d'orientation pour l'agriculture.

Tableau I.2b. - Assurance maladie maternité: Comptes d'exploitation 1999 et 2000 en EUR (suite)

DEPENSES	1999	2000	Variation en % 2000/1999
I. Frais d'administration	36 926 770 €	39 702 422 €	7,5
Frais de personnel	22 275 965 €	23 887 595 €	7,2
Achats de services	4 419 677 €	4 525 883 €	2,4
Dépenses diverses et frais d'élections	1 207 101 €	1 349 958 €	11,8
Frais du Centre Commun	9 024 027 €	9 938 986 €	10,1
II. Prestations en espèces	141 843 540 €	158 186 515 €	11,5
<i>Assurance maladie</i>	<i>103 671 050 €</i>	<i>112 974 872 €</i>	<i>9,0</i>
Indemnités pécuniaires brutes (art. 29.1c CAS)	94 162 812 €	103 819 393 €	10,3
Indemnités pécuniaires brutes (art. 29.1b CAS)	9 508 238 €	9 155 480 €	-3,7
<i>Assurance maternité</i>	<i>38 172 490 €</i>	<i>45 211 642 €</i>	<i>18,4</i>
III. Prestations en nature	797 971 658 €	802 994 708 €	0,6
<i>Prestations assurance maladie</i>	<i>776 911 285 €</i>	<i>780 149 495 €</i>	<i>0,4</i>
Prestations de soins de santé au Luxembourg	664 321 005 €	650 884 030 €	-2,0
Prestations de soins de santé à l'étranger	112 590 280 €	129 265 465 €	14,8
<i>Indemnités funéraires</i>	<i>3 456 032 €</i>	<i>3 501 112 €</i>	<i>1,3</i>
<i>Prestations de maternité</i>	<i>17 604 341 €</i>	<i>19 344 101 €</i>	<i>9,9</i>
Prestations de maternité au Luxembourg	14 069 212 €	15 315 000 €	8,9
Prestations de maternité à l'étranger	3 535 129 €	4 029 101 €	14,0
IV. Transferts de cotisations (cotisations sur indemnités pécuniaires)	16 915 181 €	19 157 954 €	13,3
Cotisations assurance maladie	5 768 384 €	6 719 829 €	16,5
Cotisations assurance pension	11 146 797 €	12 438 125 €	11,6
V. Décharges et restitution de cotisations	1 004 950 €	928 752 €	-7,6
VI. Frais de gestion du patrimoine	142 231 €	137 856 €	-3,1
VII. Dotation aux provisions et amortissement	22 904 120 €	48 098 179 €	110,0
dont provisions pour prestations à liquider	22 806 204 €	47 992 186 €	110,4
VIII. Quote-part Etat dans récupération	0 €	0 €	p.m.
IX. Dépenses diverses	229 615 €	186 478 €	-18,8
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	1 017 938 064 €	1 069 392 863 €	5,1
<i>Dotation à la réserve</i>	<i>11 733 056 €</i>	<i>5 145 480 €</i>	<i>p.m.</i>
<i>Excédent de l'exercice</i>	<i>323 418 €</i>	<i>55 265 409 €</i>	<i>p.m.</i>
- prestations en nature	0 €	50 886 335 €	p.m.
- prestations en espèces art. 29.1b CAS	323 418 €	2 443 472 €	p.m.
- prestations en espèces art. 29.1c CAS	0 €	1 935 603 €	p.m.
- maternité	0 €	0 €	p.m.
TOTAL DES DEPENSES	1 029 994 539 €	1 129 803 753 €	9,7

ANNEXE II

Relations entre l'Union des Caisses de Maladie et les prestataires de soins de santé

Les relations entre l'Union des Caisses de Maladie (UCM) et les prestataires de soins de santé du secteur hospitalier et extra-hospitalier sont régis par le chapitre V du Code des Assurances Sociales (CAS).

A) Les articles 61 et suivants du CAS déterminent les relations entre l'UCM et le secteur extra-hospitalier et prévoient la conclusion d'une convention avec les groupements professionnels, ou représentants d'organismes suivants:

- 1) les médecins;
- 2) les médecins-dentistes;
- 3) les infirmiers;
- 4) les kinésithérapeutes;
- 5) les psychomotriciens;
- 6) les sages-femmes;
- 7) les orthophonistes;
- 8) les laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique;
- 9) les établissements de cures thérapeutiques;
- 10) les établissements de rééducation et de réadaptation fonctionnelles;
- 11) les structures complémentaires et extra-complémentaires en psychiatrie;
- 12) les fournisseurs de prothèses orthopédiques, d'orthèses et d'épithèses;
- 13) les pharmaciens;
- 14) les opticiens;
- 15) la Croix Rouge Luxembourgeoise pour la transfusion sanguine, le conditionnement et la fourniture de sang humain et de ses dérivés;
- 16) les personnes s'occupant particulièrement du transport des malades ou accidentés.

Tableau II.1a. - Relations entre l'UCM et les prestataires de soins de santé

	MEMORIAL	Entrée en vigueur
1 MEDECINS		
Convention entre l'UCM et l'Association des Médecins et Médecins-dentistes - Convention pour les médecins	Mém. A 1993 N° 100, p. 2065	01.01.1994
Amendement à la convention	Mém. A 1995 N° 88, p. 2056	01.06.1995
Amendement à la convention	Mém. A 1998 N° 58, p. 1004	01.08.1998
2 MEDECINS-DENTISTES		
Convention entre l'UCM et l'Association des Médecins et Médecins-dentistes - Convention pour les médecins-dentistes	Mém. A 1993 N° 100, p. 2048	01.01.1994
Amendement à la convention	Mém. A 1995 N° 48, p. 1278	01.06.1995
Amendement à la convention	Mém. A 1998 N° 58, p. 1007	01.08.1998
3 INFIRMIERS		
Convention entre l'UCM et l'Association Nationale des Infirmiers Luxembourgeois	Mém. A 1993 N° 100, p. 2026	01.01.1994
Amendement à la convention	Mém. A 1994 N° 54, p. 1048	01.07.1994
Amendement à la convention	Mém. A 1998 N° 58, p. 1002	01.08.1998
Amendement à la convention entre l'UCM, l'Association Nationale des Infirmiers Luxembourgeois, et la Confédération Luxembourgeoise des Prestataires et Ententes dans le Domaine de Prévention, Aide et de Soins aux Personnes Dépendantes	Mém. A 1998 N° 117, p. 3060	01.01.1999
Amendement à la convention	Mém. A 2001 N° 31, p. 820	01.01.2001
4 KINESITHERAPEUTES		
Convention entre l'UCM et l'Association des Kinésithérapeutes Diplômés	Mém. A 1993 N° 100, p. 2033	01.01.1994
Amendement à la convention	Mém. A 1994 N° 35, p. 650	01.04.1994
Amendement à la convention	Mém. A 1994 N° 76, p. 1399	28.07.1994
Amendement à la convention	Mém. A 1998 N° 11, p. 174	01.03.1998
Amendement à la convention	Mém. A 1998 N° 117, p. 3063	01.01.1999
Amendement à la convention	Mém. A 2000 N° 116, p. 2687	01.09.2000
5 PSYCHOMOTRICIENS		
Convention entre l'UCM et l'Association Luxembourgeoise des Psychomotriciens Diplômés	Mém. A 1993 N° 100, p. 2109	01.01.1994
6 SAGES-FEMMES		
Convention entre l'UCM et l'Association Luxembourgeoise des Sages-femmes	Mém. A 1993 N° 100, p. 2115	01.01.1994

Tableau II.1a. - Relations entre l'UCM et les prestataires de soins de santé (suite)

	MEMORIAL	Entrée en vigueur
7 ORTHOPHONISTES		
Convention entre l'UCM et l'Association Luxembourgeoise des Orthophonistes	Mém. A 1993 N° 100, p. 2089	01.01.1994
Amendement à la convention	Mém. A 2000 N° 116, p. 2684	01.09.2000
8 LABORATOIRES		
Convention entre l'UCM et la Société Luxembourgeoise de Biologie Clinique	Mém. A 1993 N° 100, p. 2039	01.01.1994
Amendement à la convention	Mém. A 1996 N° 58, p. 1806	01.09.1996
9 CENTRE THERMAL		
Convention entre l'UCM et le Centre Thermal et de Santé de Mondorf-les-Bains	Mém. A 1994 N° 61, p. 1134	30.04.1994
Amendement à la convention	Mém. A 1998 N° 79, p. 1581	01.01.1997
10 CENTRE DE REEDUCATION/HAMM		
Convention entre l'UCM et le Centre de Rééducation et de Réadaptation fonctionnelles de Hamm	Mém. A 1994 N° 31 p. 591	01.02.1994
11 EGSP		
Convention entre l'UCM et l'Entente des Gestionnaires des Structures Complémentaires et Extra-Hospitalières en Psychiatrie a.s.b.l.	Mém. A 2000 N° 27, p. 673	01.01.2000
12 ORTHOPEDISTES		
Convention entre l'UCM et l'Association des Maîtres Orthopédistes-Bandagistes et la Fédération des Patrons Bottiers - Orthopédistes du Grand-Duché de Luxembourg	Mém. A 1993 N° 100, p. 2094	01.01.1994
Amendement à la convention	Mém. A 2001 N° 31, p. 818	13.12.2000
13 PHARMACIENS		
Convention entre l'UCM et les Syndicat des Pharmaciens Luxembourgeois	Mém. A 1993 N° 100, p. 2100	01.01.1994
14 OPTICIENS		
Convention entre l'UCM et la Fédération des Patrons Opticiens du Grand-Duché de Luxembourg	Mém. A 1993 N° 100, p. 2085	01.01.1994
15 CROIX ROUGE		
Convention entre l'UCM et la Croix Rouge Luxembourgeoise	Mém. A 1994 N° 31, p. 587	01.02.1994
16 AIR RESCUE		
Convention entre l'UCM et l'a.s.b.l. "Luxembourg Air Rescue" concernant le transport de malades par hélicoptère sanitaire	Mém. A 2001 N° 58, p. 1154	21.03.2001

- B) Les articles 74 et suivants du CAS déterminent les relations entre l'UCM et le secteur hospitalier.
L'article 75 du CAS prévoit la conclusion d'une convention avec le ou les groupements des hôpitaux.

Tableau II.1b. - Relations entre l'UCM et les groupements des hôpitaux

	MEMORIAL	Entrée en vigueur
ENTENTE DES HÔPITAUX LUXEMBOURGEOIS		
Convention entre l'UCM et l'Entente des Hôpitaux Luxembourgeois	Mém. A 1996 N° 17, p. 759	01.01.1995

Tableau II.2. - **Protocoles d'accord concernant la fixation de la valeur de la lettre-clé**

	MEMORIAL	Entrée en vigueur	Valeur de la lettre-clé
MEDECINS			
Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 68 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'Association des Médecins et Médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg et l'UCM, portant			
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994	Mém. A 1994 N° 4, p. 71	01.02.1994	105,48
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1995	Mém. A 1995 N° 48, p. 1283	01.06.1995	108,75
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1996	Mém. A 1995 N° 103, p. 2599	01.01.1996	109,94
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997	Mém. A 1997 N° 4, p. 45	01.01.1997	113,46
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1998			113,46
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1999	Mém. A 1998 N° 117, p. 3075	01.01.1999	115,44
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 2000			115,44
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2001	Mém. A 2000 N° 144, p. 3374	01.01.2001	117,26
rectificatif	Mém. A 2001 N° 19, p. 708		
fixation de la valeur de la lettre-clé pour la période du 1er septembre au 31 décembre 2001 (en application de la sentence arbitrale du CSAS du 27 juin 2001)	Mém. A 2001 N° 104, p. 2044	01.09.2001	118,05
MEDECINS-DENTISTES			
Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 68 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'Association des Médecins et Médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg et l'UCM, portant			
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994	Mém. A 1994 N° 4, p. 72	01.02.1994	109,26
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1995	Mém. A 1995 N° 48, p. 1278	01.06.1995	114,88
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1996	Mém. A 1996 N° 103, p. 2640	01.01.1996	116,86
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997	Mém. A 1997 N° 4, p. 40	01.01.1997	120,95
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1998	Mém. A 1998 N° 58, p. 996	01.07.1998	124,98
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1999	Mém. A 1998 N° 117, p. 3124	01.01.1999	126,74
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 2000			126,74
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2001	Mém. A 2000 N° 144, p. 3374	01.01.2001	130,14
rectificatif	Mém. A 2001 N° 19, p. 710		
fixation de la valeur de la lettre-clé pour la période du 1er septembre au 31 décembre 2001 (en application de la sentence arbitrale du CSAS du 27 juin 2001)	Mém. A 2001 N° 104, p. 2100	01.09.2001	133,50
INFIRMIERS			
Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 31 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'Association Nationale des Infirmiers Luxembourgeois et l'UCM, portant			
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994	Mém. A 1994 N° 4, p. 73	01.02.1994	64,67
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1995	Mém. A 1994 N° 121, p. 2852	01.01.1995	66,42
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1996			66,42
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997	Mém. A 1997 N° 4, p. 89	01.01.1997	67,66
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1998			67,66
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1999	Mém. A 1998 N° 117, p. 3066	01.01.1999	69,83
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 2000			69,83
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2001	Mém. A 2000 N° 143, p. 3366	01.01.2001	166,07
KINESITHERAPEUTES			
Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 32 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'Association Luxembourgeoise des Kinésithérapeutes et l'UCM, portant			
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994	Mém. A 1994 N° 4, p. 74	01.02.1994	99,92
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1995	Mém. A 1994 N° 121, p. 2846	01.01.1995	102,63
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1996	Mém. A 1995 N° 103, p. 2648	01.01.1996	105,54
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997	Mém. A 1997 N° 4, p. 111	01.01.1997	108,55
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1998	Mém. A 1998 N° 11, p. 175	01.01.1998	108,55
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1999	Mém. A 1999 N° 117, p. 3069	01.01.1999	110,29
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 2000			110,29
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2001	Mém. B 2001 N° 57, p.10	01.01.2001	113,98

Tableau II.2. - **Protocoles d'accord concernant la fixation de la valeur de la lettre-clé** (suite)

	MEMORIAL	Entrée en vigueur	Valeur de la lettre-clé
PSYCHOMOTRICIENS			
Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 32 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'Association Luxembourgeoise des Psychomotriciens Diplômés et l'UCM, portant			
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994	Mém. A 1994 N° 4, p. 75	01.02.1994	78,27
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1995	Mém. A 1994 N° 121, p. 2842	01.01.1995	80,39
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1996	Mém. A 1995 N° 103, p. 2646	01.01.1996	81,87
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997	Mém. A 1997 N° 4, p. 115	01.01.1997	85,02
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1998	Mém. A 1998 N° 11, p. 176	01.01.1998	85,02
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1999	Mém. A 1998 N° 117, p. 3071	01.01.1999	86,38
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 2000			86,38
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2001	Mém. B 2000 N° 57, p. 1033	01.01.2000	88,74
SAGES-FEMMES			
Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 27 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'Association Luxembourgeoise des Sages-femmes et l'UCM, portant			
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994	Mém. A 1994 N° 4, p. 76	01.02.1994	100
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1995	Mém. A 1994 N° 121, p. 2850	01.01.1995	103
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1996			103
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997	Mém. A 1997 N° 4, p. 116	01.01.1997	104,93
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1998	Mém. A 1998 N° 11, p. 177	01.01.1998	104,93
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1999	Mém. A 1998 N° 117, p. 3073	01.01.1999	108,30
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 2000			108,30
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2001	Mém. B. 2000 N° 57, p. 1028	01.01.2001	112,56
ORTHOPHONISTES			
Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 26 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'Association Luxembourgeoise des Orthophonistes et l'UCM, portant			
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994	Mém. A 1994 N° 4, p. 75	01.02.1994	261,56
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1995	Mém. A 1994 N° 121, p. 2844	01.01.1995	268,05
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1996	Mém. A 1995 N° 103, p. 2647	01.01.1996	272,98
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997	Mém. A 1997 N° 4, p. 113	01.01.1997	283,49
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1998	Mém. A 1998 N° 11, p. 176	01.01.1998	283,49
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1999	Mém. A 1998 N° 117, p. 3072	01.01.1999	288,03
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 2000			288,03
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 2001			288,03
LABORATOIRES			
Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 31 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre la Société Luxembourgeoise de Biologie Clinique et l'UCM, portant			
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994	Mém. A 1994 N° 4, p. 73	01.02.1994	4,8849
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1995			4,8849
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1996			4,8849
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997	Mém. A 1997 N° 4, p. 90	01.01.1997	4,9762
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1998	Mém. A 1998 N° 11, p. 175	01.01.1998	4,9762
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1999			4,9762
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 2000			4,9762
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 2001			4,9762
ORTHOPEDISTES			
Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 33 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'Association des Maîtres Orthopédistes-Bandagistes établis au Luxembourg et la Fédération des Patrons Bottiers du Grand-Duché de Luxembourg d'une part, et l'UCM d'autre part, portant			
fixation des tarifs pour les prothèses, orthèses et épithèses pour l'exercice 1995	Mém. A 1994 N° 121, p. 2855	01.01.1995	45,21
fixation des tarifs pour les prothèses, orthèses et épithèses pour l'exercice 1996	Mém. A 1995 N° 103, p. 2651	01.01.1996	44,81
fixation des tarifs pour les prothèses, orthèses et épithèses pour l'exercice 1997	Mém. A 1997 N° 4, p. 117	01.01.1997	45,93
fixation des tarifs pour les prothèses, orthèses et épithèses pour l'exercice 1998	Mém. A 1998 N° 11, p. 177	01.01.1998	45,93
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1999			45,93
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 2000			45,93
fixation des tarifs pour les prothèses, orthèses et épithèses pour l'exercice 2001	Mém. A 2000 N° 145, p. 3434	01.01.2001	46,86

Tableau II.3. - **Protocoles d'accord concernant la fixation des tarifs**

	MEMORIAL	Entrée en vigueur
CENTRE THERMAL		
Protocoles d'accord signés entre l'UCM et le Centre Thermal et de Santé de Mondorf-les-Bains, portant		
fixation des tarifs pour les exercices 1995, 1996 et 1997	Mém. A 1997 N° 51, p. 1651	01.01.1995 01.01.1996 01.01.1997
fixation des tarifs pour l'exercice 1998	Mém. A 1998 N° 79, p.1579	01.01.1998
les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1999		
fixation des tarifs pour l'exercice 2000	Mém. A 2000 N° 26, p. 659	01.01.2000
adaptation des tarifs pour l'exercice 2001	Mém. A 2001 N° 76, p. 1562	01.01.2001
CENTRE DE REEDUCATION/HAMM		
Protocoles d'accord signés en exécution de la convention conclue entre le Centre de Rééducation et de Réadaptation fonctionnelles de Hamm et l'UCM, portant		
fixation des tarifs des actes et services pour l'exercice 1995	Mém. A 1995 N° 33, p. 947	01.01.1995
Adaptation des tarifs des actes et services pour l'exercice 1995	Mém. A 1995 N° 91, p. 2172	01.07.1995
les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1996		
les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1997		
les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1998		
adaptation des tarifs des actes et services pour l'exercice 1999	Mém. A 1999 N° 52, p. 1292	01.02.1999
adaptation des tarifs des actes et services	Mém. A 2000 N° 27, p. 680	01.11.1999
adaptation des tarifs des actes et services pour l'exercice 2001	Mém. A 2001 N° 58, p.1157	01.01.2001
EGSP		
Protocole d'accord signé en exécution de l'article 12 de la convention du 4 février 2000, conclue entre l'Entente des gestionnaires des structures complémentaires et extra-hospitalières en psychiatrie a.s.b.l. et l'UCM, portant fixation des tarifs pour l'exercice 2000	Mém. A 2000 N° 27, p. 675	01.01.2000
CROIX ROUGE		
Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 14 de la convention du 1er février 1994, conclue entre la Croix-Rouge Luxembourgeoise et l'UCM, portant		
fixation des tarifs pour l'exercice 1994	Mém. A 1994 N° 79, p. 589	01.01.1994
les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1995		
les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1996		
les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1997		
les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1998		
les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1999	Mém. A 1999 N° 21, p. 589	01.01.1999
les tarifs restent inchangés pour l'exercice 2000	Mém. A 2000 N° 27, p. 671	01.01.2000
LUXEMBOURG AIR RESCUE		
Fixation des tarifs concernant le transport des malades par hélicoptère de secours	Mém. A 1993 N° 100, p. 2046	01.01.1994
adapation des tarifs	Mém. A 1994 N° 92, p. 1751	01.08.1994
les tarifs restent inchangés à partir de 1994		
nouvelle fixation des tarifs à partir de 2001	Mém. A 2001 N°58, p.1154	01.01.2001

ANNEXE III

Les statuts de l'Union des Caisses de Maladie

Les statuts règlent les relations de l'assurance maladie avec les personnes bénéficiant de l'assurance maladie maternité et fixent notamment les modalités, conditions et taux de prise en charge des actes, services et fournitures.

Ils sont établis et modifiés par l'assemblée générale de l'Union des caisses de maladie sur proposition du conseil d'administration et approuvés par le Ministre de la Sécurité sociale sur avis de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale. Normalement les statuts sont modifiés deux fois par année, lors de l'assemblée générale qui se tient en été pour approuver le décompte annuel et lors de l'assemblée générale qui se tient en fin d'année et qui arrête le budget pour l'exercice suivant.

STATUTS	MEMORIAL
Statuts de l'UCM approuvés par arrêté ministériel du 19 janvier 1994	Mém. A 1994 N° 4, p. 42
Modification des statuts de l'UCM, telle que adoptée par l'assemblée générale de l'UCM en sa séance du 13 juillet 1994 et approuvée par arrêté ministériel du 11 août 1994	Mém. A 1994 N° 77, p. 1402
<i>Texte coordonné des statuts de l'UCM</i>	<i>Mém. A 1994 N° 79, p. 1420</i>
Modifications des statuts de l'UCM approuvées par arrêté ministériel du 22 décembre 1994	Mém. A 1994 N° 123, p. 2950
<i>Texte coordonné des statuts de l'UCM</i>	<i>Mém. A 1994 N° 123, p. 2989</i>
Modifications adoptées par l'assemblée générale du 12 juillet 1995	Mém. A 1995 N° 71, p. 1780
Modifications des statuts votées à l'assemblée générale du 16 novembre	Mém. A 1995 N° 103, p. 2718
<i>Refixation du taux de cotisation</i>	<i>Mém. A 1995 N° 103, p. 2720</i>
Modification des statuts décidée en date du 10 juillet 1996 par l'assemblée générale de l'UCM et approuvée par arrêté ministériel du 2 août 1996	Mém. A 1996 N° 58, p. 1790
<i>Refixation du taux de cotisation</i>	<i>Mém. A 1996 N° 96, p. 2934</i>
Modification des statuts adoptée par l'assemblée générale de l'UCM en date du 15 novembre 1996 et approuvée par arrêté ministériel du 27 décembre 1996	Mém. A 1996 N° 96, p. 2934
<i>Décision en date du 15 novembre 1996 par l'assemblée générale de compléter l'alinéa 1 de l'article 39 des statuts de l'UCM en relation avec les actes médico-dentaires</i>	<i>Mém. A 1997 N° 12, p. 659</i>
Modifications des statuts de l'UCM adoptées par l'assemblée générale en date du 9 juillet 1997 et approuvées par arrêté ministériel du 24 juillet 1997	Mém. A 1997 N° 64, p. 1986
<i>Statuts de l'UCM - Réctificatif</i>	<i>Mém. A 1997 N° 72, p. 2334</i>
<i>Statuts de l'UCM - Réctificatif</i>	<i>Mém. A 1997 N° 82, p. 2530</i>
Modifications des statuts de l'UCM adoptées par l'assemblée générale de l'UCM en date du 12 novembre 1997	Mém. A 1997 N° 100, p. 3240
Modifications des statuts adoptées par l'assemblée générale de l'UCM en date du 8 juillet 1998	Mém. A 1998 N° 85, p. 1856
Modifications des statuts de l'UCM décidées par l'assemblée générale du 10 novembre 1998 et approuvées par l'arrêté ministériel du 10 décembre 1998	Mém. A 1998 N° 117, p. 3048
<i>Entérinement des décisions provisoires du conseil d'administration</i>	<i>Mém. A 1999 N° 121, p. 2190</i>
<i>Refixation du taux de cotisation</i>	<i>Mém. A 1999 N° 146, p. 2643</i>
Modifications des statuts de l'UCM, décidées par l'assemblée générale du 10 novembre 1999 et approuvées par arrêté ministériel du 8 décembre 1999	Mém. A 1999 N° 153, p. 2977
Modification des statuts de l'UCM décidée par le conseil d'administration de l'UCM en date du 5 avril 2000	Mém. A 2000 N° 38, p. 926
Modification des statuts de l'UCM décidée par l'assemblée générale de l'UCM en date du 12 juillet 2000 et approuvée par arrêté ministériel du 8 août 2000	Mém. A 2000 N° 82, p. 1933
<i>Décision en relation avec les vaccins (ATC J07) et les immunoglobulines spécifiques contre l'hépatite A, prise par le conseil d'administration de l'UCM en date du 11 octobre 2000</i>	<i>Mém. B 2000 N° 47, p. 903</i>
Modifications des statuts de l'UCM décidées par l'assemblée générale du 15 novembre 2000	Mém. B 2000 N° 56, p. 1021
<i>Décision en relation avec la liste N°1 de l'annexe D des statuts, prise par le conseil d'administration de l'UCM en date du 14 février 2001</i>	<i>Mém. B 2001 N°21, p. 498</i>
Modifications des statuts de l'UCM décidées par l'assemblée générale du 12 juillet 2001	Mém. A 2001 N° 104, p. 2107

Remarque: Pour une meilleure compréhension des textes et tableaux, il est signalé que les abréviations suivantes sont utilisées pour désigner les différentes caisses de maladie:

UCM	union des caisses de maladie
CMO	caisse de maladie des ouvriers
CMOA	caisse de maladie des ouvriers de l'Arbed
CMEP	caisse de maladie des employés privés
CMEA	caisse de maladie des employés de l'Arbed
CMFEP	caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics
CMFEC	caisse de maladie des fonctionnaires et employés communaux
EM-CFL	entraide médicale des chemins de fer luxembourgeois
CMPI	caisse de maladie des professions indépendantes
CMA	caisse de maladie agricole

Les travailleurs intellectuels indépendants (TII) font partie de la caisse des employés privés.

ASSURANCE PENSION

Statistiques

Sommaire

	Page
1. Introduction	155
2. Evolution démographique	155
3. Caractéristiques des revenus cotisables et des prestations	159
4. Données financières	162

Statistiques

1. Affiliation et revenus cotisables	169
<i>Régime général</i>	
Tableau 1.1. Evolution du nombre moyen des assurés	171
Tableau 1.2. Evolution chronologique du nombre annuel des assurés cotisants	172
Graphique 1.1. Répartition des assurés par âge et par sexe en 2000	173
Tableau 1.3. Mouvement des assurés	174
Tableau 1.4. Répartition des assurés suivant le type d'assurance	175
Tableau 1.5. Evolution des revenus cotisables	176
Graphique 1.2. Répartition par âge du revenu moyen annuel cotisable en 2000	177
Graphique 1.3. Nombre de cotisants par tranche de revenu mensuel cotisable en 2000	178
Tableau 1.6. Coefficient d'ajustement	179-180
Tableau 1.7.a Nombre des bénéficiaires d'un "baby-year"	181
Tableau 1.7.b Montants des cotisations payées par l'Etat au titre du "baby-year"	181
Tableau 1.7.c Montants mensuels moyens des cotisations payées par l'Etat au titre du "baby-year" par assuré	181
Tableau 1.7.d Nombre des bénéficiaires d'un congé parental	182
<i>Régimes spéciaux (fonction publique, communes, PTT et CFL)</i>	
Tableau 1.8. Evolution du nombre moyen des assurés par régime et par sexe	183
Tableau 1.9. Nombre moyen des assurés des régimes spéciaux par sexe	183
Tableau 1.10. Nombre des assurés des régimes spéciaux bénéficiant d'un congé parental	184
Tableau 1.11. Evolution chronologique du nombre annuel des assurés	184
Tableau 1.12. Age moyen des entrées dans l'assurance, mouvement des assurés	185
Graphique 1.4. Répartition des assurés par âge et par sexe en 2000	186
Tableau 1.13. Evolution des revenus cotisables	187
2. Pensions	188
Tableau 2.1.a. Pensions en cours au mois de décembre	190-191
Tableau 2.1.b. Avances en cours au mois de décembre	192
Tableau 2.2.a. Répartition par âge des bénéficiaires de pension auprès de l'AVI en décembre 2000	193
Tableau 2.2.b. Répartition par âge des bénéficiaires de pension auprès de la CPEP en décembre 2000	194
Tableau 2.2.c. Répartition par âge des bénéficiaires de pension auprès de la CPACI en décembre 2000	195
Tableau 2.2.d. Répartition par âge des bénéficiaires de pension auprès de la CPA en décembre 2000	196
Tableau 2.2.e. Répartition par âge des bénéficiaires de pension auprès du régime unique en décembre 2000	197
Tableau 2.3.a. Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - AVI	198
Tableau 2.4.a. Mouvement des pensions - AVI	198

Tableau 2.3b.	Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - CPEP	199
Tableau 2.4b.	Mouvement des pensions - CPEP	199
Tableau 2.3c.	Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - CPACI	200
Tableau 2.4c.	Mouvement des pensions - CPACI	200
Tableau 2.3d.	Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - CPA	201
Tableau 2.4d.	Mouvement des pensions - CPA	201
Tableau 2.3e.	Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - Total	202
Tableau 2.4e.	Mouvement des pensions - Total	202
Tableau 2.5.	Age moyen du bénéficiaire au moment de l'attribution de la pension	203
Tableau 2.6a.	Coefficient de charge du régime général - Evolution de 1960 à 1980	204
Tableau 2.6b.	Coefficient de charge du régime général - Evolution de 1980 à 2000	205
Tableau 2.6c.	Coefficient de charge des régimes spéciaux (secteur public, communes, PTT et CFL) - Evolution de 1960 à 2000	206
Tableau 2.7.	Historique de l'ajustement	207
Tableau 2.8a.	Montant mensuel moyen des pensions par catégorie: évolution de 1985 à 1992	208
Tableau 2.8b.	Montant mensuel moyen des pensions personnelles: évolution à partir de 1993	209
Tableau 2.8c.	Montant mensuel moyen des pensions de survie: évolution à partir de 1993	210
Tableau 2.9a.	Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Invalidité	211-212
Tableau 2.9b.	Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Vieillesse	213-214
Tableau 2.9c.	Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Pensions de conjoint	215-216
Tableau 2.9d.	Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Pensions d'orphelin	217
Graphique 2.1.	Nombre de pensions de vieillesse par tranches de montants mensuels	218
Tableau 2.10a.	Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - APE (mois de décembre 2000)	219-220
Tableau 2.10b.	Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - CFL (mois de décembre 2000)	221-222
Tableau 2.10c.	Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - CPFEC (mois de décembre 2000)	223-224
Tableau 2.10d.	Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Total des régimes spéciaux (mois de décembre 2000)	225-226
3. Comptes financiers		227
Tableau 3.1.	Compte d'exploitation consolidé de l'exercice 2000 (montants en LUF)	228
Tableau 3.1a.	Compte d'exploitation consolidé de l'exercice 2000 (montants en EUR)	229
Tableau 3.2.	Etat détaillé des recettes (montants en LUF)	230-231
Tableau 3.3.	Etat détaillé des dépenses (montants en LUF)	232-233
Tableau 3.2a.	Etat détaillé des recettes (montants en EUR)	234-235
Tableau 3.3a.	Etat détaillé des dépenses (montants en EUR)	236-237
Tableau 3.4.	Bilan de fin d'exercice 2000 du régime général d'assurance pension (montants en LUF)	238-239
Tableau 3.4a.	Bilan de fin d'exercice 2000 du régime général d'assurance pension (montants en EUR)	240-241
Tableau 3.5.	Evolution des comptes financiers annuels du régime général au 31 décembre	242
Tableau 3.6.	Evolution de la réserve du régime général au 31 décembre	242
Tableau 3.7.	Répartition des cotisations suivant leur origine	243

Tableau 3.8.	Répartition des cotisations suivant l'année et le régime compétent	244
Tableau 3.9.	Détermination de la contribution des pouvoirs publics	244
Tableau 3.10.	Répartition des cotisations par le CCSS en 2000	245
Tableau 3.11.	Rendement de la fortune	246
Tableau 3.12.	Comparaison des caractéristiques démographiques et financières des organismes de pension	247

1. Introduction

Le régime général d'assurance pension concerne au Grand-Duché de Luxembourg près de 90% de la population exerçant une activité professionnelle. Les assurés se répartissent sur quatre caisses de pension suivant leur statut socio-professionnel, à savoir:

- l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité (AVI) pour les ouvriers,
- la caisse de pension des employés privés (CPEP) pour les employés privés et les travailleurs intellectuels indépendants,
- la caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels (CPACI) pour les professions indépendantes,
- la caisse de pension agricole (CPA) pour les agriculteurs, les viticulteurs et les horticulteurs.

A côté du régime général d'assurance pension, il existe des régimes spéciaux qui concernent:

- les fonctionnaires et employés publics (administration du personnel de l'Etat),
- les fonctionnaires et employés communaux (caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux - CPFEC),
- les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (service des pensions des CFL),
- les employés publics des établissements publics.

Enfin, on peut mentionner les fonctionnaires internationaux, qui relèvent des régimes de pension de leurs institutions.

Le présent chapitre se limite exclusivement aux données du régime général de pension et analyse uniquement l'évolution récente de ce régime ainsi que son équilibre financier à court terme. En ce qui concerne la situation actuarielle et financière à long terme, il faut se reporter aux avis et rapports spécifiques de l'inspection générale de la sécurité sociale.

Parmi les changements législatifs intervenus il faut citer:

Loi du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension et modifiant

- a) le Code des assurances sociales,
- b) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat,
- c) la loi du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois. (2000, A-70, p. 1404)

Loi du 22 décembre 2000 portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 1999. (2000, A-139, p. 3014)

Règlement grand-ducal du 19 mai 2000 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 20 décembre 1984 fixant les modalités relatives à l'administration du patrimoine des caisses de pension. (2000, A-41, p. 958)

Règlement grand-ducal du 22 décembre 2000 fixant les coefficients d'ajustement prévus à l'article 220 du code des assurances sociales. (2000, A-139, p. 3015)

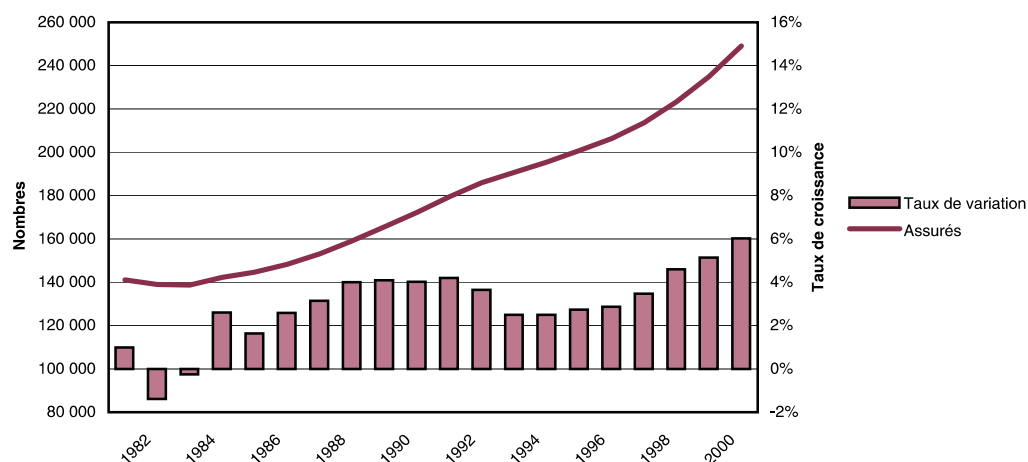
2. Evolution démographique

L'équilibre financier du régime de pension est directement influencé par les évolutions du nombre des assurés et du nombre des bénéficiaires de pension. Comme le système de financement appliqué est proche de celui de la répartition pure, l'équilibre financier annuel dépend essentiellement des recettes en cotisations et des dépenses pour prestations, qui elles-mêmes dépendent directement des variables démographiques précitées. Les revenus de la fortune et les dotations aux réserves, bien que n'étant pas négligeables, ne présentent qu'une importance secondaire.

1. Les assurés

En 2000, le nombre moyen d'assurés atteint 249 001 unités, ce qui représente une augmentation de 6,0%. Alors que le début des années quatre-vingt était marqué par une stagnation en raison de la crise économique, la reprise de la conjoncture économique à partir de 1984 s'est traduite par une croissance de l'emploi d'une ampleur rarement constatée au cours des dernières décennies.

Graphique 1. - Evolution du nombre moyen d'assurés



Cette augmentation est imputable pour une part prépondérante à l'accroissement de l'emploi féminin. Depuis 1984 le nombre d'assurés a augmenté en moyenne de 4,3% pour les femmes et de 3,2% pour les hommes.

Selon la répartition socio-professionnelle, c'est la catégorie des employés privés qui accuse la plus forte progression avec un taux de croissance annuel moyen de 5,9% entre 1984 et 2000, celle des ouvriers ne s'établit qu'à 2,4%. Le nombre des indépendants diminue en général. La forte régression des agriculteurs est freinée pour s'établir à -1,5% en 2000, tandis que le nombre des artisans, commerçants et industriels diminue lui aussi légèrement depuis 1998.

Tableau 1. - Nombre moyen d'assurés par caisse

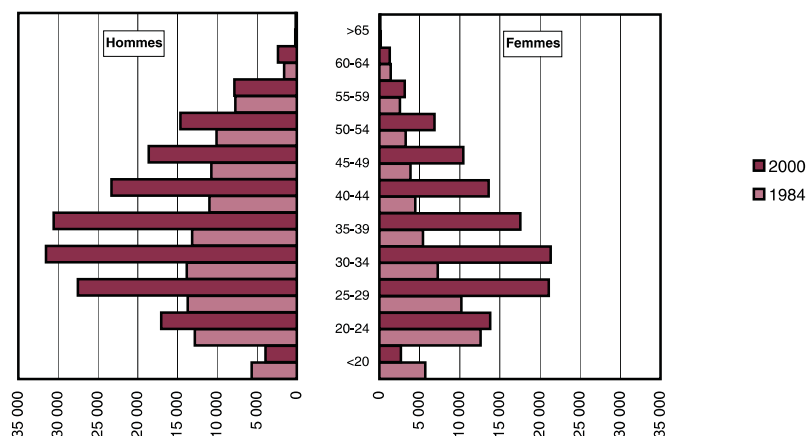
Caisse	1999	2000	Taux de variation
AVI	109 047	113 768	4,3%
CPEP	113 034	122 569	8,4%
CPACI	9 388	9 321	-0,7%
CPA	3 394	3 343	-1,5%
TOTAL	234 863	249 001	6,0%

L'évolution du nombre d'assurés auprès des différentes caisses de pension est le reflet de l'évolution de l'emploi total par branches d'activité. Une étude plus détaillée de l'emploi et de son évolution a été faite au chapitre "Emploi" de la présente publication.

L'analyse de l'évolution de la structure d'âge des assurés fait apparaître une population active en forte expansion démographique; des effectifs très nombreux dans les jeunes classes d'âge et des effectifs assez faibles dans les classes d'âge élevé. En comparant les différentes classes d'âge de 2000 avec celles de 1984, on constate:

- une régression du nombre d'assurés âgés de moins de vingt ans qui résulte de la prolongation de la durée moyenne de la scolarité ainsi que de l'arrivée à l'âge de début d'activité professionnelle de générations à effectifs plus faibles,
- une augmentation substantielle des classes d'âge de 20 à 44 ans en raison de l'apport massif des travailleurs migrants et frontaliers ainsi que de l'augmentation du taux d'activité féminin,
- une certaine constance des effectifs, notamment auprès des assurés féminins, dans les classes d'âge plus élevé.

Graphique 2. - Répartition par âge des assurés cotisants



Age moyen des assurés de 15 à 65 ans en 2000

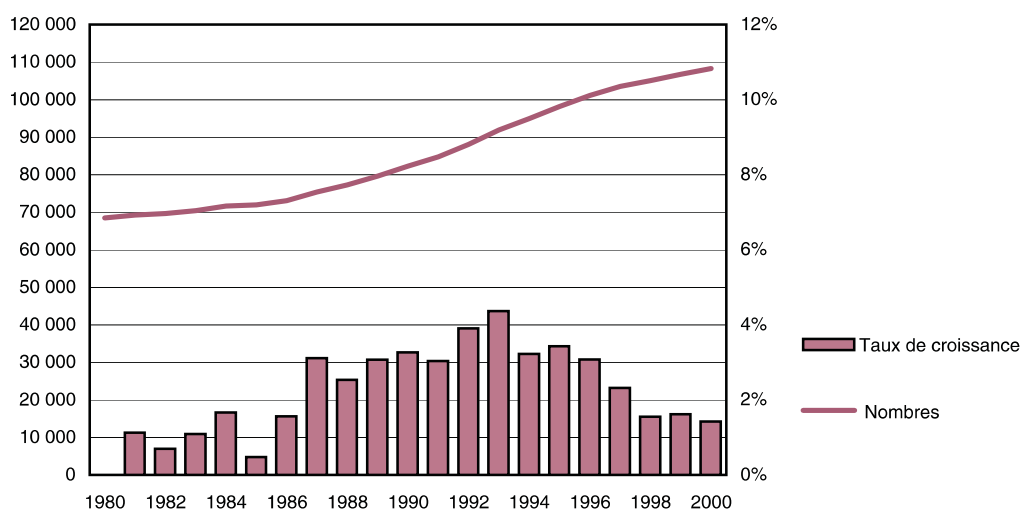
Caisse	Hommes	Femmes
AVI	35,8	35,4
CPEP	37,7	34,2
CPACI	44,1	43,7
CPA	42,3	45,2
TOTAL	36,9	35,2

L'âge moyen des assurés masculins qui baissait légèrement jusqu'en 1992 (36,3 ans) rejoint en 2000 avec 36,9 ans presque le niveau de 1984 (37,0 ans), alors que l'âge moyen des assurés féminins a progressé pour atteindre 35,2 ans en 2000 contre 32,8 en 1984. Ce sont les régimes des indépendants qui présentent l'âge moyen des assurés le plus élevé, ce qui explique d'ailleurs en partie les coefficients de charge très élevés dans ces régimes.

2. Le nombre de pensions

Le nombre de pensions en cours de paiement au mois de décembre 2000 atteint 108 330 unités et est en augmentation de 1,4% par rapport à l'année précédente. Ce taux de croissance est la résultante d'une augmentation du nombre des pensions de vieillesse et de vieillesse anticipée de 3,2%, des pensions de survie du conjoint de 1,3% et d'une diminution des pensions d'invalidité de 2,8%.

Graphique 3. - Evolution du nombre des pensions (mois de décembre)



Les raisons de la reprise du taux de croissance du nombre de pensions, amorcée en 1987, après une période de croissance très modérée au début des années quatre-vingt sont multiples.

De prime abord, il faut remarquer que la faible croissance du nombre de pensions au début des années quatre-vingt est le résultat du creux dans la pyramide des âges correspondant aux générations nées entre 1915 et 1925, en raison du faible taux de natalité durant la Première Guerre mondiale et du nombre élevé de victimes durant la Seconde Guerre mondiale. Aussi, le nombre de pensions de vieillesse et de vieillesse anticipée a-t-il carrément stagné entre 1980 et 1985, oscillant entre 31 100 et 31 600 unités, pour augmenter ensuite jusqu'à 49 272 unités en 1996, ce qui représente une augmentation dépassant 50% en 15 ans. Cette évolution a été amplifiée par la loi du 27 juillet 1987 qui a abrogé la condition du maintien des droits pour l'octroi d'une pension de vieillesse et qui a prévu, pour une période transitoire de 5 ans, l'octroi d'une pension avec un stage d'assurance de 5 ans au lieu du stage normal de 10 ans. Cette mesure a entraîné une augmentation substantielle des attributions de pensions de vieillesse aux assurés latents féminins (assurés qui avaient déjà quitté l'assurance).

Tableau 2. - Nombre de pensions par catégorie - mois de décembre (avances comprises à partir de 1990)

Catégorie		1980	1985	1990	1995	1999	2000	Taux de variation 99/00	Variation moyenne 90/00
Invalidité	- hommes	8 754	10 138	12 010	13 901	14 105	13 590	-3,7%	1,2%
	- femmes	3 001	3 584	4 470	6 088	6 876	6 797	-1,1%	4,3%
Vieillesse	- hommes	20 800	20 788	25 766	34 253	39 294	40 534	3,2%	4,6%
	- femmes	10 740	10 753	11 784	13 430	14 497	14 970	3,3%	2,4%
Survie-conjoints	- hommes	*	*	*	425	725	797	9,9%	
	- femmes	22 081	24 142	26 037	27 756	28 959	29 286	1,1%	1,5%
Survie-orphelins	- masculin	*	*	*	1 135	1 179	1 175	-0,3%	
	- féminin	3 074	2 579	2 196	1 156	1 177	1 181	0,3%	0,7%
Toutes catégories		68 450	71 984	82 263	98 144	106 812	108 330	1,4%	2,8%

*) données comprises sub. femmes

Un deuxième facteur était la hausse continue du nombre des pensions d'invalidité. Cette croissance était déjà anormalement élevée depuis 1975 en raison des conditions extrêmement favorables prévues par la loi du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (complément différentiel). Cette évolution a été renforcée par le remplacement du critère de l'invalidité générale par celui de l'invalidité professionnelle dans le régime des ouvriers à partir du 1er juillet 1987. Si, dans le régime ouvrier, le nombre des attributions de pensions d'invalidité s'est situé aux alentours de 1 600 unités avant 1987, il est passé à 2 400 en 1987. Dans le régime agricole, l'introduction des pensions minima et l'atténuation progressive des dispositions de non cumul ont plus que doublé le nombre de pensions d'invalidité dans ce régime.

Depuis 1998 cette catégorie de pensions est régressive.

Jusqu'en 1991 le nombre total des pensions a évolué plus lentement que celui des assurés. Ceci était dû à une croissance assez modérée du nombre des pensions de survie du conjoint et à la régression du nombre des pensions d'orphelin. L'introduction de la pension de veuf à partir de 1988 ne s'est manifestée avec une certaine ampleur que dans le régime agricole. En 1995 et 1996 le taux de croissance du nombre des pensions personnelles avait dépassé celui du nombre des assurés cotisants. Depuis 1997 le régime connaît de nouveau la situation inverse avec un développement de l'emploi important qui se traduit par des taux de croissance du nombre des assurés cotisants, qui dépassent largement celui du nombre total des pensions.

Tableau 3. - Nombre de pensions par caisse - mois de décembre (avances comprises à partir de 1990)

Caisse	1980	1985	1990	1995	1999	2000	Taux de variation 99/00	Variation moyenne 90/00
AVI	42 934	45 534	53 179	64 576	70 363	71 232	1,2%	3,0%
CPEP	10 076	11 083	13 929	18 063	21 316	22 101	3,7%	4,7%
CPACI	7 493	7 782	7 932	8 279	8 346	8 376	0,4%	0,5%
CPA	7 947	7 585	7 223	7 226	6 787	6 621	-2,4%	-0,9%
TOTAL	68 450	71 984	82 263	98 144	106 812	108 330	1,4%	2,8%

La plus forte progression du nombre de pensions se produit auprès de la CPEP, qui se trouve dans un stade de maturation encore assez jeune, notamment en raison de la forte expansion de ses assurés cotisants. Auprès de l'AVI, la progression du nombre de pensions, en dehors des répercussions des modifications législatives, est plus faible en raison du degré de maturation plus élevé déjà atteint. La CPACI se trouve dans une situation stable, tandis que le nombre des

pensions de la CPA regresse plus sensiblement épousant l'évolution du nombre des assurés actifs qui diminue depuis pratiquement 20 ans.

3. Le coefficient de charge

Les années quatre-vingt avaient connu, pour le régime unique pris dans son ensemble, une croissance du nombre moyen des assurés cotisants plus importante que celle du nombre moyen des pensions, ce qui avait eu pour effet de réduire le coefficient de charge (nombre moyen de pensions pour 100 assurés cotisants). Cette évolution s'est essouffée en 1992 pour entamer un mouvement inverse affichant 47,0 en 1993, 47,5 en 1994, 48,1 en 1995 et 48,3 en 1996.

En 1997, une évolution plus modérée du nombre des pensions alliée à une progression stabilisatrice plus forte du nombre des cotisants, surtout de la CPEP, a su freiner l'envol du coefficient de charge qui s'est situé ainsi à 47,9 pour l'ensemble des caisses, soit légèrement en-dessous de la valeur de 1996. Depuis 1998 la tendance progressive de l'emploi s'est encore accentuée et le coefficient de charge du régime unique a regressé à 46,7 pour diminuer à 45,1 en 1999 et à 43,2 en 2000.

Tabelau 4. - Le coefficient de charge par caisse

Caisse	1980	1985	1990	1995	1999	2000
AVI	53,2	57,6	59,1	64,3	64,1	62,2
CPEP	23,7	21,7	19,5	19,9	18,5	17,7
CPACI	77,8	90,4	89,1	87,2	88,9	89,7
CPA	99,7	122,5	140,4	187,3	201,7	200,5
TOTAL	48,6	49,7	47,0	48,1	45,1	43,2

Pour ce qui est de l'interprétation du niveau absolu du coefficient de charge, il y a lieu d'attirer l'attention sur la particularité que le nombre de pensions comporte de nombreuses pensions partielles relevant de l'assurance migratoire internationale. Si, du point de vue démographique, ce coefficient est correct, il ne permet pas de déduire immédiatement le niveau de la charge financière, en raison du montant réduit de ces pensions partielles.

3. Caractéristiques des revenus cotisables et des prestations

1. Les revenus cotisables

Le revenu mensuel moyen cotisable s'est élevé en 2000 à 2 616,60 EUR pour l'ensemble des assurés, soit à 2 766,70 EUR pour les assurés masculins et à 2 340,63 EUR pour les assurés féminins. Ces moyennes cachent cependant des disparités assez importantes entre les différentes catégories socio-professionnelles, comme le montre le tableau 5 ci-dessous.

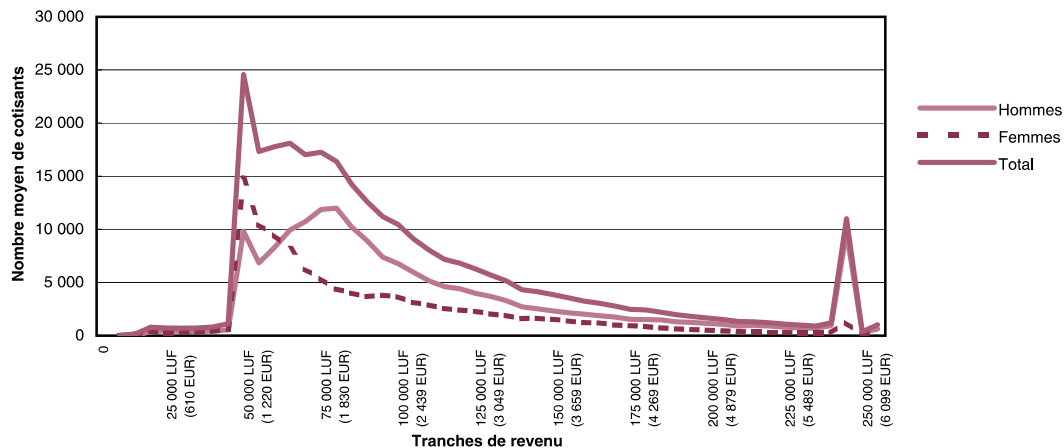
Tabelau 5. - Evolution du revenu mensuel moyen cotisable

Caisse	Sexe	1985	1990	1995	1999	2000	Variation 99/00	Variation moyenne 90/00
AVI	Hommes	1 288,05	1 557,39	1 876,83	1 995,57	2 070,86	3,8%	2,9%
	Femmes	846,75	1 044,75	1 371,10	1 513,29	1 575,40	4,1%	4,2%
CPEP	Hommes	2 026,38	2 444,40	3 380,60	3 587,64	3 716,21	3,6%	4,3%
	Femmes	1 279,85	1 787,01	2 414,09	2 700,75	2 802,38	3,8%	4,6%
CPACI	Hommes	1 404,42	1 723,88	2 348,02	2 524,40	2 566,57	1,7%	4,1%
	Femmes	897,32	1 084,66	1 546,06	1 726,73	1 786,44	3,5%	5,1%
CPA	Hommes	405,03	656,15	1 198,64	1 477,64	1 509,41	2,1%	8,7%
	Femmes	400,30	617,25	1 143,26	1 350,20	1 381,49	2,3%	8,4%
TOTAL		1 333,00	1 699,21	2 277,42	2 513,12	2 616,60	4,1%	4,4%

Le niveau de ces revenus moyens cotisables est influencé par l'existence d'un maximum et d'un minimum cotisable. Le plafond cotisable a été relevé du quadruple au quintuple du salaire social minimum de référence au 1.1.1992. Ceci a eu pour conséquence de diminuer la proportion d'assurés cotisant au plafond et d'augmenter sensiblement le revenu moyen cotisable.

L'existence d'un niveau minimum du salaire cotisable qui s'élève en 2000 en moyenne à 1 206,01 EUR n'a guère d'influence sur le revenu moyen cotisable des assurés de la CPEP et de l'AVI. Le minimum cotisable n'a d'influence que pour les non salariés. Certains non salariés pouvaient même bénéficier d'une dispense de cotisations, pouvant atteindre jusqu'à 6 mois au courant d'une année. Cette disposition a été abolie progressivement jusqu'en 1993, ce qui explique la progression assez importante du revenu moyen cotisable des assurés de la CPA.

Graphique 4. - Répartition des assurés par tranches de revenu mensuel cotisable en 2000



La distribution des assurés par tranches de revenu mensuel cotisable fait apparaître une forte concentration des assurés aux alentours du salaire social minimum pour les deux sexes. Au plafond cotisable, on constate une forte accumulation d'assurés masculins alors que tel n'est pas le cas pour les assurés féminins.

2. Le niveau moyen des pensions

Le niveau moyen des pensions personnelles en cours de paiement en décembre 2000 s'élève à 1 366,07 EUR pour les bénéficiaires masculins, 810,56 EUR pour les bénéficiaires féminins, 978,35 EUR pour les conjoints survivants et 403,29 EUR pour les orphelins. A première vue, le niveau moyen de ces pensions paraît excessivement faible, notamment eu égard à la formule de calcul des pensions et au niveau des rémunérations cotisables.

Graphique 5. - Evolution des montants moyens des pensions

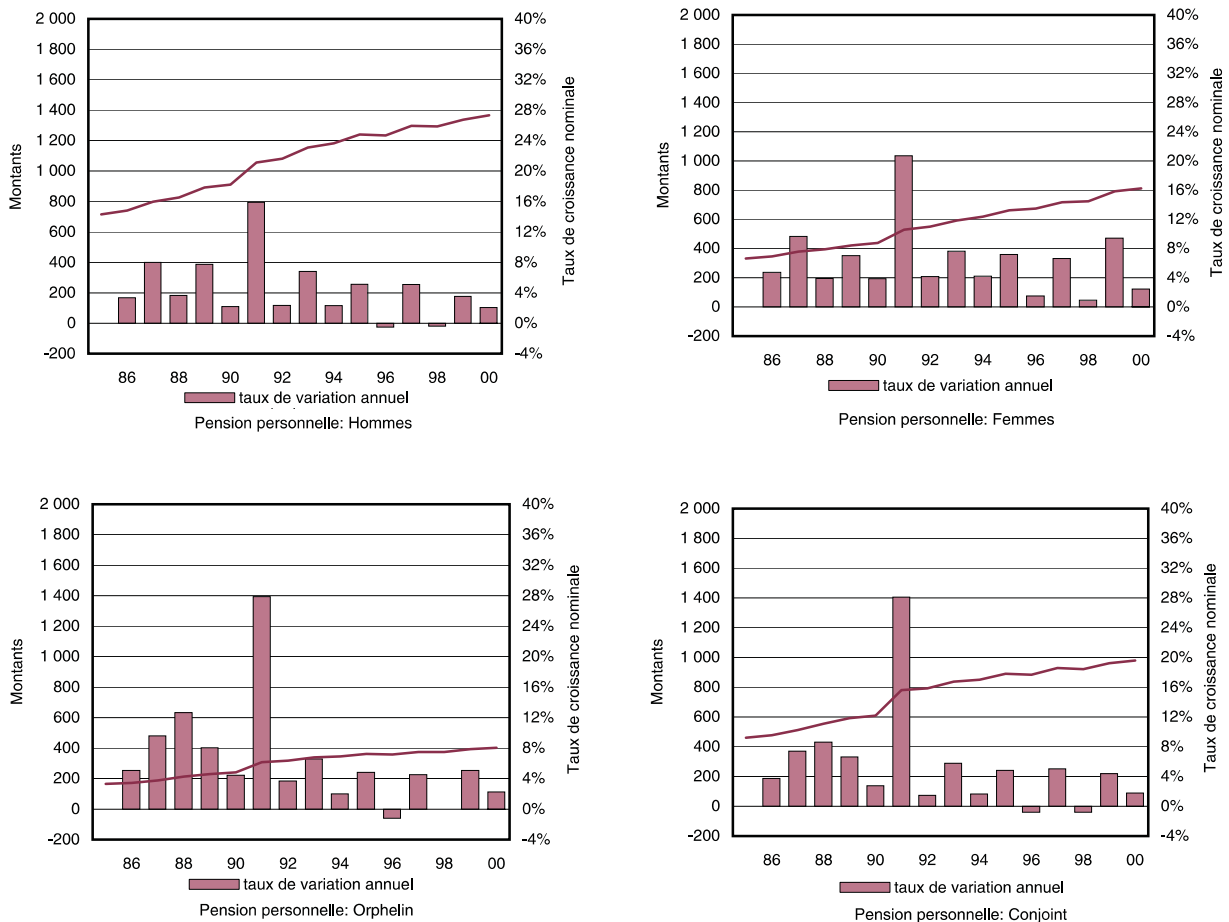


Tableau 6. -Taux de croissance du montant moyen des pensions (mois de décembre, sans les avances)

Catégorie	1985	1990	1995	1999	2000	Taux de variation 99/00	Variation moyenne 90/00
Pension personnelle hommes	715,05	910,86	1 241,32	1 338,41	1 366,07	2,1%	4,1%
Pension personnelle femmes	330,32	438,00	662,21	791,27	810,56	2,4%	6,3%
Pension de survie du conjoint	459,17	608,68	891,29	961,39	978,35	1,8%	4,9%
Pension d'orphelin	164,23	240,53	363,54	394,41	403,29	2,3%	5,3%

L'explication de ce phénomène réside dans le fait que ces montants moyens se basent sur la totalité des pensions qui comprennent toutes les pensions partielles versées dans le cadre de l'assurance migratoire internationale à des bénéficiaires qui ne peuvent justifier que de courtes périodes d'assurance au Luxembourg. Ces montants moyens ne tiennent donc pas compte du montant de la pension étrangère à laquelle ces bénéficiaires ont également droit. Si l'on prend en considération l'ampleur du phénomène de l'assurance migratoire, qui concerne plus de la moitié (52,8%) des pensions du régime ouvrier et 25,3% des pensions du régime des employés privés, on comprend aisément l'importance de la réduction de ces montants moyens provoquée par les pensions partielles.

En outre, sont également comprises les pensions qui sont réduites en vertu d'une disposition de non cumul avec d'autres pensions, rentes ou revenus professionnels, alors que ces bénéficiaires disposent par définition d'un revenu supérieur à la pension réduite. Ces réductions de pension sont particulièrement fréquentes au niveau des pensions de survie du conjoint en cas de concours avec un revenu professionnel ou avec une pension personnelle.

Si le niveau absolu des pensions moyennes n'a guère de signification et ne peut être considéré comme représentatif du niveau de protection garanti par le régime contributif, l'évolution de ces montants moyens revêt une grande importance, à côté de l'évolution du nombre de pensions, pour expliquer la croissance des dépenses pour prestations.

Dans l'augmentation des montants moyens des pensions entre décembre 1985 et décembre 2000 la part imputable à l'adaptation indiciaire des pensions à l'échelle mobile des salaires s'élève à 36,5%.

L'ajustement des pensions au niveau réel des salaires intervient pour 25,6%. A rappeler que les ajustements ont eu lieu avec effet au 1er janvier 1986, 1989, 1991, 1993, 1995, 1997 et 1999 et qu'ils se sont référés à la croissance du niveau des salaires respectivement des périodes 1979 - 1984, 1984 - 1986, 1986 - 1989, 1989 - 1991, 1991 - 1993, 1993 - 1995 et 1995 - 1997. Si les cinq derniers ajustements se sont traduits par une augmentation uniforme de toutes les pensions de respectivement 3,55%, 5,07%, 3,77%, 3,28%, 3,17% et 1,33%, l'ajustement de 1986 ne s'appliquait qu'aux éléments de pension liés aux salaires, de sorte que le taux d'ajustement n'était pas uniforme pour toutes les pensions; le taux moyen s'élevait à 3,0%.

En dehors de ces revalorisations régulières, le montant moyen des pensions a subi les effets des différentes réformes légales. Les principales modifications au niveau du calcul des pensions ont été la revalorisation uniforme des pensions de 7% au 1er juillet 1987, le recalcul des majorations spéciales et le relèvement du taux de réversion des pensions de veuve au 1er janvier 1988 (taux moyen estimé à 2,25%), le relèvement des seuils de non cumul au 1er janvier 1990 (taux moyen estimé à 0,22%) et les répercussions de la loi du 24 avril 1991 en dehors de l'ajustement des pensions (taux moyen estimé à 8,86%, contenant également les répercussions de la loi du 27 juillet 1987 concernant le calcul définitif de certaines avances).

L'ampleur de l'ensemble des mesures de réforme peut donc être estimée à un taux de 19,4% du moins en ce qui concerne les répercussions immédiates de ces réformes. Il est cependant bien évident que les répercussions des réformes légales se sont traduites de façon inégale sur les montants de pension individuels.

Finalement, il ne faut pas oublier que l'évolution du montant moyen de l'ensemble des pensions a été influencée par la modification de la pondération des différentes catégories de pension ainsi que et surtout par l'augmentation de la proportion des pensions relevant de l'assurance migratoire internationale.

3. Les transferts à l'étranger

L'extension de l'assurance migratoire internationale au cours des dernières décennies, en raison de l'appel continu de l'économie luxembourgeoise à la main-d'oeuvre étrangère, n'a pas manqué de se répercuter sur les transferts de pensions à l'étranger. En décembre 1999, le nombre de pensions transférées s'élevait à 35 974, représentant 34,0% du nombre total des pensions. En décembre 2000 le nombre de pensions transférées s'élève à 37 395, ce qui représente 34,9% du nombre total de pensions liquidées pendant le même mois. Ainsi le nombre de pensions transférées a progressé de nouveau de 4% par rapport à l'année précédente. Depuis 1985, ce nombre a plus que doublé.

Le montant des pensions transférées passe de 222,3 millions EUR en 1999 à 235,3 millions EUR en 2000 pour représenter 16,0% du montant total des pensions. Que ce pourcentage soit inférieur de moitié à celui du nombre de pensions transférées, s'explique par le fait que les pensions transférées ne sont que des pensions partielles calculées sur des carrières d'assurance incomplètes.

Les principaux pays destinataires sont évidemment les trois pays limitrophes à savoir la Belgique, l'Allemagne, la France ainsi que l'Italie et le Portugal. Des données plus détaillées au sujet de ces pensions transférées peuvent être consultées dans le chapitre international de la deuxième partie de cette publication.

4. Données financières

1. Appréciation globale des opérations courantes

En 2000 les recettes courantes dépassent les dépenses courantes de 460,5 millions EUR. Ce résultat a été obtenu grâce à une croissance des dépenses de 3,8% inférieure à celle des recettes qui augmentent de 18,6%. En éliminant l'évolution de l'échelle mobile des salaires, les dépenses progressent de 1,1% contre 9,8% pour les recettes.

Tableau 7. - Les opérations courantes (en millions EUR)

Année	Dépenses courantes	Recettes courantes	Solde
1970	94,6	117,3	22,7
1975	196,3	235,7	39,4
1980	362,4	412,5	50,1
1985	517,3	618,7	101,4
1990	781,9	993,3	211,4
1991	910,8	1 089,4	178,6
1992	976,7	1 211,7	235,0
1993	1 084,9	1 312,9	228,0
1994	1 176,8	1 377,0	200,2
1995	1 265,7	1 450,0	184,3
1996	1 309,4	1 482,6	173,2
1997	1 411,9	1 586,4	174,5
1998	1 443,6	1 686,6	243,0
1999	1 509,8	1 798,6	288,8
2000	1 567,8	2 028,3	460,5

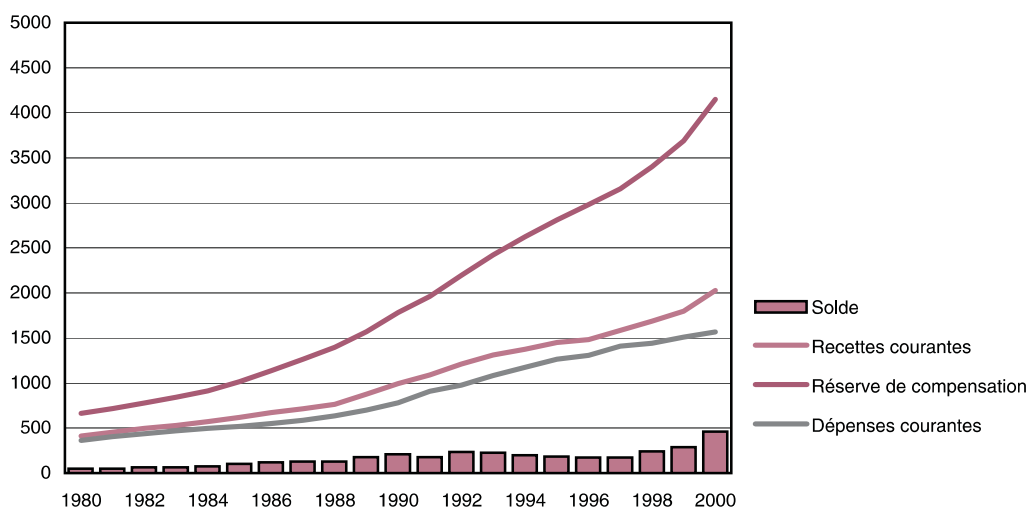
Après élimination de l'évolution de l'échelle mobile des salaires, le taux de croissance annuel moyen pour la dernière période de couverture allant de 1992 à 1998 s'est situé à 4,6% pour les dépenses et à 4,3% pour les recettes, la progression des dépenses, à l'exception des exercices 1992 et 1998, ayant régulièrement dépassé celle des recettes pendant la dernière période de couverture.

L'évolution des recettes suit celle de la conjoncture économique, sauf en 1992 où le relèvement du plafond cotisable du quadruple au quintuple du salaire social minimum de référence avait provoqué une progression exceptionnelle.

Les dépenses augmentent en fonction, d'une part, de la croissance du nombre des bénéficiaires et, d'autre part, de celle du niveau moyen des prestations. Ce dernier, en dehors de l'impact de la réforme des prestations de 1991, augmente avec les échéances biennales des ajustements.

En 2000 les recettes courantes atteignent 9,9% du PIB comme en 1999, tandis que les dépenses courantes affichent 7,6% face à 8,3% en 1999 (PIB; source: STATEC).

Graphique 6. - Evolution des recettes, des dépenses et de la réserve du régime unique (montants en millions EUR)



2. Les recettes courantes

Les cotisations globales (y compris les cotisations à charge des pouvoirs publics) représentent avec 1 828,9 millions EUR 90,2% des recettes courantes, les revenus de la fortune atteignent 159,7 millions EUR et représentent 7,9%, le reste est constitué par diverses contributions de l'Etat et par les transferts et les recettes diverses.

Tableau 8. - Structure des recettes courantes (en milliers EUR)

Cotisations des assurés et des employeurs	1 219 298,7	60,1%
Cotisations des pouvoirs publics	609 633,6	30,1%
Autres contributions de l'Etat	32 862,5	1,6%
Revenus de la fortune	159 664,9	7,9%
Transferts et recettes diverses	6 854,5	0,3%
Total des recettes courantes	2 028 314,2	100,0%

2.1. Les cotisations des assurés et des employeurs

Les cotisations des assurés et des employeurs ont affiché un montant de 1 219,3 millions EUR face à 1 090,8 millions EUR en 1999. La progression a été de 11,8% contre 8,2% en 1999, soit un taux de croissance réel, obtenu en éliminant les effets de la variation de l'échelle mobile des salaires, de 8,9% en 2000 contre 7,1% en 1999.

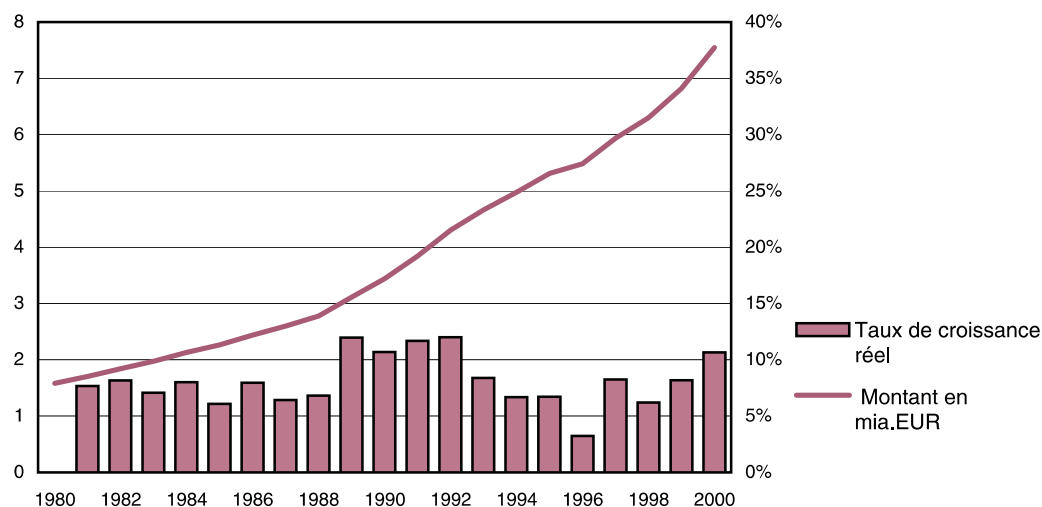
La progression moyenne annuelle du montant des cotisations pendant la dernière période de couverture allant de 1992 à 1998 se situait à 7,2%, soit 5,1% en valeur réelle.

En 2000, 97,9% des cotisations des quatre caisses de pension ont été perçues par le CCSS. Les caisses des salariés ne reçoivent plus que les cotisations sur les indemnités pécuniaires de maladie et certains rappels concernant des périodes antérieures à la reprise de la perception des cotisations par le centre commun; la perception des cotisations de la caisse de pension agricole a été reprise au 1er janvier 1995, celle de la caisse de pension des artisans, des commerçants et des industriels ayant déjà été reprise au 1er janvier 1993.

L'évolution du volume des cotisations à charge des assurés et des employeurs s'explique exclusivement par l'évolution de la masse des revenus cotisables puisque le taux de cotisation est resté constant à 16%.

La comparabilité des exercices 1995 à 1997 a souffert de la contrainte de la communauté européenne d'anticiper les délais de l'échéancier statistique, ce qui a eu comme conséquence qu'à partir de l'exercice 1996 le recalcul annuel du plafond cotisable du CCSS de l'exercice écoulé ne figure que dans les comptes de l'exercice subséquent.

Graphique 7. - Evolution de la masse cotisable



A côté de l'évolution du niveau général des salaires c'est surtout l'augmentation plus que sensible du nombre moyen des assurés cotisants, qui s'est situé à 6,0% en 2000 face à 5,1% en 1999 et qui a donc sensiblement accentué la croissance de la masse des revenus cotisables. Si l'on élimine l'adaptation des salaires à l'évolution du coût de vie qui était de 2,71% en 2000, la progression réelle de la cotisation moyenne se chiffre à 2,7%.

2.2. La contribution des pouvoirs publics

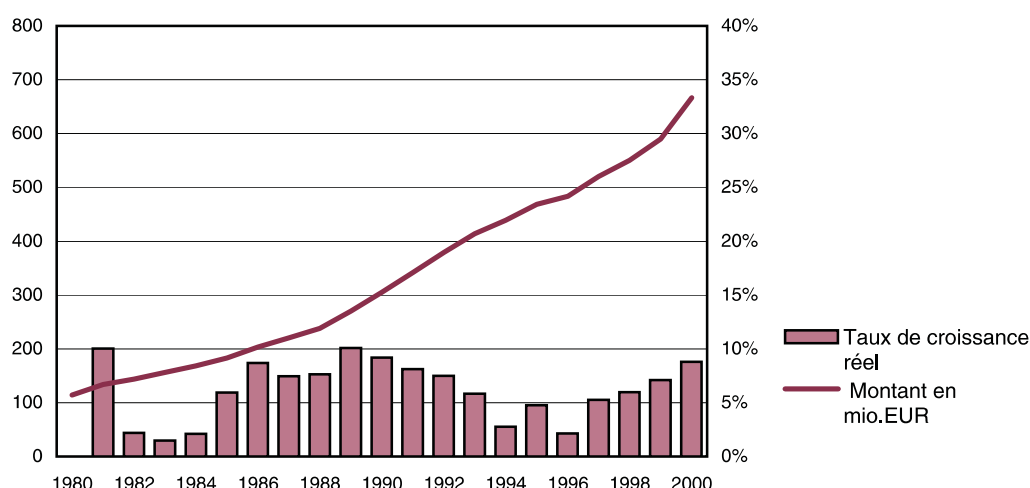
La contribution des pouvoirs publics concerne essentiellement la prise en charge d'un tiers (8%) des cotisations globales. En outre, l'Etat intervient dans le paiement de certaines cotisations des assurés (intervention du fonds d'orientation économique et social pour l'agriculture - FOA, prise en charge du baby-year, des cotisations des volontaires de l'Armée, des périodes de guerre et des périodes militaires), dans les frais d'administration, dans le complément différentiel et dans les prestations prises en charge par l'office des dommages de guerre. En contrepartie, l'Etat se voit restituer sa part dans les décharges et extournes de cotisations des exercices antérieurs. La contribution nette des pouvoirs publics au financement de l'assurance pension s'élève à 666,2 millions EUR et accuse une augmentation de 75,4 millions EUR, soit 12,8% par rapport à 1999.

Tableau 9. - Contribution nette des pouvoirs publics (en milliers EUR)

	1999	2000	Variation 99/00
Cotisations des pouvoirs publics	545 377,4	609 633,6	11,8%
FOA, baby-year et autres cotisations	13 162,3	24 181,6	83,7%
Frais d'administration	10 140,2	10 575,6	4,3%
Complément différentiel	22 479,9	22 286,9	-0,9%
Contribution brute	591 159,7	666 677,8	12,8%
à déduire	401,6	508,6	26,6%
Contribution nette	590 758,1	666 169,2	12,8%

La loi du 23 mai 1984 portant réforme du système de financement des régimes de pension contributifs a fixé le taux de cotisation à charge des pouvoirs publics à 7% pour 1985, 7,2% pour 1986, 7,4% pour 1987, 7,6% pour 1988, 7,8% pour 1989 et 8% à partir de l'exercice 1990. Cette contribution s'est répartie à raison de 94,5% à charge de l'Etat et de 5,5% à charge des communes. Elle est entièrement à charge de l'Etat à partir de l'exercice 1997.

Graphique 8. - Evolution de la charge budgétaire nette des pouvoirs publics



Le montant de la participation des pouvoirs publics dans les cotisations est calculé à partir des cotisations de l'assurance générale obligatoire et volontaire des exercices 1985 à 2000 des assurés et employeurs. En 2000 elle s'est élevée à 609,6 millions EUR. En considérant les décharges et extournes d'indus de l'exercice, renseignés aux comptes dépenses, le montant total de la contribution des pouvoirs publics se réduit à une participation nette de 666,2 millions EUR. Les cotisations à charge des pouvoirs publics sont en progression de 11,8% au nombre indice courant, soit de 8,8% au nombre indice 100 du coût de la vie.

La participation de l'Etat au financement des frais d'administration se chiffre en 2000 au montant de 10,6 millions EUR et représente 53,9% du total des frais d'administration à charge du régime d'assurance.

L'Etat maintient à sa charge le financement du complément différentiel introduit par la loi du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces. L'évolution décroissante du nombre des bénéficiaires et le remplacement des titulaires décédés par leurs survivants expliquent la régression continuée de la dépense y relative.

2.3. Autres cotisations

2.3.1. Les cotisations prises en charge par l'assurance dépendance

Il s'agit des cotisations, conformément à l'article 357 de la loi du 19.6.1998 portant introduction d'une assurance dépendance, relatives aux périodes pendant lesquelles des personnes ont assuré des aides et des soins à une personne dépendante (art 171.13 CAS). Ces cotisations s'élèvent en 2000 à 0,6 millions EUR.

2.3.2. Les cotisations de l'assistance maternelle

Ces cotisations sont à charge des organismes agréés oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique et concernent les personnes assurant l'accueil d'un enfant en placement de jour et de nuit ou en placement de jour (art.171.14 CAS). Le montant y relatif s'élève en 2000 à 0,5 millions EUR.

2.3.3. Les cotisations de l'assurance volontaire

Les cotisations de l'assurance volontaire se sont chiffrés en 2000 à 3,9 millions EUR face à 3,4 millions EUR en 1999, ce qui constitue une de 13,8%, reflétant aussi l'impact du règlement grand-ducal du 5 mai 1999 concernant entre autres l'assurance continuée, complémentaire et facultative.

2.4. Les autres recettes

Les autres recettes concernent principalement les revenus sur immobilisations, les bénéfices de réalisation sur titres et sur immeubles, les produits divers en provenance de tiers, les produits financiers et les recettes diverses.

Les revenus bruts de la fortune (revenus sur immobilisations, bénéfices de réalisation sur titres et sur immeubles, produits financiers) atteignent 159,7 millions EUR et progressent de 29,7% par rapport à 1999. La raison de cette progression trouve son explication essentiellement par l'augmentation des revenus placés. En tenant compte des intérêts de retard sur cotisations de 1,6 millions EUR et des frais de gestion du patrimoine et pertes diverses de 4,3 millions EUR, les revenus nets s'élèvent à 157,0 millions EUR. Le taux de rendement moyen calculé par rapport à la réserve globale de compensation est de 4,09%. Le taux de rendement réel (n.i.100) passe à 1,34%.

Tableau 10. - Evolution du taux de rendement de la fortune (tous les régimes)

Année	Taux de rendement moyen	Taux de rendement réel
1980	6,89%	0,70%
1985	6,87%	4,05%
1990	7,83%	4,34%
1991	7,24%	3,34%
1992	7,17%	3,91%
1993	6,93%	3,68%
1994	5,85%	2,64%
1995	5,11%	3,18%
1996	4,42%	3,57%
1997	4,03%	1,70%
1998	4,07%	3,86%
1999	3,48%	2,41%
2000	4,09%	1,34%

Si ce taux de rendement intervient dans l'équilibre financier global du régime de pension, il faut cependant rappeler qu'il est dans une certaine mesure sous-évalué puisque la réserve de compensation contient une partie non négligeable de recettes dues mais non encore encaissées (débiteurs de cotisations, solde de la contribution de l'Etat).

Le taux de rendement moyen calculé par rapport aux valeurs placées affiche ainsi 4,45%.

A la lumière des conclusions de l'étude PWC sur la politique de placement des caisses de pension, le législateur ne manquera pas de se pencher sur les modalités relatives à l'administration du patrimoine, dans le but d'optimiser leur rendement tout en veillant à la sécurité des placements à envisager.

3. Les dépenses courantes

Les prestations atteignent en 2000 un montant de 1 567,8 millions EUR et représentent ainsi 94,0% des dépenses courantes. Le reste se compose des transferts, des frais d'administration et des dépenses diverses.

Tableau 11. - Structure des dépenses courantes (en milliers EUR)

Frais d'administration	19 608,0	1,2%
Pensions	1 475 064,2	94,1%
Autres prestations	1 391,9	0,1%
Transferts et dépenses diverses	71 751,3	4,6%
Total des dépenses courantes	1 567 815,4	100,0%

3.1. Les frais d'administration

Les frais d'administration s'élèvent à 19,6 millions EUR pour augmenter de 5,9% par rapport à l'exercice précédent.

3.2. Les prestations

En 2000 le nombre des pensions a augmenté de 1,4% par rapport à 1999.

Tableau 12. - Nombre de pensions par caisse - mois de décembre (avances comprises à partir de 1990)

Caisse	1980	1985	1990	1995	1998	1999	2000	Taux de variation 99/00	Variation moyenne 90/00
AVI	42 934	45 534	53 179	64 576	69 353	70 363	71 232	1,2%	3,0%
CPEP	10 076	11 083	13 929	18 063	20 493	21 316	22 101	3,7%	4,7%
CPACI	7 493	7 782	7 932	8 279	8 355	8 346	8 376	0,4%	0,5%
CPA	7 947	7 585	7 223	7 226	6 907	6 787	6 621	-2,4%	-0,9%
TOTAL	68 450	71 984	82 263	98 144	105 108	106 812	108 330	1,4%	2,8%

Le montant des pensions brutes passe de 1 419,2 à 1 475,1 millions EUR, ce qui correspond à une augmentation nominale de 3,9%, soit à une augmentation réelle de 1,4%.

Tableau 13. - Evolution des éléments de pension (en milliers EUR)

	1999	2000	Variation nominale	Variation réelle
Avances	2 558,3	2 263,3	-	-
Majorations proportionnelles	997 707,0	1 042 895,5	4,5%	2,0%
Majorations proportionnelles spéciales	70 758,7	72 543,6	2,5%	0,0%
Majorations forfaitaires	191 170,5	197 055,5	3,1%	0,6%
Majorations forfaitaires spéciales	25 235,6	26 668,4	5,7%	3,1%
Majorations forfaitaires transitoires	38 428,5	39 087,9	1,7%	-0,8%
Majorations assurance supplémentaire	3 044,1	3 051,6	0,2%	-2,2%
Suppléments enfants	533,0	471,0	-11,6%	-13,8%
Compléments différentiels	22 479,0	22 288,1	-0,8%	-3,3%
Compléments pensions minima	57 942,6	59 328,4	2,4%	-0,1%
Compléments divers	8 641,6	8 755,6	1,3%	-1,2%
Allocations trimestrielles	711,5	654,4	-8,0%	-10,3%
Pensions brutes	1 419 210,3	1 475 063,2	3,9%	1,4%

4. Les opérations sur réserves et sur reports

L'excédent des opérations courantes qui constitue la dotation nette à la réserve de compensation se chiffre à un montant de 460,5 millions EUR. Cette dotation correspond à 29,4% des dépenses courantes contre 19,1% pour l'exercice précédent.

La réserve de compensation se chiffre à 4 149,3 millions EUR au 31 décembre 2000 et est en progression de 460,5 millions EUR par rapport au 31 décembre 1999. Comparée au montant de 1 454,2 millions EUR de dépenses en prestations à charge de la communauté de risque (déduction faite du complément différentiel), la réserve de compensation représente 2,85 fois le montant des prestations annuelles.

Tableau 14. - La structure des réserves (en milliers EUR)

	AVI	CPEP	CPACI	CPA	Total	En % du total
Réserves représentées par:	393 350,0	3 662 512,8	57 446,8	35 939,6	4 149 249,3	100,0
- Immeubles et terrains	30 141,4	151 577,0	12 702,1	979,2	195 399,6	4,7
- Prêts à long terme	166,1	774 545,8	939,5	-	775 651,4	18,7
- Titres	374,3	483 407,2	-	-	483 781,6	11,7
- Placements à court terme	139 811,9	1 971 001,4	6 445,2	14 749,7	2 132 008,3	51,4
- Trésorerie	1 529,5	26 603,9	1 871,6	1 113,0	31 118,1	0,7
- Solde débiteur	221 326,8	255 377,4	35 488,4	19 097,7	531 290,4	12,8

5. Appréciation globale de la situation du régime unique

Tableau 15. - Situation du régime

Année	Coefficient de charge	Prime de répartition pure	Niveau relatif de la réserve
1980	48,6	22,8	2,03
1981	48,8	23,6	1,95
1982	50,0	23,4	1,98
1983	50,5	23,5	2,00
1984	49,9	23,2	2,03
1985	49,7	22,6	2,19
1986	48,9	22,3	2,30
1987	48,5	22,5	2,38
1988	48,0	22,8	2,41
1989	47,4	22,6	2,45
1990	47,0	22,7	2,58
1991	46,5	23,7	2,35
1992	46,5	22,8	2,45
1993	47,0	23,3	2,43
1994	47,5	23,7	2,42
1995	48,1	23,9	2,40
1996	48,3	24,1	2,46
1997	47,9	24,1	2,41
1998	46,7	23,2	2,55
1999	45,1	22,4	2,64
2000	43,2	20,8	2,85

Paramètres démographiques

Depuis le début de la dernière période de couverture, l'évolution du nombre des cotisants avait régulièrement été moins prononcée que celle du nombre des bénéficiaires de pensions, ce qui avait eu comme conséquence une progression inquiétante du coefficient de charge de la communauté de risque. En 1997 une croissance quelque peu freinée du nombre de pensions ainsi qu'un développement plus prononcé de la population active avait permis au coefficient de charge global de marquer le pas. Cette tendance positive s'est confirmée en 1998 où l'évolution du nombre des cotisants dans le secteur ouvrier et surtout dans celui des employés a reflété de manière significative la création continue d'emplois nouveaux. En 2000 la progression du nombre des cotisants a encore dépassé celle de l'année précédente ce qui, conjugué à une progression faible du nombre de pensions, s'est traduit comme en 1999 par une nouvelle diminution du coefficient de charge.

Paramètres financiers

L'évolution plus que positive de l'emploi a gonflé la masse salariale et par conséquent le montant des cotisations portées en recettes par la communauté de risque. En revanche les dépenses pour prestations ont progressé légèrement, évolution bien aidée par l'attribution de pensions partielles attribuées à des bénéficiaires étrangers, titulaires de carrières encore incomplètes. La prime de répartition pure a diminué encore et reste positionnée en dessous du taux de cotisation actuel.

Lors des trois derniers exercices, les évolutions positives des facteurs-clés déterminants dans l'équilibre financier de l'assurance pension ont fait augmenter sensiblement la réserve de compensation du système.

A la fin de la dernière période de couverture, le niveau relatif de la réserve avait attesté au régime unique une situation sécurisante. Le niveau relatif de la réserve va encore croissant en 2000 et dépasse, pour la première fois dans l'histoire du régime, le cap des " 2,8 fois les prestations annuelles ". Néanmoins la conclusion formulée pour le compte consolidé de l'année précédente reste de mise, à savoir que la situation du régime unique sera toujours tributaire du contexte économique futur, des orientations politiques touchant au cadre légal de l'assurance pension et de l'évolution des droits acquis à honorer aux assurés cotisants d'aujourd'hui qui seront les bénéficiaires de pension de demain. Aussi doit-on attendre les répercussions financières des modifications légales qui se feront suite aux propositions retenues par le " Rentendesck ", et qui seront d'application à partir de 2002, avant de se prononcer définitivement sur l'évolution future du régime.

Section 1 - Affiliation et revenus cotisables

Considérations méthodologiques et définitions

1) Le dénombrement des assurés cotisants

Pour le dénombrement des assurés cotisants auprès du régime général d'assurance pension se composant de quatre régimes appelés contributifs dans le passé, on distingue deux définitions.

La première définition concerne le **nombre annuel des assurés cotisants** et considère comme tel une personne qui a versé au moins une cotisation au régime de pension au cours de l'année d'observation. Cette définition met l'accent sur l'aspect du nombre d'individus qui acquièrent des droits auprès du régime de pension. Elle n'est cependant pas synonyme de personnes assurées, dans la mesure où elle ne prend pas en compte les assurés qui conservent leurs droits à pension tout en ayant arrêté de cotiser. Ces assurés, dits "**assurés latents**", tiennent une importance particulière au Luxembourg en raison de la proportion élevée de travailleurs migrants et des cas fréquents d'arrêt de travail des assurés féminins.

La seconde définition concerne le **nombre moyen des assurés cotisants** et se base sur une moyenne des douze nombres mensuels de cotisants.

Les sources de données utilisées dans le présent rapport sont constituées, d'une part, par le fichier des carrières d'assurance et, d'autre part, par le fichier d'affiliation du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS).

Pour autant qu'il n'a pas été possible de reconstruire les données concernant les années antérieures, on a utilisé les anciennes données publiées par les caisses de pension.

2) Le principe de l'unicité d'affiliation

Le principe de l'unicité d'affiliation à un régime de pension contributif a été introduit par la loi du 23 décembre 1976 avec effet au 1er janvier 1977. Au niveau statistique, la mise en pratique de ce principe a été réalisée en étapes en raison du fait que l'affiliation aux quatre régimes n'est gérée centralement qu'à partir de 1995. Ainsi, la diminution importante du nombre d'assurés auprès de la CPACI en 1981 résulte d'une première épuration des assurés cumulant une activité salariée et non salariée. A partir de 1983 ont été éliminés les doubles comptages entre l'AVI et la CPEP grâce à la gestion centralisée de l'affiliation auprès du CCSS. L'élimination des doubles comptages entre la CPA et les autres caisses a été réalisée au cours de l'année 1986. Il en résulte pour les années antérieures une surestimation systématique du nombre des assurés cotisants suivant les deux définitions.

L'existence d'une carrière d'assurance unique pour les quatre régimes a permis de déterminer le nombre annuel total des assurés cotisants sans doubles comptages depuis 1982.

Sur la base de ce fichier, il est possible d'analyser le mouvement des assurés cotisants. Ainsi, sont considérés comme entrés au cours d'un exercice les assurés qui ont cotisé au cours de cet exercice et qui n'ont pas cotisé au cours de l'exercice précédent. Les sorties au cours d'un exercice se définissent d'une manière analogue comme les assurés qui ont cotisé au cours de cet exercice mais qui n'ont pas cotisé au cours de l'exercice suivant. On peut distinguer les assurés qui sont entrés pour la première fois dans l'assurance et les assurés qui sont rentrés dans l'assurance après une interruption d'au moins une année civile entière. On peut également analyser, du moins approximativement, les passages d'assurés d'un régime à l'autre en considérant comme transfert un assuré qui a cotisé auprès d'un régime au cours d'une année sans avoir cotisé auprès du même régime au cours de l'année précédente mais auprès d'un autre régime.

3) La computation des périodes d'assurance

Les périodes d'assurance sont computées uniformément par mois civils. Conformément à l'article 175 du CAS, compte pour un mois civil entier toute fraction de mois représentant au moins 64 heures de travail, lorsqu'il s'agit d'une activité salariée, ou 10 jours civils, lorsqu'il s'agit d'une activité indépendante.

A partir du 1er janvier 1999, les fractions de mois inférieures à 64 heures sont réputées aux mois suivants et mises en compte le premier mois où le total des heures d'activité aura, compte tenu du report, atteint le seuil précisé, alors que les salaires, traitements ou revenus cotisables sont portés en compte pour le mois auquel ils se rapportent. Ces dispositions rétroagissent au 1er janvier 1988.

Toutefois, pour l'établissement des tableaux de ce chapitre, la fraction de mois inférieure à ces seuils est négligée dans la computation des périodes d'assurance, mais les revenus cotisables correspondants sont portés en compte pour le calcul des pensions jusqu'en 1998.

Un assuré dont la durée d'activité n'atteint pas ces seuils au cours des douze mois d'une année, et qui ne bénéficie donc pas de période d'assurance au cours de cette année, est cependant compté comme une unité parmi le nombre annuel des assurés cotisants.

4) Les revenus cotisables

Les revenus cotisables ont également été obtenus à partir du fichier de la carrière d'assurance unique et représentent donc les assiettes cotisables retenues pour le calcul des cotisations. Il s'ensuit que, d'une part, les revenus professionnels dépassant le plafond cotisable de 5 fois le salaire social minimum (4 fois le salaire social minimum jusqu'en 1991) n'y figurent que jusqu'à concurrence de ce plafond et que, d'autre part, les revenus professionnels inférieurs au minimum cotisable ont été relevés jusqu'à ce minimum pour autant que de besoin.

Avant 1988, le nombre de mois dans le régime ouvrier a été obtenu en divisant le nombre de journées par 26. Ce facteur qui ne correspond pas à l'ancien facteur de conversion de 22,5 prévu par la loi de coordination, tient compte du fait qu'une semaine de travail correspondait à 6 journées d'assurance (prise en compte de la semaine réduite). La durée annuelle normale d'assurance d'un ouvrier atteignait donc 312 journées (52 semaines à 6 journées d'assurance) ce qui correspondait à 26 journées par mois.

A partir de 1988, la détermination du nombre de mois pour le calcul du revenu mensuel moyen des salariés est effectuée de la façon suivante: la durée de travail effective, comptabilisée en heures, est transformée en journées en la divisant par 8 et transformée ensuite en mois en la divisant par le facteur 21,67. Ce facteur s'obtient en divisant le nombre annuel de journées de travail de 260 (52 semaines de 5 journées de travail) par 12. Le nombre de mois de travail ainsi obtenu diffère donc du nombre de mois d'assurance tel qu'il est défini ci-dessus sub 3).

Tableau 1.1. - Evolution du nombre moyen des assurés

Année	AVI		CPEP		dont TII		CPACI		CPA		Total		Total général	
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		
1960	54 008	12 658	66 666	10 227	5 814	16 041	4 745	630	5 375	7 993	2 319	10 312	21 421	98 394
1965	57 966	13 034	71 000	12 948	8 027	20 975	8 729	2 873	11 602	6 819	1 663	8 482	25 597	112 059
1970	57 763	14 083	71 846	16 381	11 550	27 931	8 084	3 002	11 086	5 857	1 361	7 218	29 996	118 081
1975	64 144	17 796	81 940	20 785	15 842	36 627	7 292	3 319	10 611	5 279	3 979	9 258	40 936	138 436
1980	60 867	19 228	80 095	22 965	19 199	42 164	6 447	3 059	9 506	4 226	3 612	7 838	45 098	139 603
1984	57 354	20 420	77 774	26 345	22 919	49 264	5 835	2 850	8 685	3 507	3 027	6 534	49 216	142 257
1985	57 612	20 945	78 557	27 319	23 850	51 169	5 818	2 791	8 609	3 375	2 871	6 246	50 457	144 581
1986	58 656	21 350	80 006	28 634	25 253	53 887	5 780	2 772	8 552	3 097	2 764	5 861	52 139	148 306
1987	59 744	21 931	81 675	30 305	26 784	57 089	5 737	2 769	8 506	3 027	2 665	5 692	54 149	152 962
1988	61 297	22 939	84 236	32 164	28 506	60 670	5 794	2 838	8 632	2 946	2 595	5 541	56 878	159 079
1989	62 797	23 114	85 911	34 325	31 194	65 519	5 841	2 860	8 801	2 856	2 506	5 362	59 774	165 593
1990	64 572	23 847	88 419	36 517	33 317	69 834	5 905	2 973	8 878	2 765	2 392	5 157	62 529	172 288
1991	66 713	24 744	91 457	38 630	35 393	74 023	6 008	3 026	9 034	2 665	2 261	4 926	65 424	179 440
1992*)	68 270	25 980	94 250	40 006	37 876	77 882	6 116	3 104	9 220	2 520	2 118	4 638	69 078	185 990
1993	69 022	26 769	95 791	41 619	39 580	81 199	6 163	3 127	9 290	2 382	1 962	4 344	71 438	190 624
1994	69 750	27 301	97 051	43 545	41 332	84 877	6 244	3 107	9 351	2 260	1 826	4 086	73 566	195 365
1995	70 420	28 093	98 453	45 950	42 949	88 899	6 306	3 159	9 465	2 153	1 717	3 870	75 858	200 687
1996	71 285	28 937	100 222	48 295	44 741	93 036	6 272	3 168	9 440	2 095	1 634	3 729	78 480	206 427
1997	72 612	29 875	102 487	51 282	46 789	98 071	6 242	3 218	9 460	2 026	1 549	3 575	81 431	213 593
1998	74 990	30 529	105 519	55 454	49 504	104 958	6 142	3 286	9 428	1 979	1 503	3 482	84 822	223 387
1999**)	77 466	31 581	109 047	59 837	53 197	113 034	6 046	3 342	9 388	1 925	1 469	3 394	89 589	234 863
2000	80 546	33 222	113 768	64 707	57 862	122 569	5 976	3 345	9 321	1 898	1 445	3 343	95 874	249 001

*) Nouvelle série.

**) A partir de 1999 avec congé parental.

Tableau 1.2. - Evolution chronologique du nombre annuel des assurés cotisants
(assurés ayant cotisé au cours de l'exercice)

Année	AVI		CPEP		CPACI		CPA		Tous les régimes		Total
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
1960	64 987	18 256	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1965	70 782	19 129	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1970	71 086	21 380	17 655	13 117	-	-	-	-	-	-	-
1975	74 853	23 845	22 401	17 991	-	-	-	-	-	-	-
1976	72 119	24 350	22 639	18 668	-	-	-	-	-	-	-
1977	69 770	24 327	22 970	19 376	-	-	-	-	-	-	-
1978	67 651	24 213	23 362	20 063	-	-	-	-	-	-	-
1979	68 880	24 931	24 128	21 179	-	-	-	-	-	-	-
1980	67 691	25 311	24 750	21 803	-	-	-	-	-	-	-
1981	66 314	25 044	25 997	23 161	-	-	-	-	-	-	-
1982	65 368	25 486	26 591	24 062	5 902	3 127	3 597	3 397	100 017	54 969	154 986
1983	64 571	25 510	27 434	24 737	5 983	3 099	3 443	3 224	99 922	55 538	155 460
1984	64 147	25 626	28 434	26 029	6 028	3 087	3 293	3 135	100 540	56 824	157 364
1985	64 612	26 243	29 573	27 293	6 064	3 046	3 291	3 003	102 075	58 416	160 491
1986	66 313	26 623	31 176	28 851	5 995	3 020	3 175	2 889	105 164	60 204	165 368
1987	68 330	27 286	33 098	30 693	5 976	3 004	3 108	2 783	108 852	62 530	171 382
1988	70 412	28 586	35 424	33 195	6 104	3 171	3 025	2 714	113 091	66 031	179 122
1989	72 199	29 261	37 765	36 668	6 219	3 270	2 915	2 583	117 330	70 217	187 547
1990	75 486	30 662	40 412	39 538	6 334	3 315	2 828	2 476	123 174	74 392	197 566
1991	78 499	31 386	42 422	41 287	6 467	3 368	2 738	2 374	128 281	76 842	205 123
1992	81 041	32 306	44 125	43 440	6 583	3 439	2 605	2 242	132 305	79 871	212 176
1993	81 221	32 969	45 857	45 074	6 718	3 485	2 471	2 062	134 510	82 061	216 571
1994	82 963	33 477	48 188	47 287	6 846	3 466	2 329	1 935	138 333	84 547	222 880
1995	83 893	34 364	50 816	49 123	6 879	3 516	2 240	1 761	141 805	87 093	228 898
1996	85 846	36 188	53 629	51 289	6 826	3 577	2 164	1 732	146 428	91 117	237 545
1997	87 967	37 424	57 521	53 873	6 750	3 614	2 096	1 643	152 198	94 725	246 923
1998	91 523	38 314	62 121	57 163	6 683	3 674	2 039	1 577	159 861	98 720	258 581
1999	95 455	39 771	67 557	61 667	6 556	3 697	2 001	1 558	168 583	104 105	272 688
2000 ¹⁾	98 981	42 060	73 219	67 030	6 496	3 725	1 958	1 531	177 585	111 827	289 412

1) Données provisoires.

Graphique 1.1. - Répartition des assurés par âge et par sexe en 2000
(données provisoires)

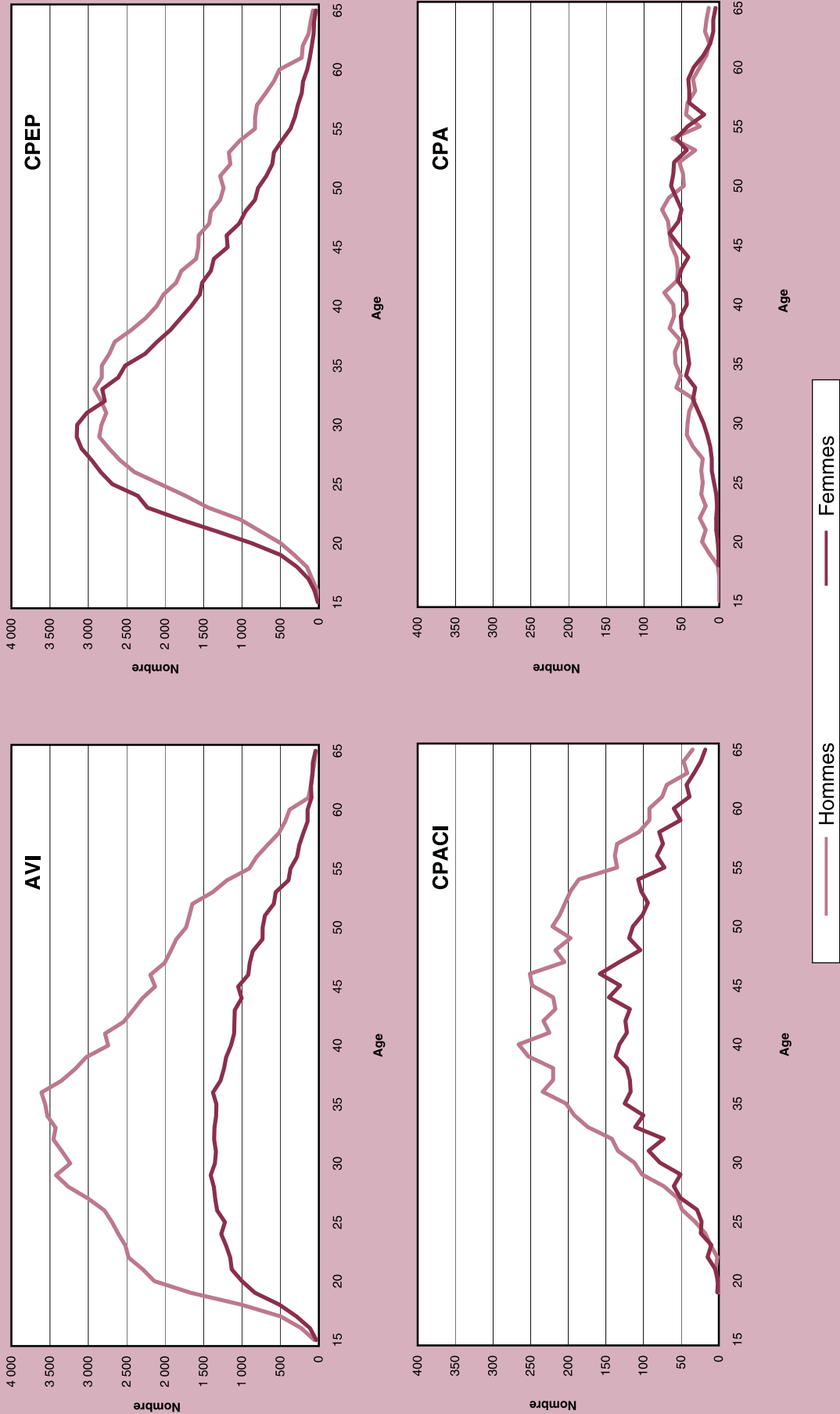


Tableau 1.3. - **Mouvement des assurés** (âgés de 15 à 65 ans)

Année	Entrées								Sorties					
	Entrées nouvelles		Entrées après interruptions		Transferts d'autres organismes		Total		Sorties ou interruptions		Transferts vers d'autres organismes		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
AVI														
1985	4 072	2 403	1 030	1 341	339	452	5 441	4 196	3 854	2 916	961	740	4 815	3 656
1990	8 843	4 194	1 397	1 360	376	430	10 616	5 984	6 952	4 147	1 370	1 005	8 322	5 152
1995	8 510	3 621	2 074	1 394	547	547	11 131	5 562	8 837	3 863	1 235	847	10 072	4 710
1996	9 120	4 389	2 242	1 525	596	580	11 958	6 494	9 249	4 215	1 335	896	10 584	5 111
1997	9 518	4 013	2 526	1 619	588	668	12 632	6 300	9 821	4 697	1 454	1 013	11 275	5 710
1998	11 334	4 177	2 713	1 721	681	681	14 728	6 579	10 416	4 931	1 645	1 229	12 061	6 160
1999	12 042	4 727	3 063	2 108	761	727	15 866	7 562	11 065	4 569	1 931	1 393	12 996	5 962
2000 ¹⁾	12 485	4 941	3 177	2 221	781	806	16 443	7 968	-	-	-	-	-	-
CPEP														
1985	1 660	2 455	413	678	827	574	2 900	3 707	1 440	2 022	441	445	1 881	2 467
1990	3 568	4 096	552	1 006	1 218	917	5 338	6 019	2 411	3 295	570	568	2 981	3 863
1995	4 109	4 058	631	1 136	1 417	754	6 157	5 948	3 049	3 616	724	653	3 773	4 269
1996	4 697	4 438	648	1 194	1 210	792	6 555	6 424	3 254	3 491	718	707	3 972	4 198
1997	5 751	4 639	774	1 236	1 302	849	7 827	6 724	3 601	3 888	723	759	4 324	4 647
1998	6 469	5 538	833	1 320	1 617	1 010	8 919	7 868	3 887	4 332	843	773	4 730	5 105
1999	7 310	6 377	995	1 829	1 788	1 238	10 093	9 444	4 487	4 294	936	841	5 423	5 135
2000 ¹⁾	7 943	7 014	1 065	1 745	2 056	1 353	11 064	10 112	-	-	-	-	-	-
CPACI														
1985	52	60	71	106	386	185	509	351	269	273	247	136	516	409
1990	79	59	60	118	455	226	594	403	272	233	198	118	470	351
1995	97	45	65	137	492	245	654	427	359	245	297	157	656	402
1996	123	73	49	150	445	247	617	470	343	245	299	183	642	428
1997	134	67	68	155	404	258	606	480	343	223	330	186	673	409
1998	131	81	74	147	417	253	622	481	336	226	360	185	696	411
1999	114	67	68	142	401	230	583	439	342	190	328	228	670	418
2000 ¹⁾	106	58	112	149	404	236	622	443	-	-	-	-	-	-
CPA														
1985	64	26	26	48	79	46	169	120	109	189	80	18	189	207
1990	37	4	1	6	16	35	54	45	115	173	27	12	142	185
1995	34	9	0	15	10	13	44	37	113	122	16	9	129	131
1996	23	8	12	52	15	29	50	89	91	113	15	13	106	126
1997	19	10	2	7	16	21	37	38	72	100	17	14	89	114
1998	22	5	1	12	9	31	32	48	70	69	17	14	87	83
1999	33	8	3	31	13	25	49	64	73	64	11	13	84	77
2000 ¹⁾	23	13	3	12	16	23	42	48	-	-	-	-	-	-
Tous les régimes														
1985	5 784	4 867	1 503	2 136	-	-	7 287	7 003	5 614	5 342	-	-	5 614	5 342
1990	12 426	8 238	1 978	2 441	-	-	14 404	10 679	9 687	7 759	-	-	9 687	7 759
1995	12 648	7 606	2 714	2 628	-	-	15 362	10 234	12 256	7 766	-	-	12 256	7 766
1996	13 831	8 760	2 906	2 863	-	-	16 737	11 623	12 851	7 970	-	-	12 851	7 970
1997	15 255	8 562	3 315	2 941	-	-	18 570	11 503	13 729	8 787	-	-	13 729	8 787
1998	17 750	9 585	3 565	3 125	-	-	21 315	12 710	14 600	9 432	-	-	14 600	9 432
1999	19 277	10 925	4 045	3 998	-	-	23 322	14 923	15 816	8 981	-	-	15 816	8 981
2000 ¹⁾	20 342	11 772	4 244	4 002	-	-	24 586	15 774	-	-	-	-	-	-

¹⁾ Données provisoires.

Tableau 1.4. - Répartition des assurés suivant le type d'assurance

Année	AVI					
	Assurance obligatoire			Assurance volontaire		
	Hommes	Femmes		Hommes	Femmes	
1985	64 360	25 903		252	340	
1990	75 349	30 502		138	160	
1995	83 780	34 211		113	153	
1996	85 742	36 045		104	143	
1997	87 866	37 283		101	141	
1998	91 423	38 177		100	137	
1999	95 357	39 619		98	152	
2000 ¹⁾	98 871	41 884		110	176	
	CPEP					
	Assurance obligatoire			Assurance volontaire		
	Employés privés		Travailleurs intellectuels indépendants			
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1985	28 044	26 672	1 342	313	187	308
1990	38 314	38 613	1 865	575	233	350
1995	47 997	47 612	2 538	941	281	570
1996	50 735	49 680	2 617	1 032	277	577
1997	54 505	52 125	2 713	1 132	303	616
1998	58 988	55 269	2 830	1 224	303	670
1999	64 275	59 675	2 955	1 266	327	726
2000 ¹⁾	69 812	64 776	3 050	1 434	357	820
	CPACI					
	Assurance obligatoire			Assurance volontaire		
	Principaux		Aidants			
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1985	6 001	2 743	-	185	63	118
1990	6 202	2 990	44	213	88	112
1995	6 813	3 386	-	-	66	130
1996	6 765	3 450	-	-	61	127
1997	6 687	3 494	-	-	63	120
1998	6 611	3 564	-	-	72	110
1999	6 479	3 571	-	-	77	126
2000 ¹⁾	6 420	3 591	-	-	76	134
	CPA					
	Assurance obligatoire			Assurance volontaire		
	Principaux		Aidants			
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1985	2 411	572	877	2 374	3	57
1990	2 344	664	480	1 767	4	45
1995	2 240	1 759	*)	*)	-	2
1996	2 150	1 680	*)	*)	14	52
1997	2 083	1 587	*)	*)	13	56
1998	2 026	1 516	*)	*)	13	61
1999	1 990	1 475	*)	*)	11	83
2000 ¹⁾	1 947	1 441	*)	*)	11	90

1) Données provisoires.

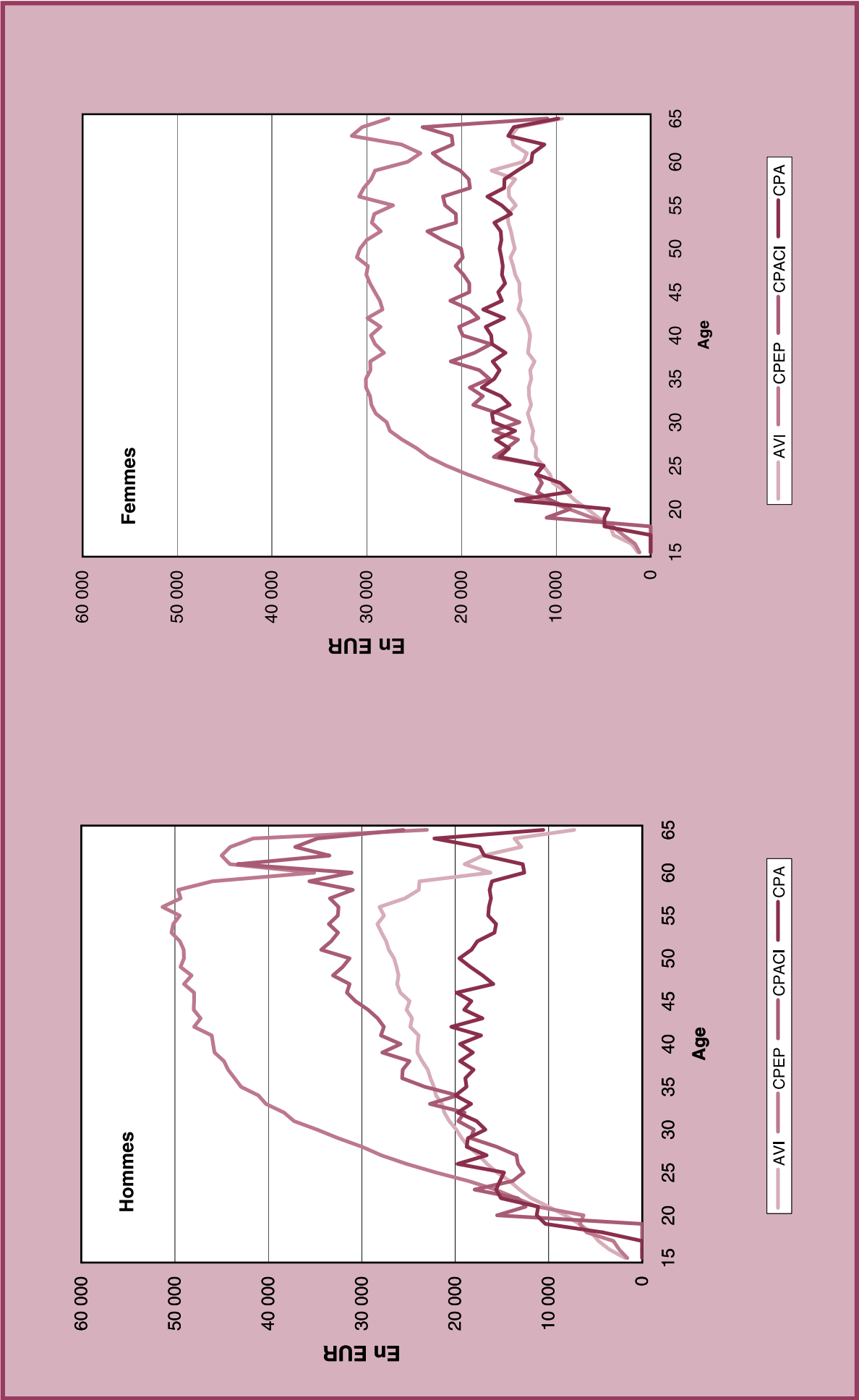
*) Détail non disponible.

Tableau 1.5. - Evolution des revenus cotisables
(en LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Année	AVI		CPEP		CPACI		CPA		Total	
	Montant moyen cotisable par mois	Montant moyen annuel cotisable par cotisant	Montant moyen cotisable par mois	Montant moyen annuel cotisable par cotisant	Montant moyen cotisable par mois	Montant moyen annuel cotisable par cotisant	Montant moyen cotisable par mois	Montant moyen annuel cotisable par cotisant	Montant moyen cotisable par mois	Montant moyen annuel cotisable par cotisant
Hommes										
1985	36 566	565 937	81 744	900 175	3 816	629 264	16 339	190 266	67 629	59 581
1990	50 288	666 189	98 607	1 058 744	4 888	771 740	26 469	308 002	98 833	73 891
1995	65 695	783 060	136 373	1 475 526	7 144	1 038 481	48 353	556 409	149 065	98 151
1996	67 181	782 575	137 886	1 487 236	7 169	1 050 220	51 381	596 838	155 400	99 638
1997	70 076	796 615	141 064	1 508 249	7 336	1 086 830	52 940	614 047	165 455	102 883
1998	72 598	793 223	141 581	1 510 629	7 345	1 099 020	55 562	646 613	175 103	104 118
1999	77 020	806 871	144 725	1 533 412	7 299	1 113 336	59 608	688 584	189 289	112 109
2000 ¹⁾	82 800	836 529	149 911	1 579 674	7 363	1 136 556	60 890	707 721	207 231	111 609
	2 052,57 €	20 737,02 €	3 716,21 €	39 159,09 €	183,02 €	2 566,57 €	1 509,41 €	17 543,93 €	5 137,13 €	2 766,70 €
Femmes										
1985	7 157	272 732	51 629	538 811	1 178	386 584	16 148	186 002	23 599	42 030
1990	10 184	332 123	72 088	695 216	1 553	468 510	24 900	285 989	39 932	58 137
1995	15 301	445 250	97 384	936 954	2 341	665 931	46 119	527 329	64 597	80 052
1996	16 025	442 817	99 769	954 587	2 400	670 850	47 836	543 055	68 325	81 973
1997	17 203	459 673	103 279	981 925	2 542	703 477	49 683	561 765	73 567	85 219
1998	17 761	463 562	105 051	991 390	2 646	720 185	51 480	588 448	78 006	86 983
1999	18 688	469 901	108 948	1 009 069	2 764	747 509	54 467	623 538	84 650	90 553
2000 ¹⁾	20 773	493 883	113 048	1 065 279	2 876	772 083	55 729	632 872	95 353	94 421
	514,94 €	12 243,03 €	2 802,38 €	26 159,68 €	71,29 €	19 139,44 €	1 381,49 €	15 688,47 €	2 363,74 €	2 340,63 €
Hommes et Femmes										
1985	43 724	481 246	67 694	726 737	4 993	548 122	16 248	188 232	91 228	53 773
1990	60 471	569 690	86 203	878 967	6 441	667 562	25 742	297 726	138 765	68 546
1995	80 996	684 911	118 350	1 210 802	9 485	912 470	47 373	543 610	213 662	91 871
1996	83 206	681 823	120 391	1 226 852	9 568	919 776	49 825	572 928	223 725	93 486
1997	87 279	696 052	123 894	1 253 705	9 878	953 152	51 530	591 073	239 022	96 713
1998	90 359	695 942	125 190	1 261 800	9 991	964 634	53 800	621 246	253 109	99 774
1999	95 708	707 765	128 847	1 283 190	10 063	981 427	57 369	660 109	273 939	101 379
2000 ¹⁾	103 573	734 348	133 403	1 329 047	10 259	1 003 726	58 655	674 876	302 584	105 554
	2 567,51 €	18 204,01 €	3 306,98 €	32 946,21 €	254,32 €	24 881,71 €	1 454,01 €	16 729,74 €	7 500,87 €	2 616,60 €

1) Données provisoires.

Graphique 1.2. - Répartition par âge du revenu moyen annuel cotisable en 2000
(données provisoires)



Graphique 1.3. - Nombre de cotisants par tranches de revenu mensuel cotisable en 2000
(tranche de 20 000 signifié de 20 000 à 24 999 LUF)
(données provisoires)

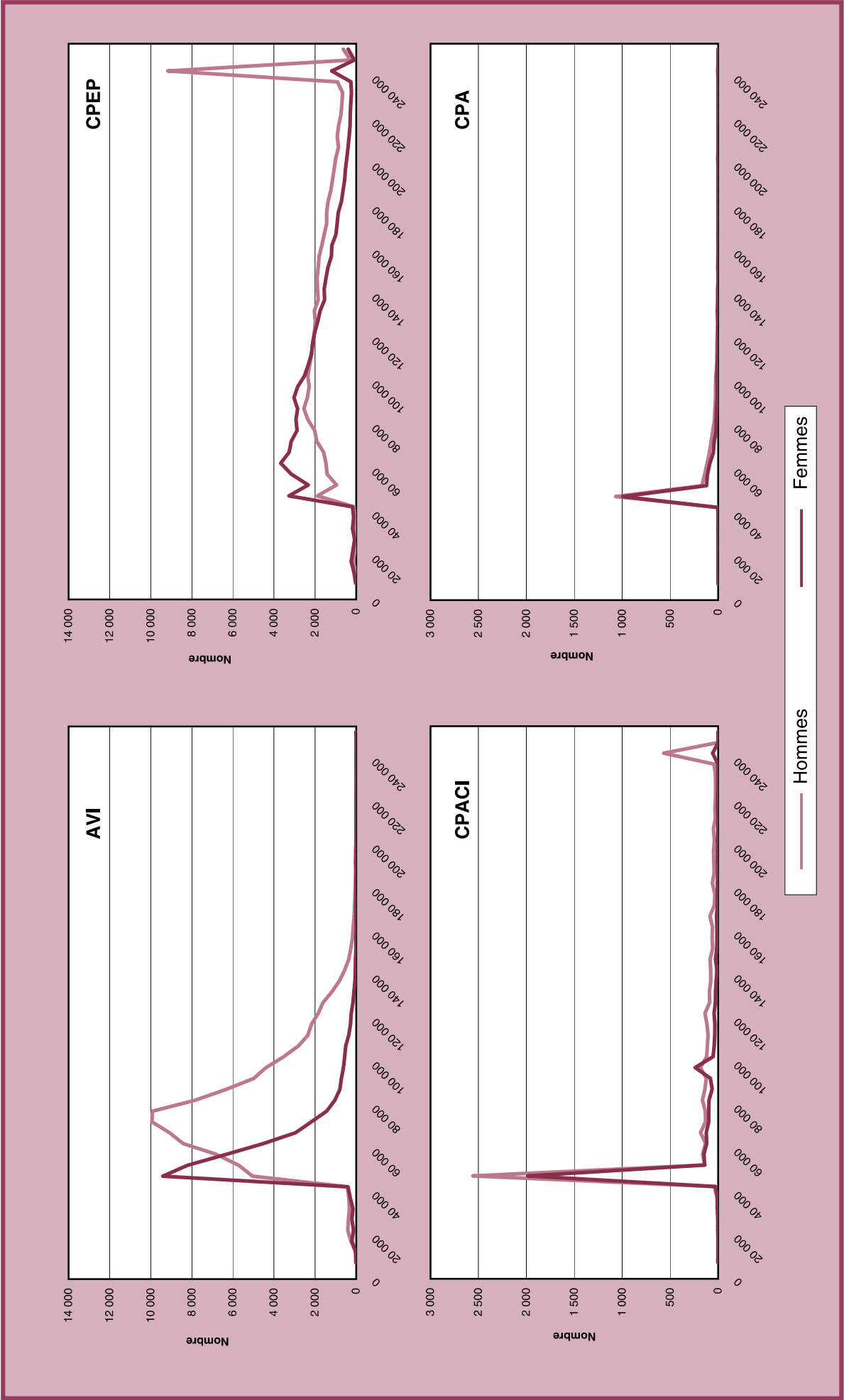


Tableau 1.6. - Coefficient d'ajustement

Année	Salaire nominal annuel moyen ¹⁾	Facteur de réduction à l'indice 100	Salaire annuel moyen à l'indice 100	Taux de variation annuel en %	Coefficient d'ajustement
1912	1 008	20	20 160	-	6,52
1913	1 092	20	21 840	8,33	6,02
1914	930	20	18 600	-14,84	7,07
1915	1 113	20	22 260	19,68	5,91
1916	1 388	20	27 760	24,71	4,74
1917	1 805	20	36 100	30,04	3,64
1918	2 165	10	21 650	-40,03	6,07
1919	2 475	10	24 750	14,32	5,31
1920	3 620	5	18 100	-26,87	7,27
1921	3 758	5	18 790	3,81	7,00
1922	4 070	5	20 350	8,30	6,47
1923	4 449	5	22 245	9,31	5,92
1924	5 397	4	21 588	-2,95	6,09
1925	6 136	4	24 544	13,69	5,36
1926	7 715	2,8	21 602	-11,99	6,09
1927	10 191	2,8	28 535	32,09	4,61
1928	11 343	2,8	31 760	11,30	4,14
1929	12 943	2,8	36 240	14,11	3,63
1930	13 098	2,8	36 674	1,20	3,59
1931	11 753	2,8	32 908	-10,27	3,99
1932	9 485	2,8	26 558	-19,30	4,95
1933	9 464	2,8	26 499	-0,22	4,96
1934	9 776	2,8	27 373	3,30	4,80
1935	9 756	2,8	27 317	-0,20	4,82
1936	10 531	2,8	29 487	7,94	4,46
1937	12 420	2,8	34 776	17,94	3,79
1938	12 285	2,8	34 398	-1,09	3,83
1939	12 134	2,8	33 975	-1,23	3,87
1940	16 445	2,35	38 646	13,75	3,40
1941	43 532	1	43 532	12,64	3,03
1942	35 951	1,375	49 433	13,55	2,66
1943	23 677	1,75	41 435	-16,18	3,17
1944	21 258	1,75	37 202	-10,22	3,54
1945	29 036	1,5	43 554	17,08	3,02
1946	43 145	1	43 145	-0,94	3,05
1947	45 977	1	45 977	6,56	2,86
1948	51 476	1	51 476	11,96	2,56
1949	53 142	0,95238	50 611	-1,68	2,60
1950	53 529	0,90909	48 663	-3,85	2,70
1951	60 628	0,83333	50 523	3,82	2,60
1952	63 968	0,83333	53 306	5,51	2,46
1953	63 320	0,83333	52 766	-1,01	2,50
1954	62 816	0,83333	52 346	-0,80	2,52
1955	65 241	0,83333	54 367	3,86	2,42
1956	69 215	0,83333	57 679	6,09	2,28
1957	74 346	0,80000	59 477	3,12	2,22
1958	76 346	0,76923	58 728	-1,26	2,24
1959	78 764	0,76923	60 588	3,17	2,17

¹⁾ 1912-1951: Salaire moyen des ouvriers figurant dans les carrières d'assurance des bénéficiaires de pension.
1952-1979: Salaire moyen des ouvriers âgés de 30 à 60 ans.

Tableau 1.6. - Coefficient d'ajustement (suite)

Année	Salaire nominal annuel moyen ¹⁾	Facteur de réduction à l'indice 100	Salaire annuel moyen à l'indice 100	Taux de variation annuel en %	Coefficient d'ajustement
1960	83 431	0,76923	64 178	5,93	2,05
1961	87 693	0,76923	67 456	5,11	1,96
1962	88 737	0,76923	68 259	1,19	1,92
1963	95 327	0,74074	70 613	3,45	1,86
1964	102 011	0,71428	72 864	3,19	1,81
1965	111 336	0,68965	76 783	5,38	1,72
1966	118 169	0,66667	78 780	2,60	1,67
1967	122 609	0,65573	80 398	2,05	1,63
1968	133 151	0,64516	85 904	6,85	1,53
1969	140 123	0,63492	88 967	3,57	1,48
1970	155 305	0,60606	94 124	5,80	1,39
1971	169 411	0,57971	98 209	4,34	1,34
1972	186 588	0,54795	102 241	4,11	1,29
1973	206 490	0,51282	105 892	3,57	1,24
1974	252 023	0,47059	118 600	12,00	1,11
1975	277 643	0,42553	118 145	-0,38	1,11
1976	308 101	0,38835	119 651	1,27	1,10
1977	339 082	0,36036	122 192	2,12	1,08
1978	358 226	0,34783	124 602	1,97	1,06
1979	379 484	0,33333	126 493	1,52	1,04
1979	454 184	0,33333	151 393	-	1,04
1980	487 919	0,31496	153 675	1,51	1,03
1981	526 948	0,29412	154 986	0,85	1,02
1982	562 942	0,27972	157 466	1,60	1,00
1983	594 871	0,26144	155 523	-1,23	1,01
1984	638 804	0,24691	157 727	1,42	1,00
1984	637 753	0,24671	157 340	-	1,00
1985	661 927	0,24021	159 001	1,06	0,990
1986	689 903	0,23561	162 548	2,23	0,968
1987	704 403	0,23328	164 323	1,09	0,958
1988	714 701	0,23280	166 380	1,25	0,946
1989	758 438	0,22571	171 190	2,89	0,919
1990	794 217	0,21841	173 463	1,33	0,907
1991	843 718	0,21047	177 580	2,37	0,886
1992	879 432	0,20407	179 469	1,06	0,877
1992	907 569	0,20407	185 211	-	0,877
Année	Salaire horaire moyen ²⁾	Indice annuel	Salaire horaire moyen à l'indice 100	Taux de variation annuel en %	Coefficient d'ajustement
1992	520,9	490,02	106,3		
1993	548,2	505,37	108,5	2,1%	0,859
1994	574,1	521,18	110,2	1,6%	0,845
1995*	594,5	530,94	112,0	1,6%	0,832
1995	595,4	530,94	112,1	-	
1996*	604,2	535,29	112,9	0,7%	0,826
1996	605,1	535,29	113,0	-	
1997*	622,7	547,56	113,7	0,6%	0,821
1997	623,6	547,56	113,9	-	
1998*	632,8	548,67	115,3	1,2%	0,811
1998	633,6	548,67	115,5	-	
1999*	652,1	554,38	117,6	1,8%	0,797
1999	653,0	554,38	117,8	-	

¹⁾ 1952-1979: Salaire moyen des ouvriers âgés de 30 à 60 ans.
 1979-1984: Salaire moyen des ouvriers et des employés privés âgés de 30 à 60 ans.
 1984-1993: Salaire moyen des ouvriers et des employés privés âgés de 25 à 59 ans.
 A partir de 1992 le plafond s'élève à 5 fois le salaire social minimum de référence.

²⁾ Nouvelle méthode à partir de l'ajustement 1995.
 Salaire horaire moyen de tous les salariés.

*) Sans augmentation compensatoire du point indiciaire des fonctionnaires pour l'année en question.

Remarque: A partir de 1984 le facteur de réduction à l'indice 100 est calculé sur base de la moyenne annuelle pondérée des indices mensuels du coût de la vie.

Tableau 1.7.a - Nombre des bénéficiaires d'un "baby -year"
(situation au 31 décembre de l'exercice)

Année	AVI	CPEP	CPACI	CPA	Total
1988	198	356	9	46	609
1989	367	684	20	61	1 132
1990	297	650	13	30	990
1991	320	746	8	26	1 100
1992	449	1 045	16	8	1 518
1993	519	1 227	15	3	1 764
1994	631	1 476	25	15	2 147
1995	819	1 741	37	8	2 605
1996	970	1 905	43	16	2 934
1997	1 010	1 932	44	18	3 004
1998	1 063	1 827	56	16	2 962
1999*)	1 022	1 639	45	19	2 725
2000	1 001	1 494	40	20	2 555

Tableau 1.7.b - Montants des cotisations payées par l'Etat au titre du "baby -year"
(montants en milliers LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Année	AVI	CPEP	CPACI	CPA	Total
1988	4 934	12 844	231	475	18 587
1989	17 291	54 963	671	1 171	74 107
1990	21 273	77 604	1 287	690	101 551
1991	19 760	78 423	716	394	99 397
1992	26 461	109 611	505	204	136 781
1993	35 541	149 995	954	104	186 595
1994	46 710	192 861	1 267	1 515	242 353
1995	58 358	225 362	2 328	337	286 385
1996	68 441	261 081	3 152	548	333 222
1997	80 587	279 174	3 763	625	364 149
1998	83 211	275 649	4 218	453	363 531
1999*)	82 835	253 316	4 246	488	340 884
2000	84 039	224 673	3 635	880	313 227
	2 083,27 €	5 569,49 €	90,12 €	21,82 €	7 764,69 €

Tableau 1.7.c - Montants mensuels moyens des cotisations payées par l'Etat au titre du "baby - year" par assuré
(montants en LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Année	AVI		CPEP		CPACI		CPA	
	Nombre moyen d'assurés	Montant moyen	Nombre moyen d'assurés	Montant moyen	Nombre moyen d'assurés	Montant moyen	Nombre moyen d'assurés	Montant moyen
1988	101	4 071	164	6 527	5	3 853	24	1 648
1989	286	5 038	569	8 050	12	4 659	55	1 775
1990	351	5 050	742	8 716	18	5 958	45	1 278
1991	309	5 329	710	9 205	12	4 970	28	1 172
1992	406	5 431	933	9 790	10	4 207	11	1 544
1993	509	5 819	1 222	10 229	16	4 970	4	2 168
1994	623	6 244	1 489	10 791	19	5 608	17	7 248
1995	778	6 248	1 735	10 822	29	6 747	6	4 551
1996	964	5 919	2 028	10 729	41	6 356	12	3 829
1997	1 076	6 242	2 144	10 853	47	6 732	18	2 868
1998	1 133	6 123	2 147	10 700	54	6 469	19	2 041
1999*)	1 131	6 105	1 972	10 703	52	6 794	13	3 029
2000	1 096	6 391	1 760	10 641	42	7 286	19	3 911
		158,44 €		263,78 €		180,61 €		96,96 €

*) Remarque: La loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 a introduit un congé parental qui ouvre droit à une indemnité (6 tranches de 11 000,- LUF n.i. 100 pour un congé à plein temps et 12 tranches de 5 500,- LUF pour un congé à temps partiel).

Puisque seul les ayant droit d'un baby-year dont la moyenne mensuelle des revenus cotisables portés en compte au cours des 36 mois précédant l'accouchement est supérieur au revenu cotisable actuel ont droit à un complément baby-year, le nombre de bénéficiaires baby-year a diminué en 1999.

Tableau 1.7.d - **Nombre de bénéficiaires d'un congé parental**
(situation au 31 décembre de l'exercice)

Année	AVI		CPEP		CPACI		CPA		Total	
	plein temps	temps partiel	plein temps	temps partiel	plein temps	temps partiel	plein temps	temps partiel	plein temps	temps partiel
1999	344	52	701	287	6	16	2	2	1 053	357
2000	361	77	889	549	8	44	2	13	1 260	683

Affiliation et revenus cotisables dans les régimes spéciaux (fonction publique, communes, PTT et CFL)

Les données ont été regroupées en quatre régimes statutaires, à savoir:

- Etat: fonctionnaires et employés publics de l'administration de l'Etat;
- Parastataux: employés publics des établissements publics (organismes de sécurité sociale, chambres professionnelles, Institut monétaire luxembourgeois, Société nationale de crédit et d'investissement, Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Institut belgo-luxembourgeois du change);
- Communes: fonctionnaires et employés communaux;
- CFL: agents de la société nationale des chemins de fer luxembourgeois.

Tableau 1.8. - Evolution du nombre moyen des assurés par régime et par sexe

Année	Etat et parastataux			Communes			CFL			Total général
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
1985	8 691	2 700	11 391	2 196	591	2 787	3 628	59	3 687	17 865
1986	8 740	2 805	11 545	2 239	593	2 832	3 622	66	3 688	18 065
1987	8 802	2 845	11 647	2 296	590	2 886	3 558	73	3 631	18 164
1988	8 738	2 923	11 661	2 328	598	2 926	3 516	84	3 600	18 187
1989	8 838	3 065	11 903	2 398	617	3 015	3 436	93	3 529	18 447
1990	8 922	3 214	12 136	2 464	637	3 101	3 393	91	3 484	18 721
1991	8 993	3 309	12 302	2 552	655	3 207	3 392	95	3 487	18 996
1992	9 195	3 485	12 680	2 683	693	3 376	3 376	108	3 484	19 540
1993	9 280	3 662	12 942	2 746	727	3 473	3 292	107	3 399	19 814
1994	9 285	3 819	13 104	2 727	716	3 443	3 221	115	3 336	19 883
1995	9 319	3 953	13 272	2 740	694	3 434	3 077	128	3 205	19 911
1996	9 390	4 106	13 496	2 728	701	3 429	3 085	120	3 205	20 130
1997	9 435	4 255	13 690	2 747	714	3 461	2 978	138	3 116	20 267
1998	9 487	4 654	14 141	2 762	564	3 326	2 910	147	3 057	20 524
1999 ¹⁾	9 654	4 949	14 603	2 795	581	3 376	2 875	157	3 032	21 011
2000 ¹⁾	10 217	5 261	15 478	2 431	611	3 042	2 910	177	3 087	21 607

¹⁾ Sans congé parental.

Tableau 1.9. - Nombre moyen des assurés des régimes spéciaux par sexe

Année	Hommes	En % du total	Femmes	En % du total	Total	Variation en %
1985	14 515	81,2	3 350	18,8	17 865	
1986	14 601	80,8	3 464	19,2	18 065	1,1
1987	14 656	80,7	3 508	19,3	18 164	0,5
1988	14 582	80,2	3 605	19,8	18 187	0,1
1989	14 672	79,5	3 775	20,5	18 447	1,4
1990	14 779	78,9	3 942	21,1	18 721	1,5
1991	14 937	78,6	4 059	21,4	18 996	1,5
1992	15 254	78,1	4 286	21,9	19 540	2,9
1993	15 318	77,3	4 496	22,7	19 814	1,4
1994	15 233	76,6	4 650	23,4	19 883	0,3
1995	15 136	76,0	4 775	24,0	19 911	0,1
1996	15 203	75,4	4 927	24,6	20 130	0,7
1997	15 160	74,8	5 107	25,2	20 267	1,1
1998	15 159	73,9	5 365	26,1	20 524	1,3
1999 ¹⁾	15 324	72,9	5 687	27,1	21 011	2,4
2000 ¹⁾	15 558	72,0	6 049	28,0	21 607	2,8

¹⁾ Sans congé parental.

Tableau 1.10. - **Nombre des assurés des régimes spéciaux bénéficiant d'un congé parental**
(situation au 31 décembre de l'exercice)

Année	Etat et parastataux		Communes		CFL		Total	
	plein temps	temps partiel	plein temps	temps partiel	plein temps	temps partiel	plein temps	temps partiel
1999	27	18	5	3	1	-	33	21
2000	33	42	5	9	4	2	42	53

Tableau 1.11. - **Evolution chronologique du nombre annuel des assurés** (âgés de 15 à 65 ans)

Année	Etat	Parastataux	Communes	CFL	Total
	Hommes				
1989	8 539	538	2 503	3 590	15 141
1990	8 651	548	2 598	3 574	15 340
1991	8 731	552	2 695	3 560	15 508
1992	8 811	548	2 771	3 476	15 583
1993	7 362	2 103	2 813	3 387	15 634
1994	7 409	2 518	2 365	3 314	15 584
1995	7 468	2 536	2 412	3 250	15 635
1996	7 492	2 544	2 414	3 178	15 609
1997	7 534	2 567	2 401	3 081	15 567
1998	7 611	2 596	2 420	3 006	15 605
1999	7 722	2 550	2 450	2 972	15 663
2000 ¹⁾	8 365	2 214	2 512	3 038	16 103
Année	Femmes				
1989	2 963	244	636	64	3 883
1990	3 100	266	658	74	4 088
1991	3 174	282	672	82	4 202
1992	3 349	292	711	83	4 430
1993	3 369	452	732	82	4 624
1994	3 539	486	713	97	4 812
1995	3 689	525	707	117	5 031
1996	3 821	532	718	139	5 207
1997	4 001	551	736	156	5 439
1998	4 373	583	591	156	5 675
1999	4 684	550	608	177	6 008
2000 ¹⁾	5 013	581	677	208	6 464
Année	Total				
1989	11 502	782	3 139	3 654	19 024
1990	11 751	814	3 256	3 648	19 428
1991	11 905	834	3 367	3 642	19 710
1992	12 160	840	3 482	3 559	20 013
1993	10 731	2 555	3 545	3 469	20 258
1994	10 948	3 004	3 078	3 411	20 396
1995	11 157	3 061	3 119	3 367	20 666
1996	11 313	3 076	3 132	3 317	20 816
1997	11 535	3 118	3 137	3 237	21 006
1998	11 984	3 179	3 011	3 162	21 280
1999	12 406	3 100	3 058	3 149	21 671
2000 ¹⁾	13 378	2 795	3 189	3 246	22 567

¹⁾ Données provisoires.

Tableau 1.12. - Age moyen des entrées dans l'assurance, mouvement des assurés

Année	Age moyen des entrées		Entrées		Sorties	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Etat						
1988	26,32	29,16	241	167	218	87
1990	25,88	27,28	349	240	226	125
1995	28,83	28,12	261	254	217	109
1996	29,27	28,67	244	247	203	119
1997	28,98	28,96	249	286	194	123
1998	30,90	37,53	270	489	312	144
1999	31,45	30,87	415	436	217	125
2000 ¹⁾	32,60	29,03	797 ^{*)}	426		
Parastataux						
1988	24,58	24,20	12	20	30	13
1990	26,08	23,35	35	39	30	15
1995	26,06	26,96	92	54	79	33
1996	25,21	33,00	87	32	85	25
1997	25,80	30,93	108	49	80	26
1998	27,06	31,39	109	56	156	77
1999	26,03	29,88	109	43	481 ^{*)}	44
2000 ¹⁾	30,45	30,72	145	74		
Communes						
1988	27,19	30,93	146	43	70	22
1990	28,20	29,86	153	45	88	22
1995	29,59	35,18	106	37	56	24
1996	31,14	36,31	57	35	73	27
1997	31,79	34,51	58	45	71	193
1998	28,95	34,48	90	47	72	44
1999	31,16	32,18	102	61	70	27
2000 ¹⁾	31,23	31,39	124	91		
CFL						
1988	21,75	20,75	108	8	169	1
1990	22,01	26,75	155	12	151	8
1995	24,05	26,37	57	24	123	6
1996	24,07	27,82	52	28	136	3
1997	24,23	25,84	39	19	141	7
1998	23,74	28,85	66	7	116	5
1999	23,90	25,69	82	26	103	11
2000 ¹⁾	23,92	26,23	169	42		
Tous les régimes						
1988	25,41	28,81	489	234	464	118
1990	25,24	27,16	656	324	457	159
1995	27,27	28,55	476	361	437	161
1996	27,76	29,78	414	335	475	169
1997	27,95	29,59	435	392	470	182
1998	28,71	30,74	507	410	555	191
1999	28,97	30,41	604	504	434	173
2000 ¹⁾	28,10	29,11	595	803		

1) Données provisoires.

*) Création d'un corps de police grand-ducal.

Graphique 1.4. - Répartition des assurés par âge et par sexe en 2000
(données provisoires)

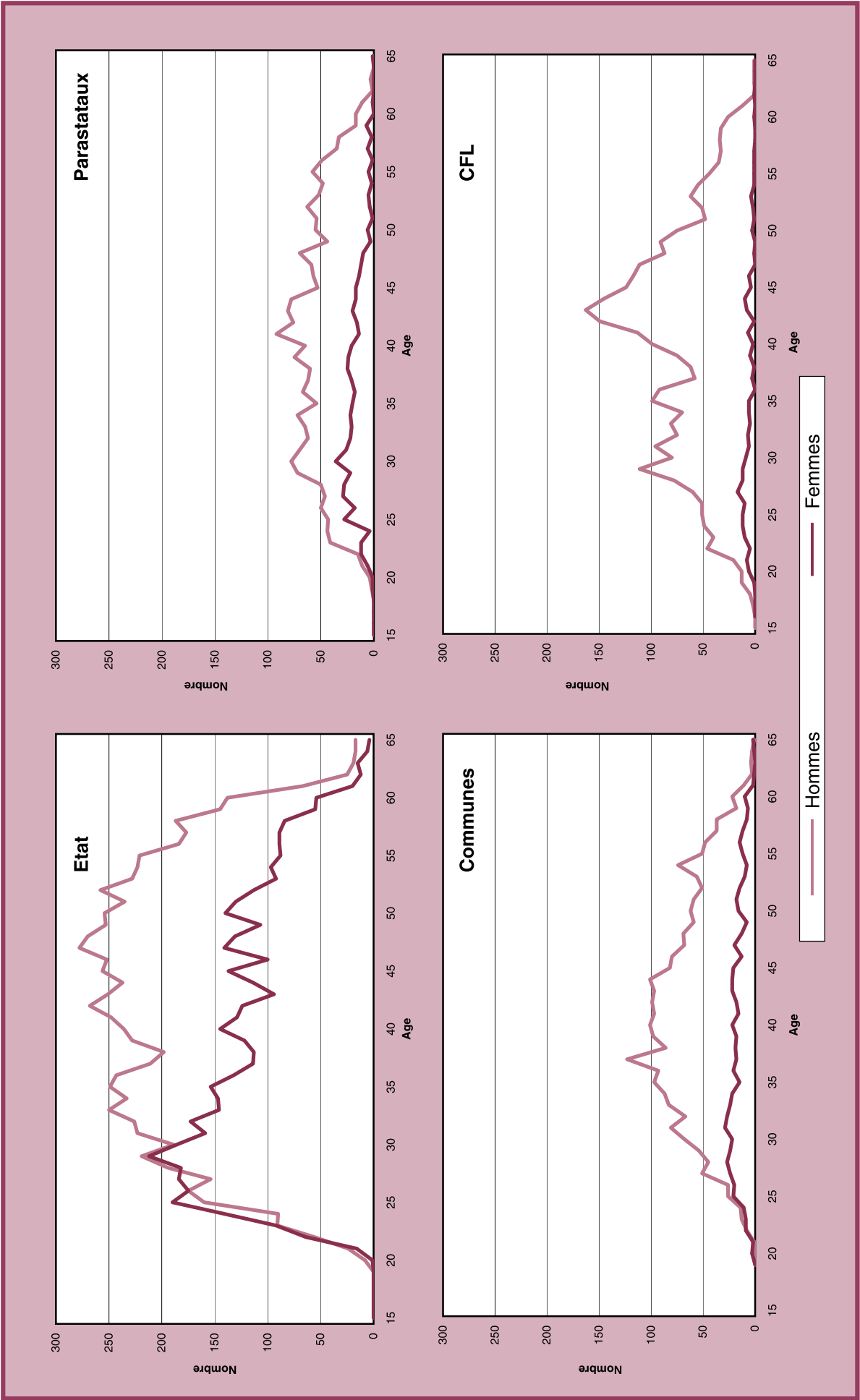


Tableau 1.13. - Evolution des revenus cotisables
(montants en LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Année	Etat			Parastataux			Communes			CFL		Total	
	Masse des revenus cotisables en millions	Montant moyen cotisable par mois	Montant moyen annuel cotisable par cotisant	Masse des revenus cotisables en millions	Montant moyen cotisable par mois	Montant moyen annuel cotisable par cotisant	Masse des revenus cotisables en millions	Montant moyen cotisable par mois	Montant moyen annuel cotisable par cotisant	Masse des revenus cotisables en millions	Montant moyen cotisable par mois	Montant moyen annuel cotisable par cotisant	Montant moyen annuel cotisable par cotisant
Hommes													
1988	9 277	94 763	1 108 234	598	95 911	1 105 384	2 520	89 714	1 031 742	3 436	81 414	939 722	1 055 908
1990	10 744	107 028	1 241 954	666	107 050	1 215 794	3 001	100 570	1 155 211	3 739	91 231	1 046 102	1 183 208
1995	13 966	160 921	1 870 129	3 259	110 929	1 285 134	3 822	136 586	1 584 479	4 582	121 157	1 409 815	1 639 199
1996	14 787	169 546	1 973 689	3 502	118 643	1 376 500	4 212	149 393	1 744 661	5 006	135 307	1 575 051	1 762 177
1997	15 689	178 691	2 082 476	3 684	124 342	1 435 186	4 394	157 194	1 829 941	5 089	142 502	1 651 892	1 853 708
1998	15 983	181 530	2 099 977	3 785	127 203	1 458 064	4 462	159 058	1 843 989	5 138	147 096	1 709 261	1 881 996
1999	16 689	185 929	2 161 201	4 501	152 145	1 765 113	4 626	163 045	1 888 262	5 201	150 823	1 749 964	1 980 270
2000 ¹⁾	17 796	183 913	2 127 392	3 860	154 789	1 743 291	4 712	163 067	1 875 697	5 164	147 984	1 699 842	1 958 082
	441,14 €	4 559,09 €	52 736,67 €	95,68 €	3 837,11 €	43 215,06 €	116,80 €	4 042,32 €	46 497,31 €	128,02 €	3 668,44 €	42 137,98 €	48 539,83 €
Femmes													
1988	2 931	96 562	1 051 907	195	74 263	816 608	623	93 939	1 010 877	42	71 511	740 384	1 026 451
1990	3 632	109 585	1 171 482	238	85 575	894 068	747	105 858	1 135 362	57	79 789	768 465	1 143 187
1995	6 165	159 014	1 671 133	576	107 462	1 097 892	1 084	144 561	1 533 800	118	107 310	1 010 763	1 578 982
1996	6 804	169 546	1 780 749	655	116 996	1 231 225	1 169	155 612	1 628 643	156	116 715	1 125 164	1 687 155
1997	7 415	178 474	1 853 264	707	124 819	1 282 264	1 240	164 302	1 685 039	187	121 135	1 195 883	1 755 503
1998	8 329	182 288	1 904 646	754	130 193	1 293 554	916	154 962	1 549 079	203	123 627	1 301 544	1 797 657
1999	9 077	186 882	1 937 911	780	136 976	1 418 333	953	163 435	1 566 986	219	125 578	1 234 621	1 835 638
2000 ¹⁾	9 601	185 387	1 915 226	790	138 536	1 359 125	1 021	157 888	1 508 021	248	123 692	1 190 919	1 803 732
	238,00 €	4 595,62 €	47 477,21 €	19,57 €	3 434,23 €	33 691,83 €	25,31 €	3 913,93 €	37 382,86 €	6,14 €	3 066,25 €	29 522,11 €	44 713,35 €
Hommes et Femmes													
1988	12 208	95 175	1 094 168	793	89 497	1 016 900	3 142	90 516	1 027 539	3 478	81 284	936 662	1 050 086
1990	14 376	107 657	1 223 363	904	100 419	1 110 660	3 748	101 589	1 151 200	3 796	91 036	1 040 471	1 174 787
1995	20 131	160 336	1 804 332	3 835	110 409	1 253 019	4 906	138 276	1 572 991	4 700	120 745	1 395 948	1 624 540
1996	21 591	169 546	1 908 523	4 157	118 361	1 351 375	5 381	150 693	1 718 065	5 162	134 657	1 556 198	1 743 411
1997	23 104	178 626	2 002 972	4 391	124 429	1 408 163	5 634	158 689	1 795 944	5 276	141 613	1 629 915	1 828 280
1998	24 312	181 790	2 028 700	4 539	127 701	1 427 894	5 378	158 364	1 786 104	5 341	146 056	1 689 146	1 859 504
1999	25 766	186 254	2 076 896	5 281	149 696	1 703 588	5 579	163 110	1 824 385	5 419	149 610	1 720 998	1 940 173
2000 ¹⁾	27 397	184 433	2 047 889	4 649	151 777	1 663 434	5 733	162 135	1 797 642	5 412	146 684	1 667 231	1 913 877
	679,15 €	4 571,98 €	50 765,84 €	115,25 €	3 762,45 €	41 235,45 €	142,11 €	4 019,22 €	44 562,38 €	134,16 €	3 636,21 €	41 329,58 €	47 443,77 €

1) Données provisoires.
Remarque: La masse des revenus cotisables est calculée selon les critères applicables à l'assurance pension du régime général.

Section 2 - Pensions

Considérations méthodologiques et définitions

1) Distinction entre pension et bénéficiaire de pension

Pour l'analyse statistique des données concernant les pensions, il y a lieu de distinguer entre bénéficiaires de pension et pensions. En effet, le nombre de pensions est systématiquement supérieur au nombre de bénéficiaires de pension dans la mesure où il existe des cas fréquents de cumuls par un même bénéficiaire de plusieurs pensions.

Alors que, dans le passé, les caisses de pension comptaient comme une unité de pension chaque pension pour laquelle elles participaient au financement dans le cadre de l'assurance migratoire, la mise en pratique systématique du concept de la "**dernière caisse**" (c'est-à-dire de ne prendre en compte la pension qu'auprès de la dernière caisse auprès de laquelle l'assuré a été affilié) à partir de décembre 1978 a permis d'**éliminer a été confirmée par la récente réforme du financement de l'assurance pension contributive, qui a mis à charge de la der les doubles comptages de pensions de même nature**. Par cet effet sont également éliminées les parts de pension versées aux régimes non contributifs pour des bénéficiaires relevant de ces régimes. Cette méthode d'analyser la dernière caisse l'intégralité de la pension relevant de l'assurance contributive.

Suivant cette méthode, le nombre de pensions est identique au nombre de bénéficiaires de pension pour les pensions de même nature, c'est-à-dire, d'une part, les pensions personnelles (pension d'invalidité, de vieillesse ou de vieillesse anticipée) et, d'autre part, les pensions de survie (pension de conjoint survivant, pension d'orphelin). Toutefois, tel n'est pas le cas lorsqu'un même bénéficiaire dispose d'une pension personnelle et d'une pension de survie. Une analyse satisfaisante du nombre de bénéficiaires de pension ne pourra être réalisée que lorsqu'il sera possible d'adjoindre aux pensions des régimes contributifs les pensions des régimes non contributifs. Pour cette raison, les statistiques qui suivent se réfèrent exclusivement aux pensions des régimes contributifs établies suivant le principe de la dernière caisse.

Ne sont pas comprises parmi le nombre de pensions les "allocations trimestrielles" versées aux assurés qui n'ont pas accompli les conditions de stage et de maintien des droits.

Les pensions aux autres survivants, c'est-à-dire aux membres de la famille qui, à défaut d'un conjoint survivant, ont droit à une pension de survie, sont comprises parmi les pensions de conjoint survivant.

Les pensions d'invalidité comprennent les allocations mensuelles d'invalidité attribuées en cas de maladie de longue durée. Sauf indication contraire expresse, les pensions d'invalidité et de vieillesse anticipée sont transformées en pensions de vieillesse à partir de l'âge de 65 ans.

2) Dénombrement des pensions

Il résulte de la procédure même d'instruction des pensions que l'**attribution définitive de la pension** ne peut avoir lieu qu'avec un certain retard par rapport au **début du droit à pension**. Ce retard peut s'étendre sur plus d'une année lorsque, dans le cadre de l'assurance migratoire internationale, les données concernant des périodes d'assurance accomplies dans d'autres pays sont nécessaires. Il en résulte que le nombre des **pensions en cours de paiement** est systématiquement inférieur au nombre des **pensions déterminé suivant le début du droit à pension**. A cet effet, on a établi deux séries différentes sur le nombre des pensions.

1. La première série concerne les **pensions en cours de paiement** et comprend toutes les pensions définitivement arrêtées. N'y sont pas comprises les avances sur pensions en cours d'instruction ni les pensions qui font l'objet d'un recalcul pour une raison quelconque. Bien que cette série fournisse une sous-estimation systématique du nombre des pensions, elle présente l'avantage d'être immédiatement disponible jusqu'à la date la plus récente et de ne comporter que des pensions dont le montant est définitivement arrêté. La source des données est constituée par le **fichier mensuel de paiement des pensions**. A partir du 31 décembre 1987, les avances sur pensions ont été intégrées dans cette série en raison de l'augmentation substantielle du nombre de ces avances. En effet, l'introduction d'une nouvelle formule de calcul des pensions et de la programmation informatique afférente a considérablement retardé la détermination du montant définitif de la pension.
2. La deuxième série concerne le nombre des pensions établi suivant la **date exacte de début et de fin du droit à pension**. Cette série présente l'avantage de se prêter à une analyse précise des mouvements de pension et notamment à l'établissement des données biométriques de base pour l'analyse actuarielle (taux de mortalité, taux d'invalidation etc.). Toutefois, elle présente le désavantage de n'être disponible qu'avec un retard systématique d'au moins deux années et que des mises à jour postérieures sont toujours possibles. Dans le cadre des travaux sur la réforme de l'assurance pension, les fichiers manuels de l'AVI et de la CPEP (pensions personnelles et pensions de conjoint survivant) ont été saisis sur support informatique rétroactivement jusqu'à l'année 1960. Pour les deux autres caisses, les données correspondantes ne sont disponibles qu'à partir du 1er janvier 1982.

3) Le coefficient de charge

Le rapport entre le nombre des pensionnés et celui des assurés cotisants est dénommé coefficient de charge. Il constitue une caractéristique importante et facile à déterminer de la charge financière d'un régime de pension.

Pour les raisons exposées ci-avant, la définition adoptée comme "coefficient de charge" est le nombre de pensions par 100 assurés cotisants. A cet effet, on a établi le nombre moyen des pensions comme moyenne arithmétique du nombre des pensions de deux mois de décembre consécutifs et on a utilisé le nombre moyen des assurés cotisants afin d'obtenir une densité complète d'assurance. Cette définition tient avant tout compte de l'**aspect démographique**.

Lorsqu'on voudrait mettre davantage l'accent sur les charges financières, il faudrait affecter les différentes catégories de pensions d'une certaine pondération pour tenir compte des différences dans la formule de calcul des pensions (par exemple 1 pour les pensions de vieillesse et d'invalidité, 0,6 pour les pensions de conjoint survivant et 0,2 pour les pensions d'orphelin). Toutefois, en raison de la proportion très élevée des pensions à montant réduit relevant de l'assurance migratoire internationale, cette analyse n'a que peu de sens.

Afin de pouvoir suivre l'évolution à long terme du coefficient de charge, on a maintenu l'ancienne série de 1960 à 1980 qui comprend, parmi les pensions de la CPEP, de la CPACI et de la CPA, également les pensions relevant d'une autre compétence que celle de la dernière caisse. A partir de 1979, on dispose d'une nouvelle série où figurent seules les pensions relevant de la dernière caisse. A titre de comparaison, on fournit également une estimation du coefficient de charge des régimes de pension non contributifs.

4) Les montants des pensions

Les données prises en considération pour l'analyse des montants moyens des pensions dépendent de la finalité qu'on veut attribuer à cette analyse.

Si l'on veut analyser le coût des pensions, il y a lieu de prendre en considération l'ensemble des pensions indépendamment d'éventuelles réductions qui peuvent affecter leur montant. A cet effet est considéré l'ensemble des pensions en cours au mois de décembre. Seules ont été éliminées les avances sur pensions non définitivement arrêtées, les parts de pensions remboursées aux régimes non contributifs ainsi que les allocations trimestrielles. Les pensions ont été considérées avec leur montant brut, c'est-à-dire avant déduction de la part assuré des cotisations de l'assurance maladie et des impôts. Les montants moyens, parfois excessivement faibles, résultent du fait que parmi ces pensions sont comprises les pensions partielles luxembourgeoises relevant de l'assurance migratoire internationale qui ne sont calculées que sur des carrières d'assurance tronquées, auxquelles s'ajoute en général une pension étrangère dont le montant n'est pas connu. Par ailleurs, sont également comprises les pensions réduites en vertu d'une disposition anticumul en cas de concours avec d'autres prestations.

Remarque: Les pensions d'invalidité en cours de bénéficiaires qui ont accompli l'âge de 65 ans sont reconduites en tant que pensions de vieillesse (art. 192.1. CAS).

Tableau 2. 1a . - Pensions en cours au mois de décembre

Catégorie	Année	AVI		CPEP		CPACI		CPA		Total	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Pensions d'invalidité	1980	6 902	1 716	935	591	471	349	446	345	8 754	3 001
	1985	7 682	1 973	1 346	667	558	432	552	512	10 138	3 584
	1990*)	9 529	2 490	1 357	888	611	484	513	608	12 010	4 470
	1991	9 664	2 575	1 269	957	648	492	493	610	12 074	4 634
	1992	9 999	2 789	1 304	1 059	642	525	466	663	12 411	5 036
	1993	10 458	2 990	1 380	1 161	642	533	446	648	12 926	5 332
	1994	10 986	3 198	1 426	1 284	651	528	440	642	13 503	5 652
	1995	11 334	3 461	1 513	1 425	632	548	422	654	13 901	6 088
	1996	11 759	3 683	1 629	1 565	670	571	413	651	14 471	6 470
	1997	11 927	3 843	1 734	1 661	667	569	409	661	14 737	6 734
	1998	11 531	3 890	1 823	1 739	645	540	392	627	14 391	6 796
	1999	11 204	3 906	1 888	1 847	643	534	370	589	14 105	6 876
	2000	10 736	3 868	1 918	1 860	595	527	341	542	13 590	6 797
Pensions de vieillesse et de vieillesse anticipée	1980	12 746	4 738	3 453	1 330	2 293	1 635	2 308	3 037	20 800	10 740
	1985	13 225	4 732	3 419	1 537	2 123	1 744	2 021	2 740	20 788	10 753
	1990*)	16 812	5 384	5 135	2 029	2 073	1 816	1 746	2 555	25 766	11 784
	1991	17 841	5 585	5 658	2 134	2 098	1 844	1 772	2 569	27 369	12 132
	1992	18 998	5 816	6 089	2 242	2 155	1 848	1 822	2 598	29 064	12 504
	1993	20 218	6 065	6 703	2 318	2 194	1 853	1 857	2 627	30 972	12 863
	1994	21 567	6 224	7 111	2 408	2 268	1 858	1 827	2 622	32 773	13 112
	1995	22 635	6 479	7 475	2 501	2 318	1 852	1 825	2 598	34 253	13 430
	1996	23 557	6 696	7 827	2 631	2 349	1 864	1 781	2 567	35 514	13 758
	1997	24 418	6 854	8 147	2 737	2 403	1 868	1 764	2 495	36 732	13 954
	1998	25 386	7 014	8 502	2 833	2 433	1 877	1 720	2 457	38 041	14 181
	1999	26 236	7 230	8 874	2 975	2 493	1 863	1 691	2 429	39 294	14 497
	2000	27 085	7 518	9 227	3 177	2 565	1 884	1 657	2 391	40 534	14 970
Total des pensions personnelles	1980	19 648	6 454	4 388	1 921	2 764	1 984	2 754	3 382	29 554	13 741
	1985	20 907	6 705	4 765	2 204	2 681	2 176	2 573	3 252	30 926	14 337
	1990*)	26 341	7 874	6 492	2 917	2 684	2 300	2 259	3 163	37 776	16 254
	1991	27 505	8 160	6 927	3 091	2 746	2 336	2 265	3 179	39 443	16 766
	1992	28 997	8 605	7 393	3 301	2 797	2 373	2 288	3 261	41 475	17 540
	1993	30 676	9 055	8 083	3 479	2 836	2 386	2 303	3 275	43 898	18 195
	1994	32 553	9 422	8 537	3 692	2 919	2 386	2 267	3 264	46 276	18 764
	1995	33 969	9 940	8 988	3 926	2 950	2 400	2 247	3 252	48 154	19 518
	1996	35 316	10 379	9 456	4 196	3 019	2 435	2 194	3 218	49 985	20 228
	1997	36 345	10 697	9 881	4 398	3 070	2 437	2 173	3 156	51 469	20 688
	1998	36 917	10 904	10 325	4 572	3 078	2 417	2 112	3 084	52 432	20 977
	1999	37 440	11 136	10 762	4 822	3 136	2 397	2 061	3 018	53 399	21 373
	2000	37 821	11 386	11 145	5 037	3 160	2 411	1 998	2 933	54 124	21 767

*) Y compris avances à partir de 1987.

Tableau 2. 1a. - Pensions en cours au mois de décembre (suite)

Catégorie	Année	AVI		CPEP		CPACI		CPA		Total	
		Nombre		Nombre		Nombre		Nombre		Nombre	
Pensions des survivants - conjoints	1980	14 663		3 252		2 480		1 686		22 081	
	1985	16 119		3 654		2 716		1 653		24 142	
	1990	17 490		4 089		2 769		1 689		26 037	
	1991	17 717		4 180		2 760		1 689		26 346	
	1992	18 123		4 304		2 765		1 678		26 870	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	1993	85	18 245	37	4 377	39	2 727	136	1 557	297	26 906
	1994	120	18 565	49	4 456	46	2 700	136	1 513	351	27 234
	1995	161	19 025	71	4 543	55	2 695	138	1 493	425	27 756
	1996	194	19 346	92	4 628	66	2 690	147	1 481	499	28 145
	1997	238	19 565	106	4 752	80	2 636	174	1 453	598	28 406
	1998	281	19 789	122	4 869	86	2 602	196	1 434	685	28 694
	1999	305	20 030	132	4 956	86	2 552	202	1 421	725	28 959
	2000	336	20 267	156	5 094	100	2 528	205	1 397	797	29 286
- orphelins		Nombre		Nombre		Nombre		Nombre		Nombre	
	1980	2 169		515		265		125		3 074	
	1985	1 803		460		209		107		2 579	
	1990	1 474		431		179		112		2 196	
	1991	1 453		459		190		108		2 210	
	1992	1 433		484		177		97		2 191	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	1993	710	732	256	254	98	91	38	54	1 102	1 131
	1994	721	739	257	272	90	87	40	54	1 108	1 152
	1995	750	731	250	285	90	89	45	51	1 135	1 156
	1996	747	712	277	298	93	90	45	46	1 162	1 146
	1997	753	728	286	321	90	83	43	43	1 172	1 175
	1998	745	717	291	314	83	89	40	41	1 159	1 161
	1999	740	712	312	332	85	90	42	43	1 179	1 177
	2000	719	703	324	345	89	88	43	45	1 175	1 181
Toutes les pensions		Nombre	Variation en %	Nombre	Variation en %	Nombre	Variation en %	Nombre	Variation en %	Nombre	Variation en %
	1980	42 934	-	10 076	-	7 493	-	7 947	-	68 450	-
	1985	45 534	1,18	11 083	1,92	7 782	0,76	7 585	-0,93	71 984	1,01
	1990	53 179	3,15	13 929	4,68	7 932	0,38	7 223	-0,97	82 263	2,71
	1991	54 835	3,11	14 657	5,23	8 032	1,26	7 241	0,25	84 765	3,04
	1992	57 158	4,24	15 482	5,63	8 112	1,00	7 324	1,15	88 076	3,91
	1993	59 503	4,10	16 486	6,48	8 177	0,80	7 363	0,53	91 529	3,92
	1994	62 120	4,40	17 263	4,71	8 228	0,62	7 274	-1,21	94 885	3,67
	1995	64 576	3,95	18 063	4,63	8 279	0,62	7 226	-0,66	98 144	3,43
	1996	66 694	3,28	18 947	4,89	8 393	1,38	7 131	-1,31	101 165	3,08
	1997	68 326	2,45	19 744	4,21	8 396	0,04	7 042	-1,25	103 508	2,32
	1998	69 353	1,50	20 493	3,79	8 355	-0,49	6 907	-1,92	105 108	1,55
	1999	70 363	1,46	21 316	4,02	8 346	-0,11	6 787	-1,74	106 812	1,62
	2000	71 232	1,24	22 101	3,68	8 376	0,36	6 621	-2,45	108 330	1,42

Tableau 2. 1b. - Avances en cours au mois de décembre

Catégorie	Année	AVI		CPEP		CPACI		CPA		Total	
		Nombre		Nombre		Nombre		Nombre		Nombre	
Toutes les pensions	1990	1 492		575		281		682		3 030	
	1992	457		320		54		-		831	
	1993	451		378		74		1		904	
	1994	420		415		55		1		891	
	1995	355		480		64		10		909	
	1996	336		525		63		21		945	
	1997	329		514		62		8		913	
	1998	309		618		49		9		985	
	1999	366		695		63		5		1 129	
	2000	341		713		62		7		1 123	
Pensions d'invalidité		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	1990	277	155	88	88	22	57	69	183	456	483
	1992	136	60	62	68	11	22	-	-	209	150
	1993	162	66	91	70	11	14	-	-	264	150
	1994	162	66	96	80	14	5	-	-	272	151
	1995	125	63	123	115	11	17	-	3	259	198
	1996	135	51	139	101	17	17	4	7	295	176
	1997	136	66	115	99	16	9	1	1	268	175
	1998	130	49	130	118	12	7	2	-	274	174
	1999	145	59	139	108	11	11	1	-	296	178
Pensions de vieillesse et de vieillesse anticipée	2000	115	77	131	100	6	13	2	-	254	190
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	1990	168	125	78	38	15	52	25	109	286	324
	1992	140	15	66	28	5	5	-	-	211	48
	1993	109	12	96	24	26	7	-	1	231	44
	1994	81	14	99	28	23	4	-	1	203	47
	1995	73	12	102	25	15	7	5	1	195	45
	1996	79	9	115	44	16	4	5	5	215	62
	1997	63	12	117	36	18	11	3	2	201	61
	1998	70	9	157	46	12	10	4	2	243	67
Total des pensions personnelles	1999	69	13	195	56	30	4	2	1	296	74
	2000	83	11	204	78	22	13	2	3	311	105
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	1990	445	280	166	126	37	109	94	292	742	807
	1992	276	75	128	96	16	27	-	-	420	198
	1993	271	78	187	94	37	21	-	1	495	194
	1994	243	80	195	108	37	9	-	1	475	198
	1995	198	75	225	140	26	24	5	4	454	243
	1996	214	60	254	145	33	21	9	12	510	238
	1997	199	78	232	135	34	20	4	3	469	236
Pensions des survivants - conjoints	1998	200	58	287	164	24	17	6	2	517	241
	1999	214	72	334	164	41	15	3	1	592	252
	2000	198	88	335	178	28	26	4	3	565	295
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	1990	668		196		115		265		1 244	
	1992	77		61		8		-		146	
	1993	2	76	-	68	2	11	-	-	4	155
	1994	2	70	2	74	-	9	-	-	4	153
	1995	4	54	5	74	1	10	-	1	10	139
	1996	2	42	5	87	1	6	-	-	8	135
- orphelins	1997	1	37	4	102	2	6	1	-	8	145
	1998	1	34	7	113	-	8	1	-	9	155
	1999	2	47	10	125	-	6	1	-	13	178
	2000	1	40	18	119	2	5	-	-	21	164
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	1990	99		87		20		31		237	
	1992	29		35		3		-		67	
	1993	12	12	15	14	3	-	-	-	30	26
	1994	15	10	19	17	-	-	-	-	34	27
	1995	15	9	13	23	1	2	-	-	29	34
	1996	8	10	16	18	-	2	-	-	24	30
	1997	9	5	17	24	-	-	-	-	26	29
	1998	11	5	27	20	-	-	-	-	38	25
	1999	15	16	33	29	-	1	-	-	48	46
	2000	8	6	34	29	-	1	-	-	42	36

Tableau 2. 2a. - Répartition par âge des bénéficiaires de pension auprès de l'AVI en décembre 2000
(y compris avances)

Groupe d'âge	Compétence: AVI										Compétence: Régimes non-contributifs						
	Invalidité				Vieillesse et vieillesse anticipée				Conjoints et autres survivants		Orphelins		Pension personnelle		Conjoints et autres survivants	Orphelins	Total
	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Hommes	Femmes			
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total					
< 5																	
5- 9																	
10-14																	
15-19																	
20-24	12	0,11	4	0,10					2	0,01							
25-29	51	0,48	21	0,54					23	0,11							
30-34	138	1,29	69	1,78					103	0,50							
35-39	221	2,06	104	2,69					208	1,01							
40-44	428	3,99	176	4,55					341	1,66							
45-49	833	7,76	329	8,51					548	2,66							
50-54	1 762	16,41	596	15,41					865	4,20							
55-59	3 153	29,37	1 091	28,21					1 285	6,24							
60-64	4 138	38,54	1 478	38,21					2 143	10,40							
65-69									2 927	14,21							
70-74									3 682	17,87							
75-79									3 683	17,88							
80-84									2 267	11,00							
85-89									1 743	8,46							
90-94									668	3,24							
95-99									108	0,52							
> 100									7	0,03							
TOTAL	10 736	100,00	3 868	100,00	27 085	100,00	7 518	100,00	20 603	100,00	1 422	100,00	168	7	567	18	760
Age moyen		55,98		55,57		70,49		73,73		70,74		24,02	77,88	77,29	81,96	42,5	80,08

Assurance pension

Assurance pension

Tableau 2. 2c. - Répartition par âge des bénéficiaires de pension auprès de la CPACI en décembre 2000 (y compris avances)

Groupe d'âge	Compétence: CPACI										Compétence: Régimes non-contributifs								
	Invalidité				Vieillesse et vieillesse anticipée				Conjoints et autres survivants		Orphelins		Pension personnelle		Conjoints et autres survivants	Orphelins	Total		
	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Hommes	Femmes					
Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total						
< 5												5	2,82				5		
5- 9												18	10,17				18		
10-14												44	24,86				44		
15-19												50	28,25			1	50		
20-24												29	16,38				29		
25-29										1	0,04	7	3,95				8		
30-34	1	0,17	1	0,19						5	0,19	3	1,69				10		
35-39	1	0,17	6	1,14						21	0,80	5	2,82			1	33		
40-44	13	2,18	13	2,47						25	0,95	1	0,56				52		
45-49	39	6,55	22	4,17						47	1,79	4	2,26				112		
50-54	72	12,10	50	9,49						85	3,23	3	1,69				210		
55-59	197	33,11	145	27,51			69	2,69		112	4,26	4	2,26				533		
60-64	272	45,71	290	55,03			297	11,58	32	1,70	192	7,31	1	0,56		3	1 084		
65-69							730	28,46	425	22,56	268	10,20	1	0,56	6	2	1 424		
70-74							624	24,33	434	23,04	382	14,54	2	1,13	10	6	1 442		
75-79							392	15,28	392	20,81	508	19,33			1	4	1 292		
80-84							240	9,36	271	14,38	437	16,63				2	948		
85-89							142	5,54	236	12,53	366	13,93			3		744		
90-94							59	2,30	79	4,19	156	5,94				1	294		
95-99							11	0,43	9	0,48	23	0,88					43		
> 100							1	0,04									1		
TOTAL	595	100,00	527	100,00	2 565	100,00	1 884	100,00	2 628	100,00	177	100,00			20	1	19	8 376	41
Age moyen		57,75		58,37		72,05		75,86		74,45		19,8			73,05	79,00	70,68	14,00	70,66

Assurance pension

Assurance pension

Tableau 2. 2e. - Répartition par âge des bénéficiaires de pension auprès du régime unique en décembre 2000 (y compris avances)

Groupe d'âge	Compétence: Tous les régimes contributifs										Compétence: Régimes non-contributifs															
	Invalidité					Veillesse et vieillesse anticipée					Conjoints et autres survivants		Orphelins		Total		Pension personnelle		Conjoints et autres survivants		Orphelins		Total			
	Hommes		Femmes		En % du total	Hommes		Femmes		En % du total	Nombre		En % du total		Nombre	En % du total	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Nombre	% du total	Nombre	% du total	Nombre		% du total	Nombre	% du total	Nombre		% du total	Nombre	% du total	Nombre												
< 5																										
5- 9																										
10-14																										
15-19																										
20-24																										
25-29																										
30-34																										
35-39																										
40-44																										
45-49																										
50-54																										
55-59																										
60-64																										
65-69																										
70-74																										
75-79																										
80-84																										
85-89																										
90-94																										
95-99																										
> 100																										
TOTAL	13 590	100,00	6 797	100,00		40 534	100,00	14 970	100,00		30 083	100,00	2 356	100,00		296	38	715	22	1 071						
Age moyen		56,03		55,64			70,51		73,99			71,25		22,00		76,35	76,47	80,95	37,45	78,63						

Tableau 2. 3a. - Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - AVI

Année	Pensions personnelles			Pensions de survivants			Variation moyenne	Pensions de survivants			Variation moyenne	Total	Nombre	Variation moyenne
	Hommes	Femmes	Total	Conjoints et autres survivants	Variation moyenne	Orphelins		Conjoints et autres survivants	Variation moyenne	Orphelins				
1960	13 026	3 265	16 291	8 263										
1965	14 915	3 834	18 749	10 015	2,85%				3,92%				36 914	
1970	17 400	5 606	23 006	11 892	4,18%	2 016			3,50%	2 016			41 741	2,49%
1975	19 560	6 265	25 825	13 560	2,34%				2,66%				45 901	1,92%
1980	21 309	6 814	28 123	15 373	1,72%				2,54%	2 405			48 405	1,07%
1985	22 603	7 012	29 615	16 771	1,04%				1,76%	2 019			56 221	3,04%
1990	28 006	8 291	36 297	18 296	4,15%				1,76%	1 628			67 537	3,74%
1995	35 715	10 421	46 136	19 808	4,91%				1,60%	1 593			69 529	2,95%
1996	36 993	10 821	47 814	20 096	3,64%				1,45%	1 619			70 790	1,81%
1997	37 742	11 075	48 817	20 351	2,10%				1,27%	1 622			71 871	1,53%
1998	38 324	11 312	49 636	20 637	1,68%				1,41%	1 598			72 544	0,94%
1999	38 580	11 553	50 133	20 834	1,00%				0,95%	1 577				

Tableau 2. 4a. - Mouvement des pensions - AVI

Année	Pensions d'invalidité, de vieillesse et de vieillesse anticipée										Pensions supprimées pour cause de . . .									
	Pensions nouvelles					Pensions de survivants					Rétablissement de la capacité de travail / autres					Total				
	Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total
	Invalidité	Vieillesse anticipée	Invalidité	Vieillesse anticipée		Invalidité	Vieillesse anticipée	Invalidité	Vieillesse anticipée		Invalidité	Vieillesse anticipée	Invalidité	Vieillesse anticipée		Invalidité	Vieillesse anticipée	Invalidité	Vieillesse anticipée	
1986	1 306	444	250	328	2 000	328	23	427	21	84	1 254	325	280	46	1 534	371	1 905	177	702	287
1987	2 074	612	282	427	2 968	427	21	415	31	84	1 280	283	320	36	1 600	319	1 919	168	718	235
1988	1 501	716	327	415	2 544	415	31	417	24	206	1 267	273	176	28	1 443	301	1 744	139	693	237
1989	1 424	738	344	417	2 506	417	24	392	15	230	1 270	323	114	13	1 384	336	1 720	185	768	238
1990	1 482	816	403	416	2 701	392	15	416	24	232	1 252	320	103	17	1 355	337	1 692	148	782	211
1991	1 392	904	427	416	2 723	416	24	547	28	259	1 322	290	144	33	1 466	323	1 789	159	814	176
1992	1 636	907	491	547	3 034	547	28	491	37	165	1 333	304	115	27	1 448	331	1 779	148	798	177
1993	1 588	1 576	481	491	3 645	491	37	528	31	166	1 388	298	104	27	1 492	325	1 817	153	816	141
1994	1 558	730	573	528	2 861	528	31	592	34	220	1 323	309	82	30	1 405	339	1 744	176	834	152
1995	1 626	673	590	592	2 889	592	34	543	45	186	1 496	290	136	32	1 632	322	1 954	138	782	163
1996	1 581	747	535	543	2 863	543	45	457	25	166	1 396	345	189	29	1 585	374	1 959	172	848	146
1997	1 171	693	547	390	2 411	457	25	390	34	194	1 434	340	228	54	1 662	394	2 056	166	840	163
1998	1 040	701	566	372	2 307	372	36	372	36	224	1 524	315	201	66	1 725	381	2 106	159	903	183
1999	798	685	492	372	1 975	372	36	372	36	224	1 481	321	238	70	1 719	391	2 110	140	921	161

Tableau 2. 3b. - Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - CPEP

Année	Pensions personnelles			Pensions de survivants			Total	Variation moyenne
	Hommes	Femmes	Total	Conjoints et autres survivants	Variation moyenne	Orphelins		
1960	1 613	485	2 098	1 113				
1965	2 080	668	2 748	1 424	5,05%			
1970	2 818	980	3 798	2 089	7,97%	249		
1975	3 347	1 420	4 767	2 780	5,88%	409		5,33%
1980	4 348	1 911	6 259	3 248	3,16%	491		4,88%
1985	4 990	2 310	7 300	3 751	2,92%	498		2,93%
1990	6 661	2 995	9 656	4 217	2,37%	448		4,40%
1995	9 246	4 030	13 276	4 731	2,33%	587		5,36%
1996	9 707	4 290	13 997	4 827	2,03%	634		4,65%
1997	10 184	4 524	14 708	4 966	2,88%	648		4,44%
1998	10 615	4 722	15 337	5 095	2,60%	674		3,86%
1999	11 054	4 988	16 042	5 209	2,24%	708		4,04%

Tableau 2. 4b. - Mouvement des pensions - CPEP

Année	Pensions d'invalidité, de vieillesse et de vieillesse anticipée										Pensions supprimées pour cause de ...						Pensions de survivants			
	Pensions nouvelles					Pensions supprimées					Rétablissement de la capacité de travail / autres					Total	Pensions nouvelles		Pensions supprimées	
	Invalidité	Vieillesse anticipée	Vieillesse	Total Hommes	Total Femmes	Invalidité	Vieillesse anticipée	Vieillesse	Total Hommes	Total Femmes	Décès	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		Conjoints	Orphelins	Conjoints	Orphelins
1986	304	137	78	519	199	119	39	41	718	718	258	71	22	23	280	94	243	55	174	67
1987	242	275	67	584	229	134	48	47	813	813	269	73	36	28	305	101	255	53	151	72
1988	221	330	58	609	210	112	36	62	819	819	268	64	16	19	284	83	291	63	161	70
1989	227	374	91	692	247	152	50	45	939	939	270	73	8	15	278	88	254	57	181	72
1990	215	391	95	701	243	160	44	39	944	944	277	67	10	10	287	77	265	75	175	72
1991	228	454	68	750	261	165	53	43	1 011	1 011	274	72	16	16	290	88	263	88	193	46
1992	248	420	98	766	332	226	57	49	1 098	1 098	279	82	10	12	289	94	281	81	169	51
1993	256	719	92	1 067	300	228	48	24	1 367	1 367	278	111	19	18	297	129	291	62	181	50
1994	255	400	108	763	352	240	65	47	1 115	1 115	281	97	14	21	295	118	290	79	197	50
1995	233	399	105	737	342	249	59	34	1 079	1 079	316	104	11	19	327	123	311	81	182	55
1996	285	413	94	792	388	252	78	58	1 180	1 180	317	112	14	16	331	128	314	101	218	54
1997	283	465	101	849	377	276	62	39	1 226	1 226	344	107	28	36	372	143	345	82	206	68
1998	254	466	100	820	369	245	81	43	1 189	1 189	366	133	23	38	389	171	352	107	223	81
1999	214	500	110	824	414	217	105	92	1 238	1 238	367	112	18	36	385	148	326	90	212	56

Tableau 2. 3c. - Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - CPACI

Année	Pensions personnelles			Pensions de survivants			Total	Variation moyenne	Nombre	Variation moyenne
	Hommes	Femmes	Total	Conjoints et autres survivants	Variation moyenne	Orphelins				
1985	2 748	2 226	4 974	2 745		218	7 937			
1990	2 733	2 353	5 086	2 790	0,33%	190	8 066	-2,71%	8 066	0,32%
1995	2 998	2 444	5 442	2 766	1,36%	186	8 394	-0,42%	8 394	0,80%
1996	3 062	2 471	5 533	2 760	1,67%	189	8 482	1,61%	8 482	1,05%
1997	3 107	2 458	5 565	2 733	0,58%	178	8 476	-5,82%	8 476	-0,07%
1998	3 116	2 444	5 560	2 698	-0,09%	193	8 451	8,43%	8 451	-0,29%
1999	3 175	2 430	5 605	2 667	0,81%	194	8 466	0,52%	8 466	0,18%

Tableau 2. 4c. - Mouvement des pensions - CPACI

Année	Pensions d'invalidité, de vieillesse et de vieillesse anticipée										Pensions supprimées pour cause de ...									
	Pensions nouvelles					Pensions d'invalidité, de vieillesse et de vieillesse anticipée					Pensions supprimées pour cause de ...					Pensions de survivants				
	Hommes		Femmes			Hommes		Femmes			Hommes		Femmes			Hommes		Femmes		
	Invalidité	Vieillesse anticipée	Vieillesse	Invalidité	Vieillesse anticipée	Vieillesse	Total Hommes	Invalidité	Vieillesse anticipée	Vieillesse	Total Femmes	Décès	Rétablissement de la capacité de travail / autres	Total Hommes	Total Femmes	Conjoints	Orphelins	Conjoints	Orphelins	Orphelins
1986	116	1	54	171	69	1	29	69	1	1	99	208	79	3	3	211	172	26	119	30
1987	107	1	30	138	77	1	32	77	1	1	110	170	101	2	1	172	121	20	133	35
1988	109	15	35	159	71	2	58	71	2	58	131	149	100	3	3	152	123	15	109	20
1989	112	35	48	195	90	4	48	90	4	48	142	158	100	1	2	159	120	24	127	33
1990	103	42	36	181	91	1	43	91	1	43	135	164	100	1	1	165	125	24	128	19
1991	96	56	45	197	64	5	40	109	5	40	109	148	86	0	1	148	113	29	128	28
1992	94	71	50	215	103	1	33	137	1	33	137	156	90	2	2	158	148	22	143	23
1993	99	63	58	220	90	4	16	110	4	16	110	168	114	1	0	169	144	19	155	18
1994	93	74	52	219	97	2	21	120	2	21	120	145	94	0	2	145	130	14	138	23
1995	89	67	52	208	74	5	36	115	5	36	115	170	110	4	1	174	138	29	133	25
1996	97	69	63	229	90	8	30	128	8	30	128	162	100	3	1	165	136	19	142	16
1997	71	64	54	189	59	7	24	90	7	24	90	143	103	1	0	144	118	10	145	21
1998	66	77	39	182	50	9	29	88	9	29	88	168	100	5	2	173	128	38	163	23
1999	57	87	51	195	39	7	36	82	7	36	82	132	95	4	1	136	119	28	150	27

Tableau 2. 3d. - Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - CPA

Année	Pensions personnelles			Pensions de survivants				Total	
	Hommes	Femmes	Variation moyenne	Conjoints et autres survivants	Variation moyenne	Orphelins	Variation moyenne	Nombre	Variation moyenne
1985	2 624	3 320	5 944	1 668		109		7 721	
1990	2 290	3 223	5 513	1 712	0,52%	117	1,43%	7 342	-1,00%
1995	2 252	3 266	5 518	1 643	-0,82%	98	-3,48%	7 259	-0,23%
1996	2 205	3 216	5 421	1 618	-1,52%	90	-8,16%	7 129	-1,79%
1997	2 171	3 158	5 329	1 619	0,06%	85	-5,56%	7 033	-1,35%
1998	2 118	3 095	5 213	1 624	0,31%	81	-4,71%	6 918	-1,64%
1999	2 058	3 025	5 083	1 621	-0,18%	87	7,41%	6 791	-1,84%

Tableau 2. 4d. - Mouvement des pensions - CPA

Année	Pensions d'invalidité, de vieillesse et de vieillesse anticipée										Pensions supprimées pour cause de . . .										Pensions de survivants								
	Pensions nouvelles					Total					Décès					Rétablissement de la capacité de travail / autres					Total					Pensions nouvelles		Pensions supprimées	
	Hommes		Femmes		Total Hommes et Femmes	Hommes		Femmes		Total Hommes et Femmes	Hommes		Femmes		Total Hommes et Femmes	Hommes		Femmes		Total Hommes et Femmes	Conjoints	Orphelins	Conjoints	Orphelins					
	Invalidité	Vieillesse anticipée	Total Hommes	Invalidité		Vieillesse anticipée	Total Femmes	Invalidité	Vieillesse anticipée		Total Hommes	Invalidité	Vieillesse anticipée	Total Femmes		Invalidité	Vieillesse anticipée	Total Femmes	Invalidité						Vieillesse anticipée	Total Femmes			
1986	79	0	16	95	116	0	46	162	257	186	188	1	0	187	188	375	105	13	124	11									
1987	89	0	11	100	124	0	35	159	259	163	190	0	0	163	190	353	90	16	107	14									
1988	92	1	15	108	122	0	35	157	265	166	151	2	3	168	154	322	118	16	90	18									
1989	84	6	13	103	103	0	30	133	236	176	188	0	0	176	188	364	117	21	91	17									
1990	77	10	15	102	117	0	42	159	261	147	145	1	2	148	147	295	111	13	85	11									
1991	86	21	36	143	140	28	40	208	351	125	162	0	9	125	171	296	96	8	110	19									
1992	59	54	30	143	125	64	37	226	369	121	164	3	14	124	178	302	97	6	110	15									
1993	61	42	47	150	101	41	22	164	314	148	157	0	14	148	171	319	107	6	100	10									
1994	49	38	22	109	85	30	22	137	246	149	149	0	6	149	155	304	89	12	127	12									
1995	46	36	23	105	88	22	17	127	232	141	142	1	2	142	144	286	101	16	112	11									
1996	34	38	16	88	67	22	13	102	190	135	152	0	0	135	152	287	92	6	117	14									
1997	31	20	15	66	69	22	7	98	164	99	155	1	1	100	156	256	99	7	98	12									
1998	38	26	10	74	40	16	9	65	139	127	127	0	1	127	128	255	102	3	97	7									
1999	23	22	14	59	31	14	14	59	118	119	129	0	0	119	129	248	92	12	95	6									

Tableau 2. 3e.- Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - Total

Année	Pensions personnelles		Pensions de survivants			Total	Variation moyenne
	Hommes	Femmes	Conjoints et autres survivants	Variation moyenne	Orphelins		
1985	32 965	14 868	24 935		2 844	75 612	
1990	39 690	16 862	27 015	1,62%	2 383	85 950	2,60%
1995	50 211	20 161	28 948	1,39%	2 464	101 784	3,44%
1996	51 967	20 798	29 301	1,22%	2 532	104 598	2,76%
1997	53 204	21 215	29 669	1,26%	2 533	106 621	1,93%
1998	54 173	21 573	30 054	1,30%	2 546	108 346	1,62%
1999	54 867	21 996	30 331	0,92%	2 566	109 760	1,31%

Tableau 2. 4e. - Mouvement des pensions - Total

Année	Pensions d'invalidité, de vieillesse et de vieillesse anticipée										Pensions supprimées pour cause de . . .						Pensions de survivants					
	Pensions nouvelles					Total					Décès			Rétablissement de la capacité de travail / autres			Total		Pensions nouvelles		Pensions supprimées	
	Hommes		Femmes		Total Femmes	Hommes et Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes Femmes		Hommes et Femmes	Conjoints Orphelins		Conjoints Orphelins	
	Invalidité	Vieillesse anticipée	Vieillesse	Total Hommes		Invalidité	Vieillesse anticipée	Vieillesse	Total Femmes	Invalidité	Vieillesse	Total Hommes	Invalidité	Vieillesse	Total Femmes	Hommes	Femmes		Hommes Femmes	Hommes Femmes	Conjoints	Orphelins
1986	1 805	582	398	2 785	632	63	176	871	3 656	1 906	663	306	72	2 212	735	2 947	1 536	271	1 119	395		
1987	2 512	888	390	3 790	762	70	198	1 030	4 820	1 882	647	358	65	2 240	712	2 952	1 497	257	1 109	356		
1988	1 923	1 062	435	3 420	720	69	361	1 150	4 570	1 850	588	197	53	2 047	641	2 688	1 574	233	1 053	345		
1989	1 847	1 153	496	3 496	762	78	353	1 193	4 689	1 874	684	123	30	1 997	714	2 711	1 560	287	1 167	360		
1990	1 877	1 259	549	3 685	760	60	394	1 214	4 899	1 840	632	115	30	1 955	662	2 617	1 531	260	1 170	313		
1991	1 802	1 435	576	3 813	785	110	355	1 250	5 063	1 869	610	160	59	2 029	669	2 698	1 557	284	1 245	269		
1992	2 037	1 452	669	4 158	1 001	150	378	1 529	5 687	1 889	640	130	55	2 019	695	2 714	1 639	257	1 220	266		
1993	2 004	2 400	678	5 082	910	130	227	1 267	6 349	1 982	680	124	59	2 106	739	2 845	1 641	240	1 252	219		
1994	1 955	1 242	755	3 952	950	128	256	1 334	5 286	1 898	649	96	59	1 994	708	2 702	1 608	281	1 296	237		
1995	1 994	1 175	770	3 939	1 003	120	307	1 430	5 369	2 123	646	152	54	2 275	700	2 975	1 710	264	1 209	254		
1996	1 997	1 267	708	3 972	952	153	287	1 392	5 364	2 010	709	206	46	2 216	755	2 971	1 678	298	1 325	230		
1997	1 556	1 242	717	3 515	861	116	236	1 213	4 728	2 020	705	258	91	2 278	796	3 074	1 657	285	1 289	264		
1998	1 398	1 270	715	3 383	725	140	275	1 140	4 523	2 185	675	229	107	2 414	782	3 196	1 771	307	1 386	294		
1999	1 092	1 294	667	3 053	659	162	366	1 187	4 240	2 099	657	260	107	2 359	764	3 123	1 655	270	1 378	250		

Tableau 2. 5. - Age moyen du bénéficiaire au moment de l'attribution de la pension

Catégorie	Année	AVI		CPEP		CPACI		CPA		Total	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Invalidité	1960	52,2	54,3	55,0	52,7						
	1965	53,1	53,9	54,4	50,8						
	1970	53,4	58,6	57,0	52,9						
	1975	52,7	53,4	54,1	51,6						
	1980	50,2	52,9	53,2	49,3						
	1985	50,5	52,2	55,9	49,5	56,2	56,7	57,3	58,4	52,0	53,3
	1990	51,9	51,8	53,5	50,2	56,1	56,1	58,2	57,8	52,6	52,9
	1995	50,0	51,3	51,7	48,6	52,5	55,5	54,3	56,3	50,4	51,4
	1996	49,7	51,4	50,5	49,3	53,6	53,9	55,6	55,6	50,1	51,4
	1997	49,6	50,3	50,4	49,2	54,8	55,4	55,5	55,2	50,1	50,7
	1998	49,8	50,7	51,7	49,6	52,7	55,6	53,7	55,8	50,4	50,9
	1999	49,8	51,8	50,7	49,0	53,5	55,0	54,3	56,3	50,2	51,3
Vieillesse et vieillesse anticipée	1960	63,1	66,2	64,3	65,6						
	1965	62,7	65,9	64,0	64,1						
	1970	62,9	65,1	63,8	63,7						
	1975	63,6	70,9	64,2	69,4						
	1980	62,8	64,3	62,4	64,0						
	1985	62,2	64,1	62,9	62,5	65,1	65,0	65,1	65,2	62,6	64,2
	1990	61,9	64,9	61,4	62,4	62,9	65,0	63,5	65,0	61,9	64,4
	1995	61,8	64,6	60,6	62,2	62,3	64,8	62,6	62,9	61,6	64,0
	1996	61,5	64,3	60,4	62,2	62,5	64,4	62,3	62,8	61,3	63,5
	1997	61,6	64,4	60,4	61,8	62,5	64,0	62,5	62,3	61,3	63,4
	1998	61,8	64,5	60,5	61,7	61,4	64,3	62,1	62,0	61,4	63,5
	1999	61,5	64,5	60,4	62,6	61,8	65,2	62,9	62,9	61,2	63,8
Invalidité vieillesse et vieillesse anticipée	1960	55,4	55,1	61,9	54,6						
	1965	56,3	55,7	62,0	56,5						
	1970	56,3	60,6	62,0	58,0						
	1975	54,6	59,9	59,4	62,8						
	1980	53,0	55,4	57,6	54,7						
	1985	54,2	54,9	58,5	53,9	59,2	60,4	58,8	60,7	55,4	56,6
	1990	56,4	57,3	59,0	54,4	59,0	59,0	59,5	59,7	57,1	57,2
	1995	55,2	55,3	57,8	52,3	58,1	58,8	59,0	58,3	55,9	55,1
	1996	55,0	55,3	56,9	53,8	58,7	57,0	59,7	58,0	55,7	55,2
	1997	55,8	54,5	57,1	52,6	59,6	58,4	59,2	57,3	56,4	54,4
	1998	56,4	55,8	57,7	53,7	58,2	59,3	57,8	58,2	56,8	55,5
	1999	56,8	57,1	57,9	55,4	59,4	60,4	59,5	59,4	57,3	56,8
Pension de survie du conjoint	1960		57,2		54,8						
	1965		58,2		56,2						
	1970		59,2		60,7						
	1975		59,7		60,7						
	1980		60,6		62,1						
	1985		61,7		61,4		66,0		69,0		62,6
	1990	56,0	62,7	50,7	63,4	78,0	66,4	73,8	67,7	65,2	63,4
	1995	66,0	64,3	54,5	63,1	65,5	65,0	74,3	71,1	64,5	64,5
	1996	65,1	63,2	50,3	62,9	66,9	68,9	72,1	71,7	64,1	64,0
	1997	62,9	64,3	54,0	62,3	65,9	68,4	76,5	72,2	65,6	64,5
	1998	66,5	65,1	61,3	63,2	66,8	66,5	79,5	72,0	69,7	65,1
	1999	68,0	64,6	53,2	64,4	66,0	67,5	72,7	70,5	65,9	65,0
Pension d'orphelin	1970		11,9		13,8						
	1975		12,3		14,2						
	1980		13,0		14,4						
	1985		14,5		15,6		15,7		24,5		15,1
	1990		14,1		13,8		15,7		13,9		14,1
	1995		14,7		12,9		13,3		15,4		14,0
	1996		13,6		13,0		14,5		12,8		13,4
	1997		14,3		15,2		18,1		15,1		14,7
	1998		14,1		13,3		15,5		22,0		14,1
	1999		16,4		15,1		15,8		16,7		15,9

Tableau 2. 6a. - Coefficient de charge du régime général
Evolution de 1960 à 1980 (ancienne série)

Caisse	Année	Assurés actifs ¹⁾	Pensions	Coefficient de charge
AVI	1960	66 666	23 963	35,9
	1965	71 000	28 121	39,6
	1970	71 846	33 126	46,1
	1975	81 940	37 741	46,1
	1980	80 095	42 679	53,3
CPEP	1960	16 041	3 823	23,8
	1965	20 975	5 095	24,3
	1970	27 931	7 257	26,0
	1975	36 627	9 426	25,7
	1980	42 164	12 403	29,4
CPACI	1960	(12 055)	(1 912)	(-)
	1965	(11 602)	(2 953)	(25,5)
	1970	(11 086)	(5 284)	(47,7)
	1975	(10 611)	(7 995)	(75,3)
	1980	9 506	9 384	98,7
CPA	1960	10 240	2 431	23,7
	1965	8 482	3 840	45,3
	1970	7 218	5 286	73,2
	1975	9 258	8 360	90,3
	1980	7 838	8 514	108,6
TOTAL	1960	105 002	32 129	30,6
	1965	112 059	40 009	35,7
	1970	118 081	50 953	43,2
	1975	138 436	63 522	45,9
	1980	139 603	72 980	52,3

¹⁾ Voir tableau 1.1. : Nombre moyen des assurés cotisants.

Tableau 2. 6b. - Coefficient de charge du régime général
Evolution de 1980 à 2000 (nouvelle série)

Caisse	Année	Assurés actifs ¹⁾	Pensions	Coefficient de charge
AVI	1980	80 095	42 584	53,2
	1985	78 557	45 261	57,6
	1990	88 419	52 218	59,1
	1992	94 250	55 997	59,4
	1993	95 790	58 331	60,9
	1994	97 051	60 812	62,7
	1995	98 453	63 348	64,3
	1996	100 222	65 635	65,5
	1997	102 487	67 510	65,9
	1998	105 519	68 840	65,2
	1999	109 047	69 858	64,1
	2000	113 765	70 798	62,2
CPEP	1980	42 164	9 980	23,7
	1985	51 169	11 115	21,7
	1990	69 834	13 585	19,5
	1992	77 882	15 060	19,3
	1993	81 200	15 984	19,7
	1994	84 877	16 874	19,9
	1995	88 899	17 663	19,9
	1996	93 036	18 505	19,9
	1997	98 071	19 346	19,7
	1998	104 958	20 119	19,2
	1999	113 034	20 905	18,5
	2000	122 569	21 708	17,7
CPACI	1980	9 506	7 396	77,8
	1985	8 609	7 786	90,4
	1990	8 878	7 912	89,1
	1992	9 220	8 072	87,5
	1993	9 290	8 145	87,7
	1994	9 352	8 203	87,7
	1995	9 465	8 254	87,2
	1996	9 440	8 336	88,3
	1997	9 460	8 395	88,7
	1998	9 428	8 376	88,8
	1999	9 388	8 350	88,9
	2000	9 321	8 361	89,7
CPA	1980	7 838	7 818	99,7
	1985	6 246	7 651	122,5
	1990	5 157	7 243	140,4
	1992	4 638	7 283	157,0
	1993	4 344	7 344	169,1
	1994	4 086	7 274	178,0
	1995	3 870	7 250	187,3
	1996	3 729	7 179	192,5
	1997	3 575	7 087	198,2
	1998	3 482	6 975	200,3
	1999	3 394	6 847	201,7
	2000	3 343	6 704	200,5
TOTAL	1980	139 603	67 778	48,6
	1985	144 581	71 813	49,7
	1990	172 288	80 958	47,0
	1992	185 990	86 412	46,5
	1993	190 624	89 804	47,1
	1994	195 366	93 163	47,7
	1995	200 687	96 515	48,1
	1996	206 427	99 655	48,3
	1997	213 593	102 338	47,9
	1998	223 387	104 310	46,7
	1999	234 863	105 960	45,1
	2000	248 998	107 571	43,2

¹⁾ Voir tableau 1.1.: Nombre moyen des assurés.

Remarques: A partir de 1987 les avances sont comprises dans le nombre de pensions.

Les assurés volontaires sont compris dans le nombre des assurés actifs de l'AVI à partir de 1988, de la CPEP à partir de 1989.

Tableau 2.6c. - Coefficient de charge des régimes spéciaux (secteur public, communes, PTT et CFL)
Evolution de 1960 à 2000

Caisse	Année	Assurés actifs ¹⁾	Pensions ¹⁾	Coefficient de charge
CFL	1960	5 213	5 199	99,7
	1965	4 921	4 967	100,9
	1970	4 393	4 741	107,9
	1975	4 144	4 825	116,4
	1980	4 022	4 810	119,6
	1985	3 687	4 294	116,5
	1990	3 484	4 140	118,8
	1993 ²⁾	3 399	4 031	118,6
	1994	3 336	3 984	119,4
	1995	3 205	3 950	123,2
	1996	3 130	3 942	125,9
	1997	3 051	3 959	129,8
	1998	3 011	3 940	130,9
	1999	3 032	3 900	128,6
	2000	3 087	3 866	125,2
Communes	1960	1 966	886	45,1
	1965	2 079	1 016	48,9
	1970	2 300	1 180	51,3
	1975	2 495	1 315	52,7
	1980	2 673	1 477	55,3
	1985	2 787	1 517	54,4
	1990	3 101	1 569	50,6
	1993 ²⁾	3 473	1 642	47,3
	1994	3 443	1 663	48,3
	1995	3 434	1 674	48,7
	1996	3 429	1 685	49,1
	1997	3 461	1 704	49,2
	1998	3 325	1 716	51,6
	1999	3 376	1 742	51,6
	2000	3 042	1 747	57,4
Etat et parastataux	1960	7 801	2 543	32,6
	1965	7 273	2 739	37,7
	1970	8 290	3 077	37,1
	1975	9 296	3 561	38,3
	1980	10 451	4 238	40,6
	1985	11 390	4 881	42,9
	1990	12 136	5 289	43,6
	1993 ²⁾	12 942	5 511	42,6
	1994	13 104	5 587	42,6
	1995	13 272	5 619	42,3
	1996	13 496	5 719	42,4
	1997	13 690	5 815	42,5
	1998	14 140	5 947	42,1
	1999	14 603	6 042	41,4
	2000	15 478	6 172	39,9
TOTAL	1960	14 980	8 628	57,6
	1965	14 273	8 722	61,1
	1970	14 983	8 998	60,1
	1975	15 935	9 701	60,9
	1980	17 146	10 525	61,4
	1985	17 864	10 692	59,9
	1990	18 721	10 998	58,7
	1993 ²⁾	19 814	11 184	56,4
	1994	19 883	11 234	56,5
	1995	19 911	11 243	56,5
	1996	20 055	11 346	56,6
	1997	20 202	11 478	56,8
	1998	20 476	11 603	56,7
	1999	21 011	11 684	55,6
	2000	21 607	11 785	54,5

¹⁾ Assurés actifs et pensionnés des caisses de maladie (moyenne de l'exercice).²⁾ Nouvelle série des assurés actifs à partir de 1992.

Tableau 2. 7. - Historique de l'ajustement

Référence légale	Mise en vigueur	Adaptation au niveau des salaires	Facteur d'ajustement
L. 13.05.1964	01.01.1964	1955	-
L. 16.02.1967	01.01.1967	1960	-
L. 28.07.1969	01.08.1969	1965	-
L. 30.03.1972	01.04.1972	1970	-
L. 27.12.1974	01.01.1975	1972	-
L. 26.12.1975	01.01.1976	1974	-
L. 29.03.1979	01.04.1979	1977	-
L. 27.03.1981	01.04.1981	1979	-
L. 28.03.1986	01.01.1986	1984	1
L. 27.07.1987	01.07.1987	avance (7%)	1,07
L. 27.02.1989	01.01.1989	1986	1,108
L. 24.04.1991	01.01.1991	1989	1,088
L. 26.02.1993	01.01.1993	1991	1,129
L. 23.12.1994	01.01.1995	1993	1,166
L. 27.12.1996	01.01.1997	1995	1,203
L. 11.12.1998	01.01.1999	1997	1,219
L. 22.12.2000	01.01.2001	1999	1,257

Remarque: Série salaire moyen cotisable retenu pour l'adaptation voir tableau 1.6. - Coefficient d'ajustement

Tableau 2. 8a. - **Montant mensuel moyen des pensions par catégorie: évolution de 1985 à 1992**
(mois de décembre, sans les avances)

Année	AVI	CPEP	CPACI	CPA	Total
Pension personnelle: Hommes					
1985	25 934	47 520	28 023	18 481	28 845
1986	26 654	49 665	29 812	19 280	29 819
1987	28 472	53 067	32 468	20 839	32 207
1988	29 484	54 816	33 924	21 594	33 378
1989	31 327	58 122	37 085	23 160	35 963
1990	31 984	59 441	38 730	24 981	36 744
1991	36 860	68 660	45 741	29 335	42 592
1992	37 525	70 191	47 815	30 332	43 602
Pension personnelle: Femmes					
1985	11 527	21 234	13 261	11 589	13 325
1986	12 057	22 131	13 877	12 120	13 955
1987	13 239	24 100	15 141	13 137	15 302
1988	13 719	24 966	15 810	13 603	15 898
1989	14 595	26 423	17 058	14 609	17 016
1990	14 980	27 272	17 837	15 320	17 669
1991	17 669	31 894	21 565	20 423	21 328
1992	18 166	32 988	22 523	22 003	22 216
Pension de survie du conjoint					
1985	17 362	29 619	15 435	10 441	18 523
1986	17 953	30 659	16 245	10 957	19 218
1987	19 183	32 770	17 767	11 996	20 638
1988	20 690	36 758	18 729	12 361	22 412
1989	21 976	38 937	20 268	13 212	23 897
1990	22 468	39 915	21 088	13 653	24 554
1991	28 794	49 960	28 139	19 392	31 453
1992	29 121	50 396	28 999	20 033	31 915
Pension d'orphelin					
1985	6 296	8 481	6 545	4 282	6 625
1986	6 650	8 762	6 829	4 641	6 962
1987	7 301	9 582	7 320	5 108	7 632
1988	8 207	11 268	7 914	5 238	8 598
1989	8 913	11 961	8 403	5 744	9 290
1990	9 403	12 219	8 799	5 886	9 703
1991	12 002	15 659	11 104	6 986	12 408
1992	12 521	15 673	11 482	7 355	12 866

Tableau 2. 8b. - **Montant mensuel moyen des pensions personnelles par catégorie: évolution à partir de 1993**
(mois de décembre, sans les avances, montants en LUF et en EUR pour 2000)

Année	AVI	CPEP	CPACI	CPA	Total
	Pension personnelle - Invalidité				
	Hommes				
1993	38 951	64 836	52 937	33 558	42 093
1994	40 078	65 455	54 101	34 501	43 119
1995	42 806	68 507	57 595	36 467	45 907
1996	43 284	67 368	57 433	36 600	46 274
1997	46 051	70 387	60 706	38 883	49 231
1998	46 071	70 039	61 120	38 939	49 423
1999	47 996	72 161	63 707	40 898	51 586
2000	48 884	73 468	64 917	41 928	52 710
	1 211,80 €	1 821,22 €	1 609,25 €	1 039,37 €	1 306,65 €
	Femmes				
1993	23 520	37 098	28 375	31 576	27 872
1994	24 515	38 522	19 609	33 036	29 059
1995	26 278	41 342	32 193	35 327	31 162
1996	26 699	41 939	32 515	35 536	31 660
1997	28 456	44 203	34 384	37 784	33 651
1998	28 568	44 404	34 594	38 039	33 826
1999	30 167	46 479	36 166	40 048	35 739
2000	31 032	47 951	37 011	40 845	36 809
	769,26 €	1 188,67 €	917,48 €	1 012,52 €	912,47 €
	Pension personnelle - Vieillesse				
	Hommes				
1993	40 239	76 817	51 580	32 167	48 413
1994	40 912	78 460	54 129	33 243	49 477
1995	42 318	82 549	58 325	35 478	51 744
1996	41 447	82 155	59 320	35 658	51 231
1997	42 906	86 380	63 794	37 803	53 580
1998	42 190	86 164	64 956	38 022	53 167
1999	43 220	88 980	68 282	39 901	54 843
2000	43 722	90 831	70 996	41 000	55 902
	1 083,84 €	2 251,64 €	1 759,94 €	1 016,36 €	1 385,77 €
	Femmes				
1993	17 299	34 744	23 372	22 257	22 311
1994	17 786	35 917	24 328	23 580	23 180
1995	18 772	38 469	26 140	25 599	24 756
1996	18 776	38 866	26 663	26 120	25 016
1997	19 754	41 322	28 600	28 285	26 660
1998	19 818	41 920	29 156	28 828	26 985
1999	21 722	44 424	31 987	36 610	30 146
2000	22 114	45 338	33 067	37 901	30 870
	548,19 €	1 123,90 €	819,71 €	939,54 €	765,25 €

Tableau 2. 8c. - **Montant mensuel moyen des pensions de survie par catégorie: évolution à partir de 1993**
(mois de décembre, sans les avances, montants en LUF et en EUR pour 2000)

Année	AVI	CPEP	CPACI	CPA	Total
	Pension de survie du conjoint				
	Hommes				
1993	10 707	14 941	12 081	17 067	14 367
1994	10 904	14 169	12 280	17 796	14 230
1995	11 614	14 146	14 098	19 196	14 861
1996	11 444	15 292	13 297	19 672	14 835
1997	12 817	17 200	15 211	21 091	16 318
1998	12 761	17 114	15 143	21 540	16 337
1999	13 308	19 177	16 297	27 308	18 627
2000	13 668	19 614	16 953	28 013	18 930
	338,82 €	486,22 €	420,25 €	694,42 €	469,26 €
	Femmes				
1993	30 834	53 156	31 358	21 941	33 965
1994	31 163	54 118	32 592	22 859	34 555
1995	32 557	56 741	35 011	24 456	36 271
1996	32 219	56 306	35 392	24 638	36 027
1997	33 724	59 170	37 676	26 376	37 901
1998	33 316	58 766	38 038	26 633	37 651
1999	34 622	60 977	40 156	29 467	39 281
2000	35 079	61 995	41 544	30 418	40 014
	869,59 €	1 536,82 €	1 029,85 €	754,04 €	991,92 €
	Penion d'orphelin				
	Masculin				
1993	13 100	16 488	12 229	8 028	13 605
1994	13 337	16 992	12 193	8 146	13 858
1995	13 999	17 901	13 019	7 928	14 509
1996	13 903	16 894	12 291	7 962	14 222
1997	14 376	17 871	12 645	8 167	14 827
1998	14 233	18 214	12 740	8 459	14 854
1999	14 890	19 196	13 165	9 233	15 613
2000	15 274	19 050	13 466	9 573	15 882
	378,63 €	472,24 €	333,81 €	237,31 €	393,70 €
	Penion d'orphelin				
	Féminin				
1993	13 549	16 530	12 352	7 922	13 823
1994	13 881	16 461	12 532	8 770	14 116
1995	14 391	17 611	13 208	9 274	14 819
1996	14 329	17 413	12 571	9 488	14 765
1997	14 902	18 216	13 076	10 407	15 460
1998	14 850	18 086	13 413	10 608	15 422
1999	15776	18505	14017	11559	16208
2000	16272	18891	14220	11499	16651
	403,37 €	468,30 €	352,50 €	285,05 €	412,77 €

Tableau 2. 9a. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Invalidité
(mois de décembre - sans les avances)

Tranches de montant	AVI		CPEP		CPACI		CPA	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
	Hommes							
1 - 4 999	586	5,5	30	1,7	5	0,8		
5 000 - 9 999	575	5,4	36	2,0	3	0,5	2	0,6
10 000 - 14 999	443	4,2	33	1,8	6	1,0		
15 000 - 19 999	383	3,6	31	1,7	4	0,7	1	0,3
20 000 - 24 999	350	3,3	34	1,9	6	1,0	1	0,3
25 000 - 29 999	349	3,3	32	1,8	12	2,0	1	0,3
30 000 - 34 999	481	4,5	33	1,8	13	2,2	12	3,5
35 000 - 39 999	607	5,7	33	1,8	14	2,4	25	7,4
40 000 - 44 999	770	7,2	49	2,7	43	7,3	281	82,9
45 000 - 49 999	703	6,6	61	3,4	41	7,0	3	0,9
50 000 - 54 999	737	6,9	54	3,0	49	8,3	4	1,2
55 000 - 59 999	635	6,0	64	3,6	56	9,5	5	1,5
60 000 - 64 999	631	5,9	75	4,2	55	9,3		
65 000 - 69 999	624	5,9	111	6,2	46	7,8	3	0,9
70 000 - 74 999	663	6,2	101	5,7	41	7,0		
75 000 - 79 999	706	6,6	142	7,9	38	6,5	1	0,3
80 000 - 84 999	678	6,4	140	7,8	42	7,1		
85 000 - 89 999	409	3,9	133	7,4	32	5,4		
90 000 - 94 999	181	1,7	146	8,2	20	3,4		
95 000 - 99 999	72	0,7	134	7,5	29	4,9		
100 000 - 104 999	25	0,2	121	6,8	15	2,5		
105 000 - 109 999	6	0,1	93	5,2	9	1,5		
110 000 - 114 999	3	0,0	50	2,8	6	1,0		
115 000 - 119 999	1	0,0	27	1,5	2	0,3		
120 000 - 124 999			14	0,8	1	0,2		
125 000 - 129 999	1	0,0	5	0,3	1	0,2		
130 000 - 134 999	2	0,0	3	0,2				
135 000 - 139 999			1	0,1				
140 000 - 144 999			1	0,1				
145 000 - 149 999								
150 000 - 154 999								
155 000 - 159 999								
160 000 - 164 999								
165 000 - 169 999								
170 000 - 174 999								
175 000 - 179 999								
180 000 - 184 999								
185 000 - 189 999								
TOTAL	10 621	100,0	1 787	100,0	589	100,0	339	100,0
Montant moyen	48 884		73 468		64 917		41 928	
	1 211,80 €		1 821,22 €		1 609,25 €		1 039,37 €	

Assurance pension

Tableau 2. 9a. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Invalidité (suite)
(mois de décembre - sans les avances)

Tranches de montant	AVI		CPEP		CPACI		CPA	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
	Femmes							
1 - 4 999	191	5,0	20	1,1	2	0,4		
5 000 - 9 999	198	5,2	25	1,4	5	1,0	2	0,4
10 000 - 14 999	267	7,0	42	2,4	24	4,7		
15 000 - 19 999	198	5,2	29	1,6	21	4,1		
20 000 - 24 999	295	7,8	71	4,0	27	5,3	3	0,6
25 000 - 29 999	424	11,2	95	5,4	47	9,1	5	0,9
30 000 - 34 999	492	13,0	142	8,1	62	12,1	31	5,7
35 000 - 39 999	519	13,7	202	11,5	76	14,8	51	9,4
40 000 - 44 999	835	22,0	385	21,9	176	34,2	448	82,7
45 000 - 49 999	162	4,3	113	6,4	27	5,3		
50 000 - 54 999	84	2,2	112	6,4	17	3,3	2	0,4
55 000 - 59 999	61	1,6	101	5,7	10	1,9		
60 000 - 64 999	33	0,9	73	4,1	7	1,4		
65 000 - 69 999	19	0,5	68	3,9	6	1,2		
70 000 - 74 999	8	0,2	56	3,2	3	0,6		
75 000 - 79 999	3	0,1	43	2,4	2	0,4		
80 000 - 84 999	2	0,1	54	3,1	1	0,2		
85 000 - 89 999			38	2,2				
90 000 - 94 999			28	1,6	1	0,2		
95 000 - 99 999			18	1,0				
100 000 - 104 999			16	0,9				
105 000 - 109 999			17	1,0				
110 000 - 114 999			7	0,4				
115 000 - 119 999			2	0,1				
120 000 - 124 999			1	0,1				
125 000 - 129 999			1	0,1				
130 000 - 134 999								
135 000 - 139 999			1	0,1				
140 000 - 144 999								
145 000 - 149 999								
150 000 - 154 999								
155 000 - 159 999								
160 000 - 164 999								
165 000 - 169 999								
170 000 - 174 999								
175 000 - 179 999								
180 000 - 184 999								
185 000 - 189 999								
TOTAL	3 791	100,0	1 760	100,0	514	100,0	542	100,0
Montant moyen	31 032		47 951		37 011		40 845	
	769,26 €		1 188,67 €		917,48 €		1 012,52 €	

Tableau 2. 9b. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Vieillesse
(mois de décembre - sans les avances)

Tranches de montant	AVI		CPEP		CPACI		CPA	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
	Hommes							
1 - 4 999	5 058	18,7	167	1,9	15	0,6	5	0,3
5 000 - 9 999	2 992	11,1	280	3,1	26	1,0	7	0,4
10 000 - 14 999	1 460	5,4	207	2,3	28	1,1	8	0,5
15 000 - 19 999	1 012	3,7	137	1,5	25	1,0	7	0,4
20 000 - 24 999	857	3,2	116	1,3	30	1,2	12	0,7
25 000 - 29 999	749	2,8	100	1,1	45	1,8	13	0,8
30 000 - 34 999	755	2,8	112	1,2	48	1,9	47	2,8
35 000 - 39 999	681	2,5	110	1,2	33	1,3	220	13,3
40 000 - 44 999	808	3,0	105	1,2	220	8,7	1 296	78,3
45 000 - 49 999	666	2,5	111	1,2	89	3,5	16	1,0
50 000 - 54 999	719	2,7	114	1,3	117	4,6	10	0,6
55 000 - 59 999	789	2,9	113	1,3	172	6,8	7	0,4
60 000 - 64 999	895	3,3	146	1,6	181	7,1	1	0,1
65 000 - 69 999	1 014	3,8	189	2,1	191	7,5	1	0,1
70 000 - 74 999	1 178	4,4	223	2,5	196	7,7	2	0,1
75 000 - 79 999	1 253	4,6	241	2,7	168	6,6	1	0,1
80 000 - 84 999	1 401	5,2	314	3,5	165	6,5	1	0,1
85 000 - 89 999	1 553	5,8	359	4,0	164	6,4	1	0,1
90 000 - 94 999	1 378	5,1	436	4,8	147	5,8		
95 000 - 99 999	837	3,1	562	6,2	134	5,3		
100 000 - 104 999	447	1,7	679	7,5	113	4,4		
105 000 - 109 999	244	0,9	828	9,2	77	3,0		
110 000 - 114 999	131	0,5	915	10,1	51	2,0		
115 000 - 119 999	78	0,3	905	10,0	39	1,5		
120 000 - 124 999	26	0,1	652	7,2	24	0,9		
125 000 - 129 999	5	0,0	400	4,4	20	0,8		
130 000 - 134 999	8	0,0	286	3,2	11	0,4		
135 000 - 139 999	4	0,0	122	1,4	7	0,3		
140 000 - 144 999	1	0,0	42	0,5	3	0,1		
145 000 - 149 999	2	0,0	18	0,2	1	0,0		
150 000 - 154 999	1	0,0	9	0,1	1	0,0		
155 000 - 159 999			8	0,1	1	0,0		
160 000 - 164 999			6	0,1				
165 000 - 169 999			2	0,0				
170 000 - 174 999			3	0,0	1	0,0		
175 000 - 179 999			1	0,0				
180 000 - 184 999			3	0,0				
185 000 - 189 999			2	0,0				
TOTAL	27 002	100,0	9 023	100,0	2 543	100,0	1 655	100,0
Montant moyen	43 722		90 831		70 996		41 000	
	1 083,84 €		2 251,64 €		1 759,94 €		1 016,36 €	

Tableau 2. 9b. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Vieillesse (suite)
(mois de décembre - sans les avances)

Tranches de montant	AVI		CPEP		CPACI		CPA	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
	Femmes							
1 - 4 999	1 543	20,6	80	2,6	12	0,6	1	0,0
5 000 - 9 999	702	9,4	82	2,6	24	1,3		
10 000 - 14 999	651	8,7	93	3,0	103	5,5	5	0,2
15 000 - 19 999	538	7,2	106	3,4	148	7,9	2	0,1
20 000 - 24 999	924	12,3	285	9,2	307	16,4	77	3,2
25 000 - 29 999	718	9,6	271	8,7	225	12,0	178	7,5
30 000 - 34 999	656	8,7	286	9,2	239	12,8	372	15,6
35 000 - 39 999	493	6,6	288	9,3	176	9,4	490	20,5
40 000 - 44 999	867	11,5	375	12,1	412	22,0	1 263	52,9
45 000 - 49 999	150	2,0	198	6,4	78	4,2		
50 000 - 54 999	100	1,3	158	5,1	44	2,4		
55 000 - 59 999	55	0,7	141	4,5	33	1,8		
60 000 - 64 999	42	0,6	112	3,6	24	1,3		
65 000 - 69 999	29	0,4	103	3,3	9	0,5		
70 000 - 74 999	22	0,3	77	2,5	11	0,6		
75 000 - 79 999	10	0,1	94	3,0	6	0,3		
80 000 - 84 999	1	0,0	67	2,2	5	0,3		
85 000 - 89 999	5	0,1	55	1,8	5	0,3		
90 000 - 94 999	1	0,0	53	1,7	4	0,2		
95 000 - 99 999			37	1,2	5	0,3		
100 000 - 104 999			37	1,2				
105 000 - 109 999			33	1,1				
110 000 - 114 999			24	0,8				
115 000 - 119 999			19	0,6	1	0,1		
120 000 - 124 999			13	0,4				
125 000 - 129 999			5	0,2				
130 000 - 134 999			2	0,1				
135 000 - 139 999			3	0,1				
140 000 - 144 999								
145 000 - 149 999								
150 000 - 154 999			2	0,1				
155 000 - 159 999								
160 000 - 164 999								
165 000 - 169 999								
170 000 - 174 999								
175 000 - 179 999								
180 000 - 184 999								
185 000 - 189 999								
TOTAL	7 507	100,0	3 099	100,0	1 871	100,0	2 388	100,0
Montant moyen	22 114		45 338		33 067		37 901	
	548,19 €		1 123,90 €		819,71 €		939,54 €	

Tableau 2. 9c. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Pensions de conjoint
(mois de décembre - sans les avances)

Tranches de montant	AVI		CPEP		CPACI		CPA	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
	Hommes							
1 - 4 999	74	22,1	30	21,7	14	14,3	3	1,5
5 000 - 9 999	62	18,5	13	9,4	12	12,2		
10 000 - 14 999	58	17,3	16	11,6	15	15,3	2	1,0
15 000 - 19 999	50	14,9	20	14,5	20	20,4	8	3,9
20 000 - 24 999	55	16,4	14	10,1	13	13,3	35	17,1
25 000 - 29 999	17	5,1	12	8,7	13	13,3	62	30,2
30 000 - 34 999	10	3,0	13	9,4	7	7,1	93	45,4
35 000 - 39 999	5	1,5	6	4,3	4	4,1	1	0,5
40 000 - 44 999	3	0,9	4	2,9			1	0,5
45 000 - 49 999	1	0,3	3	2,2				
50 000 - 54 999			5	3,6				
55 000 - 59 999								
60 000 - 64 999								
65 000 - 69 999								
70 000 - 74 999								
75 000 - 79 999			2	1,4				
80 000 - 84 999								
85 000 - 89 999								
90 000 - 94 999								
95 000 - 99 999								
100 000 - 104 999								
105 000 - 109 999								
110 000 - 114 999								
115 000 - 119 999								
120 000 - 124 999								
125 000 - 129 999								
130 000 - 134 999								
135 000 - 139 999								
140 000 - 144 999								
145 000 - 149 999								
150 000 - 154 999								
155 000 - 159 999								
160 000 - 164 999								
165 000 - 169 999								
170 000 - 174 999								
175 000 - 179 999								
180 000 - 184 999								
185 000 - 189 999								
TOTAL	335	100,0	138	100,0	98	100,0	205	100,0
Montant moyen	13 668		19 614		16 953		28 013	
	338,82 €		486,22 €		420,25 €		694,42 €	

Assurance pension

Tableau 2. 9c. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Pensions de conjoint (suite)
(mois de décembre - sans les avances)

Tranches de montant	AVI		CPEP		CPACI		CPA	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
	Femmes							
1 - 4 999	2 924	14,5	166	3,3	36	1,4	7	0,5
5 000 - 9 999	1 790	8,8	149	3,0	20	0,8	6	0,4
10 000 - 14 999	1 220	6,0	128	2,6	43	1,7	8	0,6
15 000 - 19 999	1 197	5,9	139	2,8	137	5,4	50	3,6
20 000 - 24 999	1 026	5,1	129	2,6	135	5,4	146	10,5
25 000 - 29 999	1 073	5,3	144	2,9	164	6,5	215	15,4
30 000 - 34 999	1 171	5,8	166	3,3	520	20,6	936	67,0
35 000 - 39 999	1 051	5,2	156	3,1	262	10,4	22	1,6
40 000 - 44 999	1 063	5,3	190	3,8	282	11,2	4	0,3
45 000 - 49 999	1 174	5,8	219	4,4	223	8,8	1	0,1
50 000 - 54 999	1 275	6,3	235	4,7	191	7,6	1	0,1
55 000 - 59 999	1 293	6,4	301	6,1	173	6,9	1	0,1
60 000 - 64 999	1 190	5,9	273	5,5	100	4,0		
65 000 - 69 999	1 063	5,3	290	5,8	85	3,4		
70 000 - 74 999	824	4,1	344	6,9	48	1,9		
75 000 - 79 999	408	2,0	393	7,9	39	1,5		
80 000 - 84 999	234	1,2	386	7,8	31	1,2		
85 000 - 89 999	139	0,7	353	7,1	15	0,6		
90 000 - 94 999	55	0,3	284	5,7	11	0,4		
95 000 - 99 999	33	0,2	219	4,4	3	0,1		
100 000 - 104 999	8	0,0	139	2,8	2	0,1		
105 000 - 109 999	9	0,0	67	1,3	2	0,1		
110 000 - 114 999	4	0,0	40	0,8				
115 000 - 119 999			25	0,5	1	0,0		
120 000 - 124 999	2	0,0	10	0,2				
125 000 - 129 999	1	0,0	5	0,1				
130 000 - 134 999			8	0,2				
135 000 - 139 999			4	0,1				
140 000 - 144 999			11	0,2				
145 000 - 149 999			2	0,0				
150 000 - 154 999								
155 000 - 159 999								
160 000 - 164 999								
165 000 - 169 999								
170 000 - 174 999								
175 000 - 179 999								
180 000 - 184 999								
185 000 - 189 999								
TOTAL	20 227	100,0	4 975	100,0	2 523	100,0	1 397	100,0
Montant moyen	35 079		61 995		41 544		30 418	
	869,59 €		1 536,82 €		1 029,85 €		754,04 €	

Tableau 2. 9d. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Pensions d'orphelin
(mois de décembre - sans les avances)

Tranches de montant	AVI		CPEP		CPACI		CPA	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
Pension d'orphelin masculin								
1 - 4 999	44	6,2	11	3,8	7	7,9	6	14,0
5 000 - 9 999	134	18,8	27	9,3	23	25,8	21	48,8
10 000 - 14 999	248	34,9	60	20,7	29	32,6	12	27,9
15 000 - 19 999	156	21,9	68	23,4	19	21,3	1	2,3
20 000 - 24 999	63	8,9	72	24,8	7	7,9	3	7,0
25 000 - 29 999	10	1,4	28	9,7	2	2,2		
30 000 - 34 999	15	2,1	14	4,8				
35 000 - 39 999	12	1,7	2	0,7	2	2,2		
40 000 - 44 999	14	2,0	1	0,3				
45 000 - 49 999	12	1,7	2	0,7				
50 000 - 54 999	2	0,3	1	0,3				
55 000 - 59 999			2	0,7				
60 000 - 64 999	1	0,1	1	0,3				
65 000 - 69 999			1	0,3				
70 000 - 74 999								
75 000 - 79 999								
80 000 - 84 999								
85 000 - 89 999								
90 000 - 94 999								
95 000 - 99 999								
TOTAL	711	100,0	290	100,0	89	100,0	43	100,0
Montant moyen	15 274		19 050		13 466		9 573	
	378,63 €		472,24 €		333,81 €		237,31 €	
Pension d'orphelin féminin								
1 - 4 999	57	8,2	7	2,2	7	8,0		
5 000 - 9 999	123	17,6	34	10,8	15	17,2	15	33,3
10 000 - 14 999	197	28,3	69	21,8	28	32,2	24	53,3
15 000 - 19 999	160	23,0	89	28,2	26	29,9	2	4,4
20 000 - 24 999	70	10,0	70	22,2	8	9,2	4	8,9
25 000 - 29 999	17	2,4	33	10,4	1	1,1		
30 000 - 34 999	23	3,3	4	1,3	1	1,1		
35 000 - 39 999	16	2,3	1	0,3				
40 000 - 44 999	10	1,4						
45 000 - 49 999	13	1,9						
50 000 - 54 999	10	1,4	2	0,6	1	1,1		
55 000 - 59 999	1	0,1						
60 000 - 64 999			3	0,9				
65 000 - 69 999			1	0,3				
70 000 - 74 999			3	0,9				
75 000 - 79 999								
80 000 - 84 999								
85 000 - 89 999								
90 000 - 94 999								
TOTAL	697	100,0	316	100,0	87	100,0	45	100,0
Montant moyen	16 272		18 891		14 220		11 499	
	403,37 €		468,30 €		352,50 €		285,05 €	

Graphique 2.1. - Nombre de pensions de vieillesse par tranches de montants mensuels
(tranche de 20 000 signifié de 20 000 à 24 999 LUF)

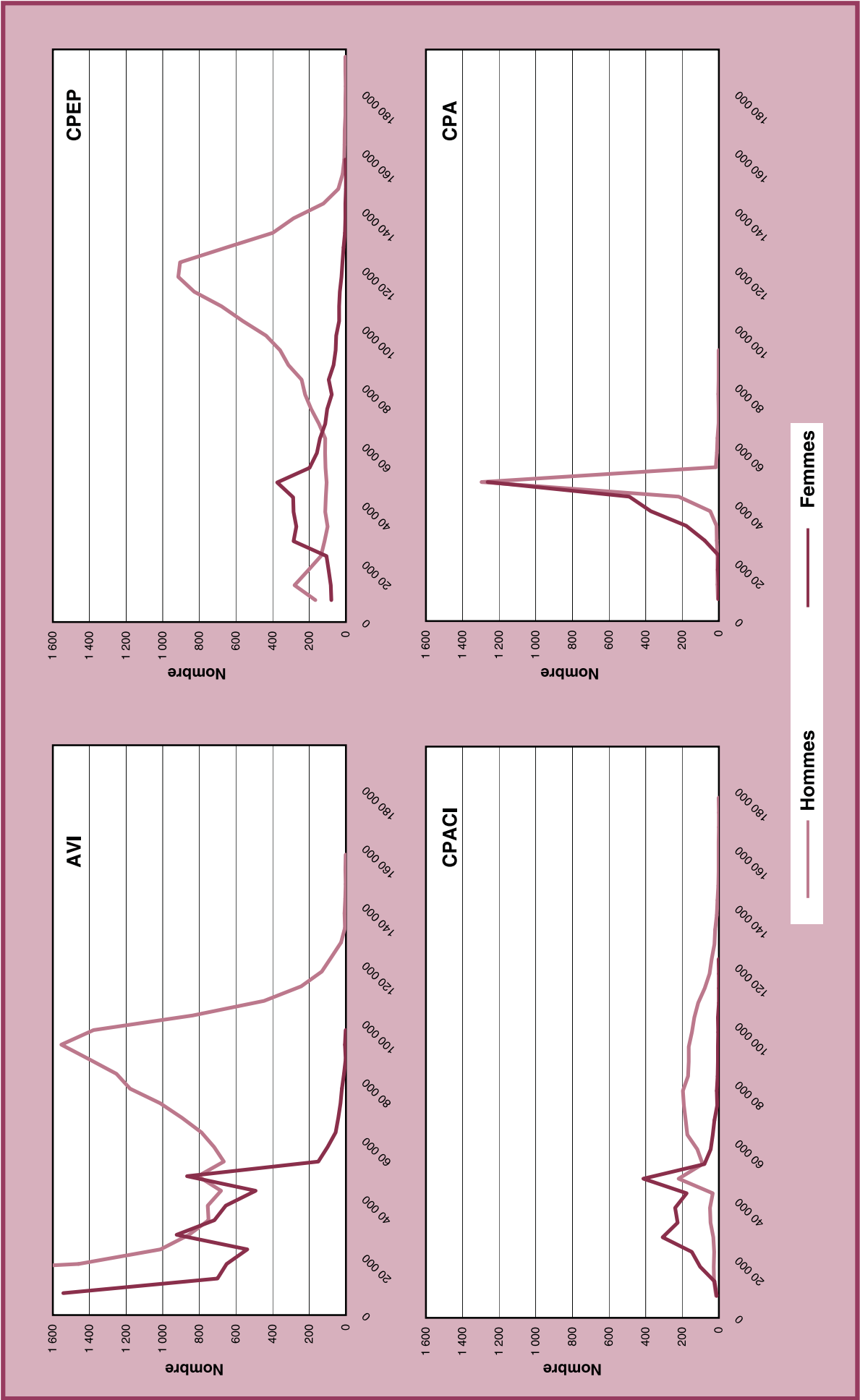


Tableau 2.10a. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - APE*)
(mois de décembre 2000)

Tranches de montant	Invalidité			Hommes			Femmes			Vieillesse			Hommes			Femmes			Survie			Invalidité			Vieillesse			Survie		
	Nombre	En % du total	Hommes	Nombre	En % du total	Femmes	Nombre	En % du total	Femmes	Nombre	En % du total	Hommes	Nombre	En % du total	Femmes	Nombre	En % du total	Hommes	Nombre	En % du total	Hommes	Nombre	En % du total	Hommes	Nombre	En % du total	Femmes	Nombre	En % du total	
1 - 4 999							1	0,2							4	0,2														
5 000 - 9 999															1	0,0		1	2,7									4	0,2	
10 000 - 14 999															6	0,3		1	2,7									2	0,1	
15 000 - 19 999															10	0,5		1	2,7									7	0,3	
20 000 - 24 999															9	0,4												11	0,5	
25 000 - 29 999															24	1,2		1	2,7									9	0,4	
30 000 - 34 999															12	0,6		1	2,7									25	1,2	
35 000 - 39 999	5	2,4													12	0,6		4	10,8									13	0,6	
40 000 - 44 999	4	1,9	1	0,1			1	0,2							8	0,4		1	2,7									16	0,8	
45 000 - 49 999	2	1,0	1	0,1			2	0,3							25	1,2		3	8,1									9	0,4	
50 000 - 54 999	4	1,9	1	0,1			6	0,9							37	1,8												28	1,3	
55 000 - 59 999	5	2,4	3	0,4			2	0,3							142	6,9		4	10,8									37	1,8	
60 000 - 64 999	7	3,3	3	0,4			7	1,1							118	5,8												146	7,0	
65 000 - 69 999	8	3,8	2	0,3			8	1,2							340	16,6		16	43,2									118	5,7	
70 000 - 74 999	9	4,3	3	0,4			11	1,7							162	7,9												356	17,1	
75 000 - 79 999	10	4,8	5	0,7			6	0,9							103	5,0												162	7,8	
80 000 - 84 999	7	3,3	6	0,8			3	0,5							133	6,5		1	2,7									103	4,9	
85 000 - 89 999	9	4,3	10	1,4			8	1,2							144	7,0												134	6,4	
90 000 - 94 999	9	4,3	12	1,7			17	2,6							164	8,0		1	2,7									144	6,9	
95 000 - 99 999	4	1,9	20	2,8			14	2,2							49	2,4												165	7,9	
100 000 - 104 999	6	2,9	25	3,5			12	1,9							61	3,0		1	2,7									49	2,4	
105 000 - 109 999	5	2,4	24	3,3			8	1,2							43	2,1												62	3,0	
110 000 - 114 999	5	2,4	48	6,7			13	2,0							94	4,6												43	2,1	
115 000 - 119 999	9	4,3	115	16,0			13	2,0							145	7,1		1	2,7									94	4,5	
120 000 - 124 999	12	5,7	27	3,8			9	1,4							31	1,5												146	7,0	
																												31	1,5	

*) Administration du personnel de l'Etat (y compris P&T)

Tableau 2.10a. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - APE (suite)
(mois de décembre 2000)

Tranches de montant	Invalidité			Hommes			Femmes			Vieillesse			Hommes			Femmes			Survie			Invalidité			Vieillesse			Survie		
	Nombre	En % du total		Nombre	En % du total		Nombre	En % du total		Nombre	En % du total		Nombre	En % du total		Nombre	En % du total		Nombre	En % du total		Nombre	En % du total		Nombre	En % du total		Nombre	En % du total	
125 000 - 129 999	5	2,4		32	4,5		19	3,0		70	2,8		17	0,8		37	4,0		89	2,8		17	0,8		89	2,8		17	0,8	
130 000 - 134 999	3	1,4		25	3,5		14	2,2		62	2,5		21	1,0		28	3,0		76	2,4		21	1,0		76	2,4		21	1,0	
135 000 - 139 999	7	3,3		77	10,7		26	4,0		156	6,2		45	2,2		84	9,1		182	5,8		45	2,2		182	5,8		45	2,2	
140 000 - 144 999	5	2,4		31	4,3		15	2,3		79	3,2		10	0,5		36	3,9		94	3,0		10	0,5		94	3,0		10	0,5	
145 000 - 149 999	7	3,3		49	6,8		25	3,9		200	8,0		9	0,4		56	6,0		225	7,2		9	0,4		225	7,2		9	0,4	
150 000 - 154 999	9	4,3		38	5,3		23	3,6		124	5,0		26	1,3		47	5,1		147	4,7		26	1,3		147	4,7		26	1,3	
155 000 - 159 999	12	5,7		19	2,6		33	5,1		128	5,1		17	0,8		31	3,3		161	5,1		17	0,8		161	5,1		17	0,8	
160 000 - 164 999	9	4,3		16	2,2		11	1,7		28	1,1		3	0,1		25	2,7		39	1,2		3	0,1		39	1,2		3	0,1	
165 000 - 169 999	7	3,3		14	1,9		18	2,8		68	2,7		3	0,1		21	2,3		86	2,7		3	0,1		86	2,7		3	0,1	
170 000 - 174 999	4	1,9		10	1,4		41	6,4		13	0,5		9	0,4		14	1,5		54	1,7		9	0,4		54	1,7		9	0,4	
175 000 - 179 999	5	2,4		10	1,4		48	7,5		28	1,1		1	0,0		15	1,6		76	2,4		1	0,0		76	2,4		1	0,0	
180 000 - 184 999	7	3,3		9	1,3		74	11,5		99	4,0		2	0,1		16	1,7		173	5,5		2	0,1		173	5,5		2	0,1	
185 000 - 189 999	5	2,4		41	5,7		48	7,5		168	6,7		46	2,3		19	2,0		216	6,9		46	2,3		216	6,9		46	2,3	
190 000 - 194 999	3	1,4		16	2,2		34	5,3		139	5,6		19	0,9		19	2,0		173	5,5		19	0,9		173	5,5		19	0,9	
195 000 - 199 999	1	0,5		12	1,7		16	2,5		175	7,0		13	0,6		13	1,4		191	6,1		13	0,6		191	6,1		13	0,6	
200 000 - 204 999				2	0,3		5	0,8		39	1,6		2	0,1		2	0,2		44	1,4		2	0,1		44	1,4		2	0,1	
205 000 - 209 999				3	0,4		3	0,5		68	2,7		3	0,1		3	0,3		71	2,3		3	0,1		71	2,3		3	0,1	
210 000 - 214 999				1	0,1		6	0,9		43	1,7		1	0,0		1	0,1		49	1,6		1	0,0		49	1,6		1	0,0	
215 000 - 219 999							2	0,3		14	0,6								16	0,5					16	0,5				
220 000 - 224 999				2	0,3		23	3,6		74	3,0		2	0,1		2	0,2		97	3,1		2	0,1		97	3,1		2	0,1	
225 000 - 229 999										15	0,6								15	0,5					15	0,5				
230 000 - 234 999							13	2,0		124	5,0								137	4,4					137	4,4				
235 000 - 239 999										12	0,5								12	0,4					12	0,4				
240 000 - 244 999				1	0,1					7	0,3		1	0,0		1	0,1		7	0,2		1	0,0		7	0,2		1	0,0	
245 000 - 249 999				1	0,1		4	0,6		51	2,0					1	0,1		52	1,7					52	1,7				
>= 250 000							4	0,6		122	4,9		4	0,2					126	4,0		4	0,2		126	4,0		4	0,2	
TOTAL	209	100,0		718	100,0		643	100,0		2 497	100,0		2 044	100,0		927	100,0		3 140	100,0		2 081	100,0		3 140	100,0		2 081	100,0	
Montant moyen	116 683 2 892,50 €			135 217 3 351,94 €			156 875 3 888,83 €			171 262 4 245,47 €			89 600 2 221,13 €			131 038 3 248,35 €			168 316 4 172,44 €			89 043 2 207,32 €			168 316 4 172,44 €			89 043 2 207,32 €		

Tableau 2.10b. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - CFL
(mois de décembre 2000)

Tranches de montant	Invalidité			Vieillesse			Survie			Invalidité			Vieillesse			Survie		
	Femmes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre	Femmes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre	Femmes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre	Hommes En % du total	Total Nombre	En % du total	Total Nombre	Total En % du total	Total Nombre	En % du total	Total Nombre	En % du total
1 - 4 999																		
5 000 - 9 999							2	0,1								2	0,1	
10 000 - 14 999							1	0,1								1	0,1	
15 000 - 19 999							6	0,4								6	0,4	
20 000 - 24 999							10	0,6								10	0,6	
25 000 - 29 999							12	0,8								13	0,8	
30 000 - 34 999							4	0,3								4	0,3	
35 000 - 39 999							3	0,2								3	0,2	
40 000 - 44 999	4	16,7				2												
45 000 - 49 999	1	4,2					8	0,5								8	0,5	
50 000 - 54 999	1	4,2	1		0,1	1	22	1,4								23	1,5	
55 000 - 59 999	1	4,2					37	2,3								38	2,4	
60 000 - 64 999							66	4,2								66	4,2	
65 000 - 69 999	2	8,3					472	30								473	29,9	
70 000 - 74 999							223	14,2								224	14,2	
75 000 - 79 999	3	12,5					239	15,2								239	15,1	
80 000 - 84 999																		
85 000 - 89 999							81	5,1								81	5,1	
90 000 - 94 999							179	11,4								179	11,3	
95 000 - 99 999							64	4,1								64	4,1	
100 000 - 104 999							46	2,9								46	2,9	
105 000 - 109 999							21	1,3								21	1,3	
110 000 - 114 999							12	0,8								12	0,8	
115 000 - 119 999	1	4,2					20	1,3								20	1,3	
120 000 - 124 999							26	1,7								26	1,6	
							3	0,2								3	0,2	
							116	10,3								116	10,2	
							132	12,8								132	12,8	

Tableau 2.10b. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - CFL (suite)
(mois de décembre 2000)

Tranches de montant	Invalidité			Vieillesse			Survie			Invalidité			Vieillesse			Survie		
	Femmes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre	Hommes En % du total	Femmes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre	Hommes En % du total	Femmes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre	Hommes En % du total	Femmes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre	Hommes En % du total
125 000 - 129 999	1	4,2	94	9,4	1	12,5	136	12,1	2	0,1	95	9,2	137	12,1	2	0,1	2	0,1
130 000 - 134 999			60	6,0			85	7,5	2	0,1	60	5,8	85	7,5	2	0,1	2	0,1
135 000 - 139 999			59	5,9			53	4,7	3	0,2	59	5,7	53	4,7	3	0,2	3	0,2
140 000 - 144 999			72	7,2	1	12,5	151	13,4	3	0,2	72	7,0	152	13,4	3	0,2	3	0,2
145 000 - 149 999			49	4,9			89	7,9			49	4,8	89	7,8				
150 000 - 154 999			21	2,1			48	4,3			21	2,0	48	4,2				
155 000 - 159 999			16	1,6			25	2,2	2	0,1	16	1,6	25	2,2	2	0,1	2	0,1
160 000 - 164 999	1	4,2	19	1,9			7	0,6			20	1,9	7	0,6				
165 000 - 169 999			10	1,0			2	0,2	1	0,1	10	1,0	2	0,2	1	0,1	1	0,1
170 000 - 174 999			1	0,1			3	0,3			1	0,1	3	0,3				
175 000 - 179 999			2	0,2			4	0,4	1	0,1	2	0,2	4	0,4	1	0,1	1	0,1
180 000 - 184 999			2	0,2			6	0,5			2	0,2	6	0,5				
185 000 - 189 999			11	1,1			17	1,5			11	1,1	18	1,6				
190 000 - 194 999			3	0,3			8	0,7	1	0,1	3	0,3	8	0,7	1	0,1	1	0,1
195 000 - 199 999			13	1,3			44	3,9			13	1,3	44	3,9				
200 000 - 204 999			1	0,1			6	0,5			1	0,1	6	0,5				
205 000 - 209 999			1	0,1							1	0,1						
210 000 - 214 999							1	0,1					1	0,1				
220 000 - 224 999							4	0,4	1	0,1			4	0,4	1	0,1	1	0,1
245 000 - 249 999							2	0,2	1	0,1			2	0,2	1	0,1	1	0,1
>= 250 000							8	0,7	1	0,1			8	0,7	1	0,1	1	0,1
TOTAL	24	100,0	1 004	100,0	8	100,0	1 128	100,0	1 575	100,0	1 028	100,0	1 136	100,0	1 580	100,0	1 580	100,0
Montant moyen	79 357 1 967,21 €		122 464 3 035,80 €		111 091 2 753,87 €		133 925 3 319,91 €		76 706 1 901,49 €		121 457 3 010,84 €		133 764 3 315,92 €		76 643 1 899,93 €		76 643 1 899,93 €	

Tableau 2.10c. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - CPFEC
(mois de décembre 2000)

Tranches de montant	Invalidité			Vieillesse			Survie			Invalidité			Vieillesse			Survie		
	Femmes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre	Femmes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre	Femmes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre	Hommes En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
1 - 4 999							1	0,2							1	0,2		
5 000 - 9 999																		
10 000 - 14 999																		
15 000 - 19 999	1	0,9																
20 000 - 24 999	1	0,9		1	0,8													
25 000 - 29 999	2	1,8		1	0,8													
30 000 - 34 999																		
35 000 - 39 999																		
40 000 - 44 999	1	0,9	1	1	0,8													
45 000 - 49 999	1	0,9	2	1	0,8	2	0,3											
50 000 - 54 999																		
55 000 - 59 999	1	0,9	1	1	0,8	1	0,1											
60 000 - 64 999	6	5,5	2															
65 000 - 69 999	4	3,7	3	1	0,8													
70 000 - 74 999	5	4,6	4	1	0,8	1	0,1											
75 000 - 79 999	4	3,7		3	2,3	2	0,3											
80 000 - 84 999	7	6,4	2	5	3,8	2	0,3											
85 000 - 89 999	3	2,8	1	3	2,3	5	0,7											
90 000 - 94 999	8	7,3	3	3	2,3	6	0,8											
95 000 - 99 999	9	8,3	11	4,9		9	1,2											
100 000 - 104 999	3	2,8	13	5,8	1	5	0,7											
105 000 - 109 999	4	3,7	5	2,2	3	13	1,8											
110 000 - 114 999	5	4,6	14	6,3	5	18	2,5											
115 000 - 119 999	3	2,8	12	5,4	3	43	5,9											
120 000 - 124 999	5	4,6	6	2,7	2	14	1,9											

Tableau 2.10c - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - CPFEC (suite)
(mois de décembre 2000)

Tranches de montant	Invalidité			Hommes			Femmes			Vieillesse			Hommes			Femmes			Survie			Invalidité			Vieillesse			Survie		
	Nombre	En % du total	En % du total	Nombre	En % du total	En % du total	Nombre	En % du total	En % du total	Nombre	En % du total	En % du total	Nombre	En % du total	En % du total	Nombre	En % du total	En % du total	Nombre	En % du total	En % du total	Nombre	En % du total	En % du total	Nombre	En % du total	En % du total	Nombre	En % du total	En % du total
125 000 - 129 999	5	4,6	11	4,9	8	6,1	23	3,2	3	0,5	16	4,8	31	3,6	3	0,5												3	0,5	
130 000 - 134 999			11	4,9	1	0,8	72	9,9	3	0,5	11	3,3	73	8,5	3	0,5												3	0,5	
135 000 - 139 999	2	1,8	33	14,7	2	1,5	142	19,5	1	0,2	35	10,5	144	16,7	1	0,2											1	0,2		
140 000 - 144 999	6	5,5	15	6,7	2	1,5	26	3,6	3	0,5	21	6,3	28	3,3	3	0,5											3	0,5		
145 000 - 149 999	5	4,6	23	10,3	1	0,8	95	13,0	2	0,3	28	8,4	96	11,1			1	11,1									3	0,5		
150 000 - 154 999	4	3,7	29	12,9	18	13,7	75	10,3	3	0,5	33	9,9	93	10,8	3	0,5												3	0,5	
155 000 - 159 999	6	5,5	6	2,7	20	15,3	43	5,9			12	3,6	63	7,3																
160 000 - 164 999	1	0,9	2	0,9	5	3,8	5	0,7			3	0,9	10	1,2																
165 000 - 169 999	3	2,8	1	0,4	17	13,0	3	0,4	1	0,2	4	1,2	20	2,3													1	0,2		
170 000 - 174 999			1	0,4							1	0,3																		
175 000 - 179 999	1	0,9	1	0,4			4	0,5			2	0,6																		
180 000 - 184 999							4	0,5																						
185 000 - 189 999	1	0,9	5	2,2	7	5,3	23	3,2			6	1,8	30	3,5																
190 000 - 194 999							2	0,3					2	0,2																
195 000 - 199 999			5	2,2	6	4,6	65	8,9			5	1,5	71	8,2																
200 000 - 204 999	1	0,9			2	1,5	4	0,5			1	0,3	6	0,7																
205 000 - 209 999					2	1,5	5	0,7					7	0,8																
210 000 - 214 999							2	0,3					2	0,2																
215 000 - 219 999					2	1,5	2	0,3					2	0,2																
220 000 - 224 999							2	0,3																						
225 000 - 229 999	1	0,9			1	0,8	1	0,1			1	0,3	2	0,2																
230 000 - 234 999							5	0,7																						
245 000 - 249 999			1	0,4	1	0,8	1	0,1			1	0,3	2	0,2																
>= 250 000					1	0,8	5	0,7			1	0,2																1	0,2	
TOTAL	109	100,0	224	100,0	131	100,0	730	100,0	586	100,0	333	100,0	861	100,0	595	100,0												595	100,0	
Montant moyen	108 379		131 133		145 978		147 085		84 441		123 685		146 916		84 631														84 631	
	2 686,65 €		3 250,70 €		3 618,70 €		3 646,14 €		2 093,24 €		3 066,07 €		3 641,95 €		2 097,95 €														2 097,95 €	

Tableau 2.10d. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Total des régimes spéciaux*)
(mois de décembre 2000)

Tranches de montant	Invalidité			Vieillesse			Survie			Invalidité			Vieillesse			Survie		
	Femmes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre	Femmes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre	Femmes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre	Femmes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre	Femmes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre	Femmes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre
1 - 4 999				1	0,1		4	0,1					1	0,0		4	0,1	
5 000 - 9 999							1	0,0	1	2,0					1	2	0,0	
10 000 - 14 999							9	0,2	1	2,0						10	0,2	
15 000 - 19 999	1	0,3				1	11	0,3	1	2,0						12	0,3	
20 000 - 24 999	1	0,3		1	0,1		16	0,4					1	0,0	1	16	0,4	
25 000 - 29 999	2	0,6	1	1	0,1		40	1,0	1	2,0			3	0,1	1	41	1,0	
30 000 - 34 999							29	0,7	2	3,9						31	0,7	
35 000 - 39 999	5	1,5	2	1	0,1		20	0,5	4	7,8					1	24	0,6	
40 000 - 44 999	9	2,6	2	2	0,1		17	0,4	2	3,9					7	19	0,4	
45 000 - 49 999	4	1,2	3	3	0,2		38	0,9	3	5,9					7	41	1,0	
50 000 - 54 999	5	1,5	2	6	0,1		68	1,6	1	2,0					13	69	1,6	
55 000 - 59 999	7	2,0	4	3	0,4		189	4,5	5	9,8					13	194	4,6	
60 000 - 64 999	13	3,8	10	7	0,9		200	4,8							14	200	4,7	
65 000 - 69 999	14	4,1	11	9	1,2		845	20,1	18	35,3					14	863	20,3	
70 000 - 74 999	14	4,1	10	12	1,5		456	10,8	1	2,0					17	457	10,7	
75 000 - 79 999	17	5,0	10	9	1,2		420	10,0							16	420	9,9	
80 000 - 84 999	14	4,1	21	9	1,2		308	7,3	3	5,9					22	311	7,3	
85 000 - 89 999	16	4,7	21	11	1,4		401	9,5							37	401	9,4	
90 000 - 94 999	21	6,1	45	20	2,6		290	6,9	1	2,0					66	291	6,8	
95 000 - 99 999	14	4,1	70	15	1,9		103	2,4							84	103	2,4	
100 000 - 104 999	9	2,6	216	14	1,8		93	2,2	2	3,9					225	95	2,2	
105 000 - 109 999	9	2,6	117	12	1,5		66	1,6	1	2,0					126	67	1,6	
110 000 - 114 999	11	3,2	94	18	2,3		120	2,9							105	120	2,8	
115 000 - 119 999	12	3,5	155	16	2,0		199	4,7	3	5,9					167	202	4,7	
120 000 - 124 999	17	5,0	165	11	1,4		60	1,4							182	60	1,4	

*) Y non compris les parastataux: employés publics des établissements publics (Organismes de sécurité sociale, Chambres professionnelles, Banque Centrale du Luxembourg, Société nationale de crédit et d'investissement, Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Institut belgo-luxembourgeois du change).

Tableau 2.10d. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants -Total des régimes spéciaux* (suite)
(mois de décembre 2000)

Tranches de montant	Invalidité			Veillesse			Survie			Invalidité			Veillesse			Survie		
	Femmes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre	Femmes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre	Femmes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre	Femmes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre	Femmes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre	Femmes Nombre	Femmes En % du total	Hommes Nombre
125 000 - 129 999	11	3,2	137	28	3,6	229	22	0,5		148	6,5		257	5,0		22	0,5	
130 000 - 134 999	3	0,9	96	15	1,9	219	26	0,6		99	4,3		234	4,6		26	0,6	
135 000 - 139 999	9	2,6	169	28	3,6	351	49	1,2		178	7,8		379	7,4		49	1,2	
140 000 - 144 999	11	3,2	118	18	2,3	256	13	0,3		129	5,6		274	5,3		13	0,3	
145 000 - 149 999	12	3,5	121	26	3,3	384	14	0,3	2,0	133	5,8		410	8,0		15	0,4	
150 000 - 154 999	13	3,8	88	41	5,2	247	29	0,7		101	4,4		288	5,6		29	0,7	
155 000 - 159 999	18	5,3	41	53	6,8	196	19	0,5		59	2,6		249	4,8		19	0,4	
160 000 - 164 999	11	3,2	37	16	2,0	40	3	0,1		48	2,1		56	1,1		3	0,1	
165 000 - 169 999	10	2,9	25	35	4,5	73	5	0,1		35	1,5		108	2,1		5	0,1	
170 000 - 174 999	4	1,2	12	41	5,2	16	9	0,2		16	0,7		57	1,1		9	0,2	
175 000 - 179 999	6	1,8	13	48	6,1	36	2	0,0		19	0,8		84	1,6		2	0,0	
180 000 - 184 999	7	2,0	11	74	9,5	109	2	0,0		18	0,8		183	3,6		2	0,0	
185 000 - 189 999	6	1,8	57	56	7,2	208				63	2,8		264	5,1				
190 000 - 194 999	3	0,9	19	34	4,3	149	1	0,0		22	1,0		183	3,6		1	0,0	
195 000 - 199 999	1	0,3	30	22	2,8	284				31	1,4		306	6,0				
200 000 - 204 999	1	0,3	3	7	0,9	49				4	0,2		56	1,1				
205 000 - 209 999			4	5	0,6	73				4	0,2		78	1,5				
210 000 - 214 999			1	6	0,8	46				1	0,0		52	1,0				
215 000 - 219 999				2	0,3	16							18	0,4				
220 000 - 224 999			2	25	3,2	80	1	0,0		2	0,1		105	2,0		1	0,0	
225 000 - 229 999	1	0,3		1	0,1	16				1	0,0		17	0,3				
230 000 - 234 999				13	1,7	129							142	2,8				
235 000 - 239 999						12							12	0,2				
240 000 - 244 999			1			7				1	0,0		7	0,1				
245 000 - 249 999			2	2	0,3	54	1	0,0		2	0,1		56	1,1		1	0,0	
>= 250 000				5	0,6	135	6	0,1					140	2,7		6	0,1	
TOTAL	342	100,0	1 946	782	100,0	4 355	4 205	100,0	51	2 288	100,0	5 137	4 256	100,0	83 823	2 077,92 €	100,0	
Montant moyen	111 417 2 761,96 €		128 167 3 177,18 €	154 581 3 831,96 €		157 539 3 905,29 €	84 051 2 083,57 €		64 966 1 610,47 €	125 663 3 115,10 €		157 088 3 894,11 €						

*) Y non compris les parastataux: employés publics des établissements publics (Organismes de sécurité sociale, Chambres professionnelles, Banque Centrale du Luxembourg, Société nationale de crédit et d'investissement, Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Institut belgo-luxembourgeois du change).

Section 3 - Comptes financiers

Suite à l'introduction du régime unique d'assurance pension par la loi du 27 juillet 1987 consécutive à la réforme du financement introduite par la loi du 23 mai 1984, le financement en matière d'assurance pension se caractérise comme suit:

Le financement s'opère à l'intérieur d'une communauté de risque formée par les quatre anciens régimes de pension contributifs. Le système de financement appliqué est celui de la répartition des charges par périodes de couverture de 7 ans avec maintien d'une réserve de compensation se situant entre 1,5 fois et 2,5 fois le montant annuel des prestations à charge du régime. Pour chaque période de couverture est déterminé un taux de cotisation global de telle sorte que les recettes en cotisations, compte tenu d'autres recettes éventuelles, soient suffisantes pour couvrir les charges courantes et pour constituer la dotation nécessaire à la réserve de compensation. Le taux de cotisation global est fixé à 24% pour la première période de couverture s'étendant de 1985 à 1991 et est refixé en principe pour les périodes de couverture suivantes.

Les pouvoirs publics contribuent dorénavant au financement au niveau des cotisations en prenant à charge un tiers du taux de cotisation global. (Par une disposition transitoire et dérogatoire, le taux de cotisation global et le taux à charge des pouvoirs public sont fixés respectivement à 23 % et 7% en 1985, 23,2% et 7,2% en 1986, 23,4% et 7,4% en 1987, 23,6% et 7,6% en 1988, 23,8% et 7,8% en 1989, 24,0% et 8,0% en 1990.) L'Etat intervient en outre dans la participation aux frais de fonctionnement et dans la prise en charge intégrale du complément différentiel.

La communauté de risque s'opère par une redistribution des cotisations perçues centralement par le Centre d'affiliation et de perception des cotisations (CCSS), selon les besoins de chaque caisse. Ces cotisations sont réparties

- dans la mesure nécessaire pour permettre à chaque caisse de couvrir ses charges, compte tenu des revenus de placements et d'autres ressources;
- de manière à parfaire, le cas échéant, un fonds de roulement correspondant à cinquante pour cent du montant des prestations annuelles de l'exercice précédent;
- en affectant l'excédent des recettes en cotisations par rapport aux montants répartis précédemment.

Le rôle particulier attribué au CCSS dans la répartition des cotisations rend nécessaire d'adjoindre son compte d'exploitation et son bilan de fin d'exercice à ceux des quatre caisses pour établir les comptes d'exploitation et bilan consolidés de la communauté de risque. Les comptes d'exploitation et bilan consolidés tiennent compte du fait que les transferts et dettes entre caisses appartenant à la communauté de risque s'annulent mutuellement.

Afin de permettre l'analyse de l'évolution des comptes financiers de l'ensemble des régimes de pension sur une période plus longue, les comptes financiers ont été établis rétroactivement jusqu'à 1980 selon la présentation introduite à partir de 1985. Aussi, la réserve de compensation a-t-elle été établie par la fusion des différentes réserves existantes, en déduisant les découverts accumulés dans les différentes gestions antérieures et en négligeant les certificats de la dette publique annulés avec effet au 1er janvier 1985.

Le taux de rendement moyen de chaque caisse de pension a été établi à partir des revenus bruts de la fortune (sans prise en compte des intérêts sur certificats de la dette publique), auxquels on a ajouté les intérêts de retard sur cotisations, et desquels ont été déduits les frais de gestion du patrimoine ainsi que les pertes de réalisation sur titres et sur immeubles. Ces revenus nets de la fortune sont mis en relation avec les réserves existant à la fin de chaque exercice, et le taux de rendement moyen s'obtient à l'aide de la formule suivante:

$$i = \frac{2 * I}{A + B - I}$$

I = taux de rendement moyen

I = revenus nets de la fortune

A = réserve au début de l'exercice

B = réserve à la fin de l'exercice

Tableau 3. 1. - **Compte d'exploitation consolidé de l'exercice 2000**
(montants en LUF)

RECETTES	AVI	CPEP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2000	TOTAL 1999
I. Cotisations des assurés et des employeurs	782 651 295	271 496 693	89 072	0	48 132 149 806	49 186 386 866	44 004 436 980
II. Cotisations à charge des pouvoirs publics	0	0	0	0	24 592 560 106	24 592 560 106	22 000 468 095
III. Participation de tiers	670 527 510	474 205 429	141 538 759	39 399 838	0	1 325 671 536	1 315 890 331
IV. Transferts provenant d'autres organismes	33 290 047 620	31 319 267 955	5 024 984 950	3 179 427 032	0	95 932 606	122 641 007
V. Revenus sur immobilisations	123 775 196	504 855 436	62 682 222	3 112 241	0	694 425 095	661 752 825
VI. Produits divers de tiers	44 811 052	63 240 730	1 637 932	920 427	69 540 131	180 150 272	142 769 204
VII. Produits financiers	324 893 115	5 369 676 497	30 205 252	21 665 411	0	5 746 440 275	4 303 151 650
VIII. Recettes diverses	67 433	199 877	158 689	0	0	425 999	2 483 104
TOTAL DES RECETTES COURANTES	35 236 773 221	38 002 942 617	5 261 296 876	3 244 524 949	72 794 250 043	81 821 992 755	72 553 593 196
IX. Opérations sur réserves et sur reports	0	0	67 927 287	0	0	67 927 287	48 226 490
TOTAL DES RECETTES	35 236 773 221	38 002 942 617	5 329 224 163	3 244 524 949	72 794 250 043	81 889 920 042	72 601 819 686

DEPENSES	AVI	CPEP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2000	TOTAL 1999
I. Frais d'administration	382 423 879	297 409 022	72 564 900	38 588 614	0	790 986 415	747 165 193
II. Prestations en espèces	33 102 348 381	18 575 094 137	4 943 056 831	2 936 922 397	0	59 557 421 746	57 310 517 886
III. Prestations en nature	2 426 869	241 372	0	0	0	2 668 241	2 952 406
IV. Transferts de cotisations à d'autres organismes	1 134 376 975	988 675 563	180 469 200	130 733 606	72 717 794 951	2 434 255 344	2 425 189 644
V. Décharges et restitutions de cotisations	5 119 897	27 337 859	2 563 119	813 212	76 455 092	112 289 179	109 791 769
VI. Pertes de réalisation sur titres et sur immeubles	0	4 800 000	0	0	0	4 800 000	0
VII. Frais de gestion du patrimoine	37 421 756	118 244 339	11 353 671	676 741	0	167 696 507	137 962 892
VIII. Dotations aux provisions et aux amortissements	31 135 876	125 360 804	15 435 604	789 319	0	172 721 603	170 015 340
IX. Quote-part de l'Etat et des organismes dans la récupération auprès de tiers responsables	0	0	0	108 035	0	108 035	104 215
X. Dépenses diverses	3 500	0	0	2 567 386	0	2 570 886	14
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	34 695 257 133	20 137 163 096	5 225 443 325	3 111 199 310	72 794 250 043	63 245 517 956	60 903 699 359
XI. Opérations sur réserves et sur reports	541 516 088	17 865 779 521	103 780 838	133 325 639	0	18 644 402 086	11 698 120 327
TOTAL DES DEPENSES	35 236 773 221	38 002 942 617	5 329 224 163	3 244 524 949	72 794 250 043	81 889 920 042	72 601 819 686

Tableau 3. 1a. - **Compte d'exploitation consolidé de l'exercice 2000**
(montants en EUR)

RECETTES	AVI	CPEP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2000	TOTAL 1999
I. Cotisations des assurés et des employeurs	19 401 418,82	6 730 227,22	2 208,04	0,00	1 193 164 827,03	1 219 298 681,11	1 090 841 498,86
II. Cotisations à charge des pouvoirs publics	0,00	0,00	0,00	0,00	609 633 640,79	609 633 640,79	545 377 358,27
III. Participation de tiers	16 621 942,79	11 755 245,53	3 508 654,19	976 696,47	0,00	32 862 538,98	32 620 069,24
IV. Transferts provenant d'autres organismes	825 238 724,44	776 384 372,67	124 566 123,12	78 815 937,37	0,00	2 378 107,18	3 040 191,15
V. Revenus sur immobilisations	3 068 306,96	12 515 039,35	1 553 851,70	77 150,44	0,00	17 214 348,45	16 404 424,03
VI. Produits divers de tiers	1 110 836,96	1 567 696,75	40 603,27	22 816,79	1 723 854,82	4 465 808,59	3 539 156,12
VII. Produits financiers	8 053 889,95	133 110 803,37	748 768,64	537 071,51	0,00	142 450 533,47	106 672 343,02
VIII. Recettes diverses	1 671,62	4 954,82	3 933,80	0,00	0,00	10 560,24	61 554,54
TOTAL DES RECETTES COURANTES	873 496 791,54	942 068 339,71	130 424 142,75	80 429 672,58	1 804 522 322,64	2 028 314 218,80	1 798 556 595,23
IX. Opérations sur réserves et sur reports	0,00	0,00	1 683 873,46	0,00	0,00	1 683 873,46	1 195 503,46
TOTAL DES RECETTES	873 496 791,54	942 068 339,71	132 108 016,21	80 429 672,58	1 804 522 322,64	2 029 998 092,26	1 799 752 098,69

DEPENSES	AVI	CPEP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2000	TOTAL 1999
I. Frais d'administration	9 480 040,33	7 372 577,08	1 798 836,88	956 586,75	0,00	19 608 041,05	18 521 741,33
II. Prestations en espèces	820 585 781,84	460 464 555,86	122 535 178,10	72 804 404,50	0,00	1 476 389 920,30	1 420 690 628,53
III. Prestations en nature	60 160,51	5 983,46	0,00	0,00	0,00	66 143,97	73 188,23
IV. Transferts de cotisations à d'autres organismes	28 120 470,68	24 508 627,02	4 473 714,61	3 240 801,44	1 802 627 050,41	60 343 613,74	60 118 880,91
V. Décharges et restitutions de cotisations	126 918,93	677 687,82	63 538,06	20 159,00	1 895 272,22	2 783 576,04	2 721 666,86
VI. Pertes de réalisation sur titres et sur immeubles	0,00	118 988,89	0,00	0,00	0,00	118 988,89	0,00
VII. Frais de gestion du patrimoine	927 661,10	2 931 200,60	281 450,15	16 775,97	0,00	4 157 087,82	3 420 010,76
VIII. Dotations aux provisions et aux amortissements	771 838,20	3 107 613,16	382 638,63	19 566,71	0,00	4 281 656,70	4 214 570,19
IX. Quote-part de l'Etat et des organismes dans la récupération auprès de tiers responsables	0,00	0,00	0,00	2 678,12	0,00	2 678,12	2 583,42
X. Dépenses diverses	86,76	0,00	0,00	63 643,84	0,00	63 730,60	0,35
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	860 072 958,36	499 187 233,88	129 535 356,43	77 124 616,32	1 804 522 322,64	1 567 815 437,22	1 508 763 270,58
XI. Opérations sur réserves et sur reports	13 423 833,18	442 881 105,83	2 572 659,77	3 305 056,26	0,00	462 182 655,04	289 988 826,11
TOTAL DES DEPENSES	873 496 791,54	942 068 339,71	132 108 016,21	80 429 672,58	1 804 522 322,64	2 029 998 092,26	1 799 752 098,69

Compte d'exploitation consolidé du régime unique d'assurance pension pour l'exercice 2000

Tableau 3. 2. - Etat détaillé des recettes
(montants en LUF)

RECETTES	AVI	CPEP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2000	TOTAL 1999
Cotisations sur salaires	0	3 248	0	0	43 208 435 808	43 208 439 056	38 941 837 560
Cotisations sur indemnités	781 647 976	271 294 355	0	0	611 680 882	1 664 623 213	1 572 819 534
Cotisations des non-salarisés	0	0	50 679	0	2 805 962 052	2 806 012 731	2 818 805 908
Cotisations à charge du FOA	0	0	0	0	134 624 839	134 624 839	132 286 488
Cotisations volontaires de l'armée	0	0	0	0	58 491 608	58 491 608	52 523 114
Cotisations service volontariat	0	0	0	0	814 802	814 802	0
Cotisations Baby-Year	0	0	0	0	537 355 005	537 355 005	344 379 611
Cotisations congé parental	0	0	0	0	242 956 635	242 956 635	0
Cotisations à charge de l'assurance dépendance	0	0	0	0	24 960 528	24 960 528	727 520
Cotisations assistance maternelle	0	0	0	0	20 183 412	20 183 412	527 810
<i>A. Cotisations obligatoires de l'assurance générale</i>	<i>781 647 976</i>	<i>271 297 603</i>	<i>50 679</i>	<i>0</i>	<i>47 645 465 571</i>	<i>48 698 467 829</i>	<i>43 863 907 525</i>
Rappels de cotisations: périodes militaires	1 003 319	199 090	38 393	0	0	1 240 802	1 775 384
Achat rétroactif (Art.174 CAS)	0	0	0	0	167 169 892	167 169 892	0
Restitutions de cotisations	0	0	0	0	163 320 316	163 320 316	1 493 370
<i>B. Rappels de cotisations</i>	<i>1 003 319</i>	<i>199 090</i>	<i>38 393</i>	<i>0</i>	<i>330 490 208</i>	<i>331 731 010</i>	<i>3 268 754</i>
<i>C. Cotisations volontaires</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>156 194 027</i>	<i>156 194 027</i>	<i>137 260 701</i>
I. Cotisations des assurés et des employeurs	782 651 295	271 496 693	89 072	0	48 132 149 806	49 186 386 866	44 004 436 980
II. Cotisations à charge des pouvoirs publics	0	0	0	0	24 592 560 106	24 592 560 106	22 000 468 095
Participation de l'Etat aux frais d'administration	202 841 749	165 324 344	37 962 610	20 490 840	0	426 619 543	409 054 014
Participation de l'Etat au complément différentiel	467 685 761	308 881 085	103 576 149	18 908 998	0	899 051 993	906 836 317
III. Participation de tiers	670 527 510	474 205 429	141 538 759	39 399 838	0	1 325 671 536	1 315 890 331
Transferts de régimes contributifs	1 419 929	0	42 555	0	0	1 462 484	6 584 478
Transferts de régimes non-contributifs	0	94 470 122	0	0	0	94 470 122	116 056 529
Répartition des cotisations	33 288 627 691	31 224 797 833	5 024 942 395	3 179 427 032	0	p.m.	p.m.
IV. Transferts provenant d'autres organismes	33 290 047 620	31 319 267 955	5 024 984 950	3 179 427 032	0	95 932 606	122 641 007

Tableau 3. 2. - **Etat détaillé des recettes** (suite)
(montants en LUF)

RECETTES	AVI	CPEP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2000	TOTAL 1999
V. Revenus sur immobilisations	123 775 196	504 855 436	62 682 222	3 112 241	0	694 425 095	661 752 825
Recours contre tiers responsables	36 329 519	55 411 904	0	0	0	91 741 423	64 089 287
Intérêts de retard sur cotisations	0	0	6 870	204 144	63 627 008	63 838 022	59 030 328
Amendes d'ordre	0	0	0	0	5 913 123	5 913 123	4 645 844
Retenues pour la péréquation des pensions	6 111 876	5 487 722	1 631 062	716 283	0	13 946 943	12 903 403
Remboursements sur pensions	61 824	0	0	0	0	61 824	51 520
Produits divers	2 307 833	2 341 104	0	0	0	4 648 937	2 048 822
VI. Produits divers de tiers	44 811 052	63 240 730	1 637 932	920 427	69 540 131	180 150 272	142 769 204
Revenus sur actions et obligations	0	981 661 890	0	0	0	981 661 890	0
Revenus sur placements à moins d'un an	324 691 353	3 026 704 848	27 847 022	21 665 411	0	3 400 908 634	2 999 826 659
Revenus sur prêts et placements	201 762	1 310 438 516	2 358 230	0	0	1 312 998 508	1 256 669 070
Intérêts de retard sur prêts	0	2 363 000	0	0	0	2 363 000	2 328 510
Bénéfices de réalisation sur titres et sur immeubles	0	48 508 243	0	0	0	48 508 243	44 327 411
VII. Produits financiers	324 883 115	5 369 676 497	30 205 252	21 665 411	0	5 746 440 275	4 303 151 650
VIII. Recettes diverses	67 433	199 877	158 689	0	0	425 999	2 483 104
TOTAL DES RECETTES COURANTES	35 236 773 221	38 002 942 617	5 261 296 876	3 244 524 949	72 794 250 043	81 821 992 755	72 553 593 196
Prélèvement au fonds de roulement	0	0	0	0	0	0	10 131 968
Prélèvement à la réserve excédentaire	0	0	67 927 287	0	0	67 927 287	38 094 522
TOTAL DES RECETTES	35 236 773 221	38 002 942 617	5 329 224 163	3 244 524 949	72 794 250 043	81 889 920 042	72 601 819 686

Tableau 3. 3. - Etat détaillé des dépenses
(montants en LUF)

DEPENSES	AVI	CPEP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2000	TOTAL 1999
Frais de personnel	276 854 053	190 247 435	49 821 807	25 098 598	0	542 021 893	511 504 999
Services extraordinaires	208 834	94 909	76 187	0	0	379 930	376 464
Achats de service (6020-29)	19 632 851	34 310 767	3 623 958	2 248 787	0	59 816 363	65 529 502
Achats de service (6031-39)	640 106	2 515 538	106 730	8 561	0	3 270 935	2 000 920
Dépenses diverses / frais d'élections	45 841	27 534	896	9 488	0	83 759	293 216
Frais généraux à charge de l'organisme	0	205 320	0	0	0	205 320	165 795
Acquisitions nouvelles	687 353	342 917	282 091	107 330	0	1 419 691	2 235 596
Participation aux frais du centre commun	84 354 841	69 664 602	18 653 231	11 115 850	0	183 788 524	165 058 701
I. Frais d'administration	382 423 879	297 409 022	72 564 900	38 588 614	0	790 986 415	747 165 193
Avances	4 822 190	83 699 745	2 704 959	114 000	0	91 340 894	103 210 001
Majorations proportionnelles	23 082 640 320	14 818 215 613	3 526 578 228	642 826 978	0	42 070 261 139	40 247 422 985
Majorations proportionnelles spéciales	2 090 242 533	683 367 312	124 611 828	28 199 556	0	2 926 421 229	2 854 352 960
Majorations forfaitaires	4 524 575 006	1 962 043 981	750 856 930	711 723 816	0	7 949 199 733	7 711 754 962
Majorations forfaitaires spéciales	778 100 289	190 976 031	72 787 756	33 951 899	0	1 075 815 975	1 017 988 928
Majorations forfaitaires transitoires	1 137 716 106	241 615 094	149 212 937	48 232 110	0	1 576 776 247	1 550 189 991
Majorations assurance supplémentaire	104 852 690	16 529 797	1 663 770	80 641	0	123 126 898	122 812 907
Suppléments enfants	13 289 552	3 426 898	1 183 893	1 118 897	0	19 019 240	21 522 040
Compléments différentiels	467 685 761	308 881 085	103 576 149	18 908 998	0	899 051 993	906 836 317
Compléments pensions minima	661 410 469	144 654 229	161 789 086	1 425 411 165	0	2 393 264 949	2 337 367 766
Compléments divers	183 083 177	101 025 670	42 805 108	26 298 517	0	353 212 472	348 640 524
Allocations trimestrielles	21 749 795	2 512 185	2 163 335	25 626	0	26 450 941	28 674 200
Pensions brutes	33 070 167 888	18 556 947 640	4 939 933 979	2 936 892 203	0	59 503 941 710	57 250 773 581
Convention belgo-luxembourgeoise	1 560 034	850 494	0	0	0	2 410 528	2 737 489
Remboursements de cotisations	19 694 478	10 208 837	2 267 306	30 194	0	32 200 815	27 500 883
Autres versements en capital	10 925 491	7 087 166	855 546	0	0	18 868 203	29 449 083
Intérêts moratoires	490	0	0	0	0	490	56 850
II. Prestations en espèces	33 102 348 381	18 575 094 137	4 943 056 831	2 936 922 397	0	59 557 421 746	57 310 517 886
Mesures de réhabilitation et de reconversion	2 426 869	241 372	0	0	0	2 668 241	2 952 406
III. Prestations en nature	2 426 869	241 372	0	0	0	2 668 241	2 952 406

Tableau 3. 3. - Etat détaillé des dépenses (suite)
(montants en LUF)

DEPENSES	AVI	CPEP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2000	TOTAL 1999 p.m.
Transferts CCSS	1 762 900	0	0	0	72 717 794 951	1 762 900	618 154 435
Transferts régimes non contributifs	167 625 432	372 130 864	75 550	720 716	0	540 552 562	117 362 348
Organismes internationaux	4 679 341	114 921 733	0	0	0	119 601 074	1 689 672 861
Cotisations A.M. des bénéficiaires de pension - part organisme	960 309 302	501 622 966	180 393 650	130 012 890	0	1 772 338 808	2 425 189 644
IV. Transferts de cotisations à d'autres organismes	1 134 376 975	988 675 563	180 469 200	130 733 606	72 717 794 951	2 434 255 344	41 480 425
Décharges sur cotisations irrécouvrables-salariés	0	0	0	0	17 020 385	17 020 385	3 366 631
Décharges sur cotisations irrécouvrables-assurés	0	0	723 714	219 616	2 170 627	3 113 957	869 662
Décharges sur cotisations irrécouvrables-Etat	0	0	267 767	234 604	0	502 371	38 151
Décharges sur cotisations irrécouvrables-FOA	0	0	0	249 592	0	249 592	1 554 117
Autres décharges	1 025 015	0	70 202	0	0	1 095 217	29 009 279
Extournes de cotisations indues	4 094 882	26 367 188	1 501 436	0	0	31 963 506	15 065 100
Extournes de cotisations indues-salariés	0	0	0	0	15 146 133	15 146 133	18 101 853
Extournes de cotisations indues Etat-assurés et employeurs	0	0	0	0	7 573 067	7 573 067	0
Extournes de cotisations indues-assurés	0	0	0	0	22 383 444	22 383 444	0
Extournes de cotisations indues Etat-assurés	0	0	0	0	11 195 996	11 195 996	0
Extournes de cotisations-FOA	0	0	0	0	637 928	637 928	214 879
Extournes de cotisations Etat-autres personnes	0	0	0	0	318 964	318 964	0
Extournes de cotisations-Baby-Year	0	0	0	0	8 548	8 548	12 934
Décharges sur intérêts et sur amendes	0	0	0	109 400	0	109 400	78 738
Extournes d'intérêts sur restitutions	0	970 671	0	0	0	970 671	0
V. Décharges et restitutions de cotisations	5 119 897	27 337 859	2 563 119	813 212	76 455 092	112 289 179	109 791 769
VI. Pertes de réalisation sur titres et sur immeubles	0	4 800 000	0	0	0	4 800 000	0
VII. Frais de gestion du patrimoine	37 421 756	118 244 339	11 353 671	676 741	0	167 696 507	137 962 892
VIII. Dotations aux provisions et aux amortissements	31 135 876	125 360 804	15 435 604	789 319	0	172 721 603	170 015 340
IX. Quote-part Etat et organismes dans la récup. auprès de tiers responsables	0	0	0	108 035	0	108 035	104 215
X. Dépenses diverses	3 500	0	0	2 567 386	0	2 570 886	14
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	34 695 257 133	20 137 163 096	5 225 443 325	3 111 189 310	72 794 250 043	63 245 517 956	60 903 699 359
Dotations au fonds de roulement	541 516 088	507 605 599	103 780 838	133 325 639	0	1 286 228 164	501 701 351
Dotations à la réserve excédentaire	0	17 358 173 922	0	0	0	17 358 173 922	11 196 418 976
TOTAL DES DEPENSES	35 236 773 221	38 002 942 617	5 329 224 163	3 244 524 949	72 794 250 043	81 889 920 042	72 601 819 686

Compte d'exploitation consolidé du régime unique d'assurance pension pour l'exercice 2000
Tableau 3. 2a. -Etat détaillé des recettes
(montants en EUR)

RECETTES	AVI	GPEP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2000	TOTAL 1999
Cotisations sur salaires	0,00	80,52	0,00	0,00	1 071 109 145,24	1 071 109 225,75	965 342 937,39
Cotisations sur indemnités	19 376 547,19	6 725 211,39	0,00	0,00	15 163 172,99	41 264 931,57	38 989 177,81
Cotisations des non-salariés	0,00	0,00	1 256,30	0,00	69 557 982,35	69 559 238,64	69 876 373,22
Cotisations à charge du FOA	0,00	0,00	0,00	0,00	3 337 262,59	3 337 262,59	3 279 295,88
Cotisations volontaires de l'armée	0,00	0,00	0,00	0,00	1 449 969,09	1 449 969,09	1 302 013,99
Cotisations service volontariat	0,00	0,00	0,00	0,00	20 198,41	20 198,41	0,00
Cotisations Baby-Year	0,00	0,00	0,00	0,00	13 320 682,62	13 320 682,62	8 536 947,56
Cotisations congé parental	0,00	0,00	0,00	0,00	6 022 737,66	6 022 737,66	0,00
Cotisations à charge de l'assurance dépendance	0,00	0,00	0,00	0,00	618 755,33	618 755,33	18 034,75
Cotisations assistance maternelle	0,00	0,00	0,00	0,00	500 333,71	500 333,71	13 084,07
<i>A. Cotisations obligatoires de l'assurance générale</i>	<i>19 376 547,19</i>	<i>6 725 291,91</i>	<i>1 256,30</i>	<i>0,00</i>	<i>1 181 100 239,99</i>	<i>1 207 203 335,38</i>	<i>1 087 357 864,67</i>
Rappels de cotisations: périodes militaires	24 871,63	4 935,31	951,74	0,00	0,00	30 758,68	44 010,62
Achat rétroactif (Art.174 CAS)	0,00	0,00	0,00	0,00	4 144 033,38	4 144 033,38	0,00
Restitutions de cotisations	0,00	0,00	0,00	0,00	4 048 604,88	4 048 604,88	37 019,68
<i>B. Rappels de cotisations</i>	<i>24 871,63</i>	<i>4 935,31</i>	<i>951,74</i>	<i>0,00</i>	<i>8 192 638,26</i>	<i>8 223 396,93</i>	<i>81 030,30</i>
<i>C. Cotisations volontaires</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>3 871 948,79</i>	<i>3 871 948,79</i>	<i>3 402 603,90</i>
I. Cotisations des assurés et des employeurs	19 401 418,82	6 730 227,22	2 208,04	0,00	1 193 164 827,03	1 219 298 681,11	1 090 841 498,86
II. Cotisations à charge des pouvoirs publics	0,00	0,00	0,00	0,00	609 633 640,79	609 633 640,79	545 377 358,27
Participation de l'Etat aux frais d'administration	5 028 315,61	4 098 283,44	941 068,52	507 954,66	0,00	10 575 622,23	10 140 184,14
Participation de l'Etat au complément différentiel	11 593 627,18	7 656 962,09	2 567 585,67	468 741,82	0,00	22 286 916,75	22 479 885,10
III. Participation de tiers	16 621 942,79	11 755 245,53	3 508 654,19	976 696,47	0,00	32 862 538,98	32 620 069,24
Transferts de régimes contributifs	35 199,12	0,00	1 054,91	0,00	0,00	36 254,03	163 224,95
Transferts de régimes non-contributifs	0,00	2 341 853,15	0,00	0,00	0,00	2 341 853,15	2 876 966,20
Répartition des cotisations	825 203 525,32	774 042 519,52	124 565 068,21	78 815 937,37	0,00	p.m.	p.m.
IV. Transferts provenant d'autres organismes	825 238 724,44	776 384 372,67	124 566 123,12	78 815 937,37	0,00	2 378 107,18	3 040 191,15

Tableau 3.2a. - **Etat détaillé des recettes** (suite)
(montants en EUR)

RECETTES		AVI	CPEP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2000	TOTAL 1999
V. Revenus sur immobilisations		3 068 306,96	12 515 039,35	1 553 851,70	77 150,44	0,00	17 214 348,45	16 404 424,03
Recours contre tiers responsables		900 585,25	1 373 625,22	0,00	0,00	0,00	2 274 210,47	1 588 731,93
Intérêts de retard sur cotisations		0,00	0,00	170,30	5 060,60	1 577 272,33	1 582 503,23	1 463 323,61
Amendes d'ordre		0,00	0,00	0,00	0,00	146 582,49	146 582,49	115 167,46
Retenues pour la péréquation des pensions		151 509,45	136 037,07	40 432,97	17 756,19	0,00	345 735,69	319 867,01
Remboursements sur pensions		1 532,58	0,00	0,00	0,00	0,00	1 532,58	1 277,15
Produits divers		57 209,69	58 034,45	0,00	0,00	0,00	115 244,14	50 788,97
VI. Produits divers de tiers		1 110 836,96	1 567 696,75	40 603,27	22 816,79	1 723 854,82	4 465 808,59	3 539 156,12
Revenus sur actions et obligations		0,00	24 334 762,60	0,00	0,00	0,00	24 334 762,60	0,00
Revenus sur placements à moins d'un an		8 048 888,40	75 030 053,32	690 309,64	537 071,51	0,00	84 306 322,87	74 363 760,42
Revenus sur prêts et placements		5 001,55	32 484 922,27	58 458,99	0,00	0,00	32 548 382,82	31 152 012,52
Intérêts de retard sur prêts		0,00	58 577,24	0,00	0,00	0,00	58 577,24	57 722,26
Bénéfices de réalisation sur titres et sur immeubles		0,00	1 202 487,93	0,00	0,00	0,00	1 202 487,93	1 098 847,82
VII. Produits financiers		8 053 889,95	133 110 803,37	748 768,64	537 071,51	0,00	142 450 533,47	106 672 343,02
VIII. Recettes diverses		1 671,62	4 954,82	3 933,80	0,00	0,00	10 560,24	61 554,54
TOTAL DES RECETTES COURANTES		873 496 791,54	942 068 339,71	130 424 142,75	80 429 672,58	1 804 522 322,64	2 028 314 218,80	1 798 556 595,23
Prélèvement au fonds de roulement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	251 164,93
Prélèvement à la réserve excédentaire		0,00	0,00	1 683 873,46	0,00	0,00	1 683 873,46	944 338,53
TOTAL DES RECETTES		873 496 791,54	942 068 339,71	132 108 016,21	80 429 672,58	1 804 522 322,64	2 029 998 092,26	1 799 752 096,69

Tableau 3. 3a. - Etat détaillé des dépenses
(montants en EUR)

DEPENSES	AVI	CPEP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2000	TOTAL 1999
Frais de personnel	6 863 032,70	4 716 110,72	1 235 050,33	622 177,99	0,00	13 436 371,76	12 679 877,71
Services extraordinaires	5 176,86	2 352,73	1 888,63	0,00	0,00	9 418,22	9 332,30
Achats de service (6020-29)	486 685,66	850 541,70	89 835,57	55 745,97	0,00	1 482 808,91	1 624 433,92
Achats de service (6031-39)	15 867,81	62 358,56	2 645,77	212,22	0,00	81 084,36	49 601,51
Dépenses diverses / frais d'élections	1 136,37	682,55	22,21	235,20	0,00	2 076,33	7 268,63
Frais généraux à charge de l'organisme	0,00	5 089,75	0,00	0,00	0,00	5 089,75	4 109,95
Acquisitions nouvelles	17 039,04	8 500,69	6 992,85	2 660,64	0,00	35 193,22	55 418,98
Participation aux frais du centre commun	2 091 101,89	1 726 940,37	462 401,52	275 564,72	0,00	4 555 998,50	4 091 698,32
I. Frais d'administration	9 480 040,33	7 372 577,08	1 798 836,88	956 586,75	0,00	19 608 041,05	18 521 741,33
Avances	119 538,97	2 074 862,48	67 054,18	2 825,99	0,00	2 264 281,62	2 558 509,09
Majorations proportionnelles	572 203 707,00	367 333 969,92	87 421 590,73	15 935 264,54	0,00	1 042 894 532,19	997 707 554,68
Majorations proportionnelles spéciales	51 815 758,91	16 940 233,17	3 089 046,53	699 048,73	0,00	72 544 087,34	70 757 561,62
Majorations forfaitaires	112 161 284,63	48 637 799,82	18 613 257,10	17 643 172,54	0,00	197 055 514,09	191 169 411,97
Majorations forfaitaires spéciales	19 288 602,33	4 734 172,15	1 804 361,34	841 645,59	0,00	26 668 781,41	25 235 286,35
Majorations forfaitaires transitoires	28 203 245,57	5 989 481,73	3 698 892,09	1 195 642,78	0,00	39 087 262,16	38 428 206,09
Majorations assurance supplémentaire	2 599 230,29	409 762,96	41 243,78	1 999,04	0,00	3 052 236,07	3 044 452,44
Suppléments enfants	329 439,39	84 950,58	29 347,94	27 736,73	0,00	471 474,64	533 517,44
Compléments différentiels	11 593 627,18	7 656 962,09	2 567 585,67	468 741,82	0,00	22 286 916,75	22 479 885,10
Compléments pensions minima	16 395 937,25	3 585 884,67	4 010 646,68	35 335 019,79	0,00	59 327 488,39	57 941 833,42
Compléments divers	4 538 513,41	2 504 360,94	1 061 110,91	651 923,21	0,00	8 755 908,47	8 642 572,84
Allocations trimestrielles	539 163,33	62 275,44	53 627,67	635,25	0,00	655 701,70	710 814,85
<i>Pensions brutes</i>	<i>819 788 048,26</i>	<i>460 014 715,95</i>	<i>122 457 764,62</i>	<i>72 803 656,01</i>	<i>0,00</i>	<i>1 475 064 184,84</i>	<i>1 419 209 605,90</i>
<i>Convention belgo-luxembourgeoise</i>	<i>38 672,23</i>	<i>21 083,20</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>59 755,43</i>	<i>67 860,58</i>
<i>Remboursements de cotisations</i>	<i>488 213,36</i>	<i>253 070,46</i>	<i>56 205,05</i>	<i>748,49</i>	<i>0,00</i>	<i>798 237,35</i>	<i>681 729,08</i>
<i>Autres versements en capital</i>	<i>270 835,85</i>	<i>175 686,26</i>	<i>21 208,43</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>467 730,53</i>	<i>730 023,70</i>
<i>Intérêts moratoires</i>	<i>12,15</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>12,15</i>	<i>1 409,27</i>
II. Prestations en espèces	820 585 781,84	460 484 555,86	122 535 178,10	72 804 404,50	0,00	1 476 389 920,30	1 420 690 628,53
Mesures de réhabilitation et de reconversion	60 160,51	5 983,46	0,00	0,00	0,00	66 143,97	73 188,23
III. Prestations en nature	60 160,51	5 983,46	0,00	0,00	0,00	66 143,97	73 188,23

Tableau 3. 3a. - **Etat détaillé des dépenses (suite)**
(montants en EUR)

DEPENSES	AVI	CPEP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2000	TOTAL 1999 p.m.
Transferts CCSS	43 701,15	0,00	0,00	0,00	1 802 627 050,41	43 701,15	
Transferts régimes non contributifs	4 155 325,92	9 224 883,16	1 872,84	17 866,08	0,00	13 399 947,99	15 323 648,17
Organismes internationaux	115 997,83	2 848 835,35	0,00	0,00	0,00	2 964 833,18	2 909 336,61
Cotisations A.M. des bénéficiaires de pension-part organisme	23 805 445,77	12 434 908,51	4 471 841,77	3 222 935,36	0,00	43 935 131,42	41 885 896,12
IV. Transferts de cotisations à d'autres organismes	28 120 470,68	24 508 627,02	4 473 714,61	3 240 801,44	1 802 627 050,41	60 343 613,74	60 118 880,91
Décharges sur cotisations irrécouvrables-salariés	0,00	0,00	0,00	0,00	421 924,32	421 924,32	1 028 272,88
Décharges sur cotisations irrécouvrables-assurés	0,00	0,00	17 940,40	5 444,14	53 808,44	77 192,98	83 456,60
Décharges sur cotisations irrécouvrables-Etat	0,00	0,00	6 637,77	5 815,68	0,00	12 453,45	21 558,36
Décharges sur cotisations irrécouvrables-FOA	0,00	0,00	0,00	6 187,22	0,00	6 187,22	945,74
Autres décharges	25 409,46	0,00	1 740,26	0,00	0,00	27 149,72	38 525,55
Extournes de cotisations indues	101 509,47	653 625,52	37 219,63	0,00	0,00	792 354,62	719 121,24
Extournes de cotisations indues-salariés	0,00	0,00	0,00	0,00	375 462,83	375 462,83	0,00
Extournes de cotisations indues Etat-assurés et employeurs	0,00	0,00	0,00	0,00	187 731,43	187 731,43	373 454,07
Extournes de cotisations indues-assurés	0,00	0,00	0,00	0,00	554 871,08	554 871,08	448 733,21
Extournes de cotisations indues Etat-assurés	0,00	0,00	0,00	0,00	277 541,49	277 541,49	0,00
Extournes de cotisations-FOA	0,00	0,00	0,00	0,00	15 813,82	15 813,82	5 326,71
Extournes de cotisations Etat-autres personnes	0,00	0,00	0,00	0,00	7 906,91	7 906,91	0,00
Extournes de cotisations-Baby-Year	0,00	0,00	0,00	0,00	211,90	211,90	320,63
Décharges sur intérêts et sur amendes	0,00	0,00	0,00	2 711,96	0,00	2 711,96	1 951,86
Extournes d'intérêts sur restitutions	0,00	24 062,31	0,00	0,00	0,00	24 062,31	0,00
V. Décharges et restitutions de cotisations	126 918,93	677 687,82	63 538,06	20 159,00	1 895 272,22	2 783 576,04	2 721 666,86
VI. Pertes de réalisation sur titres et sur immeubles	0,00	118 988,89	0,00	0,00	0,00	118 988,89	0,00
VII. Frais de gestion du patrimoine	927 661,10	2 931 200,60	281 450,15	16 775,97	0,00	4 157 087,82	3 420 010,76
VIII. Dotations aux provisions et aux amortissements	771 838,20	3 107 613,16	382 638,63	19 566,71	0,00	4 281 656,70	4 214 570,19
IX. Quote-part Etat et organismes dans la récup. auprès de tiers responsables	0,00	0,00	0,00	2 678,12	0,00	2 678,12	2 583,42
X. Dépenses diverses	86,76	0,00	0,00	63 643,84	0,00	63 730,60	0,35
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	860 072 958,36	499 187 233,88	129 535 356,43	77 124 616,32	1 804 522 322,64	1 567 815 437,22	1 509 763 270,58
Dotations au fonds de roulement	13 423 833,18	12 583 214,11	2 572 659,77	3 305 056,26	0,00	31 884 763,32	12 436 851,63
Dotations à la réserve excédentaire	0,00	430 297 891,72	0,00	0,00	0,00	430 297 891,72	277 551 976,48
TOTAL DES DEPENSES	873 496 791,54	942 068 339,71	132 108 016,21	80 429 672,58	1 804 522 322,64	2 029 988 092,26	1 799 752 098,69

Tableau 3. 4. - Bilan de fin d'exercice 2000 du régime général d'assurance pension
(montants en LUF)

ACTIF	AVI	CPEP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2000	TOTAL 1999
Immobilisations en cours	0	0	87 267 488	0	0	87 267 488	83 895 934
Terrains et forêts	12 607 222	127 048 864	17 517 466	0	0	157 173 552	157 173 552
Immeubles	1 718 182 990	7 885 875 557	802 428 262	54 678 333	0	10 461 165 142	10 238 369 558
Constructions sur sol d'autrui	0	0	5 510 824	0	0	5 510 824	0
Equipements spéciaux	1 624 880	0	0	0	0	1 624 880	1 624 880
Amortissements immeubles	-515 696 895	-1 898 335 302	-313 031 298	-12 569 214	0	-2 739 632 709	-2 543 214 515
Amortissements équipements spéciaux	-776 000	0	0	0	0	-776 000	-451 000
A. Immobilisations	1 215 942 197	6 114 589 119	599 692 742	42 109 119	0	7 972 333 177	7 937 398 409
Prêts gagés et non gagés	6 667 565	31 245 076 617	37 911 169	0	0	31 289 655 351	31 457 175 320
<i>B. Prêts à plus d'un an</i>	<i>6 667 565</i>	<i>31 245 076 617</i>	<i>37 911 169</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>31 289 655 351</i>	<i>31 457 175 320</i>
I. Valeurs immobilisées	1 222 609 762	37 359 665 736	637 603 911	42 109 119	0	39 261 988 528	39 394 573 729
Organismes de sécurité sociale	6 065 237 282	8 399 379 660	928 064 647	538 554 421	0	15 931 236 010	0
Adm.communales débiteurs ass. rétroactive	0	600 222	0	0	0	600 222	0
Frais à répartir	487 150	7 137 963	0	0	0	7 625 113	11 363 185
Frais et produits à répartir	0	0	0	0	4 731 830 842	4 731 830 842	0
Bénéficiaires de prestations	2 446 983	6 621 421	504 894	87 154	0	9 660 252	8 552 086
Débiteurs divers	107 650 974	502 188 507	2 894 447	3 083	0	612 737 011	482 767 591
A. Débiteurs	6 175 822 389	8 915 927 773	931 463 788	538 644 658	4 731 830 842	21 293 689 450	502 682 862
Etat - cotisations	0	34 032 864	0	0	0	34 032 864	2 655 186 292
Etat - prestations	108 571 047	43 650 010	13 795 161	2 408 998	0	168 425 216	176 552 059
Etat - frais d'administration	58 402 857	48 232 098	8 318 047	5 096 153	0	120 049 155	227 953 316
Etat - adm. enregistrement	0	0	264 895	88 760	0	353 455	518
Autres débiteurs	0	37 198	0	0	0	37 198	364 486
Office dommages de guerre - débiteurs	0	4 112 195	680 988	0	0	4 793 183	8 404 248
Fonds national de solidarité	97 646 593	10 614 850	15 008 384	4 978 423	0	128 248 250	78 691 971
<i>B. Etat et collectivités publiques</i>	<i>264 620 497</i>	<i>140 679 215</i>	<i>38 067 275</i>	<i>12 572 334</i>	<i>0</i>	<i>455 939 321</i>	<i>3 147 152 890</i>
Débiteurs cotisations, intérêts moratoires et amendes	0	0	0	0	15 815 738 071	15 815 738 071	9 407 425 333
C. Débiteurs	0	0	0	0	15 815 738 071	15 815 738 071	9 407 425 333
Ecritures transitoires débit	0	564 827 502	0	0	0	564 827 502	0
Frais d'administration payés d'avance	33 022 862	11 748 483	5 941 493	3 070 506	0	53 783 344	49 006 261
Prestations payées d'avance	2 613 159 919	1 408 175 737	390 125 475	0	0	4 411 461 131	4 285 886 953
Divers payé d'avance	0	0	0	235 007 555	0	235 007 555	4 336 015 430
Produits à recevoir	35 323 750	0	0	0	0	35 323 750	618 093 047
<i>D. Comptes de régularisation</i>	<i>2 681 506 531</i>	<i>1 984 751 722</i>	<i>396 066 968</i>	<i>238 078 061</i>	<i>0</i>	<i>5 300 403 282</i>	<i>9 289 001 691</i>
II. Tiers	9 121 949 417	11 041 358 710	1 365 598 031	789 295 053	20 547 568 913	42 865 770 124	22 346 262 776
Titres de placements et bons	15 070 000	19 500 577 735	0	0	0	19 515 647 735	18 865 594 466
Banques et chèques postaux	61 725 454	1 073 166 863	75 526 749	44 933 289	0	1 255 352 355	2 034 412 759
Placements à moins d'un an	5 640 000 000	79 510 000 000	260 000 000	595 000 000	0	86 005 000 000	71 332 155 480
Avance de trésorerie-crèche	6 367 261	0	0	0	0	6 367 261	0
III. Comptes financiers	5 723 162 715	100 083 744 598	335 526 749	639 933 289	0	106 782 367 351	92 232 162 705
TOTAL DE L'ACTIF	16 067 721 894	148 484 769 044	2 338 728 691	1 471 337 461	20 547 568 913	188 910 126 003	153 972 999 210

Tableau 3.4. - Bilan de fin d'exercice 2000 du régime unique d'assurance pension (suite)
(montants en LUF)

PASSIF	AVI	CPEP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2000	TOTAL 1999
A. Provisions pour pertes et charges	391 840	0	0	0	0	391 840	263 964
B. Dépôts et cautionnements	0	10 302 181	0	34 000	0	10 336 181	5 961 132
Fonds de roulement	15 867 662 554	8 568 393 881	2 317 434 583	1 449 825 970	0	28 203 316 988	26 917 088 824
Réserve excédentaire	0	139 177 024 579	0	0	0	139 177 024 579	121 886 777 944
C. Réserve de compensation	15 867 662 554	147 745 418 460	2 317 434 583	1 449 825 970	0	167 380 341 567	148 803 866 768
I. Capitaux permanents	15 868 054 394	147 755 720 641	2 317 434 583	1 449 859 970	0	167 391 069 588	148 810 091 864
Prestations en espèces	16 755 858	5 513 427	3 298 859	0	0	25 568 144	22 087 367
Organes et personnel	0	0	0	72 341	0	72 341	0
Organismes de sécurité sociale	63 044 267	82 393 750	16 751 180	16 899 370	0	179 088 567	110 364 860
Etat et collectivités publiques	112 270 493	287 918	313 295	592 231	0	113 463 937	107 903 288
Frais d'administration	2 952 600	243 767	197 222	1 160 547	0	4 554 136	4 930 215
Cotisations	0	0	24 891	32 116	0	57 007	97 851
Créditeurs divers	3 586 052	632 695 489	582 602	2 711 386	0	639 575 529	575 182 093
A. Créditeurs	198 609 270	721 134 351	21 168 049	21 467 991	0	962 379 661	820 565 674
Organismes créditeurs	0	0	0	0	15 815 738 071	15 815 738 071	0
Acomptes sur cotisations	0	0	0	0	4 731 830 842	4 731 830 842	4 335 168 829
B. Créditeurs- communauté de risque	0	0	0	0	20 547 568 913	20 547 568 913	4 335 168 829
Ecritures transitoires - crédit	119 622	755 434	0	0	0	875 056	883 499
Produits perçus d'avance-loyer	938 608	1 061 920	109 159	8 500	0	2 118 187	2 179 140
Produits perçus d'avance-frais	0	6 096 698	16 900	1 000	0	6 114 598	4 110 204
C. Comptes de régularisation	1 058 230	7 914 052	126 059	9 500	0	9 107 841	7 172 843
II. Tiers	199 667 500	729 048 403	21 294 108	21 477 491	20 547 568 913	21 519 056 415	5 162 907 346
TOTAL DU PASSIF	16 067 721 894	148 484 769 044	2 338 728 691	1 471 337 461	20 547 568 913	188 910 126 003	153 972 999 210

Tableau 3. 4a. - Bilan de fin d'exercice 2000 du régime général d'assurance pension
(montants en EUR)

ACTIF	AVI	CPEP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2000	TOTAL 1999
Immobilisations en cours	0,00	0,00	2 163 304,52	0,00	0,00	2 163 304,52	2 079 725,88
Terrains et forêts	312 524,87	3 149 459,07	434 246,64	0,00	0,00	3 896 230,58	3 896 230,58
Immeubles	42 592 643,76	195 485 748,77	19 891 677,02	1 355 440,47	0,00	259 325 510,03	253 802 551,77
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	136 609,76	0,00	0,00	136 609,76	0,00
Equipements spéciaux	40 279,72	0,00	0,00	0,00	0,00	40 279,72	40 279,72
Amortissements immeubles	-12 783 792,10	-47 058 502,92	-7 759 843,18	-311 582,68	0,00	-67 913 720,88	-63 044 641,04
Amortissements équipements spéciaux	-19 236,54	0,00	0,00	0,00	0,00	-19 236,54	-11 180,00
A. Immobilisations	30 142 419,71	151 576 704,92	14 865 994,76	1 043 857,79	0,00	197 628 977,19	196 762 966,91
Prêts gagés et non gagés	165 284,62	774 545 217,44	939 793,33	0,00	0,00	775 650 295,39	779 803 006,95
<i>B. Prêts à plus d'un an</i>	<i>165 284,62</i>	<i>774 545 217,44</i>	<i>939 793,33</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>775 650 295,39</i>	<i>779 803 006,95</i>
I. Valeurs immobilisées	30 307 704,33	926 121 922,36	15 805 785,09	1 043 857,79	0,00	973 279 272,58	976 565 973,86
Organismes de sécurité sociale	150 353 304,84	208 215 182,98	23 006 121,66	13 350 415,37	0,00	394 925 024,85	0,00
Adm.communales débiteurs ass. rétroactive	0,00	14 879,11	0,00	0,00	0,00	14 879,11	0,00
Frais à répartir	12 076,13	176 945,48	0,00	0,00	0,00	189 021,61	281 686,00
Frais et produits à répartir	0,00	0,00	0,00	0,00	117 299 022,61	117 299 022,61	0,00
Bénéficiaires de prestations	60 659,12	164 140,74	12 511,04	2 160,49	0,00	239 471,39	212 000,67
Débiteurs divers	2 668 597,94	12 448 927,91	71 751,47	76,43	0,00	15 189 353,74	11 967 495,98
A. Débiteurs	153 094 638,04	221 020 076,23	23 090 384,16	13 352 652,29	117 299 022,61	527 856 773,32	12 461 182,65
Etat - cotisations	0,00	843 652,66	0,00	0,00	0,00	843 652,66	65 820 348,89
Etat - prestations	2 691 405,95	1 082 055,48	341 973,11	59 717,50	0,00	4 175 152,05	4 376 611,22
Etat - frais d'administration	1 447 769,01	1 195 642,48	206 199,00	126 330,33	0,00	2 975 940,82	5 650 815,10
Etat - adm. enregistrement	0,00	0,00	6 561,62	2 200,30	0,00	8 761,92	12,84
Autres débiteurs	0,00	922,11	0,00	0,00	0,00	922,11	9 035,37
Office dommages de guerre - débiteurs	0,00	101 938,65	16 881,25	0,00	0,00	118 819,90	208 335,87
Fonds national de solidarité	2 420 595,81	263 135,26	372 048,12	123 411,88	0,00	3 179 191,07	1 950 723,01
<i>B. Etat et collectivités publiques</i>	<i>6 559 770,77</i>	<i>3 487 346,65</i>	<i>943 663,10</i>	<i>311 660,02</i>	<i>0,00</i>	<i>11 302 440,54</i>	<i>78 015 882,29</i>
Débiteurs cotisations, intérêts moratoires et amendes	0,00	0,00	0,00	0,00	392 061 905,73	392 061 905,73	233 203 982,48
C. Débiteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	392 061 905,73	392 061 905,73	233 203 982,48
Ecritures transitoires débit	0,00	14 001 708,04	0,00	0,00	0,00	14 001 708,04	0,00
Frais d'administration payés d'avance	818 615,37	291 237,29	147 285,76	76 115,86	0,00	1 333 254,27	1 214 833,48
Prestations payées d'avance	64 778 542,31	34 907 764,69	9 670 957,91	0,00	0,00	109 357 264,92	106 244 362,36
Divers payé d'avance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 825 685,12	107 487 014,84
Produits à recevoir	875 652,89	0,00	0,00	0,00	0,00	875 652,89	15 322 126,41
<i>D. Comptes de régularisation</i>	<i>66 472 810,57</i>	<i>49 200 710,02</i>	<i>9 818 243,67</i>	<i>5 901 800,97</i>	<i>0,00</i>	<i>131 393 565,23</i>	<i>230 268 337,08</i>
II. Tiers	226 127 219,38	273 708 132,89	33 852 290,93	19 566 113,28	509 360 928,34	1 062 614 684,82	553 949 384,51
Titres de placements et bons	373 575,54	483 406 694,98	0,00	0,00	0,00	483 780 270,53	467 665 870,91
Banques et chèques postaux	1 530 134,04	26 603 111,63	1 872 259,20	1 113 867,14	0,00	31 119 372,01	50 431 774,97
Placements à moins d'un an	139 811 947,97	1 971 001 415,47	6 445 231,64	14 749 664,72	0,00	2 132 008 259,81	1 768 277 945,16
Avance de trésorerie-crèche	157 840,28	0,00	0,00	0,00	0,00	157 840,28	0,00
III. Comptes financiers	141 873 497,83	2 481 011 222,09	8 317 490,85	15 863 531,86	0,00	2 647 065 742,63	2 286 375 591,04
TOTAL DE L'ACTIF	398 308 421,54	3 680 841 277,35	57 975 569,87	36 473 502,93	509 360 928,34	4 682 959 700,02	3 816 890 949,41

Tableau 3.4a. - Bilan de fin d'exercice 2000 du régime unique d'assurance pension (suite)
(montants en EUR)

PASSIF	AVI	CPEP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2000	TOTAL 1999
A. Provisions pour pertes et charges	9 713,46	0,00	0,00	0,00	0,00	9 713,46	6 543,50
B. Dépôts et cautionnements	0,00	255 384,40	0,00	842,84	0,00	256 227,23	147 772,60
Fonds de roulement	393 349 080,04	212 404 936,08	57 447 702,72	35 940 247,00	0,00	699 141 965,85	667 257 202,52
Réserve excédentaire	0,00	3 450 108 319,03	0,00	0,00	0,00	3 450 108 319,03	3 021 494 300,78
C. Réserve de compensation	393 349 080,04	3 662 513 255,11	57 447 702,72	35 940 247,00	0,00	4 149 250 284,88	3 688 751 503,30
I. Capitaux permanents	393 358 793,50	3 662 768 639,51	57 447 702,72	35 941 089,84	0,00	4 149 516 225,57	3 688 905 819,40
Prestations en espèces	415 366,87	136 674,29	81 776,58	0,00	0,00	633 817,73	547 531,53
Organes et personnel	0,00	0,00	0,00	1 793,29	0,00	1 793,29	0,00
Organismes de sécurité sociale	1 562 826,56	2 042 487,71	415 250,91	418 924,44	0,00	4 439 489,61	2 735 873,42
Etat et collectivités publiques	2 783 112,82	7 137,30	7 766,38	14 681,02	0,00	2 812 697,53	2 674 852,64
Frais d'administration	73 193,04	6 042,83	4 889,01	28 769,21	0,00	112 894,08	122 216,84
Cotisations	0,00	0,00	617,03	796,13	0,00	1 413,17	2 425,66
Créditeurs divers	88 895,91	15 684 111,49	14 442,33	67 213,50	0,00	15 854 663,22	14 258 391,64
A. Créditeurs	4 923 395,20	17 876 453,61	524 742,23	532 177,60	0,00	23 856 768,63	20 347 291,72
Organismes créditeurs	0,00	0,00	0,00	0,00	392 061 905,73	392 061 905,73	0,00
Acomptes sur cotisations	0,00	0,00	0,00	0,00	117 299 022,61	117 299 022,61	107 466 028,15
B. Créditeurs - communauté de risque	0,00	0,00	0,00	0,00	509 360 928,34	509 360 928,34	107 466 028,15
Ecritures transitoires-crédit	2 965,35	18 726,72	0,00	0,00	0,00	21 692,07	21 901,37
Produits perçus d'avance-loyer	23 267,48	26 324,31	2 705,98	210,71	0,00	52 508,48	54 019,47
Produits perçus d'avance-frais	0,00	151 133,20	418,94	24,79	0,00	151 576,93	101 889,30
C. Comptes de régularisation	26 232,84	196 184,22	3 124,92	235,50	0,00	225 777,48	177 810,13
II. Tiers	4 949 628,04	18 072 637,83	527 867,15	532 413,09	509 360 928,34	533 443 474,45	127 985 130,01
TOTAL DU PASSIF	398 308 421,54	3 680 841 277,35	57 975 569,87	36 473 502,93	509 360 928,34	4 682 959 700,02	3 816 890 949,41

Tableau 3. 5. - **Evolution des comptes financiers annuels et des réserves du régime général au 31 décembre**
(en millions LUF et en milliers EUR pour 2000)

Année	RECETTES					Total des recettes courantes	
	Cotisations		Participation de l'Etat dans les prestations et les frais d'administration	Revenus de la fortune			Transferts et recettes diverses
	Assurés et employeurs	Pouvoirs publics		Revenus bruts	dont: intérêts sur certificats de la dette publique		
1980	10 249,3	-	3 862,6	2 439,1	673,4	90,1	16 641,1
1985	14 815,3	6 398,9	910,4	2 664,3	-	169,7	24 958,6
1988	18 039,9	8 533,2	994,9	3 138,8	-	162,7	30 869,5
1989	20 088,9	9 757,9	1 041,1	3 862,3	-	619,1	35 369,3
1990	22 260,5	11 092,3	1 070,5	5 159,0	-	487,4	40 069,7
1991	24 864,5	12 397,5	1 219,2	5 302,4	-	164,6	43 948,2
1992	27 835,5	13 885,8	1 214,0	5 825,4	-	117,1	48 877,8
1993	30 171,2	15 049,6	1 274,9	6 256,4	-	209,5	52 961,6
1994	32 180,4	16 055,2	1 298,2	5 790,5	-	221,3	55 545,6
1995	34 335,9	17 131,1	1 353,2	5 442,0	-	228,9	58 491,1
1996	35 435,6	17 688,2	1 351,2	5 064,5	-	267,6	59 807,1
1997	38 308,4	19 148,1	1 381,8	4 917,8	-	238,1	63 994,2
1998	40 680,0	20 336,5	1 362,0	5 334,9	-	323,3	68 036,7
1999	44 004,4	22 000,5	1 315,9	5 023,9	-	208,9	72 553,6
2000	49 186,4	24 592,6	1 325,7	6 440,8	-	276,5	81 822,0
	1 219 299,01 €	609 634,63 €	32 863,24 €	159 663,26 €	-	6 854,26 €	2 028 314,40 €

Année	DEPENSES								Total des dépenses courantes	
	Prestations ¹⁾							Frais d'adminis- tration		Transferts et autres dépenses
	Maj. Proportionnelles et proportionnelles spéciales	Majorations forfaitaires, forfaitaires spéciales et transitoires	Autres éléments de pension	Sous-total pensions	Autres prestations	Sous-total prestations				
1980	-	-	-	13 378,6	210,2	13 588,8	344,4	686,2	14 619,4	
1985	-	-	-	19 081,2	292,0	19 373,2	448,2	1 046,7	20 868,1	
1988	17 456,1	4 418,0	1 990,6	23 864,7	261,6	24 126,3	490,1	1 029,9	25 646,3	
1989	19 579,4	4 859,9	1 861,3	26 300,6	298,6	26 599,2	510,4	1 152,4	28 262,0	
1990	20 869,4	5 114,5	2 144,0	28 127,9	1 226,8 ²⁾	29 354,7	556,4	1 629,4	31 540,5	
1991	25 862,6	6 761,1	1 960,3	34 584,0	80,0	34 664,0	562,3	1 516,9	36 743,2	
1992	27 640,3	7 079,5	2 371,2	37 091,0	31,2	37 122,2	592,8	1 682,7	39 397,7	
1993	30 743,4	7 768,5	2 671,3	41 183,2	34,8	41 218,0	617,5	1 929,1	43 764,6	
1994	33 564,2	8 328,1	2 765,0	44 657,3	51,5	44 708,8	638,9	2 122,9	47 470,6	
1995	36 318,2	8 947,5	2 917,0	48 182,7	55,8	48 238,5	674,1	2 145,0	51 057,6	
1996	37 741,5	9 230,7	2 934,4	49 906,6	65,9	49 972,5	688,2	2 161,0	52 821,7	
1997	40 908,2	9 888,2	2 991,7	53 788,1	56,6	53 844,7	708,2	2 404,2	56 957,1	
1998	41 635,6	10 007,4	3 096,0	54 739,0	66,6	54 805,6	715,8	2 713,9	58 235,3	
1999	43 101,8	10 280,0	6 869,0	57 250,8	62,7	57 313,5	747,2	3 843,0	60 903,7	
	44 996,7	10 601,8	3 905,4	59 503,9	56,2	59 560,1	791,0	2 894,4	63 245,5	
2000	1 115 439,06 €	262 811,76 €	96 812,34 €	1 475 063,15 €	1 393,16 €	1 476 456,31 €	19 608,38 €	71 750,30 €	1 567 814,99 €	

¹⁾ Pour la répartition en éléments de pension des années 1980-1987, prière de se référer au rapport général de l'exercice 1987.

²⁾ Y compris 721,0 mio. LUF valeur en capital des prestations au titre de l'article 44 de l'ancienne loi de coordination.

Tableau 3.6. - **Evolution de la réserve du régime général au 31 décembre**
(en millions LUF et en milliers EUR pour 2000)

Année	RESERVE AU 31 DECEMBRE				Prime de répartition pure 2) en %	Contribution nette des pouvoirs publics	
	Dotation à la réserve (excédent des recettes courantes)		Réserve de compensation	Niveau relatif de la réserve 1)		Contribution totale	En % des recettes courantes
	Montant	En % des dépenses courantes					
1980	2 021,7	13,8	26 815,3	2,03	22,8	4 602,4	27,7
1985	4 090,5	19,6	40 992,1	2,19	22,6	7 426,6	29,8
1988	5 223,2	20,4	56 302,7	2,41	22,8	9 638,2	31,2
1989	7 107,4	25,1	63 410,1	2,45	22,6	10 915,5	30,9
1990	8 529,2	27,0	71 939,3	2,58	22,7	12 349,0	30,8
1991	7 204,9	19,6	79 144,2	2,35	23,7	13 849,2	31,5
1992	9 480,2	24,1	88 624,4	2,45	22,8	15 306,0	31,3
1993	9 197,1	21,0	97 821,5	2,43	23,3	16 652,2	31,4
1994	8 075,0	17,0	105 896,5	2,42	23,7	17 723,3	31,9
1995	7 433,5	14,6	113 330,0	2,40	23,9	18 914,8	32,3
1996	6 985,4	13,2	120 315,4	2,46	24,1	19 476,9	32,6
1997	7 037,1	12,4	127 352,6	2,41	24,1	20 971,7	32,8
1998	9 801,4	16,8	137 154,0	2,55	23,2	22 228,3	32,7
1999	11 649,9	19,1	148 803,9	2,64	22,4	23 831,2	32,8
2000	18 576,5	29,4	167 380,3	2,85	20,8	26 873,4	32,8
	460 499,41 €		4 149 249,25 €			666 174,18 €	

¹⁾ Réserve exprimée comme multiple des prestations annuelles (sans complément différentiel).

²⁾ Rapport entre les dépenses courantes et la masse des salaires et revenus cotisables.

Tableau 3. 7. - Répartition des cotisations suivant l'année et le régime compétent

Exercice	Perception effectuée par							Total caisses	Total CCSS	Total général
	AVI	CCSS	CPEP	CCSS	CPACI	CCSS	CPA			
1984 et antérieurs	0	0	3 248	0	22 605	0	0	25 853	0	25 853 640,88 €
1985	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00 €
1986	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00 €
1987	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00 €
1988	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00 €
1989	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00 €
1990	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00 €
1991	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00 €
1992	0	84 843	0	0	22 401	0	0	22 401	0	22 401 555,31 €
1993	0	9 357 790	0	51 516 170	0	381 098	0	5 673	84 843	90 516 2 243,83 €
1994	0	7 286 347	0	41 351 096	0	81 265	0	0	61 451 839	61 451 839 1 523 351,30 €
1995	0	4 188 428	0	21 719 690	0	0	0	0	50 077 220	50 077 220 1 241 381,86 €
1996	0	3 601 902	0	20 363 288	0	37 686	0	0	25 969 636	25 969 636 643 770,46 €
1997	0	3 742 153	0	20 399 081	0	94 180	0	0	24 155 368	24 155 368 598 795,93 €
1998	0	3 830 528	0	25 702 535	0	70 417	0	0	24 416 739	24 416 739 605 275,15 €
1999	68 516 492	208 683 635	118 228	1 088 742 692	0	10 696 103	0	68 634 720	29 681 590	29 681 590 735 787,40 €
2000	713 131 484	15 739 941 522	271 176 127	28 872 037 307	0	1 617 135 591	0	984 307 611	1 311 248 021	1 379 882 741 34 206 399,64 €
Cotisations supplémentaires et rappels	1 003 319	0	199 090	0	38 393	0	0	1 240 802	0	1 240 802 30 758,68 €
TOTAL DES COTISATIONS	782 651 295	15 980 717 148	271 496 693	30 141 831 859	89 072	1 628 556 340	0	1 054 237 060	48 132 149 806	49 186 386 866
	19 401 418,82 €	396 151 630,22 €	6 730 227,22 €	747 196 494,26 €	2 208,04 €	40 370 857,14 €	0,00 €	28 133 854,07 €	1 193 164 827,03 €	1 219 298 681,11 €

Tableau 3. 8. - Répartition des cotisations suivant leur origine

Régime	Perception effectuée par	Cotisations de l'assurance générale	Cotisations supplémentaires et rappels de cotisations	Contribution des pouvoirs publics	Total des cotisations	
AVI	Caisse	781 647 976	1 003 319			
	CCSS	15 980 717 148		8 381 182 562	25 144 551 005	623 317 137,75 €
CPEP	Caisse	271 297 603	199 090			
	CCSS	30 141 831 859		15 206 563 107	45 619 891 659	1 130 887 574,31 €
CPACI	Caisse	50 679	38 393			
	CCSS	1 628 556 340		814 292 207	2 442 937 619	60 558 841,72 €
CPA	Caisse	0	0			
	CCSS	381 044 459		190 522 230	571 566 689	14 168 768,11 €
Total		1 052 996 258	1 240 802			
		48 132 149 806				
TOTAL GÉNÉRAL		49 185 146 064	1 240 802	24 592 560 106	73 778 946 972	1 828 932 321,88 €
		1 219 267 922,43 €	30 758,68 €	609 633 640,78 €	1 828 932 321,88 €	

Tableau 3. 9. - Détermination de la contribution des pouvoirs publics

Exercice	AVI	CPEP	CPACI	CPA	Total	
1985 (7,0%)	0	0	0	0	0	0,00 €
1986 (7,2%)	0	0	0	0	0	0,00 €
1987 (7,4%)	0	0	0	0	0	0,00 €
1988 (7,6%)	0	0	0	0	0	0,00 €
1989 (7,8%)	0	0	0	0	0	0,00 €
1990 (8,0%)	0	0	0	0	0	0,00 €
1991 (8,0%)	0	0	11 201	0	11 201	277,65 €
1992 (8,0%)	42 422	0	2 837	0	45 258	1 121,92 €
1993 (8,0%)	4 678 895	25 758 085	190 549	98 391	30 725 920	761 675,65 €
1994 (8,0%)	3 643 174	20 675 548	40 633	679 256	25 038 610	620 690,93 €
1995 (8,0%)	2 094 214	10 859 845	0	30 759	12 984 818	321 885,23 €
1996 (8,0%)	1 800 951	10 181 644	18 843	76 246	12 077 684	299 397,97 €
1997 (8,0%)	1 871 077	10 199 541	47 090	90 663	12 208 370	302 637,57 €
1998 (8,0%)	1 915 264	12 851 268	35 209	39 055	14 840 795	367 893,70 €
1999 (8,0%)	138 600 064	544 430 460	5 348 052	1 562 796	689 941 371	17 103 199,82 €
2000 (8,0%)	8 226 536 503	14 571 606 717	808 597 796	187 945 065	23 794 686 081	589 854 860,34 €
TOTAL	8 381 182 562	15 206 563 107	814 292 207	190 522 230	24 592 560 106	609 633 640,78 €
	207 764 088,71 €	376 960 852,83 €	20 185 776,54 €	4 722 922,70 €	609 633 640,78 €	

Tableau 3. 10. - Répartition des cotisations par le CCSS en 2000

	AVI	CPEP	CPACI	CPA
I. Couverture des charges courantes				
1. Total des dépenses courantes	34 695 257 133	20 137 163 096	5 225 443 325	3 111 199 310
2. Recettes propres	1 948 145 530	6 778 144 784	236 354 481	65 097 917
3. Répartition	32 747 111 603	13 359 018 312	4 989 088 844	3 046 101 393
	811 779 692,14 €	331 161 413,69 €	123 676 281,89 €	75 510 881,11 €
II. Dotation au fonds de roulement				
1. Réserve au début de l'exercice	15 326 146 466	121 818 850 657	2 281 581 032	1 316 500 331
2. 50% des prestations de l'exercice précédent	15 867 662 554	8 568 393 881	2 317 434 583	1 449 825 970
3. Dotation au fonds de roulement	541 516 088	0	35 853 551	133 325 639
	13 423 833,18 €	0,00 €	888 786,31 €	3 305 056,26 €
III. Affectation de l'excédent				
1. Cotisations dues suivant l'affiliation des assurés	22 984 280 369	40 009 681 198	2 447 406 159	563 537 349
2. Cotisations réparties dont:	32 745 079 882	13 915 225 747	4 781 277 967	3 016 494 624
<i>Cotisations perçues par les caisses</i>	782 651 295	271 496 693	89 072	0
<i>Cotisations réparties suivant I + II</i>	33 288 627 691	13 359 018 312	5 024 942 395	3 179 427 032
3. Dépassement des cotisations sub III.1 par rapport à celles sub III.2	0	31 989 376 654	0	0
4. Prorata du dépassement	0	100,00%	0	0
5. Répartition de l'excédent	0	17 865 779 521	0	0
	0,00 €	442 881 105,83 €	0,00 €	0,00 €
IV. TOTAL DE LA RÉPARTITION I.3+II.3+III.5	33 288 627 691	31 224 797 833	5 024 942 395	3 179 427 032
	825 203 525,32 €	774 042 519,52 €	124 565 068,21 €	78 815 937,37 €
Clé de répartition	45,78%	42,94%	6,91%	4,37%

Tableau 3. 11. - Rendement de la fortune
(montants en milliers LUF et en milliers EUR pour 2000)

Année	Revenus bruts de la fortune	Intérêts de retard sur cotisations	à déduire: Frais de gestion du patrimoine et pertes diverses	Revenus nets de la fortune	Total de valeurs placées	Taux de rendement moyen	Réserve au 31 décembre	Taux de rendement moyen
AVI								
1980	469 622	6 127	7 259	468 490	-	-	8 142 582	5,95%
1985	325 930	22 659	35 463	313 126	4 185 411	6,74%	6 966 431	4,60%
1990	368 874	2 944	31 390	340 428	3 110 712	8,99%	7 592 847	4,79%
1995	396 335	54 907	30 809	420 433	5 818 690	5,75%	12 756 762	3,50%
1996	336 134	52 350	26 491	361 992	6 215 503	4,74%	13 701 352	2,77%
1997	351 312	49 889	44 392	356 809	6 534 188	4,41%	14 158 955	2,59%
1998	389 388	50 937	42 395	397 931	8 028 566	4,37%	15 191 666	2,75%
1999	364 024	29 047	48 021	345 050	7 420 883	3,79%	15 326 146	2,29%
2000	448 668	29 128	37 422	440 375	6 945 772	5,23%	15 867 663	2,86%
	11 122,20 €	722,08 €	927,66 €	10 916,61 €	172 181,20 €		393 349,08 €	
CPEP								
1980	1 143 563	1 969	36 219	1 109 313	-	-	16 126 462	7,59%
1985	2 169 345	13 771	87 432	2 095 685	28 260 032	7,64%	31 133 824	7,42%
1990	4 606 788	1 936	33 638	4 575 086	57 391 649	8,55%	61 339 276	8,30%
1995	4 911 363	29 870	42 949	4 898 284	91 284 974	5,45%	97 107 102	5,35%
1996	4 613 737	28 792	69 473	4 573 055	97 788 423	4,77%	103 080 538	4,68%
1997	4 458 948	29 200	67 875	4 420 273	103 396 760	4,32%	109 648 386	4,24%
1998	4 832 020	33 356	97 557	4 767 819	110 766 928	4,38%	118 354 094	4,27%
1999	4 493 937	22 850	78 102	4 438 684	122 066 582	3,76%	129 879 639	3,64%
2000	5 874 532	27 321	123 044	5 778 809	137 443 410	4,38%	147 745 418	4,25%
	145 625,84 €	677,28 €	3 050,19 €	143 252,93 €	3 407 133,14 €		3 662 513,26 €	
CPACI								
1980	134 616	14 342	2 150	146 808	-	-	2 266 707	6,75%
1985	146 227	10 179	5 463	150 942	2 019 089	7,32%	2 281 581	6,84%
1990	145 217	9 467	6 042	148 642	1 506 105	8,85%	2 281 581	6,73%
1995	100 985	8 591	7 289	102 288	1 269 093	6,86%	2 281 581	4,59%
1996	91 881	8 311	7 078	93 113	1 241 238	6,52%	2 281 581	4,17%
1997	85 464	7 342	8 892	83 914	1 205 675	6,01%	2 281 581	3,75%
1998	86 807	7 311	10 249	83 868	1 278 066	5,90%	2 281 581	3,74%
1999	86 708	4 382	11 280	79 811	1 144 686	6,01%	2 281 581	3,56%
2000	92 887	4 403	11 354	85 937	934 912	7,49%	2 317 435	3,81%
	2 302,62 €	109,16 €	281,45 €	2 130,33 €	23 175,86 €		57 447,70 €	
CPA								
1980	17 910	353	136	18 127	-	-	279 575	6,73%
1985	22 825	3 576	315	26 086	437 002	7,63%	610 253	6,59%
1990	38 114	793	681	38 226	319 800	10,85%	725 593	5,59%
1995	33 364	6 014	465	38 912	548 142	5,62%	1 184 578	3,41%
1996	22 789	4 913	56	27 647	615 764	3,79%	1 251 971	2,30%
1997	22 088	4 468	626	25 930	643 609	3,30%	1 263 650	2,08%
1998	26 956	4 621	1 382	30 195	737 008	3,59%	1 326 632	2,36%
1999	20 236	2 751	560	22 426	426 985	3,28%	1 316 500	1,71%
2000	24 778	2 985	677	27 086	682 042	4,19%	1 449 826	1,98%
	614,22 €	73,99 €	16,78 €	671,43 €	16 907,39 €		35 940,25 €	
TOTAL								
1980	1 765 711	22 791	45 764	1 742 738	-	-	26 815 326	6,89%
1985	2 664 327	50 185	128 673	2 585 839	34 901 534	7,51%	40 992 089	6,87%
1990	5 158 993	15 139	71 750	5 102 382	62 328 266	8,59%	71 939 296	7,83%
1995	5 442 047	99 382	81 512	5 459 917	98 920 899	5,49%	113 330 023	5,11%
1996	5 064 540	94 366	103 098	5 055 807	105 860 928	4,78%	120 315 442	4,42%
1997	4 917 812	90 900	121 784	4 886 927	111 780 232	4,34%	127 352 572	4,03%
1998	5 335 171	96 225	151 583	5 279 813	120 810 569	4,39%	137 153 973	4,07%
1999	4 964 904	59 030	137 963	4 885 972	131 059 136	3,78%	148 803 867	3,48%
2000	6 440 865	63 838	172 497	6 332 207	146 006 137	4,45%	167 380 342	4,09%
	159 664,88 €	1 582,50 €	4 276,08 €	156 971,31 €	3 619 397,59 €		4 149 250,28 €	

Tableau 3. 12. - Comparaison des caractéristiques démographiques et financières des organismes de pension

Année	AVI	CPEP	CPACI	CPA
Réserves disponibles au 31 décembre de l'exercice (sans certificats de la dette publique de 1980 à 1984)				
1980	30,4%	60,1%	8,5%	1,0%
1985	17,0%	76,0%	5,6%	1,5%
1990	10,5%	85,3%	3,2%	1,0%
1992	11,1%	85,2%	2,6%	1,1%
1993	10,8%	85,8%	2,3%	1,1%
1994	11,0%	85,7%	2,2%	1,1%
1995	11,3%	85,7%	2,0%	1,0%
1996	11,4%	85,7%	1,9%	1,0%
1997	11,1%	86,1%	1,8%	1,0%
1998	11,1%	86,3%	1,7%	1,0%
1999	10,3%	87,3%	1,5%	0,9%
2000	9,5%	88,3%	1,4%	0,9%
Total des dépenses courantes				
1980	60,5%	26,3%	8,2%	5,0%
1985	58,3%	25,9%	9,5%	6,3%
1990	57,6%	28,7%	8,5%	5,2%
1992	57,8%	27,8%	8,8%	5,6%
1993	57,4%	28,4%	8,7%	5,5%
1994	57,5%	28,6%	8,5%	5,4%
1995	57,3%	29,0%	8,4%	5,3%
1996	57,1%	29,5%	8,3%	5,1%
1997	57,0%	29,7%	8,3%	5,0%
1998	56,2%	30,7%	8,3%	4,9%
1999	55,4%	31,3%	8,2%	5,1%
2000	54,9%	31,9%	8,3%	4,9%
Total des assurés				
1980	57,4%	30,2%	6,8%	5,6%
1985	54,3%	35,4%	6,0%	4,3%
1990	51,3%	40,5%	5,2%	3,0%
1992	50,7%	41,9%	4,9%	2,5%
1993	50,2%	42,6%	4,9%	2,3%
1994	49,7%	43,4%	4,8%	2,1%
1995	49,1%	44,3%	4,7%	1,9%
1996	48,5%	45,1%	4,6%	1,8%
1997	48,0%	45,9%	4,4%	1,7%
1998	47,2%	47,0%	4,2%	1,6%
1999	46,4%	48,2%	4,0%	1,4%
2000	45,7%	49,2%	3,7%	1,3%
Total des pensions (moyenne)				
1980	62,8%	14,7%	10,9%	11,5%
1985	63,0%	15,5%	10,8%	10,7%
1990 ¹⁾	64,5%	16,8%	9,8%	8,9%
1992	64,8%	17,4%	9,4%	8,4%
1993	64,9%	17,8%	9,1%	8,2%
1994	65,3%	18,1%	8,8%	7,8%
1995	65,6%	18,3%	8,6%	7,5%
1996	65,8%	18,6%	8,4%	7,2%
1997	66,0%	18,9%	8,2%	6,9%
1998	66,0%	19,3%	8,0%	6,7%
1999	66,9%	19,7%	7,9%	6,5%
2000	65,8%	20,2%	7,8%	6,2%

1) Y compris avances à partir de 1987.

ASSURANCE ACCIDENTS

Sommaire

	Page
1. Introduction	253
2. Les principales données statistiques	253
3. Les données financières	255

Statistiques

1. Association d'assurance contre les accidents - section industrielle (AAI)	258
1.1. Le régime général	258
1.1.1. Affiliation	258
Tableau 1. Evolution du nombre des entreprises affiliées et du total des salaires cotisables	258
Tableau 2. Evolution du nombre des entreprises	258
1.1.2. Accidents	259
Tableau 3. Evolution des accidents déclarés	259
Graphique 1. Evolution du nombre des accidents déclarés depuis 1980	259
Tableau 4. Classification des accidents reconnus selon le groupe du tarif des risques	260
Tableau 5. Classification des accidents reconnus par rapport à 100 salariés-unité selon le groupe du tarif des risques	261
Tableau 6. Classification des accidents reconnus selon l'âge de la victime	261
1.1.3. Prestations	262
1.1.3.1. Nombre des rentes	262
Tableau 7. Evolution du nombre des rentes (situation au 31 décembre de chaque exercice)	262
Tableau 8. Répartition des rentes viagères par catégories de rentes et pour les rentes de blessés en fonction du pourcentage de l'incapacité de travail au 31 décembre 2000	262
Tableau 9. Répartition des rachats de rentes viagères suivant les dispositions légales prévues aux articles 102 et 113 du CAS	263
1.1.3.2. Prestations payées	263
Tableau 10. Répartition des rachats de rentes viagères suivant les dispositions légales prévues aux articles 102 et 113 du CAS	263
Tableau 11. Evolution des prestations	263-264
1.1.4. Données financières	265
Tableau 12. Evolution des principales catégories de dépenses	265
Tableau 13. Evolution des principales catégories de recettes	265
Tableau 14. Evolution du taux moyen de cotisation	266
Tableau 15. Tarif des risques et taux de cotisation 2000	266
1.2. Les régimes spéciaux	267
1.2.1. Accidents	267
Tableau 16. Accidents du travail déclarés par les régimes spéciaux	267
1.2.2. Prestations	268
1.2.2.1. Nombre des rentes	268
Tableau 17. Répartition des rentes viagères par catégorie de rentes et pour les rentes de blessés en fonction du pourcentage de l'incapacité de travail en 2000	268
1.2.2.2. Prestations payées	268
Tableau 18. Evolution des prestations	268

1.3. Comptes financiers	269
<i>Comptes d'exploitation de l'association d'assurance contre les accidents, section industrielle des exercices 1999 et 2000</i>	269
Tableau 19. Etat détaillé des recettes	269
Tableau 20. Etat détaillé des dépenses	270
Tableau 21. Bilans comparés des exercices 1999 et 2000	271-272
Tableau 22. Evolution de la dépense totale et du poste "Cotisations et rôles à établir"	272
2. Association d'assurance contre les accidents-section agricole et forestière (AAA)	273
2.1. Accidents	273
Tableau 1. Répartition des accidentés en 2000 selon l'âge et le sexe	273
2.2. Prestations	273
Tableau 2. Evolution du nombre des rentes	273
Tableau 3. Répartition des rentes viagères par catégorie de rentes et pour les rentes de blessés en fonction du pourcentage de l'incapacité de travail 2000 avec indication de la charge annuelle (charge AAA + charge Etat)	274
Tableau 4. Répartition des rachats de rentes viagères suivant les dispositions législatives prévues à l'article 113 CAS	274
2.3. Comptes financiers	274
Tableau 5. Evolution du total des dépenses, de la part de l'Etat et du poste "Rôles à établir" (Cotisations)	274
<i>Comptes d'exploitation des exercices 1999 et 2000</i>	275
Tableau 6. Etat détaillé des recettes	275
Tableau 7. Etat détaillé des dépenses	276
Tableau 8. Bilans comparés au 31 décembre 1999 et 2000	277
Tableau 9. Evolution des principales catégories de recettes	278
Tableau 10. Evolution des principales catégories de dépenses	278
Tableau 11. Evolution des taux de cotisation	279

1. Introduction

L'assurance accidents a pour objet de couvrir les risques suivants:

- a) l'accident de travail proprement dit;
- b) l'accident de trajet;
- c) les maladies professionnelles.

La gestion de l'assurance accidents est assurée par une mutualité des chefs d'entreprises appelée "association d'assurance contre les accidents", qui est un établissement public comportant une section industrielle et une section agricole et forestière. La section industrielle assume en outre la gestion des régimes spéciaux d'assurance accidents suivants:

- celui des fonctionnaires et employés publics jouissant d'un régime spécial de retraite;
- celui de l'enseignement technique et professionnel ainsi que des activités préscolaires, périscolaires, scolaires, universitaires et péri-universitaires;
- celui des activités de secours et de sauvetage;
- celui concernant les mesures de mise au travail, les mesures de réinsertion professionnelle et d'occupation des demandeurs d'emploi ainsi que certains travaux dans l'intérêt de la communauté et
- celui des personnes dans l'exercice d'un pouvoir public.

Sur le plan législatif, la loi du 17 novembre 1997 a introduit un régime volontaire dans le cadre de la section agricole et forestière de l'assurance contre les accidents, lequel est réparti en quatre classes de risque, tout comme le régime obligatoire. Les taux de cotisation sont fixés par classe et séparément pour les deux régimes.

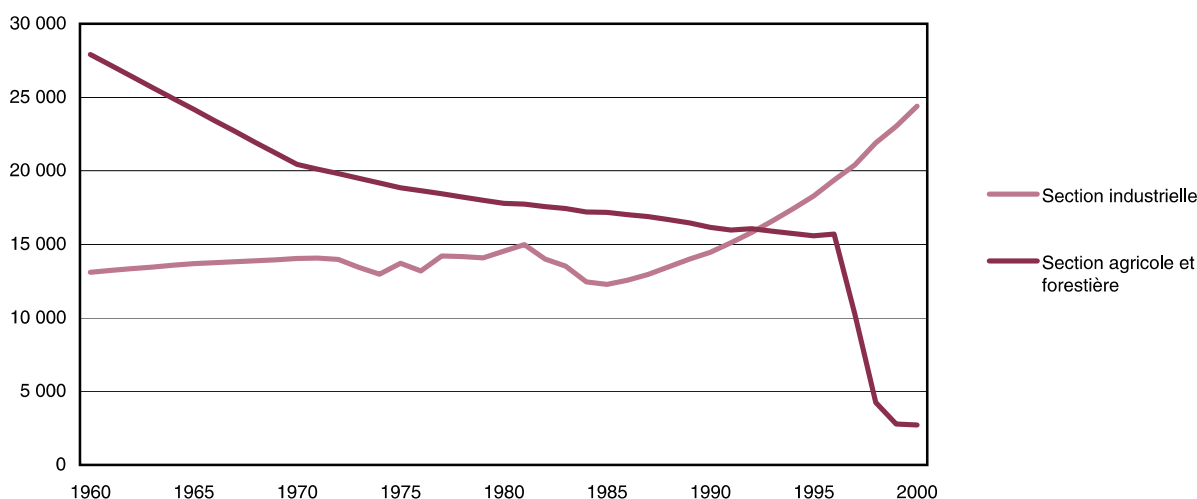
Cette même loi a sorti les volontaires au sens de la loi militaire des régimes spéciaux pour les intégrer dans le régime général. Cette loi est entrée en vigueur en date du 1 janvier 1998.

Le régime général comporte 22 classes de risque dont les taux de cotisation pour 2000 ont été fixés par le règlement ministériel du 11 décembre 2000.

2. Les principales données statistiques

1. L'affiliation des entreprises

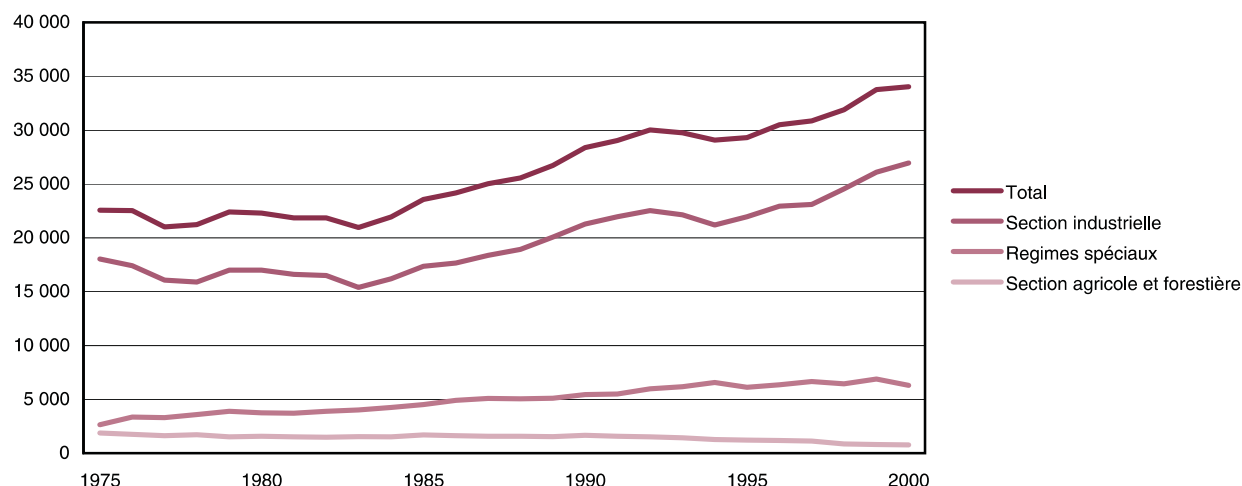
Graphique 1. - Evolution du nombre d'entreprises affiliées à l'assurance accidents



Après une période de relative stabilité, le nombre d'entreprises affiliées à la section industrielle de l'association d'assurance a connu un mouvement de baisse dès le début des années quatre-vingt. Toutefois, depuis la reprise de la conjoncture économique, le nombre d'entreprises n'a cessé d'augmenter de plus de 4% par année. En revanche, le nombre d'entreprises affiliées à la section agricole et forestière subit une diminution régulière depuis 1960 (avec 1% depuis 1970). En 1997, le nombre d'affiliés à la section agricole et forestière subit une réduction d'un tiers suite à une redéfinition de l'entreprise agricole affiliée à titre obligatoire et par conséquent de l'introduction d'une assurance volontaire.

2. Statistiques sur les accidents

Graphique 2. - Evolution du nombre d'accidents déclarés



Le nombre des accidents déclarés en 2000 s'élève à 34 030 dont 26 959 (79,2%) pour la section industrielle, 6 309 (18,5%) pour les régimes spéciaux et 762 (2,2%) pour la section agricole et forestière. Le nombre des accidents mortels s'élève à 33 unités. Dans l'ensemble, le nombre des accidents tend à augmenter. Ceci est essentiellement dû à l'augmentation de la population active. Le nombre des accidents par 100 salariés-unités atteint 14,2 en 2000 contre 14,7 en 1999.

Remarquons que parmi les accidents déclarés à la section industrielle, 78,4% concernent des accidents de travail proprement dits, 21,1% des accidents de trajet et 0,5% des maladies professionnelles.

3. Les rentes

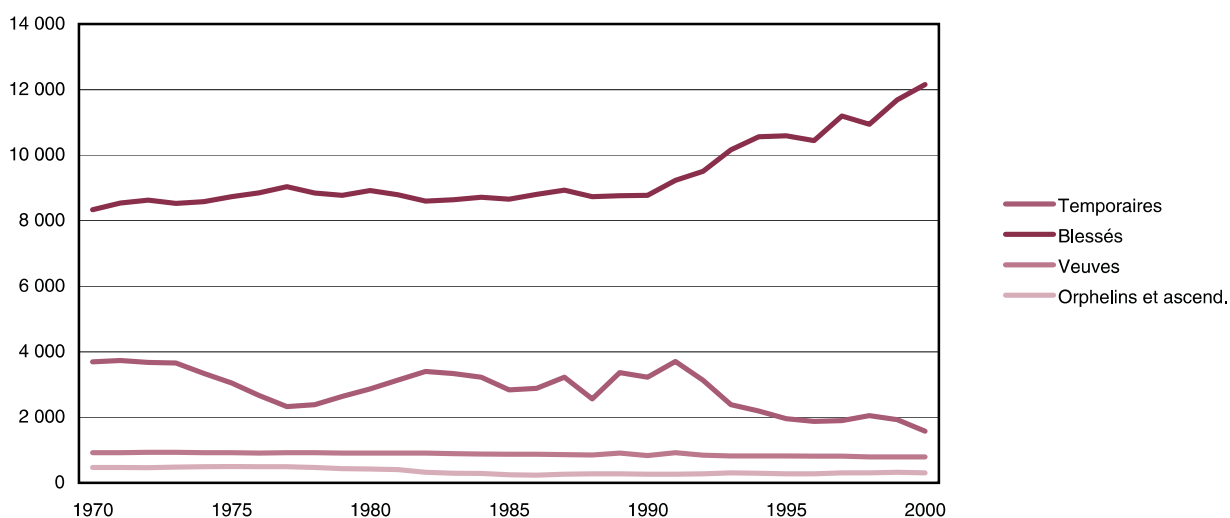
Le nombre total de rentes s'élève en 2000 à 15 319 unités. La répartition de ces rentes suivant le régime et la catégorie de rente se présente comme suit:

Tableau 1. - Répartition selon les différents types de rentes

Catégorie	AAI	Régimes spéciaux	AAA	Total
Rentes temporaires	1 517	-	55	1 572
Rentes de blessés	10 093	484	2 061	12 638
Rentes de conjoints survivants	726	13	62	801
Rentes d'orphelins	276	10	12	298
Rentes d'ascendants	10	-	-	10
TOTAL	12 622	507	2 190	15 319

Si l'on se limite aux seules rentes de blessés de la section industrielle et de la section agricole et forestière, on constate que le nombre de rentes s'est maintenu pratiquement à un niveau constant entre 1975 et 1990. Suite à l'augmentation massive de l'emploi depuis le milieu des années 80, le nombre d'accidents a progressé, entraînant avec un certain retard la croissance du nombre des rentes. Le régime des assurances accidents n'est donc plus soumis au phénomène de maturation et le vieillissement de la population n'a guère de prise sur ce régime.

Graphique 3. - Evolution du nombre des rentes



Les rentes viagères de blessés présentent en moyenne un taux d'incapacité assez faible. Plus de 80% des rentes de la section industrielle et de la section agricole et forestière présentent un degré d'incapacité de moins de 30% et plus d'un tiers des rentes présentent un degré d'incapacité compris entre 10% et 20%.

Le nombre des rachats de rentes atteint 1 184 dans la section industrielle et 28 dans la section agricole et forestière.

3. Les données financières

1. L'appréciation globale des opérations courantes

En 2000, les dépenses courantes de la section industrielle dépassent les recettes courantes de 1 860,4 milliers EUR, c'est-à-dire de 1,3%, contre 590,4 milliers et 0,4% en 1999. Cette évolution résulte d'un accroissement considérable des cotisations (+11,3%) par rapport à une hausse plus faible des prestations (7,9%). Le niveau élevé de la réserve au 31.12.99 permet le prélèvement de 1 860,4 milliers EUR afin d'équilibrer le compte d'exploitation de l'exercice 2000.

Les dépenses courantes représentent 0,72% du PIB en 2000, et leur part relative tend à diminuer (1,3% en 1975). Aussi, depuis 1985, le taux de croissance annuel moyen des dépenses n'atteint que 4,2% (au nombre indice 100) ce qui témoigne d'une évolution plus lente des dépenses que dans les principales autres branches de la sécurité sociale.

Concernant la section agricole et forestière, les dépenses courantes se chiffrent en 2000 à 6 401,2 milliers EUR par rapport à 3 581,9 milliers EUR de recettes et 2 440,7 milliers EUR en rôles à établir.

2. Les dépenses courantes

En 2000, les prestations cumulées des deux secteurs atteignent 140 093,84 milliers EUR et représentent 91,5% du total des dépenses. Elles sont en progression de 4,7% au nombre indice 100 par rapport à 1999.

Tableau 2. - Les opérations courantes de l'assurance accidents (en milliers EUR)

Année	AAI			AAA			Total		
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde
1975	28 507,76	33 961,41	5 453,66	2 330,20	1 363,41	-966,78	30 837,95	35 324,83	4 486,87
1980	46 033,83	49 677,86	3 644,03	3 693,61	2 206,25	-1 487,36	49 727,44	51 884,11	2 156,67
1985	65 419,10	74 467,21	9 048,11	4 883,50	2 974,72	-1 908,78	70 302,60	77 441,94	7 139,33
1986	61 428,02	72 831,12	11 403,10	5 329,71	3 148,25	-2 181,46	66 757,73	75 979,37	9 221,64
1987	63 733,43	71 814,75	8 081,33	5 528,03	3 123,46	-2 404,57	69 261,45	74 938,21	5 676,76
1988	66 584,20	72 855,91	6 271,71	5 751,13	3 197,83	-2 553,30	72 335,33	76 053,73	3 718,40
1989	70 525,71	82 722,07	12 196,36	6 370,86	3 396,14	-2 974,72	76 896,57	86 118,21	9 221,64
1990	74 541,58	86 415,68	11 874,10	6 519,60	3 644,03	-2 875,56	81 061,18	90 059,72	8 998,53
1991	82 424,60	86 961,05	4 536,45	6 643,55	3 891,93	-2 751,62	89 068,14	90 852,98	1 784,83
1992	90 778,61	97 174,26	6 395,65	7 015,39	4 115,03	-2 900,35	97 794,00	101 289,29	3 495,30
1993	95 538,16	108 403,84	12 865,67	7 610,33	4 362,93	-3 247,41	103 148,50	112 766,76	9 618,27
1994	103 222,86	109 246,68	6 023,81	7 089,75	4 486,87	-2 602,88	110 312,62	113 733,55	3 420,93
1995	110 287,83	127 342,90	17 055,07	7 635,12	4 685,19	-2 949,93	117 922,95	132 028,09	14 105,14
1996	119 410,31	127 243,75	7 833,44	7 883,01	4 536,45	-3 346,56	127 293,32	131 780,20	4 486,87
1997	124 888,76	113 931,86	-10 956,89	7 684,70	4 635,61	-3 049,09	132 573,46	118 567,47	-14 005,98
1998	127 107,43	125 049,24	-2 058,19	7 701,48	3 742,47	-3 959,01	134 808,91	128 791,72	-6 017,19
1999	136 068,68	135 478,22	-590,46	6 289,13	3 572,57	-2 716,57	142 357,81	139 050,79	-3 307,02
2000	146 697,02	144 836,63	-1 860,39	6 401,23	3 581,86	-2 819,37	153 098,25	148 418,49	-4 679,76

Les frais d'administration, au nombre indice 100, ont connu une progression de 1,3% en 2000. Ils représentent la part de 6,4% des dépenses courantes.

Tableau 3. - La structure des dépenses courantes (en milliers EUR)

	AAI	AAA	Total	En % du total
Frais d'administration	9 136,88	585,55	9 722,43	6,4
Prestations en espèces	109 942,84	4 598,71	114 541,55	74,8
- Indemnités pécuniaires	14 916,57	2,92	14 919,50	-
- Rentes	72 578,32	4 381,79	76 960,11	-
- Rachats et autres	22 447,95	214,00	22 661,95	-
Prestations en nature	24 756,93	795,36	25 552,29	16,7
Dépenses diverses	2 860,36	421,60	3 281,97	2,1
TOTAL	146 697,01	6 401,22	153 098,23	100,0

3. Les recettes courantes

L'assurance accidents est financée à raison de 77% par des cotisations, de 15,5% par les contributions publiques et de 7,5% par les revenus de la fortune et les recettes diverses. Remarquons que parmi les contributions publiques figure également la prise en charge intégrale des prestations allouées dans le cadre des régimes spéciaux.

Les cotisations au nombre indice 100 ont augmenté par rapport à 1999 de 8,4% pour la section industrielle.

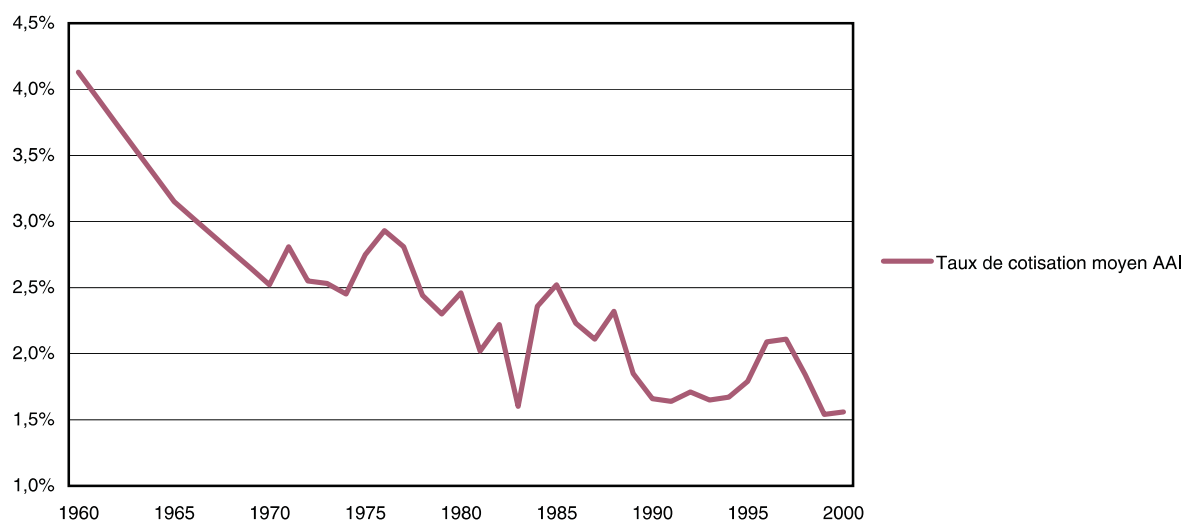
Tableau 4. - La structure des recettes courantes (en milliers EUR)

	AAI	AAA	Total	En % du total
Cotisations	114 340,5	31,8	114 372,3	77,1
Participation de l'Etat	19 563,6	3 391,1	22 954,6	15,5
Produits financiers et recettes diverses	10 932,5	159,0	11 091,5	7,5
TOTAL	144 836,6	3 581,9	148 418,5	100,0

Etant donné que les taux de cotisation de la section industrielle sont refixés annuellement pour chaque position du tarif, il est intéressant d'analyser l'évolution du taux de cotisation moyen. Ce taux de cotisation moyen est obtenu en divisant le montant des dépenses à charge des cotisants par la masse des salaires cotisables.

Le taux de cotisation moyen a augmenté depuis le début des années 90 pour atteindre un maximum de 2,11% en 1997 et ensuite retomber à 1,56% en 2000.

Graphique 4 . - Evolution du taux de cotisation moyen de l'AAI



Section 1 - Association d'assurance contre les accidents - section industrielle (AAI)

1.1. Le régime général

1.1.1. Affiliation

Tableau 1. - Evolution du nombre des entreprises affiliées et du total des salaires cotisables
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

Exercice	Nombre des entreprises et des employeurs affiliés		Salaires cotisables			Moyenne annuelle de l'indice du coût de la vie	
	Nombres absolus	Base 100 pour 1960	Montants en LUF	Montants en EUR	Base 100 pour 1960	Indice moyen	Base 100 pour 1960
1960	13 115	100,0	7 990 397 499	198 076 780,04 €	100,0	130,00	100,0
1965	13 694	104,4	11 993 613 262	297 313 906,63 €	150,1	143,96	110,7
1970	14 033	107,0	18 202 512 051	451 228 487,20 €	227,8	166,67	128,2
1975	13 711	104,5	37 875 643 042	938 912 665,67 €	474,0	236,19	181,7
1980	14 538	110,9	57 812 768 073	1 433 141 085,45 €	723,5	319,48	245,8
1985	12 275	93,6	84 183 096 271	2 086 844 446,09 €	1 053,6	416,31	320,2
1986	12 552	95,7	91 036 806 380	2 256 743 481,76 €	1 139,3	424,43	326,5
1987	12 943	98,7	97 088 328 953	2 406 756 807,85 €	1 215,1	428,67	329,7
1988	13 481	102,8	103 604 483 087	2 568 288 049,47 €	1 296,6	429,56	330,4
1989	13 989	106,7	116 169 027 515	2 879 754 970,02 €	1 453,9	443,04	340,8
1990	14 466	110,3	128 732 844 093	3 191 203 847,63 €	1 611,1	457,86	352,2
1991	15 113	115,2	143 661 931 115	3 561 286 247,98 €	1 797,9	474,13	364,7
1992	15 811	120,6	161 064 799 610	3 992 692 089,22 €	2 015,7	490,02	376,9
1993	16 590	126,5	182 948 089 440	4 535 164 674,18 €	2 289,6	505,37	388,7
1994	17 420	132,8	195 433 897 657	4 844 679 775,04 €	2 445,9	521,18	400,9
1995	18 287	139,4	208 220 276 174	5 161 645 819,00 €	2 605,9	530,94	408,4
1996	19 366	147,7	217 338 059 477	5 387 669 763,11 €	2 720,0	535,29	411,8
1997	20 393	155,5	232 284 076 408	5 758 171 844,95 €	2 907,0	547,56	421,2
1998	21 912	167,1	248 313 051 170	6 155 519 750,17 €	3 107,6	548,67	422,1
1999	23 040	175,7	269 373 477 313	6 677 594 077,15 €	3 371,2	554,38	426,4
2000	24 413	186,1	295 503 178 982	7 325 332 461,95 €	3 698,2	569,41	438,0

Tableau 2. - Evolution du nombre des entreprises
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

Exercice	Sans personnel	Entreprises	Ménages	Total	Radiations	Affiliations	Solde
1960	2 084	7 096	3 935	13 115	854	1 208	354
1965	2 204	6 982	4 508	13 694	683	953	270
1970	2 327	7 067	4 639	14 033	680	792	112
1975	2 059	7 245	4 407	13 711	439	1 168	729
1980	1 842	7 939	4 757	14 538	826	1 283	457
1985	-	9 087	3 188	12 275	1 797	1 610	-127
1986	-	9 327	3 225	12 552	1 321	1 598	277
1987	-	9 737	3 206	12 943	1 308	1 699	391
1988	-	10 147	3 334	13 481	1 318	1 856	538
1989	-	10 606	3 383	13 989	1 354	1 862	508
1990	-	11 014	3 452	14 466	1 475	1 952	477
1991	-	11 496	3 617	15 113	1 512	2 159	647
1992	-	12 037	3 774	15 811	1 593	2 291	698
1993	-	12 522	4 068	16 590	1 601	2 380	779
1994	-	13 079	4 341	17 420	2 150	2 980	830
1995	-	13 620	4 667	18 287	2 285	3 152	867
1996	-	14 359	5 007	19 366	2 164	3 143	979
1997	-	15 033	5 360	20 393	1 027	3 007	1 980
1998	-	17 097	4 815	21 912	1 685	3 204	1 519
1999	-	17 912	5 128	23 040	2 717	3 845	1 128
2000	-	18 666	5 747	24 413	2 511	3 884	1 373

1.1.2. Accidents

Tableau 3. - Evolution des accidents déclarés

Exercice	Accidents du travail		Accidents de trajet		Maladies profession- nelles		Total des accidents	Base 100 pour 1960	Total des cas mortels
	Nombre	dont cas mortels	Nombre	dont cas mortels	Nombre	dont cas mortels			
1960	21 511	18	1 422	8	48	-	22 981	100,0	26
1965	21 743	25	1 430	9	48	-	23 221	101,0	34
1970	19 007	24	1 305	18	48	1	20 360	88,6	43
1975	16 678	34	1 317	11	50	1	18 045	78,5	46
1980	15 510	17	1 403	8	72	-	16 985	73,9	25
1985	15 150	20	2 056	6	143	-	17 349	75,5	26
1986	15 534	12	1 984	8	121	-	17 639	76,8	20
1987	15 965	17	2 265	11	149	-	18 379	80,0	28
1988	16 337	16	2 478	12	117	-	18 932	82,4	28
1989	17 122	20	2 678	11	253	-	20 053	87,3	31
1990	18 158	12	2 976	9	153	-	21 287	92,6	21
1991	18 245	12	3 556	12	167	-	21 968	95,6	24
1992	18 977	15	3 381	9	160	-	22 518	98,0	24
1993	18 276	15	3 732	11	146	-	22 154	96,4	26
1994	17 520	8	3 587	14	91	-	21 198	92,2	22
1995	17 800	11	4 090	12	75	3	21 965	95,6	26
1996	17 955	16	4 878	10	99	1	22 932	99,8	27
1997	18 505	14	4 491	8	95	-	23 091	100,5	22
1998	19 664	10	4 793	9	102	-	24 559	106,9	19
1999	20 401	7	5 568	8	109	3	26 078	113,5	18
2000	21 144	16	5 680	16	135	-	26 959	117,3	32

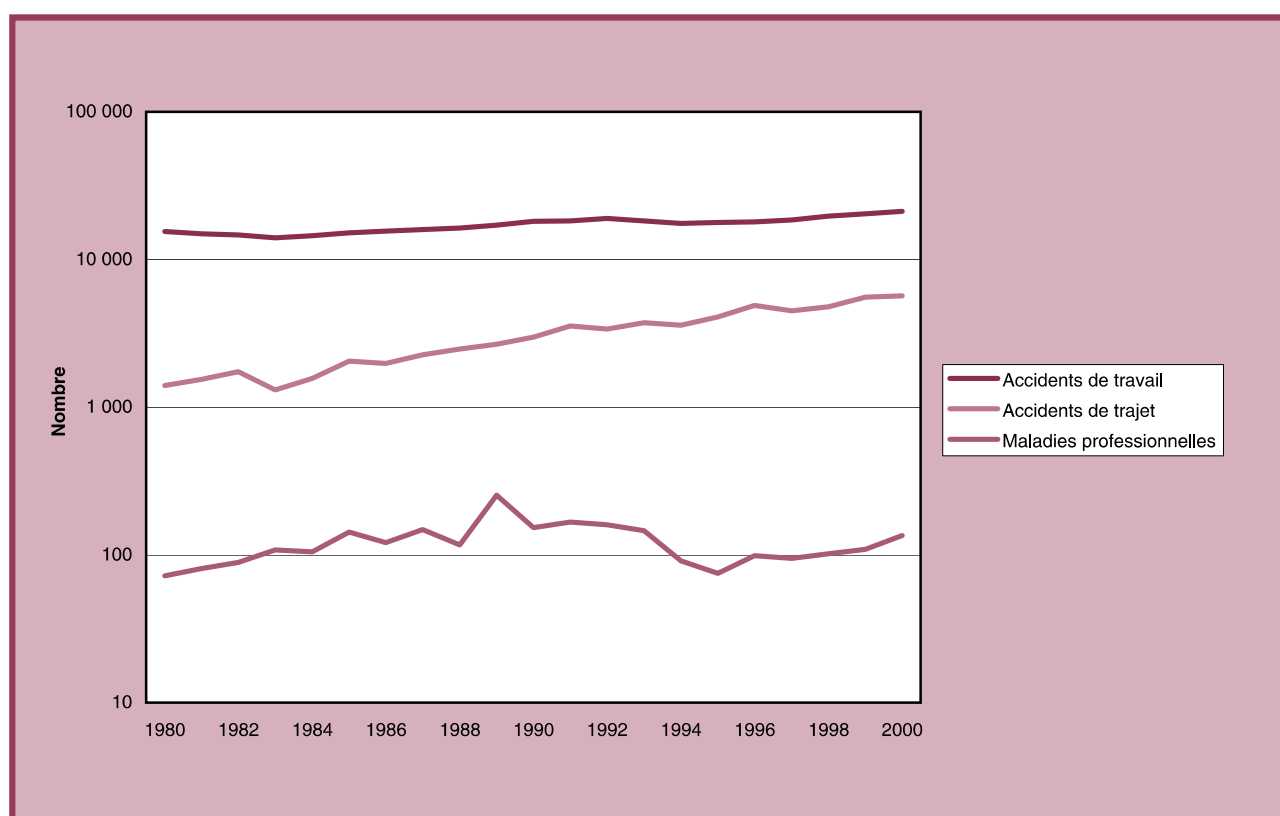
Assurance
accidentsGraphique 1. - Evolution du nombre des accidents déclarés depuis 1980
(échelle logarithmique)

Tableau 4. - Classification des accidents reconnus selon le groupe du tarif des risques

Classe	Libellé	Nombre de salariés-unité *)	Accidents	
			Nombre	En % du total
1	Commerce, alimentation, et autres activités non classées ailleurs	79 498	8 295	32,6
2	Assurances, banques, bureaux d'études etc.	48 214	1 550	6,1
3	Chimie, textile, papier (Fabrication d'objets en caoutchouc, en matières synthétiques, de textiles)	10 736	1 134	4,5
4	Travail des métaux et du bois (Fabrication, traitement, etc. d'objets en métal, Fabriques de machines, Réparation et entretien machines et véhicules, Scieries et fabriques d'objets en bois	13 426	2 331	9,2
5	Sidérurgie	4 929	417	1,6
6	Bâtiment, gros-oeuvre; travail des minéraux	12 959	3 280	12,9
7	Travaux de toiture et travaux sur toit	1 644	519	2,0
8	Aménagement et parachèvement de bâtiments (Façades, isolations, plâtreries, peinture et vitrerie, revêtement de sols, menuiseries pour bâtiment)	5 639	1 130	4,4
9	Installations sanitaires, chauffage, gaz, ventilation	3 294	739	2,9
10	Installations d'électricité, ateliers électriques, antennes, téléphones, etc.	3 641	689	2,7
11	Travailleurs intellectuels indépendants	4 510	22	0,1
12	Etat (y compris bénéficiaires d'allocations de chômage)	9 160	805	3,2
13	Communes	4 524	706	2,8
14	Transport terrestre, fluvial, et maritime	12 262	1 383	5,4
15	Aviation	3 191	416	1,6
16	Distribution de l'énergie et de l'eau	951	101	0,4
17	Entreprises de radio-télédiffusion, théâtres et cinémas, carrousels etc.	908	24	0,1
18	Ateliers de précision (Horlogeries, bijouteries, photographes, laboratoires dentaires, rémouleurs)	3 092	273	1,1
19	Fabrication faïences et verre etc.	1 977	143	0,6
20	Fabrication par voie humide d'objets en ciment	614	132	0,5
21	Fabrication ciment, chaux, gypse et dolomie	245	29	0,1
22	Travail intérimaire	4 247	1 327	5,2
TOTAL		229 661	25 445	100,0

*) Salarié-unité désigne le total des heures de travail prestées dans les entreprises assurées divisé par 2 080.

Tableau 5. - **Classification des accidents reconnus par rapport à 100 salariés-unité selon le groupe du tarif des risques**

Classe	Libellé	Nombre d'accidents par 100 salariés-unité *) 2000
1	Commerce, alimentation, et autres activités non classées ailleurs	10,4
2	Assurances, banques, bureaux d'études etc.	3,2
3	Chimie, textile, papier (Fabrication d'objets en caoutchouc, en matières synthétiques, de textiles)	10,6
4	Travail des métaux et du bois (Fabrication, traitement, etc. d'objets en métal, Fabriques de machines, Réparation et entretien machines et véhicules, Scieries et fabriques d'objets en bois	17,4
5	Sidérurgie	8,5
6	Bâtiment, gros-oeuvre; travail des minéraux	25,3
7	Travaux de toiture et travaux sur toit	31,6
8	Aménagement et parachèvement de bâtiments (Façades, isolations, plâtreries, peinture et vitrerie, revêtement de sols, menuiseries pour bâtiment)	20,0
9	Installations sanitaires, chauffage, gaz, ventilation	22,4
10	Installations d'électricité, ateliers électriques, antennes, téléphones, etc.	18,9
11	Travailleurs intellectuels indépendants	0,5
12	Etat (y compris bénéficiaires d'allocations de chômage)	8,8
13	Communes	15,6
14	Transport terrestre, fluvial, et maritime	11,3
15	Aviation	13,0
16	Distribution de l'énergie et de l'eau	10,6
17	Entreprises de radio-télédiffusion, théâtres et cinémas, carrousels etc	2,6
18	Ateliers de précision (Horlogeries, bijouteries, photographes, laboratoires dentaires, rémouleurs)	8,8
19	Fabrication faïences et verre etc.	7,2
20	Fabrication par voie humide d'objets en ciment	21,5
21	Fabrication ciment, chaux, gypse et dolomie	11,8
22	Travail intérimaire	31,2
MOYENNE		14,2

*) Salarié-unité désigne le total des heures de travail prestées dans les entreprises assurées divisé par 2 080.

Tableau 6. - **Classification des accidents reconnus selon l'âge de la victime (en 2000)**

Accidents	Age de la victime											Total des accidents
	0-20	21-25	26-30	31-35	36-40	41-45	46-50	51-55	56-60	61-65	>=66	
Nombre	1 418	3 704	4 658	4 541	3 961	3 010	2 183	1 424	431	99	16	25 445
En % du total	5,6	14,6	18,3	17,8	15,6	11,8	8,6	5,6	1,7	0,4	0,1	100,0

1.1.3. Prestations

1.1.3.1. Nombre des rentes

Tableau 7. - Evolution du nombre des rentes (situation au 31 décembre de chaque exercice)

Exercice	Rentes temporaires		Rentes viagères				Total	Base 100 pour 1960	Total des rentes
	Nombre	Base 100 pour 1960	Blessés	Conjoints survivants	Orphelins	Ascendants			
1960	3 874	100,0	5 091	721	272	101	6 185	100,0	10 059
1965	3 362	86,8	5 744	754	307	95	6 900	111,6	10 262
1970	3 023	78,0	5 721	783	371	73	6 948	112,3	9 971
1975	2 529	65,3	6 224	791	411	62	7 488	121,1	10 017
1980	2 405	62,1	6 308	798	365	44	7 515	121,5	9 920
1985	2 475	63,9	6 154	763	216	31	7 164	115,8	9 639
1986	2 513	64,9	6 320	776	203	28	7 327	118,5	9 840
1987	2 843	73,4	6 617	767	241	25	7 650	123,7	10 493
1988	2 200	56,8	6 393	756	244	25	7 418	119,9	9 618
1989	2 332	60,2	6 330	748	231	26	7 335	118,6	9 667
1990	2 325	60,0	6 496	744	227	21	7 488	121,1	9 813
1991	3 170	81,8	6 583	740	230	21	7 574	122,5	10 744
1992	2 003	51,7	6 901	735	244	18	7 898	127,7	9 901
1993	1 986	51,3	7 374	733	260	18	8 385	135,6	10 371
1994	1 860	48,0	7 554	735	255	16	8 560	138,4	10 420
1995	1 792	46,3	7 751	729	247	14	8 741	141,3	10 533
1996	1 731	44,7	8 055	726	254	14	9 049	146,3	10 780
1997	1 785	46,1	8 827	732	269	14	9 842	159,1	11 627
1998	1 954	50,4	8 787	720	273	12	9 792	158,3	11 746
1999	1 844	47,6	9 123	714	283	12	10 132	163,8	11 976
2000	1 517	39,2	10 093	726	276	10	11 105	179,5	12 622

Tableau 8. - Répartition des rentes viagères par catégories de rentes et pour les rentes de blessés en fonction du pourcentage de l'incapacité de travail au 31 décembre 2000

Pourcentage de l'incapacité de travail	Nombre des rentes	En % du total
1-9	3 130	29,5
10-19	3 597	33,9
20-29	1 397	13,2
30-39	654	6,2
40-49	315	3,0
50-59	159	1,5
60-69	108	1,0
70-79	85	0,8
80-89	61	0,6
90-99	12	0,1
100	49	0,5
Rentes d'impotence (125%)	42	0,4
Total blessés	9 609	90,7
Conjoints survivants	713	6,7
Orphelins	266	2,5
Ascendants	10	0,1
TOTAL	10 598	100,0

Tableau 9. - Répartition des rachats de rentes viagères suivant les dispositions légales prévues aux articles 102 et 113 du CAS

Répartition des rachats en 2000	Nombre des rachats
a) Rachats de rentes inférieures à 10 % (art. 113 al. 1er du CAS)	1 018
b) Rachats de rentes supérieures aux précédentes (art. 113 al. 2 du CAS)	160
c) Indemnités globales payées à des conjoints survivants (art.102 al. final du CAS)	6
d) Rachats de rentes de conjoints survivants (art. 102 al. 5 du CAS)	0
TOTAL	1 184

1.1.3.2. Prestations payées

Tableau 10. - Répartition des rachats de rentes viagères suivant les dispositions légales prévues aux articles 102 et 113 du CAS
(montants en LUF/EUR)

Répartition des rachats en 2000	Montant des rachats	
a) Rachats de rentes inférieures à 10 % (art. 113 al. 1er du CAS)	600 622 298	14 889 037,85 €
b) Rachats de rentes supérieures aux précédentes (art. 113 al. 2 du CAS)	245 230 034	6 079 093,75 €
c) Indemnités globales payées à des conjoints survivants (art.102 al. final du CAS)	3 346 501	82 957,59 €
d) Rachats de rentes de conjoints survivants (art. 102 al. 5 du CAS)	0	0,00 €
TOTAL	849 198 833	21 051 089,19 €

Tableau 11. - Evolution des prestations
(montants en LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1999	2000	
A. Prestations en espèces	3 895 772 450	4 256 150 759	105 507 221,36 €
1. <i>Accidents de travail</i>	3 229 651 535	3 561 730 510	88 292 993,04 €
- indemnités pécuniaires	479 639 477	546 357 116	13 543 839,13 €
- rentes - part fondamentale	1 276 649 053	1 403 961 054	34 803 285,43 €
- rentes - part réévaluée et ajustée	882 501 980	907 436 769	22 494 769,92 €
- rachats de rentes - part fondamentale	545 504 378	641 343 685	15 898 494,67 €
- rachats de rentes - part réévaluée	45 356 647	62 631 886	1 552 603,90 €
2. <i>Accidents de trajet</i>	579 732 420	602 133 896	14 926 509,39 €
- indemnités pécuniaires	46 356 106	51 729 769	1 282 347,48 €
- rentes - part fondamentale	261 815 029	271 824 412	6 738 351,16 €
- rentes - part réévaluée et ajustée	130 342 597	136 650 680	3 387 481,87 €
- rachats de rentes - part fondamentale	130 260 380	129 804 345	3 217 765,66 €
- rachats de rentes - part réévaluée	10 958 308	12 124 690	300 563,21 €
3. <i>Maladies professionnelles</i>	86 276 571	92 102 740	2 283 167,29 €
- indemnités pécuniaires	1 447 875	2 574 516	63 820,58 €
- rentes - part fondamentale	38 216 139	41 115 844	1 019 235,15 €
- rentes - part réévaluée et ajustée	44 831 472	45 118 153	1 118 449,80 €
- rachats de rentes - part fondamentale	1 614 790	3 001 925	74 415,78 €
- rachats de rentes - part réévaluée	166 295	292 302	7 245,98 €
4. <i>Prestations U.E. - maladies professionnelles</i>	111 924	183 613	4 551,65 €

Tableau 11. - Evolution des prestations (suite)
(montants en LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1999	2000	
B. Prestations en nature	856 188 973	894 643 892	22 177 642,78 €
1. <i>Accidents de travail</i>	566 561 306	590 131 631	14 628 981,01 €
- Soins médicaux	119 307 712	129 619 596	3 213 185,85 €
- Soins médico-dentaires	2 660 098	2 952 527	73 191,23 €
- Frais de voyage et de transport	10 353 090	12 686 409	314 487,86 €
- Frais pharmaceutiques	31 146 739	35 355 632	876 443,22 €
- Soins des autres professions de santé	26 196 747	28 184 902	698 685,47 €
- Moyens curatifs et adjuvants	14 384 362	16 501 254	409 055,40 €
- Rééducation et cures	34 260 226	35 045 632	868 758,52 €
- Soins hospitaliers	280 866 541	270 513 704	6 705 859,56 €
- Autres prestations	25 642 020	36 681 175	909 302,58 €
- Dégâts matériels	18 117 247	19 234 627	476 813,95 €
- Subventions aux blessés	2 479 626	2 344 752	58 124,88 €
- Prestations de décès	787 751	1 011 421	25 072,47 €
- Prestations bénévoles	359 147	-	-
2. <i>Accidents de trajet</i>	284 576 274	298 463 657	7 398 720,80 €
- Soins médicaux	24 619 402	28 007 296	694 282,73 €
- Soins médico-dentaires	886 630	777 712	19 278,98 €
- Frais de voyage et de transport	3 093 570	3 653 907	90 577,99 €
- Frais pharmaceutiques	6 593 538	8 157 180	202 211,21 €
- Soins des autres professions de santé	5 716 123	6 099 766	151 209,25 €
- Moyens curatifs et adjuvants	1 461 172	2 656 312	65 848,25 €
- Rééducation et cures	6 388 121	11 784 400	292 127,65 €
- Soins hospitaliers	61 862 428	48 403 878	1 199 900,79 €
- Autres prestations	8 202 051	10 235 434	253 729,78 €
- Dégâts matériels	164 883 142	178 099 210	4 414 964,09 €
- Subventions aux blessés	256 812	263 712	6 537,25 €
- Prestations de décès	613 285	310 177	7 689,09 €
- Prestations bénévoles	-	14 673	363,73 €
3. <i>Maladies professionnelles</i>	5 051 393	6 048 604	149 940,98 €
- Soins médicaux	672 034	828 120	20 528,56 €
- Soins médico-dentaires	-	-	-
- Frais de voyage et de transport	209 617	22 021	545,89 €
- Frais pharmaceutiques	1 209 866	1 321 062	32 748,27 €
- Soins des autres professions de santé	40 734	76 474	1 895,74 €
- Moyens curatifs et adjuvants	55 296	11 863	294,08 €
- Rééducation et cures	482 943	367 517	9 110,51 €
- Soins hospitaliers	2 099 064	2 436 197	60 391,75 €
- Autres prestations	111 976	156 653	3 883,33 €
- Dégâts matériels	96 936	-	-
- Subventions aux blessés	-	-	-
- Prestations de décès	72 927	828 697	20 542,86 €
- Prestations bénévoles	-	-	-
TOTAL	4 751 961 423	5 150 794 651	127 684 864,14 €

1.1.4. Données financières

Tableau 12. - Evolution des principales catégories de dépenses
(montants en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Exercice	Prestations en espèces ¹⁾	Prestations en nature	Frais d'administration et divers ²⁾	Contributions aux réserves et à l'amortissement	Dépense totale	Base 100 pour 1960
1960	272,5	25,3	27,4	87,3	412,5	100,0
1965	329,0	32,5	37,0	76,8	475,3	115,2
1970	492,8	40,5	50,0	48,6	631,9	153,2
1975	957,7	83,0	94,0	245,2	1 379,9	334,5
1980	1 425,7	156,3	140,3	309,1	2 031,4	492,5
1985	1 810,7	231,9	481,2	365,0	2 888,8	700,3
1990	2 176,0	372,7	281,7	667,8	3 498,2	848,0
1991	2 419,8	426,9	288,2	437,7	3 572,6	866,1
1992	2 691,9	448,7	313,0	259,6	3 713,2	900,2
1993	2 861,9	445,8	326,7	543,3	4 177,7	1 012,8
1994	3 083,8	460,8	317,7	474,5	4 336,8	1 051,3
1995	3 232,4	508,3	343,5	580,0	4 664,2	1 130,7
1996	3 338,9	826,1	370,1	1 081,0	5 616,1	1 361,5
1997	3 540,0	802,8	375,8	384,2	5 102,8	1 237,0
1998	3 731,1	748,3	370,3	752,5	5 602,2	1 358,1
1999	3 958,7	856,2	357,4	826,4	5 998,7	1 454,2
2000	4 329,4	894,6	370,8	0,0	5 594,8	1 356,3
	107,32 €	22,18 €	9,19 €	0,00 €	138,69 €	1 356,3 €

¹⁾ Y compris maladies professionnelles et transferts. Nouvelle ventilation entre prestations en espèces et prestations en nature d'après le plan comptable uniforme à partir de 1979.

²⁾ Y compris loyer à charge de l'Etat.

Tableau 13. - Evolution des principales catégories de recettes
(montants en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Exercice	Cotisations ¹⁾	Revenus de la fortune ²⁾	Participation de l'Etat ²⁾	Recettes diverses ³⁾	Transferts	Recette totale	Base 100 pour 1960
1960	333,9	26,4	27,1	22,8	2,3	412,5	100,0
1965	383,8	46,6	31,8	11,0	2,1	475,3	115,2
1970	464,6	66,8	77,2	19,5	3,8	631,9	153,2
1975	1 052,6	82,5	175,8	62,9	6,1	1 379,9	334,5
1980	1 444,4	182,7	272,1	125,1	7,1	2 031,4	492,5
1985	2 151,6	286,7	354,0	88,3 ⁴⁾	8,2	2 888,8	700,3
1986	2 043,8	310,1	368,4	79,7	7,9	2 809,9	681,2
1987	1 947,3	310,0	376,8	484,6	7,0	3 125,7	757,7
1988	2 013,4	307,6	386,2	485,9	6,8	3 199,9	775,7
1989	2 235,1	399,0	407,9	218,8	7,0	3 267,8	792,2
1990	2 287,6	510,8	434,9	258,9	6,0	3 498,2	848,0
1991	2 191,6	517,4	455,8	401,5	6,3	3 572,6	866,1
1992	2 594,7	538,0	477,5	97,3	6,1	3 713,6	900,3
1993	3 010,9	506,9	514,0	165,6	6,4	4 203,8	1 019,1
1994	3 121,6	356,5	510,2	337,6	5,4	4 331,2	1 050,0
1995	3 761,7	334,6	533,4	162,4	4,6	4 796,7	1 162,8
1996	3 805,8	240,5	537,1	937,4	4,7	5 525,4	1 339,5
1997	3 325,5	234,2	557,0	978,3	4,5	5 099,5	1 236,2
1998	3 766,9	235,5	558,5	1 014,4	4,5	5 579,9	1 352,7
1999	4 155,5	197,6	544,5	1 014,2	4,8	5 916,5	1 434,3
2000	4 622,5	274,1	568,2	224,6	4,6	5 694,0	1 380,4
	114,59 €	6,79 €	14,09 €	5,57 €	0,11 €	141,15 €	

¹⁾ Y compris rôles spéciaux, amendes d'ordre et intérêts moratoires.

²⁾ Y compris loyer remboursé par l'Etat.

³⁾ Y compris les cotisations d'équilibre et les opérations sur réserves, le cas échéant.

⁴⁾ Y compris 25,0 mio. LUF pour prélèvement aux provisions pour prestations à liquider.

Tableau 14. - Evolution du taux moyen de cotisation
(montants en millions LUF/EUR)

Exercice	Nombre indice moyen (1)	Nombre des affaires reconnues (2)	Salaires déclarés en LUF (3)	Salaires déclarés en EUR	Dépenses à charge des cotisants en LUF (4)	Dépenses à charge des cotisants en EUR	Rapport (4)/(3) en % (5)
1975	236,19	16 828	37 875,6	938,91 €	1 041,5	25,82 €	2,75
1980	319,48	16 070	57 812,8	1 433,14 €	1 419,5	35,19 €	2,46
1985	416,31	16 127	84 183,1	2 086,84 €	2 120,0	52,55 €	2,52
1986	424,43	16 828	91 036,8	2 256,74 €	2 030,9	50,34 €	2,23
1987	428,67	17 493	97 088,3	2 406,76 €	2 047,7	50,76 €	2,11
1988	429,56	17 873	103 604,5	2 568,29 €	2 406,7	59,66 €	2,32
1989	443,04	18 532	116 169,0	2 879,75 €	2 148,4	53,26 €	1,85
1990	457,86	19 750	128 732,8	3 191,20 €	2 138,0	53,00 €	1,66
1991	475,10	20 593	143 661,9	3 561,29 €	2 350,4	58,26 €	1,64
1992	490,03	21 092	161 064,8	3 992,69 €	2 752,0	68,22 €	1,71
1993	505,37	20 794	182 948,1	4 535,16 €	3 018,1	74,82 €	1,65
1994	521,18	20 205	196 433,9	4 844,68 €	3 289,5	81,54 €	1,67
1995	530,94	20 658	208 220,3	5 161,65 €	3 730,3	92,47 €	1,79
1996	535,29	21 902	217 338,1	5 387,67 €	4 540,9	112,57 €	2,09
1997	547,56	21 986	232 275,2	5 757,95 €	4 889,5	121,21 €	2,11
1998	548,67	23 306	248 313,1	6 155,52 €	4 581,1	113,56 €	1,84
1999	554,38	25 540	269 373,5	6 677,59 €	4 145,8	102,77 €	1,54
2000	569,41	25 445	295 503,2	7 325,33 €	4 612,5	114,34 €	1,56

Tableau 15. - Tarif des risques et taux de cotisation 2000

Classes de risques	Entreprises	Taux 2000
1	Commerce, alimentation, articles de consommation et autres activités non classées ailleurs, notamment: Commerce en détail et en gros. Fabrication de produits alimentaires et de consommation. Travaux agricoles et forestiers, aménagement de parcs et jardins. Etablissements s'occupant du soin des maladies. Activités d'éducation, d'enseignement et de formation	1,42%
2	Assurances, banques, bureaux d'études et établissements à activités analogues	0,62%
3	Chimie, textile et papier, notamment: Industries chimiques. Fabrication d'objets en caoutchouc et en matières synthétiques. Fabrication de textiles. Imprimeries et travail du papier et du carton	1,43%
4	Travail des métaux et du bois, notamment: Fabrication, traitement, transformation et usinage d'objets en métal. Fabriques de machines et d'équipements y compris les équipements électriques et électroniques. Réparation et entretien de véhicules et machines. Scieries et fabriques d'objets en bois et en matières synthétiques	2,38%
5	Sidérurgie	2,49%
6	Bâtiment, gros oeuvres, travail des minéraux, notamment: Travaux de construction (pierre, acier, bois,...), de transformation, de réparation, de démolition et de terrassement. Carrières, sablières y compris le traitement des produits extraits	4,83%
7	Travaux de toiture et travaux sur toit	6,00%
8	Aménagement et parachèvement, notamment: façades, isolations, plâtreries, peinture et vitreries, revêtement de sols, menuiseries pour bâtiments	3,41%
9	Installations: de gaz, eau et appareils sanitaires, de chauffage et de ventilation	2,69%
10	Installations d'électricité et ateliers électriques. Installations d'antennes, paratonnerres, téléphones etc	2,78%
11	Travailleurs intellectuels indépendants	0,73%
12	Etat, toutes activités à l'exception de celles exercées par les personnes jouissant d'un régime spécial de pension de retraite. Bénéficiaires d'allocations de chômage	0,96%
13	Communes, toutes activités à l'exception de celles exercées par les personnes jouissant d'un régime spécial de pension de retraite	1,82%
14	Transport par route, par voie fluviale ou maritime ainsi que par voie ferrée de personnes ou de marchandises y compris l'entrepôtage	2,01%
15	Aviation	1,10%
16	Production et distribution d'énergie	1,30%
17	Entreprises de radio- et télédiffusion, théâtres et cinémas, carrousels, établissements de tir	0,67%
18	Ateliers de précision à risque minime, horlogeries, bijouteries, joailleries, photographes, laboratoires dentaires, rémouleurs, entretien et réparation de machines de bureau, fabrication d'articles orthopédiques etc	1,57%
19	Fabrication de faïences et de produits céramiques, briques, tuiles et autres objets par cuisson, fabrication de verre	1,63%
20	Fabrication par voie humide d'objets en ciment (carreaux, tuyaux, poteaux briques etc)	3,61%
21	Fabrication de ciment, chaux, gypse, dolomie	2,30%
22	Travail intérimaire	4,42%

1.2. Les régimes spéciaux

1.2.1. Accidents

Tableau 16. - Accidents du travail déclarés par les régimes spéciaux

Année	Fonctionnaires et employés publics			Militaires		Scolaires		Activités de secours		Mise au travail de bénéficiaires du RMG		Règlements UE		Mandataires publics		Activités bénévoles		Total	
	Nombre des acci-dents	dont cas mortels	des acci-dents	Nombre des acci-dents	dont cas mortels	Nombre des acci-dents	dont cas mortels	Nombre des acci-dents	dont cas mortels	Nombre des acci-dents	dont cas mortels	Nombre des acci-dents	dont cas mortels	Nombre des acci-dents	dont cas mortels	Nombre des acci-dents	dont cas mortels	Nombre des acci-dents	dont cas mortels
1970	353	2	323	1	-	-	-	-	-	-	-	416	-	-	-	-	-	1 092	3
1975	322	-	191	2	1 901	1	-	-	-	-	-	230	-	-	-	-	-	2 644	3
1980	440	1	354	2	2 713	-	-	-	-	-	-	231	-	-	-	-	-	3 738	3
1981	449	-	305	-	2 800	1	-	-	-	-	-	163	-	-	-	-	-	3 717	1
1982	496	2	306	1	2 980	1	-	-	-	-	-	100	-	-	-	-	-	3 882	4
1983	453	1	360	-	3 117	3	-	-	-	-	-	94	-	-	-	-	-	4 024	4
1984	484	2	482	-	3 127	-	-	48	-	-	-	115	-	-	-	-	-	4 236	2
1985	544	3	359	1	3 429	1	-	74	-	-	-	112	-	-	-	-	-	4 518	5
1986	608	-	328	-	3 750	-	-	75	-	-	-	131	-	-	-	-	-	4 892	-
1987	633	1	325	-	3 925	2	-	76	-	-	-	119	-	-	-	-	-	5 078	3
1988	573	1	302	2	4 036	1	-	66	-	-	-	85	-	-	-	-	-	5 062	4
1989	622	1	306	-	3 998	1	-	110	-	-	-	63	-	-	-	-	-	5 124	2
1990	652	-	295	-	4 213	-	-	138	-	-	-	64	-	-	-	-	-	5 429	-
1991	718	2	295	1	4 221	7	-	88	-	-	-	122	-	-	-	-	-	5 492	10
1992	682	-	218	-	4 826	-	-	92	-	-	-	108	-	-	-	-	-	5 984	-
1993	652	3	254	-	5 087	3	-	102	-	-	-	51	-	-	-	-	-	6 185	6
1994	692	1	370	-	5 304	1	-	116	-	-	-	43	-	-	-	-	-	6 581	2
1995	692	1	251	-	4 947	1	-	129	-	-	-	50	-	-	-	-	-	6 120	2
1996	782	1	257	-	5 083	-	-	105	1	-	-	82	-	-	-	-	-	6 370	2
1997	747	-	179	1	5 408	1	-	118	-	-	-	64	-	-	-	-	-	6 643	2
1998	705	-	-*)	-	5 392	-	-	141	-	-	-	86	-	-	-	8	-	6 449	-
1999	869	-	-	-	5 679	-	-	113	-	-	-	103	-	3	-	-	-	6 882	-
2000	749	-	-	-	5 316	-	-	115	-	38	-	86	-	1	-	4	-	6 309	-

*) A partir du 1.1.1998, les volontaires au sens de la loi militaire sont intégrés dans le régime général.

1.2.2. Prestations

1.2.2.1. Nombre des rentes

Tableau 17. - Répartition des rentes viagères par catégorie de rentes et pour les rentes de blessés en fonction du pourcentage de l'incapacité de travail en 2000

Pourcentage de l'incapacité de travail	Nombre des rentes	En % du total
1-9	135	26,63
10-19	232	45,76
20-29	55	10,85
30-39	18	3,55
40-49	14	2,76
50-59	10	1,97
60-69	5	0,99
70-79	5	0,99
80-89	3	0,59
90-99	2	0,39
100	2	0,39
Rentes d'impotence (125%)	3	0,59
Total blessés	484	95,46
Conjoints survivants	13	2,56
Orphelins	10	1,97
Ascendants	-	-
TOTAL	507	100,00

1.2.2.2. Prestations payées

Tableau 18. - Evolution des prestations
(montants en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1999	2000	
A. Prestations en espèces	166 755 909	178 932 348	4 435 617,04 €
Assurance des fonctionnaires	85 973 060	88 661 621	2 197 864,17 €
Assurance des employés communaux	21 301 674	34 264 484	849 394,37 €
Assurances - para-état	5 604 400	5 022 336	124 500,46 €
Assurance des scolaires	32 455 275	30 292 692	750 936,22 €
Assurance des scolaires professionnels	4 547 461	4 081 908	101 187,86 €
Assurance - travaux en régie	2 691 911	2 537 964	62 914,48 €
Assurance - pompiers volontaires	7 386 368	7 219 894	178 976,50 €
Assurance - protection civile et autres	3 302 572	3 117 259	77 274,83 €
Assurance - mesures de mise au travail	2 943 307	3 197 215	79 256,89 €
Assurance - mandataires publics	549 881	536 975	13 311,26 €
B. Prestations en nature	119 195 023	104 048 209	2 579 287,73 €
Fonctionnaires	23 992 755	25 072 071	621 520,41 €
Employés communaux	6 024 272	4 195 513	104 004,05 €
Para-état	5 492 033	4 769 440	118 231,33 €
Scolaires	76 158 822	63 003 430	1 561 814,23 €
Scolaires professionnels	1 028 234	760 793	18 859,57 €
Travaux en régie	-	-	-
Pompiers volontaires	1 421 777	2 575 262	63 839,08 €
Protection civile et autres	1 706 556	1 485 823	36 832,59 €
Action de mise au travail	3 362 875	2 065 753	51 208,68 €
Mandataires publics	7 699	120 124	2 977,80 €
TOTAL	285 950 932	282 980 557	7 014 904,77 €

1.3. Comptes financiers

Comptes d'exploitation de l'association d'assurance contre les accidents, section industrielle
des exercices 1999 et 2000Tableau 19. - Etat détaillé des recettes
(montants en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1999	2000	
I. Cotisations	4 145 837 723	4 612 486 174	114 340 545,56 €
Cotisations obligatoires normales	4 144 868 507	4 611 399 886	114 313 617,19 €
Cotisations volontaires	969 216	1 086 288	26 928,38 €
II. Participation de tiers	949 084 599	789 192 425	19 563 569,20 €
<i>A. Participation aux frais d'administration</i>	<i>208 644 488</i>	<i>212 369 215</i>	<i>5 264 495,33 €</i>
Participation de l'Etat (régime général)	185 786 707	191 325 557	4 742 836,67 €
Autres participations (régimes spéciaux)	22 857 781	21 043 658	521 658,66 €
<i>B. Participation dans les prestations</i>	<i>740 440 111</i>	<i>576 823 210</i>	<i>14 299 073,87 €</i>
Participation de l'Etat (ajustement et adaptation des rentes)	371 385 766	388 084 827	9 620 371,57 €
Participation des collectivités publiques			
- Régimes spéciaux	364 221 164	184 117 537	4 564 154,52 €
- Dommages de guerre	4 833 181	4 620 846	114 547,78 €
III. Transferts de cotisations et de prestations provenant d'autres organismes d'assurance	3 136 805	1 241 484	30 775,58 €
IV. Revenus sur immobilisations (Commissions sur prêts)	-	-	-
V. Bénéfice de réalisation sur titres et sur immeubles (Bénéfice de réalisation sur titres)	-	-	-
VI. Produits divers en provenance de tiers	169 167 761	165 391 312	4 099 943,53 €
Recours contre tiers responsables	151 536 343	139 944 988	3 469 145,63 €
Intérêts de retard sur cotisations	8 141 533	8 499 850	210 705,78 €
Amendes d'ordre	1 474 359	1 537 049	38 102,45 €
Transferts internationaux	2 329 967	9 405 064	233 145,45 €
Retenues pour pensions	5 045 400	5 343 783	132 468,92 €
Retenues pour placement dans un asile	640 159	660 578	16 375,30 €
VII. Produits financiers	197 671 424	274 172 811	6 796 566,45 €
Revenus sur prêts à plus d'un an	1 557 737	1 332 797	33 039,17 €
Revenus sur placements et prêts à moins d'un an	196 113 687	272 840 014	6 763 527,28 €
VIII. Prélèvements aux provisions	-	-	-
IX. Recettes diverses	279 970	210 716	5 223,51 €
TOTAL DES RECETTES COURANTES	5 465 178 282	5 842 694 922	144 836 623,84 €
X. Prélèvement sur réserves	850 247 984	75 047 642	1 860 382,45 €
XI. Cotisations d'équilibre	-	-	-
TOTAL GENERAL DES RECETTES	6 315 426 266	5 917 742 564	146 697 006,29 €

Comptes d'exploitation de l'association d'assurance contre les accidents, section industrielle des exercices 1999 et 2000

Tableau 20. - **Etat détaillé des dépenses**
(montants en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1999	2000	
I. Frais d'administration	350 564 980	368 580 672	9 136 876,19 €
Frais de personnel	234 114 321	242 061 198	6 000 540,36 €
Frais de matériel et autres	43 535 006	45 898 619	1 137 797,04 €
Acquisitions nouvelles	566 192	600 973	14 897,73 €
Frais généraux à charge de l'organisme	40 000	20 000	495,79 €
Participation aux frais du Centre commun	66 039 641	72 842 152	1 805 709,78 €
Dépenses de prévention	5 238 266	6 246 100	154 836,77 €
Participation aux frais de la crèche	1 031 554	911 630	22 598,72 €
II. Prestations	5 037 912 355	5 433 775 208	134 699 768,91 €
<i>A. Prestations en espèces</i>	<i>4 062 528 359</i>	<i>4 435 083 107</i>	<i>109 942 838,41 €</i>
1. Indemnités pécuniaires	529 220 496	601 733 078	14 916 573,37 €
2. Rentes	2 745 654 551	2 927 802 052	72 578 317,05 €
3. Rachats de rentes	787 541 388	905 356 148	22 443 192,67 €
4. Autres secours en espèces	111 924	191 829	4 755,32 €
<i>B. Prestations en nature</i>	<i>975 383 996</i>	<i>998 692 101</i>	<i>24 756 930,51 €</i>
III. Transferts à d'autres organismes	63 149 333	73 433 971	1 820 380,59 €
IV. Décharges	9 998 873	3 451 052	85 549,34 €
Décharges sur cotisations irrécouvrables	9 661 197	3 357 232	83 223,61 €
Décharges autres débiteurs	201 757	-	-
Extournes de cotisations indues	-	-	-
Décharges sur intérêts et amendes d'ordre	135 919	93 820	2 325,74 €
V. Frais de gestion du patrimoine	44 051	40 727	1 009,60 €
VI. Quote part de l'Etat et des organismes dans la récupération de prestations et de frais d'administration	27 031 813	38 458 887	953 370,91 €
Recours contre tiers responsables	16 027 406	27 528 398	682 411,16 €
Frais d'administration	11 004 407	10 930 489	270 959,74 €
VII. Dépenses diverses	295 215	2 047	50,74 €
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	5 488 996 620	5 917 742 564	146 697 006,29 €
VIII. Dotations aux réserves	-	-	-
IX. Découvert en cotisations reporté	826 429 646	-	-
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	6 315 426 266	5 917 742 564	146 697 006,29 €

Tableau 21. - **Bilans comparés des exercices 1999 et 2000**
(montants en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

ACTIF	1999	2000	
I. Valeurs immobilisées	50 917 360	47 337 394	1 173 463,35 €
Prêts gagés à plus d'un an	40 867 360	37 287 394	924 330,35 €
Prêts non gagés à plus d'un an	10 050 000	10 050 000	249 132,99 €
II. Comptes de tiers	2 170 065 975	2 557 860 966	63 407 717,07 €
<i>A. Débiteurs</i>	<i>1 148 728 846</i>	<i>1 389 556 943</i>	<i>34 446 216,85 €</i>
Cotisations, intérêts moratoires etc.	1 126 441 767	1 366 449 974	33 873 410,05 €
Débiteurs divers	22 287 079	23 106 969	572 806,80 €
<i>B. Etat et autres collectivités publiques</i>	<i>402 915 728</i>	<i>495 807 513</i>	<i>12 290 747,20 €</i>
Débiteur Etat:			
- Prestations (régime général)	41 385 766	73 484 827	1 821 641,28 €
- Cotisations	-	123 434 334	3 059 857,21 €
- Frais d'administration	16 943 373	16 891 626	418 732,47 €
- Divers	2 892 282	3 480 591	86 281,60 €
Collectivités publiques:			
- Office des dommages de guerre	4 833 181	4 620 846	114 547,78 €
- Autres collectivités publiques (régimes spéciaux)	336 861 126	273 895 289	6 789 686,86 €
<i>C. Organismes de sécurité sociale</i>	<i>4 411 722</i>	<i>2 386 604</i>	<i>59 162,37 €</i>
<i>D. Comptes de régularisation</i>	<i>614 009 679</i>	<i>670 109 906</i>	<i>16 611 590,66 €</i>
Prestations payées d'avance	184 931 262	196 783 569	4 878 137,25 €
Cotisations-rôles à établir	-	-	-
Cotisations-acomptes à percevoir	422 453 409	463 028 023	11 478 164,87 €
Produit des intérêts courus	6 625 008	10 298 314	255 288,54 €
III. Comptes financiers	6 556 636 553	6 209 281 835	153 924 076,04 €
Placements et prêts à moins d'un an	6 175 000 000	5 977 000 000	148 165 959,76 €
Avances de trésorerie	97 000 000	-	-
Prêts et placements à moyen et à long terme à échoir	-	-	-
Titres de placement et bons	206 050 000	206 050 000	5 107 846,08 €
Banques et chèques postaux	78 586 553	26 231 835	650 270,20 €
Chèques émis et virements internes	-	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	8 777 619 888	8 814 480 195	218 505 256,46 €

Tableau 21. - **Bilans comparés des exercices 1999 et 2000**
(Montants en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000) (suite)

PASSIF	1999	2000	
I. Capitaux permanents	8 043 008 015	7 967 960 373	197 520 578,21 €
<i>Réserves légales</i>	8 043 008 015	7 967 960 373	197 520 578,21 €
II. Comptes de tiers	734 611 873	846 519 822	20 984 678,25 €
A. <i>Créditeurs</i>	669 268 141	728 538 064	18 059 986,86 €
Frais d'administration	28 217 093	3 318 013	82 251,39 €
Prestations	218 597 639	262 192 028	6 499 570,60 €
Créditeurs-cotisations	422 453 409	463 028 023	11 478 164,87 €
Créditeurs divers	-	-	-
B. <i>Organes et personnel</i>	-	-	-
C. <i>Etat grand-ducal</i>	27 031 813	38 458 887	953 370,91 €
D. <i>Organismes de sécurité sociale</i>	38 311 919	79 522 871	1 971 320,48 €
E. <i>Comptes de régularisation</i> (Rôles à décharger)	-	-	-
III. Comptes financiers	-	-	-
TOTAL DU PASSIF	8 777 619 888	8 814 480 195	218 505 256,46 €

Tableau 22. - **Evolution de la dépense totale et du poste "Cotisations et rôles à établir"**
(montants en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Exercice	Nombre indice moyen (1)	Dépense totale (2)	Rôles à établir *) (3)	Rapport (3) / (2) en % (4)	Salaires déclarés (5)	Rapport (3) / (5) en % (6)
1960	130,00	411,4	329,9	80,2	7 990,4	4,13
1965	143,96	480,8	378,1	78,6	11 993,6	3,15
1970	166,67	637,8	459,4	72,0	18 202,5	2,52
1975	236,19	1 395,2	1 041,5	74,6	37 875,6	2,75
1980	319,48	2 085,7	1 419,5	68,1	57 812,8	2,46
1985	416,31	2 721,1	1 740,0	63,9	84 183,1	2,07
1990	457,86	3 675,2	2 275,6	61,9	128 733,0	1,77
1995	530,94	5 137,4	3 728,1	72,6	208 220,3	1,79
1996	535,29	5 898,3	4 539,2	77,0	217 338,1	2,09
1997	547,56	5 422,6	4 885,4	90,1	232 275,1	2,10
1998	548,67	5 880,0	4 589,0	78,0	248 313,1	1,85
1999	554,38	6 315,4	4 139,3	65,5	269 373,5	1,54
2000	590,84	5 917,7 146,7 €	4 610,4 114,3 €	77,9	295 503,2 7 325,3 €	1,56

*) Le poste "Rôles à établir" s'obtient en déduisant du total des cotisations et rôles à établir les rôles à décharger, les décharges pour cotisations irrécouvrables, les extournes pour cotisations indues et les créditeurs en cotisations.

Section 2 - Association d'assurance contre les accidents - section agricole et forestière (AAA)

2.1. Accidents

Tableau 1. - Répartition des accidentés en 2000 selon l'âge et le sexe

Age	Hommes		Femmes		Total	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
0-20	37	4,86	14	1,84	51	6,69
21-25	37	4,86	3	0,39	40	5,25
26-30	39	5,12	2	0,26	41	5,38
31-35	56	7,35	12	1,57	68	8,92
36-40	70	9,19	15	1,97	85	11,15
41-45	70	9,19	12	1,57	82	10,76
46-50	80	10,50	18	2,36	98	12,86
51-55	53	6,96	21	2,76	74	9,71
56-60	45	5,91	15	1,97	60	7,87
61-65	40	5,25	15	1,97	55	7,22
66 ans et plus	89	11,68	19	2,49	108	14,17
TOTAL	616	80,84	146	19,16	762	100,00

2.2. Prestations

Tableau 2. - Evolution du nombre des rentes

Exercice	Rentes temporaires		Rentes viagères				Total	Base 100 pour 1960
	Nombre	Base 100 pour 1960	Blessés	Conjoints survivants	Orphelins	Ascendants		
1960	1 846	100,0	1 953	144	41	7	2 145	100,0
1965	(.)	(.)	3 540	139	32	4	3 715 ¹⁾	-
1970	674	36,5	2 609	131	28	1	2 769	129,1
1975	518	28,1	2 493	124	21	-	2 638	123,0
1980	455	24,6	2 613	112	14	-	2 739	127,7
1985	362	19,6	2 505	107	2	-	2 614	121,9
1986	365	19,8	2 481	98	3	-	2 582	120,4
1987	378	20,5	2 309	97	2	-	2 408	112,3
1988	362	19,6	2 338	93	3	-	2 434	113,5
1989	336	18,2	2 357	90	16	-	2 463	114,8
1990	301	16,3	2 372	82	16	-	2 470	115,2
1991	273	14,8	2 394	84	16	-	2 494	116,3
1992	241	13,1	2 391	81	14	-	2 486	115,9
1993	238	12,9	2 370	79	14	-	2 463	114,8
1994	226	12,2	2 358	78	18	-	2 454	114,4
1995	161	8,7	2 406	80	15	-	2 501	116,6
1996	146	7,9	2 392	81	15	-	2 488	116,0
1997	115	6,2	2 373	79	17	-	2 469	115,1
1998	97	5,3	2 152	70	14	-	2 236	104,2
1999	78	4,2	2 100	64	14	-	2 178	101,5
2000	55	3,0	2 061	62	12	-	2 135	99,5

¹⁾ Y compris rentes temporaires.

Tableau 3. - Répartition des rentes viagères par catégorie de rentes et pour les rentes de blessés en fonction du pourcentage de l'incapacité de travail 2000 avec indication de la charge annuelle (charge AAA + charge Etat)
(montants en LUF/EUR)

Incapacité de travail (%)	Nombre des rentes	En % du total	Dépense annuelle en rentes à charge de l'Association		Part de l'Etat dans la dépense annuelle en rentes		Dépense annuelle totale en rentes	
1 - 9	197	9,2	1 214 596	30 109,05 €	2 525 144	62 596,68 €	3 739 740	92 705,73 €
10 - 19	879	41,2	11 351 405	281 393,98 €	20 999 962	520 575,46 €	32 351 367	801 969,44 €
20 - 29	516	24,2	13 359 627	331 176,50 €	21 658 755	536 906,51 €	35 018 382	868 083,01 €
30 - 39	246	11,5	8 288 261	205 460,62 €	16 091 116	398 888,35 €	24 379 377	604 348,97 €
40 - 49	103	4,8	4 730 262	117 260,13 €	11 518 266	285 530,36 €	16 248 528	402 790,49 €
50 - 59	59	2,8	3 661 694	90 771,02 €	8 297 294	205 684,55 €	11 958 988	296 455,57 €
60 - 69	30	1,4	1 588 678	39 382,30 €	6 839 461	169 545,81 €	8 428 139	208 928,11 €
70 - 79	13	0,6	857 981	21 268,79 €	2 939 463	72 867,38 €	3 797 444	94 136,18 €
80 - 89	5	0,2	225 468	5 589,21 €	1 781 472	44 161,54 €	2 006 940	49 750,74 €
90 - 100	10	0,5	655 757	16 255,79 €	2 564 389	63 569,54 €	3 220 146	79 825,33 €
Rentes d'impotence (125%)	3	0,1	522 133	12 943,34 €	3 738 581	92 677,00 €	4 260 714	105 620,34 €
Total blessés	2 061	96,5	46 455 862	1 151 610,74 €	98 953 903	2 453 003,18 €	145 409 765	3 604 613,92 €
Conjoints survivants	62	2,9	3 249 920	80 563,41 €	12 006 438	297 631,82 €	15 256 358	378 195,24 €
Orphelins	12	0,6	370 130	9 175,28 €	728 450	18 057,80 €	1 098 580	27 233,09 €
TOTAL	2 135	100,0	50 075 912	1 241 349,43 €	111 688 791	2 768 692,81 €	161 764 703	4 010 042,24 €

Tableau 4. - Répartition des rachats de rentes viagères suivant les dispositions législatives prévues à l'article 113 CAS
(montants en LUF/EUR)

Répartition des rachats en 2000	Nombre	Valeur en capital	
a) Rachat de rentes viagères de 1% à 9%	22	7 672 328	190 192,04 €
b) Rachat de rentes viagères de 10 % à 39%	2	553 526	13 721,55 €
c) Indemnités globales de conjoint survivant	4	406 850	10 085,55 €
TOTAL	28	8 632 704	213 999,14 €

2.3. Comptes financiers

Tableau 5. - Evolution du total des dépenses, de la part de l'Etat et du poste "Rôles à établir" (cotisations)
(montants en millions de LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Exercice	Nombre Indice moyen	Base 100 pour 1960	Nombre des accidents reconnus *)	Dépense totale **)	Part Etat ***)	Rôles à établir
1960	130,00	100,0	3 515 (12)	37,4	4,7	30,6
1965	143,96	110,7	2 370 (10)	41,2	13,7	23,3
1970	166,67	128,2	2 185 (7)	54,7	27,9	22,0
1975	236,19	181,7	1 870 (6)	93,9	51,4	38,6
1980	319,48	245,8	1 580 (8)	149,2	86,4	59,8
1985	416,31	320,2	1 697 (8)	201,8	116,3	82,0
1990	457,86	352,2	1 676 (5)	148,4	142,1	148,4
1991	475,12	365,5	1 583 (3)	300,8	147,9	143,7
1992	490,02	376,9	1 504 (1)	282,9	155,3	126,5
1993	505,37	388,7	1 417 (5)	306,7	162,2	130,7
1994	521,18	400,9	1 290 (3)	105,0	168,4	105,0
1995	530,94	408,4	1 213 (4)	307,5	179,5	118,6
1996	535,29	411,8	1 202 (1)	334,8	177,3	151,9
1997	547,56	421,2	1 115 (0)	310,5	180,5	123,8
1998	548,67	422,1	866 (1)	310,7	143,6	104,9
1999	554,38	426,4	791 (1)	253,7	138,6	101,6
				258,2	141,8	98,5
2000	569,41	438,0	762 (2)	6,40 €	3,52 €	2,44 €

*) Les nombres entre parenthèses concernent les accidents mortels.

**) Sans transferts.

***) Y compris loyer à charge de l'Etat.

Comptes d'exploitation de l'association d'assurance contre les accidents, section agricole et forestière des exercices 1999 et 2000

Tableau 6. - **Etat détaillé des recettes**
(montants en LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1999	2000	
I. Cotisations	2 433	1 282 758	31 798,74 €
Cotisations perçues par AAA	2 433	1 282 758	31 798,74 €
II. Participation de tiers	138 632 565	136 795 817	3 391 079,73 €
A. Participation de l'Etat aux frais d'administration	14 102 922	12 511 604	310 154,56 €
B. Participation dans les prestations	124 529 643	124 284 213	3 080 925,16 €
1. Participation de l'Etat			
- Réévaluation des rentes art. 161 (1/3)	16 828 978	17 052 417	422 718,38 €
- Réévaluation des rentes loi d'orientation agricole (2/3)	33 657 955	34 104 833	845 436,73 €
- Majoration grands blessés loi d'orientation agricole	43 803 221	42 076 210	1 043 042,00 €
- Différence calcul art. 163/161	30 141 860	30 944 244	767 087,77 €
2. Recettes - Office des dommages de guerre	97 629	106 509	2 640,29 €
III. Transferts provenant d'autres organismes	251 771	85 597	2 121,89 €
IV. Bénéfice de réalisation sur titres et immeubles	-	-	-
V. Produits divers en provenance de tiers	979 960	559 196	13 862,11 €
Recours contre tiers responsables	410 156	62 458	1 548,29 €
Intérêts de retard sur cotisations	155 128	116 865	2 897,01 €
Amendes d'ordre	9 714	11 435	283,47 €
Retenues pour pensions	404 962	368 438	9 133,34 €
VI. Produits financiers	4 250 538	5 761 404	142 821,47 €
Revenus sur prêts à plus d'un an	29 905	22 630	560,98 €
Revenus sur prêts et placements à moins d'un an	4 220 633	5 738 774	142 260,49 €
VII. Recettes diverses	-	7 505	186,04 €
TOTAL DES RECETTES COURANTES	144 117 267	144 492 277	3 581 869,98 €
VIII. Prélèvement au fonds de réserve	7 945 170	15 276 822	378 702,53 €
IX. Cotisations - rôles à établir	101 640 250	98 455 603	2 440 650,65 €
TOTAL GENERAL DES RECETTES	253 702 687	258 224 702	6 401 223,16 €

Comptes d'exploitation de l'association d'assurance contre les accidents, section agricole et forestière des exercices 1999 et 2000

Tableau 7. - **Etat détaillé des dépenses**
(montants en LUF/EUR pour l'exercice 2000)

	1999	2000	
I. Frais d'administration	26 387 262	23 621 067	585 550,96 €
Frais de personnel	18 790 856	16 689 417	413 719,84 €
Frais de matériel et autres	2 167 587	1 805 105	44 747,38 €
Acquisitions nouvelles	45 445	41 436	1 027,17 €
Participation aux frais du Centre commun	5 300 578	5 022 255	124 498,45 €
Participation aux frais de la Crèche	82 796	62 854	1 558,11 €
II. Prestations	219 095 937	217 596 154	5 394 067,76 €
A. Prestations en espèces	185 722 872	185 511 550	4 598 711,20 €
1. Indemnités pécuniaires	-	117 909	2 922,89 €
2. Rentes	182 598 212	176 760 937	4 381 789,17 €
- part fondamentale	59 640 433	56 820 254	1 408 537,30 €
- part réévaluée	50 149 121	50 519 721	1 252 351,17 €
- majoration aux grands blessés	43 803 221	42 076 210	1 043 042,00 €
- complément art. 163 CAS	29 005 437	27 344 752	677 858,70 €
3. Rachats de rentes	3 124 660	8 632 704	213 999,14 €
- part fondamentale	1 650 425	4 395 683	108 966,14 €
- part réévaluée	337 812	637 529	15 803,93 €
- majoration aux grands blessés	-	-	-
- complément art. 163 CAS	1 136 423	3 599 492	89 229,08 €
B. Prestations en nature	33 373 065	32 084 604	795 356,56 €
Soins médicaux	6 706 982	6 543 339	162 205,14 €
Soins médico-dentaires	367 215	175 915	4 360,82 €
Frais de voyage et de transport	228 145	286 647	7 105,79 €
Frais pharmaceutiques	2 049 579	2 271 015	56 296,99 €
Autres	2 983 924	2 560 862	63 482,11 €
Soins hospitaliers	19 821 443	19 406 145	481 065,77 €
Rééducation et cures	510 885	307 755	7 629,05 €
Autres professions	-	2 085	-
Dégâts matériels	538 035	289 860	7 185,44 €
Subventions spéciales aux blessés	155 897	156 002	3 867,19 €
Prestations de décès	10 960	84 979	2 106,57 €
III. Décharges	8 219 486	17 006 998	421 592,47 €
Décharges pour redressement des rôles	7 945 170	16 559 580	410 501,27 €
Extournes cotisations indues	272 649	447 418	11 091,20 €
Décharges sur autres débiteurs divers	1 667	-	-
	2	483	11,97 €
IV. Dépenses diverses	2	483	11,97 €
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	253 702 687	258 224 702	6 401 223,16 €
V. Opérations sur réserves et sur reports à nouveau	-	-	-
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	253 702 687	258 224 702	6 401 223,16 €

Tableau 8. - Bilans comparés au 31 décembre 1999 et 2000
(montants en LUF/EUR pour l'exercice 2000)

ACTIF	1999	2000	
I. Valeurs immobilisées (Prêts gagés)	923 372	806 503	19 992,69 €
II. Comptes de tiers	155 690 253	152 823 150	3 788 386,93 €
A. <i>Débiteurs</i>	25 580 444	18 966 160	470 158,83 €
Contribuables CASS	18 995 741	18 956 964	469 930,86 €
Cotisations, intérêts moratoires etc.	4 565 031	-	-
Débiteurs - tiers responsables	6 101	9 119	226,05 €
Amendes d'ordre	3 206	77	1,91 €
Débiteurs divers	2 010 365	-	-
B. <i>Etat et collectivités publiques</i>	12 130 850	20 819 975	516 113,70 €
Débiteur Etat:			
- Etat - prestations (régime général)	11 461 176	20 237 384	501 671,65 €
- Etat - frais d'administration	505 794	431 746	10 702,70 €
- Etat - divers	66 251	44 336	1 099,06 €
Collectivités publiques:			
- Office des dommages de guerre	97 629	106 509	2 640,29 €
C. <i>Organismes de sécurité sociale</i>	2 552 202	224 892	5 574,93 €
TOTAL A - C	40 263 496	40 011 027	991 847,45 €
D. <i>Comptes de régularisation</i>	115 426 757	112 812 123	2 796 539,48 €
- Prestations payées d'avance	13 651 072	14 160 870	351 038,80 €
Produits à recevoir:	101 775 685	98 651 253	2 445 500,68 €
- Cotisations - rôles à établir	101 640 250	98 455 603	2 440 650,65 €
- Cotisations - découvert de l'exercice 1996	-	-	-
- Divers	135 435	195 650	4 850,04 €
III. Comptes financiers	131 913 630	118 415 258	2 935 437,57 €
Placements et prêts à moins d'un an	127 000 000	113 000 000	2 801 196,83 €
Titres de placement et bons	-	-	-
Banques et chèques postaux	4 913 630	5 415 258	134 240,74 €
Prêts venus à échéance	-	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	288 527 255	272 044 911	6 743 817,19 €

Assurance
accidents

PASSIF	1999	2000	
I. Capitaux permanents	257 241 118	241 964 296	5 998 138,22 €
Fonds de réserve légale (art.165 CAS)	257 241 118	241 964 296	5 998 138,22 €
II. Comptes de tiers	31 286 137	30 080 615	745 678,97 €
A. <i>Créditeurs</i>	16 633 449	19 728 681	489 061,23 €
Frais d'administration	648 063	628 078	15 569,65 €
Prestations	9 216 878	12 403 874	307 484,00 €
Acompte sur cotisations	6 767 898	6 692 420	165 900,76 €
Créditeurs divers	610	4 309	106,82 €
B. <i>Etat grand-ducal</i>	12 023 384	-	-
C. <i>Organismes de sécurité sociale</i>	2 629 304	10 351 934	256 617,74 €
TOTAL B - C	14 652 688	10 351 934	256 617,74 €
D. <i>Comptes de régularisation</i>	-	-	-
Cotisations - Excédent	-	-	-
TOTAL DU PASSIF	288 527 255	272 044 911	6 743 817,19 €

Tableau 9. - **Evolution des principales catégories de recettes**
(montants en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Exercice	Cotisations (y compris rôles à établir)	Revenus de la fortune*)	Participation de l'Etat	Recettes diverses	Transferts	Recette totale	Base 100 pour 1960
1960	30,6	1,5	4,7	0,4	0,4	37,6	100,0
1965	23,3	2,8	13,8	1,2	0,3	41,4	110,1
1970	22,1	4,1	28,0	0,5	0,2	54,9	146,0
1975	38,9	2,7	51,4	0,9	0,2	94,1	250,3
1980	60,0	1,5	86,4	1,1	0,2	149,2	396,8
1985	82,0	1,3	116,4	2,2	0,1	202,0	537,2
1986	92,5	1,9	123,3	1,5	0,0	219,2	583,1
1987	106,0	1,5	123,1	1,8	0,0	232,4	618,2
1988	126,7	0,9	125,8	1,6	0,0	255,0	678,1
1989	163,6	0,6	133,1	3,3	0,0	300,6	799,4
1990	148,5	0,5	142,2	1,5	2,3	295,0	784,7
1991	144,0	3,3	147,9	5,1	0,5	300,8	800,0
1992	127,0	7,4	155,3	2,9	0,3	292,9	779,0
1993	131,2	8,7	162,2	4,5	-	306,7	815,8
1994	105,4	6,0	168,4	5,9	0,1	285,8	760,1
1995	120,8	5,0	179,5	2,3	-	307,6	818,1
1996	153,6	2,3	177,4	1,5	-	334,8	890,4
1997	124,5	2,8	180,5	2,6	-	310,5	825,8
1998	105,3	4,6	143,6	1,2	1,2	310,7	826,3
1999	101,6	4,3	138,6	1,0	0,3	253,7	674,7
2000	99,7	5,7	136,8	0,6	0,1	258,2	686,7
	2,47 €	0,14 €	3,39 €	0,01 €	0,00 €	6,40 €	

*) Y compris loyer remboursé par l'Etat.

Tableau 10. - **Evolution des principales catégories de dépenses**
(montants en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Exercice	Prestations en espèces	Prestations en nature	Transferts	Frais d'administration et divers *)	Contribution aux réserves	Dépense totale	Base 100 pour 1960
1960	22,0	4,7	0,2	5,5	5,2	37,6	100,0
1965	26,9	4,8	0,2	7,5	2,0	41,4	110,1
1970	38,2	6,3	0,3	10,1	-	54,9	146,0
1975	62,2	11,9	0,3	19,7	-	94,1	250,3
1980	98,0	19,1	0,2	31,0	0,9	149,2	396,8
1985	127,7	26,6	0,2	42,1	5,4	202,0	537,2
1986	136,6	32,5	0,2	45,6	4,3	219,2	583,1
1987	138,4	35,9	0,2	48,6	9,3	232,4	618,2
1988	145,3	35,6	0,2	51,1	22,7	255,0	678,1
1989	157,8	42,6	0,2	56,0	44,0	300,6	799,4
1990	168,7	40,5	0,2	53,2	32,3	295,0	784,7
1991	177,6	37,4	0,2	52,7	32,8	300,8	800,0
1992	186,2	41,7	0,2	54,8	10,0	292,9	779,0
1993	197,1	51,5	0,2	57,9	-	306,7	815,6
1994	204,3	24,5	0,2	56,8	-	285,8	760,1
1995	215,8	35,7	0,2	55,9	-	307,6	818,1
1996	229,1	51,6	-	37,4	16,7	334,8	890,4
1997	232,2	43,8	-	33,4	1,0	310,5	825,8
1998	189,9	31,6	-	30,1	-	310,7	826,3
1999	185,7	33,4	-	34,6	-	253,7	674,7
2000	185,5	32,0	-	40,6	-	258,2	686,7
	4,60 €	0,79 €	-	1,01 €		6,40 €	

*) Y compris loyer à charge de l'Etat.

Tableau 11. - **Evolution des taux de cotisation**
(LUF par ha par an)
(montants en LUF/EUR pour l'exercice 2000)

classes	1970	1975	1980	1985	1990	1995	1996	1997
Labours-Prés	116,10	198,00	300,60	416,50	751	632	665	576
Terres vaines ¹⁾	9,70	16,50	16,70	23,00	25	21	22	-
Bois ²⁾	45,15	88,00	83,50	116,00	250	211	222	160
Haies à écorce ²⁾	9,70	16,50	16,70	23,00	25	21	22	-
Vignobles, vergers	619,20	1 342,00	2 939,20	4 070,00	7 089	5 054	5 321	4 762
Jardinage professionnel	1 109,40	2 860,00	5 544,40	9 250,00	27 105	23 166	24 387	5 718
100 Journées de travail ³⁾ (entreprises accessoires)	154,80	330,00	668,00	1 387,50	2 502	1 544	1 626	-

classes	1996 ⁴⁾		1999		2000			
	ass. obligatoire	ass. volontaire	ass. obligatoire	ass. volontaire	ass. obligatoire		ass. volontaire	
1. Labours, prairies et pâturages	620	671	620	656	620	15,37 €	671	16,63 €
2. Vignobles et verges	4 751	5 141	4 196	4 248	4 127	102,31 €	4 379	108,55 €
3. Jardinage	10 393	11 247	10 393	11 247	10 393	257,64 €	11 247	278,81 €
4. Forêts et haies à écorce	150	162	150	162	150	3,72 €	162	4,02 €

¹⁾ Depuis 1997 les terres vaines ne sont plus considérées pour l'assurance obligatoire.

²⁾ Depuis 1997 les forêts et les haies à écorces sont regroupées dans une classe de risque.

³⁾ Depuis 1997 les entreprises accessoires sont assurées sous l'activité principale.

⁴⁾ Depuis 1998 l'assurance contre les accidents connaît un régime obligatoire et un régime volontaire.

ASSURANCE DEPENDANCE

Sommaire

	Page
1. Introduction	285
2. Les demandes de prestations	288
3. Les décisions	290
4. Les bénéficiaires de prestations	291
5. Les prestations accordées	293
6. Les causes de la dépendance	302
7. Les prestataires	305
8. Les aspects financiers	309

1. INTRODUCTION

1.1. Le droit aux prestations

La loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance a reconnu la dépendance comme un nouveau risque de la sécurité sociale au même titre que la maladie, l'accident de travail, l'invalidité et la vieillesse. L'assurance dépendance a pour objet de compenser les frais générés par le besoin d'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes essentiels de la vie.

1.2. Les personnes protégées

Le législateur n'a pas défini de champ d'application personnel spécifique pour l'assurance dépendance mais a calqué le bénéfice de l'assurance dépendance sur celui de l'assurance maladie.

Ainsi toutes les personnes qui sont assurées à titre obligatoire ou à titre volontaire à l'assurance maladie sont assurées de plein droit à l'assurance dépendance.

Pour les personnes ayant contracté une assurance facultative en application de l'article 2 alinéa 2 du code des assurances sociales, le bénéfice de l'assurance dépendance n'est ouvert qu'après un stage d'une année.

Les personnes qui ne sont pas assurées contre le risque maladie auprès d'une caisse de maladie au Luxembourg ne tombent pas dans le champ d'application personnel de l'assurance dépendance. Ainsi les fonctionnaires des Communautés européennes résidant à Luxembourg qui sont en principe affiliés à leur propre régime d'assurance maladie ne tombent pas dans le champ d'application personnel de l'assurance dépendance. Il en est de même pour les bénéficiaires d'une rente ou d'une pension servie par un organisme international.

Le bénéfice de l'assurance obligatoire et de l'assurance volontaire s'étend aussi aux membres de famille, notamment le conjoint et les enfants qui ne sont pas assurés à titre personnel.

Les cotisations sont dues non seulement sur les revenus professionnels mais également sur ceux du patrimoine.

Les cotisations sont perçues par le Centre commun de la sécurité sociale et par l'administration des contributions directes.

Le prélèvement de la contribution dépendance par l'administration des contributions directes concerne:

- les revenus du patrimoine;
- les revenus nets résultant de pensions ou de rentes au sens de l'article 96 de la loi concernant l'impôt sur le revenu à l'exception des pensions personnelles ou de survie servies en vertu du Livre III du Code des assurances sociales ou de la législation et de la réglementation sur les pensions d'un régime statutaire.

Cette perception se fait annuellement après la clôture de l'exercice fiscal sur base des déclarations faites par les contribuables concernés.

1.3. La définition du risque

L'assurance dépendance couvre le risque de dépendance. La dépendance est définie comme *l'état d'une personne qui par suite de maladie physique, mentale ou psychique ou d'une déficience de même nature a un besoin important et régulier d'assistance d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie.*

Les actes essentiels de la vie comprennent:

- *dans le domaine de l'hygiène corporelle : se laver, assurer son hygiène buccale, soigner sa peau et ses téguments, éliminer;*
- *dans le domaine de la nutrition: la préparation en vue de l'absorption d'une alimentation adaptée et l'assistance pour l'absorption de cette alimentation;*
- *dans le domaine de la mobilité: exécuter le transfert et les changements de position, s'habiller et se déshabiller, se déplacer, se tenir dans une posture adaptée, monter et descendre les escaliers, sortir du logement et y rentrer.*

L'assistance d'une tierce personne consiste à soutenir et à motiver la personne dépendante, à effectuer en tout ou en partie à sa place les actes essentiels de la vie ou à surveiller ou à instruire la personne dépendante en vue de permettre l'exécution autonome de ces actes (article 348 du CAS).

Pour être couvert par l'assurance dépendance, le besoin d'aide et de soins doit être important et régulier.

Il doit représenter au moins trois heures et demie par semaine.

En outre, l'état de dépendance doit suivant toute probabilité dépasser six mois ou être irréversible (article 349 du CAS).

1.4. Les prestations

Les prestations sont différentes suivant que la personne dépendante se trouve dans un domicile privé ou en milieu stationnaire. La loi distingue les prestations en nature, les prestations en espèces, les prestations supplémentaires et les mesures à l'égard de l'aidant informel.

1.4.1. Les prestations en nature dans le cadre du maintien à domicile de la personne dépendante

Lorsque la personne à domicile est reconnue dépendante par la cellule d'évaluation et d'orientation, elle pourra avoir droit à des prestations en nature, c'est-à-dire:

- les aides et soins dont elle a besoin pour les actes essentiels de la vie;
- une aide pour la prise en charge de l'entretien courant du logement et du linge;
- une aide sous forme d'activités de soutien destinées à maintenir le potentiel d'autonomie de la personne dépendante et à permettre à l'entourage du bénéficiaire de trouver un répit régulier et organisé dans la prise en charge;
- une aide sous forme de conseils professionnels destinés à préserver le potentiel d'autonomie de la personne et à permettre à l'entourage l'apprentissage de gestes adéquats pour l'aide et les soins.

1.4.2. Les prestations en nature en cas d'hébergement de la personne dépendante en établissement

En milieu stationnaire, la personne dépendante pourra avoir droit, en fonction de ses besoins:

- aux aides et soins dont elle a besoin pour les actes essentiels de la vie;
- à une aide pour les tâches domestiques;
- à des activités de soutien. En milieu stationnaire, il peut s'agir d'activités individuelles ou d'activités de groupe.

Les prestations en nature sont versées directement aux prestataires sur base du système du tiers-payant.

1.4.3. Les prestations en espèces

Dans le cadre du maintien à domicile, la loi prévoit que les prestations relatives aux actes essentiels de la vie peuvent être remplacées partiellement ou intégralement par une prestation en espèces, destinée à permettre au bénéficiaire de se procurer lui-même les soins dont il a besoin en recourant à l'aide des membres de son entourage.

Le nombre d'heures d'aides et soins susceptibles d'être remplacées par une prestation en espèces est limité:

- jusqu'à sept heures d'aides et de soins par semaine, la personne peut remplacer la totalité par une prestation en espèces;
- entre sept et quatorze heures, seule la moitié peut être remplacée par une prestation en espèces.

Au-delà de quatorze heures, le remplacement n'est plus possible.

La personne dépendante peut aussi combiner des prestations en nature avec des prestations en espèces. Elle pourra recourir partiellement à l'aide de services professionnels et pour le reste à l'aide de son entourage.

La prestation en espèces équivaut à la moitié de la valeur de la prestation en nature qu'elle remplace.

Le remplacement des prestations en nature par des prestations en espèces est seulement possible dans le cadre du maintien à domicile.

1.4.4. Les prestations supplémentaires et les mesures à l'égard de l'aidant informel:

Outre les prestations destinées à répondre au besoin d'aide pour les actes essentiels de la vie, le législateur a prévu d'autres prestations destinées à répondre aux besoins de la personne dépendante.

Parmi celles-ci, on notera:

- la prise en charge de l'achat ou de la location des appareils: fauteuil roulant, lit adapté, canne d'appui, cadre de marche En cas d'hébergement dans un établissement, seuls les appareils qui n'appartiennent pas à l'équipement standard d'un établissement seront pris en charge;
- les adaptations du logement nécessaires pour le rendre accessible à la personne dépendante, favorisant ainsi son autonomie et son maintien à domicile;
- une aide financière pour l'achat de produits nécessaires aux aides et soins.

Des mesures sont aussi prévues pour la personne qui assure les aides et soins à domicile en dehors d'un service professionnel. L'assurance dépendance prendra ainsi en charge les cotisations à l'assurance pension pour cette personne. La loi prévoit aussi à son intention une possibilité d'un congé annuel de trois semaines. Durant cette période, la personne dépendante aura droit aux aides et soins requis ainsi qu'au doublement de la prestation en espèces.

1.5. Les prestataires

L'assurance dépendance reconnaît deux types de prestataires: les établissements d'aides et de soins et les réseaux d'aides et de soins. Les premiers prennent en charge la personne dépendante lorsqu'elle nécessite un hébergement de longue durée, les seconds interviennent dans le cadre du maintien à domicile.

Pour devenir prestataires dans le cadre de l'assurance dépendance, les établissements ainsi que les réseaux doivent avoir un agrément leur permettant d'exercer leur activité et avoir conclu un contrat d'aides et de soins avec l'union des caisses de maladie. Ce contrat d'aides et de soins fixe les droits et devoirs des prestataires vis-à-vis des personnes prises en charge et vis-à-vis de l'organisme gestionnaire.

2. L'organisation de l'assurance dépendance

L'organisation de l'assurance dépendance s'articule autour de deux organes: l'union des caisses de maladie et la cellule d'évaluation.

2.1. L'union des caisses de maladie

En matière d'assurance dépendance, les attributions de l'union des caisses de maladie sont nombreuses:

- à l'égard des bénéficiaires, l'UCM prend les décisions individuelles concernant l'existence de l'état de dépendance, l'attribution, la réduction, la suppression des différentes prestations ainsi que leur liquidation;
- à l'égard des prestataires (établissements et réseaux d'aides et de soins), l'UCM est chargée de la prise en charge des prestations en nature, de la conclusion des contrats d'aides et de soins ainsi que de la négociation de la valeur monétaire;
- à l'égard des fournisseurs d'appareils, l'UCM est chargée de la conclusion des contrats de prestations de service pour la mise à disposition d'appareils;
- l'UCM assure la gestion financière et comptable de l'assurance dépendance et administre le patrimoine.

2.2. La cellule d'évaluation

La cellule d'évaluation et d'orientation est *un service public placé sous l'autorité du ministre ayant dans ses attributions la sécurité sociale et rattaché à l'inspection générale de la sécurité sociale* (article 386 al.1 du CAS).

Les missions de la cellule d'évaluation sont définies à l'article 385 du CAS.

La cellule d'évaluation et d'orientation a pour mission:

1. *de constater l'état de dépendance tel qu'il est défini aux articles 348 et 349 et de déterminer les aides et soins conformément à l'article 350;*
2. *d'émettre les avis concernant l'attribution des prestations au sens des articles 353, 354 et 359, des fournitures prévues à l'article 356 et des mesures prévues à l'article 367;*
3. *de proposer, le cas échéant, les mesures de rééducation et de réadaptation;*
4. *de proposer le maintien à domicile ou l'admission en établissement d'aides et de soins;*
5. *de déterminer un plan de prise en charge à l'attention du réseau assurant la coordination des aides et des soins autour de la personne dans le cadre du maintien à domicile ou à l'attention de l'établissement d'aides et de soins;*
6. *de classer les personnes dépendantes pour l'entrée en établissement suivant les critères d'urgence faisant référence à la fois à l'état de la personne dépendante et aux possibilités de prise en charge de l'entourage;*
7. *de centraliser les données sur l'offre en établissement ou en centre de jour ou de nuit;*
8. *de conseiller l'organisme chargé de la gestion de l'assurance dépendance et les ministères chargés du financement des infrastructures et de l'agrément des services et établissements d'aides et de soins à la mise en place d'une infrastructure adaptée aux besoins de la population dépendante, de qualité et économiquement efficace. A cet effet, elle établit tous les ans un rapport;*
9. *d'informer et de conseiller les personnes protégées, les médecins et les professionnels des aides et des soins en matière de prévention de la dépendance et de prise en charge des personnes dépendantes.*

2.3. La compétence liée

Les décisions sont prises par l'UCM, sur avis motivé de la CEO.

L'article 385, alinéa 2 du CAS dispose: *les avis de cellule d'évaluation et d'orientation à portée individuelle pris dans le cadre des attributions prévues aux numéros 1) et 2) (du premier alinéa de l'article 385) s'imposent à l'égard de l'organisme chargé de la gestion de l'assurance dépendance.*

L'UCM a une compétence liée avec la CEO.

La décision notifiée par l'UCM ne peut donc s'écarter, quant à son contenu, de l'avis émis par la CEO. L'UCM est ainsi tenue à la transcription fidèle des prestations fixées dans le plan de prise en charge.

2. Les demandes de prestations

2.1. Les demandes en provenance de résidents au Grand-Duché de Luxembourg

On peut classer les demandes de prestations en trois groupes:

- le premier groupe comprend celles qui émanent de personnes demandant les prestations pour la première fois. Dans ce groupe, on trouve aussi les demandes en provenance de personnes qui ont reçu une première décision négative;
- le second groupe comprend les demandes de personnes qui bénéficient de prestations et qui, en raison d'un changement dans l'état de dépendance ou dans l'organisation de la prise en charge, demandent une nouvelle évaluation de leur situation;
- le troisième groupe comprend les demandes portant exclusivement sur des appareils. La loi sur l'assurance dépendance prévoit que, sur avis de la cellule d'évaluation et d'orientation, les appareils peuvent être mis à la disposition des personnes qui en présentent le besoin sans qu'elles ne soient dépendantes au sens des articles 348 et 349 du CAS.

Même si le nombre de premières demandes a tendance à diminuer de façon très importante en établissement, on constate qu'il reste très élevé dans le cadre du maintien à domicile. Au premier semestre 2001, les premières demandes représentent encore 65% de l'ensemble des demandes (dans cette proportion, on ne tient pas compte des demandes pour appareils).

Malgré l'avancement des travaux d'évaluation, les demandes de réévaluation restent proportionnellement peu élevées. On constate néanmoins une augmentation progressive dans le cadre du maintien à domicile et une certaine stabilité dans le cadre des établissements.

En ce qui concerne les demandes pour appareils uniquement, on peut constater une augmentation progressive: en 1999, elles représentaient 8,9% de l'ensemble, en 2000, la proportion était de 15,4%. Pour le premier semestre 2001, elles représentent 16,2%.

Après trois ans de fonctionnement de l'assurance, on pourrait penser que le rythme d'introduction des demandes de prestations a trouvé un régime de croisière. Il n'en est rien si la moyenne de demandes des deux premières années s'élevait à 519 demandes par mois, elle était de 355 demandes en l'an 2000 et de 371 demandes pour le premier semestre de 2001. La nouveauté de l'assurance ne permet pas encore d'avoir le recul suffisant, notamment en ce qui concerne les demandes de réévaluation pour conclure définitivement que la moyenne en régime de croisière se situera entre 350 et 370 demandes par mois.

Tableau 1.- Les demandes de prestations reçues par l'assurance dépendance depuis le vote de la loi

Type de la demande	1998 (2e semestre)		1999 (année)		2000 (année)		2001 (1er semestre)		Total	
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %
Première demande pour l'ensemble des prestations en établissement	2 745	77,8	643	10,0	344	6,8	184	6,9	3 916	22,2
Première demande pour l'ensemble des prestations à domicile	768	21,8	4 368	68,2	2 615	52,0	1 269	47,8	9 020	51,2
Demande de réévaluation dans le cadre d'un établissement	-	-	386	6,0	469	9,3	197	7,4	1 052	6,0
Demande de réévaluation dans le cadre du maintien à domicile	2	0,0	25	0,4	172	3,4	214	8,1	413	2,3
Réévaluation suite à un transfert du domicile en établissement	4	0,1	400	6,2	568	11,3	318	12,0	1 290	7,3
Réévaluation suite à un retour à domicile après un séjour en établissement	-	-	8	0,1	20	0,4	8	0,3	36	0,2
Changement dans le partage des prestations Nature / Espèces	-	-	1	0,0	66	1,3	36	1,4	103	0,6
Demandes pour appareils uniquement	8	0,2	573	8,9	773	15,4	429	16,2	1 783	10,1
TOTAL	3 257	100,0	6 404	100,0	5 027	100,0	2 655	100,0	17 613	100,0

Deux constatations évidentes à la lecture du tableau 2: les demandes les plus nombreuses ont été présentées par des personnes entre 80 et 89 ans (près de 39%). Les demandes présentées par des femmes représentent 68% de l'ensemble des demandes.

La majorité des demandeurs de prestations (86,5%) appartiennent donc au troisième et même au quatrième âge: 52% des demandeurs ont 80 ans ou plus. Parmi ces derniers, 76% sont des femmes et 24% sont des hommes.

Les demandeurs de moins de soixante représentent moins de 13,5% de l'ensemble. En dessous de 60 ans, on trouve les demandeurs féminins et masculins à part égale.

Tableau 2.- Les demandeurs de prestations par classes d'âge et par sexe (situation au 30 juin 2001)

Age du demandeur	Femmes		Hommes		Total	
	Nombre de demandes	En % du total	Nombre de demandes	En % du total	Nombre de demandes	En % du total
100 - 109	31	0,3	5	0,1	36	0,2
90 - 99	1 825	15,2	452	8,0	2 277	12,9
80 - 89	5 061	42,2	1 767	31,4	6 828	38,8
70 - 79	3 064	25,6	1 433	25,5	4 497	25,5
60 - 69	796	6,6	771	13,7	1 567	8,9
50 - 59	391	3,3	309	5,5	700	4,0
40 - 49	260	2,2	258	4,6	518	2,9
30 - 39	192	1,6	211	3,7	403	2,3
20 - 29	113	0,9	138	2,5	251	1,4
10 - 19	112	0,9	122	2,2	234	1,3
0 - 9	139	1,2	163	2,9	302	1,7
TOTAL	11 984	100,0	5 629	100,0	17 613	100,0

2.2. Les demandes en provenance de l'étranger

Il convient de rappeler que toutes les personnes assurées dans le cadre de l'assurance maladie au Grand-Duché de Luxembourg sont également assurées à l'assurance dépendance.

Depuis le 01 juillet 1998, 355 personnes affiliées à la sécurité sociale luxembourgeoise et résidant à l'étranger ont introduit une demande de prestations.

Comme le montre le tableau 3. il s'agit essentiellement de personnes résidant en Allemagne (58,6%). Les demandes émanant de résidents en Belgique arrivent en seconde position (24,8%).

La majorité des demandes (57%) a été présentée par des personnes prises en charge à domicile. Les demandes en provenance de la Belgique font toutefois exception. Ici, les demandes en provenance de personnes en établissement dépassent le nombre de demandes en provenance du domicile.

Pour les demandes en provenance de l'Allemagne, l'évaluation de la dépendance est réalisée par les différentes caisses de maladie. Un accord avec les instances locales compétentes a été trouvé pour l'évaluation des demandes en provenance de la Belgique et de l'Espagne. Le plan de prise en charge est établi par la cellule d'évaluation et d'orientation sur base des évaluations communiquées par les instances locales.

Les personnes qui le souhaitent peuvent être évaluées au Grand-Duché de Luxembourg dans l'une des antennes de la cellule d'évaluation.

Tableau 3.- Les demandes en provenance de l'étranger par pays de résidence du demandeur et par type d'hébergement

Pays de résidence du demandeur	Maintien à domicile		Etablissement		Total	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
Allemagne	122	60,4	86	56,2	208	58,6
Belgique	30	14,8	58	37,9	88	24,8
France	31	15,3	9	5,9	40	11,3
Espagne	7	3,5	-	-	7	2,0
Italie	6	3,0	-	-	6	1,7
Portugal	5	2,5	-	-	5	1,4
Autriche	1	0,5	-	-	1	0,3
TOTAL	202	100,0	153	100,0	355	100,0

3. Les décisions

Au 30 juin 2001, 10 332 décisions avaient été prises en ce qui concerne l'ensemble des prestations. Ce chiffre n'intègre pas les décisions pour appareils dont il sera question ultérieurement.

86% des décisions portent sur des premières demandes. Dans le cadre du maintien à domicile, les décisions pour une première demande représentent plus de la moitié des décisions (56%).

Les décisions portant sur des demandes de réévaluation augmentent progressivement. Au 30 juin 2001, elles représentent 14%.

Dans l'ensemble des décisions prises, les décisions d'octroi de prestations représentent 82%. Les décisions de refus représentent 18%.

En comparant avec les décisions au 30 juin 2000, on peut constater une légère augmentation du taux de refus. Il était alors de 17%.

Les refus de prestations concernent majoritairement des personnes présentant un besoin d'aide insuffisant pour les actes essentiels de la vie, à savoir inférieur au seuil de 3,5 heures par semaine. Peu de refus ont été motivés exclusivement par une absence de cause ou par une dépendance non installée pour une durée suffisante. Même si ces deux dernières motivations restent extrêmement marginales, il faut toutefois noter qu'elles ont été rencontrées à plusieurs reprises.

Les décisions de refus dans le cadre du maintien à domicile (19,3%) sont proportionnellement plus importantes que dans le cadre des établissements (15,9%).

Tableau 4.- Les décisions prises au 30 juin 2001 selon le type de demande

Type de prestation	Prestations refusées		Prestations accordées		Total	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
Première demande pour l'ensemble des prestations en établissement	576	31,2	2 550	30,0	3 126	30,2
Première demande pour l'ensemble des prestations à domicile	1 125	61,0	4 621	54,4	5 746	55,6
Demande de réévaluation dans le cadre d'un établissement	28	1,5	435	5,1	463	4,5
Demande de réévaluation dans le cadre du maintien à domicile	11	0,6	64	0,7	75	0,7
Réévaluation suite à un transfert du domicile en établissement	101	5,5	733	8,6	834	8,1
Réévaluation suite à un retour à domicile après séjour en établissement	3	0,2	19	0,2	22	0,2
Changement dans le partage des prestations nature/espèces	-	-	66	0,8	66	0,6
TOTAL	1 844	100,0	8 488	100,0	10 332	100,0

Bien que le nombre de décisions après réévaluation soit encore peu élevé, on peut toutefois s'étonner du taux de refus (9,8%) et notamment du nombre de refus suite à une réévaluation après transfert du maintien à domicile en établissement: 101 personnes dépendantes à domicile ont retrouvé, après transfert en établissement, une autonomie suffisante et n'atteignent plus le seuil de 3,5 heures par semaine.

Tableau 5.- Les décisions prises au 30 juin 2001 selon l'âge du demandeur

Age du demandeur	Prestations refusées		Prestations accordées		Total	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
100 - 109	1	0,0	17	0,2	18	0,2
90 - 99	167	9,0	1 171	13,8	1 338	12,9
80 - 89	704	38,2	3 435	40,5	4 139	40,1
70 - 79	538	29,2	2 122	25,0	2 660	25,7
60 - 69	168	9,1	753	8,9	921	8,9
50 - 59	84	4,6	319	3,7	403	3,9
40 - 49	65	3,5	211	2,5	276	2,7
30 - 39	55	3,0	127	1,5	182	1,8
20 - 29	17	0,9	83	1,0	100	1,0
10 - 19	11	0,6	103	1,2	114	1,1
0 - 9	34	1,8	147	1,7	181	1,8

79% des décisions concernent des personnes au-delà de 70 ans. Celles-ci ne représentent néanmoins que 77% des demandes. On peut donc estimer que les personnes de ces classes d'âge ont davantage bénéficié de priorités en ce qui concerne les évaluations.

Dans les classes d'âge très élevées (au-delà de 80 ans) et dans les classes d'âge très jeunes (20 ans et moins) les décisions d'octroi de prestations sont sur-représentées. Cette sur-représentation est par ailleurs plus évidente pour les décisions concernant des personnes de 80 ans et plus. Bien que l'âge ne soit pas un critère de dépendance au sens de la loi, on peut toutefois conclure de ces chiffres qu'il existe une corrélation certaine entre le grand âge et la dépendance.

Enfin, on constate que le nombre de décisions concernant une femme sont 2,3 fois plus nombreuses que celles qui concernent un homme. Si l'on compare avec le ratio hommes / femmes en ce qui concerne les demandes (il est de 2,1), on constate ici une très légère sur-représentation des décisions en faveur des femmes.

En revanche, au niveau des décisions d'octroi de prestations, on constate une sur-représentation des hommes.

Tableau 6.- Les décisions prises au 30 juin 2001 selon le sexe du demandeur

	Prestations refusées		Prestations accordées		Total	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
Femmes	1 382	74,9	5 806	68,4	7 188	69,6
Hommes	462	25,1	2 682	31,6	3 144	30,4
TOTAL	1 844	100,0	8 488	100,0	10 332	100,0

4. Les bénéficiaires de prestations

Les données de ce chapitre se rapportent aux bénéficiaires de prestations en vie au 30 juin 2001. Il s'agit donc de personnes dépendantes au sens de la loi du 19 juin 1998. Elles présentent un besoin d'assistance d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie représentant un minimum de 3,5 heures par semaine.

Il est important de préciser que ces chiffres rendent compte d'une situation instantanée et non d'une situation dynamique. Chaque personne s'y retrouve une seule fois avec sa dernière décision.

Par ailleurs, ces données ne concernent pas les personnes pour qui une décision a été prise, et qui sont décédées avant le 30 juin 2001.

Ceci explique la grande différence que l'on peut relever entre le nombre de décisions (10 332) et le nombre de bénéficiaires évoqués dans les tableaux suivants.

Toutefois, avant d'aborder la présentation de ces chiffres, il y a lieu d'évoquer brièvement le groupe des bénéficiaires de prestations forfaitaires, qui fait exception à l'exigence d'un besoin minimum d'aides et de soins pour les actes essentiels de la vie.

4.1. Les bénéficiaires de prestations forfaitaires en raison de dispositions particulières

L'article 350 alinéa 5 de la loi du 19 juin 1998 prévoit qu'un règlement grand-ducal peut définir pour différentes maladies ou déficiences de manière forfaitaire le temps requis. Le règlement grand-ducal du 18 décembre 1998 arrête que les personnes atteintes de cécité complète, de réduction grave de la capacité auditive, de troubles graves de la communication et les personnes atteintes de certaines formes de spina bifida relèvent au minimum du seuil d'entrée donnant droit aux prestations de l'assurance dépendance.

Après qu'un médecin spécialiste de la matière concernée ait établi que le demandeur de prestations répond aux conditions définies par le règlement grand-ducal, il a droit à une prestation en espèces forfaitaire correspondant à six heures d'aides et de soins.

Tableau 7.- Bénéficiaires de prestations en raison de dispositions particulières prises par le règlement grand-ducal du 18 décembre 1998 fixant les modalités de la détermination de la dépendance

Bénéficiaires de prestations forfaitaires en raison de:	Nombre	En % du total
Réduction de la capacité auditive	42	42,4
Cécité complète	49	49,5
Spina Bifida	8	8,1
TOTAL	99	100,0

111 demandes ont été transmises pour expertise et sont en cours de traitement. Il s'agit en l'occurrence de 79 demandes pour réduction de la capacité auditive, 24 pour cécité, 4 pour troubles graves de la communication et 4 pour spina bifida.

Ces chiffres ne sont évidemment pas représentatifs de la population atteinte de ces différentes pathologies. On rappellera, à cet égard, que les bénéficiaires d'une allocation pour personne gravement handicapée peuvent continuer à bénéficier de cette prestation aussi longtemps qu'elles ne bénéficient pas de prestations dans le cadre de l'assurance dépendance.

4.2. Les bénéficiaires de prestations en raison des dispositions de la loi du 19 juin 1998

Les chiffres qui suivent portent sur 4 444 personnes présentant un besoin d'aide d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie. Parmi elles, 2 358 (53%) vivent à domicile et 2 086 (47%) dans un établissement d'aides et de soins.

Il s'agit en majorité de femmes (70%). On constate une légère baisse dans la proportion de femmes bénéficiaires de prestations par rapport aux résultats de juin 2000. En 2000, les femmes bénéficiaires représentaient 73%. On a vu aussi que les femmes étaient sous-représentées en ce qui concerne les décisions positives. Il est probable que ceci soit lié à la progression des évaluations dans le cadre du maintien à domicile.

En examinant le tableau 8, on remarque, en effet, que les hommes sont largement sur-représentés parmi les bénéficiaires de prestations vivant à domicile.

Tableau 8.- Les bénéficiaires de prestations au 30 juin 2001 par sexe et par type d'hébergement

	Maintien à domicile		Etablissement		Total	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
Femmes	1 472	62,4	1 641	78,7	3 113	70,1
Hommes	886	37,6	445	21,3	1 331	29,9
TOTAL	2 358	100,0	2 086	100,0	4 444	100,0

Tableau 9.- Les bénéficiaires de prestations au 30 juin 2001 par âge et par sexe

Age	Femmes		Hommes		Total	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
90 - 109	536	17,2	96	7,2	632	14,2
80 - 89	1 275	41,0	337	25,3	1 612	36,3
70 - 79	710	22,8	330	24,8	1 040	23,4
60 - 69	228	7,3	190	14,3	418	9,4
40 - 59	192	6,2	173	13,0	365	8,2
19 - 39	88	2,8	91	6,8	179	4,0
0 - 18	84	2,7	114	8,6	198	4,5
TOTAL	3 113	100,0	1 331	100,0	4 444	100,0

On notera que la moitié des bénéficiaires a plus de 80 ans. Si l'on se réfère au tableau 5, on constate que le nombre de décisions positives pour ces classes d'âge représentait 54,5%. La différence sensible est évidemment étroitement liée à la proportion de décès qui est plus élevée dans les classes d'âge élevé.

Ce groupe est constitué de 81% de femmes. L'incidence des décès se fait donc sentir plus fortement chez les hommes. Ceci ne constitue d'ailleurs que le reflet du phénomène tel qu'il se présente dans la population générale.

Si l'on examine le groupe des bénéficiaires de moins de 60 ans sous l'angle de la répartition par sexe, on peut constater que le groupe des hommes est un peu plus important que celui des femmes. Cette différence augmente au fur et à mesure que l'on descend dans les classes d'âge plus jeunes.

5. Les prestations accordées

Les prestations accordées par l'assurance dépendance peuvent être classées en sept groupes:

- les aides et soins pour les actes essentiels de la vie, dans les trois domaines de l'hygiène corporelle, de la nutrition et de la mobilité;
- l'aide pour les tâches domestiques;
- les activités de soutien;
- les produits nécessaires aux aides et soins;
- les conseils;
- les appareils;
- les adaptations du logement.

5.1. Le temps total requis

Le tableau 10 présente le temps total effectif d'aides et de soins pour les trois domaines des actes essentiels de la vie, les tâches domestiques et les activités de soutien qui a été requis pour l'ensemble des bénéficiaires de prestations au 30 juin 2001. Les activités de conseil ont été exclues car elles constituent une prestation pour une durée déterminée.

Le tableau 10 présente le temps total effectif c'est-à-dire le temps réel auquel le bénéficiaire peut prétendre. Les différents plafonds fixés dans la loi tiennent compte de pondérations. En parlant du temps total effectif, on ne tient pas compte de ces pondérations. Cette remarque vaut principalement pour les activités de soutien et plus directement pour le centre de jour spécialisé. Le coefficient de pondération appliqué à la durée de l'activité centre de jour spécialisé est de 0,25 puisqu'il s'agit d'une activité de groupe (il est convenu que le groupe correspond à quatre personnes). Le temps effectif peut donc atteindre 48 heures en centre de jour spécialisé.

Tableau 10.- Répartition des bénéficiaires selon le temps total effectif requis

Temps total hebdomadaire effectif requis (en heures)	Nombre de bénéficiaires	En % du total	En % cumulés
De 3,5 à 13,99 h	1 742	39,2	39,2
De 14 à 23,99 h	1 420	31,9	71,1
De 24 à 33,99 h	951	21,4	92,5
De 34 à 43,99 h	175	3,9	96,4
De 44 à 63,99 h	104	2,4	98,8
De 64 à 83,50 h	52	1,2	100,0
TOTAL	4 444	100,0	100,0

Un peu plus de 70% des bénéficiaires au 30 juin 2001 présentent des temps d'aides et de soins inférieurs à 24 heures par semaine. Un peu moins de 30% dépassent ce seuil. Parmi ceux-ci quelques 7% dépassent les 34 heures hebdomadaires. Il s'agit de personnes fréquentant intensivement un centre de jour spécialisé.

Le temps moyen total pour l'ensemble des bénéficiaires au 30 juin 2001 correspond à 1 160 minutes, soit 19,3 heures. Ceci représente une diminution de 47 minutes par rapport au 30 juin 2000 où ce temps moyen était de 1 207 minutes, soit 20,1 heures.

Tableau 11.- Temps total moyen requis par classes d'âge

Classes d'âge	Temps total moyen requis en minutes / semaine	Temps total moyen requis en heures / semaine	Nombre de bénéficiaires
90 - 109	1 249	20,8	632
80 - 89	1 173	19,6	1 612
70 - 79	1 109	18,5	1 040
60 - 69	1 084	18,1	418
40 - 59	1 081	18,0	365
19 - 39	1 340	22,3	179
0 - 18	1 125	18,8	198
TOTAL	1 160	19,3	4 444

Le temps total moyen le plus élevé concerne les bénéficiaires entre 19 et 40 ans. Il s'agit souvent de personnes atteintes de pathologies très lourdes nécessitant des aides et soins intensifs pour les actes essentiels de la vie. Les personnes très âgées, 90 ans et plus, arrivent en seconde position avec un temps moyen de 1 249 minutes.

Une remarque s'impose en ce qui concerne les jeunes bénéficiaires. Pour ceux-ci, l'article 350 alinéa 6 de la loi du 19 juin 1998 dispose que *“la détermination de l'état de dépendance se fait en fonction du besoin supplémentaire d'assistance pour les actes essentiels de la vie par rapport à un enfant sain de corps et d'esprit”*. Il en résulte que pour les jeunes enfants, les temps moyen requis sont nécessairement inférieurs à ceux des adultes. Ceci concerne les jeunes enfants de 8 ans et moins. On considère, en effet qu'à l'âge de 8 ans, l'autonomie pour les actes essentiels de la vie est acquise dans la majorité des cas. Il n'y a donc plus lieu après l'âge 8 ans, d'appliquer la règle du besoin supplémentaire.

Tableau 12.- Temps total moyen requis selon le sexe du bénéficiaire

Sexe	Temps total moyen requis en minutes / semaine	Temps total moyen requis en heures / semaine	Nombre de bénéficiaires
Femmes	1 153	19,2	3 113
Hommes	1 178	19,6	1 331
TOTAL	1 160	19,3	4 444

A la lecture du tableau 12, on constate que les bénéficiaires de sexe masculin présentent un temps moyen requis un peu plus élevé que les femmes (25 minutes en moyenne). Cette différence est cependant moins significative que celle que l'on peut remarquer entre les bénéficiaires en établissement et les bénéficiaires à domicile. Le temps moyen requis pour les bénéficiaires en établissement dépasse de 158 minutes (2,6 heures) celui des bénéficiaires à domicile.

Tableau 13.- Temps total moyen requis selon le type d'hébergement

Type d'hébergement	Temps total moyen requis en minutes / semaine	Temps total moyen requis en heures / semaine	Nombre de bénéficiaires
Etablissement	1 245	20,8	2 086
Maintien à domicile	1 087	18,1	2 358
TOTAL	1 160	19,3	4 444

L'examen des temps requis dans chacune des rubriques des aides et soins notamment les actes essentiels de la vie et les activités de soutien permet d'apporter quelques nuances à ces premières observations.

5.2. Les différentes prestations de l'assurance dépendance

5.2.1. Les prestations pour les actes essentiels de la vie

Les prestations pour les actes essentiels de la vie sont celles que la loi définit comme les aides et soins pour les actes relevant des domaines de l'hygiène corporelle, de la nutrition et de la mobilité.

La loi a fixé le temps d'aide maximal à 24,5 heures par semaine. Pour les personnes en établissement, ce temps peut être majoré de 25% en cas de nécessité.

La loi prévoit aussi la possibilité, lors de l'établissement du plan de prise en charge, de substituer des aides et soins dans un domaine à ceux prévus dans un autre domaine.

En ce qui concerne les actes essentiels de la vie pour les personnes à domicile, cette possibilité a été peu utilisée sinon pour les personnes polyhandicapées prises en charge par un réseau pour personnes handicapées et nécessitant des soins très intenses. Des aides sous forme d'activités de soutien ont alors été remplacées par des soins pour les actes essentiels de la vie.

Lorsqu'on examine le tableau 14, on remarque ainsi que 7% des bénéficiaires ont un temps requis pour les actes essentiels de la vie supérieur à 24,5 heures par semaine. Il s'agit certes de quelques personnes pour lesquelles on a utilisé la possibilité de substitution mais il s'agit surtout de personnes hébergées en établissement.

Un peu moins d'un tiers des bénéficiaires présente un temps requis inférieur à 7 heures par semaine.

61% de la population des bénéficiaires présente un temps requis inférieur à 14 heures par semaine.

Tableau 14.- Répartition des bénéficiaires selon le temps requis pour les actes essentiels de la vie

Actes essentiels	Nombre de bénéficiaires	En % du total	En % cumulés
De 3,5 à 6,99 h	1 277	28,7	28,7
De 7 à 10,49 h	740	16,7	45,4
De 10,5 à 13,99 h	692	15,6	61,0
De 14 à 17,49 h	657	14,8	75,8
De 17,5 à 20,99 h	481	10,8	86,6
De 21 à 24,5 h	285	6,4	93,0
Plus que 24,5 h	312	7,0	100,0
TOTAL	4 444	100,0	100,0

Pour ce qui est de l'âge, on notera l'importance du temps requis pour les bénéficiaires entre 19 et 39 ans. Cette classe d'âge avait d'ailleurs déjà été remarquée en ce qui concerne le temps total moyen requis. En second lieu, on trouve les très jeunes bénéficiaires. Compte tenu de la remarque faite précédemment concernant les jeunes enfants, ce résultat paraît surprenant. Il y a donc tout lieu de penser que le temps total moyen moins élevé qui avait été noté dans cette classe d'âge soit moins influencé par le temps moyen pour les actes essentiels de la vie que par les activités de soutien.

Tableau 15.- Temps moyen requis pour les actes essentiels de la vie par classe d'âge

Classes d'âge	Temps moyen requis pour les actes essentiels de la vie (en minutes / semaine)	Temps moyen pour les actes essentiels de la vie (en heures / semaine)	Nombre de bénéficiaires
90 - 109	833	13,9	632
80 - 89	742	12,4	1 612
70 - 79	705	11,8	1 040
60 - 69	666	11,1	418
40 - 59	683	11,4	365
19 - 39	986	16,4	179
0 - 18	864	14,4	198
TOTAL	749	12,5	4 444

Ainsi qu'on l'avait déjà constaté à l'examen du temps total requis, le temps moyen requis pour les actes essentiels de la vie est un plus élevé lorsque le bénéficiaire est un homme. On relève ici une différence de 16 minutes. Pour le temps total, elle était de 25 minutes.

On notera cependant la différence beaucoup plus forte entre le domicile et l'établissement. Alors qu'elle était de 158 minutes pour le temps total, elle est de 200 minutes soit plus de 3 heures, pour les actes essentiels de la vie. Le besoin d'aide au niveau des actes essentiels de la vie s'avère donc considérablement plus important pour les bénéficiaires en établissement que pour les bénéficiaires à domicile.

Tableau 16.- Temps moyen requis pour les actes essentiels de la vie selon le sexe du bénéficiaire

Sexe	Temps moyen requis pour les actes essentiels de la vie (en minutes / semaine)	Temps moyen pour les actes essentiels de la vie (en heures / semaine)	Nombre de bénéficiaires
Femmes	745	12,4	3 113
Hommes	761	12,7	1 331
TOTAL	749	12,5	4 444

Tableau 17.- Temps moyen requis pour les actes essentiels de la vie selon le type d'hébergement

Type d'hébergement	Temps moyen requis pour les actes essentiels de la vie (en minutes / semaine)	Temps moyen pour les actes essentiels de la vie (en heures / semaine)	Nombre de bénéficiaires
Etablissement	854	14,2	2 086
Maintien à domicile	654	10,9	2 358
TOTAL	749	12,5	4 444

5.2.2. Les tâches domestiques

En ce qui concerne les tâches domestiques, le relevé des aides et soins prévoit deux forfaits correspondant respectivement à 150 minutes et 90 minutes.

Le forfait de 150 minutes est destiné à couvrir la prise en charge des tâches domestiques directement liées aux soins de base et nécessaires à l'exécution des actes essentiels de la vie.

Le supplément est destiné à couvrir des tâches domestiques plus exceptionnelles telles qu'un entretien du linge plus important lorsque l'état de la personne l'impose

Il est à noter que les tâches domestiques, même si elles sont octroyées sous une forme forfaitaire ne constituent pas automatiquement une aide requise.

Tableau 18.- Le temps requis pour les tâches domestiques

Tâches domestiques	Nombre de bénéficiaires	En % du total
0 h	37	0,6
2,5 h	3 196	50,5
4 h	1 211	48,9
TOTAL	4 444	100,0

5.2.3. Les activités de soutien

Avant d'aborder les chiffres, il convient de rappeler la place des activités de soutien dans l'ensemble des prestations de l'assurance dépendance et de les situer par rapport à la définition de la dépendance dans le cadre de la loi du 19 juin 1998.

Le concept central de la loi est le besoin d'aide d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie. Les prestations de soutien sont indissociables de ce besoin d'aide.

Leur objectif est d'entretenir et de stimuler l'autonomie du bénéficiaire dans les domaines de l'hygiène corporelle, de la nutrition ou de la mobilité. Elles répondent toujours à un besoin spécifique et identifié de la personne concernée. Elles ne constituent pas des mesures thérapeutiques, réhabilitatives ou rééducatives. Elles ne sont pas davantage des mesures occupationnelles.

Certaines activités de soutien peuvent être utilisées pour apporter un répit planifié à la personne de l'entourage apportant les aides et soins dans le cadre du maintien à domicile (aidant informel).

C'est le besoin de la personne qui déterminera s'il est préférable de les accorder sous forme d'activités individuelles ou d'activités collectives. Les activités de soutien sont limitées à 12 heures par semaine. En ce qui concerne le centre de jour spécialisé, le temps effectif peut correspondre à 48 heures par semaine.

Les analyses présentées ici ne dissocient pas les activités de soutien individuel et les activités de groupe. Dans une analyse plus poussée, il y aura certainement lieu de considérer cet aspect.

Tableau 19.- Les activités de soutien dans l'ensemble du fichier

Activités de soutien	Nombre de bénéficiaires	En % du total	En % cumulés
0 h	2 071	46,6	46,6
1 h	231	5,2	51,8
2 h	480	10,8	62,6
3 h	378	8,5	71,1
4 h	544	12,2	83,3
De 5 à 8 h	296	6,7	90,0
De 9 à 15 h	212	4,8	94,8
De 16 à 23 h	46	1,0	95,8
De 24 à 31 h	15	0,3	96,1
De 32 à 39 h	64	1,5	97,6
De 40 à 48 h	104	2,3	99,9
Plus que 48 h	3	0,1	100,0
TOTAL	4 444	100,0	100,0

A la lecture du tableau 19, on peut constater que 46,6% des bénéficiaires ne bénéficient d'aucune prestation de soutien. Cette proportion est particulièrement élevée si on la compare aux données du 30 juin 2000 où elle était de 28,5%. Le fait nécessite quelques explications. Cette très forte augmentation du nombre de personnes ne bénéficiant d'aucune activité de soutien est principalement liée à l'augmentation des bénéficiaires dans le cadre du maintien à domicile. En effet, comme on le verra plus loin, une importante proportion de personnes à domicile font le choix de la seule prestation en espèces, se privant ainsi des activités de soutien qui ne peuvent être octroyées que sous la forme d'une prestation en nature.

Malgré cette proportion importante de bénéficiaires sans activité de soutien, il y a cependant lieu de noter que le temps moyen requis n'a pas diminué par rapport à juin 2000. Au contraire, il est actuellement de 237 minutes alors qu'il était de 217 minutes au 30 juin 2000.

Concernant les variations du temps moyen requis d'une classe d'âge à l'autre, elles sont relativement importantes dans la mesure où elles peuvent aller du simple au triple pour les classes de 0 à 18 ans et de 80 à 89 ans.

Si l'on compare avec ce que l'on constatait pour les actes essentiels de la vie, on remarque l'inverse en ce qui concerne les activités de soutien: ce sont la classe des personnes de 90 ans et plus et les classes d'âge jeunes et très jeunes qui présentent les temps moyens requis les moins importants. On pourrait donc s'avancer à dire que plus l'aide requise est importante pour les actes essentiels de la vie, moins elle est importante pour les activités de soutien et inversement.

Toutefois, pour les enfants jusqu'à la fin de l'obligation scolaire, on notera que la cellule d'évaluation requiert exclusivement des gardes à domicile, destinées à accorder un répit planifié au parent aidant informel, et ceci dans la mesure où elles répondent au besoin d'aide supplémentaire par rapport à un enfant du même âge en bonne santé.

Il n'y a pas lieu en effet, de requérir des activités de soutien alors que l'enfant a la possibilité de fréquenter un établissement scolaire ou pour les jeunes enfants, de recourir à une prise en charge spécifique assurée par des services spécialisés tels que le service d'intervention précoce ou le service de rééducation précoce.

Ainsi, pour les personnes jeunes, les activités de soutien telles qu'elles sont requises par la cellule d'évaluation ne reflètent donc pas exactement le besoin en activités de soutien. Elles reflètent davantage le besoin couvert par l'assurance dépendance.

En ce qui concerne la différence importante constatée entre le maintien à domicile et l'établissement, on peut supposer que le maintien à domicile concerne des personnes plus autonomes dont le capital d'autonomie doit être maintenu. Ceci peut donc signifier que les activités de soutien sont requises dans le sens où elles sont prévues. Il faut néanmoins ajouter que dans le cadre du maintien à domicile, les activités de soutien répondent aussi au besoin de répit de l'aidant informel. Cet aspect est spécifique au maintien à domicile et pourrait expliquer que des temps un peu plus élevés aient été requis.

En revanche, on ne peut expliquer la légère différence que l'on constate entre hommes et femmes avec le même argument car également au niveau des actes essentiels de la vie, on constatait une différence au profit des hommes.

Tableau 20.- Temps moyen requis pour les activités de soutien par classe d'âge

Classes d'âge	Temps moyen requis pour les activités de soutien (en minutes / semaine)	Temps moyen requis pour les activités de soutien (en heures / semaine)	Nombre de bénéficiaires
90 - 109	234	3,9	632
80 - 89	259	4,3	1 612
70 - 79	236	3,9	1 040
60 - 69	248	4,1	418
40 - 59	227	3,8	365
19 - 39	224	3,7	179
0 - 18	91	1,5	198
TOTAL	237	3,9	4 444

Tableau 21.- Temps moyen requis pour les activités de soutien selon le sexe du bénéficiaire

Sexe	Temps moyen requis pour les activités de soutien (en minutes / semaine)	Temps moyen requis pour les activités de soutien (en heures / semaine)	Nombre de bénéficiaires
Femmes	235	3,9	3 113
Hommes	244	4,1	1 331
TOTAL	237	3,9	4 444

Tableau 22.- Temps moyen requis pour les activités de soutien selon le type d'hébergement du bénéficiaire

Type d'hébergement	Temps moyen requis pour les activités de soutien (en minutes / semaine)	Temps moyen requis pour les activités de soutien (en heures / semaine)	Nombre de bénéficiaires
Etablissement	210	3,5	2 086
Maintien à domicile	266	4,4	2 358
TOTAL	237	3,9	4 444

Tableau 23.- Les produits nécessaires aux aides et soins

Produits nécessaires aux aides et soins	Nombre de bénéficiaires	En % du total
Prestation refusée	1 652	37,2
Prestation accordée	2 792	62,8
TOTAL	4 444	100,0

Les produits nécessaires aux aides et soins sont principalement des produits de soins d'incontinence et des produits de prévention d'escarres.

Un montant forfaitaire de 300 LUF par mois correspondant au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948 est accordé, sur avis de la cellule d'évaluation et d'orientation. Il s'élève actuellement à 43,95 EUR (1 773 LUF).

Le forfait a été accordé à 63% des bénéficiaires. Ce sont l'incontinence du bénéficiaire ou une mobilisation réduite qui justifient, dans la majorité des situations, l'octroi du forfait.

Le forfait pour produits nécessaires aux aides et soins est aux termes de la loi une prestation du maintien à domicile. L'article 359 alinéa 3 précise néanmoins qu'un règlement grand-ducal peut définir les conditions et modalités suivant lesquelles le forfait peut être exceptionnellement pris en charge dans le cadre d'un établissement. L'article 9 du règlement grand-ducal du 23 décembre 1998 définit ces conditions et modalités. Cet article précise notamment que le forfait est payé à l'établissement. Celui-ci se charge d'acheter les produits. L'établissement peut facturer au bénéficiaire les produits nécessaires aux aides et soins dont le montant dépasse le forfait.

5.2.5. Les appareils

En cas de maintien à domicile, la personne a droit à la prise en charge des appareils qui lui permettront de maintenir ou d'accroître son autonomie de vie. La liste des appareils pris en charge a été déterminée par le règlement grand-ducal du 23 décembre 1998.

Le même règlement grand-ducal détermine la liste des appareils pris en charge par l'assurance dépendance lorsque le demandeur est hébergé en établissement.

Le besoin en matière d'appareils peut être constaté au cours de l'évaluation médicale ou de l'évaluation de base. Les personnes peuvent aussi introduire une demande pour l'obtention d'un appareil, sans solliciter pour autant, d'autres prestations de l'assurance dépendance.

Les appareils sont la seule prestation de l'assurance qui puisse être octroyée sans que la personne atteigne le seuil de 3,5 heures pour les actes essentiels de la vie. Toutefois, leur octroi est toujours subordonné à un avis motivé de la cellule d'évaluation et d'orientation. L'avis de la cellule d'évaluation s'appuie sur une expertise.

A la date du 30 juin 2001, 2 382 expertises pour des appareils ont été réalisées. 9 825 appareils ont été accordés.

Tableau 24. - Les appareils requis (acquisitions, essais et locations) par classes et sous-classe de la norme internationale ISO - évolution depuis le vote de la loi

Code ISO	Libellé	Avant 1999	1999	2000	2001 1 ^{er} semestre)
03	Aides pour le traitement et l'entraînement				
318	Aides pour doser les médicaments		1		1
333	Aides pour la prévention des pressions douloureuses : coussins pour la prévention des escarres	144	295	737	438
348	Equipelement pour l'apprentissage du mouvement, de la force et de l'équilibre; appareils de verticalisation	31	24	35	17
09	Aides pour les soins personnels et la protection				
903	Vêtements et chaussures			5	
906	Aides de protection portées sur le corps		10	26	29
909	Aides pour s'habiller et se déshabiller			7	2
912	Aides pour l'hygiène	22	51	187	118
927	Collecteurs d'urine		2	1	
933	Aides pour se laver, se baigner et se doucher	5	53	246	112
939	Aides pour les soins des cheveux		2		
942	Aides pour les soins des dents			1	
12	Aides pour la mobilité personnelle				
1203	Aides de marche manipulées par un bras (cannes...)	11	16	35	19
1206	Aides à la marche manipulées par deux bras (déambulateurs)	121	195	368	219
1212	Acquisition pour voitures automobiles (sièges et coussins)		6	43	15
1215	Cyclomoteurs	1	6	3	3
1218	Cycles	4	5	11	12
1221	Fauteuils roulants	562	665	1 136	547
1224	Accessoires de fauteuils roulants	7	46	154	76
1227	Véhicules/ poussettes	22	9	28	8
1230	Aides pour le transfert	8	10	58	34
1233	Aides pour tourner		2	1	
1236	Aides pour lever	31	44	91	53

Tableau 24 (suite). - Les appareils requis (acquisitions, essais et locations) par classes et sous-classe de la norme internationale ISO - évolution depuis le vote de la loi

Code ISO	Libellé	Avant 1999	1999	2000	2001 1er semestre
15	Aides pour les activités domestiques				
1503	Aides pour préparer la nourriture et les boissons			2	
1509	Aides pour manger et boire		13	44	4
18	Aménagements et adaptations des maisons et autres immeubles				
1803	Tables	11	12	25	10
1806	Equipement d'éclairage			1	
1809	Mobilier d'assise	4	20	33	20
1812	Lits	307	281	723	709
1815	Aides pour régler la hauteur du mobilier				1
1818	Dispositifs de soutien/ barres d'appui			25	6
1821	Dispositifs d'ouverture et de fermeture de portes, de fenêtres et de rideaux				1
1827	Echelles et escabeaux			2	2
1830	Dispositifs pour changement de niveau – rampes portables	3	24	78	62
21	Aides pour la communication, l'information et la signalisation				
2103	Aides optiques			2	
2109	Dispositifs d'entrée et de sortie et accessoires pour ordinateurs, machines à écrire et calculatrices		1	4	12
2112	Ordinateurs				1
2127	Aides de lecture non optiques		1	5	1
2136	Téléphones et aides pour téléphoner		2		4
2139	Systèmes de transmission de son			1	
2142	Aides pour la communication face-à-face		11	17	6
2148	Aides de signalisation et d'indication			1	2
2151	Systèmes d'alarmes			2	
24	Aides pour manipuler les produits et les biens				
2409	Manettes et dispositifs de commande		1	5	2
2412	Systèmes de contrôle de l'environnement			3	2
2418	Aides pour compenser et/ou pour remplacer la fonction du bras, de la main et/ou des doigts		1	8	
2421	Aides pour saisir à distance (pinces de préhension)		3	3	5
2427	Aides pour fixer			9	1
	TOTAL	1 294	1 811	4 167	2 553

5.3. Les prestations spécifiques au maintien à domicile

Le paragraphe suivant est consacré à trois aspects spécifiques des prestations dans le cadre du maintien à domicile.

Il s'agit des prestations sous forme d'activités de conseil, des adaptations du logement et de la possibilité donnée dans la loi de convertir les prestations en nature en prestations en espèces.

5.3.1. Les activités de conseil

Tout comme les activités de soutien, les activités de conseil sont étroitement liées aux trois domaines des actes essentiels de la vie.

Toutefois, les activités de conseil sont requises temporairement, pour une durée limitée.

Leur objectif est d'apporter à la personne dépendante, les apprentissages nécessaires pour réaliser certains actes de la vie quotidienne de façon autonome ou permettre une utilisation efficace d'un appareil ou d'une aide technique. Il peut être aussi d'apporter à l'aidant informel un apprentissage pour une prise en charge adaptée.

Tableau 25.- Répartition des bénéficiaires selon le temps requis pour les activités de conseil

Conseil	Nombre de bénéficiaires	En % du total	En % cumulés
0 h	1 198	50,8	50,8
1 h	1 061	45,0	95,8
2 h	7	0,3	96,1
3 h	7	0,3	96,4
4 h et plus	85	3,6	100
TOTAL	2 358	100,0	100,0

5.3.2. Les adaptations du logement

En cas de maintien à domicile, des adaptations du logement de la personne dépendante peuvent être prises en charge dans le cadre de l'assurance, dans la mesure où elles permettent, à l'instar des appareils, de maintenir et d'accroître l'autonomie de vie.

Les modalités de la prise en charge des adaptations du logement ont été déterminées par le règlement grand-ducal du 05 novembre 1999.

On notera que les adaptations du logement ne peuvent être réalisées que pour des personnes présentant un besoin minimum d'aides et de soins pour les actes essentiels de la vie correspondant à 3,5 heures par semaine.

Le besoin d'une adaptation du logement est constaté dans l'évaluation de base, sa nécessité est décidée lors de la détermination des services requis, les modalités de la réalisation sont fixées par une expertise. Il est estimé à 8 dossiers par mois en moyenne.

A la date du 30 juin 2001, 402 dossiers ont été confiés à des experts externes chargés de la réalisation d'un rapport technique sur les travaux à faire de manière à ce qu'un cahier de charge puisse être établi, des contacts avec les différents corps de métier et du contrôle de la conformité des travaux réalisés avec le cahier de charge. 42 expertises sont réalisées. Elles représentent une prise en charge pour un montant total de 21 283 092 LUF (527 594 EUR).

Au 30 juin 2001, 29 décisions avaient été prises en matière d'adaptations du logement pour un montant total de 12 005 148 LUF (297 599 EUR).

5.3.3. Les prestations en espèces

Conformément à l'article 354 du CAS, les prestations en nature pour les actes essentiels de la vie et les tâches domestiques peuvent être remplacées par une prestation en espèces.

On rappellera que les prestations de l'assurance dépendance sont un droit de la personne dépendante et que les prestations en espèces sont versées à la personne dépendante afin de lui permettre de se procurer les aides et soins auprès de son entourage.

Ce remplacement est cependant limité et ne peut s'effectuer que jusqu'à concurrence de sept heures par semaine. Si le droit aux prestations est supérieur à sept heures par semaine, le remplacement peut porter en outre, sur la moitié des prestations en nature se situant entre sept et quatorze heures par semaine. Dans la procédure d'établissement du plan de prise en charge, la phase de négociation du remplacement des prestations en nature par les prestations en espèces s'appelle le partage.

Dans la pratique, cette possibilité de remplacement entraîne que l'on se trouve devant trois formes d'octroi des prestations:

- uniquement des prestations en nature;
- uniquement des prestations en espèces;
- une combinaison de prestations en nature et de prestations en espèces.

Tableau 26.- Répartition des bénéficiaires à domicile selon le type de partage prestations en nature / prestations en espèces

Type de prestation	Nombre de bénéficiaires	En % du total
Prestations en nature uniquement	271	11,5
Prestations en espèces uniquement	1 151	48,8
Prestations combinées	936	39,7
TOTAL	2 358	100,0

En regardant le tableau 26, on relève la faible part des personnes demandant exclusivement des prestations en nature. Elles ne présentent que 11,5% des bénéficiaires de prestations à domicile contre 49% qui demandent exclusivement des prestations en espèces. En comparant avec les données au 30 juin 2000, on constate d'ailleurs une forte augmentation de ce groupe au détriment du groupe demandant des prestations combinées.

Proportionnellement, les hommes bénéficient plus fréquemment de prestations en espèces que les femmes qui se tournent davantage vers les prestations en nature ou les prestations mixtes. Le fait que les femmes vivent plus longtemps et sont de ce fait plus souvent confrontées à l'isolement et au veuvage peut justifier cet écart, au demeurant minime, entre les deux sexes.

L'analyse par âge du recours aux différents types de prestations confirme cette hypothèse.

En effet, le recours au réseau sous la forme de prestations mixtes augmente au-delà de 80 ans au détriment du recours aux seules prestations en espèces.

Il convient aussi de remarquer la part très élevée de bénéficiaires des seules prestations en nature parmi les personnes de 20 à 60 ans.

Cette disproportion au regard des statistiques portant sur l'ensemble des bénéficiaires, s'explique par le fait que les personnes dépendantes de cet âge, souvent des personnes gravement handicapées, fréquentent des structures spécialisées ou nécessitent des aides et soins demandant beaucoup de compétences pour lesquelles l'entourage ne peut bien souvent pas se substituer aux professionnels.

De plus, pour les personnes dépendantes de 20 à 39 ans, l'aidant informel est encore en âge d'exercer une activité professionnelle et se trouve, le cas échéant, obligé de faire appel à un réseau pour pallier son manque de disponibilité.

Tableau 27.- Répartition des bénéficiaires selon le type de partage par classes d'âge

Classes d'âge	Prestations en nature		Prestations combinées		Prestations en espèces		Total	
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %
90 - 109	8	2,9	105	11,2	84	7,3	197	8,3
80 - 89	32	11,8	327	34,9	310	27,2	669	28,5
70 - 79	30	11,1	238	25,4	308	26,7	576	24,4
60 - 69	24	8,9	113	12,1	154	13,3	291	12,3
40 - 59	76	28,0	71	7,6	118	10,2	265	11,2
19 - 39	95	35,1	28	3,0	39	3,4	162	6,9
0 - 18	6	2,2	54	5,8	138	11,9	198	8,4
TOTAL	271	100,0	936	100,0	1 151	100,0	2 358	100,0

Tableau 28.- Répartition des bénéficiaires par sexe selon le type de partage

Sexe	Prestations en nature		Prestations combinées		Prestations en espèces		Total	
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %
Femmes	157	57,9	622	66,5	693	60,2	1 472	62,4
Hommes	114	42,1	314	33,5	458	39,8	886	37,6
TOTAL	271	100,0	936	100,0	1 151	100,0	2 358	100,0

5.3.4. Les mesures à l'égard de l'aidant informel

Dans l'ensemble des prestations en cas de maintien à domicile, la loi du 19 juin 1998 prévoit deux mesures destinées à la personne qui assure, à domicile, les aides et soins à la personne dépendante en dehors d'un réseau d'aides et de soins. Le texte de la loi n'utilise pas de terme spécifique pour désigner cette personne mais il est devenu d'usage de la désigner par le terme d'aidant informel.

- La couverture en matière d'assurance pension

La loi crée un droit en matière d'assurance pension pour l'aidant informel. A cette fin, l'assurance dépendance prend en charge les cotisations à l'assurance pension de l'aidant informel jusqu'à concurrence d'une cotisation calculée sur base du salaire social minimum mensuel prévu pour un travailleur non qualifié âgé de dix-huit ans au moins.

Depuis le 01 janvier 1999 jusqu'au 30 juin 2001, le centre commun de perception et d'affiliation à la sécurité sociale a affilié 262 personnes.

- Le remplacement de l'aidant informel

Afin d'assurer le remplacement de l'aidant informel, "l'assurance dépendance prend en charge annuellement pendant trois semaines le double de la prestation en espèces et, en cas de séjour temporaire dans un établissement stationnaire, en outre, les aides et soins requis."

Le double de la prestation en espèces calculé forfaitairement sur l'ensemble de l'année est versé à tous les bénéficiaires avec les prestations du mois de décembre.

En ce qui concerne la possibilité de prise en charge des aides et soins requis en cas de séjour temporaire dans un établissement, il n'est pas encore possible actuellement de donner de chiffres quant à la fréquence d'utilisation de cette mesure.

6. Les causes de la dépendance

Dans la loi du 19 juin 1998, le législateur a pris l'option de définir la dépendance en liant le besoin d'aide d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie à une cause médicale: une maladie physique, psychique ou mentale ou une déficience de même nature.

Pour l'assurance dépendance, il n'y a pas de dépendance sans cause médicale. Le grand âge ne peut à lui seul être retenu comme cause de la dépendance.

La cause de la dépendance est établie lors de l'évaluation médicale. Il est rare que la dépendance soit liée à un seul diagnostic. Le protocole de l'évaluation médicale prévoit de retenir trois diagnostics¹⁾ à la base de la dépendance.

Ces diagnostics sont ordonnés selon leur incidence sur le besoin d'aide d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie. Le médecin-conseil peut en outre retenir trois autres diagnostics qui n'ont pas nécessairement un lien direct avec la dépendance. Dans le cadre de l'évaluation médicale, l'état de santé du demandeur peut ainsi être décrit par six diagnostics.

Les données reprises ici font référence au diagnostic retenu pour être la cause principale de la dépendance.

Tableau 29.- Répartition des bénéficiaires par âge selon la cause principale de la dépendance (code ICD 10 recodé)

Pathologies à la base de la dépendance	Classes d'âge							Total	
	0-18	19-39	40-59	60-69	70-79	80-89	90-109	Nombre	En %
	% (N=198)	% (N=179)	% (N=365)	% (N=418)	% (N=1 040)	% (N=1 612)	% (N=632)		
Groupe 1. Démences et troubles des fonctions cognitives	-	0,6	1,9	6,5	23,6	32,8	37,5	1 046	23,5
Groupe 2. Troubles psychiatriques	-	1,7	5,2	5,5	6,0	2,9	2,1	167	3,8
Groupe 3. Maladies du système cardio-vasculaire	0,5	0,6	9,0	17,9	10,8	8,0	5,4	385	8,7
Groupe 4. Maladies du système nerveux	33,8	33,5	30,1	22,7	19,3	9,3	5,7	719	16,2
Groupe 5. Troubles mentaux et /ou moteurs chez l'enfant et l'adolescent-malformations congénitales	38,4	39,7	26,6	7,9	2,3	0,6	0,3	312	7,0
Groupe 6. Maladies du système ostéo-articulaire	2,0	1,7	6,8	13,2	19,1	24,5	23,7	831	18,7
Groupe 7. Troubles sensoriels	-	-	0,3	1,7	2,2	3,7	4,6	120	2,7
Groupe 8. Tumeurs malignes	1,0	0,6	0,6	0,7	1,1	1,0	0,2	36	0,8
Groupe 9. Autres	5,1	12,8	9,9	9,8	4,0	4,5	5,5	259	5,8
Groupe 10. Absence de codification	19,2	8,9	9,6	14,1	11,6	12,7	15,0	569	12,8
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	4 444	100,0

1) Tous les diagnostics établis par les évaluations médicales sont codés selon le code ICD10- classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes- organisation mondiale de la santé, Genève, 1997, 10e révision.

Un des premiers points qu'il convient de relever de ce tableau est l'importance du groupe des personnes démentes. La réflexion sur la prise en charge des personnes démentes, leur encadrement, les mesures préventives doivent constituer à l'avenir un des grands soucis des responsables politiques. On retiendra aussi l'importance du groupe des personnes atteintes de maladies du système ostéo-articulaire.

Comme le montre le tableau 29, les pathologies à la base de la dépendance se présentent très différemment selon l'âge de la personne dépendante.

Chez les bénéficiaires de moins de 60 ans, dans 65% des cas, la dépendance est due à des maladies du système nerveux ou à des malformations congénitales, troubles mentaux ou moteurs chez l'enfant.

Au-delà de 70 ans et à mesure que l'on monte dans les classes d'âge, la démence et les troubles du système ostéo-articulaire sont de plus en plus souvent à l'origine de la dépendance. En effet, ajoutés, ces deux types de pathologies représentent respectivement 43% des cas chez les 70-79 ans, 57% des cas chez les 80-89 ans et 61% des cas chez les plus de 90 ans.

Aux âges très élevés (plus de 80 ans), les cas non liés à un processus démentiel ou à des troubles ostéo-articulaires sont donc minoritaires. Prises individuellement, les autres pathologies à l'origine de la dépendance ne concernent jamais plus de 15% d'une classe d'âge

En ce qui concerne la répartition entre les différents types d'hébergement selon la pathologie à la base de la dépendance, on constate que la dépendance d'origine psychique constituée des démences et des troubles psychiatriques est majoritairement prise en charge en établissement, probablement parce que ce type de pathologie nécessite une surveillance continue y compris durant la nuit. Pour le reste des bénéficiaires, le domicile est privilégié dans une fourchette allant de 60 à 70% des cas selon la pathologie à l'origine de la dépendance.

Tableau 30.- Les personnes dépendantes par type d'hébergement (établissement / domicile) selon la cause principale de la dépendance (calcul en % du total)

Pathologies à base de la dépendance	Etablissement		Domicile		Total	
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %
Groupe 1. Démence et troubles des fonctions cognitives	711	34,1	335	14,2	1 046	23,5
Groupe 2. Troubles psychiatriques	114	5,5	53	2,3	167	3,8
Groupe 3. Maladies du système cardio-vasculaire	117	5,6	268	11,4	385	8,7
Groupe 4. Maladies du système nerveux	227	10,9	492	20,9	719	16,2
Groupe 5. Troubles mentaux et/ou moteurs chez l'enfant et l'adolescent- malformations congénitales	98	4,7	214	9,1	312	7,0
Groupe 6. Maladies du système ostéo-articulaire	289	13,8	542	23,0	831	18,7
Groupe 7. Troubles sensoriels	54	2,6	66	2,8	120	2,7
Groupe 8. Tumeurs malignes	10	0,5	26	1,1	36	0,8
Groupe 9. Autres	76	3,6	183	7,8	259	5,8
Groupe 10. Absence de codification	390	18,7	179	7,6	569	12,8
TOTAL	2 086	100,0	2 358	100,0	4 444	100,0

Tableau 31.- Les personnes dépendantes par sexe selon la cause principale de la dépendance (calcul en % du total)

Pathologies à base de la dépendance	Femmes		Hommes		Total	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
Groupe 1. Démences et troubles des fonctions cognitives	837	26,9	209	15,7	1 046	23,5
Groupe 2. Troubles psychiatriques	117	3,8	50	3,8	167	3,8
Groupe 3. Maladies du système cardio-vasculaire	228	7,3	157	11,8	385	8,7
Groupe 4. Maladies du système nerveux	421	13,5	298	22,4	719	16,2
Groupe 5. Troubles et/ou moteurs chez l'enfant et l'adolescent- malformations congénitales	170	5,5	142	10,7	312	7,0
Groupe 6. Maladies du système ostéo-articulaire	679	21,8	152	11,4	831	18,7
Groupe 7. Troubles sensoriels	87	2,8	33	2,5	120	2,7
Groupe 8. Tumeurs malignes	28	0,9	8	0,6	36	0,8
Groupe 9. Autres	150	4,8	109	8,2	259	5,8
Groupe 10. Absence de codification	396	12,7	173	13,0	569	12,8
TOTAL	3 113	100,0	1 331	100,0	4 444	100,0

A l'analyse de la répartition par sexe des différents types de pathologies à l'origine de la dépendance, on retrouve des tendances similaires à celles que l'on avait pu relever lors de l'analyse de la répartition par classe d'âge. La présence importante de la population féminine aux âges élevés explique une large part de cette similitude.

Chez les bénéficiaires féminins, environ un cas de dépendance sur deux a pour origine la détérioration des fonctions cognitives ou les maladies ostéo- articulaires alors que cette proportion est de l'ordre de un sur quatre chez les hommes. En revanche, les hommes sont largement sur- représentés dans les groupes de personnes atteintes de maladies du système cardio-vasculaire et du système nerveux.

Tableau 32.- Temps moyen requis (en heures par semaine) par type de prestation et par groupe de pathologie

Pathologies à base de la dépendance	Actes essentiels de la vie	Tâches domestiques	Soutien	Temps total requis
	Heures par semaine	Heures par semaine	Heures par semaine	Heures par semaine
Groupe 1. Démences et troubles des fonctions cognitives	14,6	3,0	6,7	24,4
Groupe 2. Troubles psychiatriques	9,4	2,8	5,0	17,3
Groupe 3. Maladies du système cardio-vasculaire	11,4	2,8	3,1	17,3
Groupe 4. Maladies du système nerveux	13,8	2,9	3,0	19,7
Groupe 5. Troubles et/ou moteurs chez l'enfant et l'adolescent-malformations congénitales	12,6	2,9	4,6	20,2
Groupe 6. Maladies du système ostéo-articulaire	9,4	2,7	2,1	14,2
Groupe 7. Troubles sensoriels	9,9	2,7	3,3	15,9
Groupe 8. Tumeurs malignes	10,3	2,8	1,2	14,3
Groupe 9. Autres	11,4	2,8	2,2	16,5
Groupe 10. Absence de codification	14,1	3,1	3,7	21,0
TOTAL	12,5	2,9	3,9	19,3

Le temps total moyen requis est relativement élevé pour les personnes atteintes de maladies du système nerveux mais ce sont les personnes démentes (24,4 heures par semaine alors que la moyenne pour l'ensemble des bénéficiaires est de 19,3 heures) qui présentent le temps moyen requis le plus élevé, que ce soit au total, pour les actes essentiels de la vie ou pour les activités de soutien.

On notera la relative faiblesse des temps requis pour les actes essentiels de la vie par les personnes atteintes de troubles psychiatriques. Ces dernières présentent cependant un temps requis très élevé pour les activités de soutien. Cette constatation révèle une logique certaine dans la détermination des aides et soins requis. Les personnes atteintes de troubles psychiatriques, lorsqu'elles sont prises en charge dans un cadre protégé et structuré, fonctionnent souvent de manière relativement autonome pour les actes essentiels de la vie ou nécessitent tout au plus une incitation à exécuter les actes. Or, l'incidence de l'encadrement est peu considérée dans l'assurance dépendance. En revanche, ce sont sans doute les personnes qui présentent le plus de réceptivité pour les activités de soutien, qui ne sont pas accordées si la personne ne présente pas un besoin suffisant pour les actes essentiels de la vie.

Une dernière remarque concerne les temps requis par les personnes atteintes de maladies du système ostéo-articulaire. Celles-ci présentent des temps moyens peu élevés, tant pour les actes essentiels de la vie que pour les activités de soutien. Ces personnes, souvent très handicapées en ce qui concerne leurs possibilités de déplacements présentent toutefois moins de limitations que d'autres en ce qui concerne les actes essentiels de la vie.

7. Les prestataires

Pour pouvoir opérer dans le cadre de l'assurance dépendance, les prestataires doivent exercer leur activité soit en vertu d'un agrément, soit en vertu d'une autre disposition légale et avoir conclu un contrat d'aides et de soins avec l'union des caisses de maladie.

7.1. Les contrats d'aides et de soins

La loi sur l'assurance dépendance distingue deux types de contrats:

- le contrat d'aides et de soins en tant qu'établissement d'aides et de soins (article 389 du CAS);
- le contrat d'aides et de soins en tant que réseau d'aides et de soins (article 390 du CAS).

Actuellement, 50 établissements ont conclu un contrat d'aides et de soins avec l'union des caisses de maladie et travaillent complètement ou partiellement dans le cadre de l'assurance dépendance.

En ce qui concerne le maintien à domicile, on notera que le règlement grand-ducal pris sur base de la loi du 24 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes sociaux, familiaux et thérapeutiques ne prévoit pas d'agrément pour l'activité en tant que réseau. Les agréments exigés pour conclure un contrat d'aides et de soins en tant que réseau seront donc les agréments nécessaires pour les différentes activités des réseaux.

Actuellement, 15 réseaux ont conclu un contrat d'aides et de soins. Parmi ceux-ci, on compte 3 réseaux qui prennent en charge l'ensemble de la population dépendante sans distinction de pathologie à travers tout le pays, 2 réseaux spécialisés respectivement dans la prise en charge de personnes atteintes de troubles psychogériatriques et de personnes psychotiques stabilisées, 10 réseaux s'attachant exclusivement à la prise en charge des personnes handicapées, dont seuls quatre fonctionnent effectivement dans le cadre de l'assurance dépendance.

Les différents réseaux ont la possibilité d'établir un contrat de sous-traitance avec des centres de jour spécialisés. Au total, 18 centres psycho-gériatriques ont un contrat de sous-traitance avec un ou plusieurs réseaux fonctionnant dans le cadre de l'assurance dépendance.

7.2. Le personnel

Tableau 33. - Le personnel des établissements d'aides et de soins (en équivalents temps plein)

Personnel	Centres intégrés		Maisons de soins	
	1999	2000	1999	2000
Personnel d'assistance et de soins	687,0	778,0	500,2	561,6
Médecin directeur	0,0	0,0	2,7	2,2
Médecin	0,0	0,0	0,9	2,0
Licencié en sciences hospitalières	1,0	1,0	0,0	0,0
Infirmier hospitalier gradué	17,0	19,0	8,7	7,7
Assistant social	3,0	3,0	4,4	5,7
Ergothérapeute	7,0	10,0	12,0	13,8
Kinésithérapeute	2,0	3,0	5,0	6,1
Psychomotricien	0,0	0,0	0,0	0,3
Pédagogue curatif	0,0	0,0	0,0	0,0
Infirmier anesthésiste / Masseur	1,0	1,0	1,0	0,0
Infirmier psychiatrique	3,0	3,0	17,2	15,4
Infirmier	241,0	253,0	160,9	166,0
Aide soignant	237,0	247,0	280,1	319,1
Aide socio-familial diplômé	88,0	54,0	0,0	3,2
Aspirant aide socio-familial (en formation)	83,0	173,0	7,0	18,8
Autres	4,0	11,0	0,3	1,5
Personnel socio-éducatif	14,0	15,8	14,9	11,7
Psychologue	1,0	1,0	3,3	2,0
Educateur gradué	0,0	2,0	0,0	0,0
Autre éducateur	13,0	12,8	11,7	9,7
Personnel administratif	77,0	83,0	36,1	40,2
Personnel technique et logistique	812,0	789,0	245,0	265,8
TOTAL	1 590,0	1 665,8	796,2	879,3

Tableau 34.- Le personnel des réseaux d'aides et de soins (sans les réseaux spécialisés dans le handicap) (en équivalents temps plein) - situation en 1999 et en 2000

	1999	2000
Personnel d'assistance et de soins	146,18	225,63
Médecin directeur	0,00	0,00
Médecin	0,00	0,00
Licencié en sciences hospitalières	0,00	0,00
Infirmier hospitalier gradué	2,56	7,08
Assistant social	2,15	0,00
Ergothérapeute	0,00	0,00
Kinésithérapeute	0,00	0,00
Psychomotricien	0,00	0,00
Pédagogue curatif	0,00	0,00
Infirmier anesthésiste / Masseur	0,00	0,00
Infirmier psychiatrique	0,00	0,50
Infirmier	101,03	127,84
Aide soignant	22,12	52,99
Aide socio-familial diplômé	12,31	15,60
Aspirant aide socio-familial	6,01	15,18
Autres	0,00	6,44
Personnel socio-éducatif	1,40	3,69
Psychologue	1,40	2,05
Educateur gradué	0,00	1,43
Autre éducateur	0,00	0,21
Personnel administratif	20,00	36,37
Personnel technique et logistique	105,73	171,94
TOTAL	273,31	437,63

Tableau 35.- Le personnel des réseaux d'aides et de soins spécialisés dans la prise en charge des personnes handicapées - situation en 1999

	1999
Personnel d'assistance et de soins	150,41
Médecin directeur	
Médecin	0,50
Licencié en sciences hospitalières	
Infirmier hospitalier gradué	
Assistant social	3,42
Ergothérapeute	9,30
Kinésithérapeute	14,88
Psychomotricien	
Pédagogue curatif	
Infirmier anesthésiste / Masseur	
Infirmier psychiatrique	0,75
Infirmier	46,31
Aide soignant	52,93
Aide socio-familial diplômé	
Aspirant aide socio-familial	22,08
Autres	0,24
Personnel socio-éducatif	246,92
Psychologue	11,24
Educateur gradué	70,22
Autre éducateur	165,46
Personnel administratif	23,22
Personnel technique et logistique	84,76
TOTAL	505,31

Tableau 36.- Le personnel des centres de jour spécialisés- situation en 1999

	1999
Personnel d'assistance et de soins	34,31
Médecin directeur	0
Médecin	0
Licencié en sciences hospitalières	0
Infirmier hospitalier gradué	1,43
Assistant social	0
Ergothérapeute	0
Kinésithérapeute	0,5
Psychomotricien	0
Pédagogue curatif	0
Infirmier anesthésiste / masseur	0
Infirmier psychiatrique	0
Infirmier	8,13
Aide soignant	12,04
Aide socio-familial diplômé	2,18
Aspirant aide socio-familial en formation	10,03
Autres	0
Personnel socio-éducatif	7,08
Psychologue	0,12
Educateur gradué	0,89
Autres éducateurs	6,07
Personnel administratif	3,29
Personnel technique et logistique	20,42
TOTAL	65,1

8. Les aspects financiers

8.1. Système de financement

Pour faire face aux charges qui lui incombent, l'assurance dépendance applique le système de la répartition des charges avec constitution d'une réserve qui ne peut être inférieure à dix pour cent, ni supérieure à vingt pour cent du montant annuel des dépenses courantes (Art. 375 alinéa 1 du CAS).

Le financement est assuré essentiellement par :

1. une contribution de l'Etat équivalente à 45% des dépenses totales.
2. une redevance assurance dépendance du secteur de l'énergie.
3. une contribution dépendance dont l'assiette est constituée par les revenus professionnels, les revenus de remplacement et les revenus du patrimoine des ménages.

Le taux de la contribution dépendance est fixé à un pour cent. Les modalités du calcul et de la perception de la contribution dépendance sont déterminées par les articles 376 à 378 du CAS.

8.2. Les recettes courantes de l'assurance dépendance en 1999 et 2000

Le taux de progression très élevé des recettes courantes s'explique essentiellement par un prélèvement aux provisions représentant un tiers des recettes courantes. La croissance réelle des recettes est de 3,8% pour l'exercice 2000.

Tableau 37.- Les recettes courantes de l'assurance dépendance

	Montant		Variation en %
	1999	2000	
Contributions des ménages	89 816	99 794	11,1
Contribution de l'Etat	69 410	64 224	-7,5
Redevance AD du secteur de l'énergie	3 142	2 391	-23,9
Recettes diverses	934	3 076	229,4
Prélèvement aux provisions pour prestations	-	88 632	p.m.
TOTAL	163 302	258 117	58,1

8.3. Les dépenses courantes de l'assurance dépendance en 1999 et 2000

Tableau 38.- Les dépenses courantes de l'assurance dépendance

	Montant		Variation en %
	1999	2000	
Frais d'administration	2 281	2 641	15,8
Prestations en espèces	28 529	19 056	-33,2
Prestations en nature	20 738	84 875	309,3
Transfert de cotisations	18	646	p.m.
Dotations aux provisions pour prestations à liquider, dont:	88 632	115 816	30,7
- Prestations à domicile	32 023	48 538	51,6
- Prestations en milieu stationnaire	56 401	67 278	19,3

L'introduction à partir de 1999 de cette nouvelle branche de la sécurité sociale a rendu nécessaire la mise en place d'un certain nombre de procédures administratives et d'outils informatiques, du côté des prestataires (réseaux, institutions) pour la facturation, et du côté de la cellule d'évaluation et de l'UCM pour l'évaluation des personnes et la liquidation des prestations.

Cette tâche très complexe a amené des retards à tous les niveaux de la procédure, de sorte que l'UCM a dû inscrire des provisions pour prestations échues mais non encore liquidées, de l'ordre de 89 millions EUR en 1999 et de 116 millions EUR en 2000. Une appréciation du niveau des prestations sur base des données comptables n'est donc pas possible.

Au fait, une analyse de l'évolution des prestations devrait être effectuée à l'aide de statistiques basées sur la date de la prestation. Or, pour l'instant les retards dans la liquidation des prestations ne permettent pas non plus de faire une telle analyse.

8.4. Les valeurs monétaires

Le montant des prestations en nature est déterminé en multipliant la durée hebdomadaire des aides et soins requis au plan de prise en charge par des valeurs monétaires négociées entre l'union des caisses de maladie et la COPAS, organisme représentatif des prestataires.

Tableau 39.- Valeurs monétaires des prestations depuis l'introduction de la loi sur l'assurance dépendance

Année	Etablissements		Maintien à domicile	
	LUF	EUR ¹⁾	LUF	EUR ¹⁾
1999	1 420	35,20 €	1 500	37,18 €
2000	1 420	35,20 €	1 520	37,68 €
2001	1 360	33,71 €	1 800	44,62 €

¹⁾ Conversion stricte à titre indicatif.

8.5. Le résultat de l'exercice

Après opérations sur réserves, l'excédent de l'exercice 2000 s'élève donc à 26,8 millions EUR. L'excédent cumulé au 31.12.2000 atteint 35,8 millions EUR.

Tableau 40.- Le résultat de l'exercice (en milliers EUR)

	1999	2000
Recettes courantes	163 302	258 117
Dépenses courantes	140 223	223 067
Solde des opérations courantes	23 079	35 050
Dotation au fonds de roulement	14 022	8 284
Excédent / découvert de l'exercice	9 057	26 766
Excédent / découvert cumulé	9 057	35 823

**Comptes d'exploitation 1999 et 2000
en LUF**

RECETTES	1999	2000	Variation en % 2000/1999
I. Cotisations	3 623 156 392	4 025 684 119	11,1
Cotisations actifs et autres	3 068 237 789	3 392 061 239	10,6
Cotisations assurés pensionnés	554 918 603	580 032 896	4,5
Cotisations sur patrimoine - article 378 CAS	0	53 589 984	
II. Participation de tiers	2 926 742 840	2 687 240 412	-8,2
Contribution forfaitaire Etat- (45% des prestations)	2 800 000 000	2 590 778 860	-7,5
Redevance AD du secteur de l'énergie - art 375 CAS sub 2	126 742 840	96 461 552	-23,9
III. Produits divers, dont :	3 178 130	3 744 816	17,8
IV. Produits financiers	24 290 035	119 622 034	p.m.
V. Prélèvement aux provisions	0	3 575 397 031	
VI. Recettes diverses	10 209 858	735 792	p.m.
Total des recettes courantes	6 587 577 255	10 412 424 204	58,1
Prélèvement au fonds de roulement	0	0	
Découvert de l'exercice	0	0	
TOTAL DES RECETTES	6 587 577 255	10 412 424 204	58,1

**Comptes d'exploitation 1999 et 2000
en LUF**

DEPENSES	1999	2000	Variation en % 2000/1999
I. Frais d'administration	92 000 000	106 547 372	15,8
II. Prestations en espèces	1 150 860 087	768 697 427	-33,2
Allocations spéciales pour personnes gravement handicapées	668 405 058	529 041 118	-20,9
Allocations de soins	482 455 029	239 656 309	-50,3
III. Prestations en nature	836 565 756	3 423 829 745	309,3
<i>Prestations au Luxembourg</i>	<i>15 139 022</i>	<i>3 328 829 650</i>	
Prestations à domicile	15 139 022	1 004 458 390	
- Aides et soins	14 907 565	702 686 756	
- Prestations en espèces subsidiaires	0	287 569 181	
- Forfaits pour produits d'aides et de soins	231 457	14 202 453	
- Appareils	p.m.	p.m.	
Prestations en milieu stationnaire	821 426 734	2 324 371 260	
- Aides et soins	812 486 981	2 297 075 735	
- Forfaits pour produits d'aides et de soins	8 939 753	27 295 525	
- Appareils	p.m.	p.m.	
Actions expérimentales	p.m.	p.m.	
<i>Prestations à l'étranger</i>	<i>p.m.</i>	<i>95 000 095</i>	
Prestations en espèces transférées à l'étranger		21 425 821	
Conventions internationales		73 574 274	
- Frontaliers		3 261 554	
- Traitement pris en charge selon E112		10 001 824	
- Excédent des dépenses: inscriptions pensionnés		60 310 896	
IV. Transferts de cotisations	727 520	26 044 032	p.m.
Cotisations assurance pension	727 520	26 044 032	p.m.
V. Décharges et extournes	23 286	1 372 290	p.m.
VI. Frais de gestion du patrimoine	991 977	0	
VII. Dotation aux provisions et amortissement :	3 575 397 031	4 672 000 000	30,7
dont provisions pour prestations à liquider	3 575 397 031	4 672 000 000	30,7
VIII. Dépenses diverses	0	0	
Total des dépenses courantes	5 656 565 657	8 998 490 866	59,1
<i>Dotation au fonds de roulement</i>	<i>565 656 566</i>	<i>334 192 521</i>	
<i>Excédent de l'exercice</i>	<i>365 355 032</i>	<i>1 079 740 817</i>	
TOTAL DES DÉPENSES	6 587 577 255	10 412 424 204	58,1

**Comptes d'exploitation 1999 et 2000
en EUR**

RECETTES	1999	2000	Variation en % 2000/1999
I. Cotisations	89 815 701	99 794 103	11,1
Cotisations actifs et autres	76 059 628	84 087 002	10,6
Cotisations assurés pensionnés	13 756 073	14 378 640	4,5
Cotisations sur patrimoine - article 378 CAS	0	1 328 461	
II. Participation de tiers	72 552 060	66 614 950	-8,2
Contribution forfaitaire Etat- (45% des prestations)	69 410 187	64 223 730	-7,5
Redevance AD du secteur de l'énergie - art 375 CAS sub 2	3 141 873	2 391 219	-23,9
III. Produits divers, dont :	78 784	92 832	17,8
IV. Produits financiers	602 134	2 965 353	p.m.
V. Prélèvement aux provisions	0	88 631 777	
VI. Recettes diverses	253 096	18 240	p.m.
Total des recettes courantes	163 301 775	258 117 254	58,1
<i>Prélèvement au fonds de roulement</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	
<i>Découvert de l'exercice</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	
TOTAL DES RECETTES	163 301 775	258 117 254	58,1

**Comptes d'exploitation 1999 et 2000
en EUR**

DEPENSES	1999	2000	Variation en % 2000/1999
I. Frais d'administration	2 280 620	2 641 240	15,8
II. Prestations en espèces	28 529 076	19 055 511	-33,2
Allocations spéciales pour personnes gravement handicapées	16 569 329	13 114 587	-20,9
Allocations de soins	11 959 748	5 940 925	-50,3
III. Prestations en nature	20 737 923	84 874 522	309,3
<i>Prestations au Luxembourg</i>	<i>375 287</i>	<i>82 519 532</i>	
Prestations à domicile	375 287	24 899 873	
- Aides et soins	369 549	17 419 150	
- Prestations en espèces subsidiaires	0	7 128 654	
- Forfaits pour produits d'aides et de soins	5 738	352 070	
- Appareils			
Prestations en milieu stationnaire	20 362 637	57 619 658	
- Aides et soins	20 141 026	56 943 020	
- Forfaits pour produits d'aides et de soins	221 611	676 638	
- Appareils			
Actions expérimentales			
<i>Prestations à l'étranger</i>		<i>2 354 991</i>	
Prestations en espèces transférées à l'étranger	0	531 132	
Conventions internationales	0	1 823 859	
- Frontaliers	0	80 852	
- Traitement pris en charge selon E112	0	247 939	
- Excédent des dépenses: inscriptions pensionnés	0	1 495 068	
IV. Transferts de cotisations	18 035	645 615	p.m.
Cotisations assurance pension	18 035	645 615	p.m.
V. Décharges et extournes	577	34 018	p.m.
VI. Frais de gestion du patrimoine	24 590	0	
VII. Dotation aux provisions et amortissement :	88 631 777	115 815 855	30,7
dont provisions pour prestations à liquider	88 631 777	115 815 855	30,7
VIII. Dépenses diverses	0	0	
Total des dépenses courantes	140 222 600	223 066 762	59,1
<i>Dotation au fonds de roulement</i>	<i>14 022 260</i>	<i>8 284 416</i>	
<i>Excédent de l'exercice</i>	<i>9 056 915</i>	<i>26 766 076</i>	
TOTAL DES DÉPENSES	163 301 775	258 117 254	58,1

Comptes financiers 2000
Bilan de fin d'exercice 1999 et 2000 en LUF

ACTIF	Bilan de fin d'exercice au 31.12.1999	Bilan de fin d'exercice au 31.12.2000
1. Capitaux permanents	0	0
<i>Report à nouveau</i>	0	0
Déficit cumulé	0	0
2. Valeurs immobilisées	0	0
3. Tiers	3 494 742 101	316
<i>Tiers - débiteurs</i>	2 628 301 889	3 897 509 868
Débiteurs-bénéficiaires de prestations	7 943 931	6 551 860
Débiteurs prestataires	2 061 248 454	3 181 561 453
Débiteurs-cotisations, intérêts et amendes	549 580 919	706 191 553
Débiteurs divers	9 528 585	3 205 002
<i>Etat et collectivités publiques</i>	506 742 840	210 830 396
Participation Etat	506 742 840	114 368 844
Autres collectivités	-	96 461 552
<i>Organismes de sécurité sociale</i>	12 934 080	12 665 410
<i>Comptes de régularisation</i>	346 763 292	377 496 991
4. Comptes financiers	1 498 937 950	3 365 616 385
Placements à moins d'un an	1 469 000 000	3 332 000 000
Banques et chèques postaux	29 937 950	33 616 385
Chèques émis et virements internes	0	0
TOTAL DE L'ACTIF	4 993 680 051	7 864 119 050

PASSIF	Bilan de fin d'exercice au 31.12.1999	Bilan de fin d'exercice au 31.12.2000
1. Capitaux permanents	4 506 408 629	7 016 944 936
<i>Fonds de roulement légal</i>	565 656 566	899 849 087
<i>Report à nouveau</i>		
Excédent de financement	365 355 032	1 445 095 849
<i>Provisions pour pertes et charges</i>	3 575 397 031	4 672 000 000
2. Tiers	487 271 422	847 174 114
<i>Tiers - créditeurs</i>	385 419 824	713 940 622
Bénéficiaires de prestations en espèces	34 823 120	19 796 454
Bénéficiaires de prestations en nature	3 824 220	316 457 969
Créditeurs - cotisations	346 772 484	377 501 999
Créditeurs divers	0	184 200
<i>Etat et collectivités publiques</i>	0	0
Organismes de sécurité sociale	93 776 258	124 653 219
Comptes de régularisation	8 075 340	8 580 273
3. Comptes financiers	0	0
TOTAL DU PASSIF	4 993 680 051	7 864 119 050

Comptes financiers 2000
Bilan de fin d'exercice 1999 et 2000 en EUR

ACTIF	Bilan de fin d'exercice au 31.12.1999	Bilan de fin d'exercice au 31.12.2000
1. Capitaux permanents	0	0
<i>Report à nouveau</i>	0	0
Déficit cumulé	0	0
2. Valeurs immobilisées	0	0
3. Tiers	86 632 394	111 514 968
<i>Tiers - débiteurs</i>	65 153 902	96 616 746
Débiteurs-bénéficiaires de prestations	196 925	162 416
Débiteurs prestataires	51 097 014	78 868 848
Débiteurs-cotisations, intérêts et amendes	13 623 755	17 506 031
Débiteurs divers	236 207	79 450
<i>Etat et collectivités publiques</i>	12 561 827	5 226 349
Participation Etat	12 561 827	2 835 130
Autres collectivités		
<i>Organismes de sécurité sociale</i>	320 627	313 967
<i>Comptes de régularisation</i>	8 596 037	9 357 906
4. Comptes financiers	37 157 701	83 431 451
Placements à moins d'un an	36 415 559	82 598 122
Banques et chèques postaux	742 142	833 328
Chèques émis et virements internes	0	0
TOTAL DE L'ACTIF	123 790 095	194 946 419

PASSIF	Bilan de fin d'exercice au 31.12.1999	Bilan de fin d'exercice au 31.12.2000
1. Capitaux permanents	111 710 952	173 945 521
<i>Fonds de roulement légal</i>	14 022 260	22 306 676
<i>Report à nouveau</i>	0	0
Excédent de financement	9 056 915	35 822 990
<i>Provisions pour pertes et charges</i>	88 631 777	115 815 855
2. Tiers	12 079 143	21 000 898
<i>Tiers - créditeurs</i>	9 554 308	17 698 126
Bénéficiaires de prestations en espèces	863 243	490 741
Bénéficiaires de prestations en nature	94 800	7 844 788
Créditeurs - cotisations	8 596 265	9 358 030
Créditeurs divers	0	4 566
<i>Etat et collectivités publiques</i>	0	0
<i>Organismes de sécurité sociale</i>	2 324 653	3 090 073
<i>Comptes de régularisation</i>	200 182	212 699
3. Comptes financiers	0	0
TOTAL DU PASSIF	123 790 095	194 946 419

PRESTATIONS FAMILIALES

Sommaire

	Page
1. Introduction	323
2. Situation démographique	324
3. Situation financière	326

Statistiques

1. Données démographiques	334
1. Allocations familiales	334
Tableau 1.1. Evolution du nombre des familles et des enfants bénéficiaires depuis 1965	334
Tableau 1.2. Composition des familles attributaires et répartition des enfants selon le rang qu'ils occupent dans la famille	335
Tableau 1.3. Evolution de la composition des familles attributaires	335
Tableau 1.4. Evolution de la répartition des enfants selon le rang qu'ils occupent dans la famille	336
Tableau 1.5. Evolution de la répartition des enfants par groupe d'âge	336
Graphique 1.1. Répartition par âge des enfants bénéficiaires au 31 décembre 2000	337
Tableau 1.6. Evolution du nombre des enfants bénéficiaires d'une allocation spéciale supplémentaire et des enfants infirmes bénéficiant des allocations familiales normales au-delà de l'âge de 18 ans	337
Tableau 1.7. Evolution du nombre des bénéficiaires de l'allocation de rentrée scolaire (Nombre des allocations payées au mois d'août)	338
Tableau 1.8. Evolution du nombre des étudiants bénéficiaires d'allocations familiales âgés de plus de 18 ans	338
2. Allocation d'éducation	339
Tableau 1.9. Evolution de la répartition des foyers bénéficiaires de l'allocation d'éducation	339
3. Congé parental	339
Tableau 1.10. Répartition des indemnités pour congé parental (Congés en cours en décembre 2000)	339
4. Allocations de naissance et de maternité	339
Tableau 1.11. Evolution du nombre des bénéficiaires des différentes tranches d'allocations de naissance et des allocations de maternité ainsi que du nombre des naissances enregistrées sur le territoire	339
Tableau 1.12. Evolution du nombre des naissances ouvrant droit à une allocation de naissance	340
Tableau 1.13. Répartition du nombre total des allocations de maternité et des allocations de naissance suivant la nationalité des bénéficiaires en 1999 et 2000	340
2. Montants des prestations	341
Tableau 2.1. Evolution des montants des allocations familiales d'après le nombre d'enfants par famille	341
Tableau 2.2. Evolution des montants des allocations familiales d'après le rang occupé par les enfants dans les familles	341
Tableau 2.3. Introduction et refixation de l'allocation spéciale supplémentaire, des majorations d'âge et de l'allocation d'éducation	341
Tableau 2.4. Introduction et refixation de l'allocation de rentrée scolaire	342
Tableau 2.5. Evolution de la dépense moyenne annuelle en allocations familiales et d'éducation par enfant bénéficiaire et par famille attributaire	342
Tableau 2.6. Evolution des montants des allocations de naissance et de maternité	342

3. Cotisations	343
Tableau 3.1. Evolution des taux de cotisation entre 1965 et 1985	343
Tableau 3.2. Evolution des taux de cotisation depuis 1986	343
4. Données financières	344
Tableau 4.1. Bilans comparés des exercices 1999 et 2000 de la caisse nationale des prestations familiales	344
Tableau 4.2. Comptes d'exploitation de la caisse nationale des prestations familiales des exercices 1999 et 2000 - Etat détaillé des recettes	345
Tableau 4.3. Comptes d'exploitation de la caisse nationale des prestations familiales des exercices 1999 et 2000 - Etat détaillé des dépenses	346
Tableau 4.4. Evolution des comptes financiers annuels et de la réserve au 31 décembre	347-348
Graphique 4.1. Evolution des principaux comptes financiers	348
Tableau 4.5. Evolution des dépenses en prestations familiales	349
Tableau 4.6. Evolution de la structure des dépenses en prestations familiales	349
Tableau 4.7. Evolution des cotisations et de la masse salariale cotisable des salariés depuis 1986	350
Tableau 4.8. Structure de la réserve	350
Tableau 4.9. Taux de rendement moyen de la fortune	351

1. Introduction

Les prestations familiales sont servies par la Caisse nationale des prestations familiales. En 2000, la caisse a liquidé des allocations familiales pour environ 150 000 enfants et des prestations de naissance pour quelque 5 350 nouveaux-nés.

Outre les allocations familiales proprement dites, différenciées suivant le rang de l'enfant et complétées par des majorations d'âge, la caisse paie des allocations spéciales supplémentaires en faveur des enfants handicapés, au mois d'août des allocations de rentrée scolaire pour les enfants âgés de plus de six ans, des allocations de naissance et de maternité, des allocations d'éducation ainsi que des indemnités pour congé parental.

L'allocation d'éducation, introduite au 1er janvier 1989, est versée aux personnes élevant un ou plusieurs enfants âgés de moins de deux ans, sous condition qu'elles n'exercent pas d'activité professionnelle ou qu'elles remplissent certaines conditions de revenu, conditions précisées par un règlement grand-ducal. Depuis le 1er septembre 1992, elle est prolongée de deux années pour les personnes élevant trois enfants ou plus ainsi que pour celles élevant un enfant handicapé. A partir du 1er juillet 1993 enfin, les personnes exerçant une activité professionnelle à temps partiel dont la durée ne dépasse pas la moitié de la durée de travail normale bénéficient d'une demi-allocation. A la même date, le montant de l'allocation a été porté de 49,58 à 74,37 EUR (au nombre indice 100 du coût de la vie).

Au 1er janvier 1993 est entrée en vigueur la loi du 23 décembre 1992 modifiant 1) la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse Nationale des Prestations Familiales; 2) la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité qui a augmenté les montants de l'allocation familiale normale et de l'allocation de maternité. Ce relèvement important des montants de base de l'allocation familiale s'est fait de façon parallèle à une réduction comparable de la modération d'impôt maximale pour charge d'enfant. Ces deux mesures prises ensemble devaient garantir la sélectivité de l'opération: en effet, le but recherché était l'augmentation du revenu disponible des seules familles dont les revenus sont inférieurs au seuil imposable ou qui ne profitent pas du montant maximum de la modération d'impôt pour charge d'enfants. Pour les autres familles, le revenu disponible est resté pratiquement inchangé.

Au 1er janvier 1999 est entrée en vigueur la loi du 23 décembre 1998 modifiant 1) la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; 2) la loi modifiée du 26 juillet 1986 portant a) création du droit à un revenu minimum garanti; b) création d'un service national d'action sociale; c) modification de la loi du 30 juillet 1969 concernant la création d'un fonds national de solidarité.

Cette loi relève les montants de base des allocations familiales proprement dites ainsi que celui de l'allocation spéciale supplémentaire, mesure qui aura une influence importante sur les dépenses en prestations et sur l'équilibre financier de la Caisse nationale des prestations familiales en 1999.

Les autres relèvements des montants des prestations au fil des dernières années figurent dans les tableaux 2.1. à 2.4. du chapitre 4 de la deuxième partie de cet ouvrage.

La plus récente des prestations familiales est l'indemnité pour congé parental introduite par la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales avec mise en vigueur au 1er mars 1999. Le congé parental d'une durée de 6 mois respectivement de 12 mois à temps partiel est, sous certaines conditions, accordé à toute personne occupée légalement et de façon continue sur un lieu de travail situé sur le territoire du Luxembourg et qui s'adonne principalement à l'éducation d'un enfant de moins de 5 ans pour lequel sont versées des allocations familiales. Un tel congé parental ouvre en principe droit à une indemnité pécuniaire forfaitaire de 272,68 EUR par mois respectivement 136,34 EUR pour le congé à temps partiel (montants au nombre indice 100 du coût de la vie). Le droit à congé parental existe pour chacun des deux parents et ne peut être cumulé dans le chef d'un des parents. La prise en charge de l'indemnité pour le congé parental est assurée en partie par le Fonds pour l'emploi et pour le solde par l'Etat.

Parmi les autres changements au niveau législatif depuis 1986 sont à signaler que ce n'est qu'à partir de 1988 que les enfants uniques ont également droit à l'allocation de rentrée scolaire et que la limite d'âge pour le bénéfice des allocations familiales des étudiants a été relevée de 25 à 27 ans accomplis à partir du 1er janvier 1991.

Le système de financement des prestations familiales a aussi subi certaines modifications. Depuis toujours, les prestations uniques (allocations de naissance et de maternité) ainsi que les frais d'administration sont entièrement à charge de l'Etat. A partir du 1er janvier 1986, les autres prestations sont financées pour moitié par des cotisations et pour moitié par une contribution de l'Etat. Une réserve doit prévenir les difficultés passagères de trésorerie. Le taux de cotisation est fixé de façon à ce que la réserve en fin d'année corresponde toujours à un montant se situant entre 20 et 50% des prestations à financer. Le taux limite supérieur a été relevé à 65% pour les exercices 1988 à 1991; le taux de cotisation a dû être réduit à partir du 1er janvier 1990. Le relèvement important des montants de l'allocation de rentrée scolaire en 1992 ainsi que des allocations familiales normales et de l'allocation d'éducation en 1993 a rendu nécessaire une intervention supplémentaire de l'Etat: depuis 1992, l'allocation de rentrée scolaire, et depuis le 1er juillet 1993, l'allocation d'éducation est à charge du budget de l'Etat.

En outre, en vertu de la loi du 17 juin 1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises, l'Etat a pris à sa charge les cotisations dues pour les salariés des entreprises du secteur privé pour la période postérieure au 1er juillet 1994 ainsi que celles dues par les non-salariés agriculteurs ou viticulteurs à raison de la moitié pour l'exercice 1994 et de la totalité à partir de 1995. Toutefois, cette modification législative est restée sans effet au niveau de l'équilibre financier de la caisse puisqu'elle n'a opéré qu'un transfert de la charge des cotisations sans toucher au calcul de ces cotisations.

Le règlement grand-ducal du 30 septembre 1994 portant fixation des cotisations à verser à la caisse nationale des prestations familiales par les personnes exerçant une profession agricole ou viticole a adapté la réglementation à la nouvelle situation légale créée par la loi du 27 juillet 1992 portant réforme de l'assurance maladie et du secteur de la santé. A partir du 1er janvier 1994, les cotisations sont fixées à 0,6% du revenu professionnel de l'exploitation agricole déterminé conformément à la législation relative à l'assurance maladie. Toutefois, aucune cotisation n'est due si les revenus annuels ne dépassent pas 1 398,12 EUR au nombre indice 100 du coût de la vie. Le règlement a en outre introduit un plafond cotisable annuel égal au quintuple du salaire social minimum.

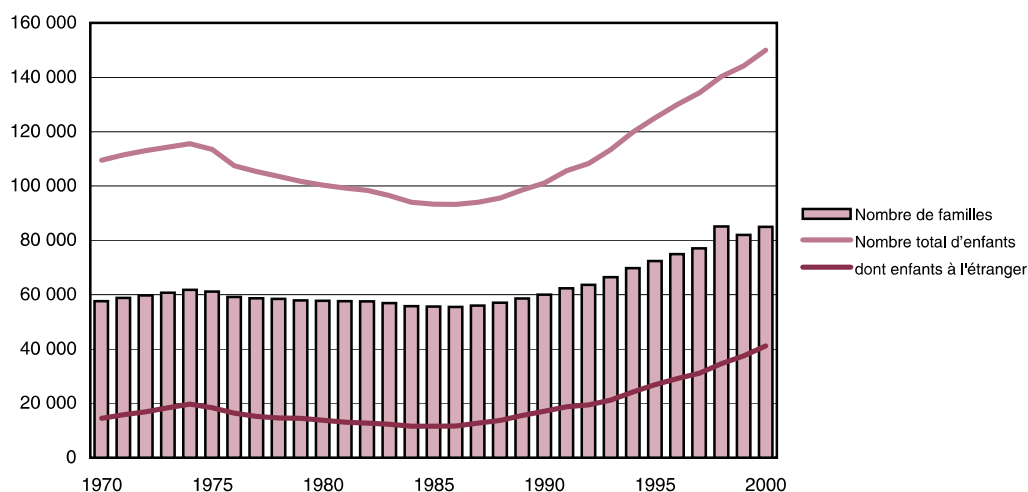
En 1995, la loi du 31 juillet a conformé la législation en matière d'allocation de naissance et d'allocation de maternité à la jurisprudence de la cour de justice européenne en remplaçant la condition de durée de résidence par une condition de résidence.

La loi budgétaire de 1996 a modifié le système de financement des prestations familiales en deux points. D'une part l'Etat met à la disposition de la caisse nationale des prestations familiales pour l'exercice 1995 un fonds de roulement. D'autre part à partir de l'exercice 1996 l'Etat prend à charge l'excédent des dépenses sur les recettes de la caisse nationale des prestations familiales. En même temps, la limite supérieure de la réserve est ramenée à 15% du montant annuel des allocations familiales de l'année concernée.

Finalement la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 a transféré la charge des cotisations dues par les non-salariés à l'Etat. Cette disposition entre en vigueur au 1er janvier 1999.

2. Situation démographique

Graphique 1. - Evolution du nombre des enfants bénéficiaires et des familles attributaires (au 31 décembre de chaque exercice)



Au cours des trois dernières décennies, l'évolution du nombre des bénéficiaires d'allocations familiales a connu trois phases successives de hausse et de baisse.

Après une période de croissance, les années 1975 à 1986 étaient marquées par une régression systématique du nombre des enfants bénéficiaires, du nombre des familles attributaires et de la taille des groupes familiaux.

Cette diminution résultait, d'une part, de la baisse du nombre des naissances à partir du milieu des années soixante à un niveau sans précédent historique. Ainsi, l'indicateur conjoncturel de fécondité (descendance finale dans une génération fictive qui aurait à chaque âge successif la fécondité empruntée à chacune des 35 générations de 15 à 49 ans réelles observées au cours d'une année donnée) est passé de 2,3 au début des années soixante à 1,5 en 1975 et s'est pratiquement stabilisé à ce niveau; le taux brut de natalité (nombre annuel de naissances pour 1 000 habitants) est descendu de 16 pour 1000 aux alentours de 12 pour 1000. Au cours des dernières années, ces deux indicateurs se sont cependant légèrement redressés pour atteindre en 2000 respectivement 1,78 et 13,1. (Source: STATEC, 2000)

D'autre part, la stagnation relative de l'emploi intérieur suite à la crise économique du milieu des années soixante-dix a été accompagnée d'une diminution du solde migratoire de la population. Cette diminution s'est traduite par une nette réduction du nombre des allocations familiales transférées à l'étranger. Ainsi, le nombre d'enfants bénéficiaires résidant à l'étranger est passé de 19 734 en 1974 à 11 498 en 1985.

Depuis 1987, tant le nombre des enfants bénéficiaires que celui des familles attributaires augmente de nouveau. Ce renversement de tendance est le résultat d'une croissance sensible de l'emploi intérieur à partir de 1985 qui s'est traduite par une forte augmentation du nombre de frontaliers travaillant au Luxembourg et par un solde migratoire largement positif. Ainsi, le nombre des enfants bénéficiaires résidant à l'étranger s'est accru en moyenne de 9,2% par an entre 1990 et 2000,

pour atteindre 41 128 enfants au 31 décembre 2000. Entre 1999 et 2000, ce nombre a augmenté de 3 714 unités ou 9,9%. Cette augmentation suit l'évolution de l'emploi telle qu'elle est décrite au chapitre EMPLOI de la présente publication. Le nombre de bénéficiaires résidant au Luxembourg a augmenté de 2 151 enfants pour atteindre 108 910 unités, ce qui équivaut à une augmentation de 2,0%.

A noter que les statistiques ne tiennent pas compte des bénéficiaires d'allocations différentielles résidant à l'étranger. Ces allocations sont dues en vertu de la réglementation communautaire dans le cas où l'enfant d'un frontalier travaillant au Grand-Duché a droit aux allocations familiales dans le pays d'origine au titre d'une activité professionnelle. Le Luxembourg paie dans ces cas la différence entre le montant luxembourgeois et le montant étranger si ce dernier est moins élevé.

Tableau 1. - Evolution du nombre des enfants bénéficiaires (Situation au 31 décembre*)

Prestations	1999	2000	Var. 99-00
Allocations familiales normales	144 173	150 038	+4,07%
Majorations d'âge	98 435	106 357	+8,05%
Allocations spéciales supplémentaires	1 320	1 495	+13,26%
Allocations de rentrée scolaire*	97 231	105 126	+8,12%
Allocations d'éducation	9 824	9 408	-4,23%
Indemnité pour congé parental	-	2 011	-

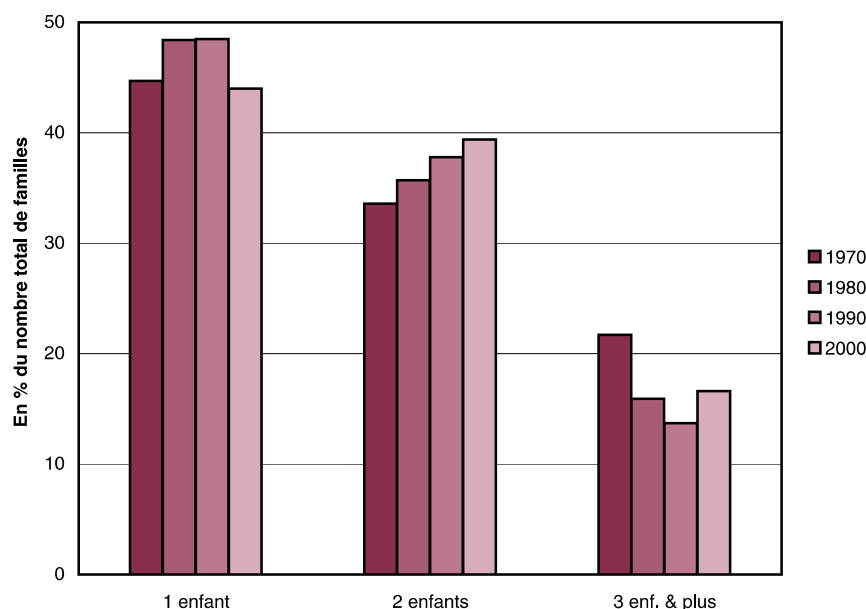
* Situation au 31 août pour les allocations de rentrée scolaire

En décembre 2000, la caisse nationale des prestations familiales a payé des allocations familiales à un total de 150 038 enfants allocataires issus de 84 902 familles attributaires, ce qui équivaut respectivement à un accroissement du nombre des enfants de 5 865, soit de 4,1% et du nombre des familles de 2 944, soit de 3,6% par rapport à l'année antérieure.

La taille des groupes familiaux, qui atteignait encore 1,9 enfants bénéficiaires par famille en 1970, a diminué de façon régulière pour descendre aux alentours de 1,7 enfants jusqu'au début des années 90. Depuis une légère augmentation se fait sentir de sorte qu'en 2000 on compte de nouveau 1,77 enfants bénéficiaires par famille.

La diminution était essentiellement due à la régression de la proportion des familles avec trois enfants et plus, proportion qui est passée de 21,7% en 1970 à un minimum de 13,3% en 1986. Depuis lors, cette proportion s'est de nouveau légèrement renforcée pour atteindre 16,6% en 2000, contre 16,3% en 1999 et 16,0% en 1998.

Graphique 2. - Répartition des familles attributaires selon le nombre des enfants



L'allocation d'éducation a connu en 2000 une considérable augmentation en raison de son exportation à partir du 01.03.1999 passant de 8 954 bénéficiaires en 1999 à 9 408 en 2000. Le nombre de bénéficiaires de l'indemnité pour congé parental est en augmentation depuis sa création au 01.01.1999. En fin de l'année 2000, 2 011 travailleurs bénéficient de cette prestation contre 1433 en 1999.

L'évolution du nombre des bénéficiaires d'allocations de naissance suit le mouvement des naissances, mais en raison des conditions relatives aux visites médicales, le nombre des allocations diffère légèrement du nombre des naissances. Pour 5 723 naissances enregistrées par le STATEC en 2000, la caisse a liquidé 5 496 allocations prénatales, 5 390 allocations de naissance proprement dites et 5 136 allocations postnatales.

Enfin, 1 927 allocations de maternité ont été liquidées en 2000, chiffre en régression vu l'augmentation continue du taux d'emploi féminin.

3. Situation financière

1. Dépenses courantes

L'évolution des dépenses courantes dépend exclusivement de l'évolution des prestations. La progression du montant total des prestations est fonction de l'évolution du niveau de ces prestations et du nombre de bénéficiaires.

L'analyse du développement des dépenses montre que, sauf pour les années qui ont vu l'application de modifications de la législation, les taux de variation des dépenses exprimés au nombre indice 100 de l'échelle mobile des salaires ont été faibles, voire même négatifs.

La période de 1965 à 1980 est caractérisée par la création de nouvelles prestations ainsi que par des améliorations des prestations. Ces mesures se sont traduites par une importante progression des dépenses: ainsi, le taux moyen annuel de croissance des dépenses globales exprimé au nombre indice 100 du coût de la vie atteint 3,6% pour la période de 1965 à 1980.

En 1975 s'est produit un renversement de tendance dans l'évolution du nombre des enfants bénéficiaires d'allocations familiales: le nouveau mouvement à la baisse va durer jusqu'en 1986. Comme en plus, aucune nouvelle prestation n'a été introduite entre 1981 et 1985 et qu'une seule amélioration des montants de base des allocations familiales normales a eu lieu en avril 1982, le taux moyen annuel de croissance des dépenses exprimé au nombre indice 100 a fortement diminué et n'atteint plus que 0,2% au cours de la première moitié des années quatre-vingt.

La forte croissance enregistrée en 1986 est le résultat de l'introduction de l'allocation de rentrée scolaire et de l'augmentation de certains montants de base des allocations familiales normales. La hausse de 1987 reflète le renversement de tendance dans l'évolution du nombre des enfants bénéficiaires, nombre qui a augmenté à nouveau. L'amplification de l'augmentation du nombre des bénéficiaires ainsi que l'extension du bénéfice de l'allocation de rentrée scolaire aux familles avec un enfant et la revalorisation des montants de cette allocation expliquent la croissance de 1988.

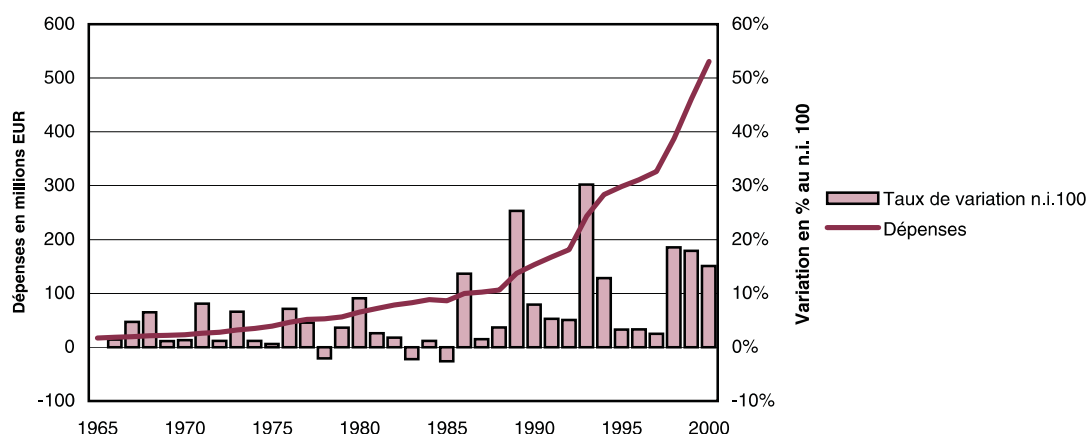
La progression exceptionnelle des dépenses courantes de plus d'un quart, relevée en 1989, est essentiellement due aux mesures législatives entrées en vigueur en 1989, à savoir la création d'une allocation d'éducation et la hausse des montants des majorations d'âge. S'y ajoutent les effets de la croissance du nombre des enfants bénéficiaires et de l'extension du bénéfice des prestations luxembourgeoises aux ressortissants portugais et espagnols travaillant au Grand-Duché en faveur de leurs enfants résidant dans leur pays d'origine.

L'augmentation des dépenses au début de la décennie actuelle est principalement imputable à la croissance continue du nombre des bénéficiaires des allocations familiales et de naissance. En 1992, s'y sont ajoutés le relèvement des montants de l'allocation de rentrée scolaire et l'extension de l'allocation d'éducation de deux années pour certains bénéficiaires.

L'augmentation élevée des dépenses en 1993 est due essentiellement au relèvement des montants de base des allocations familiales normales.

Les dépenses courantes s'élèvent en 2000 à 531,22 millions EUR, contre 461,58 millions EUR en 1999. Les frais d'administration ne représentant que 1,3% du total, les prestations constituent donc la presque totalité des dépenses courantes.

Graphique 3. - Evolution des dépenses courantes



1.1. Frais d'administration

En 2000 les frais d'administration se situent à 7,12 millions EUR par rapport à 6,51 millions EUR en 1999. La part des frais de personnel représente 59,3% du montant total des frais d'administration.

1.2. Prestations

En 2000, le montant total des prestations payées par la caisse nationale des prestations familiales atteint 522,15 millions EUR contre 453,65 millions une année plus tôt (+15,1%). Cette augmentation considérable des prestations en 2000 reflète l'accroissement du nombre des bénéficiaires, surtout de l'indemnité pour congé parental qui est toujours en hausse avant d'atteindre son rythme de croisière.

Tableau 2. - Evolution des dépenses courantes (en milliers EUR)

Dépenses	1999	2000	Var. au n.i. 100	Var. du nombre des enf. bénéf.
Frais d'administration	6 507,93	7 124,42	6,6%	
Prestations	453 648,67	522 145,77	12,1%	
Allocations familiales				
Allocations familiales normales	315 316,42	345 013,44	6,5%	4,0%
Majorations d'âge	40 795,13	44 428,98	6,0%	4,2%
Allocations spéciales supplémentaires	2 649,27	3 003,28	10,4%	6,0%
Allocations de rentrée scolaire	22 459,06	24 575,71	6,8%	4,5%
Allocations d'éducation	48 133,06	62 444,94	26,3%	5,1%
Indemnité pour congé parental	11 614,70	29 527,64	147,5%	40,3%
Prestations de naissance	7 638,83	8 057,83	2,7%	2,7%**)
Allocations de maternité	5 042,20	5 093,97	-1,6%	-2,0%
Prêts aux jeunes époux	0,00	0,00	-	-
Dépenses diverses *)	1 420,57	1 952,76	33,8%	
Total des dépenses courantes	461 577,18	531 222,97	12,1%	

*) Décharges, restitutions et extournes de cotisations et frais de gestion du patrimoine

**) Moyenne des trois tranches

1.2.1. Allocations familiales, allocations de rentrée scolaire et allocations d'éducation

Le montant total des allocations familiales qui restent financées par les cotisations, c'est-à-dire le total des allocations familiales proprement dites, des majorations d'âge et des allocations spéciales supplémentaires, a augmenté de 33,38 millions EUR pour atteindre 392,45 millions EUR.

Les allocations de rentrée scolaire suivent le même mouvement, avec une progression de 2,12 millions EUR.

La dépense moyenne annuelle par enfant ressent une hausse légère. De 11 732,81 EUR en 1999 elle passe à 12 620,98 en 2000, soit une augmentation de 4,7 % au nombre indice 100 du coût de la vie. Il en est de même pour la dépense moyenne annuelle par famille qui a atteint 22 387,45 EUR en 2000 (+5,5% au n.i. 100 par rapport à 1999).

1.2.2. Allocations de naissance et de maternité

L'évolution du niveau réel des prestations de naissance reflète en principe assez bien celle du nombre des naissances. Cependant le montant total des prestations de naissance passe de 7 638,38 milliers EUR en 1999 à 8 057,83 milliers EUR en 2000, soit une augmentation de 2,7% au nombre indice 100, par rapport au nombre de naissances qui passe de 5 582 en 1999 à 5 723 en 2000 (Source: STATEC).

1.2.3. Prestations transférées à l'étranger

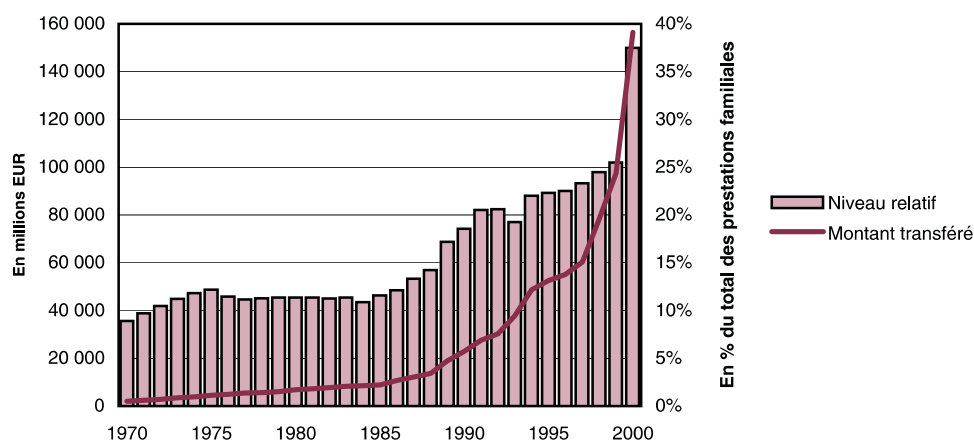
En 2000, les allocations familiales transférées à l'étranger, c'est-à-dire les prestations payées en faveur des travailleurs migrants et des travailleurs frontaliers pour des enfants résidant à l'étranger, ont atteint 156,48 millions EUR ou 37,5% du montant total des allocations familiales. Il s'agit d'une progression de 60,7% par rapport à 1999 due à l'exportabilité de l'allocation d'éducation depuis mars 1999. Le nombre des enfants bénéficiaires résidant à l'étranger a enregistré une croissance de 9,9% (7,9 % en 1999).

Tableau 3. - Evolution des allocations familiales transférées à l'étranger (nombres au 31 décembre sans allocations différentielles) (montants en millions EUR)

Année	Nombre d'enfants			Montants payés		
	Total	dont à l'étranger		Total	dont à l'étranger	
1984	94 004	11 570	12,3%	78,49	8,54	10,9%
1985	93 365	11 498	12,3%	76,50	8,88	11,6%
1986	93 233	11 653	12,5%	88,22	10,71	12,1%
1987	93 993	12 672	13,5%	91,38	12,17	13,3%
1988	95 597	13 629	14,3%	95,54	13,62	14,3%
1989	98 544	15 596	15,8%	110,14	18,91	17,2%
1990	101 116	17 041	16,9%	123,14	22,87	18,6%
1991	105 589	18 688	17,7%	134,45	27,63	20,6%
1992	108 290	19 432	17,9%	146,85	30,25	20,6%
1993	113 341	21 232	18,7%	196,48	37,82	19,2%
1994	119 774	24 181	20,2%	221,81	48,84	22,0%
1995	125 006	26 884	21,5%	235,06	52,48	22,3%
1996	129 912	29 089	22,4%	244,89	55,03	22,5%
1997	134 295	31 107	23,2%	258,77	60,24	23,3%
1998	140 313	34 666	24,7%	318,03	78,03	24,5%
1999	144 173	37 414	26,0%	381,22	97,38	25,5%
2000	150 038	41 128	27,4%	417,02	156,48	37,5%

Les transferts à l'étranger dépendent fortement de la conjoncture économique: les périodes de forte croissance des transferts à l'étranger correspondent en effet aux périodes avec un embauchage important de main-d'oeuvre étrangère, qui entraîne la prise en charge de nouveaux enfants bénéficiaires résidant à l'étranger. Au cours de la décennie 1975 - 1985, la part relative des transferts est restée stable en raison d'une diminution parallèle du nombre des enfants bénéficiaires vivant au Grand-Duché. Aux effets de la forte reprise de la conjoncture économique à partir du milieu des années quatre-vingt, est venue s'ajouter l'assimilation à partir du 1er janvier 1989 des enfants bénéficiaires résidant au Portugal et en Espagne aux autres ressortissants de la Communauté Européenne. Au lieu d'un montant forfaitaire, les travailleurs portugais et espagnols occupés au Luxembourg touchent désormais les allocations familiales luxembourgeoises pour leurs enfants restés dans leur pays d'origine. C'est ce changement qui explique une progression des sommes transférées à l'étranger plus rapide que celle du nombre des enfants bénéficiaires vivant à l'étranger au cours des exercices 1989, 1990 et 1991. Rappelons que les allocations différentielles ne sont pas comprises dans les transferts à l'étranger.

Graphique 4. - Allocations transférées à l'étranger



Jusqu'à présent, uniquement les prestations familiales normales ainsi que l'allocation de rentrée scolaire étaient transférées à l'étranger. Avec l'instauration d'un congé parental au 1er janvier 1999, qui lui est exportable, l'allocation d'éducation est également transférée à l'étranger à partir de cette date. C'est ce changement qui est à l'origine de la différence entre le taux d'accroissement très fort des montants exportés et celui du nombre de bénéficiaires.

La comparaison des dépenses courantes avec le produit intérieur brut (PIB) permet d'évaluer le poids des prestations familiales dans l'économie nationale. Entre 1965 et 1998, le poids des dépenses courantes a oscillé entre 1,4% et 2,3% du PIB. En 2000 les dépenses en prestations familiales atteignent 2,6% de ce même PIB. (Source: STATEC, note de conjoncture).

2. Recettes courantes

En 2000, les recettes en cotisations représentent 33,2%, la participation de tiers en dehors des cotisations s'élève à 66,7% et les revenus divers se chiffrent à 0,1% du total des recettes courantes.

Tableau 4. - Evolution des recettes courantes (en milliers EUR)

Recettes	1999	2000	Var. au n.i.100
Cotisations	123 381,03	135 789,01	8,9%
dont			
à charge des employeurs	27 145,40	29 874,86	8,9%
à charge de l'Etat	96 235,63	105 914,15	8,9%
Contributions de l'Etat	224 651,73	272 643,53	20,1%
Revenus de la fortune et divers	760,77	492,01	-36,0%
Total des recettes courantes	348 793,53	408 924,55	16,0%

2.1. Cotisations

Le montant total des cotisations atteint 135 789,01 milliers EUR en 2000. Le total au nombre indice 100 a enregistré une augmentation de 8,9 % par rapport à 1999.

Tableau 5. - Evolution des cotisations et de la masse salariale cotisable (montants au n.i. 100 en milliers EUR)

		1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Ouvriers	Cotisations	5 849,20	5 942,45	6 042,56	6 130,54	6 297,39	6 545,80	6 824,03	7 204,63
	Var. en %	+1,9	+1,6	+1,7	+1,5	+2,7	+3,9	+4,3	+5,6
	Taux de cotisation	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%
	Masse salariale	344 113,24	349 609,01	355 476,84	360 687,56	370 471,91	385 050,53	401 738,73	424 237,54
	Var. en %	+1,9	+1,6	+1,7	+1,5	+2,7	+3,9	+4,3	+5,6
Employés	Cotisations	10 584,05	11 074,58	11 654,65	12 043,88	12 871,85	13 750,78	14 862,07	16 118,02
	Var. en %	+5,7	+4,7	+5,2	+3,3	+6,9	+6,5	+8,1	+8,5
	Taux de cotisation	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%
	Masse salariale	622 643,01	651 751,74	685 606,56	708 524,31	757 557,65	808 928,63	874 454,32	948 760,41
	Var. en %	+5,7	+4,7	+5,2	+3,3	+6,9	+6,8	+8,1	+8,5

Tableau 6. - Evolution des cotisations à partir de 1995 (montants en milliers EUR)

Cotisations	1995	1996	1997	1998	1999	2000	Variation 99/00 au n.i. 100
Salariés	93 961,6	97 285,8	104 963,1	111 361,2	120 220,9	132 799,0	6,4%
dont							
- à charge des employeurs	22 310,4	23 743,2	24 933,1	26 323,8	27 144,3	29 873,6	6,0%
- à charge de l'Etat	71 651,1	73 542,6	80 029,9	85 037,4	93 076,6	102 925,4	6,6%
Agriculteurs et viticulteurs *)	203,3	238,0	223,1	247,9	275,8	272,7	-4,7%
Autres non-salariés **)	3 078,8	3 411,0	2 969,8	4 070,4	2 883,7	2 716,9	-9,2%
TOTAL	97 243,7	100 934,8	108 155,9	115 679,5	123 380,5	135 788,6	6,0%

*) entièrement à charge de l'Etat à partir du 1.7.1994

**) entièrement à charge de l'Etat à partir du 1.1.1999

L'évolution du volume des cotisations va de pair avec celle de la masse des revenus cotisables, le taux de cotisation étant resté inchangé.

D'une part, la masse des salaires cotisables a connu une croissance continue au cours des dernières années: sa variation au nombre indice 100 de l'échelle mobile des salaires atteint 7,6% en 2000 contre 6,9% en 1999, alors qu'en moyenne cette masse a évolué d'environ 5,8% par an entre 1986 et 2000. Cette évolution est due à la progression du nombre des assurés cotisants, à la croissance du niveau des revenus moyens (Cf. aussi les données démographiques et financières de l'assurance pension) ainsi qu'à une augmentation du plafond cotisable suite aux différents relèvements du niveau du salaire social minimum de référence et du plafond cotisable lui-même du quadruple au quintuple du salaire social minimum de référence au 1er janvier 1992.

D'autre part, la variation des cotisations des salariés est due en partie au mouvement des taux de cotisations. Ainsi, de 1986 à 1989, un taux de cotisation uniforme de 1,8% était applicable à tous les salariés, à l'exception toutefois d'un taux réduit de respectivement 1,50% et 1,65% applicable respectivement en 1986 et 1987 aux employés et fonctionnaires ne relevant ni de l'Etat, ni des CFL. Au 1er janvier 1990, le taux de cotisation uniforme applicable à tous les employeurs a été réduit à 1,7%.

En outre il faut relever que le délai de clôture de la comptabilité de la caisse, avancé d'un mois depuis l'exercice 1996, a empêché l'intégration du calcul du plafond cotisable dans les comptes cotisations de l'exercice courant.

Cette moins value de 1,25 millions EUR a empêché une comparabilité exacte des cotisations comptabilisées pour les exercices 1995, 1996 et 1997. La comparabilité est cependant rétablie à partir de l'exercice 1998.

2.2. Participation de l'Etat

La "participation de l'Etat dans les prestations", c'est-à-dire la participation de l'Etat au financement des allocations familiales, qui est la contrepartie des cotisations des exercices 1986 et suivants ainsi que des décharges et extournes sur cotisations des non-salariés des exercices antérieurs, atteint 135,79 millions EUR en 2000.

La participation de l'Etat dans les prestations est en progression de 10,1% au nombre indice 100 par rapport à 1999. La participation nette de l'Etat qui est de 135 346 871,55 EUR s'obtient en retranchant du montant brut les décharges et extournes de cotisations à rembourser à l'Etat.

L'analyse des recettes courantes depuis 1965 montre que l'intervention des pouvoirs publics dans le financement des prestations familiales est devenue de plus en plus importante. De moins de 30% en 1965 elle est passée à 48% des recettes en 1985 pour atteindre 56% en 1992 avec la participation de l'Etat dans les frais d'administration et les prestations. Entre 1994 et 1999 elle s'est stabilisée autour de 64%. pour augmenter à 66,7% en 2000. De façon parallèle, le poids des cotisations est tombé de 70% à 33,2% des recettes, tandis que les revenus de la fortune et les recettes diverses ne représentent plus qu'une part marginale de 0,12%.

Tableau 7. - Evolution de la participation de l'Etat dans le financement des prestations familiales (montants en EUR)

	1998	1999	2000
Au niveau des prestations:			
Participation brute dans le financement des prestations	115 680 189,37	123 380 764,75	135 789 004,98
- décharges sur cotisations irrécouvrables	-118 216,63	-88 551,06	-19 093,16
- extournes de cotisations indues	-37 710,58	-373 096,44	-423 040,27
Participation nette dans le financement des prestations	115 524 262,16	122 919 117,25	135 346 871,55
Prise en charge des:			
Allocations de rentrée scolaire	21 276 781,42	22 490 325,21	24 619 447,49
Allocations d'éducation	49 728 843,82	48 139 249,90	62 463 912,97
Allocations de naissance	7 855 480,63	7 639 314,65	8 057 834,92
Allocations de maternité	5 331 576,65	5 045 270,71	5 093 966,89
Indemnités pour le congé parental	-	-	3 301 971,60
Remboursement de prêts	619,73	0,00	0,00
Frais d'administration	5 684 334,15	6 341 108,98	7 085 801,50
Total (I)	205 401 898,57	212 574 386,70	245 969 806,92
Au niveau des cotisations:			
Cotisations à charge de l'Etat (II)	85 285 107,20	96 117 251,26	105 831 416,34
Participation nette de l'Etat (I+II)	290 687 005,77	308 691 637,96	351 801 223,26
Recettes courantes de la caisse	321 794 540,27	348 792 527,00	408 924 547,93
Participation nette en % des recettes courantes	90,33%	88,50%	86,03%
Au niveau de la réserve:			
Participation Etat - déficit	65 695 810,75	112 784 647,78	122 298 413,98
Total (III)	65 695 810,75	112 784 647,78	122 298 413,98
Participation totale de l'Etat (I+II+III)	356 382 816,52	421 476 285,74	474 099 637,24

Outre sa participation au financement des allocations familiales par l'intermédiaire de la prise en charge de la moitié des cotisations dues, l'Etat prend à sa charge les allocations de rentrée scolaire (24,62 millions EUR), les allocations d'éducation (62,46 millions EUR), les prestations de naissance et de maternité (respectivement 8,06 et 5,09 millions EUR) et les frais d'administration de l'organisme (7,09 millions EUR).

L'indemnité pour congé parental est à charge de l'Etat pour autant que les recettes du fonds pour l'emploi ne suffisent pas. En 2000 le fonds prend en charge 26,23 millions EUR, le solde, à savoir 3,30 millions étant à charge de l'Etat.

Avant 1986, l'Etat intervenait uniquement au niveau des prestations: non seulement la croissance des prestations a été plus rapide que celle des cotisations jusqu'en 1980, mais l'Etat prenait à sa charge toute amélioration des prestations existantes de même que toute nouvelle prestation et enfin, il assurait l'équilibre financier du régime des non-salariés. En outre la loi du 19 juin 1985 a réorienté le financement: le taux de cotisation moyen a diminué, la contribution de l'Etat a été fixée au même montant que celui des cotisations et en plus, les frais d'administration ainsi que les prestations de naissance sont restés entièrement à charge de l'Etat. Enfin, le relèvement massif du niveau des prestations en 1992 et 1993 a nécessité la création de nouvelles ressources. Ainsi, l'Etat a repris à sa charge le financement de l'allocation de rentrée scolaire à partir de 1992 et de l'allocation d'éducation à partir du 1er juillet 1993.

L'évolution de la contribution de l'Etat dépend donc à la fois de l'évolution des prestations et de celle des cotisations dont la contrepartie entre dans la contribution de l'Etat pour environ deux tiers.

Rappelons qu'à partir du 1er juillet 1994, l'Etat prend à sa charge les cotisations dues par les employeurs du secteur privé et par les non-salariés du secteur agricole et viticole et à partir du 1.1.1999 les cotisations dues par les autres

travailleurs indépendants. Cette dépense qui avait atteint 96,12 millions EUR en 1999 se chiffre à 105,83 millions EUR en 2000, de sorte que la participation de l'Etat au financement de la caisse nationale des prestations familiales, qui avait affiché au total 308,69 millions EUR en 1999, monte en 2000 à 351,80 millions EUR, ce qui équivaut à 86,03% des recettes courantes en 2000 contre 88,50% en 1999.

2.3. Revenus de la fortune

La chute de 37,07% des revenus de la fortune qui se chiffrent à 0,49 millions EUR en 2000 contre 0,76 millions en 1999 s'explique par une diminution sensible du montant placé, qui a atteint 106,59 millions EUR durant l'exercice 2000 contre 271,94 millions EUR en 1999. Cependant la part de 0,12% des produits financiers dans le total des recettes courantes reste toujours insignifiante.

Tableau 8. - Evolution de la réserve et du rendement de la réserve (montants en EUR)

Année	Revenus nets de la fortune	Réserve en fin d'exercice	Taux de rendement moyen
1985	-	40 960 057,41	-
1986	2 275 674,70	46 437 950,04	5,3%
1987	2 547 783,96	57 028 982,55	5,0%
1988	3 468 912,54	75 295 330,38	5,4%
1989	5 314 318,45	76 984 642,97	7,2%
1990	5 555 183,40	69 109 322,80	7,9%
1991	4 851 921,65	62 273 060,54	7,7%
1992	4 521 330,62	71 575 946,87	7,0%
1993	3 714 467,39	52 943 468,67	6,1%
1994	1 562 951,54	31 662 745,20	3,8%
1995	1 079 136,41	20 321 059,72	4,2%
1996	353 510,97	20 321 059,72	1,8%
1997	558 585,87	20 321 059,72	2,8%
1998	540 236,71	20 321 059,72	2,7%
1999	735 381,12	20 321 059,72	3,7%
2000	433 579,26	20 321 059,72	2,2%

La relation entre le revenu net de la fortune (produits financiers et intérêts de retard sur cotisations, diminués des frais de gestion de la fortune) et l'évolution de la réserve est représentée de façon générale par le taux de rendement moyen de la fortune.

Or on doit constater qu'à partir de la fin de l'année 1994, l'affaissement de la trésorerie de la caisse a rendu difficile le placement de fonds. Bien que les problèmes de trésorerie apparus en 1995 aient été provisoirement résolus par la loi budgétaire de 1996 qui a mis à la disposition de la caisse un fonds de roulement de 10,91 millions EUR et qui dispose que l'excédent des dépenses sur les recettes de la caisse soit pris en charge par l'Etat à partir de l'exercice 1996, les liquidités ainsi dégagées servent aux paiements mensuels des prestations et ne peuvent être placées par la caisse que pour des durées n'excédant pas un mois. Le taux de rendement moyen minime depuis 1996 indiqué au tableau 8 ci-haut est à mettre en rapport avec cette situation spécifique.

3. Opérations sur réserve

C'est le solde entre recettes courantes et dépenses courantes qui alimente ou diminue la réserve. En 1990, la limitation de la progression des recettes en cotisations - et partant de la participation de l'Etat - par l'abaissement du taux de cotisation applicable aux salariés, face à une croissance des dépenses en prestations, a fait que, pour la première fois depuis la réforme de 1985, les dépenses ont dépassé les recettes. Même si le déficit s'est réduit en 1991 suite à une croissance des recettes dépassant celle des dépenses, la caisse a de nouveau dû équilibrer ses comptes par un prélèvement à la réserve.

L'alternance entre prélèvements et dotations à la réserve doit être considérée dans une optique pluriannuelle. En 1992, le Gouvernement s'était mis d'accord sur un certain nombre de mesures d'accompagnement de la réforme fiscale ("paquet social"):

- dès le mois d'août 1992, les montants de base de l'allocation de rentrée scolaire augmentent de près de la moitié;
- le mois suivant, l'allocation d'éducation est étendue à quatre ans pour certaines familles;
- au 1er janvier 1993, les montants de base des allocations familiales sont augmentés de façon parallèle à une réduction de la modération d'impôt pour enfant;
- à la même date, le montant de l'allocation de maternité augmente de moitié;
- à partir du 1er juillet 1993 enfin, une demi-allocation d'éducation est payée en cas de travail à temps partiel et le montant de l'allocation augmente de moitié.

Pour financer ces mesures, l'Etat a pris en charge l'allocation de rentrée scolaire à partir du 1^{er} août 1992, l'allocation d'éducation à partir du 1^{er} juillet 1993.

Suite à la reprise par l'Etat de la charge de l'allocation de rentrée scolaire, les recettes courantes ont dépassé de façon passagère les dépenses courantes en 1992. L'augmentation massive des dépenses pour prestations en 1993 et 1994 n'a pu être compensée par la prise en charge depuis le milieu de l'année 1993 de l'allocation d'éducation de sorte que des prélèvements à la réserve de respectivement 18,63; 21,28 et 22,25 millions EUR ont été rendus nécessaires pour équilibrer les comptes. Ainsi la réserve au 31 décembre 1995 n'a atteint plus que 20,32 millions EUR, niveau maintenu jusqu'à ce jour.

Les problèmes de trésorerie reliés à l'affaissement de la réserve ont amené l'Etat à mettre à la disposition de la caisse par la loi budgétaire de 1996, un fonds de roulement de 10,91 millions EUR, de sorte que les capitaux permanents de la caisse atteignent 20,32 millions LUF au 31 décembre 1995.

Cette loi budgétaire a également introduit la prise en charge par l'Etat de l'excédent des dépenses sur les recettes de la caisse à partir de l'exercice 1996. Sans dotations au fonds de roulement de 1996 à 1999 le montant de la réserve est resté inchangé jusqu'au 31.12.1999.

4. Analyse du bilan

Le prélèvement à la réserve de 22,25 millions EUR en 1995 avait réduit la réserve à 9,41 millions EUR.

A côté du fonds de roulement de 10,91 millions d'EUR mis à la disposition par l'Etat, la caisse était obligée en 1995 d'emprunter 10,41 millions d'EUR auprès du CCSS pour pallier aux problèmes de trésorerie, poste créditeur qui a pu être épuré en 1996.

Etant donné que le fonds de roulement de 10,91 millions EUR persiste et que l'Etat prend en charge le déficit de la caisse, un paiement d'avances a été convenu à partir de l'exercice 1996. Ce paiement de 122,61 millions EUR en 1999 se chiffre à 122,88 millions EUR pour l'année 2000 face à un déficit de 122,30 millions EUR pour 2000.

5. Conclusion

La prime de répartition pure, c'est-à-dire le rapport entre prestations familiales à financer par la caisse et masse salariale cotisable, permet l'analyse de l'équilibre financier de la caisse. En 2000 comme en 1999, cette prime s'élève à 4,72%. En tenant compte du fait que la contribution de l'Etat est identique aux recettes en cotisations, le taux de cotisation moyen nécessaire pour couvrir les dépenses en prestations aurait été de 2,36%, compte non tenu des revenus de la fortune sur les réserves placées de la caisse, insignifiants dans ce contexte.

Comme le taux de cotisation moyen effectif de 1,75 % en 2000 a été largement inférieur à ce taux théorique, les comptes ont été clôturés avec une plus-value importante des dépenses sur les recettes. Pour l'exercice 2000, la caisse a accusé un déficit de 531 222 961,91 EUR.

Section 1 - Données démographiques

1. Allocations familiales

Tableau 1. 1. - Evolution du nombre des familles et des enfants bénéficiaires depuis 1965
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

Année	Familles attributaires		Enfants bénéficiaires		Nombre moyen d'enfants bénéficiaires par famille
	Nombre	1965 = Base 100	Nombre	1965 = Base 100	
	Ouvriers				
1965	31 428	100,0	60 082	100,0	1,91
1970	31 933	101,6	61 829	102,9	1,94
1975	34 454	109,6	65 513	109,0	1,90
1980	31 411	99,9	55 527	92,4	1,77
1985	28 082	89,4	47 731	79,4	1,70
1990	30 878	98,2	52 184	86,9	1,69
1995	37 157	118,2	64 088	106,7	1,72
1996	38 282	121,8	66 387	110,5	1,73
	Employés et fonctionnaires				
1965	15 052	100,0	26 225	100,0	1,74
1970	16 767	111,4	29 581	112,8	1,76
1975	18 902	125,6	32 727	124,8	1,73
1980	19 512	129,6	32 243	122,9	1,65
1985	20 803	138,2	33 958	129,5	1,63
1990	22 450	149,1	37 504	143,0	1,67
1995	27 651	183,7	47 545	181,3	1,72
1996	28 888	191,9	49 814	189,9	1,72
	Non-salariés				
1965	9 153	100,0	17 911	100,0	1,96
1970	8 928	97,5	17 992	100,5	2,02
1975	7 802	85,2	15 255	85,2	1,96
1980	6 863	75,0	12 510	69,8	1,82
1985	6 751	73,8	11 676	65,2	1,73
1990	6 669	72,9	11 428	63,8	1,71
1995	7 585	82,9	13 373	74,7	1,76
1996	7 755	84,7	13 711	76,6	1,77
	Total				
1965	55 633	100,0	104 218	100,0	1,87
1970	57 628	103,6	109 402	105,0	1,90
1975	61 158	109,9	113 495	108,9	1,86
1980	57 786	103,9	100 280	96,2	1,74
1985	55 636	100,0	93 365	89,6	1,68
1990	59 997	107,8	101 116	97,0	1,69
1995	72 393	130,1	125 006	119,9	1,73
1996	74 925	134,7	129 912	124,7	1,73
1997*)	77 084	138,6	134 295	128,9	1,74
1998	80 075	143,9	140 313	134,6	1,75
1999	81 958	147,3	144 173	138,3	1,76
2000	84 902	152,6	150 038	144,0	1,77

*) Depuis 1997 la répartition suivant groupes professionnels ne se fait plus.

Tableau 1.2. - **Composition des familles attributaires et répartition des enfants selon le rang qu'ils occupent dans la famille**
(situation au 31 décembre 2000)

Familles avec ...	Nombre	En % du total	Rang des enfants	Nombre	En % du total
1 enfant	37 391	44,04	1ers enfants	84 902	56,59
2 enfants	33 458	39,41	2es enfants	47 511	31,67
3 enfants	11 193	13,18	3es enfants	14 053	9,37
4 enfants	2 311	2,72	4es enfants	2 860	1,91
5 enfants	420	0,49	5es enfants	549	0,37
6 enfants	105	0,12	6es enfants	129	0,09
7 enfants	17	0,02	7es enfants	24	0,02
8 enfants	5	0,01	8es enfants	7	0,00
9 enfants	1	0,00	9es enfants	2	0,00
10 enfants	1	0,00	10es enfants	1	0,00
TOTAL	84 902	100,00	TOTAL	150 038	100,00

Tableau 1.3. - **Evolution de la composition des familles attributaires**
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

Année	Familles avec ...								Total
	1 enfant		2 enfants		3 enfants		4 enfants et plus		
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	
1965	25 889	46,5	18 112	32,6	7 338	13,2	4 294	7,7	55 633
1970	25 781	44,7	19 367	33,6	7 937	13,8	4 543	7,9	57 628
1975	27 770	45,4	21 090	34,5	8 051	13,2	4 247	6,9	61 158
1980	27 993	48,4	20 655	35,7	6 634	11,5	2 504	4,3	57 786
1985	27 495	49,4	20 698	37,2	5 819	10,5	1 624	2,9	55 636
1986	27 253	49,1	20 908	37,6	5 853	10,5	1 529	2,8	55 543
1987	27 396	48,9	21 116	37,7	5 953	10,6	1 520	2,7	55 985
1988	27 920	49,0	21 455	37,6	6 117	10,7	1 501	2,6	56 993
1989	28 423	48,6	22 176	37,9	6 377	10,9	1 550	2,6	58 526
1990	29 103	48,5	22 678	37,8	6 638	11,1	1 578	2,6	59 997
1991	29 776	47,8	23 915	38,4	6 959	11,2	1 666	2,7	62 316
1992	30 254	47,5	24 411	38,3	7 271	11,4	1 733	2,7	63 669
1993	31 413	47,3	25 538	38,4	7 711	11,6	1 806	2,7	66 468
1994	32 465	46,5	27 082	38,8	8 275	11,9	1 950	2,8	69 772
1995	33 245	45,9	28 280	39,1	8 794	12,1	2 074	2,9	72 393
1996	34 221	45,7	29 169	38,9	9 323	12,4	2 212	3,0	74 925
1997	34 888	45,3	30 108	39,1	9 726	12,6	2 362	3,1	77 084
1998	35 771	44,7	31 504	39,3	10 280	12,8	2 520	3,1	80 075
1999	36 419	44,4	32 217	39,3	10 624	13,0	2 698	3,3	81 958
2000	37 391	44,0	33 458	39,4	11 193	13,2	2 860	3,4	84 902

Tableau 1.4. - **Evolution de la répartition des enfants selon le rang qu'ils occupent dans la famille**
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

Année	1ers enfants		2èmes enfants		3èmes enfants		4èmes enfants et suivants		Infirmes CAFÉ *)	Total
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total		
1965	55 633	53,3	29 744	28,5	11 632	11,1	7 209	6,9	135	104 353
1970	57 628	52,6	31 847	29,1	12 480	11,4	7 447	6,8	129	109 531
1975	61 158	53,8	33 388	29,4	12 298	10,8	6 651	5,9	132	113 627
1980	57 786	57,5	29 793	29,7	9 138	9,1	3 563	3,5	169	100 449
1985	55 636	59,6	28 141	30,1	7 443	8,0	2 145	2,3	(.)	93 365
1986	55 543	59,6	28 290	30,3	7 382	7,9	2 018	2,2	(.)	93 233
1987	55 985	59,6	28 589	30,4	7 473	8,0	1 946	2,1	(.)	93 993
1988	56 993	59,6	29 073	30,4	7 618	8,0	1 913	2,0	(.)	95 597
1989	58 526	59,4	30 103	30,5	7 927	8,0	1 988	2,0	(.)	98 544
1990	59 997	59,3	30 894	30,6	8 216	8,1	2 009	2,0	(.)	101 116
1991	62 316	59,0	32 540	30,8	8 625	8,2	2 108	2,0	(.)	105 589
1992	63 669	58,8	33 415	30,9	9 004	8,3	2 202	2,0	(.)	108 290
1993	66 468	58,6	35 055	30,9	9 517	8,4	2 301	2,0	(.)	113 341
1994	69 772	58,3	37 307	31,1	10 225	8,5	2 470	2,1	(.)	119 774
1995	72 393	57,9	39 148	31,3	10 868	8,7	2 597	2,1	(.)	125 006
1996	74 925	57,7	40 704	31,3	11 535	8,9	2 748	2,1	(.)	129 912
1997	77 084	57,4	42 196	31,4	12 088	9,0	2 927	2,2	(.)	134 295
1998	80 075	57,1	44 304	31,6	12 800	9,1	3 134	2,2	(.)	140 313
1999	81 958	56,8	45 539	31,6	13 322	9,2	3 354	2,3	(.)	144 173
2000	84 902	56,6	47 511	31,7	14 053	9,4	3 572	2,4	(.)	150 038

*) De 1965 à 1982, la répartition des infirmes auprès de l'ancienne caisse d'allocations familiales des employés suivant le rang n'est pas disponible; les pourcentages ont été établis à l'exclusion de ces infirmes.

Tableau 1.5. - **Evolution de la répartition des enfants par groupe d'âge*)**
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

Année	Groupe d'âge								Total
	0 - 5 ans		6 - 11 ans		12 - 17 ans		18 ans et plus		
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	
1985	25 628	27,4	26 616	28,5	29 993	32,1	11 128	11,9	93 365
1986	25 756	27,6	26 830	28,8	29 082	31,2	11 565	12,4	93 233
1987	26 143	27,8	27 606	29,4	28 416	30,2	11 828	12,6	93 993
1988	27 070	28,3	28 476	29,8	27 883	29,2	12 168	12,7	95 597
1989	28 355	28,8	29 329	29,8	28 147	28,6	12 713	12,9	98 544
1990	29 493	29,2	30 372	30,0	28 492	28,2	12 759	12,6	101 116
1991	31 369	29,7	31 392	29,7	29 151	27,6	13 677	13,0	105 589
1992	32 088	29,6	32 217	29,8	29 647	27,4	14 338	13,2	108 290
1993	34 027	30,0	33 175	29,3	30 900	27,3	15 239	13,5	113 341
1994	36 229	30,2	34 712	29,0	32 317	27,0	16 516	13,8	119 774
1995	37 849	30,3	36 431	29,1	33 338	26,7	17 388	13,9	125 006
1996	39 045	30,0	38 029	29,3	34 418	26,5	18 420	14,2	129 912
1997	40 032	29,8	39 493	29,4	35 209	26,2	19 561	14,6	134 295
1998	41 833	29,8	41 241	29,4	36 604	26,1	20 635	14,7	140 313
1999	42 110	29,2	42 717	29,6	37 475	26,0	21 871	15,2	144 173
2000	43 681	29,1	44 477	29,6	39 122	26,1	22 758	15,2	150 038

*) Le nombre des enfants de 6 ans et plus n'est pas égal au nombre des majorations d'âge car la répartition par groupe d'âge tient compte de tous les bénéficiaires d'allocations familiales, qu'ils touchent des majorations d'âge ou non. Avant 1989, notamment les enfants portugais et espagnols résidant dans leur pays d'origine n'avaient pas droit aux majorations d'âge.

Graphique 1.1. - Répartition par âge des enfants bénéficiaires au 31 décembre 2000

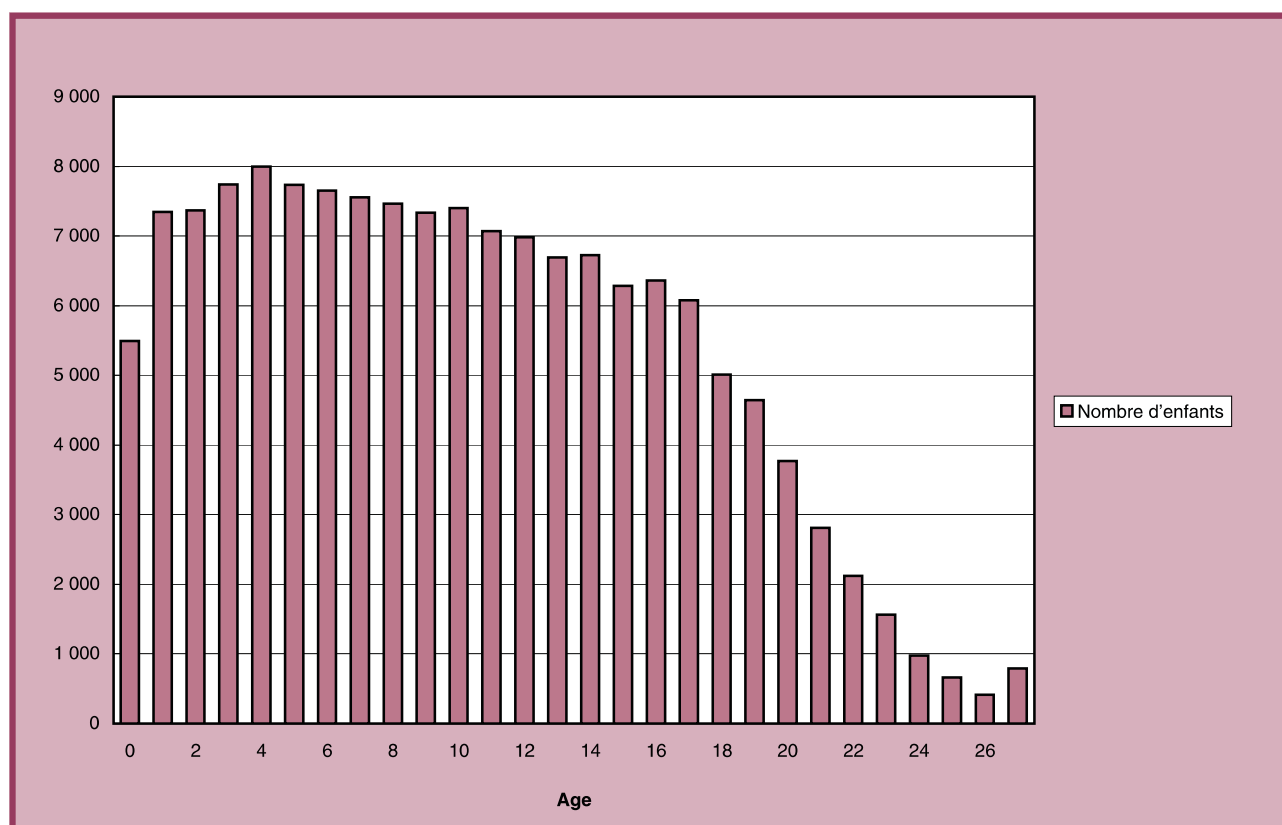


Tableau 1.6. - Evolution du nombre des enfants bénéficiaires d'une allocation spéciale supplémentaire et des enfants infirmes bénéficiant des allocations familiales normales au-delà de l'âge de 18 ans (situation au 31 décembre de chaque exercice)

Année	Allocations spéciales supplémentaires			Total En % du nombre d'allocations familiales normales	Infirmes (>= 18 ans) bénéficiant d'allocations familiales normales
	Handicapés (< 18 ans)	Infirmes (>= 18 ans)*	Nombre		
1984	602	191	793	0,84	1 127
1985	601	197	798	0,85	1 127
1986	605	203	808	0,87	1 144
1987	609	227	836	0,89	1 192
1988	624	219	843	0,88	1 200
1989	628	224	852	0,86	1 216
1990	641	213	854	0,84	1 218
1991	648	214	862	0,82	1 215
1992	663	202	865	0,80	1 201
1993	648	225	873	0,77	1 197
1994	735	248	983	0,82	1 167
1995	785	343	1 128	0,90	928
1996	828	386	1 214	0,93	965
1997	855	405	1 260	0,94	966
1998	891	429	1 320	0,94	981
1999	953	457	1 410	0,98	996
2000	1 027	468	1 495	1,00	994

*) Inclus dans le nombre des infirmes bénéficiant d'allocations familiales normales au-delà de l'âge de 18 ans.

Tableau 1.7. - **Evolution du nombre des bénéficiaires de l'allocation de rentrée scolaire**
(nombre des allocations payées au mois d'août) (source CNPF)

Année	Groupe familial 1 enfant			Groupe familial 2 enfants			Groupe familial 3 enfants et plus			Total général
	Age de l'enfant		Total	Age de l'enfant		Total	Age de l'enfant		Total	
	6-11 ans	12 ans et plus		6-11 ans	12 ans et plus		6-11 ans	12 ans et plus		
1987	-	-	-	13 278	16 528	29 806	8 079	10 169	18 248	48 054
1988	5 150	12 620	17 770	13 668	16 657	30 325	8 440	10 048	18 488	66 583
1989	5 297	13 002	18 299	14 510	17 165	31 675	8 949	10 295	19 244	69 218
1990	5 453	13 140	18 593	14 828	17 433	32 261	9 435	10 541	19 976	70 830
1991	5 430	13 282	18 712	15 424	17 938	33 362	10 065	10 604	20 669	72 743
1992	5 467	13 687	19 154	15 928	18 905	34 833	10 589	11 259	21 848	75 835
1993	5 584	13 451	19 035	16 073	19 146	35 219	10 954	11 579	22 533	76 787
1994	5 607	14 127	19 734	16 700	20 757	37 457	11 710	12 747	24 457	81 648
1995	5 857	14 572	20 429	17 362	22 000	39 362	12 511	13 623	26 134	85 925
1996	6 089	14 972	21 061	18 073	22 685	40 758	13 245	14 546	27 791	89 610
1997	6 278	15 358	21 636	18 727	23 554	42 281	13 745	15 275	29 020	92 937
1998	6 478	15 707	22 185	19 457	24 640	44 097	14 744	16 205	30 949	97 231
1999	6 648	16 090	22 738	20 112	25 433	45 545	15 246	17 038	32 284	100 567
2000	6 861	16 608	23 469	21 002	26 370	47 372	16 017	18 268	34 285	105 126

Tableau 1.8. - **Evolution du nombre des étudiants bénéficiaires d'allocations familiales âgés de plus de 18 ans*)**
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

Année	Ouvriers		Employés		Non-salariés		Total	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total des bénéficiaires
1965	391	16,6	1 253	53,3	707	30,1	2 351	2,3
1970	405	13,3	1 800	59,3	832	27,4	3 037	2,8
1975	654	14,7	2 623	58,9	1 178	26,4	4 455	3,9
1980	1 772	23,2	4 200	55,1	1 650	21,6	7 622	7,6
1985	3 026	30,3	5 230	52,3	1 745	17,4	10 001	10,7
1986	3 363	32,3	5 345	51,3	1 711	16,4	10 419	11,2
1987	3 308	31,1	5 502	51,7	1 826	17,2	10 636	11,3
1988	3 635	33,1	5 523	50,4	1 810	16,5	10 968	11,5
1989	3 956	34,4	5 714	49,7	1 827	15,9	11 497	11,7
1990	4 104	35,6	5 697	49,4	1 740	15,1	11 541	11,4
1991	4 442	35,7	6 160	49,5	1 847	14,8	12 449	11,8
1992	4 869	37,1	6 430	48,9	1 842	14,0	13 141	12,1
1993	5 487	39,1	6 683	47,6	1 872	13,3	14 042	12,4
1994	6 440	42,0	6 866	44,7	2 043	13,3	15 349	12,8
1995	7 037	42,8	7 228	43,9	2 195	13,3	16 460	13,2
1996	7 551	43,2	7 678	43,9	2 254	12,9	17 483	13,5
1997**)	-	-	-	-	-	-	18 595	13,8
1998	-	-	-	-	-	-	19 654	14,0
1999	-	-	-	-	-	-	20 872	14,5
2000	-	-	-	-	-	-	21 758	14,5

*) Compris dans les chiffres des tableaux 1.1. à 1.5.

**) Depuis 1997 la répartition suivant groupes professionnels ne se fait plus.

2. Allocation d'éducation

Tableau 1.9. - **Evolution de la répartition des foyers bénéficiaires de l'allocation d'éducation**
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

Année	Nombre de foyers				Nombre total d'allocations d'éducation
	à revenu unique	à deux revenus	monoparentaux	avec activité à mi-temps	
1990	4 926	930	358	-	6 214
1991	5 018	1 124	486	-	6 628
1992	5 635	1 300	602	-	7 537
1993	5 845	1 422	640	338	8 245
1994	5 976	1 813	725	456	8 970
1995	5 889	2 003	928	544	9 364
1996	5 795	2 062	1 048	608	9 513
1997	5 867	2 003	1 185	589	9 644
1998	5 974	1 998	1 213	639	9 824
	Allocation entière		Allocation partielle		
1999*)	8 465		489		8 954
2000	9 194		214		9 408

*) A partir de 1999, la répartition suivant type de foyer ne se fait plus.

3. Congé parental

Tableau 1.10. - **Répartition des indemnités pour congé parental** (congés en cours en décembre 2000)
(source CNPF / CCSS)

	Femmes	Hommes	Total
Premier congé	1 613	79	1 692
Plein temps	1 083	37	1 120
Mi-temps	530	42	572
Deuxième congé	63	156	219
Plein temps	33	90	123
Mi-temps	30	66	96
Congé mono-parental	100	0	100
Plein temps	54	0	54
Mi-temps	46	0	46
TOTAL DES CONGES	1 776	235	2 011

4. Allocations de naissance et de maternité

Tableau 1.11. - **Evolution du nombre des bénéficiaires des différentes tranches d'allocations de naissance et des allocations de maternité ainsi que du nombre des naissances enregistrées sur le territoire** (source CNPF)

Année	Nombre de naissances (Source: STATEC)	prénatales		Allocations de naissance		postnatales		Allocations de maternité ³⁾	
		Nombre	Taux ¹⁾	Nombre	Taux ¹⁾	Nombre	Taux ²⁾	Nombre	Taux ¹⁾
1970	4 411	-	-	3 618	82,0	-	-	-	-
1975	3 982	2 815	70,7	3 139	78,8	-	-	-	-
1980	4 169	3 610	86,6	3 602	86,4	2 760	67,8	1 452	34,8
1985	4 104	3 875	94,4	4 061	99,0	3 790	90,6	2 016	49,1
1986	4 309	4 283	99,4	4 256	98,8	4 214	100,5	2 098	48,7
1987	4 238	4 046	95,5	3 977	93,8	3 818	93,0	2 017	47,6
1988	4 603	4 334	94,2	4 357	94,7	4 113	95,5	2 090	45,4
1989	4 665	4 239	90,9	4 412	94,6	3 997	94,3	2 072	44,4
1990	4 936	4 568	92,5	4 572	92,6	4 197	91,2	2 084	42,2
1991	4 986	4 697	94,2	4 828	96,8	4 471	95,8	2 205	44,2
1992	5 149	4 690	91,1	4 827	93,7	4 681	94,8	1 906	37,0
1993	5 353	5 005	93,5	5 196	97,1	4 618	92,6	2 106	39,3
1994	5 451	5 438	99,8	5 461	100,2	4 974	96,6	2 313	42,4
1995	5 421	5 231	96,5	5 280	97,4	5 039	94,1	2 215	40,9
1996	5 689	5 674	99,7	5 700	100,2	5 093	93,4	2 487	43,7
1997	5 503	5 385	97,9	5 525	100,4	5 161	95,2	2 122	38,6
1998	5 386	5 373	99,8	5 434	100,9	5 317	93,5	2 094	38,9
1999	5 582	5 181	92,8	5 196	93,1	5 219	94,8	1 967	35,2
2000	5 723	5 496	96,0	5 390	94,2	5 136	95,4	1 927	33,7

¹⁾ En % du nombre des naissances enregistrées au cours de l'année.

²⁾ En % du nombre des naissances enregistrées deux ans plus tôt.

³⁾ A partir de 1986: nombre moyen 1^{er} et 2^e tranche.

Tableau 1.12. - Evolution du nombre des naissances ouvrant droit à une allocation de naissance
(source CNPF)

Année	Total	Premier-nés	Puînés	Légitimes	Naturels	Filles	Garçons
1970	3 618	1 613	2 005	3 481	137	1 799	1 819
1975	3 139	1 542	1 597	3 029	110	1 551	1 588
1980	3 602	1 795	1 807	3 506	96	1 833	1 769
1985	4 061	2 004	2 057	3 853	208	1 927	2 134
1986	4 256	2 043	2 213	3 972	284	2 071	2 185
1987	3 977	1 911	2 066	3 669	308	1 928	2 049
1988	4 357	2 070	2 287	4 023	334	2 086	2 271
1989	4 412	2 012	2 400	4 143	269	2 149	2 263
1990	4 572	2 131	2 441	4 216	356	2 285	2 287
1991	4 828	2 206	2 622	4 447	381	2 333	2 495
1992	4 827	2 231	2 596	4 458	369	2 352	2 475
1993	5 196	2 443	2 753	4 794	402	2 516	2 680
1994	5 461	2 354	3 107	5 006	455	2 681	2 780
1995	5 280	2 262	3 018	4 873	407	2 581	2 699
1996	5 700	2 430	3 270	5 151	549	2 754	2 946
1997	5 525	2 381	3 144	4 952	573	2 640	2 885
1998	5 434	2 281	3 153	4 827	607	2 618	2 816
1999	5 196	2 294	2 902	4 584	612	2 530	2 666
2000	5 390	2 404	2 986	4 521	869	2 586	2 804

Tableau 1. 13. - Répartition du nombre total des allocations de maternité*) et des allocations de naissance
suivant la nationalité des bénéficiaires en 1999 et 2000 (source CNPF)

Nationalité	Allocation de maternité		Allocation de naissance	
	1999	2000	1999	2000
<i>Luxembourgeois</i>	845	793	2 508	2 549
<i>Autres ressortissants UE</i>	780	862	2 250	2 395
Allemands	45	45	112	108
Anglais	33	41	76	72
Autrichiens	3	0	2	6
Belges	55	69	203	256
Danois	12	22	34	42
Espagnols	12	13	27	42
Finlandais	2	3	10	14
Français	94	97	312	340
Grecs	8	6	19	21
Irlandais	6	5	8	13
Italiens	80	98	194	238
Néerlandais	26	24	61	57
Portugais	393	430	1 165	1 171
Suédois	11	9	27	15
<i>Autres nationalités</i>	266	262	438	446
Américains	6	9	13	16
Bosniens	31	25	64	55
Cap-Verdiens	15	10	41	48
Chinois	31	27	33	35
Yougoslaves	92	98	132	133
Autres	81	81	142	148
Indéterminés	10	12	13	11
TOTAL	1 891	1 917	5 196	5 390

*) Répartition du nombre des 1^{res} tranches.

Section 2 - Montants des prestations

Tableau 2.1. - Evolution des montants des allocations familiales d'après le nombre d'enfants par famille
(montants mensuels en LUF/EUR au nombre indice 100 du coût de la vie)

Date de la refixation	1 enfant		2 enfants		3 enfants		pour chaque enfant en plus	
1.5.1964	370		740		1 170		1)	
1.8.1967	370		740		1 407		667	
1.1.1971	370		740		1 570		830	
1.1.1973	370		740		1 740		1 000	
1.1.1976	400		800		1 830		1 030	
1.3.1979	400		900		1 930		1 030	
1.3.1980	400		1 000		2 200		1 200	
1.4.1982	400		1 000		2 400		1 200	
1.1.1985 ³⁾	410		1 025		2 460		1 230	
1.3.1986	410		1 250		2 750		1 230	
1.1.1993	615		1 660		3 365		1 705	
1.1.1998	797		2 024		3 912		1 887	
1.1.1999	979	24,27 €	2 388	59,20 €	4 458	110,51 €	2 069	51,24 €

Tableau 2.2. - Evolution des montants des allocations familiales d'après le rang occupé par les enfants dans les familles
(montants mensuels en LUF/EUR au nombre indice 100 du coût de la vie)

Date de la refixation	1ers enfants		2es enfants		3es enfants		4es enfants et suivants	
1.5.1964	370		370		430		2)	
1.8.1967	370		370		667		667	
1.1.1971	370		370		830		830	
1.1.1973	370		370		1 000		1 000	
1.1.1976	400		400		1 030		1 030	
1.3.1979	400		500		1 030		1 030	
1.3.1980	400		600		1 200		1 200	
1.4.1982	400		600		1 400		1 200	
1.1.1985 ³⁾	410		615		1 435		1 230	
1.3.1986	410		840		1 500		1 230	
1.1.1993	615	15,25 €	1 045	25,40 €	1 705	42,27 €	1 705	42,27 €

Remarque: à partir du 1.1.1998, le montant des allocations familiales est déterminé pour le groupe familial, et non plus par enfant (Loi du 23.12.1998).

Tableau 2.3. - Introduction et refixation de l'allocation spéciale supplémentaire, des majorations d'âge et de l'allocation d'éducation (montants mensuels en LUF/EUR au nombre indice 100 du coût de la vie)

Date de l'introduction/ de la refixation	Allocation spéciale supplémentaire		Majorations d'âge				Allocation d'éducation ⁶⁾		Indemnité pour congé parental	
			6-11 ans		à partir de 12 ans					
1.8.1967	370 ⁴⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1.1.1976	400 ⁵⁾	-	-	-	90	-	-	-	-	-
1.1.1977	0	-	40	-	130	-	-	-	-	-
1.1.1985 ³⁾	410	-	41	-	134	-	-	-	-	-
1.1.1989	-	-	-	-	-	-	2 000	-	-	-
1.6.1989	-	-	100	2,48 €	300	7,44 €	-	-	-	-
1.7.1993	-	-	-	-	-	-	3 000	74,37 €	-	-
1.1.1998	797	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1.1.1999	979	24,27 €	-	-	-	-	-	-	-	-
1.3.1999 ⁷⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	11 000/5 500 ⁸⁾	272,68/136,34 €

Remarque: les montants au nombre indice courant s'obtiennent en multipliant les montants ci-dessus par le nombre indice du coût de la vie, les centimes étant négligés dans le calcul en LUF.

1) 4 enfants: 1640 LUF; 5 enfants: 2150 LUF; 6 enfants: 2700 LUF; chaque enfant en plus: 590 LUF.

2) 4es enfants: 470 LUF; 5es enfants: 510 LUF; 6es enfants: 550 LUF; 7es enfants et suivants: 590 LUF.

3) La refixation au nombre indice 100 du coût de la vie des allocations familiales avec effet au 1er janvier 1985 ne s'est pas traduite par une augmentation du montant nominal des allocations familiales, mais a eu pour seul effet de compenser la diminution des allocations familiales due à l'abrogation de la cote d'adaptation indiciaire spéciale.

4) Age limite 19 ans.

5) Age limite ramené à 18 ans.

6) Montant par foyer.

7) Le congé parental est accordé pour les enfants nés à partir du 1er janvier 1999.

8) Montant accordé pour le congé parental à mi-temps.

Tableau 2. 4. - **Introduction et refixation de l'allocation de rentrée scolaire**
(montants mensuels en LUF/EUR au nombre indice 100 du coût de la vie)

Date de l'introduction/ de la refixation	Allocation de rentrée scolaire					
	groupe d'un enfant		groupe de 2 enfants		groupe de 3 enfants et plus	
	6-11 ans	à partir de 12 ans	6-11 ans	à partir de 12 ans	6-11 ans	à partir de 12 ans
01.8.1986	-	-	400	600	900	1 200
20.8.1988	400	600	800	1 000	1 300	1 600
01.8.1992	700	1 000	1 200	1 500	1 700	2 000
	17,35 €	24,74 €	29,75 €	37,18 €	42,14 €	49,58 €

Tableau 2. 5. - **Evolution de la dépense moyenne annuelle en allocations familiales*) et d'éducation par enfant bénéficiaire et par famille attributaire** (montants en LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Année	Montant moyen par enfant bénéficiaire			Montant moyen par famille attributaire**)		
	Nombre indice courant		Nombre indice 100	Nombre indice courant		Nombre indice 100
	Montant	Montant	Var. en %	Montant	Montant	Var. en %
1985	32 784	7 875	-	55 402	13 308	-
1986	38 161	8 989	14,1	64 022	15 081	13,3
1987	39 213	9 148	1,8	66 085	15 416	2,2
1988	40 516	9 433	3,1	68 179	15 874	3,0
1989	52 513	11 859	25,7	88 317	19 944	25,6
1990	57 176	12 482	5,3	96 252	21 012	5,4
1991	60 151	12 663	1,5	101 913	21 455	2,1
1992	63 128	12 868	1,6	107 863	21 987	2,5
1993	82 865	16 388	27,4	141 289	27 943	27,1
1994	91 034	17 465	6,6	156 729	30 068	7,6
1995	91 882	17 297	-1,0	158 718	29 878	-0,6
1996	91 786	17 147	-0,9	159 274	29 755	-0,4
1997	93 453	17 065	-0,5	162 888	29 744	0,0
1998	107 510	19 595	14,8	188 492	34 354	15,5
1999	121 316	21 867	11,6	213 570	38 496	12,1
2000	130 500	22 904	4,7	231 484	40 628	5,5
	12 620,98 €	2 215,11 €	-	22 387,45 €	3 929,24 €	-

*) Allocations familiales normales, majorations d'âge, allocations spéciales supplémentaires et allocations de rentrée scolaire.

**) Calcul avec moyenne pondérée des nombres de familles au 31 décembre.

Tableau 2. 6. - **Evolution des montants des allocations de naissance et de maternité**
(montants en LUF/EUR au nombre indice 100 du coût de la vie)

Date de l'introduction/ de la refixation	Allocation de naissance		Allocation prénatale		Allocation postnatale		Allocation de maternité	
01.01.1964	4 200 ¹⁾ / 2 500 ²⁾	-	-	-	-	-	-	-
01.08.1967	4 200	-	-	-	-	-	-	-
26.04.1974	-	-	2 000	-	-	-	-	-
01.04.1978	3 500	-	3 500	-	3 500	-	-	-
01.04.1980	-	-	-	-	-	-	12 800	-
01.01.1985 ³⁾	3 588	88,94 €	3 588	88,94 €	3 588	88,94 €	-	-
01.01.1993	-	-	-	-	-	-	19 200	475,96 €

¹⁾ Premiers-nés.

²⁾ Puînés.

³⁾ La refixation au nombre indice 100 du coût de la vie des allocations avec effet au 1^{er} janvier 1985 ne s'est pas traduite par une augmentation du montant nominal des allocations, mais a eu pour seul effet de compenser la diminution des allocations familiales due à l'abrogation de la cote d'adaptation indiciaire spéciale.

Section 3 - Cotisations

Tableau 3.1. - Evolution des taux de cotisation entre 1965 et 1985 (en %)

Groupes d'employeurs	19..	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75-76	77	78-79	80-85		
Caisse d'allocations familiales des ouvriers (taux applicables aux montants des rémunérations servant de base à l'assurance pension des ouvriers)																	
I. Etat		p. m.															
II. Société nationale des CFL		p. m.															
III. Communes, établissements publics et d'utilité publique et syndicats intercommunaux		4,50	3,50	2,50	3,20	3,70	3,30	2,40	2,50	2,50	2,60	2,50	2,50	2,50	2,50		
IV. Industrie, minières et carrières		4,00	3,90	3,75	4,05	3,85	3,30	2,80	3,25	3,30	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50		
V. Artisanat, commerce et professions libérales		2,40	3,00	3,10	2,80	3,00	2,00	2,20	2,20	2,40	1,90	2,10	2,10	2,10	2,10		
VI. Bâtiment: terrassement, gros-oeuvre, travaux publics		3,60	3,60	5,00	5,00	5,00	3,30	3,00	3,60	3,90	3,10	2,80	2,80	2,80	2,80		
VII. Services privés et divers		1,80	2,00	1,60	1,40	1,20	0,30	1,20	1,50	1,50	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00		
VIII. Agriculture		2,50	2,50	5,00	3,60	3,50	3,40	3,30	3,30	3,40	3,30	2,80	2,50	2,50	2,50		
IX. Fonds de chômage		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,00	2,00	2,50		
Caisse d'allocations familiales des employés (taux applicables aux montants des rémunérations servant de base à l'assurance pension des employés)																	
I. Etat		p. m.															
II. Société nationale des CFL		p. m.															
III. Communes, établissements publics et d'utilité publique et syndicats intercommunaux		2,40	2,30	2,40	2,50	2,60	2,40	1,95			1,20	1,40	1,40				
IV. Secteur privé		2,40	2,00	2,10	2,30	2,10	1,95	1,80			1,45	1,45	1,45				
V. Fonds de chômage		-	-	-	-	-	-	-			-	-	1,45				
Caisse d'allocations familiales des non-salariés																	
1. Agriculteurs et viticulteurs ¹⁾																	
Classe 1 (Caisse de maladie: classe II)		20							15					11			
Classe 2 (Caisse de maladie: classe III)		75							55					40			
Classe 3 (Caisse de maladie: classe IV)		110							80					58			
Classe 4 (Caisse de maladie: classe V)		130							95					70			
Classe 5 (Caisse de maladie: classe VI)		140							105					78			
2. Indépendants et artisans ²⁾		0,6															
3. Autres ³⁾		0,6															

¹⁾ Taux applicable à la cotisation due à la caisse de maladie agricole.

²⁾ Taux applicable au revenu net imposé dérivé de l'exercice de leur profession.

³⁾ Taux applicable au total des revenus nets imposés.

Tableau 3. 2. - Evolution des taux de cotisation depuis 1986

Catégorie d'assurés	1986	1987	1988-89	1990-93	à partir de 1994
Ouvriers	1,80%			1,70%	1,70% ¹⁾
Fonctionnaires et employés de l'Etat et des CFL	1,80%				
Autres employés et fonctionnaires	1,50%	1,65%	1,80%		
Agriculteurs et viticulteurs					0,6% ²⁾
Classe 1 (Caisse de maladie: classe II)	7%				
Classe 2 (Caisse de maladie: classe III)	12%				
Classe 3 (Caisse de maladie: classe IV)	16%				
Classe 4 (Caisse de maladie: classe V)	20%				
Classe 5 (Caisse de maladie: classe VI)	30%				
Indépendants et artisans	0,6%				0,6% ³⁾

¹⁾ A charge de l'Etat pour les salariés ressortissants du secteur privé à partir du 1.7.1994.

²⁾ Entièrement à charge de l'Etat à partir du 1.7.1994.

³⁾ Entièrement à charge de l'Etat à partir du 1.1.1999.

Section 4 - Données financières

Tableau 4.1. - **Bilans comparés des exercices 1999 et 2000 de la caisse nationale des prestations familiales**
(situation au 31 décembre)
(montants en LUF/EUR pour l'exercice 2000)

ACTIF	1999	2000	
I. Tiers	942 153 653	918 426 955	22 767 209,51 €
A. <i>Débiteurs</i>	459 797 718	517 636 997	12 831 885,97 €
Bénéficiaires de prestations	91 895 235	129 636 601	3 213 607,40 €
Cotisations, intérêts moratoires, amendes	367 819 077	387 904 539	9 615 902,34 €
Débiteurs divers	83 406	95 857	2 376,23 €
B. <i>Organes et personnel</i>	-	-	-
C. <i>Etat et collectivités publiques</i>	240 607 883	269 402 198	6 678 306,04 €
Etat-Participation au financement des allocations familiales	58 544 898	38 079 264	943 960,30 €
Etat-Prestations	64 318 753	115 387 324	2 860 377,05 €
Etat-Frais d'administration	117 744 232	115 935 610	2 873 968,70 €
Etat-Divers	-	-	-
D. <i>Organismes de sécurité sociale</i>	1 749 363	3 254 907	80 687,04 €
E. <i>Comptes de régularisation</i>	239 998 689	128 132 853	3 176 330,46 €
Frais d'administration payés d'avance	8 871 680	10 243 382	253 926,81 €
Cotisations - Acomptes à percevoir	107 927 009	117 889 471	2 922 403,65 €
Cotisations - Rôles à établir	123 200 000	-	-
II. Comptes financiers	67 066 876	133 350 338	3 305 668,53 €
Placements à moins d'un an	-	-	-
Titres de placements et bons	-	-	-
Banques et chèques postaux	67 066 876	133 350 338	3 305 668,53 €
TOTAL DE L'ACTIF	1 009 220 529	1 051 777 293	26 072 878,04 €

PASSIF	1999	2000	
I. Capitaux permanents - Réserve	819 749 517	819 749 517	20 321 059,72 €
A. <i>Réserve</i>	379 749 517	379 749 517	9 413 744,63 €
B. <i>Fonds de roulement</i>	440 000 000	440 000 000	10 907 315,09 €
II. Tiers	189 471 012	232 027 776	5 751 818,32 €
A. <i>Créditeurs</i>	150 246 487	169 032 427	4 190 204,41 €
Frais d'administration	26 593 669	32 121 743	796 277,21 €
Prestations familiales	14 538 046	17 004 212	421 523,40 €
Cotisations, acomptes sur cotisations	107 963 881	118 441 535	2 936 088,96 €
Créditeurs divers	1 150 891	1 464 937	36 314,84 €
B. <i>Organes et personnel</i>	-	-	-
C. <i>Etat et collectivités publiques</i>	16 615 248	36 319 606	900 339,51 €
D. <i>Organismes de sécurité sociale</i>	22 609 277	26 675 743	661 274,40 €
E. <i>Comptes de régularisation</i>	-	-	-
Frais d'administration à payer	-	-	-
Produits perçus d'avance	-	-	-
TOTAL DU PASSIF	1 009 220 529	1 051 777 293	26 072 878,04 €

Comptes d'exploitation de la caisse nationale des prestations familiales des exercices 1999 et 2000

Tableau 4. 2. - **Etat détaillé des recettes**
(montants en LUF/EUR pour l'exercice 2000)

RECETTES	1999	2000	
I. Cotisations	1 099 818 035	1 208 486 130	29 957 588,64 €
<i>Cotisations obligatoires normales dont</i>	<i>1 099 818 035</i>	<i>1 208 486 130</i>	<i>29 957 588,64 €</i>
Cotisations ouvriers à charge des employeurs	165 000 055	189 810 573	4 705 281,20 €
Cotisations employés à charge des employeurs	930 042 739	1 015 338 116	25 169 574,44 €
Cotisations des non-salariés (Indépendants, artisans et autres)	3 647 948	1 972 814	48 904,78 €
Cotisations des non-salariés à charge du secteur public	1 127 293	1 364 627	33 828,22 €
II. Participation de tiers	12 939 748 328	15 267 641 614	378 474 949,47 €
<i>A. Cotisations prises en charge par l'Etat dont</i>	<i>3 877 360 304</i>	<i>4 269 228 752</i>	<i>105 831 416,34 €</i>
Cotisations ouvriers	1 361 142 495	1 465 083 595	36 318 473,65 €
Cotisations employés	2 393 634 805	2 686 925 138	66 607 134,33 €
Cotisations des non-salariés (Agriculteurs et viticulteurs)	11 125 743	10 950 775	271 462,62 €
Cotisations des non-salariés (Indépendants, artisans et autres)	111 457 261	106 269 244	2 634 345,75 €
<i>B. Participation dans les prestations et frais d'administration</i>	<i>9 062 388 024</i>	<i>10 998 412 862</i>	<i>272 643 533,13 €</i>
Part Etat dans les frais d'administration	255 799 702	285 840 524	7 085 801,50 €
Part Etat dans les prestations	4 977 167 712	5 477 714 882	135 789 004,98 €
Part Etat dans l'allocation de rentrée scolaire	907 257 470	993 146 050	24 619 447,49 €
Part Etat dans l'allocation d'éducation	1 941 932 527	2 519 788 003	62 463 912,97 €
Part Etat dans les allocations de naissance	308 169 189	325 052 255	8 057 834,92 €
Part Etat dans les allocations de maternité	203 525 716	205 490 115	5 093 966,89 €
Part Etat dans les indemnités pour le congé parental	-	133 201 204	3 301 971,60 €
Participation du fonds pour l'emploi dans le financement du congé parental	468 535 708	1 058 179 829	26 231 592,77 €
Part Etat dans les prêts aux jeunes époux	-	-	-
III. Produits divers de tiers	629 188	915 468	22 693,86 €
Intérêts de retard sur cotisations	98 142	206 475	5 118,38 €
Amendes d'ordre	531 046	708 993	17 575,48 €
IV. Produits financiers	30 055 943	18 913 310	468 848,71 €
Revenus sur placements à moins d'un an	22 926 269	12 427 659	308 073,62 €
Revenus sur titres de placement	-	-	-
Revenus sur comptes-courants	7 129 674	6 485 651	160 775,09 €
V. Recettes diverses	4 166	18 849	467,25 €
TOTAL DES RECETTES COURANTES	14 070 255 660	16 495 975 371	408 924 547,93 €
VI. Prélèvement à la réserve	-	-	-
VII. Participation Etat - Déficit	4 549 721 413	4 933 505 790	122 298 413,98 €
TOTAL DES RECETTES	18 619 977 073	21 429 481 161	531 222 961,91 €

Comptes d'exploitation de la caisse nationale des prestations familiales des exercices 1999 et 2000

Tableau 4. 3. - Etat détaillé des dépenses
(montants en LUF/EUR pour l'exercice 2000)

DÉPENSES	1999	2000	
I. Frais d'administration	262 529 222	287 398 564	7 124 424,30 €
Frais de personnel	157 734 230	170 483 732	4 226 181,32 €
Indemnités pour services	1 139 250	1 912 876	47 418,96 €
Frais de matériel et autres	39 491 240	44 578 283	1 105 066,77 €
Frais généraux	6 729 520	1 558 040	38 622,80 €
Acquisitions nouvelles	2 892 619	348 349	8 635,35 €
Participation aux frais du centre commun	54 542 363	68 517 284	1 698 499,10 €
II. Prestations	18 300 142 106	21 063 308 323	522 145 774,36 €
A. Allocations de maternité	203 401 971	205 490 115	5 093 966,89 €
B. Prestations de naissance	308 149 503	325 052 255	8 057 834,92 €
Allocations prénatales	102 577 784	111 717 304	2 769 399,63 €
Allocations de naissance	102 746 171	109 448 892	2 713 167,16 €
Allocations postnatales	102 825 548	103 886 059	2 575 268,13 €
C. Allocations familiales	15 378 372 045	16 822 601 504	417 021 398,27 €
Allocations familiales normales	12 719 832 854	13 917 807 595	345 013 438,18 €
Majorations d'âge	1 645 671 317	1 792 260 496	44 428 977,17 €
Allocations spéciales supplémentaires	106 871 488	121 151 909	3 003 277,38 €
Allocations de rentrée scolaire	905 996 386	991 381 504	24 575 705,54 €
D. Allocations d'éducation	1 941 682 879	2 519 022 436	62 444 935,06 €
E. Indemnités pour le congé parental	468 535 708	1 191 142 013	29 527 639,21 €
Indemnités nettes	441 376 755	1 121 415 292	27 799 158,95 €
Cotisations assurance maladie - part assuré	11 740 673	30 187 846	748 337,16 €
Cotisations assurance maladie - part employeur	11 740 673	30 187 846	748 337,16 €
Cotisations assurance dépendance - part assuré	3 677 607	9 351 029	231 805,95 €
F. Prêts aux jeunes époux	-	-	-
III. Décharges, restitutions et extournes de cotisations	56 816 791	77 144 989	1 912 374,32 €
Décharges sur cotisations irrécouvrables	3 572 141	770 216	19 093,16 €
Décharges sur cotisations - contribution Etat	3 572 141	770 216	19 093,16 €
Restitution contribution Etat	-	-	-
Décharges sur débiteurs prestations	19 571 163	41 473 753	1 028 107,48 €
Extournes de cotisations indues	15 050 673	17 065 402	423 040,27 €
Extournes de cotisations indues - contribution Etat	15 050 673	17 065 402	423 040,27 €
IV. Frais de gestion du patrimoine	488 884	1 629 241	40 387,83 €
V. Dépenses diverses	70	44	1,09 €
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	18 619 977 073	21 429 481 161	531 222 961,91 €
VI. Dotation à la réserve	-	-	-
VII. Dotation au Fonds de roulement - Etat	-	-	-
TOTAL DES DEPENSES	18 619 977 073	21 429 481 161	531 222 961,91 €

Tableau 4. 4. - Evolution des comptes financiers annuels et de la réserve au 31 décembre
(montants en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Année	Recettes courantes							Total
	Cotisations*)				Participation de tiers dans les prestations	Revenus de la fortune et divers		
	Ouvriers	Employés et fonctionnaires	Agriculteurs et viticulteurs	Autres non-salariés			Total	
1965	304,4	167,5	17,0**)	(.)	488,9	209,1	0,7	698,7
1970	361,2	223,7	19,9**)	(.)	604,8	323,3	1,0	929,1
1975	556,8	362,5	41,1**)	(.)	960,4	594,7	3,4	1 558,4
1980	760,1	626,1	54,7**)	(.)	1 440,9	1 321,7	28,9	2 791,5
1985	959,8	809,4	136,3**)	(.)	1 905,6	1 851,5	94,1	3 851,2
1990	964,5	1 517,7	11,2	95,0	2 588,4	3 055,6	224,4	5 868,4
1991	1 054,4	1 719,2	12,4	103,7	2 889,8	3 398,5	196,1	6 484,4
1992	1 135,1	1 979,4	12,4	106,4	3 233,2	4 284,5	182,8	7 700,5
1993	1 192,5	2 157,8	13,2	119,7	3 483,1	5 453,1	150,4	9 086,7
	sur salaires et indemnités		cotis. des non-salariés					
	à charge des employeurs	à charge de l'Etat	Agriculteurs & viticulteurs***)	Autres non-salariés****)				
1994	2 188,7	1 389,0	9,9	121,8	3 709,4	6 815,4	63,9	10 588,8
1995	900,0	2 890,4	8,2	124,2	3 922,8	7 176,9	45,3	11 145,1
1996	957,8	2 966,7	9,6	137,6	4 071,7	7 485,1	17,5	11 574,3
1997	1 005,8	3 228,4	9,0	119,8	4 363,0	7 877,7	23,1	12 263,8
1998	1 061,9	3 430,4	10,0	164,2	4 666,5	8 292,2	22,4	12 981,2
1999	1 095,0	3 754,8	11,1	116,2	4 977,2	9 062,4	30,7	14 070,3
	1 205,1	4 152,0	11,0	109,6	5 477,7	10 998,4	19,8	16 496,0
2000	29,87 €	102,93 €	0,27 €	2,72 €	135,79 €	272,64 €	0,49 €	408,93 €

*) Y compris contrepartie des prestations payées aux ouvriers, fonctionnaires et employés de l'Etat et des CFL entre 1965 et 1985.

**) Y compris autres non-salariés.

***) Repris par l'Etat à partir de juillet 1994.

****) Repris par l'Etat à partir du 1^{er} janvier 1999.

Année	Dépenses courantes								Total
	Prestations						Frais d'administra tion	Divers	
	Allocations familiales	Allocations d'éducation	Allocations de naissance	Allocation de maternité	Indemnité pour congé parental	Total*)			
1965	666,8	-	20,5	-	-	687,4	12,2	1,0	700,6
1970	895,7	-	25,3	-	-	920,9	17,7	-	938,7
1975	1 486,8	-	57,1	-	-	1 543,9	35,6	0,0	1 579,5
1980	2 418,3	-	109,7	50,5	-	2 578,5	68,8	0,2	2 647,5
1985	3 085,9	-	174,3	107,0	-	3 367,4	106,3	0,9	3 474,6
1990	4 967,4	742,6	217,4	120,9	-	6 048,5	129,8	7,8	6 186,1
1991	5 423,9	818,6	235,6	132,0	-	6 610,2	140,8	9,1	6 760,1
1992	5 924,1	876,6	246,4	118,0	-	7 165,1	149,0	11,0	7 325,2
1993	7 925,8	1 284,2	266,5	188,0	-	9 664,5	165,5	8,3	9 838,3
1994	8 947,6	1 750,3	294,1	225,7	-	11 217,7	186,2	43,3	11 447,2
1995	9 482,1	1 817,3	294,0	221,0	-	11 814,5	206,5	21,7	12 042,6
1996	9 878,9	1 869,9	315,7	250,3	-	12 314,8	215,0	18,7	12 548,5
1997	10 438,6	1 956,3	314,0	218,5	-	12 927,3	218,2	16,3	13 161,9
1998	12 829,3	2 005,8	316,9	215,1	-	15 367,1	230,5	33,7	15 631,3
1999	15 378,4	1 941,7	308,1	203,4	468,5	18 300,1	262,5	56,8	18 620,0
2000	16 822,6	2 519,0	325,1	205,5	1 191,1	21 063,3	287,4	77,2	21 429,5
	417,02 €	62,44 €	8,06 €	5,09 €	29,53 €	522,15 €	7,12 €	1,91 €	531,22 €

*) Y compris remboursement des prêts aux jeunes époux.

Prestations
familiales

Tableau 4. 4. - **Evolution des comptes financiers annuels et de la réserve au 31 décembre** (suite)
(montants en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Année	Réserve au 31 décembre			Prime de répartition pure**)	Participation nette de l'Etat		
	Dotation (+) / Prélèvement (-) à la réserve	Montant de la réserve	Niveau relatif de la réserve*)		Montant	En % des recettes courantes	
1965	-1,9	76,2	11,4	-	209,1	29,9	
1970	-9,6	113,8	12,7	-	323,3	34,8	
1975	-21,1	165,1	11,1	-	594,7	38,2	
1980	+144,0	452,7	18,7	-	1 321,7	47,3	
1985	+376,6	1 697,5	55,0	-	1 851,5	48,1	
1990	-317,7	2 787,9	48,8	3,49%	3 052,6	52,0	
1991	-275,8	2 512,1	40,2	3,42%	3 397,6	52,4	
1992	+375,3	2 887,4	46,1	3,08%	4 283,2	55,6	
1993	-751,6	2 135,7	27,2	3,35%	5 451,0	60,0	
					au niveau des prestations (cont.nette)***)	au niveau des cotisations	Total
1994	-858,5	1 277,3	15,4	3,56%	6 799,0	1 394,0	8 193,0
1995	-897,5	379,7	4,3	3,57%	7 172,4	2 898,7	10 071,1
1996	-	379,7	4,2	3,57%	7 483,8	2 976,3	10 460,1
1997	-	379,7	3,9	3,56%	7 875,6	3 237,4	11 113,0
1998	-	379,7	3,2	4,08%	8 275,9	3 440,4	11 726,3
1999****)	-	379,7	2,6	4,72%	8 575,2	3 877,4	12 452,8
2000	-	379,7	2,4	4,72%	10 980,6	4 269,2	15 249,8
	-	9,4 €			272,2 €	105,8 €	378,0 €

*) Réserve en % du montant annuel des prestations familiales non financées par l'Etat.

**) Rapport entre le montant des prestations familiales non financées par l'Etat et la masse des revenus cotisables.

***)) Déduction faite des décharges et extournes en cotisations.

****)) L'indemnité de congé parental est financée par le Fonds pour l'emploi.

Graphique 4.1. - **Evolution des principaux comptes financiers**

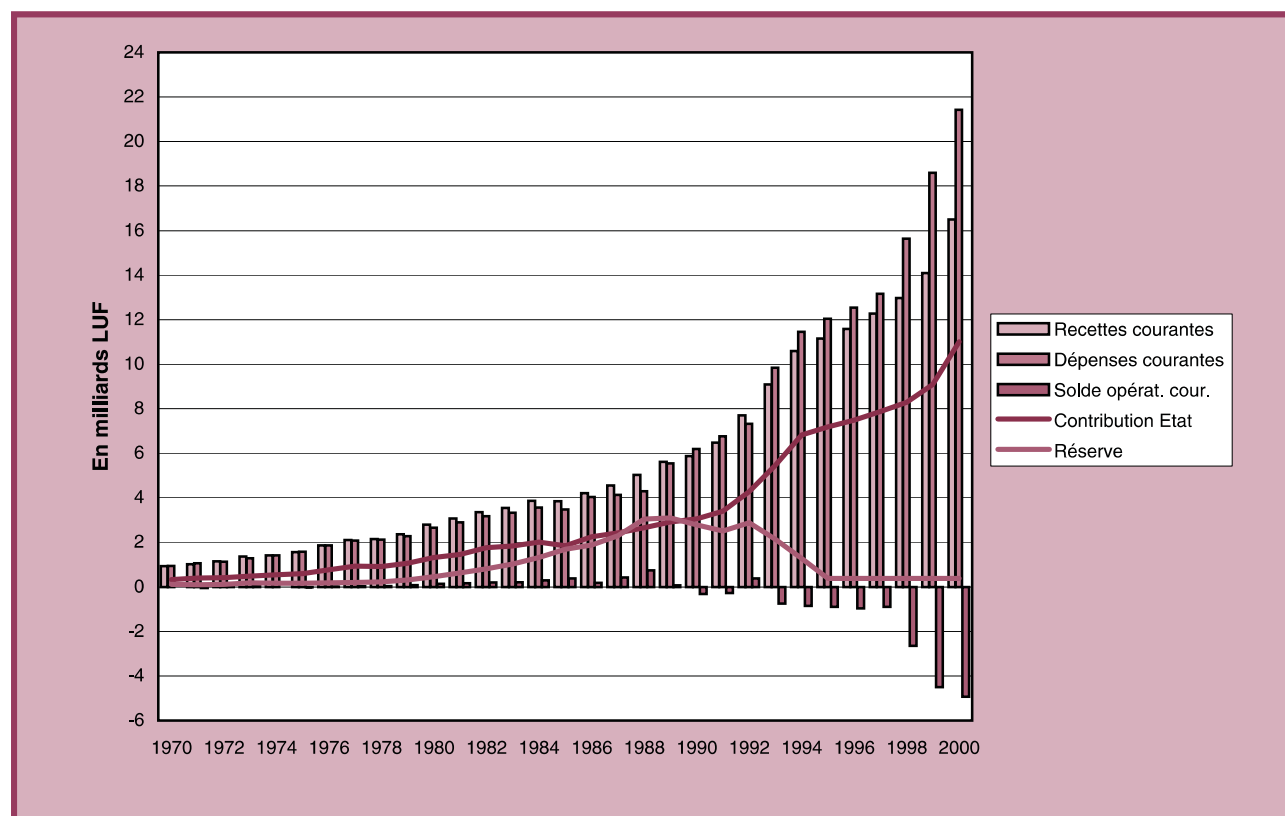


Tableau 4. 5. - **Evolution des dépenses en prestations familiales**
(montants en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Année	Allocations familiales normales	Majorations d'âge	Allocation spéciale supplémentaire	Allocation de rentrée scolaire	Allocation d'éducation	Indemnité pour congé parental	Allocations de naissance				Allocation de maternité	Montant total
							Allocation prénatale	Allocation de naissance	Allocation postnatale	Total		
1965	666,8	-	-	-	-	-	-	20,5	-	20,5	-	687,3
1970	889,0	-	6,7	-	-	-	-	25,3	-	25,3	-	921,0
1975	1 477,4	-	9,3	-	-	-	13,2	43,9	-	57,1	-	1 543,8
1980	2 403,5 *)	(.)	14,8	-	-	-	40,0	39,0	30,6	109,7	50,5	2 578,4
1985	2 734,3	333,4	18,1	-	-	-	58,0	59,6	56,6	174,3	107,0	3 367,1
1986	3 051,6	335,6	19,5	152,0	-	-	65,7	63,4	63,6	192,7	113,4	3 864,8
1987	3 174,5	338,9	19,5	153,5	-	-	62,2	60,1	58,3	180,6	109,5	3 976,6
1988	3 214,9	338,7	19,5	281,1	-	-	66,7	67,0	62,9	196,5	113,7	4 164,5
1989	3 483,7	634,9	21,2	303,2	663,8	-	67,0	69,4	62,5	198,9	116,2	5 421,8
1990	3 738,8	876,7	21,6	330,3	742,6	-	74,7	74,6	68,1	217,4	120,9	6 048,3
1991	4 092,7	953,6	22,8	354,8	818,6	-	79,4	81,4	74,8	235,6	132,0	6 610,1
1992	4 344,2	1 010,6	23,9	545,4	876,6	-	82,0	84,1	80,3	246,4	118,0	7 165,0
1993	6 207,5	1 101,2	24,8	592,2	1 284,2	-	90,3	93,6	82,5	266,5	188,0	9 664,4
1994	6 996,4	1 240,7	30,7	679,8	1 750,3	-	101,2	101,5	91,4	294,1	225,7	11 217,7
1995	7 391,3	1 322,3	39,8	728,7	1 817,3	-	99,3	100,0	94,7	294,0	221,0	11 814,5
1996	7 691,8	1 386,1	39,3	761,6	1 869,9	-	109,0	109,5	97,3	315,7	250,3	12 314,8
1997	8 123,6	1 469,0	38,5	807,6	1 956,3	-	105,4	108,0	100,6	314,0	218,5	12 927,3
1998	10 334,9	1 559,2	78,1	857,2	2 005,8	-	105,7	106,9	104,2	316,9	215,0	15 367,1
1999	12 719,8	1 645,7	106,9	906,0	1 941,7	468,5	102,6	102,7	102,8	308,1	203,4	18 300,1
2000	13 917,8	1 792,2	121,2	991,4	2 519,0	1 191,1	111,7	109,4	103,9	325,1	205,5	21 063,3
	345,01 €	44,43 €	3,00 €	24,58 €	62,44 €	29,53 €	2,77 €	2,71 €	2,58 €	8,06 €	5,09 €	522,15 €

*) Y compris les majorations d'âge.

Tableau 4. 6. - **Evolution de la structure des dépenses en prestations familiales**
(en % du total des prestations)

Année	Allocations familiales normales	Majorations d'âge	Allocation spéciale supplémentaire	Allocation de rentrée scolaire	Allocation d'éducation	Indemnité pour congé parental	Allocations de naissance				Allocation de maternité
							Allocation prénatale	Allocation de naissance	Allocation postnatale	Total	
1965	97,0	-	-	-	-	-	-	3,0	-	3,0	-
1970	96,5	-	0,7	-	-	-	-	2,7	-	2,7	-
1975	95,7	-	0,6	-	-	-	0,9	2,8	-	3,7	-
1980	93,2 *)	(.)	0,6	-	-	-	1,6	1,5	1,2	4,3	2,0
1985	81,2	9,9	0,5	-	-	-	1,7	1,8	1,7	5,2	3,2
1986	79,0	8,7	0,5	3,9	-	-	1,7	1,6	1,6	5,0	2,9
1987	79,8	8,5	0,5	3,9	-	-	1,6	1,5	1,5	4,5	2,8
1988	77,2	8,1	0,5	6,8	-	-	1,6	1,6	1,5	4,7	2,7
1989	64,3	11,7	0,4	5,6	12,2	-	1,2	1,3	1,2	3,7	2,1
1990	61,8	14,5	0,4	5,5	12,3	-	1,2	1,2	1,1	3,6	2,0
1991	61,9	14,4	0,3	5,4	12,4	-	1,2	1,2	1,1	3,6	2,0
1992	60,6	14,1	0,3	7,6	12,2	-	1,1	1,2	1,1	3,4	1,6
1993	64,2	11,4	0,3	6,1	13,3	-	0,9	1,0	0,9	2,8	1,9
1994	62,4	11,1	0,3	6,1	15,6	-	0,9	0,9	0,8	2,6	2,0
1995	62,6	11,2	0,3	6,2	15,4	-	0,8	0,8	0,8	2,5	1,9
1996	62,5	11,3	0,3	6,2	15,2	-	0,9	0,9	0,8	2,6	2,0
1997	62,8	11,4	0,3	6,2	15,1	-	0,8	0,8	0,8	2,4	1,7
1998	67,3	10,1	0,5	5,6	13,1	-	0,7	0,7	0,7	2,1	1,4
1999	69,5	9,0	0,6	5,0	10,6	2,6	0,6	0,6	0,6	1,7	1,1
2000	66,1	8,5	0,6	4,7	12,0	5,7	0,5	0,5	0,5	1,5	1,0

*) Y compris les majorations d'âge.

Tableau 4. 7. - **Evolution des cotisations et de la masse salariale cotisable des salariés depuis 1986***
(montants en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Année	Nombre indice moyen	Cotisations au nombre indice courant			Masse salariale cotisable au n. i. 100					
		Ouvriers	Employés et fonctionnaires	Total salariés	Ouvriers		Employés et fonctionnaires		Total salariés	
					Montant	Var. en %	Montant	Var. en %	Montant	Var. en %
1986	424,43	794,0	986,1	1 780,1	10 392,4	-	14 656,1	-	25 048,5	-
1987	428,67	826,6	1 109,1	1 935,6	10 712,5	3,1	15 327,2	4,6	26 039,6	4,0
1988	429,56	867,1	1 280,4	2 147,5	11 215,0	4,7	16 561,3	8,1	27 776,2	6,7
1989	443,04	937,6	1 454,6	2 392,2	11 758,6	4,8	18 242,1	10,1	30 000,7	8,0
1990	457,86	964,5	1 517,7	2 482,3	12 391,4	5,4	19 497,5	6,9	31 888,9	6,3
1991	475,12	1 054,4	1 719,2	2 773,6	13 055,9	5,4	21 291,0	9,2	34 346,9	7,7
1992	490,02	1 135,1	1 979,4	3 114,4	13 627,6	4,4	23 763,8	11,6	37 391,5	8,9
1993	505,37	1 192,5	2 157,7	3 350,2	13 881,5	1,9	25 117,4	5,7	38 998,9	4,3
1994	521,18	1 249,4	2 328,4	3 577,7	14 103,2	1,6	26 291,6	4,7	40 394,8	3,6
1995	530,94	1 294,2	2 496,2	3 790,4	14 339,9	1,7	27 657,3	5,2	41 997,2	4,0
1996	535,29	1 323,8	2 600,7	3 924,5	14 550,1	1,5	28 581,8	3,3	43 131,9	2,7
1997	547,56	1 391,0	2 843,2	4 234,2	14 944,8	2,7	30 559,8	6,9	45 504,6	5,5
1998	548,67	1 448,8	3 043,5	4 492,3	15 532,9	3,9	32 632,1	6,8	48 165,0	5,8
1999	554,38	1 526,1	3 323,7	4 849,8	16 206,1	4,3	35 275,4	8,1	51 481,5	6,9
2000	576,43	1 654,9	3 702,3	5 357,2	17 113,7		38 272,9		55 386,6	
		41,02 €	91,78 €	132,80 €	424,24 €	5,6	948,76 €	8,5	1 373,00 €	7,6

*) Total des cotisations se rapportant aux exercices 1986 et suivants et masse correspondant à ces cotisations.

Tableau 4. 8. - **Structure de la réserve**
(montants en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Année	Placements et titres		Trésorerie		Solde débiteurs / créditeurs		Réserve	Fonds de roulement	Total
	Montant	En % total	Montant	En % total	Montant	En % total			
1986	661,3	35,3	417,3	22,3	794,8	42,4			1 873,3
1987	1 403,0	61,0	193,7	8,4	703,8	30,6			2 300,5
1988	2 182,3	71,8	54,5	1,8	800,6	26,4			3 037,4
1989	2 141,4	69,0	59,3	1,9	904,9	29,1			3 105,6
1990	1 758,5	63,1	132,7	4,8	896,7	32,2			2 787,9
1991	1 655,4	65,9	85,2	3,4	771,5	30,7			2 512,1
1992	976,0	33,8	180,0	6,2	1 731,3	60,0			2 887,4
1993	1 038,0	48,6	98,3	4,6	999,5	46,8			2 135,7
1994	-	-	48,3	3,8	1 229,0	96,2			1 277,3
1995	-	-	177,8	21,7	641,9	78,3	379,7	440,0	819,7
1996	-	-	168,4	20,5	651,3	79,5	379,7	440,0	819,7
1997	-	-	128,7	15,7	691,0	84,3	379,7	440,0	819,7
1998	-	-	44,5	5,4	775,2	94,6	379,7	440,0	819,7
1999	-	-	67,1	8,2	752,6	91,8	379,7	440,0	819,7
2000	-	-	133,4	16,3	686,3	83,7	379,7	440,0	819,7
	-	-	3,31 €		17,01 €		9,41 €	10,91 €	20,32 €

Tableau 4. 9. - **Taux de rendement moyen de la fortune**
(montants en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Année	Produits financiers	Intérêts de retard sur cotisations	Frais de gestion du patrimoine	Revenus nets de la fortune ¹⁾	Réserve au 31 décembre	Taux de rendement moyen ²⁾
1985 ³⁾	-	-	-	-	1 652 324 620	-
1986	87 137 196	4 666 353	3 059	91 800 490	1 873 302 261	5,3%
1987	98 367 516	4 661 910	252 076	102 777 350	2 300 543 453	5,0%
1988	135 428 679	4 564 896	57 990	139 935 585	3 037 406 098	5,4%
1989	210 947 697	3 436 711	5 333	214 379 075	3 105 552 799	7,2%
1990	218 513 293	5 596 525	14 275	224 095 543	2 787 863 171	7,9%
1991	191 780 202	3 946 973	1 141	195 726 034	2 512 089 035	7,7%
1992	177 693 199	4 778 920	82 094	182 390 025	2 887 366 539	7,0%
1993	143 493 397	6 464 744	116 898	149 841 243	2 135 734 232	6,1%
1994	62 412 279	887 966	250 936	63 049 309	1 277 271 975	3,8%
1995	40 407 370	4 436 513	1 311 628	43 532 255	819 749 517	4,2%
1996	16 838 461	204 681	2 782 545	14 260 597	819 749 517	1,8%
1997	22 475 860	91 113	33 675	22 533 298	819 749 517	2,8%
1998	21 840 035	5 650	52 590	21 793 095	819 749 517	2,7%
1999	30 055 943	98 142	488 884	29 665 201	819 749 517	3,7%
2000	18 913 310	206 475	1 629 241	17 490 544	819 749 517	2,2%
	468 848,71 €	5 118,38 €	40 387,83 €	433 579,26 €	20 321 059,72 €	

¹⁾ Produits financiers (revenus bruts) +intérêts de retard sur cotisations -frais de gestion du patrimoine.

²⁾ Le taux de rendement moyen est calculé d'après la formule:

$$i = \frac{2 * I}{A + B - I} \text{ avec}$$

i = taux de rendement moyen

I = revenus nets de la fortune

A = réserve au début de l'exercice

B = réserve à la fin de l'exercice.

³⁾ Bilan d'ouverture de la CNPF.

PRESTATIONS MIXTES

Sommaire

	Page
1. Introduction	357
2. Evaluation des bénéficiaires	357
3. Niveau moyen et coût de prestations	361

Statistiques

Considérations méthodologiques	364
1. Les bénéficiaires du revenu minimum garanti (RMG)	365
Tableau 1. Nombre et composition des communautés domestiques bénéficiaires	365
Tableau 2. Répartition des communautés domestiques bénéficiaires du fonds suivant le nombre d'enfants bénéficiaires	365
Tableau 3. Mouvement du nombre des communautés	366
Tableau 4. Répartition par groupes d'âge des bénéficiaires du fonds au 31.12.2000	366
Tableau 5. Répartition par groupe d'âge des bénéficiaires de pension au 31.12.2000	367
Tableau 6. Nationalité des bénéficiaires majeurs du fonds	367
Tableau 7. Situation des bénéficiaires majeurs du fonds vis-à-vis du marché du travail au moment de l'attribution du complément	368
Tableau 8. Relations de parenté des membres majeurs de la communauté domestique avec l'attributaire principal (bénéficiaires du fonds)	368
Tableau 9. Seuils mensuels du revenu minimum garanti	368
Tableau 10. Montant moyen du complément selon la composition de la communauté domestique ou selon le type de pension	369
Tableau 11. Répartition du complément par tranches de montant (bénéficiaires du fonds)	370
Tableau 12. Revenus des communautés domestiques bénéficiaires du fonds	371
2. Les bénéficiaires de l'allocation compensatoire de vie chère (AVC)	371
Tableau 13. Nombre des bénéficiaires de l'AVC	371
Tableau 14. Répartition par groupe d'âge des bénéficiaires de l'AVC auprès des régimes de pension contributifs au 31.12.2000	372
3. Autres prestations du FNS	372
Tableau 15. Nombre des bénéficiaires	372
4. L'allocation de soins	373
Tableau 16. Nombre des bénéficiaires	373
5. Evolution des dépenses pour prestations	373
Tableau 17. Récapitulation des dépenses pour prestations de 1980 à 2000	373
6. Comptes financiers du FNS	374
Tableau 18. Bilans comparés des exercices 1999 et 2000	374
Tableau 19. Etat détaillé des recettes	375
Tableau 20. Etat détaillé des dépenses	376

1. Introduction

En dehors des prestations de sécurité sociale proprement dites, la législation sociale prévoit des prestations mixtes qui relèvent de l'assistance sociale et de l'aide sociale. Ces deux volets reposent sur la solidarité nationale et ne sont pas une contrepartie d'un apport professionnel. Il s'agit des prestations fournies par le fonds national de solidarité, à savoir:

- le revenu minimum garanti,
- l'allocation compensatoire de vie chère,
- l'avance de pensions alimentaires
- l'allocation de chauffage et
- un complément dans le cadre des prestations de l'accueil gérontologique.

Restent à mentionner l'allocation de soins et l'allocation pour personnes gravement handicapées qui ont toutes les deux été remplacées par les prestations de l'assurance dépendance compétente pour toute nouvelle demande à partir du 1^{er} janvier 1999.

Le fonds national de solidarité fut institué par la loi du 30 juillet 1960. Les différentes prestations ont subi depuis de nombreuses modifications.

Le revenu minimum garanti fut instauré par la loi du 26 juillet 1986 et a été modifié en profondeur par la loi du 29 avril 1999. Ainsi l'âge minimum pour l'ouverture du droit au RMG a été ramené de 30 à 25 ans et la condition de durée de résidence au Grand-Duché de Luxembourg a été réduite de 10 à 5 ans en deans les 20 dernières années.

Le revenu minimum garanti prévoit soit l'allocation d'une indemnité d'insertion, soit d'une allocation complémentaire, soit une combinaison des deux, le tout dans les limites fixées en fonction de la composition de la communauté domestique. Pour la fixation du montant accordé les ressources de la communauté sont pris en considération. Au cas où la communauté domestique doit s'acquitter d'un loyer, un complément supplémentaire peut être accordé, sans que cette majoration ne puisse dépasser cinq mille LUF.

L'octroi de l'indemnité d'insertion est soumise cependant à des conditions supplémentaires, à savoir être âgé de moins de soixante ans et être apte à suivre des mesures d'insertion professionnelle.

L'allocation compensatoire de vie chère, créée par la loi du 13 juin 1975 a été abrogée par la loi du 26 juillet 1986 portant création du droit à un revenu minimum garanti. Les allocations dues en décembre 1988 continuent à être payées tant que le droit subsiste.

La loi du 26 juillet 1980 et le règlement Grand-Ducal du 2 décembre 1983 règlent l'avance et le recouvrement par le FNS de pensions alimentaires dues à un conjoint, un ascendant ou un descendant.

Le règlement du Gouvernement en Conseil du 18 février 1983 avait créé une allocation de chauffage en faveur des ménages à revenu modeste, en remplacement de la subvention sur les combustibles minéraux solides. Entre 1983 et 1986, les montants accordés et les limites de revenu ont été adaptés à plusieurs reprises. Par règlement du Gouvernement en Conseil du 8 janvier 1988, l'octroi a été limité aux consommateurs de combustibles solides.

Suite à l'augmentation substantielle des prix sur le marché des produits pétroliers en 2000, une nouvelle adaptation a été faite par le règlement du Gouvernement en Conseil du 20 octobre 2000. Le champ d'application a été élargi aux combustibles liquides, à l'électricité et au gaz et les montants de l'allocation aussi bien que la limite du revenu global considéré ont été adaptés.

La loi du 23 décembre 1998 autorisant le FNS à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gérontologique aux usagers des centres intégrés, maisons de soins, centres socio-gérontologiques et foyers du jour psychogériatriques est entrée en vigueur au 1 janvier 1999. Elle institue un complément au profit des personnes incapables de couvrir par leurs ressources personnelles les dépenses afférentes aux prestations dans le cadre de l'accueil gérontologique. Le montant de ce complément est fixé en fonction de la qualité des prestations fournies et des ressources personnelles des usagers.

2. Evaluation des bénéficiaires

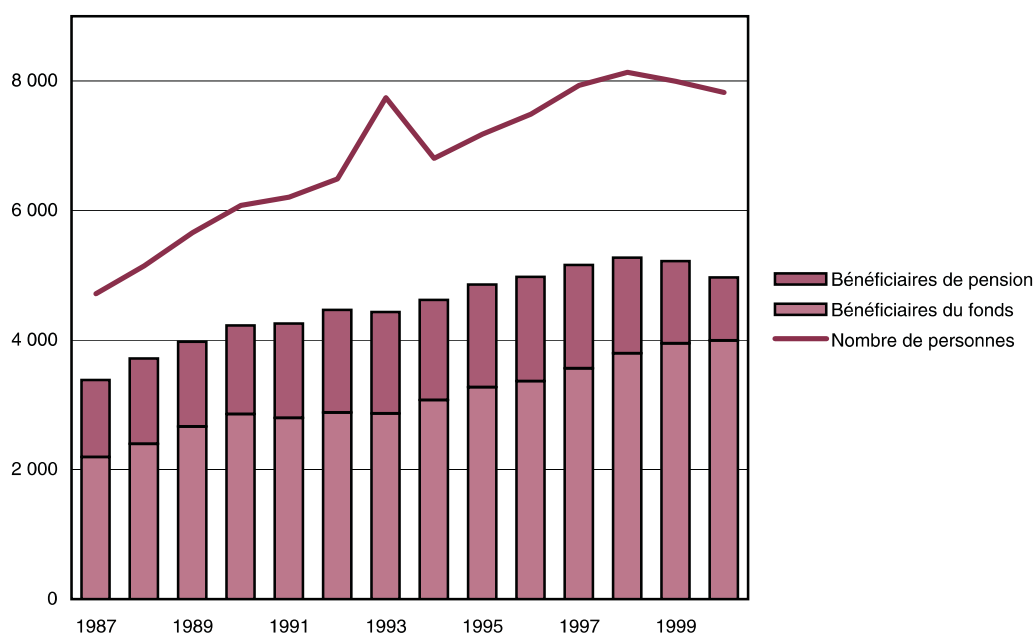
2.1. Le revenu minimum garanti

2.1.1. L'allocation complémentaire

Les bénéficiaires du RMG sont répartis en deux catégories suivant que le versement du complément est effectué par le fonds national de solidarité (bénéficiaires du fonds) ou par une caisse de pension (les bénéficiaires de pension).

Cependant depuis 1999, en vue de faciliter les travaux et de réduire le flux administratif, toute nouvelle demande faite par un bénéficiaire de pension est traitée par le Fonds et les anciennes prestations de bénéficiaires de pension soumises à modification y sont transférées également. De cette manière, le FNS, à moyen terme, aura une compétence exclusive dans ce domaine.

Graphique 1. - Evolution des bénéficiaires du RMG



En décembre 2000, la première catégorie compte 3 991 communautés domestiques avec 6 849 bénéficiaires contre 3 950 respectivement 6 729 en 1999. Dans la deuxième catégorie figurent, 975 bénéficiaires en décembre 2000 par rapport à 1 267 en 1999. Ces données ne tiennent pas compte des bénéficiaires de la part d'un office social, ni des bénéficiaires d'une indemnité d'insertion seule de la part du FNS. Les données y relatives peuvent être consultées dans les rapports d'activité correspondants.

Les explications qui suivent concernent uniquement les deux catégories énumérées au premier alinéa ci-dessus. La première catégorie comprend plus de deux tiers des communautés domestiques. Y prédominent les ménages d'une seule personne (61,5%), suivis par les familles mono-parentales (16,9%), les familles nucléaires - deux adultes avec ou sans enfants - (16,6%) ainsi que les personnes handicapées ou infirmes vivant dans le ménage de leurs parents (3,6%). Les ménages avec enfants ne représentent que 26,8% des communautés domestiques bénéficiaires du fonds et le nombre moyen d'enfants à charge s'élève à 2,00. Les bénéficiaires de nationalité luxembourgeoise représentent 63,9% du total.

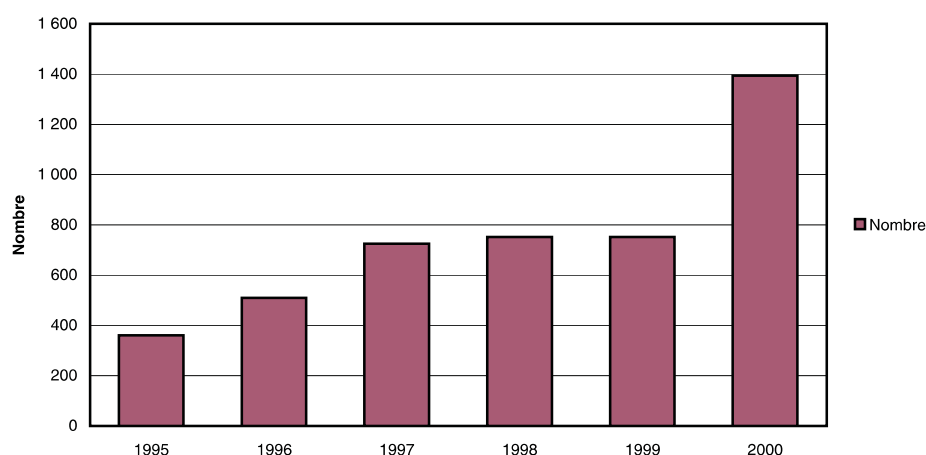
En ce qui concerne la situation des bénéficiaires majeurs non pensionnés vis-à-vis du marché du travail au moment de l'attribution du complément RMG, on constate que plus de la moitié des bénéficiaires sont des demandeurs d'emploi non indemnisés (27,8%) et des infirmes ou handicapés (20,5%); viennent ensuite les conjoints au foyer (16,2%) et les personnes âgées de plus de 60 ans (5,4%). Seulement 8,1% de tous les bénéficiaires majeurs ont exercé une activité professionnelle au moment de l'attribution du complément. Le nombre d'attributaires du RMG, qui sont en même temps bénéficiaires d'une pension, atteint 975 personnes en 2000. Il s'agit à raison de 72,4% de bénéficiaires d'une pension personnelle, de 22,8% d'une pension de conjoint survivant et de 4,8% d'une pension d'orphelin.

Les bénéficiaires féminins du RMG sont plus nombreux que les bénéficiaires masculins. Cela résulte d'une part, de la condition de la limite d'âge (25 ans à partir du 1.3.2000) qui ne s'applique pas aux femmes qui élèvent un enfant et, d'autre part, de l'espérance de vie plus élevée et de la structure des revenus moins élevés des personnes âgées de sexe féminin.

2.1.2 L'indemnité d'insertion

Tout demandeur de moins de 60 ans et considéré apte à suivre une mesure d'insertion professionnelle par le SNAS doit faire une demande d'insertion sociale et professionnelle préalablement à la demande en obtention de l'allocation complémentaire, à moins d'être soumis à une mesure organisée par l'administration de l'emploi.

Graphique 2. - Evolution du nombre moyen de bénéficiaires d'une indemnité d'insertion (nombre au 31 décembre de chaque année)



Avec l'entrée en vigueur de la loi du 29 avril 1999, plus de poids est mis sur les mesures de réinsertion professionnelle et sociale, ce qui se reflète dans le nombre des bénéficiaires d'une indemnité d'insertion qui ont augmenté de 85,37%. Parmi les 1 394 bénéficiaires comptés en décembre 2000, 39,3 % sont des femmes.

2.1.3. La compensation à charge de loyer

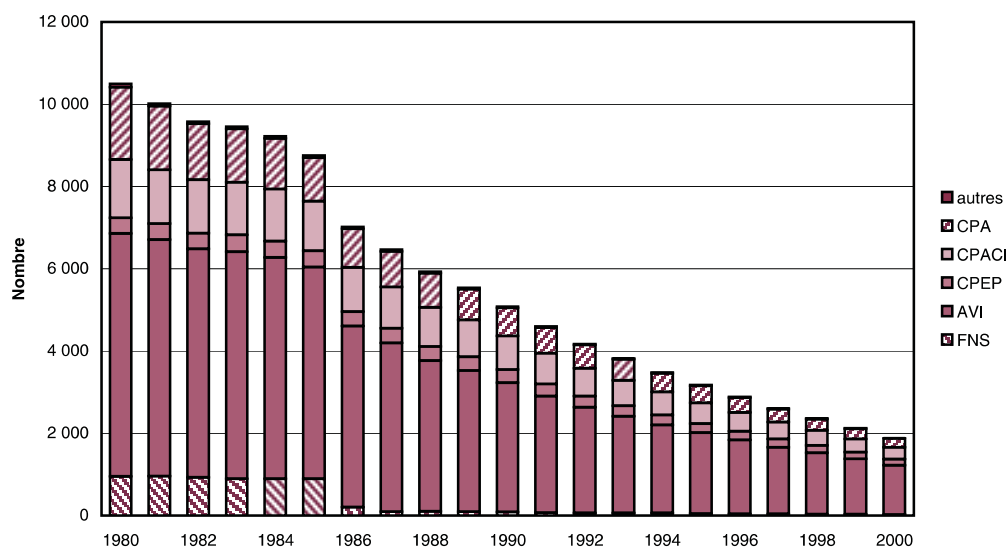
La loi du 29 avril 1999 a abrogé l'ancien complément à charge de loyer pour l'intégrer dans la détermination du revenu minimum garanti. Pour la communauté domestique qui doit s'acquitter d'un loyer le complément RMG est majoré sans que cette majoration puisse dépasser le montant de 123,95 EUR.

Les bénéficiaires pour lesquels l'ancien mode de calcul est plus favorable continuent cependant à bénéficier du complément à charge de loyer proprement dit.

Par conséquent, le nombre de bénéficiaires de cette allocation, qui se situe à 1 192 en décembre 2000 contre 1 724 en 1999, a considérablement diminué à partir de mars 2000 et va continuer cette tendance jusqu'à disparition complète des statistiques.

2.2. L'allocation compensatoire de vie chère

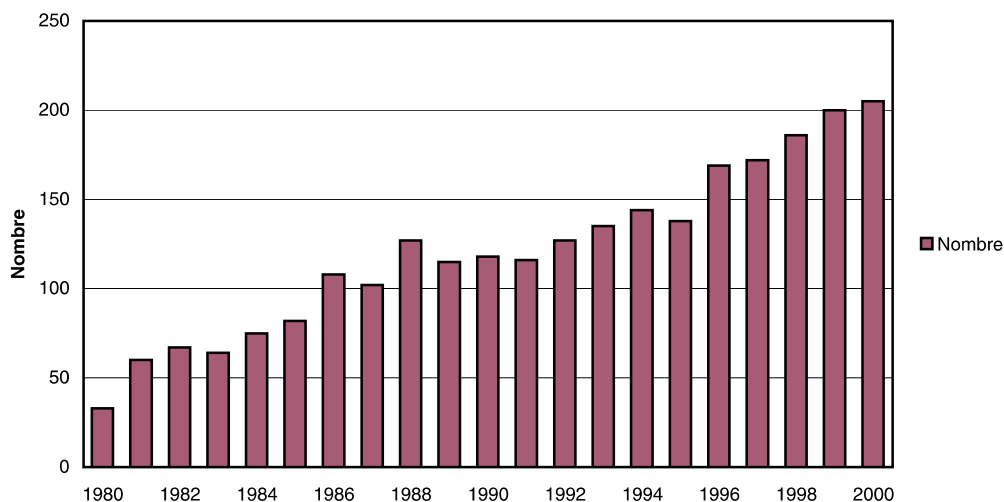
Graphique 3. - Evolution du nombre de bénéficiaires d'une allocation compensatoire de vie chère suivant organisme payeur



Depuis l'abrogation de cette prestation en 1986, le nombre des bénéficiaires est passé de 7 020 à 1 885 en décembre 2000. Seulement 1,3% en sont à charge du FNS. Le plus grand nombre se répartit entre les différentes caisses de pension, où l'AVI est avec 63,5% le prestataire le plus important (63,4% en 1999).

2.3. L'avance et le recouvrement de pensions alimentaires

Graphique 4. - Evolution du nombre de bénéficiaires d'une pension alimentaire



Tout ayant droit à une pension alimentaire fixée par décision judiciaire exécutoire au Grand Duché de Luxembourg et non payée peut faire la demande d'avance de pension alimentaire au FNS, sous condition de se trouver en une situation économique difficile et d'avoir personnellement utilisé les possibilités légales d'obtenir son droit.

Depuis la création de ce droit en 1980, le nombre de demandes suit une évolution croissante. Fin 2000, cette prestation comptait 205 bénéficiaires.

Le FNS tente systématiquement de recouvrer les avances effectuées, soit dans le chef du débiteur, soit dans celui du créancier, à condition que la situation de celui-ci se soit améliorée de façon à permettre un tel recouvrement.

2.4. L'allocation de chauffage

L'année de sa création, en 1983, l'allocation de chauffage - qui consiste en un paiement unique par an sur présentation de factures - connaissait avec 3 073 bénéficiaires un grand afflux. Ce nombre dépassait les 3 000 jusqu'en 1987. La loi du 8 janvier 1988 ayant limité le droit aux utilisateurs de combustibles solides a fait descendre ce nombre de bénéficiaires à 493. Sans autre adaptation des plafonds de revenu après cette date, le nombre des allocataires a chuté pour atteindre 10 bénéficiaires en 1999. L'augmentation massive des prix pétroliers en 2000 a amené le gouvernement à modifier la réglementation relative à l'allocation de chauffage en adaptant les conditions d'ouverture du droit et en adaptant les montants de l'allocation.

Les nouveaux montants étant valables pour l'an 2000 qui ne comptait après la mise en vigueur plus que deux mois, la validité de cette mesure a été prolongée jusque fin mars 2001. L'adaptation légale a permis de donner une suite favorable à 4 703 demandes d'octobre 2000 à mars 2001.

2.5. Le complément aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gérontologique

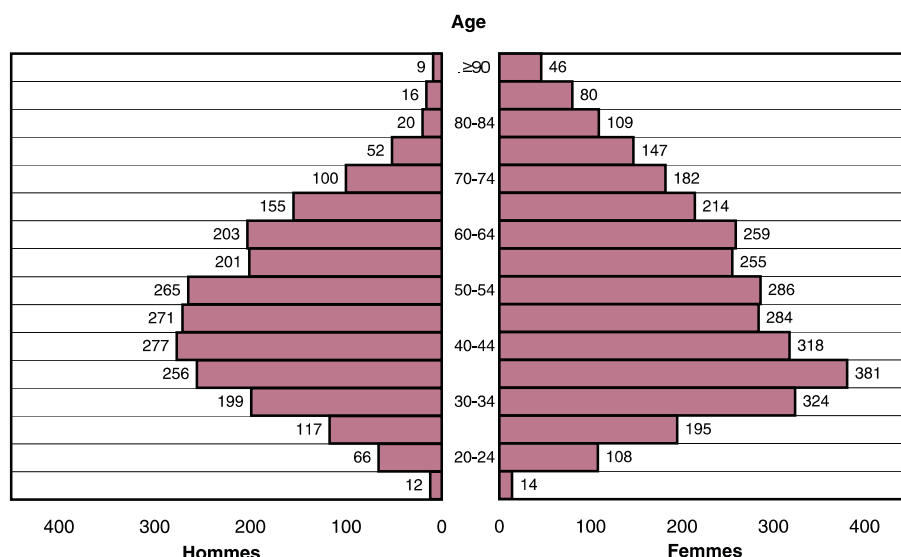
Le complément ayant été introduit au 1^{er} janvier 1999, les premières demandes ont été faites en avril de la même année. Jusqu'en décembre 2000, le FNS a reçu 1 338 demandes, qui ont engendré 1 035 accords, y compris les paiements uniques et les trop-payés, et 144 refus. Ainsi 159 dossiers restent en suspens à ce moment.

3. Niveau moyen et coût des prestations

3.1. Le revenu minimum garanti

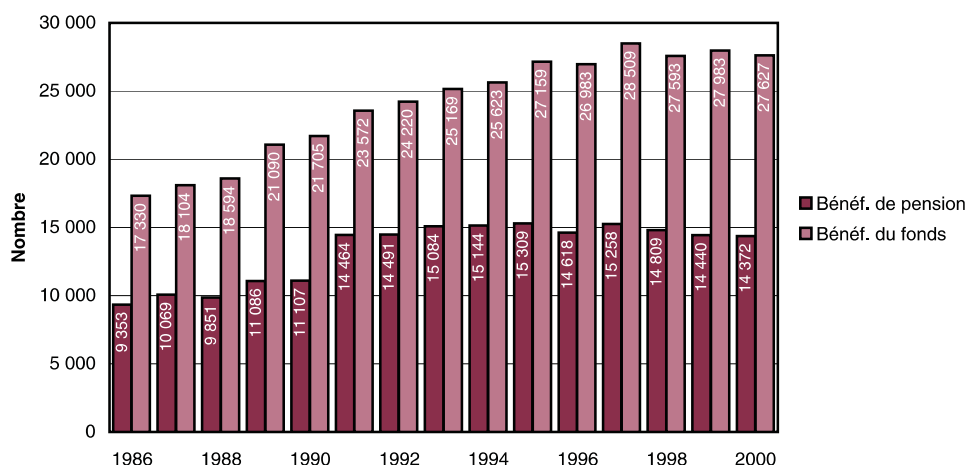
3.1.1. L'allocation complémentaire

Graphique 5. - Structure par âge des bénéficiaires (bénéficiaires adultes du fonds et bénéficiaires d'une pension personnelle)



Au 31 décembre 2000, le montant moyen du complément du RMG s'élève à 684,86 EUR par mois pour les bénéficiaires du fonds et à 356,27 EUR par mois pour les bénéficiaires de pension. Cette différence assez sensible des montants moyens par catégorie résulte essentiellement du fait que, dans la première catégorie, plus de la moitié des bénéficiaires ne disposent pas de ressources propres, tandis que la deuxième catégorie ne renseigne que des compléments alloués à des bénéficiaires de pensions peu élevées.

Graphique 6.- Evolution du montant moyen du complément RMG (mois de décembre)



En fait, l'influence de la taille de la communauté domestique ne se traduit que marginalement sur le montant moyen du complément, qui a diminué de 1,3% pour les bénéficiaires du fonds et de 0,5% pour les bénéficiaires de pension, par rapport à décembre 1999.

3.1.2 L'indemnité d'insertion

Les 2 093 personnes qui ont bénéficié en 2000 des mesures d'insertion (contre 1 022 en 1999) ont touché un total brut de 14 949 187,58 EUR. La durée moyenne d'une telle mesure est de 8,0 mois en 2000. L'indemnité est imposable et soumise aux charges sociales applicables en matière de salaires.

L'introduction du revenu minimum garanti en 1986 était destinée à remplacer les anciennes pensions de solidarité tout en étendant le champ des bénéficiaires et en augmentant le niveau des prestations. Comme le cumul du revenu minimum garanti avec l'allocation compensatoire de vie chère (AVC) n'est pas autorisé, le RMG est en train de remplacer progressivement cette dernière. Aussi, pour l'analyse du coût de ces prestations, il faut regrouper le RMG et l'AVC de la quelle ne peuvent profiter que les anciens bénéficiaires. Parallèlement à l'augmentation rapide des dépenses pour le RMG, on constate une réduction des dépenses pour l'AVC. Le coût total pour le RMG et l'AVC a atteint 63,54 millions EUR en 2000, contre 56,69 millions un an plus tôt. Comme depuis 1998 les communes ne participent plus au financement des prestations, la participation de l'Etat est de 92,8%, soit 58,94 millions EUR.

Tableau 1. - Evolution des dépenses pour le RMG et l'AVC (montants en millions EUR)

Année	FNS/RMG	AVC	Total
1985	6,41	7,91	14,31
1986	6,93	7,49	14,42
1987	13,46	5,86	19,32
1988	18,58	5,18	23,75
1989	20,21	4,85	25,06
1990	23,27	4,37	27,64
1991	27,17	3,92	31,09
1992	29,16	3,57	32,73
1993	33,64	3,27	36,91
1994	37,16	2,98	40,14
1995	42,47	2,71	45,18
1996	45,00	2,46	47,46
1997	51,37	2,23	53,60
1998	53,85	2,02	55,87
1999	54,87	1,82	56,69
2000	61,91	1,62	63,54

3.1.3. La compensation à charge de loyer

Le montant maximum du complément étant fixé à 123,95 EUR, le montant moyen varie entre 95,07 (AVI) et 123,95 (CPA) en décembre 2000 contre 92,79 et 123,95 en 1999. Le FNS qui compte la majeure partie des bénéficiaires paie en moyenne 102,95 EUR en l'an 2000.

3.2. L'allocation compensatoire de vie chère

Au 31 décembre 2000, le montant moyen nominal de l'AVC s'élève à 74,94 EUR pour les bénéficiaires du FNS et à 68,17 EUR pour ceux des Caisses de Pension (contre 75,76 et 68,32 en 1999).

3.3. L'avance et le recouvrement de pensions alimentaires

Les pensions alimentaires avancées par le Fonds renseignent un montant moyen par bénéficiaire de 71,17 EUR n.i.100 au 31 décembre 2000 contre 72,41 en 1999. La qualité informative de ces montants est assez faible en présence de la large fourchette des montants avancés. D'une part le nombre des personnes faisant partie d'un ménage détermine le niveau de l'allocation, d'autre part le législateur n'a pas fixé de plafonds à accorder, de sorte que le FNS s'acquitte simplement du montant fixé par décision judiciaire, qui varie fortement selon les cas.

En 2000, ce coût atteint 890,59 milliers EUR, contre 922,63 milliers en 1999, et ne représente que 1,4% de toutes les dépenses en prestations du FNS. Le montant total des pensions est influencé par le nombre de demandes accordées, par le niveau du montant moyen et par le montant du recouvrement des pensions alimentaires avancées.

3.4. L'allocation de chauffage

Par règlement du gouvernement en conseil du 20 octobre 2000, les montants de l'allocation de chauffage ont été fixés pour l'an 2000 à 396,63; 495,79; 594,94; 694,10 et 793,26 EUR selon que la communauté bénéficiaire est composée d'une, deux, trois, quatre ou cinq et plus personnes. Le montant moyen pour l'an 2000 est de 484,24 EUR. Ce montant a plus que doublé par rapport à 1999, parce que les modifications législatives ont doublé les montants de l'allocation tout en allégeant considérablement les conditions d'attribution.

Les dépenses pour l'allocation de chauffage régressives depuis 1990 et qui en 1999 n'avaient plus dépassé les 1 832,73 EUR, atteignent en 2000 en présence de la nouvelle législation les 632 millions EUR.

3.5. Le complément aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gérontologique

Comme le logiciel pour le traitement de ce complément est encore en phase de développement, la liquidation se fait actuellement par avances payées aux institutions. Ce système ne permettant pas de déduire un montant moyen par bénéficiaire, les données disponibles se limitent au total des droits qui se sont élevés à 1 163 872,66 EUR de la part du FNS et à 426 832,08 du côté des offices sociaux pour l'an 2000. Le total liquidé en 2000 s'élève néanmoins à 2 567 138,11 EUR et comprend la dépense relative au solde de 976 353,44 EUR de l'an 1999.

Considérations méthodologiques

Les statistiques relatives aux bénéficiaires du revenu minimum garanti sont établies à partir des fichiers de liquidation des prestations. Bien que les prestations soient à charge du fonds national de solidarité, le paiement de ces prestations est effectué selon deux manières différentes:

Lorsque l'attributaire du complément est bénéficiaire d'une pension du régime contributif, le paiement est effectué par la caisse de pension ensemble avec la pension; cette catégorie est désignée dans la suite par les "bénéficiaires de pension".

Dans les autres cas, le paiement est effectué soit par le fonds national de solidarité, soit par l'office social selon que l'ayant droit a présenté sa demande à l'un ou l'autre organisme. Lorsque l'ayant droit s'est adressé à l'office social, le fonds national de solidarité reprend le paiement après une période s'étendant sur le mois en cours et les trois mois subséquents. Cette deuxième catégorie est désignée dans la suite par les "bénéficiaires du fonds".

A l'heure actuelle, les données statistiques disponibles sont organisées en fonction du mode de paiement appliqué. Ainsi les attributaires bénéficiaires d'une pension du régime contributif ne figurent pas encore dans les fichiers de liquidation du fonds national de solidarité et les données statistiques ne sont pas disponibles avec tous les détails. D'un autre côté, les compléments du revenu minimum garanti versés par les offices sociaux ne sont repris dans les fichiers du fonds national de solidarité qu'au moment du remboursement des offices sociaux par le fonds ou au moment de la reprise du paiement par le fonds. Il en résulte que les données statistiques ne sont exploitables qu'avec un retard de plusieurs mois pour refléter la situation exacte des bénéficiaires du revenu minimum garanti.

Section 1 - Les bénéficiaires du revenu minimum garanti (RMG)

Tableau 1. - **Nombre et composition des communautés domestiques bénéficiaires**
(au mois de décembre)

	1996	1997	1998	1999	2000
I. Communautés domestiques bénéficiaires du fonds					
Un bénéficiaire adulte					
- sans enfant	1 965	2 048	2 237	2 436	2 455
- avec enfants	698	763	759	730	674
Deux bénéficiaires adultes					
- sans enfant	137	169	214	237	284
- avec enfants	295	325	349	322	380
Trois bénéficiaires adultes et plus					
- sans enfant	7	12	12	10	12
- avec enfants	10	8	10	15	15
Un ou plusieurs ascendants					
- sans enfant	39	35	33	30	26
- avec enfants	2	2	0	0	0
Un ou plusieurs descendants					
- sans enfant	204	196	180	167	145
- avec enfants	9	4	3	3	0
SOUS-TOTAL 1:	3 366	3 562	3 797	3 950	3 991
II. Bénéficiaires de pension*)					
Titulaires de pensions personnelles	1 119	1 114	1 019	860	706
Titulaires de pensions de conjoint survivant	336	333	308	265	222
Titulaires de pensions d'orphelin	154	149	148	142	47
SOUS-TOTAL 2:	1 609	1 596	1 475	1 267	975
TOTAL des communautés domestiques	4 975	5 158	5 272	5 217	4 966

*) Répartition suivant caisses de pension: cf. tableau 10.

Tableau 2. - **Répartition des communautés domestiques bénéficiaires du fonds**
suivant le nombre d'enfants bénéficiaires
(au mois de décembre)

	1996	1997	1998	1999	2000
Sans enfant	2 352	2 460	2 676	2 880	2 922
Un enfant	403	425	447	447	432
Deux enfants	329	369	368	350	342
Trois enfants	189	202	198	186	203
Quatre enfants	66	75	77	63	62
Cinq enfants et plus	27	31	31	24	30
TOTAL	3 366	3 562	3 797	3 950	3 991

Tableau 3. - Mouvement du nombre des communautés

Année	Bénéficiaires du fonds	
	Entrées	Sorties
1987	805	170
1988	656	368
1989	607	357
1990	583	390
1991	437	424
1992	442	353
1993	486	370
1994	515	436
1995	599	497
1996	740	731
1997	836	803
1998	701	872
1999	668	923
2000	1 101	1 151

Tableau 4. - Répartition par groupes d'âge des bénéficiaires du fonds au 31.12.2000

Groupe d'âge	Bénéficiaires majeurs		Ascendants		Descendants		Total		Enfants
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
0 - 4	-	-	-	-	-	-	-	-	474
5 - 9	-	-	-	-	-	-	-	-	670
10 - 14	-	-	-	-	-	-	-	-	530
15 - 17	-	-	-	-	-	-	-	-	260
18 - 19	12	14	-	-	-	-	12	14	101
20 - 24	66	108	-	-	-	-	66	108	91
25 - 29	115	195	-	-	2	-	117	195	8
30 - 34	176	305	-	-	20	18	196	323	-
35 - 39	228	365	-	-	22	14	250	379	-
40 - 44	250	290	-	-	18	19	268	309	-
45 - 49	248	265	-	-	9	10	257	275	-
50 - 54	245	260	-	1	5	3	250	264	-
55 - 59	169	216	-	-	2	5	171	221	-
60 - 64	149	209	2	3	-	-	151	212	-
65 - 69	82	160	1	1	-	-	83	161	-
70 - 74	45	123	-	3	-	-	45	126	-
75 - 79	25	81	-	2	-	-	25	83	-
80 - 84	10	62	-	7	-	-	10	69	-
85 - 89	8	34	-	6	-	-	8	40	-
>= 90	5	22	-	-	-	-	5	22	-
TOTAL	1 833	2 709	3	23	78	69	1 914	2 801	2 134

Tableau 5. - Répartition par groupes d'âge des bénéficiaires de pension au 31.12.2000

Groupe d'âge	Pensions personnelles			Pensions de conjoint survivant	Pensions d'orphelin	Total
	Hommes	Femmes	Total			
0 - 4	-	-	-	-	-	-
5 - 9	-	-	-	-	-	-
10 - 14	-	-	-	-	-	-
15 - 17	-	-	-	-	-	-
18 - 19	-	-	-	-	-	-
20 - 24	-	-	-	-	2	2
25 - 29	-	-	-	-	2	2
30 - 34	3	1	4	-	5	9
35 - 39	6	2	8	2	4	14
40 - 44	9	9	18	1	8	27
45 - 49	14	9	23	4	10	37
50 - 54	15	22	37	5	9	51
55 - 59	30	34	64	10	4	78
60 - 64	52	47	99	10	3	112
65 - 69	72	53	125	26	-	151
70 - 74	55	56	111	30	-	141
75 - 79	27	64	91	41	-	132
80 - 84	10	40	50	44	-	94
85 - 89	8	40	48	35	-	83
>= 90	4	24	28	14	-	42
TOTAL	305	401	706	222	47	975

Tableau 6. - Nationalité des bénéficiaires majeurs du fonds

Nationalité	31.12.1999			31.12.2000		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
<i>Luxembourg</i>	1 399	1 765	3 164	1 233	1 744	2 977
Autres pays de l' UE						
Allemagne	32	74	106	37	84	121
Autriche	-	4	4	2	2	4
Belgique	34	60	94	34	60	94
Danemark	1	-	1	1	-	1
Espagne	14	9	23	15	11	26
France	46	138	184	54	150	204
Grèce	1	2	3	1	2	3
Irlande	1	4	5	-	5	5
Italie	114	152	266	131	155	286
Pays-Bas	13	12	25	10	11	21
Portugal	198	254	452	233	339	572
Royaume-Uni	3	4	7	3	4	7
Autres pays d'Europe						
Suisse	1	2	3	1	1	2
Ex-Yougoslavie	22	22	44	46	51	97
Autres pays						
Brésil	-	3	3	-	4	4
Cap-Vert	8	23	31	14	31	45
Etats-Unis d'Amérique	2	2	4	3	1	4
Autres	14	30	44	54	98	152
Apatrides/réfugiés	3	4	7	1	4	5
Indéterminés	44	50	94	41	44	85
TOTAL	1 950	2 614	4 564	1 914	2 801	4 715

Tableau 7. - Situation des bénéficiaires majeurs du fonds vis-à-vis du marché du travail au moment de l'attribution du complément

	31.12.1999			31.12.2000		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Ouvrier	137	171	308	135	233	368
Employé privé	2	5	7	3	4	7
Fonctionnaire ou employé statutaire	1	-	1	-	-	0
Indépendant CPACI et TII	5	1	6	5	2	7
Agriculteur	1	-	1	-	-	-
Chômeur indemnisé	40	25	65	40	23	63
Demandeur d'emploi non indemnisé	935	572	1 507	784	523	1 307
Bénéficiaire d'une pension d'invalidité ou d'une rente plénière	73	57	130	103	105	208
Infirme	277	331	608	267	316	583
Handicapé	210	208	418	190	191	381
Etudiant	17	27	44	15	31	46
Personne au foyer	24	752	776	24	737	761
Autres inactifs de moins de 60 ans	87	144	231	129	199	328
Bénéficiaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité	92	112	204	149	156	305
Bénéficiaire d'une pension de conjoint survivant	3	47	50	7	85	92
Autres inactifs de plus de 60 ans	41	160	201	57	195	252
TOTAL	1 945	2 612	4 557	1 908	2 800	4 708

Tableau 8. - Relations de parenté des membres majeurs de la communauté domestique avec l'attributaire principal (bénéficiaires du fonds)

	31.12.1999		31.12.2000	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Attributaire	1 780	2 163	1 733	2 271
Conjoint	57	325	68	402
Fils / fille	20	39	25	46
Père / mère de l'attributaire ou de son conjoint	8	17	7	26
Frère / soeur / beau-frère / belle-soeur	12	9	11	9
Petit-fils / petite-fille	1	-	1	-
Grand-père / grand-mère de l'attributaire ou de son conjoint	-	1	-	1
Neveu / nièce	-	-	-	-
Oncle / tante	-	-	-	-
Cousin / cousine	-	-	-	-
Autres liens de parenté	9	7	7	9
Pas de liens de parenté	66	50	73	46

Tableau 9. - Seuils mensuels du revenu minimum garanti (au nombre 100 de l'indice du coût de la vie) (montants en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Date d'entrée en vigueur	1.1.1989	1.10.1989	1.1.1993	1.3.1993	1.1.1995	1.1.1997	1.1.1998	1.1.1999	1.1.2000	
Personne adulte seule ou première personne adulte d'une communauté domestique	5 430	5 430	5 636	5 636	5 822	6 008	6 008	6 086	6 086	150,87 €
Deuxième personne adulte	1 864	1 864	2 818	2 818	2 911	3 004	3 004	3 043	3 043	75,43 €
Troisième personne adulte et suivantes	1 554	1 554	1 613	1 613	1 666	1 719	1 719	1 741	1 741	43,16 €
Enfant ayant droit à des allocations familiales *)	777	1 000	1 000	830	857	884	729	554	554	13,73 €
Ayant droit vivant dans le ménage de ses ascendants ou descendants	3 324	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ayant droit subséquent vivant dans le ménage de ses ascendants ou descendants	1 554	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Majoration pour impotence **)	1 419	2 288	2 644	2 644	2 644	2 644	2 644	3 600	3 600	89,24 €
Compensation à charge de loyer ***)	-	-	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	123,95 €

*) Les allocations familiales auxquelles ont droit les enfants ne sont pas prises en compte pour la détermination des revenus de la communauté domestique.

**) Cette majoration pour impotence n'est pas cumulable avec l'allocation pour personne gravement handicapée; cette dernière n'est pas prise en compte pour la détermination des revenus de la communauté domestique.

***) Valeur maximum non indexée.

Tableau 10. - Montant moyen du complément selon la composition de la communauté domestique ou selon le type de pension

Type de communauté domestique	31.12.1999		31.12.2000		
	Nombre	Complément moyen	Nombre	Complément moyen	
I. Bénéficiaires du fonds					
1 adulte - 0 enfant	2 626	28 023	2 618	27 689	686,39 €
1 adulte - 1 enfant	330	26 572	311	26 015	644,90 €
1 adulte - 2 enfants	238	25 964	215	26 542	657,96 €
1 adulte - 3 enfants	119	26 468	114	29 237	724,77 €
1 adulte - plus de 3 enfants	46	28 428	34	28 398	703,97 €
SOUS-TOTAL	3 359	27 685	3 292	27 517	682,13 €
2 adultes - 0 enfant	242	30 442	289	28 962	717,95 €
2 adultes - 1 enfant	107	28 014	111	25 975	643,90 €
2 adultes - 2 enfants	109	27 655	125	27 152	673,08 €
2 adultes - 3 enfants	65	29 646	88	25 807	639,74 €
2 adultes - plus de 3 enfants	41	32 024	56	33 138	821,47 €
SOUS-TOTAL	564	29 466	669	28 063	695,66 €
Plus de 2 adultes - 0 enfant	10	41 014	12	36 053	893,73 €
Plus de 2 adultes - 1 enfant	10	25 647	10	26 225	650,10 €
Plus de 2 adultes - 2 enfants	3	31 926	2	15 090	374,07 €
Plus de 2 adultes - 3 enfants	2	50 939	1	65 852	1 632,43 €
Plus de 2 adultes - plus de 3 enfants	-	-	2	14 122	350,08 €
SOUS-TOTAL	25	34 570	27	30 339	752,08 €
TOTAL I	3 948	27 983	3 988	27 627	684,86 €
II. Bénéficiaires de pension					
Pension personnelle					
Hommes					
AVI	339	14 422	274	14 289	354,22 €
CPEP	22	13 612	15	15 566	385,87 €
CPACI	20	18 241	15	17 436	432,23 €
CPA	2	6 640	1	4 446	110,21 €
Femmes					
AVI	383	13 321	321	13 790	341,85 €
CPEP	42	11 719	38	12 292	304,71 €
CPACI	44	12 565	35	12 693	314,65 €
CPA	8	14 869	7	14 440	357,96 €
Pension de conjoint survivant					
AVI	196	13 061	164	13 300	329,70 €
CPEP	16	14 684	14	14 991	371,62 €
CPACI	48	13 486	40	14 363	356,05 €
CPA	5	16 082	4	18 435	456,99 €
Pension d'orphelin					
AVI	107	19 599	29	23 874	591,82 €
CPEP	11	21 383	10	22 662	561,78 €
CPACI	12	26 005	7	26 161	648,51 €
CPA	12	24 631	1	17 889	443,46 €
TOTAL II	1 267	14 440	975	14 372	356,27 €

Tableau 11. - Répartition du complément par tranches de montant
(bénéficiaires du fonds)

Tranche au n. i. 100	31.12.1999				Total	31.12.2000				Total
	Valeur tranche au n. i. 554,38	Un bénéficiaire majeur	Deux bénéficiaires mineurs	Plus de deux bénéficiaires mineurs		Valeur tranche au n. i. 569,41	Un bénéficiaire majeur	Deux bénéficiaires mineurs	Plus de deux bénéficiaires mineurs	
0 - 499	0 - 2 766	76	16	2	94	0 - 2 841	104	29	4	137
500 - 999	2 767 - 5 538	106	20	-	126	2 842 - 5 688	134	31	-	165
1 000 - 1 499	5 539 - 8 310	95	30	1	126	5 689 - 8 535	112	39	1	152
1 500 - 1 999	8 311 - 11 082	109	30	3	142	8 536 - 11 383	139	35	2	176
2 000 - 2 499	11 083 - 13 854	95	44	0	139	11 384 - 14 230	120	60	1	181
2 500 - 2 999	13 855 - 16 626	182	22	1	205	14 231 - 17 077	133	32	2	167
3 000 - 3 499	16 627 - 19 398	106	54	1	161	17 078 - 19 924	132	61	-	193
3 500 - 3 999	19 399 - 22 170	134	38	2	174	19 925 - 22 771	171	44	2	217
4 000 - 4 499	22 171 - 24 942	101	33	0	134	22 772 - 25 618	121	32	1	154
4 500 - 4 999	24 943 - 27 713	131	15	2	148	25 619 - 28 465	143	37	2	182
5 000 - 5 499	27 714 - 30 485	148	24	2	174	28 466 - 31 312	152	17	3	172
5 500 - 5 999	30 486 - 33 257	214	16	1	231	31 313 - 34 159	178	20	-	198
6 000 - 6 499	33 258 - 36 029	1692	21	0	1 713	34 160 - 37 006	1274	21	-	1 295
6 500 - 6 999	36 030 - 38 801	100	13	0	113	37 007 - 39 853	266	20	1	287
7 000 - 7 499	38 802 - 41 573	40	10	0	50	39 854 - 42 700	31	15	-	46
7 500 - 7 999	41 574 - 44 345	19	11	1	31	42 701 - 45 547	42	24	1	67
8 000 - 8 499	44 346 - 47 117	4	20	0	24	45 548 - 48 394	16	20	-	36
8 500 - 8 999	47 118 - 49 889	7	10	0	17	48 395 - 51 241	9	8	-	17
9 000 - 9 499	49 890 - 52 661	-	82	0	82	51 242 - 54 088	6	62	-	68
9 500 - 9 999	52 662 - 55 432	-	26	1	27	54 089 - 56 935	4	23	1	28
10 000 - 10 499	55 433 - 58 204	-	12	1	13	56 936 - 59 782	2	14	-	16
10 500 - 10 999	58 205 - 60 976	-	12	3	15	59 783 - 62 629	2	11	3	16
11 000 - 11 499	60 977 - 63 748	-	3	2	5	62 630 - 65 476	1	6	1	8
11 500 - 11 999	63 749 - 66 520	-	2	0	2	65 477 - 68 324	-	5	1	6
12 000 - 12 499	66 521 - 69 292	-	-	0	0	68 325 - 71 171	-	2	-	2
12 500 - 12 999	69 293 - 72 064	-	-	2	2	71 172 - 74 018	-	1	1	2
13 000 - 13 499	72 065 - 74 836	-	-	-	0	74 019 - 76 865	-	-	-	0
13 500 - 13 999	74 837 - 77 608	-	-	-	0	76 866 - 79 712	-	-	-	0
14 000 - 14 499	77 609 - 80 380	-	-	-	0	79 713 - 82 559	-	-	-	0
14 500 et plus	80 381 et plus	-	-	-	-	82 560 et plus	-	-	-	-
TOTAL		3 359	564	25	3 948		3 292	669	27	3 988
Montant moyen		27 685	29 466	34 570	27 983		27 517	28 063	30 339	27 627
		686,29 €	730,44 €	856,97 €	693,68 €		682,13 €	695,66 €	752,08 €	684,86 €

Tableau 12. - Revenus des communautés domestiques bénéficiaires du fonds*)

	Total des communautés	sans revenu	avec revenu	dont uniquement revenu professionnel	uniquement pension/rente	uniquement fortune	uniquement autres	uniquement entretien	plusieurs revenus
1991									
Nombre	2 797	1 462	1 335	272	209	44	441	51	318
en % du total	100,0%	52,3%	47,7%	9,7%	7,5%	1,6%	15,8%	1,8%	11,4%
revenu moyen	-	-	18 057	33 439	12 007	3 289	8 800	8 098	25 356
1992									
Nombre	2 881	1 506	1 375	265	208	43	474	42	343
en % du total	100,0%	52,3%	47,7%	9,2%	7,2%	1,5%	16,5%	1,5%	11,9%
revenu moyen	-	-	18 424	34 047	11 878	3 808	9 772	6 661	25 554
1993									
Nombre	2 864	1 481	1 383	245	215	40	477	36	370
en % du total	100,0%	51,7%	48,3%	8,6%	7,5%	1,4%	16,7%	1,3%	12,9%
revenu moyen	-	-	18 739	33 074	12 661	3 945	9 725	7 344	27 109
1994									
Nombre	3 073	1 590	1 483	259	220	47	508	34	415
en % du total	100,0%	51,7%	48,3%	8,4%	7,2%	1,5%	16,5%	1,1%	13,5%
revenu moyen	-	-	18 980	31 229	12 629	3 993	10 385	7 446	27 867
1995									
Nombre	3 270	1 711	1 559	275	232	54	495	36	467
en % du total	100,0%	52,3%	47,7%	8,4%	7,1%	1,7%	15,1%	1,1%	14,3%
revenu moyen	-	-	19 822	32 148	13 231	4 889	10 315	7 904	28 561
1996									
Nombre	3 364	1 776	1 608	241	229	66	749	31	292
en % du total	100,0%	52,5%	47,5%	7,1%	6,8%	2,0%	22,1%	0,9%	8,6%
revenu moyen	-	-	20 115	34 113	18 871	5 770	13 619	7 745	30 759
1997									
Nombre	3 559	1 873	1 686	243	254	73	778	33	305
en % du total	100,0%	55,3%	49,8%	7,2%	7,5%	2,2%	23,0%	1,0%	9,0%
revenu moyen	-	-	21 193	37 452	20 445	6 042	13 982	9 127	32 178
1998									
Nombre	3 795	1 951	1 844	241	374	75	744	29	381
en % du total	100,0%	57,7%	54,5%	7,1%	11,1%	2,2%	22,0%	0,9%	11,3%
revenu moyen	-	-	22 021	35 731	23 227	6 928	13 250	8 861	33 268
1999									
Nombre	3 948	1 988	1 960	247	477	90	733	29	384
en % du total	100,0%	58,7%	57,9%	7,3%	14,1%	2,7%	21,7%	0,9%	11,3%
revenu moyen	-	-	22 408	34 217	24 711	7 060	13 406	9 914	33 677
2000									
Nombre	3988	1715	2 273	376	667	98	552	39	541
en % du total	100,0%	51,0%	67,6%	11,2%	19,8%	2,9%	16,4%	1,2%	16,1%
revenu moyen			26 191	36 325	25 843	6 497	14 159	5 564	36 910
revenu moyen en EUR			649,26 €	900,47 €	640,63 €	161,06 €	350,99 €	137,93 €	914,97 €

*) Il s'agit de l'intégralité des autres revenus que les communautés domestiques touchent en dehors du RMG.

Section 2 - Les bénéficiaires de l'allocation compensatoire de vie chère (AVC)

Tableau 13. - Nombre des bénéficiaires de l'AVC

Date	Organisme payeur								Total
	FNS	AVI	CPEP	CPACI	CPA	Etat	CPFEC	CFL	
1.10.1980	951	5 904	385	1 412	1 761	10	25	48	10 496
1.10.1985	892	5 147	393	1 212	1 058	4	16	32	8 754
31.12.1986	201	4 404	352	1 072	941	4	16	30	7 020
31.12.1987	97	4 100	357	1 002	867	2	15	27	6 467
31.12.1988	102	3 665	341	949	833	2	14	25	5 931
31.12.1989	92	3 437	332	893	751	2	13	22	5 542
31.12.1990	82	3 151	319	812	687	2	11	19	5 083
31.12.1991	72	2 834	292	746	622	2	10	18	4 596
31.12.1992	65	2 565	274	679	563	2	10	16	4 174
31.12.1993	63	2 348	255	618	511	2	9	16	3 822
31.12.1994	60	2 146	240	557	454	1	8	13	3 479
31.12.1995	49	1 968	220	506	411	1	7	13	3 175
31.12.1996	41	1 794	210	461	359	2	7	12	2 886
31.12.1997	36	1 622	201	412	315	2	7	12	2 607
31.12.1998	32	1 494	180	365	274	2	4	12	2 363
31.12.1999	30	1 345	168	319	245	2	4	10	2 123
31.12.2000	25	1 197	150	283	217	2	3	8	1 885

Tableau 14. - Répartition par groupe d'âge des bénéficiaires de l'AVC
auprès des régimes de pension contributifs au 31.12.2000

Groupe d'âge	Pensions personnelles			Pensions de conjoint survivant	Pensions d'orphelins	Total
	Hommes	Femmes	Total			
0 - 4	-	-	-	-	-	-
5 - 9	-	-	-	-	-	-
10 - 14	-	-	-	-	-	-
15 - 17	-	-	-	-	-	-
18 - 19	-	-	-	-	-	-
20 - 24	-	-	-	-	1	1
25 - 29	-	-	-	-	-	-
30 - 34	-	-	-	-	-	-
35 - 39	-	1	1	-	-	1
40 - 44	3	3	6	1	-	7
45 - 49	4	5	9	1	1	11
50 - 54	3	7	10	2	1	13
55 - 59	9	10	19	8	2	29
60 - 64	6	15	21	24	3	48
65 - 69	30	38	68	58	8	134
70 - 74	51	75	126	113	4	243
75 - 79	42	147	189	185	3	377
80 - 84	33	169	202	190	2	394
85 - 89	44	142	186	165	1	352
>= 90	28	125	153	84	-	237
TOTAL	253	737	990	831	26	1 847

Section 3 - Autres prestations du FNS

Tableau 15. - Nombre des bénéficiaires

Année	Allocation spéciale pour personnes gravement handicapées *)	Pension alimentaire *)	Allocation de chauffage
1980	1 266	33	-
1981	1 552	60	-
1982	1 710	67	-
1983	1 812	64	3 073
1984	1 883	75	4 102
1985	1 921	82	3 641
1986	1 969	108	3 143
1987	2 064	102	3 256
1988	2 113	127	493
1989	2 218	115	199
1990	2 304	118	308
1991	2 356	116	214
1992	2 414	127	120
1993	2 480	135	72
1994	2 565	144	59
1995	2 622	138	50
1996	2 728	169	29
1997	2 842	172	22
1998	2 922	186	22
1999	2 713	200	10
2000	2 160	205	1 305

*) Au 31 décembre de chaque exercice.

Section 4 - L'allocation de soins

Tableau 16. - **Nombre des bénéficiaires**
(source: Service AST; Ministère de la Famille à partir de 1999)

Année	Dossiers entrés	Refus	En suspens	Allocations attribuées	Allocations retirées	Allocations en cours au 31 décembre
1989	1 658	412	112	1 134	177	957
1990	934	105	57	884	501	1 340
1991	667	99	7	618	513	1 445
1992	777	108	5	671	587	1 529
1993	771	149	-	622	615	1 536
1994	841	160	45	636	615	1 646
1995	1 133	247	77	854	694	1 806
1996	1 124	228	131	842	921	1 727
1997	1 051	249	136	802	604	1 836
1998	1 502	315	46	1 141	900	2 272
1999 ¹⁾	-	-	-	9	561	1 720
2000	-	-	-	2)	2)	954

¹⁾ A partir du 1.1.1999, les nouvelles demandes sont traitées par l'assurance dépendance.

²⁾ Données non disponibles.

Section 5 - Evolution des dépenses pour prestations

Tableau 17. - **Récapitulation des dépenses pour prestations de 1980 à 2000**
(montants en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Année	Pensions FNS/ Revenu minimum garanti *)	Allocations compensatoires de vie chère	Allocations spéciales pour personnes gravement handicapées	Pensions alimentaires	Indemnités de chômage	Allocations de chauffage	Allocations de soins	Accueil gérontologique
1980	198,7	142,0	104,6	0,7	-	-	-	-
1981	216,0	167,9	124,5	8,7	0,4	-	-	-
1982	233,4	245,2	140,2	9,1	3,2	-	-	-
1993	247,6	327,7	156,2	9,2	7,1	13,3	-	-
1984	259,1	335,2	171,1	10,8	8,9	34,4	-	-
1985	258,4	318,9	180,5	10,5	11,1	41,0	-	-
1986	279,4	302,2	188,2	14,9	10,1	36,9	-	-
1987	542,9	236,5	215,5	15,3	-	24,3	-	-
1988	749,4	208,8	231,5	17,3	-	5,6	-	-
1989	815,2	195,7	248,4	18,0	-	1,6	68,1	-
1990	938,9	176,1	270,2	19,8	-	2,5	182,0	-
1991	1 096,0	158,1	286,3	20,4	-	1,7	201,6	-
1992	1 176,2	144,1	299,4	23,7	-	1,0	221,2	-
1993	1 357,1	131,8	372,1	23,0	-	0,6	278,4	-
1994	1 498,9	120,4	394,4	26,8	-	0,5	275,2	-
1995	1 713,2	109,2	415,4	27,4	-	0,5	346,3	-
1996	1 815,2	99,2	428,8	32,6	-	0,2	364,3	-
1997	2 072,1	90,0	457,5	32,6	-	0,2	393,8	-
1998	2 172,3	81,3	474,8	36,6	-	0,2	413,4	-
1999	2 213,3	73,4	- **)	37,7	-	0,1	475,6	27,2
2000	2 497,6	65,4	-	36,3	-	25,5	305,4	103,5
	61,91 €	1,62 €	-	0,90 €	-	0,63 €	7,57 €	2,57 €

*) Y compris part patronale dans les cotisations à l'assurance maladie.

**) L'allocation pour personnes gravement handicapées est reprise par l'assurance dépendance à partir du 1.1.1999.

Section 6 - Comptes financiers du FNS

Tableau 18. - Bilans comparés des exercices 1999 et 2000

ACTIF	1999	2000	
I. Valeurs immobilisées	37 310 430	36 552 016	906 100,81 €
Bâtiment administratif	47 920 697	47 920 697	1 187 923,05 €
Amortissement bâtiment administratif	-10 610 267	-11 368 681	-281 822,24 €
II. Débiteurs	211 545 011	371 177 803	9 201 257,39 €
<i>A. Débiteurs</i>	<i>9 042 158</i>	<i>75 751 710</i>	<i>1 877 835,84 €</i>
Débiteurs bénéficiaires de prestations	9 039 017	75 751 689	1 877 835,32 €
Débiteurs divers	3 141	21	0,52 €
<i>B. Etat et collectivités publiques</i>	<i>43 668 292</i>	<i>132 928 691</i>	<i>3 295 216,18 €</i>
Etat - prestations	1 837 091	104 348 561	2 586 733,26 €
Etat - frais d'administration	35 065 744	25 735 708	637 971,54 €
Oeuvre Grande-Duchesse Charlotte	6 765 457	2 844 422	70 511,38 €
<i>C. Organismes de sécurité sociale</i>	<i>1 653 250</i>	<i>303 282</i>	<i>7 518,16 €</i>
<i>D. Comptes de régularisation</i>	<i>157 181 311</i>	<i>162 194 120</i>	<i>4 020 687,21 €</i>
Frais d'administration payés d'avance	3 673 593	4 306 145	106 746,55 €
Prestations payées d'avance	153 507 718	157 887 975	3 913 940,66 €
III. Comptes financiers	342 544 012	126 850 842	3 144 550,23 €
Placements à moins d'un an	-	-	-
Banques et chèques postaux	342 544 012	126 850 842	3 144 550,23 €
TOTAL DE L'ACTIF	591 399 453	534 580 661	13 251 908,43 €

PASSIF	1999	2000	
I. Capitaux permanents	115 904 204	124 888 851	3 095 913,75 €
Report à nouveau	98 921 295	107 905 942	2 674 918,43 €
Fonds de roulement	16 982 909	16 982 909	420 995,32 €
Emprunt à moins d'un an	-	-	-
II. Tiers	475 495 249	409 691 810	10 155 994,69 €
<i>A. Créditeurs</i>	<i>4 432 241</i>	<i>69 585 118</i>	<i>1 724 970,02 €</i>
Frais d'administration	375 416	548 461	13 595,99 €
Prestations	-	176 697	4 380,20 €
Cotisations (acomptes)	4 056 825	68 859 960	1 706 993,82 €
Divers	-	-	-
<i>B. Etat et collectivités publiques</i>	<i>383 378 419</i>	<i>201 571 645</i>	<i>4 996 830,56 €</i>
<i>C. Organismes de sécurité sociale</i>	<i>87 645 697</i>	<i>138 475 034</i>	<i>3 432 706,43 €</i>
<i>D. Cotisations perçues d'avance</i>	<i>438</i>	<i>439</i>	<i>10,88 €</i>
<i>E. Créditeurs divers</i>	<i>38 454</i>	<i>59 574</i>	<i>1 476,80 €</i>
TOTAL DU PASSIF	591 399 453	534 580 661	13 251 908,43 €

Comptes d'exploitation des exercices 1999 et 2000

Tableau 19. - Etat détaillé des recettes

Recettes	1999	2000	
I. Participation de tiers	2 341 084 469	2 722 286 584	67 483 721,68 €
A. Participation de l'Etat dans les frais d'administration	82 576 514	91 396 478	2 265 659,51 €
B. Participation de l'Etat dans les prestations	2 171 470 827	2 542 624 483	63 030 014,53 €
Revenu minimum garanti	2 033 641 647	2 312 216 130	57 318 340,65 €
Pensions alimentaires	37 218 824	35 926 299	890 589,69 €
Allocations compensatoires de vie chère	73 363 159	65 440 161	1 622 219,22 €
Allocations spéciales pour personnes gravement handicapées	-	-	-
Allocations de chauffage	73 932	25 492 270	631 936,87 €
Accueil gérontologique	27 173 265	103 549 623	2 566 928,10 €
C. Participation des communes dans le RMG	-	-	-
D. Participation autres organismes dans le RMG	87 037 128	88 265 623	2 188 047,64 €
Quote-part dans le produit de la Loterie Nationale	42 768 707	44 643 492	1 106 683,26 €
Oeuvre nationale de secours G.-D. Charlotte	44 268 421	43 622 131	1 081 364,38 €
II. Revenus sur immeubles	-	12 000	297,47 €
Produit du loyer imm. Adm.		12 000	297,47 €
III. Produits divers de tiers	491 557	341 847	8 474,17 €
Pensions alimentaires recouvrées	491 557	341 847	8 474,17 €
IV. Produits financiers	6 509 479	10 777 958	267 178,60 €
Revenus sur placements à moins d'un an	-	-	-
Revenus sur comptes courants	6 509 479	10 777 958	267 178,60 €
V. Recettes diverses	92 589 082	97 106 784	2 407 214,30 €
Restitutions de pensions	92 581 636	97 101 528	2 407 084,00 €
Participation assurance - maladie	7 446	5 256	130,29 €
TOTAL DES RECETTES COURANTES	2 440 674 587	2 830 525 173	70 166 886,21 €
VI. Excédent des dépenses	-	-	-
TOTAL DES RECETTES	2 440 674 587	2 830 525 173	70 166 886,21 €

Comptes d'exploitation des exercices 1999 et 2000

Tableau 20. - Etat détaillé des dépenses

Dépenses	1999	2000	
I. Frais d'administration	82 602 141	91 399 508	2 265 734,62 €
Frais de personnel	62 799 514	68 990 911	1 710 240,01 €
Frais de matériel et autres	4 675 994	5 501 163	136 370,27 €
Frais généraux à charge de l'organisme	25 627	3 030	75,11 €
Acquisitions nouvelles	487 637	763 633	18 929,97 €
Participation aux frais du centre commun	14 613 369	16 140 771	400 119,26 €
II. Prestations	2 263 856 183	2 618 756 795	64 917 285,24 €
<i>A. Revenu minimum garanti</i>	<i>2 125 535 446</i>	<i>2 388 006 595</i>	<i>59 197 137,20 €</i>
Prestations nettes payées par le FNS	1 458 874 465	1 587 095 454	39 343 068,62 €
Prestations nettes payées par les caisses de pension	252 078 195	207 506 146	5 143 942,99 €
Indemnités d'insertion	414 582 786	593 404 995	14 710 125,58 €
<i>B. Pensions alimentaires</i>	<i>37 710 381</i>	<i>36 268 146</i>	<i>899 063,85 €</i>
<i>C. Allocations compensatoires de vie chère</i>	<i>73 363 159</i>	<i>65 440 161</i>	<i>1 622 219,22 €</i>
Prestations payées par le FNS	1 112 974	981 316	24 326,19 €
Prestations payées par les caisses de pension	72 250 185	64 458 845	1 597 893,03 €
<i>D. Allocations spéciales pour personnes gravement handicapées</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>E. Allocations de chauffage</i>	<i>73 932</i>	<i>25 492 270</i>	<i>631 936,87 €</i>
<i>F. Accueil gérontologique</i>	<i>27 173 265</i>	<i>103 549 623</i>	<i>2 566 928,10 €</i>
III. Cotisations assurance maladie - part de l'organisme	87 732 411	109 581 942	2 716 465,39 €
Cotisations part patronale FNS	81 437 553	104 657 509	2 594 391,88 €
Cotisations part patronale Caisses	6 294 858	4 924 433	122 073,51 €
IV. Décharge débiteurs bénéficiaires de prestations	-	-	-
V. Frais de gestion du patrimoine	2 247 790	1 043 867	25 876,79 €
VI. Dotation aux amortissements et provisions	758 414	758 414	18 800,59 €
TOTAL DES DÉPENSES COURANTES	2 437 196 939	2 821 540 526	69 944 162,63 €
VIII. Excédent des recettes	3 477 648	8 984 647	222 723,58 €
TOTAL DES DÉPENSES	2 440 674 587	2 830 525 173	70 166 886,21 €

EMPLOI

Sommaire

	Page
1. Evolution de la population active au Luxembourg	381
2. L'activité salariée au Luxembourg	382

Statistiques

Tableau 1a.	Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, statut et sexe au 31 mars 2000	389-391
Tableau 1b.	Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, statut et sexe au 31 mars 2001	392-394
Tableau 2a.	Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, pays de résidence et sexe au 31 mars 2000	395-397
Tableau 2b.	Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, pays de résidence et sexe au 31 mars 2001	398-400
Tableau 3a.	Salariés travaillant et résidant au Luxembourg selon nationalité, statut et sexe au 31 mars 2000	401
Tableau 3b.	Salariés travaillant et résidant au Luxembourg selon nationalité, statut et sexe au 31 mars 2001	402

1. Evolution de la population active au Luxembourg

Pour ce chapitre nous avons étudié la population active entre 1988 et 2001.

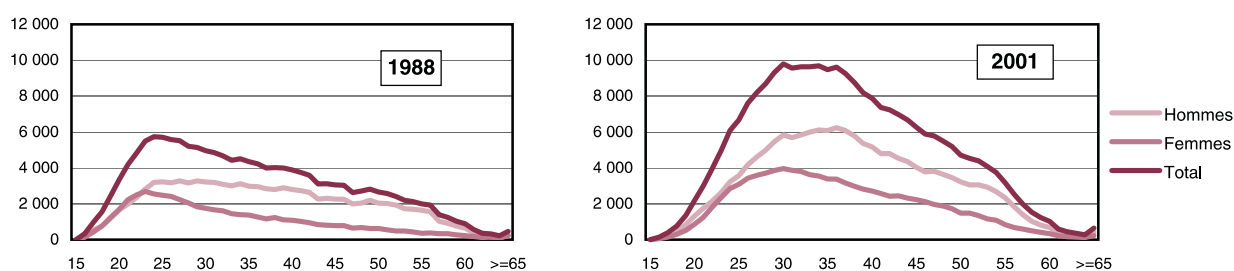
Au 31 mars 2001, la population active salariée au Luxembourg comptait 256 874 travailleurs, dont 37,2% de femmes. Depuis 1988 l'emploi féminin accuse une progression annuelle moyenne de 4,7%, tandis que l'emploi masculin n'a évolué en moyenne que de 3,6% par an.

Tableau 1. - Evolution de l'emploi salarié par sexe

Année	Hommes		Femmes	
	Nombre	Variation en %	Nombre	Variation en %
1988	101 446		52 650	
1989	105 504	4,0	55 439	5,3
1990	109 370	3,7	58 506	5,5
1991	114 203	4,4	61 542	5,2
1992	117 972	3,3	64 445	4,7
1993	120 150	1,8	66 812	3,7
1994	121 574	1,2	68 985	3,3
1995	124 586	2,5	71 014	2,9
1996	127 250	2,1	73 152	3,0
1997	130 748	2,7	76 072	4,0
1998	137 382	5,1	79 455	4,4
1999	144 366	5,1	84 050	5,8
2000	152 606	5,7	89 342	6,3
2001	161 422	5,8	95 452	6,8
Variation moyenne entre 1988 et 2001		3,6		4,7

L'emploi salarié n'a cessé d'augmenter dans les dernières années. Le taux de variation annuel, se situant aux alentours de 4,5% entre 1988 et 1991, diminue dans les années suivantes pour atteindre son niveau le plus bas en 1994 avec 1,9%. Ensuite la progression s'accélère et aboutit au maximum actuel de 6,2%.

Graphique 1. - Nombre de salariés par âge



Il faut noter que cette évolution ne se reflète pas dans toutes les classes d'âge.

Vu la prolongation des études au-delà de 20 ans, on voit que le nombre de travailleurs âgés de moins de 20 ans diminue, alors que celui des travailleurs âgés de 20 à 40 ans a progressé plus rapidement que l'ensemble des travailleurs. L'explication en est que l'économie luxembourgeoise se trouvait, dans les dernières années, dans un état de forte expansion et faisait constamment appel à la main-d'oeuvre étrangère.

1) Ces variations sont mesurées entre deux dates précises, à savoir le 31 mars de chaque année.

Tableau 2. - Evolution de l'activité indépendante

Année	Travailleurs intellectuels indépendants				Artisans, commerçants et industriels				Agriculteurs			
	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
	Nombre	Var. en %	Nombre	Var. en %	Nombre	Var. en %	Nombre	Var. en %	Nombre	Var. en %	Nombre	Var. en %
1993	2 206		666		6 341		3 217					
1994	2 343	6,2	742	11,4	6 461	1,9	3 198	-0,6				
1995	2 449	4,5	822	10,8	6 578	1,8	3 260	1,9	2 390		1 786	
1996	2 536	3,6	922	12,2	6 575	0,0	3 294	1,0	2 507	4,9	1 808	1,2
1997	2 630	3,7	1 031	11,8	6 595	0,3	3 369	2,3	2 490	-0,7	1 763	-2,5
1998	2 743	4,3	1 131	9,7	6 508	-1,3	3 464	2,8	2 404	-3,5	1 716	-2,7
1999	2 831	3,2	1 225	8,3	6 435	-1,1	3 512	1,4	2 369	-1,5	1 668	-2,8
2000	2 955	4,4	1 325	8,2	6 395	-0,6	3 533	0,6	2 334	-1,5	1 621	-2,8
2001	3 395*)	14,9	1 801*)	35,9	6 287	-1,7	3 531	-0,1	2 273	-2,6	1 569	-3,2

*) Remarque : A partir du 1er janvier 2001, toute activité professionnelle non salariée accessoire (p. ex. agents d'assurances), même celle à revenu insignifiant dispensée du paiement de cotisations en matière d'assurance maladie et d'assurance pension, est déclarée au Centre commun de la sécurité sociale.

2. L'activité salariée au Luxembourg

1. Les classes socio-professionnelles

L'emploi au Luxembourg comporte des statuts ou encore classes socio-professionnelles dont la répartition en nombres absolus est la suivante:

Tableau 3. - Répartition par sexe et par statut

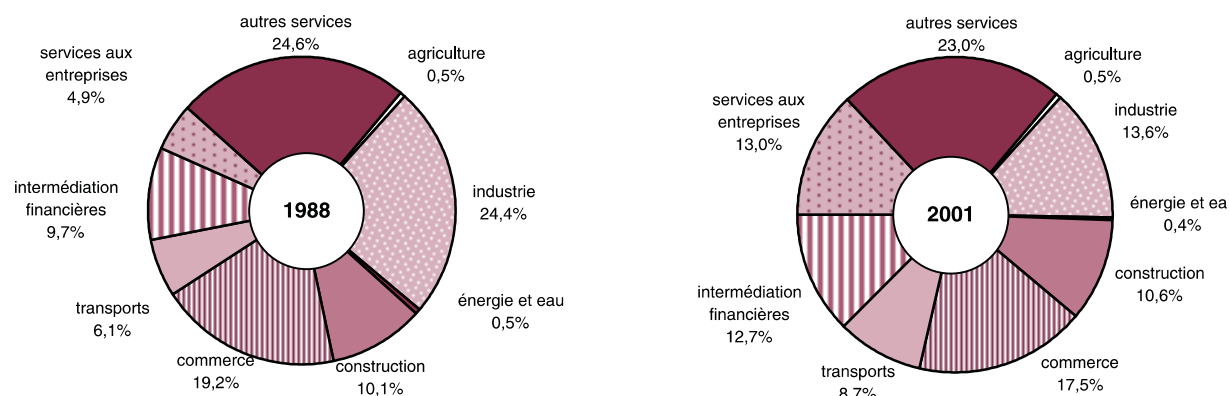
	1988		2001	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Ouvriers	57 873	22 098	81 179	32 658
Employés	28 922	27 080	64 428	56 481
Fonctionnaires	14 645	3 470	15 815	6 313
TOTAL	101 440	52 648	161 422	95 452

Ces statuts déterminent la caisse compétente en matière d'assurance maladie et d'assurance pension. Il existe toujours des différences entre ces trois groupes, notamment dans les taux de cotisations et les modalités de paiement des salaires.

La répartition par sexe n'est pas la même pour les trois catégories. Pour les travailleurs de statut employé on compte presque autant de femmes que d'hommes, alors que pour les deux autres groupes la proportion de femmes est de 29% . Pour les fonctionnaires, il faut remarquer que les salariées travaillant dans les administrations publiques ne sont de loin pas toutes fonctionnarisées et que le nombre de celles qui travaillent sous le régime d'employée privée est assez élevé.

2. Les différentes branches d'activité

Graphique 2. - Secteurs d'activité 1988-2001

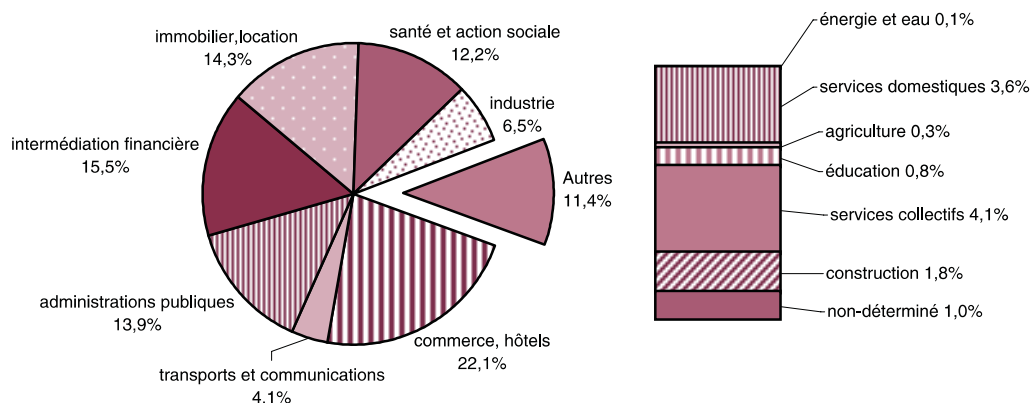


L'économie luxembourgeoise a subi des changements de structure aux cours des dernières décennies. D'une économie à caractère industriel elle a évolué vers une économie où prédomine le secteur tertiaire. En comparant les données de 1988 à celles de 2001, on voit que ce glissement entre secteurs continue : en 1988 le secteur de l'industrie représentait encore plus de 24% de l'emploi salarié, alors qu'en 2001 il ne représente plus que 14%.

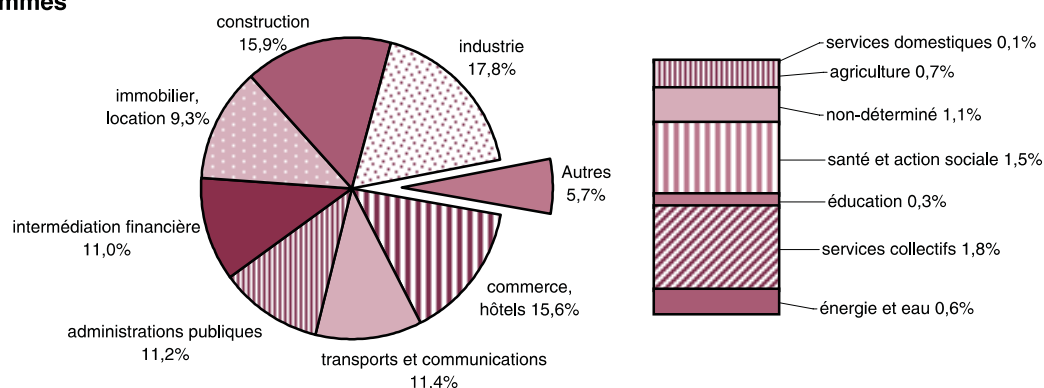
L'emploi féminin se concentre dans les secteurs du commerce, de l'intermédiation financière ainsi que des autres services, administrations publiques comprises. Pour les hommes on note des proportions élevées dans le secteur de l'industrie, de la construction ainsi qu'auprès du commerce.

Graphique 3. - Secteurs d'activité par sexe au 31 mars 2001

Femmes



Hommes



Comme démontré au tableau 4 c'est le secteur de l'intermédiation financière qui accuse la plus forte croissance tant en nombre absolu qu'en pour cent. Il est suivi par le secteur immobilier, location, services fournis aux entreprises. Le nombre de personnes occupées dans le secteur des services fournis aux entreprises a augmenté du même volume qu'en 2000 (+2 600 personnes), celui du secteur des activités informatiques de 23%.

Le secteur du transport et plus précisément celui des transports terrestres connaît lui aussi une forte croissance.

Tableau 4. - Croissance de l'emploi dans les différents secteurs d'activité entre le 31 mars 2000 et le 31 mars 2001

	Nombre		Variation en %	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Agriculture, viticulture et sylviculture	-2	4	-0,2	1,7
Industrie	59	287	0,2	4,8
Energie et eau	45	8	5,6	7,3
Construction	1 206	93	4,9	5,8
Commerce, restauration et hébergement, réparations	689	851	3,0	4,2
Transports et communications	1 763	288	10,6	8,0
Intermédiation financière	1 817	1 814	11,4	13,9
Immobilier, location, services fournis aux entreprises	2 384	1 052	13,7	8,4
Autres services	847	1 402	3,4	4,3
TOTAL	8 808	5 799	5,8	6,5

3. Le temps de travail

Les déclarations de salaires que les employeurs font chaque mois auprès du Centre Commun de la Sécurité Sociale, contiennent entre autres les heures de travail effectuées pour le mois en question. La distribution de ces heures de travail peut fournir une idée de l'emploi à temps partiel au Luxembourg.

On remarque une nette différence entre le comportement des hommes et des femmes : environ un quart des femmes travaillent à temps partiel, tandis que la proportion des hommes travaillant à temps partiel est insignifiante. Il faut noter que pour les salariés de statut ouvrier la proportion de personnes travaillant à temps partiel peut être surestimée légèrement, car les heures de maladie ne sont pas incluses dans les heures de travail, ce qui est par contre le cas pour les deux autres catégories socio-professionnelles.

Tableau 5. - Temps de travail d'après statut et sexe (en pour cent)

Heures de travail	1988					
	Ouvriers		Employés		Fonctionnaires	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
< 64	2,1	13,3	0,4	2,9	0,0	0,1
64 - 92	2,4	12,3	0,8	7,1	0,1	7,2
93 - 120	4,6	8,4	0,4	2,7	0,0	0,2
> 120	90,9	66,0	98,4	87,4	99,9	92,5
Heures de travail	2001					
	Ouvriers		Employés		Fonctionnaires	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
< 64	3,1	10,8	1,3	3,0	0,0	0,2
64 - 92	2,5	15,3	1,2	11,7	0,5	16,0
93 - 120	3,4	9,6	0,6	4,1	0,0	0,3
> 120	91,0	64,3	96,9	81,2	99,5	83,5

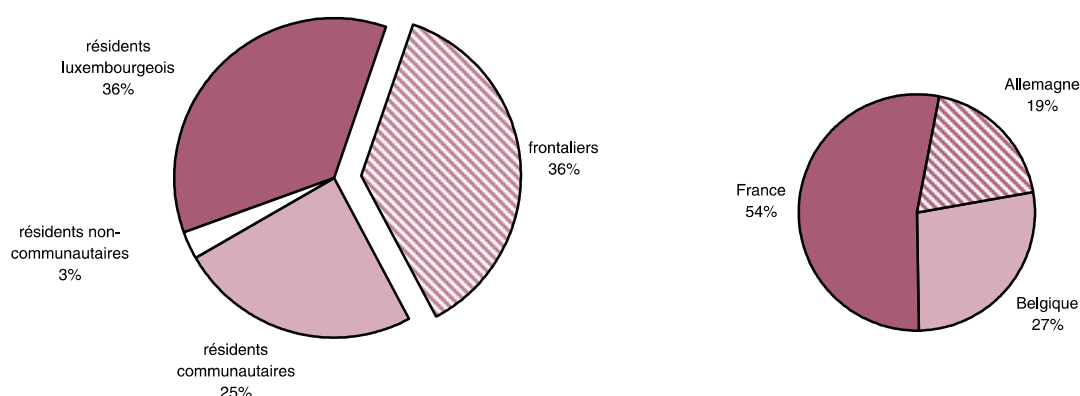
4. Résidence et nationalité de la population active au Luxembourg

Comme le nombre de frontaliers a augmenté de 12,3% entre mars 2000 et mars 2001 (tableau 6), l'emploi total a progressé de 6,2% contre 5,9% pour la même période de l'année passée. En comparant les variations moyennes entre 1988 et 2001, on voit quel a été l'impact de l'emploi frontalier sur l'emploi salarié au Luxembourg: tandis que l'emploi résidentiel progresse en moyenne de 1,9% par année, l'emploi salarié frontalier accuse une variation annuelle moyenne de 11,9% entre 1988 et 2001.

Tableau 6. - Evolution de l'emploi salarié par résidence et par nationalité (situation au 31 mars de chaque année)

	1988	1995	1999	2000	2001	Variation moyenne	Variation	
						1988-2001	1999-2000	2000-2001
Résidents au Luxembourg	129 529	141 444	152 487	157 546	162 113	1,7%	3,3%	2,9%
Luxembourgeois	90 999	87 013	89 278	90 630	92 031	0,1%	1,5%	1,5%
Communautaires	35 729	49 169	56 966	59 996	63 009	4,5%	5,3%	5,0%
Non-communautaires	2 801	5 262	6 243	6 920	7 073	7,4%	10,8%	2,2%
Frontaliers résidant en	24 567	54 156	75 929	84 402	94 761	10,9%	11,2%	12,3%
Allemagne	4 366	9 760	14 214	15 839	18 098	11,6%	11,4%	14,3%
France	10 818	27 843	40 154	44 959	50 618	12,6%	12,0%	12,6%
Belgique	9 383	16 553	21 561	23 604	26 045	8,2%	9,5%	10,3%
TOTAL	154 096	195 600	228 416	241 948	256 874	4,0%	5,9%	6,2%

Graphique 4. - Population active au Luxembourg d'après l'origine au 31 mars 2001



La population active au Luxembourg est caractérisée par un pourcentage élevé de travailleurs de nationalités non luxembourgeoise. En 2001 les Luxembourgeois ne représentent plus que 36% de la population active, alors qu'en 1988 leur proportion s'élevait encore à 59%. Cette situation est la conséquence du fait que l'économie luxembourgeoise avait besoin de main-d'oeuvre étrangère pour pouvoir se développer.

En effet l'expansion de l'économie a de loin dépassé l'évolution démographique des Luxembourgeois: depuis la deuxième guerre mondiale, une génération de personnes nées au Luxembourg ne dépasse plus 5 300 personnes, alors qu'entre 1988 et 2001 l'économie luxembourgeoise a en moyenne créé 7 900 emplois. On se rend compte à quel point l'expansion de l'emploi est tributaire de l'apport de main-d'oeuvre étrangère, à la fois de travailleurs migrants et de travailleurs frontaliers.

Graphique 5. - Population active résidente d'après la nationalité au 31 mars 2001

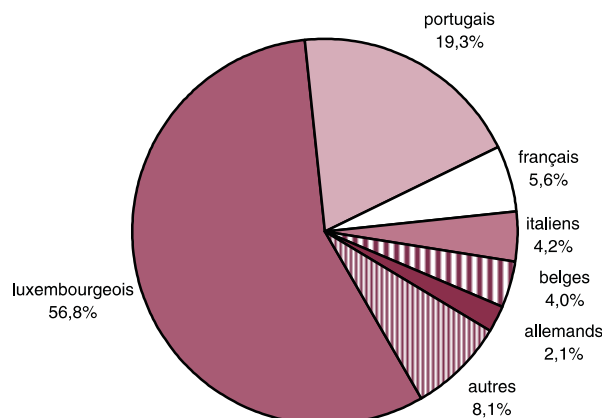


Tableau 7. - Répartition de l'emploi salarié par sexe et par résidence au 31 mars 2001

	Hommes		Femmes		Total
	Nombre	En %	Nombre	En %	
Résidents	97 323	60	64 790	40	162 113
dont Luxembourgeois	55 840	61	36 191	39	92 031
Etrangers	41 483	59	28 599	41	70 082
Frontaliers	64 099	68	30 662	32	94 761
TOTAL	161 422	63	95 452	37	256 874

Tableau 8. - Répartition de l'emploi salarié par branche et par résidence au 31 mars 2001

	Luxem- bourgeois résident au Luxembourg	Etrangers	Frontaliers résident en			Total
			Allemagne	Belgique	France	
Agriculture, viticulture et sylviculture	356	550	51	147	134	1 238
Industrie	10 958	6 857	3 005	4 411	9 710	34 941
Energie et eau	868	47	20	8	21	964
Construction	3 407	12 358	2 752	2 785	6 045	27 347
Commerce, restauration et hébergement, réparations	11 928	14 969	2 327	4 795	10 924	44 943
Transports et communications	9 451	4 475	3 197	2 028	3 205	22 356
Intermédiation financière	9 805	9 231	3 565	4 712	5 211	32 524
Immobilier, location, services fournis aux entreprises	5 810	9 811	1 539	5 090	11 229	33 479
Autres services	39 448	11 784	1 642	2 069	4 139	59 082
TOTAL	92 031	70 082	18 098	26 045	50 618	256 874

En confrontant résidence et nationalité (tableau 8) avec les secteurs de l'emploi, on constate une certaine préférence sectorielle pour les différentes catégories.

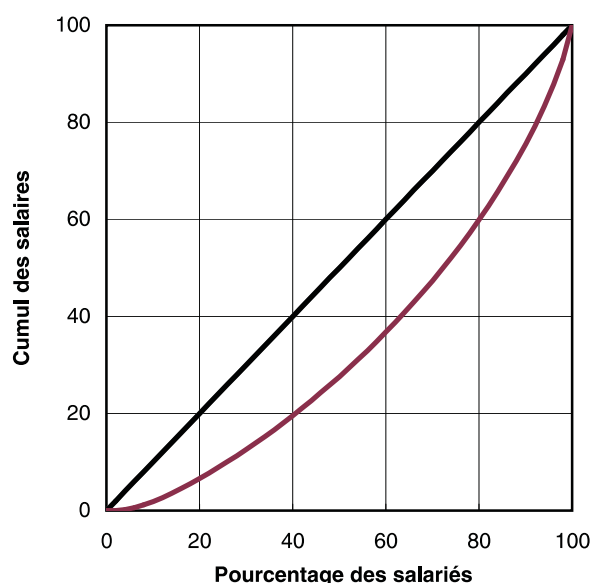
Environ 67% des Luxembourgeois sont employés dans la branche "autres services", qui comprend notamment les administrations publiques. Environ un tiers des salariés de l'industrie et un tiers des salariés de l'intermédiation financière sont des Luxembourgeois. La branche où travaille le plus grand nombre de frontaliers est celle des immobilier, location, services fournis aux entreprises, suivie de l'industrie, ainsi que de la construction. Les étrangers résident au Luxembourg sont employés pour 21% dans le commerce, la restauration, l'hébergement et les services de réparation et pour 18% dans la construction, branche économique dont les salariés sont pour 45% des étrangers résident au Luxembourg.

5. La rémunération

La courbe de Lorenz indique sur l'axe vertical le pourcentage de la masse totale des salaires déclarés par le pourcentage correspondant de salariés (rangés par ordre croissant selon leur salaire) sur l'axe horizontal. Ainsi au Luxembourg, 40% de la population active salariée rangée par salaire croissant, gagnent 20% de la masse salariale totale, alors qu'aux dix derniers pour cent de cette population rangée, c'est-à-dire à ceux qui gagnent les salaires les plus élevés, reviennent presque 25% de cette même masse salariale. On s'aperçoit que la courbe de Lorenz nous donne une indication sur l'inégalité entre salaires existant dans une population:

- si la courbe de Lorenz coïncide avec la diagonale, alors la distribution des salaires est parfaitement égale, c'est-à-dire que tout le monde est rémunéré de la même façon.
- si la courbe de Lorenz se situe au-dessous de la diagonale, la distribution des salaires présente des inégalités; plus l'écart entre la courbe et la diagonale est grand, plus grande est l'inégalité entre les salaires.

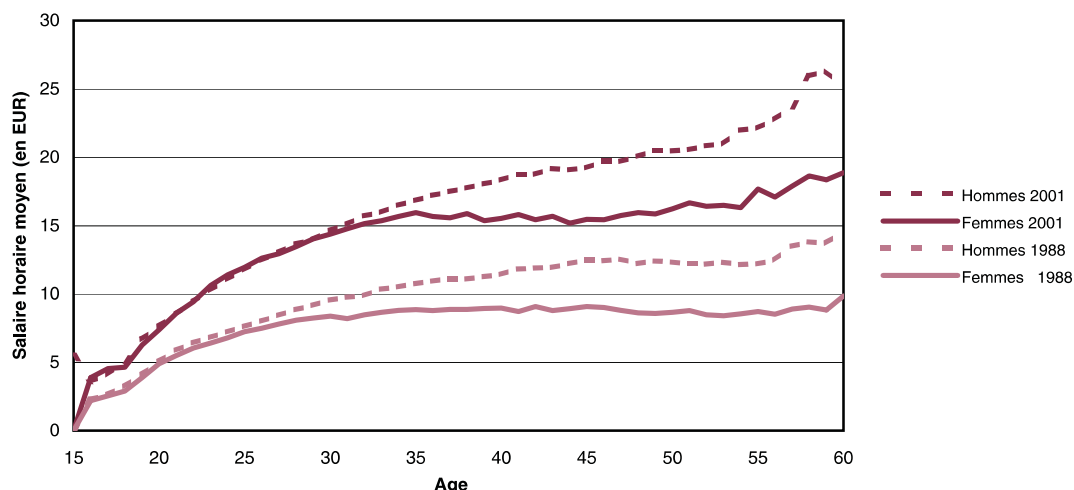
Graphique 6. - Courbe de Lorenz de la distribution des salaires



Les déclarations de salaire qui parviennent au Centre Commun de la Sécurité Sociale servent de base au calcul des cotisations pour les différentes branches des assurances sociales. Ces déclarations se font jusqu'à concurrence du plafond de déclaration, qui se situe au niveau de sept fois le salaire social minimum de référence. Ce salaire social minimum (SSM) s'est élevé à 1 258,75 € au 31 mars 2001. Le minimum cotisable est égal au SSM, sauf dérogations spéciales. Le graphique 7 donne la distribution du salaire horaire de la population active par âge au 31 mars 2001 et au 31 mars 1988.

On s'aperçoit que le salaire horaire est une fonction croissante de l'âge, et que pour les femmes au-delà d'un certain âge, le salaire horaire moyen est pratiquement constant. On remarque aussi que le niveau du salaire horaire pour les salariés féminins se situe toujours en-dessous de celui des salariés masculins. Ce phénomène s'explique en partie par les nombreuses ruptures de carrières de salariées qui décident de se consacrer à l'éducation de leurs enfants. En effet pour les travailleurs de 15 à 30 ans on voit que la différence dans les salaires est moins prononcée, alors qu'elle est frappante pour les classes d'âge au-delà de 30 ans.

Graphique 7. - Distribution du salaire horaire par âge



6. Le salaire social minimum

Il existe deux salaires minima:

- le salaire social minimum pour travailleur non qualifié, qui s'élève à 1 258,75 € au 31.3.2001;
- le salaire social minimum pour travailleur qualifié qui est égal à 120% du salaire social minimum pour travailleur non qualifié, ce qui donne au 31.3.2001 un revenu de 1 510,49 €.

Tableau 9. - Pourcentage de travailleurs rémunérés au salaire social minimum (en % du nombre d'ouvriers et d'employés)

1988	12,50
1989	12,19
1990	11,52
1991	10,49
1992	12,51
1993	13,81
1994	14,30
1995	16,10
1996	14,50
1997	15,40
1998	16,40
1999	16,80
2000	16,20
2001	15,50

Le nombre de salariés rémunérés au salaire social minimum a été déterminé en comparant le salaire horaire au SSM horaire (SSM/173). On a compté tous les salariés (ouvriers et employés) dont le salaire horaire se situe entre le SSM horaire et 130% de ce même SSM horaire. De la sorte on a trouvé qu'environ 16% des salariés présents au 31.3.2001 disposaient d'un salaire aux alentours du salaire social minimum, ce qui représente en nombre absolu à peu près 36 420 salariés.

Parmi les salariés rémunérés au SSM au 31.3.2001, 54% se retrouvaient dans cette même population au 31.3.2000, 22% étaient présents en 2000 mais leur salaire était supérieur à 130% du SSM. Les 24% qui restent sont constitués par les nouveaux arrivés dans la catégorie des rémunérés au SSM. La totalité de ces personnes est occupée moins d'une année dans leur occupation en cours au 31.3.2001.

Le secteur du commerce présente la plus grande proportion de salariés rémunérés au salaire social minimum, tant en nombre relatif qu'en nombre absolu. Près de la moitié des femmes et presque un tiers des hommes employés dans ce secteur travaillent pour une rémunération proche du salaire social minimum. En général on peut remarquer une certaine convergence des proportions des hommes et des femmes rémunérés au salaire social minimum. Tandis qu'en 1994, 9% des hommes et 26 % des femmes étaient rémunérés aux alentours du salaire social minimum, ce taux se situe en 2000 à respectivement 13% et 20%.

Tableau 10. - Ouvriers et employés rémunérés au salaire social minimum en pour cent du nombre de salariés par sexe et par branche économique (au 31 mars 2001)

Secteur	Hommes	En % du nombre total d'hommes salariés dans la branche en question	Femmes	En % du nombre total de femmes salariées dans la branche en question	Total
Agriculture, viticulture et sylviculture	360	36	65	27	425
Industrie	2 605	9	1 960	31	4 565
Energie et eau	10	1	0	1	10
Construction	3 960	15	285	17	4 245
Commerce, restauration et hébergement, réparations	6 750	28	9 560	45	16 310
Transports et communications	1 270	9	380	11	1 650
Intermédiation financière	155	1	200	1	355
Immobilier, location, services fournis aux entreprises	2 270	11	2 250	16	4 520
Autres services	1 345	9	2 995	11	4 340
TOTAL	18 725	13	17 695	20	36 420

Tableau 1a. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, statut et sexe au 31 mars 2000

Code NACE	Femmes		Hommes		TOTAL
	Ouvriers	Employés	Ouvriers	Employés	
A. Agriculture, chasse, sylviculture					
01 Agriculture, chasse, services annexes	153	63	713	119	1 048
02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes	6	8	157	11	182
TOTAL	159	71	870	130	1 230
B. Pêche, aquaculture					
05 Pêche, aquaculture	-	-	4	2	6
TOTAL	-	-	4	2	6
C. Industries extractives					
14 Autres industries extractives	4	22	239	44	309
TOTAL	4	22	239	44	309
D. Industries manufacturières					
15 Industries alimentaires	990	289	2 183	435	3 897
16 Industrie du tabac	158	35	137	64	394
17 Industrie textile	56	16	296	51	419
18 Industrie de l'habillement et des fourrures	23	3	3	1	30
20 Travail du bois et fabrication d'articles en bois	25	34	373	104	536
21 Industrie du papier et du carton	14	26	133	66	239
22 Edition, imprimerie, reproduction	269	500	989	705	2 463
24 Industrie chimique	201	124	800	386	1 511
25 Industrie du caoutchouc et des plastiques	70	300	2 400	1 762	4 532
26 Fabrication d'autres produits minéraux non-métalliques	449	156	2 001	503	3 109
27 Métallurgie	31	279	4 692	1 767	6 769
28 Travail des métaux	110	245	3 223	812	4 390
29 Fabrication de machines et équipements	87	260	1 326	1 163	2 836
30 Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	1	-	2	-	3
31 Fabrication de machines et appareils électriques	38	50	307	134	529
32 Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication	-	1	-	3	4
33 Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	793	106	403	336	1 638
34 Industrie automobile	33	11	193	34	271
35 Fabrication d'autres matériels de transport	1	3	8	10	22
36 Fabrication de meubles, industries diverses	60	58	289	60	467
37 Récupération	4	15	183	25	227
TOTAL	3 413	2 511	19 941	8 421	34 286

Tableau 1a. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, statut et sexe au 31 mars 2000 (suite)

Code NACE	Femmes		Hommes		TOTAL
	Ouvriers	Employés Fonctionnaires	Ouvriers	Employés Fonctionnaires	
E. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau					
40 Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	17	79	308	396	800
41 Captage, traitement et distribution d'eau	1	8	54	3	111
TOTAL	18	87	362	399	911
F. Construction					
45 Construction	335	1 263	21 876	2 574	26 048
TOTAL	335	1 263	21 876	2 574	26 048
G. Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques					
50 Commerce et réparation automobile	692	832	2 947	1 301	5 772
51 Commerce de gros et intermédiaires de commerce	654	2 634	3 675	5 026	11 989
52 Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	3 429	6 868	2 703	2 510	15 510
TOTAL	4 775	10 334	9 325	8 837	33 271
H. Hôtels et restaurants					
55 Hôtels et restaurants	4 513	669	4 263	687	10 132
TOTAL	4 513	669	4 263	687	10 132
I. Transports et communication					
60 Transports terrestres	173	407	5 700	598	10 078
61 Transports par eau	41	52	320	497	910
62 Transports aériens	80	648	1 001	1 370	3 099
63 Services auxiliaires des transports	38	640	634	732	2 044
64 Postes et télécommunications	608	576	318	967	4 174
TOTAL	940	2 323	7 973	4 164	20 305
J. Intermédiation financière					
65 Intermédiation financière	91	10 013	91	12 015	22 348
66 Assurance	9	879	12	1 106	2 006
67 Auxiliaires financiers et d'assurance	32	1 985	9	2 513	4 539
TOTAL	132	12 877	112	15 634	28 893
K. Immobilier, location et services aux entreprises					
70 Activités immobilières	152	459	348	489	1 448
71 Locations sans opérateur	25	143	158	283	609
72 Activités informatiques	27	836	14	2 576	3 453
73 Recherche et développement	18	292	1 252	1 515	3 077
74 Services fournis principalement aux entreprises	4 810	5 816	3 914	6 916	21 456
TOTAL	5 032	7 546	5 686	11 779	30 043

Tableau 1a. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, statut et sexe au 31 mars 2000 (suite)

Code NACE	Femmes		Hommes		TOTAL
	Ouvriers	Employés	Ouvriers	Employés	
L. Administration publique					
75 Administration publique	3 105	3 904	4 875	1 907	29 931
TOTAL	3 105	3 904	4 875	1 907	29 931
M. Education					
80 Education	89	626	24	390	1 131
TOTAL	89	626	24	390	1 131
N. Santé et action sociale					
85 Santé et action sociale	3 167	7 506	519	1 859	13 207
TOTAL	3 167	7 506	519	1 859	13 207
O. Services collectifs sociaux et personnels					
90 Assainissement, voirie et gestion des déchets	20	70	529	94	760
91 Activités associatives	339	822	324	520	2 005
92 Activités récréatives, culturelles et sportives	102	464	160	723	1 463
93 Services personnels	1 652	153	207	56	2 070
TOTAL	2 113	1 509	1 220	1 393	6 298
P. Services domestiques					
95 Services domestiques	3 069	42	62	11	3 184
Autres	3	-	-	-	3
TOTAL	3 072	42	62	11	3 187
Q. Activités extra-territoriales					
99 Activités extra-territoriales	49	472	94	140	755
TOTAL	49	472	94	140	755
Non-déterminés					
Autres	173	538	481	813	2 005
TOTAL	173	538	481	813	2 005
TOTAL	31 089	52 300	77 926	59 184	241 948

Tableau 1b. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, statut et sexe au 31 mars 2001

Code NACE	Femmes		Hommes		TOTAL
	Ouvriers	Employés	Ouvriers	Employés	
A. Agriculture, chasse, sylviculture					
01 Agriculture, chasse, services annexes	160	61	696	123	1 041
02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes	4	9	165	17	195
TOTAL	164	70	861	140	1 236
B. Pêche, aquaculture					
05 Pêche, aquaculture	-	-	2	-	2
TOTAL	-	-	2	-	2
C. Industries extractives					
14 Autres industries extractives	4	25	231	48	308
TOTAL	4	25	231	48	308
D. Industries manufacturières					
15 Industries alimentaires	1 019	326	2 201	440	3 986
16 Industrie du tabac	175	33	154	65	427
17 Industrie textile	55	21	291	59	426
18 Industrie de l'habillement et des fourrures	18	4	1	1	24
20 Travail du bois et fabrication d'articles en bois	21	37	359	107	524
21 Industrie du papier et du carton	11	30	152	66	259
22 Edition, imprimerie, reproduction	268	517	1 014	766	2 565
24 Industrie chimique	266	141	794	411	1 612
25 Industrie du caoutchouc et des plastiques	67	317	2 390	1 814	4 588
26 Fabrication d'autres produits minéraux non-métalliques	412	164	2 038	504	3 118
27 Métallurgie	35	286	4 629	1 724	6 674
28 Travail des métaux	120	258	3 465	863	4 706
29 Fabrication de machines et équipements	80	249	1 210	867	2 406
30 Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	1	-	-	-	1
31 Fabrication de machines et appareils électriques	27	44	264	112	447
32 Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication	-	3	-	3	6
33 Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	869	112	446	346	1 773
34 Industrie automobile	31	10	201	39	281
35 Fabrication d'autres matériels de transport	1	3	8	8	20
36 Fabrication de meubles, industries diverses	82	69	351	64	566
37 Récupération	9	17	171	27	224
TOTAL	3 567	2 641	20 139	8 286	34 633

Tableau 1b. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, statut et sexe au 31 mars 2001 (suite)

Code NACE	Femmes			Hommes			TOTAL
	Ouvriers	Employés	Fonctionnaires	Ouvriers	Employés	Fonctionnaires	
E. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau							
40 Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	20	84	-	318	430	-	852
41 Captage, traitement et distribution d'eau	1	6	6	53	2	44	112
TOTAL	21	90	6	371	432	44	964
F. Construction							
45 Construction	345	1 346	-	22 819	2 837	-	27 347
TOTAL	345	1 346	-	22 819	2 837	-	27 347
G. Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques							
50 Commerce et réparation automobile	719	869	-	3 007	1 393	-	5 988
51 Commerce de gros et intermédiaires de commerce	629	2 828	-	3 644	5 220	-	12 321
52 Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	3 511	7 075	-	2 727	2 653	-	15 966
TOTAL	4 859	10 772	-	9 378	9 266	-	34 275
H. Hôtels et restaurants							
55 Hôtels et restaurants	4 811	700	-	4 421	736	-	10 668
TOTAL	4 811	700	-	4 421	736	-	10 668
I. Transports et communication							
60 Transports terrestres	187	441	194	6 344	646	3 080	10 892
61 Transports par eau	53	79	-	475	646	-	1 253
62 Transports aériens	74	697	-	981	1 533	-	3 285
63 Services auxiliaires des transports	43	734	-	927	846	-	2 550
64 Postes et télécommunications	621	590	182	394	1 050	1 539	4 376
TOTAL	978	2 541	376	9 121	4 721	4 619	22 356
J. Intermédiation financière							
65 Intermédiation financière	115	10 996	54	94	13 057	189	24 505
66 Assurance	10	1 073	-	15	1 294	-	2 392
67 Auxiliaires financiers et d'assurance	37	2 552	-	9	3 029	-	5 627
TOTAL	162	14 621	54	118	17 380	189	32 524
K. Immobilier, location et services aux entreprises							
70 Activités immobilières	137	461	-	374	557	-	1 529
71 Locations sans opérateur	22	154	-	150	300	-	626
72 Activités informatiques	26	958	-	12	3 238	-	4 234
73 Recherche et développement	20	303	-	1 273	1 491	-	3 087
74 Services fournis principalement aux entreprises	5 216	6 333	-	4 285	8 169	-	24 003
TOTAL	5 421	8 209	-	6 094	13 755	-	33 479

Tableau 1b. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, statut et sexe au 31 mars 2001 (suite)

Code NACE	Femmes		Hommes		TOTAL
	Ouvriers	Employés	Ouvriers	Employés	
L. Administration publique					
75 Administration publique					
TOTAL	3 375	4 091	5 211	1 960	31 257
M. Education					
80 Education	90	662	22	428	1 205
TOTAL	90	662	22	428	1 205
N. Santé et action sociale					
85 Santé et action sociale	3 340	8 187	522	2 023	14 223
TOTAL	3 340	8 187	522	2 023	14 223
O. Services collectifs sociaux et personnels					
90 Assainissement, voirie et gestion des déchets	25	67	548	97	785
91 Activités associatives	322	814	427	557	2 120
92 Activités récréatives, culturelles et sportives	107	516	217	840	1 695
93 Services personnels	1 676	167	219	59	2 123
TOTAL	2 130	1 564	1 411	1 553	6 723
P. Services domestiques					
95 Services domestiques	3 198	42	71	10	3 321
Autres	4	-	-	-	4
TOTAL	3 202	42	71	10	3 325
Q. Activités extra-territoriales					
99 Activités extra-territoriales	46	475	94	156	771
TOTAL	46	475	94	156	771
Non-déterminés					
Autres	143	445	293	697	1 578
TOTAL	143	445	293	697	1 578
TOTAL	32 658	56 481	81 179	64 428	256 874

Tableau 2a. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, pays de résidence et sexe au 31 mars 2000

Code NACE	Résidents				Allemands		Frontaliers		Belges		TOTAL
	Luxembourgeois Femmes	Luxembourgeois Hommes	Etrangers Femmes	Etrangers Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
A. Agriculture, chasse, sylviculture											
01 Agriculture, chasse, services annexes	105	219	72	419	6	38	21	84	12	72	1 048
02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes	6	18	2	64		2	2	19	4	65	182
TOTAL	111	237	74	483	6	40	23	103	16	137	1 230
B. Pêche, aquaculture											
05 Pêche, aquaculture	-	2	-	1	-	-	-	3	-	-	6
TOTAL	-	2	-	1	-	-	-	3	-	-	6
C. Industries extractives											
14 Autres industries extractives	17	83	5	96	1	33	3	62	-	9	309
TOTAL	17	83	5	96	1	33	3	62	-	9	309
D. Industries manufacturières											
15 Industries alimentaires	415	695	491	631	50	229	288	866	35	197	3 897
16 Industrie du tabac	142	125	20	27	6	23	23	20	2	6	394
17 Industrie textile	15	97	39	64	4	11	7	19	7	156	419
18 Industrie de l'habillement et des fourrures	4	1	20	3	-	-	2	-	-	-	30
20 Travail du bois et fabrication d'articles en bois	15	78	9	81	1	38	22	170	12	110	536
21 Industrie du papier et du carton	8	14	4	8	-	-	20	115	8	62	239
22 Edition, imprimerie, reproduction	357	919	166	232	15	52	178	359	53	132	2 463
24 Industrie chimique	57	205	49	173	46	134	142	535	31	139	1 511
25 Industrie du caoutchouc et des plastiques	173	1 920	77	795	39	431	43	227	38	789	4 532
26 Fabrication d'autres produits minéraux non-métalliques	115	504	102	553	28	142	326	1 121	34	184	3 109
27 Métallurgie	175	3 148	49	725	1	27	47	1 466	38	1 093	6 769
28 Travail des métaux	140	886	84	948	18	265	81	1 377	32	559	4 390
29 Fabrication de machines et équipements	113	776	93	540	43	503	77	467	21	203	2 836
30 Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	-	-	1	-	-	2	-	-	-	-	3
31 Fabrication de machines et appareils électriques	15	87	21	70	13	60	31	170	8	54	529
32 Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication	1	1	-	1	-	-	-	-	-	1	4
33 Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horloge	86	121	410	130	246	209	133	210	24	69	1 638
34 Industrie automobile	10	25	19	49	-	13	15	131	-	9	271
35 Fabrication d'autres matériels de transport	3	3	1	6	-	1	2	7	1	1	22
36 Fabrication de meubles, industries diverses	33	58	19	78	4	39	59	141	3	33	467
37 Récupération	8	21	2	46	1	5	8	118	-	18	227
TOTAL	1 882	9 694	1 676	5 160	515	2 184	1 504	7 519	347	3 815	34 286

Tableau 2a. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, pays de résidence et sexe au 31 mars 2000 (suite)

Code NACE	Résidents				Allemands				Frontaliers				TOTAL
	Luxembourgeois		Etrangers		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
E. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	83	646	9	32	2	17	-	9	2	-	-	-	800
	13	96	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	111
	96	742	9	34	2	17	-	9	2	-	-	-	911
	TOTAL												
F. Construction	638	2 752	450	11 637	106	2 382	274	5 249	130	2 430			26 048
	638	2 752	450	11 637	106	2 382	274	5 249	130	2 430			26 048
G. Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques	435	1 494	337	1 431	246	302	362	678	144	343			5 772
	1 106	2 700	822	2 068	234	547	782	1 898	344	1 488			11 989
	3 633	1 660	3 045	1 325	325	278	2 299	1 285	995	665			15 510
	TOTAL	5 174	5 854	4 204	4 824	805	1 127	3 443	3 861	1 483	2 496		
H. Hôtels et restaurants	636	506	2 785	2 879	76	63	1 454	1 265	231	237			10 132
	636	506	2 785	2 879	76	63	1 454	1 265	231	237			10 132
I. Transports et communication	387	4 049	146	1 328	69	1 650	100	1 228	51	1 070			10 078
	5	4	46	260	21	281	12	117	9	155			910
	423	784	207	962	29	255	55	301	14	69			3 099
	63	586	205	270	76	199	122	220	56	91			2 044
64 Postes et télécommunications	777	2 032	313	320	55	121	154	215	56	131			4 174
	TOTAL	1 811	7 455	917	3 140	250	2 506	443	2 081	186	1 516		20 305
J. Inter médiation financière	3 535	4 468	2 558	3 424	1 074	1 271	1 625	1 307	1 326	1 760			22 348
	362	441	229	328	28	36	145	135	124	178			2 006
	362	435	631	929	289	306	444	357	291	495			4 539
	TOTAL	4 259	5 344	3 418	4 681	1 391	1 613	2 214	1 799	1 741	2 433		28 893
K. Immobilier, location et services aux entreprises	219	209	217	315	20	35	120	161	35	117			1 448
	32	82	47	102	24	23	47	121	18	113			609
	96	233	244	550	65	186	302	825	156	796			3 453
	73	1 023	78	696	10	123	77	273	60	652			3 077
74 Services fournis principalement aux entreprises	1 711	1 718	4 078	2 691	311	482	3 658	4 332	868	1 607			21 456
	TOTAL	2 143	3 265	4 664	4 354	430	849	4 204	5 712	1 137	3 285		30 043

Tableau 2a. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, pays de résidence et sexe au 31 mars 2000 (suite)

Code NACE	Résidents				Frontaliers				TOTAL
	Luxembourgeois		Etrangers		Allemands		Belges		
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
L. Administration publique 75 Administration publique TOTAL	10 680	16 515	1 485	692	125	64	81	82	29 931
	10 680	16 515	1 485	692	125	64	81	82	29 931
M. Education 80 Education TOTAL	356	229	224	102	27	20	44	28	1 131
	356	229	224	102	27	20	44	28	1 131
N. Santé et action sociale 85 Santé et action sociale TOTAL	5 171	1 376	2 883	382	577	236	723	162	13 207
	5 171	1 376	2 883	382	577	236	723	162	13 207
O. Services collectifs sociaux et personnels 90 Assainissement, voirie et gestion des déchets 91 Activités associatives 92 Activités récréatives, culturelles et sportives 93 Services personnels TOTAL	35	261	14	162	8	40	6	33	760
	689	590	333	175	28	14	48	32	2 005
	209	295	188	296	32	36	47	108	1 463
	478	79	810	97	65	4	103	16	2 070
	1 411	1 225	1 345	730	133	94	204	189	6 298
P. Services domestiques 95 Services domestiques Autres TOTAL	491	30	2 349	35	44	1	36	3	3 184
	491	30	2 352	35	44	1	36	3	3 187
Q. Activités extra - territoriales 99 Activités extra -territoriales TOTAL	38	31	301	119	15	2	41	26	755
	38	31	301	119	15	2	41	26	755
Non-déterminés Autres TOTAL	175	211	283	492	29	76	77	277	2 005
	175	211	283	492	29	76	77	277	2 005
TOTAL	35 089	55 541	27 075	39 841	4 532	11 307	6 479	17 125	241 948

Tableau 2b. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, pays de résidence et sexe au 31 mars 2001

Code NACE	Résidents								Frontaliers				TOTAL
	Luxembourgeois		Étrangers		Allemands		Belges						
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes					
A. Agriculture, chasse, sylviculture 01 Agriculture, chasse, services annexes 02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes TOTAL	104	222	71	406	9	40	13	64	1 041				
	5	24	3	69	-	2	3	67	195				
	109	246	74	475	9	42	16	131	1 236				
B. Pêche, aquaculture 05 Pêche, aquaculture TOTAL	-	1	-	1	-	-	-	-	2				
	-	1	-	1	-	-	-	-	2				
C. Industries extractives 14 Autres industries extractives TOTAL	19	86	5	85	1	30	-	11	308				
	19	86	5	85	1	30	-	11	308				
D. Industries manufacturières 15 Industries alimentaires 16 Industrie du tabac 17 Industrie textile 18 Industrie de l'habillement et des fourrures 20 Travail du bois et fabrication d'articles en bois 21 Industrie du papier et du carton 22 Edition, imprimerie, reproduction 24 Industrie chimique 25 Industrie du caoutchouc et des plastiques 26 Fabrication d'autres produits minéraux non-métalliques 27 Métallurgie 28 Travail des métaux 29 Fabrication de machines et équipements 30 Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique 31 Fabrication de machines et appareils électriques 32 Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication 33 Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horloge 34 Industrie automobile 35 Fabrication d'autres matériels de transport 36 Fabrication de meubles, industries diverses 37 Récupération TOTAL	406	663	519	610	48	244	48	226	3 986				
	152	140	22	25	7	24	4	7	427				
	17	90	38	59	2	17	9	166	426				
	4	1	17	1	-	-	-	-	24				
	17	77	7	76	1	49	12	106	524				
	5	10	6	9	-	1	11	74	259				
	340	921	164	243	20	62	56	144	2 565				
	59	175	62	170	62	138	30	136	1 612				
	177	1 854	77	794	42	476	36	851	4 588				
	114	492	101	544	25	144	33	203	3 118				
	171	2 982	52	719	2	26	42	1 103	6 674				
	137	886	88	943	19	281	35	631	4 706				
	86	420	84	483	50	508	26	184	2 406				
	-	-	1	-	-	-	-	-	1				
	11	65	20	71	14	57	18	52	447				
	3	1	-	1	-	-	-	1	6				
	96	117	420	130	320	262	121	24	1 773				
10	27	15	46	-	15	16	10	281					
-	2	1	6	-	1	2	1	20					
35	59	19	72	6	40	84	7	566					
9	22	5	47	1	10	11	-	224					
1 849	9 004	1 718	5 049	619	2 355	1 640	382	4 018	34 633				

Tableau 2b. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, pays de résidence et sexe au 31 mars 2001 (suite)

Code NACE	Résidents				Allemands		Frontaliers Français		Belges		TOTAL
	Luxembourgeois Femmes	Luxembourgeois Hommes	Etrangers Femmes	Etrangers Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
E. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau											
40 Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	92	666	9	36	1	19	-	21	2	6	852
41 Captage, traitement et distribution d'eau	13	97	-	2	-	-	-	-	-	-	112
TOTAL	105	763	9	38	1	19	-	21	2	6	964
F. Construction											
45 Construction	670	2 737	454	11 904	132	2 620	304	5 741	131	2 654	27 347
TOTAL	670	2 737	454	11 904	132	2 620	304	5 741	131	2 654	27 347
G. Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques											
50 Commerce et réparation automobile	438	1 491	323	1 426	266	361	405	722	156	400	5 988
51 Commerce de gros et intermédiaires de commerce	1 041	2 544	852	2 068	281	611	880	2 092	403	1 549	12 321
52 Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	3 627	1 641	3 095	1 339	337	295	2 480	1 391	1 047	714	15 966
TOTAL	5 106	5 676	4 270	4 833	884	1 267	3 765	4 205	1 606	2 663	34 275
H. Hôtels et restaurants											
55 Hôtels et restaurants	648	498	2 901	2 965	96	80	1 611	1 343	255	271	10 668
TOTAL	648	498	2 901	2 965	96	80	1 611	1 343	255	271	10 668
I. Transports et communication											
60 Transports terrestres	410	4 098	158	1 342	72	1 789	117	1 578	65	1 263	10 892
61 Transports par eau	5	3	68	490	17	309	29	133	13	186	1 253
62 Transports aériens	424	825	213	970	36	276	83	365	15	78	3 285
63 Services auxiliaires des transports	228	593	212	308	131	416	145	328	61	128	2 550
64 Postes et télécommunications	799	2 066	329	385	35	116	161	266	69	150	4 376
TOTAL	1 866	7 585	980	3 495	291	2 906	535	2 670	223	1 805	22 356
J. Inter médiation financière											
65 Inter médiation financière	3 611	4 489	2 855	3 803	1 262	1 427	2 024	1 694	1 413	1 927	24 505
66 Assurance	389	451	289	381	44	57	203	177	158	243	2 392
67 Auxiliaires financiers et d'assurance	392	473	805	1 098	391	384	626	487	375	596	5 627
TOTAL	4 392	5 413	3 949	5 282	1 697	1 868	2 853	2 358	1 946	2 766	32 524
K. Immobilier, location et services aux entreprises											
70 Activités immobilières	209	236	223	336	11	44	114	178	41	137	1 529
71 Locations sans opérateur	36	76	48	109	27	23	50	118	15	124	626
72 Activités informatiques	99	274	258	664	76	239	362	1 101	189	972	4 234
73 Recherche et développement	90	986	82	681	10	143	85	303	56	651	3 087
74 Services fournis principalement aux entreprises	1 783	2 021	4 435	2 975	342	624	4 004	4 914	985	1 920	24 003
TOTAL	2 217	3 593	5 046	4 765	466	1 073	4 615	6 614	1 286	3 804	33 479

Tableau 2b. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, pays de résidence et sexe au 31 mars 2001 (suite)

Code NACE	Résidents				Frontaliers				TOTAL
	Luxembourgeois		Etrangers		Allemands		Belges		
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
L. Administration publique									
75 Administration publique	11 256	16 948	1 630	782	141	74	80	105	31 257
TOTAL	11 256	16 948	1 630	782	141	74	80	105	31 257
M. Education									
80 Education	374	243	240	124	26	18	40	29	1 205
TOTAL	374	243	240	124	26	18	40	29	1 205
N. Santé et action sociale									
85 Santé et action sociale	5 473	1 425	3 033	394	709	264	802	183	14 223
TOTAL	5 473	1 425	3 033	394	709	264	802	183	14 223
O. Services collectifs sociaux et personnels									
90 Assainissement, voirie et gestion des déchets	35	265	12	158	9	38	4	35	785
91 Activités associatives	684	696	324	202	26	15	40	36	2 120
92 Activités récréatives, culturelles et sportives	216	322	187	352	34	51	47	125	1 695
93 Services personnels	487	75	800	100	69	7	116	19	2 123
TOTAL	1 422	1 358	1 323	812	138	111	207	215	6 723
P. Services domestiques									
95 Services domestiques	501	27	2 449	39	47	7	42	4	3 321
Autres			4						4
TOTAL	501	27	2 453	39	47	7	42	4	3 325
Q. Activités extra - territoriales									
99 Activités extra -territoriales	41	35	305	126	8	2	40	24	771
TOTAL	41	35	305	126	8	2	40	24	771
Non-déterminés									
Autres	143	202	209	314	29	68	64	234	1 578
TOTAL	143	202	209	314	29	68	64	234	1 578
TOTAL	36 191	55 840	28 599	41 483	5 294	12 804	7 122	18 923	256 874

Tableau 3a. - Salariés travaillant et résidant au Luxembourg selon nationalité, statut et sexe au 31 mars 2000

	Femmes			Hommes			TOTAL
	Ouvriers	Employés	Fonctionnaires	Ouvriers	Employés	Fonctionnaires	
<i>U.E.</i>							
Allemagne	310	1 101	12	527	1 372	11	3 333
Autriche	28	61	-	70	82	-	241
Belgique	323	1 969	5	701	3 050	8	6 056
Danemark	18	171	-	16	277	-	482
Espagne	162	279	-	288	192	6	927
Finlande	-	75	-	7	58	-	140
France	1 118	2 460	7	2 055	2 663	9	8 312
Grande-Bretagne	28	404	-	115	901	-	1 448
Grèce	7	66	-	23	80	1	177
Irlande	4	150	-	17	149	1	321
Italie	1 000	1 541	4	2 420	1 674	18	6 657
Luxembourg	7 078	22 120	5 891	18 343	21 825	15 373	90 630
Pays-Bas	126	338	1	395	584	1	1 445
Portugal	10 458	2 006	5	16 387	1 242	12	30 110
Suède	5	132	-	8	202	-	347
TOTAL 1	20 665	32 873	5 925	41 372	34 351	15 440	150 626
<i>Non - U.E.</i>							
Bosnie-Herzégovine	381	65	-	569	37	-	1 052
Cap Vert	401	29	-	365	6	-	801
Chine	66	14	-	140	44	-	264
Croatie	46	12	-	104	22	1	185
Etats-Unis	10	96	-	23	181	-	310
Islande	1	29	-	2	69	-	101
Japon	-	28	-	5	92	-	125
Norvège	2	20	-	-	35	-	57
Pologne	56	58	-	80	51	1	246
Roumanie	37	43	-	35	34	-	149
Suisse	9	43	1	13	105	-	171
Yougoslavie	428	100	-	1 134	76	-	1 738
Autres	432	294	-	597	397	1	1 721
TOTAL 2	1 869	831	1	3 067	1 149	3	6 920
TOTAL GENERAL	22 583	33 966	5 926	44 442	35 505	15 443	157 865

Tableau 3b. - Salariés travaillant et résidant au Luxembourg selon nationalité, statut et sexe au 31 mars 2001

	Femmes			Hommes			TOTAL
	Ouvriers	Employés	Fonctionnaires	Ouvriers	Employés	Fonctionnaires	
<i>U.E.</i>							
Allemagne	331	1 145	10	523	1 429	18	3 456
Autriche	29	66	-	73	86	-	254
Belgique	346	2 117	8	748	3 284	17	6 520
Danemark	14	182	-	14	308	-	518
Espagne	161	295	-	289	222	6	973
Finlande	-	71	-	6	64	-	141
France	1 151	2 735	7	2 085	3 009	13	9 000
Grande-Bretagne	35	449	-	104	1 010	-	1 598
Grèce	7	72	-	25	86	1	191
Irlande	4	176	-	13	196	1	390
Italie	1 025	1 604	5	2 338	1 810	25	6 807
Luxembourg	7 347	22 612	6 232	18 227	21 994	15 619	92 031
Pays-Bas	118	361	-	399	655	1	1 534
Portugal	10 833	2 216	6	16 716	1 441	22	31 234
Suède	3	162	-	4	224	-	393
TOTAL 1	21 404	34 263	6 268	41 564	35 818	15 723	155 040
<i>Non - U.E.</i>							
Bosnie-Herzégovine	403	71	-	596	41	-	1 111
Cap Vert	421	26	-	362	8	-	817
Chine	78	20	-	137	46	-	281
Croatie	44	14	-	119	44	1	222
Etats-Unis	9	102	-	25	166	-	302
Islande	1	33	-	5	66	-	105
Japon	-	30	-	6	81	-	117
Norvège	2	24	1	1	47	-	75
Pologne	53	59	-	111	55	1	279
Roumanie	39	42	-	32	33	-	146
Suisse	7	46	1	13	108	-	175
Yougoslavie	416	102	-	915	78	-	1 511
Autres	483	328	0	690	430	1	1 932
TOTAL 2	1 956	897	2	3 012	1 203	3	7 073
TOTAL GENERAL	23 360	35 160	6 270	44 576	37 021	15 726	162 113

TRANSFERTS A L'ETRANGER

Sommaire

	Page
1. Introduction	407
2. Les conventions de sécurité sociale	407
3. Particularités des transferts à l'étranger	408
4. Evolution des montants exportés	408

Statistiques

1. Caisses de pension du régime contributif	410
Tableau 1.1. Répartition des pensions par pays de résidence en décembre 2000	410
Tableau 1.2. Evolution du nombre de pensions transférées à l'étranger	410
Tableau 1.3. Répartition des pensions par nationalité du bénéficiaire en décembre 2000	411
Tableau 1.4. Proportion en pourcent des pensions en cours relevant de l'assurance migratoire internationale	412
Tableau 1.5. Pensions transférées à l'étranger en 2000	413
Tableau 1.6. Evolution des pensions transférées à l'étranger	413
2. Associations d'assurance contre les accidents	414
Tableau 2.1. Répartition des rentes et rachats de rentes par pays de résidence	414
3. Caisse nationale des prestations familiales	415
Tableau 3.1. Evolution du nombre des allocations familiales transférées à l'étranger	415
Tableau 3.2. Evolution des allocations familiales transférées à l'étranger suivant le pays de résidence des bénéficiaires: nombre des familles attributaires	415
Graphique 3.1. Evolution des allocations familiales transférées dans les principaux pays: nombre de familles	416
Tableau 3.3. Evolution des allocations familiales transférées à l'étranger suivant le pays de résidence: nombre des enfants bénéficiaires	416
Tableau 3.4. Composition des familles attributaires au 31 décembre 2000 suivant le pays de résidence du bénéficiaire	417
Tableau 3.5. Evolution des allocations familiales transférées dans les principaux pays	417
Graphique 3.2. Evolution du montant des allocations familiales transférées dans les principaux pays	418
Tableau 3.6. Nombre d'indemnités pour le congé parental transférées à l'étranger au 31 décembre 2000	418
Tableau 3.7. Nombre d'allocations d'éducation transférées à l'étranger au 31 décembre 2000	418
Tableau 3.8. Indemnités pour le congé parental transférées à l'étranger	418
4. Récapitulation des principales catégories de prestations	419
Tableau 4.1. Transferts aux non-résidents d'après les différentes gestions	419

Adresses utiles	421
------------------------	-----

1. Introduction

Les migrations des personnes ne constituent pas un phénomène récent, mais les courants migratoires ont connu des changements profonds depuis les dernières décennies sous l'impulsion du développement des moyens de transports modernes. Le principe de la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux ancré dans les Traités de Rome et de Maastricht, accompagné par des instruments garantissant en matière de sécurité sociale des droits acquis, a favorisé leur mobilité.

Autrefois, les personnes qui se déplaçaient dans un autre pays pour des raisons de travail ou de loisirs, cessaient d'être protégées par la sécurité sociale de leur pays d'origine. Progressivement des accords bilatéraux et multilatéraux ont été conclus entre les pays avec comme finalité de garantir une protection complète et continue aux personnes se rendant à l'étranger.¹⁾

Les conventions internationales se sont assigné pour but de coordonner les législations nationales tout en éliminant les obstacles que pourrait rencontrer leur application. Le Luxembourg adhère à des conventions multilatérales conclues entre plusieurs pays, notamment au règlement (CEE) numéro 1408/71 applicable aux personnes qui se déplacent à l'intérieur de l'Union Européenne; il a conclu des conventions bilatérales avec les pays lorsque les fréquents déplacements des ressortissants des deux pays ont rendu nécessaire qu'un mécanisme de coordination des législations soit élaboré.

En principe, les travailleurs ne sont soumis qu'à la législation d'un seul Etat membre. La législation applicable, dite compétente, est celle du lieu de travail. Les conventions garantissent aux personnes qui se déplacent, une protection en vertu d'une législation nationale déterminée d'avance et celles-ci bénéficient des prestations de sécurité sociale dans les mêmes conditions que les nationaux du pays d'accueil. Lorsque le droit aux prestations est subordonné à l'accomplissement d'un stage, il est tenu compte des périodes effectuées dans l'autre pays lié par la convention. Le droit à des prestations immédiates ou futures acquis dans un pays est conservé au travailleur migrant dans un autre pays et les prestations ne peuvent ni être réduites, ni suspendues, ni annulées du fait que les personnes résident sur le territoire de l'autre Etat contractant.

2. Les conventions de sécurité sociale

Le Luxembourg adhère à diverses conventions multilatérales et bilatérales réglant des problèmes communs de sécurité sociale.

a) La sécurité sociale des travailleurs qui se déplacent en Europe

Le règlement (CEE) numéro 1408 du 14 juin 1971 et les dispositions d'application du règlement (CEE) numéro 574 du 21 mars 1972 établissent un mécanisme de coordination entre les différents régimes nationaux des pays membres de l'Union Européenne. La réglementation communautaire s'applique en particulier aux travailleurs salariés et non salariés qui sont ou ont été soumis à la législation de l'un ou de plusieurs Etats membres et qui sont des ressortissants de l'un des Etats membres ou bien des apatrides ou des réfugiés résidant sur le territoire d'un des Etats membres, ainsi qu'aux membres de leur famille et à leurs survivants. Elle vise les prestations de maladie et de maternité, les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, les prestations d'accidents de travail et de maladie professionnelle, les allocations de décès, les prestations de chômage et les prestations familiales. L'Union Européenne, ses Etats membres ainsi que l'Autriche, la Finlande, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Suède et la Suisse ont conclu l'Accord sur l'espace économique européen qui a été signé le 2 mai 1992. Par suite de la non-ratification de l'accord par la Suisse et depuis l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède à l'Union Européenne, l'accord s'applique à l'Islande, à la Norvège et au Liechtenstein. L'accord prévoit que les parties contractantes assurent aux travailleurs, pour l'ouverture, le maintien du droit et pour le calcul des prestations, la totalisation de toutes les périodes prises en considération dans les diverses législations nationales. Les pays cités sont inclus dans la coordination des régimes de sécurité sociale établie par le règlement (CEE) 1408/71.

b) Les autres conventions multilatérales de sécurité sociale

Les accords intérimaires européens, la convention européenne de sécurité sociale et l'accord complémentaire pour l'application de la convention européenne sont des instruments négociés dans le cadre du Conseil de l'Europe. Le secteur des transports est réglé en particulier par l'accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans et la convention européenne concernant la sécurité sociale des travailleurs des transports internationaux.

c) Les conventions bilatérales

A côté des accords bilatéraux qui existaient entre les pays avant l'entrée en vigueur des règlements communautaires et maintenus moyennant inscription à l'annexe de ces mêmes règlements, le Luxembourg est lié par des conventions avec les pays suivants: Brésil, Cap-Vert, Etats-Unis d'Amérique, Suisse, Tunisie, Canada et Québec. La convention avec la Yougoslavie a été reprise pour les relations avec les nouvelles Républiques issues de l'ex-Yougoslavie. Certaines

1) Droit de la sécurité sociale Luxembourg 2001, chapitres 20-22.

conventions prévoient des dispositions particulières en ce qui concerne soit le champ d'application personnel soit le champ d'application matériel.

3. Particularités des transferts à l'étranger

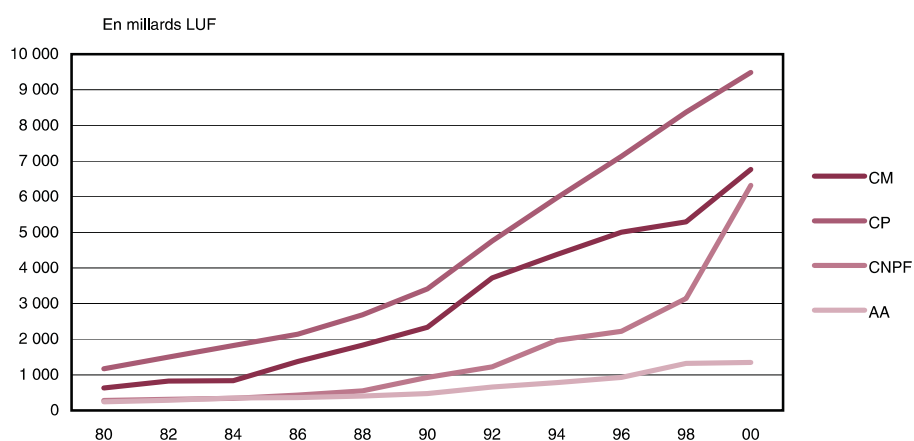
L'analyse sur l'emploi exposée au chapitre 7 décrit les caractéristiques de la composition et de l'évolution des forces de travail dans notre pays. Si le rythme d'expansion de l'économie a dépassé celui de la démographie au cours des cinquante dernières années, le déficit n'a pu être comblé que grâce à l'apport fourni par la main-d'oeuvre étrangère. La constance du phénomène se reflète particulièrement à l'examen des tableaux afférents aux pensions virées à l'étranger, étant donné que ces pensions sont échues un certain temps après l'accomplissement des périodes actives. Le nombre et surtout le montant de ces pensions accusent une tendance croissante. Il est utile de préciser encore que ces pensions correspondent uniquement aux périodes d'assurance qui ont été accomplies dans le cadre de l'affiliation à un régime luxembourgeois; elles ne sont donc souvent que des pensions partielles auxquelles se joignent les parts de pension déterminées par application des législations des autres pays dans lesquels l'assuré a poursuivi une activité professionnelle.

Les dispositions conventionnelles règlent aussi le service des allocations familiales à l'étranger. Les conventions bilatérales prévoient parfois des montants forfaitaires adaptés au niveau de vie du pays de résidence. Le règlement (CEE) numéro 1408/71 quant à lui permet aux travailleurs soumis à la législation d'un Etat membre de bénéficier du droit aux allocations familiales prévues par cet Etat pour leurs enfants qui résident sur le territoire d'un autre Etat. Lorsque des allocations sont prévues par la législation du pays de résidence des enfants, le droit aux allocations dues en vertu de la législation du pays de travail est suspendu jusqu'à concurrence de ce montant. Eventuellement un complément est dû, qui pour des raisons techniques, n'est cependant pas inclus dans les tableaux suivants sur les transferts à l'étranger. Les transferts à l'étranger découlant de ces dispositions bénéficient plus fréquemment aux familles des travailleurs frontaliers de plus en plus nombreux, et continuent à croître au rythme de la conjoncture et du niveau divergent du taux des prestations inscrit dans les législations du pays de l'emploi par rapport au pays de résidence.

En ce qui concerne les prestations de maladie et des accidents de travail, les travailleurs qui résident ou séjournent sur le territoire d'un Etat autre que l'Etat compétent, bénéficient des prestations en nature servies à charge de l'institution compétente par l'institution du lieu de résidence ou de séjour suivant la législation que cette dernière applique. Les frais médicaux sont pris en charge aux taux et tarifs applicables aux assurés sociaux sur présentation d'une attestation certifiant le droit aux prestations documentée par un formulaire délivré par l'institution compétente du lieu de travail.

4. Evolution des montants exportés

Graphique 1. - Evolution des transferts aux non-résidents - Répartition par branche 1980 à 2000



L'observation porte uniquement sur les flux de prestations vers les pays étrangers négligeant les prestations versées à l'intérieur du pays mais dont les bénéficiaires sont des ressortissants étrangers.

Les prestations exportées portent surtout sur les quatre branches de la sécurité sociale à savoir, l'assurance maladie, le régime contributif de l'assurance pension, l'assurance contre les accidents et les prestations familiales. L'évolution et la situation des prestations servies à l'étranger sont comparées à l'ensemble des prestations servies par les quatre branches, mais l'augmentation serait encore plus marquante si le rapport pouvait être calculé à partir des prestations versées aux personnes travaillant ou ayant travaillé dans le secteur privé caractérisé par une plus grande mobilité des travailleurs. Le volume des transferts augmente continuellement tant en valeur absolue qu'en valeur relative des prestations totales servies. Le graphique illustre le phénomène des transferts qui continue à s'amplifier au cours des dernières années, puisque

les montants transférés, qui étaient encore de 363 millions EUR (14,6 milliards LUF en 1995), sont passés à 605 millions EUR (24,4 milliards LUF) en 2000.

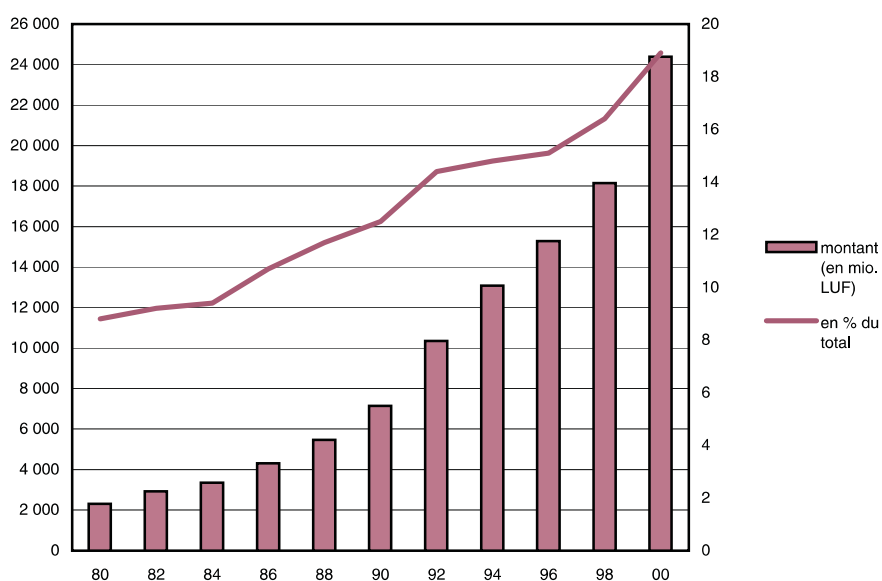
Tableau 1. - Evolution des transferts à l'étranger (en millions LUF)

Année	Caisses de maladie	Caisses de pension	Caisse nationale des prestations familiales	Assurances accidents	Total
1980	633	1 164	275	243	2 315
1985	1 046	1 965	358	370	3 739
1990	2 333	3 414	923	477	7 146
1995	4 987	6 681	2 117	880	14 665
1999	5 848	8 966	4 323	1 211	20 348
2000	6 767	9 490	6 782	1 352	24 391
	167,75 €	235,25 €	168,12 €	33,52 €	604,64 €

Pour toutes les branches la part des prestations exportées par rapport au total des prestations augmente en 2000 (graphique 2). Après un léger ralentissement du rythme d'augmentation observé en 1996 et en 1997, la progression est remarquable. Le montant global exporté absorbe 19% en 2000 des prestations pour les quatre branches contre seulement 15% du total en 1995.

Les prestations transférées pour la maladie, les pensions et les allocations familiales augmentent tout au long de la période et se situent dans une fourchette de 15 à 32% en 2000 pour le régime des prestations familiales pour lesquelles le montant des allocations familiales, hors allocations différentielles atteint 158 millions EUR (6,3 milliards LUF).

Graphique 2. - Transferts aux non-résidents de 1980 à 2000 - Montant total et montant en % des prestations des 4 branches de sécurité sociale



Section 1 - Caisses de pension du régime contributif

Tableau 1.1. - Répartition des pensions par pays de résidence en décembre 2000
(sans les avances)

Pays de résidence	AVI		CPEP		CPACI		CPA		TOTAL	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
Luxembourg	37 797	53,3	17 667	82,6	7 806	93,9	6 542	98,9	69 812	65,1
Autres pays de l'UE	32 347	45,6	3 560	16,6	475	5,7	71	1,1	36 453	34
Allemagne	7 491	10,6	831	3,9	92	1,1	7	0,1	8 421	7,9
Autriche	68	0,1	27	0,1	3	0,0			98	0,1
Belgique	4 684	6,6	1 348	6,3	104	1,3	35	0,5	6 171	5,8
Danemark	5	0,0	5	0,0	1	0,0			11	0,0
Espagne	1 171	1,7	42	0,2	16	0,2			1 229	1,1
Finlande			1	0,0	1	0,0			2	0,0
France	4 917	6,9	1 039	4,9	123	1,5	7	0,1	6 086	5,7
Grèce	11	0,0	4	0,0	2	0,0			17	0,0
Irlande			1	0,0					1	0,0
Italie	9 326	13,2	83	0,4	70	0,8			9 479	8,8
Pays-Bas	141	0,2	71	0,3	34	0,4	22	0,3	268	0,2
Portugal	4 513	6,4	18	0,1	27	0,3			4 558	4,3
Royaume-Uni	17	0,0	80	0,4	2	0,0			99	0,1
Suède	3	0,0	10	0,0					13	0,0
Autres pays liés par des conventions	628	0,9	136	0,6	22	0,3	1	0,0	787	0,7
Brésil	12	0,0	13	0,1					25	0,0
Canada	291	0,4	21	0,1	2	0,0	1	0,0	315	0,3
Cap Vert	76	0,1							76	0,1
Ex-Yougoslavie	75	0,1	2	0,0	4	0,0			81	0,1
Islande			5	0,0					5	0,0
Norvège			1	0,0					1	0,0
Suisse	52	0,1	68	0,3	7	0,1			127	0,1
Tunisie	1	0,0							1	0,0
U.S.A.	121	0,2	26	0,1	9	0,1			156	0,1
Autres pays	119	0,2	25	0,1	11	0,1			155	0,1
TOTAL	70 891	100,0	21 388	100,0	8 314	100,0	6 614	100,0	107 207	100,0

Tableau 1.2. - Evolution du nombre de pensions transférées à l'étranger
(sans les avances, mois de décembre)

Année	Pays de la UE						Autres pays	Total des transferts	En % du nombre total des pensions
	Allemagne	Belgique	France	Italie	Portugal	Autres			
1985	3 327	2 912	1 869	6 126	1 062	322	293	15 911	22,1
1986	3 549	3 087	2 058	6 317	1 223	363	279	16 876	23,1
1987	3 767	3 274	2 223	6 459	1 338	406	333	17 800	23,9
1988	3 991	3 388	2 334	6 612	1 469	437	340	18 571	24,8
1989	4 314	3 643	2 554	6 744	1 680	512	386	19 833	25,6
1990	4 580	3 784	2 768	6 824	2 101	586	411	21 054	26,6
1991	4 970	4 007	3 028	7 078	2 361	665	451	22 560	27,0
1992	5 390	4 340	3 349	7 395	2 688	775	466	24 403	28,0
1993	5 731	4 643	3 619	7 603	2 931	854	534	25 915	28,6
1994	6 218	4 929	3 985	7 927	3 144	947	613	27 763	29,5
1995	6 668	5 227	4 329	8 306	3 390	1 116	631	29 667	30,5
1996	7 031	5 471	4 698	8 594	3 663	1 264	724	31 445	31,4
1997	7 438	5 700	5 101	8 785	3 921	1 378	792	33 115	32,3
1998	7 758	5 864	5 426	9 062	4 143	1 491	852	34 596	33,2
1999	8 064	6 013	5 748	9 303	4 346	1 623	877	35 974	34,0
2000	8 421	6 171	6 086	9 479	4 558	1 738	942	37 395	34,9

Tableau 1.3. - Répartition des pensions par nationalité du bénéficiaire en décembre 2000
(sans les avances)

Nationalité	AVI		CPEP		CPACI		CPA		TOTAL	
	Nombre	Dont Résidence au Lux.	Nombre	Dont Résidence au Lux.	Nombre	Dont Résidence au Lux.	Nombre	Dont Résidence au Lux.	Nombre	Dont Résidence au Lux.
<i>Luxembourg</i>	27 905	26 957	16 038	15 600	6 908	6 793	6 379	6 355	57 230	55 705
<i>Autres pays de l'UE</i>	41 664	10 092	5 096	1 919	1 293	926	230	182	48 283	13 119
Allemagne	8 004	911	1 101	387	186	130	21	16	9 312	1 444
Autriche	117	38	33	10	17	12	3	3	170	63
Belgique	4 633	648	1 706	478	224	154	61	38	6 624	1 318
Danemark	12	7	17	8	1				30	15
Espagne	1 418	251	27	16	7	4			1 452	271
Finlande			2	2	1				3	2
France	5 098	970	1 384	512	314	222	15	15	6 811	1 719
Grèce	24	12	12	7	2				38	19
Irlande	1		9	4	1	1			11	5
Italie	13 888	3 550	401	304	355	278	4	4	14 648	4 136
Pays-Bas	256	127	196	94	86	51	125	105	663	377
Portugal	8 191	3 572	72	58	90	67	1	1	8 354	3 698
Royaume-Uni	16	6	125	37	9	7			150	50
Suède	6		11	2					17	2
<i>Apatrides/réfugiés</i>	89	79	19	16	12	11			120	106
<i>Autres pays liés par des conventions</i>	757	395	155	85	58	44	2	2	972	526
Brésil	10	4	4	1					14	5
Canada	94	1	10	2	2	1			106	4
Cap Vert	141	94							141	94
Ex-Yougoslavie	387	257	8	4	14	10			409	271
Islande			17	12					17	12
Norvège	1		7	5	1	1			9	6
Suisse	52	23	60	31	27	22	2	2	141	78
Tunisie	4	2							4	2
U.S.A.	68	14	49	30	14	10			131	54
<i>Autres pays</i>	382	188	70	39	40	29	3	3	495	259
<i>Indéterminés</i>	94	86	10	8	3	3			107	97
TOTAL	70 891	37 797	21 388	17 667	8 314	7 806	6 614	6 542	107 207	69 812

Tableau 1.4. - Proportion en pourcent des pensions en cours relevant de l'assurance migratoire internationale
(mois de décembre - sans les avances)

Année	Pension personnelle		Pension du conjoint		Pension d'orphelin		Total		Tous
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
	AVI								
1985	47,8	20,0		39,2		-		-	
1990	48,6	24,5		42,7		-		-	
1995	52,1	31,3	42,0	46,8	19,7	22,3	51,3	41,0	46,6
1996	53,4	32,7	41,7	47,8	19,2	21,2	52,6	42,0	47,8
1997	54,7	34,0	38,8	48,6	20,3	22,0	53,9	43,0	49,0
1998	56,2	35,8	40,0	49,8	21,0	21,5	55,4	44,3	50,4
1999	57,4	37,4	41,3	51,1	20,8	20,4	56,6	45,6	51,6
2000	58,6	38,8	41,5	52,2	21,2	21,7	57,7	46,8	52,8
	CPEP								
1985	21,0	10,8		18,7		-		-	
1990	22,5	12,5		20,6		-		-	
1995	22,3	15,8	19,7	21,9	16,5	17,6	22,1	19,0	20,6
1996	23,4	16,9	23,0	22,6	16,1	17,1	23,2	19,8	21,6
1997	24,8	17,7	19,6	23,3	15,2	16,5	24,5	20,5	22,6
1998	25,8	18,3	18,3	23,9	16,7	17,0	25,5	21,1	23,4
1999	27,1	19,4	22,1	24,4	20,4	17,5	26,9	21,8	24,5
2000	28,1	20	18,8	25,2	19,3	19,9	27,8	22,6	25,3
	CPACI								
1985	7,2	2,2		5,4		-		-	
1990	9,6	4,1		6,6		-		-	
1995	11,3	6,2	9,3	6,9	10,1	8,0	11,2	6,6	8,3
1996	12,0	7,1	7,7	7,2	11,8	10,2	11,9	7,2	9,0
1997	13,2	7,6	6,4	7,7	11,1	10,8	13,0	7,7	9,8
1998	13,4	8,0	5,8	8,2	9,6	10,1	13,1	8,2	10,1
1999	14,2	8,3	8,1	8,9	10,6	12,4	14,0	8,7	10,8
2000	15,2	8,9	8,2	9,3	10,1	11,5	14,8	9,2	11,4
	CPA								
1985	1,2	0,5		0,8		-		-	
1990	1,9	1,7		1,8		-		-	
1995	3,3	2,4	0,7	1,8	2,2	-	3,1	2,2	2,5
1996	3,6	2,7	-	1,8	2,2	-	3,4	2,4	2,7
1997	3,7	2,7	1,2	1,9	2,3	-	3,5	2,4	2,8
1998	4,1	2,8	1,5	1,8	2,5	-	3,8	2,5	2,9
1999	4,3	3,0	2,0	1,5	2,4	-	4,0	2,5	3,0
2000	4,4	3,1	2,4	1,6	2,3	-	4,2	2,6	3,1
	TOTAL								
1995	41,8	20,3	20,5	36,5	17,5	19,1	41,1	29,6	35,4
1996	43,1	21,6	21,4	37,4	17,2	18,5	42,3	30,5	36,5
1997	44,4	22,6	20,2	38,3	17,7	18,9	43,6	31,4	37,7
1998	45,7	23,9	20,9	39,3	18,5	18,7	44,8	32,5	38,9
1999	46,8	25,2	22,9	40,4	19,3	18,2	45,9	33,6	40,0
2000	47,9	26,3	22,9	41,4	19,2	19,6	46,9	34,7	41,0

Tableau 1.5. - Pensions transférées à l'étranger en 2000
(montant brut en millions LUF/en milliers EUR)

Pays destinataire	AVI		CPEP		CPACI		CPA		TOTAL	
	Montant	En % du total	Montant	En % du total	Montant	En % du total	Montant	En % du total	Montant	En % du total
Luxembourg	25 469,2	77,0	16 755,0	90,8	4 756,4	96,3	2 924,4	99,4	49 905,0	84,0
	631 363,88 €		415 345,49 €		117 907,78 €		72 494,26 €		1 237 111,40 €	
Pays UE	7 436,8	22,5	1 630,3	8,8	167,2	3,4	17,4	0,6	9 251,6	15,6
	184 352,50 €		40 413,84 €		4 145,31 €		430,18 €		229 341,83 €	
Allemagne	1 177,2	3,6	293,5	1,6	31,0	0,6	2,2	0,1	1 503,9	2,5
Autriche	11,0	0,0	8,9	0,0	0,8	0,0			20,7	0,0
Belgique	1 955,6	5,9	759,6	4,1	40,1	0,8	10,2	0,3	2 765,5	4,7
Danemark	0,9	0,0	1,5	0,0	0,3	0,0			2,7	0,0
Espagne	186,3	0,6	25,8	0,1	7,3	0,1			219,4	0,4
France	1 488,8	4,5	446,6	2,4	41,8	0,8	1,6	0,1	1 978,8	3,3
Grèce	2,1	0,0	1,7	0,0	0,7	0,0			4,5	0,0
Irlande	0,5	0,0	0,5	0,0					1,0	0,0
Italie	1 541,1	4,7	40,4	0,2	27,4	0,6			1 608,9	2,7
Pays-Bas	22,0	0,1	18,3	0,1	6,8	0,1	3,3	0,1	50,4	0,1
Portugal	1 044,8	3,2	9,2	0,0	10,4	0,2			1 064,4	1,8
Royaume Uni	6,0	0,0	21,0	0,1	0,3	0,0			27,3	0,0
Suède	0,5	0,0	3,4	0,0	0,2	0,0			4,1	0,0
Autres pays liés par des conventions	125,0	0,4	56,7	0,3	8,4	0,2	0,1	0,0	190,3	0,3
	3 099,47 €		1 406,21 €		207,89 €		3,66 €		4 717,23 €	
Brésil	4,0	0,0	8,7	0,0					12,8	0,0
Canada	42,9	0,1	5,0	0,0	0,6	0,0	0,1	0,0	48,7	0,1
Cap Vert	25,1	0,1	1,3	0,0					26,5	0,0
Ex-Yougoslavie	14,9	0,0	1,2	0,0	1,3	0,0			17,5	0,0
Islande			1,4	0,0					1,4	0,0
Suisse	10,9	0,0	23,2	0,1	4,0	0,1			38,2	0,1
Tunisie	0,6	0,0	0,4	0,0					1,0	0,0
U.S.A.	26,6	0,1	15,4	0,1	2,4	0,0			44,3	0,1
Autres pays	26,1	0,1	16,2	0,1	6,5	0,1			48,8	0,1
	646,38 €		402,41 €		161,79 €				1 210,59 €	
TOTAL	33 057,0	100,0	18 458,2	100,0	4 938,5	100,0	2 941,9	100,0	59 395,7	100,0
	819 462,23 €		457 567,95 €		122 422,77 €		72 928,09 €		1 472 381,05 €	

Tableau 1.6. - Evolution des pensions transférées à l'étranger
(montant brut en millions LUF/milliers EUR pour l'exercice 2000)

Année	Pays de la UE						Autres pays	Total des transferts	En % du montant total
	Allemagne	Belgique	France	Italie	Portugal	Autres			
1985*)	311	585	263	578	104	37	45	1 923	12,0
1986	353	647	300	620	130	49	60	2 159	10,6
1987	386	706	342	671	157	57	66	2 385	10,9
1988	441	800	395	720	192	63	73	2 684	11,2
1989	499	913	453	787	243	78	86	3 059	11,6
1990	558	982	521	830	341	87	94	3 413	12,1
1991	692	1 243	667	1 001	412	116	120	4 251	12,3
1992	765	1 404	766	1 076	482	140	122	4 755	12,8
1993	863	1 606	892	1 152	547	147	147	5 353	13,0
1994	962	1 789	1 033	1 241	604	171	168	5 967	13,4
1995	1 080	2 015	1 189	1 334	686	206	171	6 681	13,9
1996	1 143	2 132	1 329	1 363	760	224	186	7 137	14,3
1997	1 270	2 367	1 552	1 464	861	258	206	7 978	14,9
1998	1 311	2 468	1 684	1 496	915	281	215	8 370	15,3
1999	1 420	2 633	1 827	1 565	993	306	222	8 966	15,7
2000	1 504	2 766	1 979	1 609	1 064	354	215	9 491	16,0
	37 283,19 €	68 567,35 €	49 058,13 €	39 886,07 €	26 375,87 €	8 775,43 €	5 329,71 €	235 275,74 €	

*) CPACI et CPA non compris

Section 2 - Associations d'assurance contre les accidents

Tableau 2.1. - Répartition des rentes et rachats de rentes par pays de résidence

Pays de résidence	Nombre			Montants (en millions LUF)			Montants (en millions EUR)		
	AAI	AAA	Total	AAI	AAA	Total	AAI	AAA	Total
<i>Luxembourg</i>	9 788	2 259	12 047	2 485,69	180,66	2 666,35	61,62 €	4,48 €	66,10 €
<i>Autres pays de l'UE</i>	5 456	24	5 480	1 335,35	3,76	1 339,11	33,10 €	0,09 €	33,20 €
Allemagne	685	7	692	175,22	0,54	175,76	4,34 €	0,01 €	4,36 €
Autriche	9	-	9	1,50	-	1,50	0,04 €	-	0,04 €
Belgique	1 169	7	1 176	308,33	0,73	309,06	7,64 €	0,02 €	7,66 €
Danemark	2	-	2	1,24	-	1,24	0,03 €	-	0,03 €
Espagne	72	-	72	16,48	-	16,48	0,41 €	-	0,41 €
Finlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-
France	2 744	4	2 748	639,24	1,02	640,26	15,85 €	0,03 €	15,87 €
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	376	-	376	90,56	-	90,56	2,24 €	-	2,24 €
Pays-Bas	8	2	10	4,05	0,10	4,15	0,10 €	0,00 €	0,10 €
Portugal	389	4	393	98,48	1,37	99,85	2,44 €	0,03 €	2,48 €
Royaume-Uni	1	-	1	0,04	-	0,04	0,00 €	-	0,00 €
Suède	1	-	1	0,21	-	0,21	0,01 €	-	0,01 €
<i>Autres pays</i>	35	3	38	12,15	0,98	13,13	0,30 €	0,02 €	0,33 €
TOTAL	15 279	2 286	17 565	3 833,19	185,40	4 018,59	95,02 €	4,60 €	99,62 €

Section 3 - Caisse nationale des prestations familiales

Tableau 3.1. - Evolution du nombre des allocations familiales transférées à l'étranger suivant la résidence du bénéficiaire
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

Année	Familles attributaires	Enfants bénéficiaires		Nombre moyen d'enfants bénéficiaires par famille
		Nombre	En % du total	
1970	6 916	14 439	13,2	2,09
1975	9 117	18 391	16,2	2,02
1980	7 566	13 823	13,8	1,83
1981	7 283	13 134	13,2	1,80
1982	7 150	12 768	13,0	1,79
1983	6 995	12 224	12,7	1,75
1984	6 554	11 570	12,3	1,77
1985	6 484	11 498	12,3	1,77
1986	6 614	11 653	12,5	1,76
1987	7 191	12 672	13,5	1,77
1988	7 749	13 629	14,3	1,76
1989	8 796	15 596	15,8	1,77
1990	9 689	17 041	16,9	1,76
1991	10 630	18 688	17,7	1,76
1992	11 048	19 432	17,9	1,76
1993	12 217	21 232	18,7	1,74
1994	14 006	24 181	20,2	1,73
1995	15 611	26 884	21,5	1,72
1996	16 935	29 089	22,4	1,72
1997	18 079	31 107	23,2	1,72
1998	20 045	34 666	24,7	1,73
1999	21 678	37 414	25,9	1,73
2000	23 699	41 128	27,4	1,74

Tableau 3.2. - Evolution des allocations familiales transférées à l'étranger suivant le pays de résidence des bénéficiaires:
nombre des familles attributaires
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

Année	Allemagne	Belgique	France	Italie	Portugal	Autres pays UE	Autres	Total
1970	862	2 212	927	615	1 893	407	-	6 916
1975	889	2 539	2 060	297	2 937	116	279	9 117
1980	660	2 285	2 389	176	1 808	51	197	7 566
1981	667	2 271	2 425	173	1 534	50	163	7 283
1982	685	2 316	2 422	154	1 367	52	154	7 150
1983	641	2 420	2 434	126	1 185	49	140	6 995
1984	707	2 291	2 394	93	809	35	225	6 554
1985	684	2 229	2 367	80	808	32	284	6 484
1986	765	2 337	2 477	76	818	34	107	6 614
1987	876	2 384	2 679	77	1 036	33	106	7 191
1988	959	2 453	3 082	83	1 019	32	121	7 749
1989	1 095	2 437	3 604	68	1 422	30	140	8 796
1990	1 149	2 473	4 343	69	1 497	28	130	9 689
1991	1 270	2 538	5 000	49	1 639	33	101	10 630
1992	1 361	2 652	5 541	45	1 352	31	66	11 048
1993	1 453	2 929	6 589	40	1 167	36	3	12 217
1994	1 753	3 312	7 694	42	1 140	63	2	14 006
1995	2 028	3 666	8 707	53	1 081	75	1	15 611
1996	2 172	3 967	9 618	46	1 057	75	-	16 935
1997	2 320	4 283	10 370	48	962	94	2	18 079
1998	2 595	4 609	11 710	67	950	113	1	20 045
1999	2 909	4 966	12 531	79	1 021	104	68	21 678
2000	3 213	5 296	13 893	77	1 037	117	66	23 699

Graphique 3.1. - **Evolution des allocations familiales transférées dans les principaux pays: nombre de familles**
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

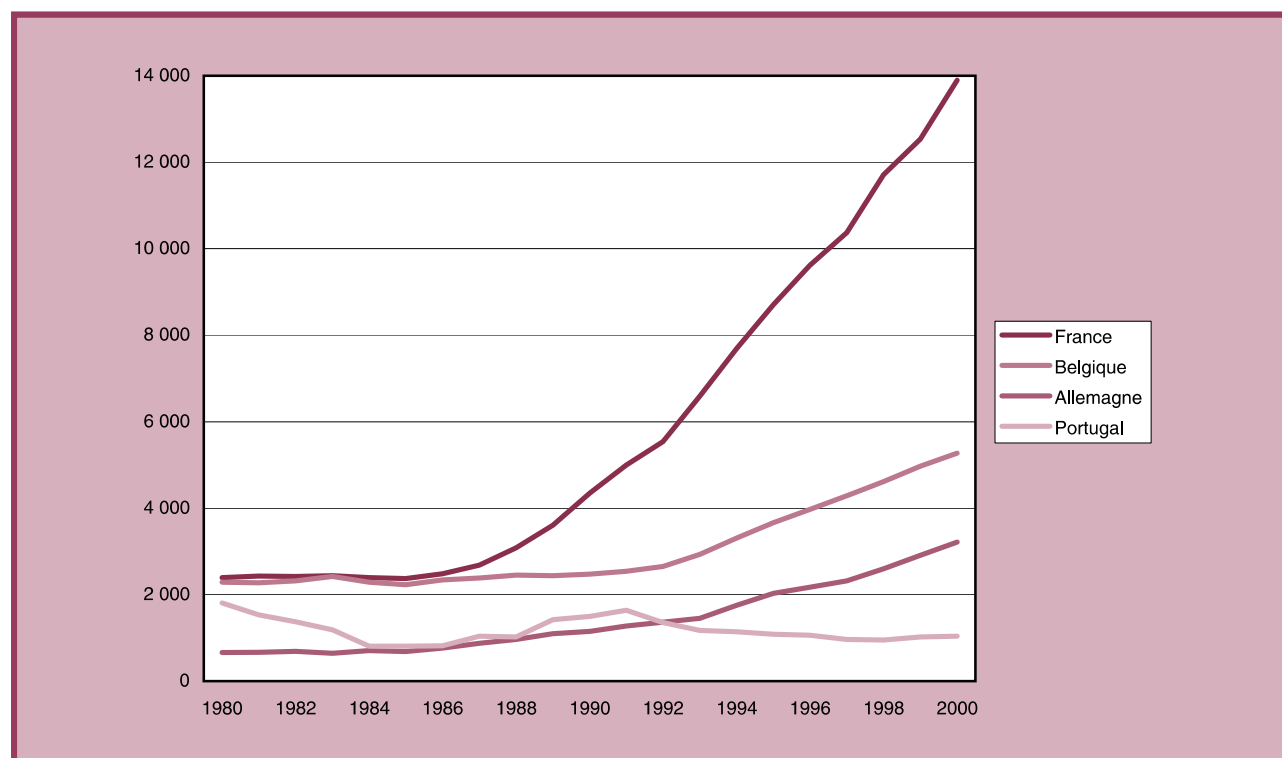


Tableau 3.3. - **Evolution des allocations familiales transférées à l'étranger suivant le pays de résidence:**
nombre des enfants bénéficiaires
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

Année	Allemagne	Belgique	France	Italie	Portugal	Autres pays UE	Autres	Total
1970	1 844	4 439	1 512	1 272	4 425	947	-	14 439
1975	1 874	5 009	3 371	609	6 551	248	729	18 391
1980	1 254	4 285	3 802	342	3 496	102	542	13 823
1985	1 242	4 137	3 794	154	1 418	58	695	11 498
1986	1 382	4 333	4 022	140	1 423	56	297	11 653
1987	1 561	4 452	4 411	136	1 812	53	272	12 697
1988	1 701	4 556	5 089	134	1 785	51	313	13 629
1989	1 932	4 514	5 938	115	2 692	51	354	15 596
1990	2 056	4 558	7 090	110	2 888	44	295	17 041
1991	2 323	4 655	8 142	76	3 200	58	234	18 688
1992	2 527	4 843	9 147	74	2 642	57	142	19 432
1993	2 721	5 354	10 793	57	2 239	63	5	21 232
1994	3 239	6 123	12 478	63	2 151	120	7	24 181
1995	3 702	6 859	14 113	83	1 990	136	1	26 884
1996	3 953	7 446	15 537	76	1 930	147	-	29 089
1997	4 263	8 088	16 751	79	1 733	191	2	31 107
1998	4 786	8 884	18 984	120	1 668	223	1	34 666
1999	5 391	9 621	20 294	142	1 656	198	112	37 414
2000	5 955	10 301	22 743	132	1 669	224	104	41 128

Tableau 3.4. - Composition des familles attributaires au 31 décembre 2000 suivant le pays de résidence du bénéficiaire

Familles avec ... enfants	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Total
Luxembourg	26 625	24 723	8 110	1 634	289	72	10	2	-	1	61 466
Pays de l'UE	11 131	8 647	3 043	648	122	31	7	3	1	-	23 633
Allemagne	1 220	1 402	467	100	15	8	1	-	-	-	3 213
Autriche	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Belgique	1 857	2 240	910	231	44	10	2	2	-	-	5 296
Danemark	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Espagne	10	7	1	2	-	-	-	-	-	-	20
France	7 386	4 611	1 545	279	56	11	3	1	1	-	13 893
Grèce	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Irlande	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Italie	39	27	8	2	-	-	1	-	-	-	77
Pays-Bas	26	37	18	4	-	-	-	-	-	-	85
Portugal	587	318	93	30	7	2	-	-	-	-	1 037
Royaume-Uni	3	4	1	-	-	-	-	-	-	-	8
Suède	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays étrangers	43	17	1	2	2	1	-	-	-	-	66
Total pays étrangers	11 174	8 664	3 044	650	124	32	7	3	1	0	23 699
TOTAL	37 799	33 387	11 154	2 284	413	104	17	5	1	1	85 165

Tableau 3.5. - Evolution des allocations familiales transférées*) dans les principaux pays
(en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Année	Allemagne	Belgique	France	Italie	Portugal	Autres pays UE	Ex-Yougoslavie	Autres	Total	En % du total
1970	11,21	36,84	12,03	5,04	12,18	2,48	-	-	79,76	8,9
1975	29,13	68,48	43,87	7,11	25,34	0,96	6,45	0,01	181,35	12,2
1980	36,65	110,99	87,66	8,39	22,03	0,86	8,22	0,02	274,81	11,4
1985	44,18	151,07	124,47	6,47	15,08	1,35	8,39	7,09	358,09	11,6
1986	57,30	182,18	154,50	7,77	19,51	1,98	8,16	0,55	431,94	12,1
1987	64,52	201,53	184,50	7,47	22,82	1,99	7,27	0,78	490,89	13,3
1988	75,21	214,02	218,03	7,66	24,11	1,84	7,42	1,03	549,32	14,3
1989	92,01	234,61	276,67	7,39	137,53	3,55	10,06	0,98	762,80	17,2
1990	109,56	261,67	361,04	7,78	166,92	4,10	10,55	0,87	922,49	18,6
1991	131,02	282,64	461,64	7,36	215,99	5,11	9,83	1,06	1 114,63	20,6
1992	149,25	301,49	553,13	5,59	198,25	5,02	6,27	1,10	1 220,09	20,6
1993	194,43	383,77	747,11	5,05	188,74	6,10	0,03	0,42	1 525,70	19,2
1994	237,65	465,78	912,87	6,76	333,48	12,97	0,52	-	1 970,03	22,0
1995	278,26	526,96	1 046,34	7,06	245,13	13,40	0,06	-	2 117,21	22,3
1996	301,01	575,24	1 145,31	7,71	176,11	14,36	-	-	2 219,74	22,5
1997	326,15	642,47	1 269,62	7,81	166,44	17,31	0,31	-	2 430,11	23,3
1998	428,98	826,12	1 679,02	12,84	176,36	24,09	0,14	-	3 147,55	24,5
1999	558,46	1 025,05	2 101,79	17,15	189,88	31,54	0,17	4,33	3 928,37	25,5
2000	816,18	1 798,81	3 369,76	19,23	269,13	32,38	4,24	2,50	6 312,22	37,5
	20,23 €	44,59 €	83,53 €	0,48 €	6,67 €	0,80 €	0,11 €	0,06 €	156,48 €	

*) Sans congé parental et allocation d'éducation.

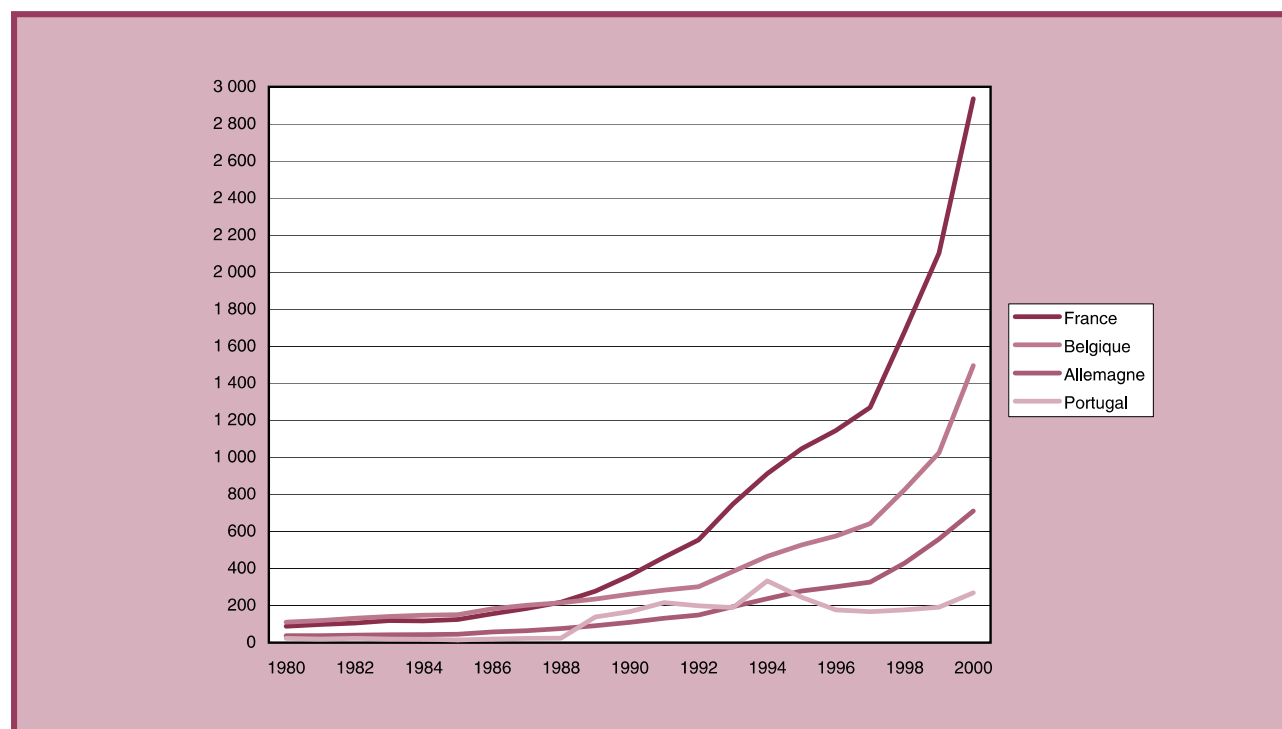
Graphique 3.2. - Evolution du montant des allocations familiales transférées dans les principaux pays
(en millions LUF)

Tableau 3.6. - Nombre d'indemnités pour le congé parental transférées à l'étranger au 31 décembre 2000

	Nombre d'indemnités				Nombre d'indemnités		
	à plein temps	à mi-temps	Total	en % du total	premières allocations	deuxièmes allocations	Allocations mono-parentales
Allemagne	106	29	135	15,03	115	7	13
Belgique	177	108	285	31,74	243	27	15
France	337	141	478	53,23	408	52	18
TOTAL	620	278	898	100,00	766	86	46

Tableau 3.7. - Nombre d'allocations d'éducation transférées à l'étranger au 31 décembre 2000

	Nombres d'allocations		
	entières	partielles	Total
Allemagne	354	4	358
Belgique	482	11	493
France	965	2	967
Portugal	4	-	4
Danemark	4	-	4
Espagne	-	-	0
Grande-Bretagne	-	-	0
Pologne	-	-	0
Suède	-	-	0
Etats-Unis	-	-	0
Autres pays	5	-	5
TOTAL	1 814	17	1 831

Tableau 3.8. - Indemnités pour le congé parental transférées à l'étranger (en millions LUF/EUR pour l'exercice 2000)

Année	Allemagne	Belgique	France	Portugal	Total	En % du total
1999	32,50	59,27	100,22	0,12	192,12	41,0
2000	76,80	158,23	288,29	0,00	523,32	43,9%
	1,90 €	3,92 €	7,15 €	0,00 €	12,97 €	

Section 4 - Récapitulation des principales catégories de prestations

Tableau 4.1. - Transferts aux non-résidents d'après les différentes gestions
(en millions LUF/EUR)

Organisme payeur	1975	1980	1990	1995	1999	2000 provisoire	
Union des caisses de maladie	362,3	632,8	2 333,0	4 987,2	5 848,0	6 766,5	167,74 €
Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité	538,2	980,9	2 861,2	5 483,6	7 226,0	7 587,8	188,10 €
Caisse de pension des employés privés	65,5	173,9	486,9	1 051,8	1 531,2	1 703,2	42,22 €
Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels	4,5	7,8	59,8	127,0	167,7	182,1	4,51 €
Caisse de pension agricole	0,5	1,0	5,6	18,6	18,7	17,4	0,43 €
Caisse nationale des prestations familiales	181,5	274,8	922,5	2 117,2	4 323,3	6 782,1	168,12 €
Association d'assurance contre les accidents							
- Section agricole et forestière	2,0	4,0	7,7	14,6	3,6	4,7	0,12 €
- Section industrielle	158,3	239,4	469,4	866,0	1 207,5	1 347,5	33,40 €
TOTAL DES PRESTATIONS AUX NON-RESIDENTS	1 338,5	2 335,8	7 194,4	14 738,0	20 402,5	24 454,4	606,21 €

Adresses utiles

Organisme	Adresse	Adresse postale	Téléphone	Télécopieur
Ministère de la sécurité sociale	L-2763 Luxembourg 26, rue Ste Zithe	L-2936 Luxembourg	478-1	478-6328
Ministère de la famille, de la solidarité sociale et de la jeunesse	L-2420 Luxembourg 12-14, av. Emile Reuter	L-2919 Luxembourg	478-1	478-6570
Ministère du travail et de l'emploi	L-2763 Luxembourg 26, rue Ste Zithe	L-2939 Luxembourg	478-1	478-6325
Inspection générale de la sécurité sociale	L-2763 Luxembourg 26, rue Ste Zithe	boîte postale 1308 L-1013 Luxembourg	478-1	478-6225
Centre commun de la sécurité sociale	L-1471 Luxembourg 125, route d'Esch	L-2975 Luxembourg	40141- 1	40 44 81
Union des caisses de maladie	L-1471 Luxembourg 125, route d'Esch	boîte postale 1023 L-1010 Luxembourg	49 83 31-1	49 83 32
Contrôle médical de la sécurité sociale	L-1471 Luxembourg 125, route d'Esch	boîte postale 1342 L-1013 Luxembourg	40 141-2060	40 78 62
Conseil arbitral des assurances sociales	L-1528 Luxembourg 16, bd de la Foire		45 32 86-1	44 32 66
Conseil supérieur des assurances sociales	L-1922 Luxembourg 2-4, rue Beck		26 26 04-1	26 26 05-38
Office statistique des Communautés européennes	L-2721 Luxembourg 5, rue A. Weicker	L-2920 Luxembourg	43 01-1	43 01-35399
Service central de la statistique et des études économiques - STATEC	L-2449 Luxembourg 6, bd Royal	boîte postale 304 L-2013 Luxembourg	478-1	46 42 89
Caisses de maladie				
Caisse de maladie des ouvriers	L-1471 Luxembourg 125, route d'Esch	L-2973 Luxembourg	40 11 2-1	40 06 11
Agences				
L-3260 Bettembourg	4, route de Mondorf	boîte postale 27 L-3201 Bettembourg	51 13 10	
L-9711 Clervaux	84, Grand-rue	boîte postale 36 L-9701 Clervaux	92 11 01	
L-9208 Diekirch	16, rue Jean l'Aveugle	boîte postale 150 L-9202 Diekirch	80 93 13	
L-4660 Differdange	9, rue Michel Rodange	boîte postale 11 L-4501 Differdange	58 80 04 58 50 60	
L-3510 Dudelange	20, rue de la Libération	boîte postale 87 L-3401 Dudelange	51 18 43	
L-6486 Echternach	Porte St-Willibrord	boîte postale 18 L-6401 Echternach	72 02 50 72 90 32	
L-4132 Esch/Alzette	coin Grand-rue et rue de l'Eglise	boîte postale 332 L-4004 Esch/Alzette	53 05 37 53 00 98	
L-9063 Ettelbruck	Place Marie-Adélaïde	boîte postale 115 L-9002 Ettelbruck	81 01 62	
Goodyear L-7750 Colmar-Berg	av. Gordon Smith	boîte postale 2 L-7750 Colmar-Berg	81 99-2914	
L-6719 Grevenmacher	9, rue du Centenaire	boîte postale 37 L-6701 Grevenmacher	75 02 97	
L-2449 Luxembourg-Ville	8, boulevard Royal		47 17 84	
L-7525 Mersch	rue de Colmar-Berg	boîte postale 92 L-7501 Mersch	32 00 65	
L-4756 Pétange	2, place du Marché	boîte postale 18 L-4701 Pétange	50 71 40 50 72 49	

Adresses utiles (suite)

Organisme	Adresse	Adresse postale	Téléphone	Télécopieur
L-8510 Redange/Attert	33, Grand-rue	boîte postale 32 L-8501 Redange/Attert	62 10 62	
L-5574 Remich	6, avenue Lamort-Velter	boîte postale 8 L-5501 Remich	66 90 09	
L-3710 Rumelange	Place G.-D. Charlotte	boîte postale 22 L-3701 Rumelange	56 50 40	
L-8443 Steinfort	Hôtel de Ville, 4, place Patton	boîte postale 43 L-8401 Steinfort	39 00 61	
L-9530 Wiltz	6, Grand-rue	boîte postale 7 L-9502 Wiltz	95 80 37	
Administration des caisses de maladie de l'Arbed		L-4006 Esch/Alzette	53 13-3702 53 13-3703	53 13 37 99
Caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics	L-2132 Luxembourg 32, avenue Marie-Thérèse	L-2091 Luxembourg boîte postale 7	45 16 81	45 67 50
Caisse de maladie des employés privés	L-1471 Luxembourg 125, route d'Esch	L-2972 Luxembourg	40 113-1	40 43 06
Caisse de maladie des fonctionnaires et employés communaux	L-2420 Luxembourg 20, avenue Emile Reuter	boîte postale 328 L-2013 Luxembourg	45 05 15	45 02 01 222
Entraide médicale des chemins de fer luxembourgeois	L-1616 Luxembourg 15, place de la Gare	boîte postale 1803 L-1018 Luxembourg	49 90-4462	49 90-4501
Administration commune des caisses sécurité sociale des classes moyennes	L-1631 Luxembourg 39, rue Glesener		40 52 02-1	40 52 02-218
Administration commune des caisses sécurité sociale de la profession agricole	L-2714 Luxembourg 2, rue du Fort Wallis	boîte postale 2616 L-2969 Luxembourg	40 51 15-1	48 56 85
Caisses de pension				
Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité	L-1471 Luxembourg 125, route d'Esch	L-2977 Luxembourg	40 141-1	49 52 92
Caisse de pension des employés privés	L-1724 Luxembourg 1a, bd Prince Henri	L-2096 Luxembourg	22 41 41-1	22 41 41-368
Association d'assurance contre les accidents	L-1471 Luxembourg 125, route d'Esch	L-2976 Luxembourg	40 141-1	49 53 35
Caisse nationale des prestations familiales	L-1724 Luxembourg 1a, bd Prince Henri	boîte postale 394 L-2013 Luxembourg	47 71 53-1	47 71 53-328
Administration de l'emploi	L-1229 Luxembourg 10, rue Bender	boîte postale 2208 L-1022 Luxembourg	478-1	40 61 40
Fonds national de solidarité	L-2330 Luxembourg 138, bd de la Pétrusse	boîte postale 2411 L-1024 Luxembourg	49 10 81 -1	49 10 81-67
Service national d'action sociale	L-2420 Luxembourg 12-14, avenue E. Reuter		478-1	40 47 06

